

**ÉTATS-UNIS - RÈGLES D'ORIGINE CONCERNANT
LES TEXTILES ET LES VÊTEMENTS**

Rapport du Groupe spécial

Le rapport du Groupe spécial "États-Unis - Règles d'origine concernant les textiles et les vêtements" est distribué à tous les Membres conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Il est mis en distribution non restreinte le 20 juin 2003, en application des Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC (WT/L/452). Il est rappelé aux Membres que, conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, seules les parties au différend pourront faire appel du rapport d'un groupe spécial. L'appel sera limité aux questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et aux interprétations du droit données par celui-ci. Il n'y aura pas de communication *ex parte* avec le Groupe spécial ou l'Organe d'appel en ce qui concerne les questions que l'un ou l'autre examine.

Note du Secrétariat: Le présent rapport sera adopté par l'Organe de règlement des différends (ORD) dans les 60 jours suivant la date de sa distribution, à moins qu'une partie au différend ne décide de faire appel ou que l'ORD ne décide par consensus de ne pas l'adopter. S'il fait l'objet d'un appel formé devant l'Organe d'appel, il ne sera pas examiné par l'ORD, en vue de son adoption, avant l'achèvement de la procédure d'appel. Des renseignements sur la situation à cet égard peuvent être obtenus auprès du Secrétariat de l'OMC.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1
II. ASPECTS FACTUELS	2
A. ARTICLE 334 DE LA LOI SUR LES ACCORDS DU CYCLE D'URUGUAY	2
B. ARTICLE 405 DE LA LOI DE 2000 SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT	4
C. 19CFR § 102.21	6
III. ARGUMENTS DES PARTIES	6
A. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DE L'INDE	6
1. Introduction.....	6
2. Contexte factuel.....	7
a) L'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay.....	7
b) Les modifications apportées à l'article 334 par l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement.....	8
3. Argumentation juridique	8
a) Les mesures en cause	8
b) Les mesures en cause sont des règles d'origine au sens de l'article premier de l' <i>Accord RO</i>	9
c) Les mesures en cause relèvent des disciplines énoncées à l'article 2 de l' <i>Accord RO</i>	9
d) Les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 2 b) de l' <i>Accord RO</i>	9
e) Les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 2 c) de l' <i>Accord RO</i>	15
f) Les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 2 d) de l' <i>Accord RO</i>	17
g) Les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 2 e) de l' <i>Accord RO</i>	17
4. Conclusion	17
B. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS.....	17
1. Introduction.....	17
2. Contexte factuel.....	19
a) L'Accord sur les règles d'origine.....	19
b) L'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay.....	19
c) L'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement.....	20
3. Contexte procédural	21
4. Argumentation juridique	21
a) L'article 334 est compatible avec l'article 2 b).....	22
b) L'article 405 est compatible avec l'article 2 b).....	24
c) L'article 334 et l'article 405 sont compatibles avec l'article 2 c).....	25

d)	Compatibles avec l'article 2 d), les règles ne sont pas discriminatoires	26
e)	L'administration des règles est compatible avec l'article 2 e)	26
5.	Conclusion	26
C.	DÉCLARATION ORALE DE L'INDE À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL	27
D.	DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL	34
1.	Introduction.....	34
a)	L'Accord sur les règles d'origine.....	35
b)	L'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay.....	35
c)	L'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement.....	35
2.	Analyse juridique.....	36
a)	L'article 334 est compatible avec l'article 2 b).....	36
b)	L'article 405 est compatible avec l'article 2 b).....	36
c)	L'article 334 et l'article 405 sont compatibles avec l'article 2 c)	37
d)	Compatibles avec l'article 2 d), les règles ne sont pas discriminatoires	37
e)	L'administration des règles est compatible avec l'article 2 e).....	38
3.	Conclusion	38
E.	SECONDE COMMUNICATION ÉCRITE DE L'INDE.....	38
1.	Introduction.....	38
2.	Argumentation juridique	38
a)	Les mesures en cause	38
i)	<i>La règle applicable au niveau du tissu</i>	<i>39</i>
ii)	<i>La règle T1+2 pour les tissus de soie, de coton, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales.....</i>	<i>39</i>
iii)	<i>La règle T1+2 pour les produits de sept positions du TDH</i>	<i>39</i>
iv)	<i>La règle applicable au niveau du tissu pour les produits des sept mêmes positions du TDH qui sont faits de coton, de laine ou de mélanges de fibres contenant plus de 16 pour cent de coton.....</i>	<i>40</i>
b)	Les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 2 b) de l'Accord RO	40
i)	<i>Définition des termes "objectifs en matière de commerce"</i>	<i>40</i>
ii)	<i>La prévention du contournement des contingents, telle qu'elle est définie par les États-Unis, est au service d'un objectif commercial</i>	<i>40</i>
iii)	<i>Il ressort du rapport du Sénat que c'est l'article 333, et non l'article 334, qui a été voté pour mettre en œuvre les dispositions anticcontournement de l'ATV.....</i>	<i>41</i>
iv)	<i>L'article 334 est utilisé comme un instrument de protection de la branche de production nationale des États-Unis</i>	<i>41</i>
v)	<i>L'article 405 est utilisé comme un instrument visant à favoriser les Communautés européennes</i>	<i>42</i>

c)	Les mesures en cause sont incompatibles avec la deuxième phrase de l'article 2 c) de l'Accord RO	43
i)	<i>Les mesures en cause exigent le respect d'une condition non liée à la fabrication ou à l'ouvraison</i>	43
ii)	<i>Les mesures en cause imposent des prescriptions indûment rigoureuses</i>	43
d)	Les mesures en cause sont incompatibles avec la première phrase de l'article 2 c) de l'Accord RO	44
i)	<i>La question fondamentale d'interprétation</i>	44
ii)	<i>L'article 2 c) ne prescrit pas la démonstration d'une action effective de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce international transparaissant dans les statistiques commerciales</i>	45
iii)	<i>L'article 2 c) prescrit aux Membres de s'abstenir d'adopter et d'appliquer des règles d'origine qui créent des conditions de concurrence ayant des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce international</i>	45
iv)	<i>Les mesures en cause établissent des conditions de concurrence ayant des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international</i>	47
e)	Les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 2 d) de l'Accord RO	47
i)	<i>Les dispositions interdisant la discrimination (traitement non moins favorable) ont été interprétées comme prohibant la discrimination tant de facto que de jure</i>	47
ii)	<i>La discrimination de facto tombe sous le coup de l'article 2 d) de l'Accord RO</i>	48
iii)	<i>L'article 405 comporte une discrimination de facto au profit des Communautés européennes</i>	48
a)	L'article 405 a pour effet d'imposer des conséquences défavorables à différents degrés	48
b)	Les effets différenciés créés par l'article 405 sont injustifiables.....	49
3.	Constatations et recommandations demandées	49
F.	SECONDE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS	50
1.	Introduction	50
2.	L'Inde n'a pas établi que l'article 334 de l'URAA est incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord RO	51
a)	Les objectifs de l'article 334 ne sont pas des objectifs commerciaux inadmissibles dans le contexte de l'article 2 b).....	51
b)	L'Inde n'a pas prouvé que l'article 334 entraîne des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international.	54
i)	<i>Le cadre d'analyse de l'Inde est incompatible avec l'article 2 c)</i>	54
ii)	<i>L'interprétation des "effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation"</i>	56
c)	L'Inde n'a pas prouvé que l'article 405 soit discriminatoire, ni qu'il restreigne, fausse ou désorganise le commerce international	57
3.	Conclusion	58
G.	DÉCLARATION ORALE DE L'INDE À LA SECONDE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL	58
H.	DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS À LA SECONDE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL	62

1.	Introduction.....	62
2.	L'article 334.....	63
3.	L'article 405.....	66
4.	Conclusion	66
IV.	ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES	67
A.	COMMUNICATION DE LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE	67
B.	COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE	69
1.	Les disciplines de l'article 2 de l'Accord RO et leur effet sur la liberté qu'ont les Membres de choisir leurs règles d'origine	69
2.	Article 2 b) de l'Accord RO.....	70
a)	"Objectif en matière de commerce"	70
b)	"Utilisées comme des instruments visant à favoriser, directement ou indirectement, la réalisation des objectifs en matière de commerce"	70
i)	<i>Article 334 – Protection de la branche de production nationale.....</i>	<i>71</i>
ii)	<i>Article 405 – Favoriser les Communautés européennes au détriment d'autres pays</i>	<i>71</i>
3.	Article 2 c).....	72
a)	Observations relatives au sens de certains éléments	72
b)	Existence d'un seuil <i>de minimis</i> pour les effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation	72
c)	Comment faire la démonstration de l'effet.....	72
4.	Article 2 d)	73
C.	COMMUNICATION DES PHILIPPINES EN TANT QUE TIERCE PARTIE	73
V.	RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE	75
VI.	CONSTATATIONS.....	75
A.	MESURES EN CAUSE	75
B.	APERÇU DES ALLÉGATIONS ET ARGUMENTS DES PARTIES	78
C.	REMARQUES PRÉLIMINAIRES	79
1.	Charge de la preuve	79
2.	Règles d'interprétation applicables	80
3.	Disciplines prescrites par l'article 2 de l'Accord RO	80
D.	ALLÉGATIONS DE L'INDE CONCERNANT L'ARTICLE 334 ET L'ARTICLE 405	81
1.	Allégations formulées par l'Inde au titre de l'article 2 b) de l'Accord RO	81
a)	Article 2 b) de l'Accord RO.....	81
b)	Compatibilité de l'article 334 avec l'article 2 b) de l'Accord RO	85
c)	Compatibilité de l'article 405 avec l'article 2 b) de l'Accord RO	100

2.	Allégation formulée par l'Inde au titre de la première phrase de l'article 2 c) de l'Accord RO	105
a)	Première phrase de l'article 2 c) de l'Accord RO	105
b)	Compatibilité des mesures en cause avec la première phrase de l'article 2 c) de l'Accord RO	113
i)	<i>Arguments de l'Inde tels qu'ils ont été exposés dans sa première communication écrite</i>	<i>113</i>
ii)	<i>Arguments de l'Inde tels qu'ils ont été exposés après sa première communication écrite</i>	<i>122</i>
3.	Allégations formulées par l'Inde au titre de la deuxième phrase de l'article 2 c) de l'Accord RO	123
a)	Deuxième phrase de l'article 2 c) de l'Accord RO	123
b)	Compatibilité des mesures en cause avec la deuxième phrase de l'article 2 c) de l'Accord RO	127
i)	<i>"Respect d'une condition non liée à la fabrication ou à l'ouvraison"</i>	<i>127</i>
ii)	<i>"Prescriptions indûment rigoureuses"</i>	<i>129</i>
4.	Allégation formulées par l'Inde au titre de l'article 2 d) de l'Accord RO	131
a)	Article 2 d) de l'Accord RO	131
b)	Compatibilité de l'article 405 avec l'article 2 d) de l'Accord RO	135
E.	ALLÉGATIONS DE L'INDE AU SUJET DE LA MISE EN ŒUVRE DES RÈGLEMENTS DOUANIERS	140
F.	ALLÉGATIONS DE L'INDE AU SUJET DE L'APPLICATION DES MESURES EN CAUSE	141
VII.	CONCLUSION	141
ANNEXE A	- RÉPONSES DES PARTIES AUX QUESTIONS	142
ANNEXE A-1	- RÉPONSES DE L'INDE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL À LA SUITE DE LA PREMIÈRE RÉUNION	143
ANNEXE A-2	- RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL À LA SUITE DE LA PREMIÈRE RÉUNION	172
ANNEXE A-3	- RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR L'INDE À LA SUITE DE LA PREMIÈRE RÉUNION	185
ANNEXE A-4	- RÉPONSES DE L'INDE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL À LA SUITE DE LA SECONDE RÉUNION	188
ANNEXE A-5	- RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL À LA SUITE DE LA SECONDE RÉUNION	203
ANNEXE A-6	- RÉPONSES DE L'INDE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS À LA SUITE DE LA SECONDE RÉUNION	216

ANNEXE A-7 - OBSERVATIONS DE L'INDE SUR LES RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL À LA SUITE DE LA SECONDE RÉUNION.....	219
ANNEXE A-8 - OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LES RÉPONSES DE L'INDE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS À LA SUITE DE LA SECONDE RÉUNION.....	229
ANNEXE - RÉPONSES DES TIERCES PARTIES AUX QUESTIONS	231
ANNEXE B-1 - RÉPONSES DE LA CHINE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL	232
ANNEXE B-2 RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL	242
ANNEXE B-3 - RÉPONSES DES PHILIPPINES AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL	247
ANNEXE - 19 CFR	251

I. INTRODUCTION

1.1 Le 11 janvier 2002, l'Inde a demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (ci-après le "Mémorandum d'accord"), à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après le "GATT de 1994"), à l'article 7 de l'Accord sur les règles d'origine (ci-après l'"*Accord RO*") ... au sujet de l'article 334 de la Loi des États-Unis de 1994 sur les Accords du Cycle d'Uruguay (ci-après l'"article 334"), de l'article 405 de la Loi des États-Unis de 2000 sur le commerce et le développement (ci-après l'"article 405") et des règlements douaniers mettant en œuvre ces dispositions.¹

1.2 Des consultations ont eu lieu à Genève les 7 et 28 février et le 26 mars 2002, mais n'ont pas abouti à un règlement mutuellement satisfaisant de la question.

1.3 Le 7 mai 2002, l'Inde a demandé² à l'Organe de règlement des différends (ci-après l'"ORD") d'établir un groupe spécial conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, à l'article XXIII du GATT de 1994 et à l'article 8 de l'*Accord RO*. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde désignait les règles d'origine concernant les textiles et les vêtements établies à l'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay (ci-après l'"URAA"), et dans l'Énoncé des mesures administratives accompagnant l'URAA, les modifications ultérieures apportées par l'article 405 de la Loi sur le commerce extérieur et le développement, les règlements douaniers mettant en œuvre ces lois, ainsi que l'administration de ces lois et règlements, comme étant les mesures en cause. L'Inde alléguait que les règles d'origine concernant les textiles et les vêtements appliquées par les États-Unis étaient incompatibles avec les paragraphes b), c), d) et e)³ de l'article 2 de l'*Accord RO*.⁴

1.4 À sa réunion du 24 juin 2002, l'ORD a établi un groupe spécial comme l'Inde l'avait demandé, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial a été doté du mandat type. Ce mandat est le suivant:

"Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par l'Inde dans le document WT/DS243/5/Rev.1, la question portée devant l'ORD par l'Inde dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."⁵

¹ WT/DS243/1.

² L'Inde avait initialement présenté sa demande le 7 mai 2002, mais en omettant de mentionner l'article 2. Le 3 juin, elle a présenté une demande d'établissement d'un groupe spécial corrigée, et c'est sur cette base que le Groupe spécial a été établi.

³ L'Inde a décidé de s'abstenir de maintenir son allégation selon laquelle l'administration des règles d'origine des États-Unis est incompatible avec l'article 2 e) de l'*Accord RO* parce qu'elle considère que le Mémorandum d'accord n'offre pas de mesure corrective efficace contre des actions incompatibles avec les règles de l'OMC qui ont été menées dans le passé. En conséquence, toute constatation de violation de cette disposition n'aboutirait pas à une mesure corrective efficace pour l'Inde.

⁴ WT/DS/243/5/Rev.1.

⁵ WT/DS243/6.

1.5 Le Groupe spécial a été constitué le 10 octobre 2002; sa composition est la suivante:

Président: M. Lars Anell

Membres: Mme Mary Elizabeth Chelliah
M. Donald McRae⁶

1.6 Le Bangladesh, la Chine, les Communautés européennes, le Pakistan et les Philippines ont réservé leurs droits de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial. La Chine, les Communautés européennes et les Philippines ont présenté des arguments écrits et oraux au Groupe spécial.

1.7 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties les 12 et 13 décembre 2002 ainsi que le 23 janvier 2003. Il s'est réuni avec les tierces parties le 13 décembre 2002. Le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties le [...] 2003. Il a remis son rapport final aux parties le [...] 2003.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Le présent différend concerne les règles d'origine que les États-Unis appliquent aux textiles et aux vêtements conformément à l'article 334 de l'URAA et les modifications ultérieures qui y ont été apportées par l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce et le développement ainsi que les règlements douaniers de mise en œuvre figurant dans 19 CFR § 102.21.

A. ARTICLE 334 DE LA LOI SUR LES ACCORDS DU CYCLE D'URUGUAY

2.2 La partie pertinente de l'article 334 dispose ce qui suit:

"b) Principes.-

1) Règle générale – Sauf disposition légale contraire, un produit textile ou un vêtement, aux fins des lois douanières et de l'administration des restrictions quantitatives, est originaire d'un pays, d'un territoire ou d'une possession insulaire, et il est un produit du sol, de l'industrie ou des manufactures de ce pays, de ce territoire ou de cette possession insulaire si –

A) le produit est entièrement obtenu ou produit dans ce pays, ce territoire ou cette possession;

B) le produit est un fil, une ficelle, une corde, un cordage ou une tresse et –

i) les fibres discontinues dont il est constitué sont filées dans ce pays, ce territoire ou cette possession, ou

ii) le filament continu est extrudé dans ce pays, ce territoire ou cette possession,

C) le produit est un tissu, y compris un tissu classé dans le chapitre 59 du TDH et les fibres, filaments ou fils dont il est constitué sont tissés, tricotés, aiguilletés, touffetés, feutrés, enchevêtrés ou transformés par tout

⁶ *Ibid.*

autre processus de fabrication du tissu dans ce pays, ce territoire ou cette possession; ou

D) le produit est tout autre produit textile ou vêtement qui est entièrement assemblé dans ce pays, ce territoire ou cette possession, à partir de ses éléments constitutifs.

2) Règles spéciales – Nonobstant le paragraphe 1) D) –

A) l'origine d'une marchandise qui est classée dans l'une des positions ou sous-positions du TDH ci-après sera déterminée conformément aux alinéas A), B) ou C) du paragraphe 1), selon qu'il conviendra: 5609, 5807, 5811, 6209.20.50.40, 6213, 6214, 6301, 6302, 6303, 6304, 6305, 6306, 6307.10, 6307.90, 6308, ou 9404.90; et

B) un produit textile ou un vêtement qui est tricoté en forme sera considéré comme étant originaire et comme étant un produit du sol, de l'industrie ou des manufactures du pays, du territoire ou de la possession dans lequel il est tricoté.

3) Règle multipays – Si l'origine d'une marchandise ne peut pas être déterminée conformément au paragraphe 1) ou 2), cette marchandise sera alors considérée comme étant originaire, et comme étant un produit du sol, de l'industrie ou des manufactures –

A) du pays, du territoire ou de la possession dans lequel le processus d'assemblage ou de fabrication le plus important a lieu, ou

B) si l'origine de la marchandise ne peut pas être déterminée conformément à l'alinéa A), du dernier pays, territoire ou possession dans lequel un processus d'assemblage ou de transformation important a lieu."

2.3 Les désignations des marchandises pouvant être classées dans les positions et sous-positions du TDH mentionnées à l'article 334 cité ci-dessus sont les suivantes:

<u>Position du TDH</u>	<u>Désignation</u>
5609	Articles en fils, lames ou formes similaires des n° 54.04 ou 54.05, ficelles, cordes ou cordages, non dénommés ni compris ailleurs.
5807	Étiquettes, écussons et articles similaires en matières textiles, en pièces, en rubans ou découpés, non brodés.
5811	Produits textiles matelassés en pièces, constitués d'une ou plusieurs couches de matières textiles associées à une matière de rembourrage par piqûre, capitonnage ou autre cloisonnement, autres que les broderies du n° 5810.
62.09.20.50.40	Couches en tissu de coton pour bébés.
6213	Mouchoirs et pochettes.
6214	Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles, voilettes et articles similaires.
6301	Couvertures.
6302	Linge de lit, de table, de toilette ou de cuisine.
6303	Vitrages, rideaux et stores d'intérieur; cantonnières et tours de lit.
6304	Autres articles d'ameublement, à l'exclusion de ceux du n° 94.04.

6305	Sacs et sachets d'emballage.
6306	Bâches et stores d'extérieur; tentes; voiles pour embarcations, planches à voile ou chars à voile; articles de campement.
6307.10	Serpillières ou wassingues, lavettes, chamoisettes et articles d'entretien similaires.
6307.90	Autres articles confectionnés.
6308	Assortiments composés de pièces de tissus et de fils, même avec accessoires, pour la confection de tapis, de tapisseries, de nappes de table ou de serviettes brodées, ou d'articles textiles similaires, en emballages pour la vente au détail.
9404.90	Autres articles de literie.

B. ARTICLE 405 DE LA LOI DE 2000 SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

2.4 L'article 405 portait modification de l'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay. Deux exceptions créées par l'article 405 à la règle "de l'élaboration du tissu" établie par l'article 334 sont particulièrement pertinentes pour le présent différend. Spécifiquement, l'article 405 dispose ce qui suit:

- pour le tissu de soie, de coton, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales, l'origine est conférée par la teinture et l'impression et deux ou plus des opérations de finissage spécifiées; et
- pour certains produits textiles faisant l'objet d'une exception à la règle de l'assemblage, l'origine est également conférée par la teinture et l'impression et deux ou plus des opérations de finissage spécifiées, sous réserve de certaines exceptions.

2.5 L'article 405 a) est ainsi libellé:

"Règle générale. L'article 334 b) 2) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay (19 U.S.C. 3592 b) 2)) est modifié –

1) par la redénomination des alinéas A) et B) qui deviennent les clauses i) et ii), respectivement;

2) pour la question précédant la clause i) (telle que redénommée) par la suppression de "Nonobstant le paragraphe 1) D)" et l'insertion de "A) Nonobstant le paragraphe 1) D) et exception faite de ce qui est prévu aux alinéas B) et C)"; et

3) par l'adjonction à la fin du texte suivant:

"B) Nonobstant le paragraphe 1) C), le tissu classé dans le TDH comme étant de soie, de coton, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales sera considéré comme étant originaire et comme étant un produit du sol, de l'industrie ou des manufactures du pays, du territoire ou de la possession dans lequel il est à la fois teint et imprimé, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage.

"C) Nonobstant le paragraphe 1) D), les marchandises classées dans les positions 6117.10, 6213.00, 6214.00, 6302.22, 6302.29, 6302.52, 6302.53, 6302.59, 6302.92, 6302.93, 6302.99, 6303.92, 6303.99, 6304.19, 6304.93,

6304.99, 9404.90.85, ou 9404.90.95 du TDH, à l'exception de celles qui y sont classées comme étant de coton ou de laine ou composées de mélanges de fibres contenant 16 pour cent ou plus en poids de coton, seront considérées comme étant originaires et comme étant un produit du sol, de l'industrie ou des manufactures du pays, du territoire ou de la possession dans lequel le tissu est à la fois teint et imprimé, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage."

2.6 Le texte complet de l'article 334 tel qu'il a été modifié par l'article 405 se trouve dans 19 U.S.C. § 3592.

2.7 Les désignations des marchandises pouvant être classées dans les positions, les sous-positions et subdivisions de sous-positions mentionnées dans l'article 405 cité plus haut sont les suivantes:

<u>Position du TDH</u>	<u>Désignation</u>
61.17	Autres accessoires confectionnés du vêtement, en bonneterie;
	parties de vêtements ou d'accessoires du vêtement, en bonneterie.
6117.10	Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles, voilettes et articles similaires (en bonneterie).
62.13	Mouchoirs et pochettes.
62.14	Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles, voilettes et articles similaires.
63.02	Linge de lit, de table, de toilette ou de cuisine.
6302.22	Linge de lit, autre qu'en bonneterie, imprimé, de fibres synthétiques ou artificielles.
6302.29	Linge de lit, autre qu'en bonneterie, imprimé, d'autres matières textiles, à l'exclusion du coton.
6302.52	Linge de table, autre qu'en bonneterie, de lin.
6302.53	Linge de table, autre qu'en bonneterie, de fibres synthétiques ou artificielles.
6302.59	Linge de table, autre qu'en bonneterie, d'autres matières textiles, à l'exclusion du coton.
6302.92	Linge de toilette ou de cuisine, autre que bouclé du genre éponge, de lin.
6302.93	Linge de toilette ou de cuisine, autre que bouclé du genre éponge, de fibres synthétiques ou artificielles.
6302.99	Linge de toilette ou de cuisine, autre que bouclé du genre éponge, d'autres matières textiles.
63.03	Vitrages, rideaux et stores d'intérieur; cantonnières et tours de lit.
6303.92	- - Autres qu'en bonneterie, de fibres synthétiques.
6303.99	- - Autres qu'en bonneterie, d'autres matières textiles.
63.04	Autres articles d'ameublement, à l'exclusion de ceux du n° 94.04.
6304.19	- - Couvre-lits, autres qu'en bonneterie.
6304.93	- - Autres, autres qu'en bonneterie, de fibres synthétiques.
6304.99	- - Autres, autres qu'en bonneterie, d'autres matières textiles.
9404.90	Autres articles de literie.
9404.90.85	Couvre-pieds, édredons et articles similaires.
9404.90.95	Autres articles de bonneterie.

C. 19CFR § 102.21

2.8 Au paragraphe a) de l'article 334, le Secrétaire au Trésor est chargé de prescrire des règles pour mettre en œuvre les principes énoncés à l'article 334 de l'URAA en vue de déterminer l'origine des textiles et des vêtements. Le règlement figurant dans 19 CFR § 102.21 résulte de l'exercice de cette fonction. Le règlement établi à l'article 102.21 contient des modifications, adoptées à titre provisoire, visant à aligner le texte réglementaire sur les modifications légales apportées à l'article 334 telles qu'elles sont énoncées à l'article 405. Le texte de 19 CFR § 102.21 est joint en annexe au présent rapport (annexe C).

III. ARGUMENTS DES PARTIES

3.1 Les arguments présentés par les parties dans leurs communications écrites et leurs déclarations orales sont repris dans les pages qui suivent.⁷ On trouvera à l'annexe A leurs réponses aux questions qui leur ont été posées et les observations de chacune sur les réponses de l'autre.

A. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DE L'INDE

1. Introduction

3.2 Comme la Commission du commerce international ("ITC") des États-Unis l'a noté, "les règles d'origine ont un effet particulièrement important dans le secteur des textiles parce que la fabrication de ces produits comporte un grand nombre d'opérations de production souvent effectuées dans plus d'un pays".⁸ La tentation d'utiliser les règles d'origine comme un instrument de protectionnisme est donc particulièrement forte dans ce secteur. Les États-Unis n'ont pas su y résister. Tout en préconisant des règles d'origine neutres, sans effet sur le commerce, ils ont introduit dans leur législation de mise en œuvre des résultats des négociations du Cycle d'Uruguay des règles nouvelles de détermination de l'origine des produits textiles et des vêtements qui changeaient les critères à retenir pour déterminer l'origine des produits soumis à un régime transitoire de contingents par pays établi en vertu de l'Accord sur les textiles et les vêtements ("ATV"), de telle sorte que des échanges qui auparavant n'étaient pas contingentés étaient désormais soumis à des limites quantitatives.

3.3 Bon nombre de Membres de l'OMC, tant développés qu'en développement, firent part des préoccupations que leur inspiraient ces nouvelles règles d'origine des États-Unis. Les Communautés européennes se plaignirent aussi de l'incompatibilité de ces règles avec celles de l'OMC et de leurs effets sur l'industrie communautaire des textiles et des vêtements; en 1997, elles engagèrent une procédure de règlement des différends contre les États-Unis dans le cadre de l'OMC. Elles retirèrent leur plainte après avoir conclu avec eux un accord bilatéral prévoyant que le gouvernement américain proposerait au Congrès des modifications destinées à régler les questions qui les préoccupaient. Toutefois, lorsque les Communautés européennes se rendirent compte que le projet de loi proposé ne remplissait pas correctement les conditions de l'accord bilatéral, elles engagèrent à l'OMC une nouvelle procédure de règlement des différends contre les États-Unis. Un second accord de règlement fut conclu, et le Congrès des États-Unis, sur la recommandation de l'exécutif, modifia alors à nouveau leurs règles d'origine, en répondant aux préoccupations des Communautés européennes.

⁷ Ces résumés des arguments des parties reposent sur les résumés analytiques que celles-ci ont présentés au Groupe spécial.

⁸ United States International Trade Commission, "The Impact of Rules of Origin on US Imports and Exports" ["L'incidence des règles d'origine sur les importations et les exportations des États-Unis"], Report to the President on Investigation No. 332-192 under section 332 of the Tariff Act of 1930, Publication No. 1695, mai 1985, page xi.

3.4 Les règles d'origine des États-Unis, énoncées à l'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay ("article 334" ou "règles d'origine de 1996") et modifiées par l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement ("article 405" ou "règles d'origine de 2000"), ainsi que les règlements douaniers mettant en œuvre ces dispositions légales, de même que l'application de ces textes, sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre des paragraphes b), c), d) et e) de l'article 2 de l'Accord sur les règles d'origine ("*Accord RO*").

2. Contexte factuel

a) L'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay

3.5 En décembre 1994, le Congrès des États-Unis avait voté une loi relative aux textiles au sous-titre D du Titre III de l'URAA. C'était la première fois aux États-Unis que des règles d'origine non préférentielles par produits étaient créées par le législateur et non par le pouvoir exécutif ou judiciaire. Le sous-titre D du Titre III de l'URAA comprend cinq articles relatifs aux textiles et aux vêtements, les articles 331 à 335. L'article 334 exigeait de la part du Département du Trésor l'élaboration de dispositions réglementaires incorporant certains principes applicables aux règles d'origine pour les textiles et les vêtements.

3.6 Cet article 334 institue trois ensembles fondamentaux de règles d'origine pour les produits textiles et les vêtements:

- un ensemble de "règles générales" énoncées à l'article 334 b) 1);
- des "règles spéciales" applicables à certaines catégories de textiles et de vêtements, énoncées à l'article 334 b) 2);
- une "règle multipays", énoncée à l'article 334 b) 3), pour déterminer l'origine des marchandises dont l'origine n'est pas fixée par les règles générales ou spéciales.

3.7 L'article 334 b) 1) A) institue une règle d'origine dans "un seul pays", qui prévoit, fort logiquement, que si un article est "entièrement obtenu ou produit" dans un seul pays - c'est-à-dire entièrement fabriqué dans un pays à partir de matières ou éléments originaires de ce pays -, il sera réputé originaire dudit pays. Cette règle correspond au principe suivi dans le cadre du règlement douanier précédemment applicable (19 CFR, article 12.130).

3.8 L'article 334 b) 1) B) institue la règle d'origine dite "au niveau du fil" ou "de la fabrication du fil", suivant laquelle les fils, cordes, ficelles et produits similaires sont réputés originaires du pays où ils sont filés, ou (dans le cas des filaments synthétiques, produits par extrusion) du pays où ils sont extrudés. Là encore, ces règles cadrent avec celles qui étaient applicables dans le cadre du règlement douanier précédemment en vigueur.

3.9 En revanche, l'article 334 b) 1) C) pose une règle nouvelle, qui fixe l'origine d'un tissu dans le pays où celui-ci est tissé, tricoté ou élaboré d'une autre manière à l'état "écru". Aucune des opérations qui suivent la fabrication du tissu - teinture, impression ou autres opérations de finissage - n'est reconnue comme conférant l'origine. Il y a là une rupture brutale avec la règle antérieure, en vertu de laquelle la teinture et l'impression, ainsi qu'au moins deux opérations de finissage supplémentaires, étaient réputées suffire à transformer le tissu "écru" élaboré dans un pays en un produit nouveau du pays où les opérations de finissage étaient exécutées. Le terme tissu écru "sert à désigner les produits textiles avant le blanchiment, la teinture ou le finissage".

3.10 Enfin, l'article 334 b) 1) D) renferme la règle de "l'assemblage dans un seul pays". Il dispose que, si un produit textile (autre que ceux des positions spécifiées à l'article 334 b) 2), "Règles

spéciales") est entièrement assemblé dans un seul pays, c'est celui-ci qui en est le pays d'origine. La simple coupe de tissu pour former des parties de vêtement ne suffit plus à conférer l'origine à un produit textile assemblé.

3.11 L'article 334 b) 2) prévoit des "Règles spéciales" d'origine pour les marchandises qui ne relèvent pas de la règle de "l'assemblage dans un seul pays" de l'article 334 b) 1) D). En vertu de l'article 334 b) 2) A), hormis ceux de la position 5609 du Tarif douanier harmonisé ("TDH"), qui couvre les fils, *les produits des autres positions du TDH énumérées se verraient conférer comme origine le lieu où le tissu écru dont ils sont faits aurait été élaboré, et non celui où ils auraient été assemblés*. La seconde exception, prévue à l'article 334 b) 2) B), concerne les produits tricotés en forme. Suivant cette disposition, en effet, lorsque des produits textiles sont "tricotés en forme" dans un pays déterminé, c'est celui-ci qui en sera le pays d'origine.

3.12 Dans bien des cas, les dispositions de l'article 334 b) 1), "Règles générales", et 334 b) 2), "Règles spéciales", ne fournissent pas de pays d'origine définitif pour un article textile ou un vêtement importé. Pour régler les cas de ce genre, l'article 334 b) 3) prévoit une "Règle multipays" d'origine.

b) Les modifications apportées à l'article 334 par l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement

3.13 Le Congrès des États-Unis a modifié l'article 334 par l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement, le but étant de mettre en œuvre l'accord bilatéral réglant l'affaire engagée à l'OMC par les Communautés européennes contre les États-Unis au sujet de l'article 334.

3.14 L'article 405 institue deux exceptions aux règles spéciales énoncées à l'article 334 b) 2). Tout d'abord, alors que l'origine d'un tissu devait être déterminée selon le lieu où le tissu écru était élaboré, le tissu classé dans le TDH comme étant de soie, de coton, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales est désormais considéré comme originaire et comme un produit du sol, de l'industrie ou des manufactures du pays, du territoire ou de la possession dans lequel il est à la fois teint et imprimé, lorsque ces opérations s'accompagnent d'au moins deux des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage.

3.15 Deuxièmement, les marchandises qui relèveraient normalement de la règle de l'assemblage dans un seul pays de l'article 334 b) 2) D), mais qui sont classées dans les positions du TDH expressément énumérées, sont désormais considérées comme étant originaires ou comme étant un produit du sol, de l'industrie ou des manufactures du pays, du territoire ou de la possession où le tissu est à la fois teint et imprimé, lorsque ces opérations s'accompagnent d'au moins deux des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage. Cette exception ne joue pas pour les produits classés dans ces positions qui sont faits de coton ou de laine ou constitués de mélanges de fibres contenant 16 pour cent ou plus en poids de coton.

3. Argumentation juridique

a) Les mesures en cause

3.16 Les mesures précises contestées par l'Inde (les "mesures en cause") sont les règles d'origine des États-Unis énoncées à l'article 334 de l'URAA et modifiées par l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement, ainsi que le règlement douanier pris pour la mise en œuvre de ces dispositions légales, de même que l'application de ces textes.

b) Les mesures en cause sont des règles d'origine au sens de l'article premier de l'*Accord RO*

3.17 Selon l'article premier de l'*Accord RO*, le terme "règles d'origine" s'entend "des lois, réglementations et déterminations administratives d'application générale appliquées par tout Membre pour déterminer le pays d'origine des marchandises, à condition que ces règles d'origine ne soient pas liées à des régimes commerciaux contractuels ou autonomes qui donnent lieu à l'octroi de préférences tarifaires allant au-delà de l'application du paragraphe 1 de l'article premier du GATT de 1994". Les mesures en cause sont les règles appliquées par les États-Unis pour déterminer le pays d'origine, elles ne sont pas liées à un arrangement commercial préférentiel et elles entrent par conséquent dans le champ de la définition des règles d'origine énoncées à l'article 1:1.

c) Les mesures en cause relèvent des disciplines énoncées à l'article 2 de l'*Accord RO*.

3.18 L'*Accord RO* divise les disciplines destinées à guider les déterminations de l'origine en deux catégories, selon la phase durant laquelle elles seront appliquées, à savoir: 1) les disciplines applicables pendant une période de transition, jusqu'à ce que le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine soit achevé, et 2) les disciplines qui s'appliqueront après la période d'harmonisation. L'article 2 de l'*Accord RO* prévoit que, jusqu'à ce que le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine (défini dans la partie IV) soit achevé, les Membres observeront les disciplines stipulées à l'article 2. Dès la mise en œuvre des résultats de ce programme, ce sont les disciplines de l'article 3 qui seront applicables. À la date d'établissement du Groupe spécial, ledit programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine n'était pas achevé. Les États-Unis sont donc liés par les disciplines définies à l'article 2.

d) Les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 2 b) de l'*Accord RO*

3.19 La clause dispositive de l'article 2 b) pose l'obligation de ne pas utiliser les règles d'origine "comme des instruments visant à favoriser [...] la réalisation des objectifs en matière de commerce". Étant donné qu'il est de la plus haute importance de veiller à ce que les règles d'origine ne soient pas ainsi utilisées, les rédacteurs ont délibérément renforcé le corps de cette disposition par la clause qui précède ("nonobstant la mesure ou l'instrument de politique commerciale auquel elles seront liées") et la clause incidente qui vient ensuite ("directement ou indirectement").

3.20 La clause qui précède, "nonobstant la mesure ou l'instrument de politique commerciale auxquels elles seront liées", constate que les règles d'origine seront "liées" à une mesure ou un instrument de politique commerciale, et donc à une mesure ou un instrument qui, par définition, n'est pas neutre, "sans effet sur le commerce". Cette clause implique par conséquent que, si les mesures et instruments de politique commerciale peuvent être appliqués aux fins de la politique commerciale, les règles d'origine devraient en revanche être utilisées exclusivement comme mécanisme de mise en œuvre de ces mesures et instruments.

3.21 L'article 1:2 de l'*Accord RO* donne une liste non exhaustive d'instruments de politique commerciale, qui comprend l'application "du traitement de la nation la plus favorisée au titre des articles I^{er}, II, III, XI et XIII du GATT de 1994; de droits antidumping et de droits compensateurs au titre de l'article VI du GATT de 1994; de mesures de sauvegarde au titre de l'article XIX du GATT de 1994; de la réglementation relative au marquage de l'origine au titre de l'article IX du GATT de 1994; et de restrictions quantitatives ou de contingents tarifaires discriminatoires". On peut par conséquent en conclure que les Membres de l'OMC ont la faculté d'utiliser les règles d'origine pour appliquer des instruments de politique commerciale du genre de ceux qui sont énumérés à l'article 1:2, mais non pour favoriser la réalisation d'objectifs du genre de ceux que l'on cherche couramment à atteindre à l'aide de ces instruments, en particulier protéger la branche de production nationale contre la concurrence des importations ou favoriser les importations en provenance d'un pays au détriment de celles qui viennent d'un autre pays.

3.22 Rappelons que la clause incidente de l'article 2 b) qui vient ensuite est ainsi conçue: "les règles d'origine ne seront pas utilisées comme des instruments visant à favoriser, directement ou indirectement, la réalisation des objectifs en matière de commerce". Le fait qu'il importe au plus haut point de séparer les règles régissant les déterminations de l'origine des objectifs commerciaux se manifeste par l'indication que l'interdiction vaut dès lors que le Membre utilise ses règles d'origine pour favoriser la réalisation d'un objectif commercial, que ce soit directement ou indirectement. La place des adverbes "directement" et "indirectement" étaye l'interprétation suivant laquelle ils modifient l'expression verbale "visant à favoriser", interprétation qui est corroborée par les deux autres versions linguistiques du texte.

3.23 Selon la définition qu'en donne le *New Shorter Oxford English Dictionary*, le terme "instrument" est "a thing used in or for performing an action; a means" (une chose utilisée dans ou pour l'accomplissement d'un acte; un moyen) et le terme "objective", "the thing aimed at or sought; a target, a goal, an aim" (la chose visée ou recherchée; une cible, un but, une visée). Par conséquent, le sens ordinaire du terme "objectif en matière de commerce", dans le contexte de l'article 2 b), est une visée, un but ou un objet qui a trait au commerce. Un instrument est donc le moyen utilisé pour chercher à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce. Pour apprécier si une règle d'origine est utilisée comme un instrument visant à favoriser la réalisation d'un objectif commercial, on peut voir si elle donne les mêmes résultats qu'une mesure ou un instrument de politique commerciale. Les objectifs commerciaux, on l'a vu, peuvent être de protéger la branche de production nationale contre la concurrence des importations ou de favoriser les importations provenant d'un pays par rapport à celles qui proviennent d'un autre pays. Toute règle d'origine qui sert d'instrument pour protéger une branche de production nationale ou pour favoriser les importations en provenance d'un pays au détriment de celles qui proviennent d'un autre pays est, par définition, un instrument visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce.

3.24 Si les Membres ont la faculté de recourir à des mesures ou instruments de politique commerciale pour tâcher de favoriser la réalisation de leurs objectifs en matière de commerce, il leur est en revanche interdit d'utiliser leurs règles d'origine pour atteindre ces mêmes objectifs. En d'autres termes, les règles d'origine ne doivent pas en tant que telles être utilisées comme un instrument d'action. Cette interprétation est étayée par le contexte. L'emploi du terme "nonobstant" dans la clause précédente implique une opposition entre cette clause et l'interdiction d'utiliser les règles d'origine pour favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce. Ainsi, les mesures ou les instruments de politique commerciale peuvent viser à favoriser la réalisation de buts, visées ou objets ayant trait au commerce, mais les règles d'origine ne le peuvent pas. Et elles ne le peuvent pas plus indirectement que directement.

3.25 L'objet et le but de l'*Accord RO* viennent aussi au soutien de cette démarche dans l'interprétation. Aux termes du septième considérant du préambule, les Membres sont désireux, par le truchement de l'*Accord RO*, "de faire en sorte que les règles d'origine soient élaborées et appliquées d'une manière impartiale, transparente, prévisible, cohérente et neutre".

3.26 Pour déterminer si des règles d'origine sont utilisées comme un instrument visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce, il est intéressant d'examiner la conception, les principes de base et la structure de ces règles. Comme l'Organe d'appel l'a noté, "bien qu'il soit exact que l'objectif d'une mesure puisse ne pas être facile à identifier, l'application de cette mesure à des fins de protection peut néanmoins être déterminée, le plus souvent, d'après sa *conception*, ses *principes de base* et sa *structure* révélatrice".⁹

⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques* ("Japon – Boissons alcooliques II"), WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1^{er} novembre 1996, DSR 1996:I, 97, page 29.

3.27 Il ressort de l'examen de la conception, des principes de base et de la structure de l'article 334 que celui-ci est utilisé comme un instrument visant à favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux. Il existe fondamentalement trois méthodes différentes de détermination de l'origine. Elles ont toutes un point commun, à savoir que le produit se voit conférer l'origine du pays où il reçoit de la valeur ajoutée et où sa nature est modifiée.

3.28 L'article 334 confère l'origine suivant des critères qui sont sans rapport avec les opérations ajoutant de la valeur ou avec le changement de nature du produit. Par contre, ces critères sont ceux qui servent couramment à l'application des instruments de politique commerciale.

3.29 L'article 334 b) 1) C) pose en principe que l'origine sera déterminée d'après le lieu où le tissu écru aura été tissé. En outre, l'article 334 b) 2) prévoit la règle spéciale suivant laquelle, "nonobstant" celle de l'assemblage dans un seul pays, l'origine de certains articles plats de certaines positions sera déterminée d'après le lieu où le tissu écru aura été tissé. En ce qui concerne les tissus, les États-Unis se sont éloignés avec ces règles d'origine nouvelles de celles qu'appliquent leurs principaux partenaires commerciaux, dont les Communautés européennes et le Canada. À la connaissance de l'Inde, aucun autre pays ne détermine l'origine d'un tissu suivant le lieu où le tissu écru a été élaboré si ce tissu a subi une ouvraison supplémentaire et été transformé en article plat. Le fait qu'aucun autre pays ne détermine l'origine d'après le lieu où le tissu écru est tissé dit à quel point la coupe et la couture comptent pour fabriquer un produit fini. Le tissu écru peut servir à divers usages – même teint et imprimé. En revanche, une fois qu'il a été coupé et cousu pour faire une taie d'oreiller, nul ne peut s'en servir à aucun autre usage que celui de taie d'oreiller.

3.30 Le recours à la "règle applicable au niveau du tissu", imposée par l'article 334 pour une gamme très large de produits textiles autres que les vêtements, tels les articles de literie (couvre-pieds, couettes, matelas, couvertures), les articles d'ameublement (tapisseries murales, linge de table) et des accessoires de mode comme les écharpes et foulards, prouve bien que ces dispositions sont utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation d'objectifs en matière de commerce. Dans le cas des textiles, articles de literie et articles d'ameublement ainsi que de divers articles confectionnés, les règles de l'article 334 opèrent un changement important dans la détermination du pays d'origine. En vertu de la règle "applicable au niveau du tissu", ces produits sont devenus originaires du pays où le tissu dont ils sont faits a été élaboré (tissé ou tricoté) à l'état écru. Il n'est tenu aucun compte d'aucune des opérations à valeur ajoutée subséquentes telles que la teinture, l'impression ou le finissage du tissu, sa coupe en pièces, l'assemblage de ces pièces en articles finis ou autres opérations.

3.31 La majeure partie des exportations indiennes consiste en tissus écrus. L'Inde exporte ses tissus écrus vers d'autres pays, où ils font l'objet d'une transformation plus poussée avant d'être exportés aux États-Unis. Suivant les anciennes règles, ces produits finis n'étaient pas réputés originaires d'Inde. En revanche, selon l'article 334, ces mêmes produits finis devaient être comptabilisés parmi les exportations de l'Inde à destination des États-Unis et assujettis aux restrictions quantitatives mises en place pour les textiles.

3.32 Les travaux préparatoires confirment que l'article 334 a servi d'instrument de protection de l'industrie nationale des textiles et de l'habillement. C'était la première fois, rappelons-le, que le Congrès des États-Unis intervenait directement pour voter un texte dictant comment les règles d'origine devaient être déterminées dans un secteur particulier. L'un comme l'autre, les rapports de la Commission des voies et moyens de la Chambre et de la Commission du Sénat qui ont finalement été joints à la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay révèlent que, dans l'intention du Congrès, l'article 334 devait être utilisé comme un instrument visant à favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux.

3.33 Suivant l'Énoncé des mesures administratives (SAA) qui accompagnait l'URAA, l'article 334 avait pour but:

- d'aider à combattre la réexpédition et les autres formes de contournement des contingents imposés sur les textiles et les vêtements;
- d'aligner les règles d'origine des États-Unis sur celles qu'appliquaient les autres grands pays importateurs de textiles et de vêtements;
- de favoriser l'harmonisation des règles d'origine à l'échelle internationale assignée comme objectif par l'*Accord RO* de l'OMC;
- de rendre plus exactement compte du lieu où se déroule l'activité de production la plus importante.

3.34 En ce qui concerne le premier de ces objectifs, on voit mal comment les dispositions de l'article 334 "aident à combattre la réexpédition et "les autres formes de contournement des contingents imposés sur les textiles et les vêtements"". Le terme réexpédition s'entend de "l'action ou processus de réexpédition", et le verbe réexpédier signifie "transférer (une cargaison, et ainsi de suite) d'un navire ou d'un mode de transport à un autre". Quant au contournement, il se définit comme une "conduite trompeuse ou frauduleuse dirigée contre une ... personne". L'article 5 de l'ATV renferme une disposition spécifique qui permet à un pays de régler le problème du "contournement par le jeu de la réexpédition, du déroutement, de la fausse déclaration concernant le pays ou le lieu d'origine et de la falsification de documents officiels". Aux termes de l'article 5:2, en effet, "au cas où un Membre considérerait que [l'ATV] est tourné par le jeu de la réexpédition, du déroutement, de la fausse déclaration concernant le pays ou le lieu d'origine et de la falsification de documents officiels et qu'aucune mesure n'est appliquée, ou que les mesures appliquées sont inadéquates, pour faire face à ce contournement et/ou le combattre, il devrait consulter le ou les Membres concernés en vue de chercher une solution mutuellement satisfaisante". Les changements apportés par l'article 334 à la détermination des règles d'origine n'aident pas les États-Unis à combattre la réexpédition.¹⁰

3.35 Deuxièmement, les règles de l'article 334 applicables aux tissus n'ont pas aligné les règles d'origine des États-Unis sur celles qu'utilisent les autres grands pays importateurs de textiles et de vêtements ou partenaires commerciaux des États-Unis. Au contraire, l'article 334 a été critiqué au sein du Comité des règles d'origine de l'OMC. À sa réunion du 1^{er} février 1996, par exemple, les représentants du Canada, des Communautés européennes et de la Suisse s'étaient émus des changements, à l'époque récents, apportés unilatéralement par les États-Unis aux règles d'origine applicables à certains textiles et vêtements.

3.36 L'Inde considère que si les États-Unis avaient modifié leurs règles d'origine en vue de les harmoniser avec celles de leurs principaux partenaires commerciaux, tels les Communautés européennes et le Canada, ces partenaires mêmes ne se seraient pas émus des changements en question. Le simple fait que les Communautés européennes ont attaqué ces règles à l'OMC indique bien qu'elles les considéraient comme fondamentalement différentes des leurs.

¹⁰ On peut même se demander pour quelle raison, s'ils estimaient que l'application du principe de la transformation substantielle ne décourageait pas "la réexpédition ou autre forme de contournement des contingents de textiles et de vêtements" et avaient donc voulu s'écarter de ce principe à l'article 334, les États-Unis sont revenus au principe de la transformation substantielle pour déterminer l'origine de certains des produits des positions spécifiées du TDH énumérés à l'article 405, *mais non de tous ces produits*, lorsqu'ils ont réglé leur différend avec les Communautés européennes.

3.37 Troisièmement, l'article 334 n'a pas fait progresser dans la voie de l'objectif d'une harmonisation des règles d'origine internationales énoncé dans l'*Accord RO*. L'article 3 de cet accord constate que les Membres de l'OMC ont pour objectif d'établir des règles d'origine harmonisées et, à ce propos, dispose à l'alinéa b) que "les Membres, dès la mise en œuvre [des] résultats [du] programme [de travail pour l'harmonisation], veilleront à ce qui suit: ... b) dans le cadre de leurs règles d'origine, le pays à déterminer comme étant l'origine d'une marchandise particulière sera soit celui où la marchandise aura été entièrement obtenue, soit, lorsque plus d'un pays interviendra dans la production de ladite marchandise, celui où la dernière transformation substantielle aura été effectuée". L'article 334 marque une distance par rapport au critère de la transformation substantielle.

3.38 Quatrièmement, on voit mal comment le principe de détermination de l'origine énoncé à l'article 334 b) 2) A), à savoir que l'origine de certains articles confectionnés est déterminée par le lieu où le tissu écru a été tissé, aiderait les États-Unis à "rendre plus exactement compte du lieu où se déroule l'activité de production". Cette activité serait déterminée de manière plus exacte là où la valeur est ajoutée ou la dernière transformation substantielle effectuée, que là où le tissu écru est tissé.

3.39 Des membres du Congrès des États-Unis ont reproché aux règles de l'article 334 d'être protectionnistes. Ce sont les Sénateurs Charles E. Grassley et Bill Bradley qui ont le plus âprement critiqué les effets protectionnistes de l'article 334, qualifiant celui-ci de "modification très importante des règles d'origine".¹¹

3.40 Les règles d'origine de 2000, de leur côté, sont utilisées comme un instrument visant à favoriser les objectifs en matière de commerce. Il suffit d'examiner la conception, les principes de base et la structure de l'article 405 pour le constater. Cet article, on l'a vu, a été conçu et structuré de manière à favoriser les importations en provenance des Communautés européennes au détriment des importations en provenance de pays en développement comme l'Inde. Pour apprécier si une règle d'origine sert d'instrument au service d'un objectif commercial, rappelons-le, on peut voir si elle donne les mêmes résultats qu'une mesure ou un instrument de politique commerciale. Favoriser les importations provenant d'un pays par rapport à celles qui viennent d'un autre pays est un objectif commercial. Toute règle d'origine qui sert d'instrument pour protéger une branche de production nationale ou pour favoriser les importations en provenance d'un pays au détriment de celles qui viennent d'un autre pays est, par définition, un instrument visant à favoriser des objectifs commerciaux.

3.41 Les travaux préparatoires confirment que l'article 405 a servi à favoriser les importations en provenance des Communautés européennes. À l'époque où elles avaient contesté la compatibilité de l'article 334 avec les règles de l'OMC, les Communautés européennes en avaient mentionné les effets préjudiciables sur certains produits textiles et vêtements qui les intéressaient: les États-Unis sont en effet le principal débouché extérieur de l'industrie communautaire des textiles et des vêtements, en particulier pour ses articles en soie. Les Communautés européennes s'étaient émues des nouvelles règles d'origine des États-Unis au motif qu'elles réduisaient l'accès au marché américain. Elles alléguaient que les exportateurs communautaires n'y avaient plus librement accès, car ils faisaient les frais des restrictions quantitatives que les États-Unis appliquaient au pays tiers où le tissu écru était tissé.

3.42 Le 22 mai 1997, les Communautés européennes demandèrent l'ouverture de consultations avec les États-Unis dans le cadre de l'OMC sur les règles d'origine de l'article 334. Dans leur demande de consultations, elles affirmaient que ces règles "[étaient] préjudiciables aux exportations communautaires de tissus, écharpes et foulards et autres articles textiles plats à destination des

¹¹ Questions on New Rules of Origin for Rita Hayes, Chief Textile Negotiator, Submitted by Senator Charles E. Grassley and Senator Bill Bradley on 6 March 1996, réimprimé dans *Inside US Trade*, "Text: Hayes Responses to Bradley, Grassley Questions", 29 mars 1996.

États-Unis d'Amérique. En raison de ces modifications, les produits de la Communauté européenne n[étaient] plus reconnus aux États-Unis comme étant d'origine communautaire et ne bénéfici[aient] plus du libre accès au marché de ce pays qui leur était accordé jusqu'alors".¹²

3.43 Dès avant la tenue de consultations officielles dans le cadre d'une procédure de règlement des différends de l'OMC, les États-Unis et les Communautés européennes avaient conclu un accord bilatéral: le gouvernement américain acceptait de proposer au Congrès une modification des règles d'origine applicable aux produits qui intéressaient les Communautés européennes, à savoir, les écharpes et foulards de soie, accessoires de soie et tissus de coton teints et imprimés.

3.44 En juillet 1998, à la demande du gouvernement américain, un projet de loi portant application du procès-verbal de règlement Communautés européennes–EU était présenté au Sénat. Toutefois, alléguant que ce texte ne satisfaisait pas aux conditions du procès-verbal, les Communautés européennes engagèrent contre les États-Unis une nouvelle procédure de règlement des différends.

3.45 Une fois de plus, pour éviter une affaire de règlement de différend à l'OMC avec les Communautés européennes dans ce secteur, les États-Unis acceptèrent de vider le litige à l'amiable. En août 1999, par un avenant au procès-verbal, le gouvernement américain acceptait de soumettre au Congrès un texte modifiant les règles d'origine énoncées à l'article 334. Pour éviter tout écart entre ce que le procès-verbal exigeait et ce que le projet de loi contiendrait effectivement, les deux parties s'étaient mises d'accord sur le texte précis que l'Administration proposerait au Congrès. Elles s'étaient également entendues sur la modification des prescriptions en matière de visas d'exportation et de contingents.

3.46 En mai 2000, le Congrès des États-Unis votait l'article 405 de la Loi sur le commerce extérieur et le développement, dont le texte était pratiquement identique à celui dont les Communautés européennes et les États-Unis étaient convenus dans leur second procès-verbal.

3.47 C'est ainsi qu'en 2000 les États-Unis ont modifié leurs règles d'origine à seule fin d'assurer aux Communautés européennes des conditions favorables d'accès à leur marché pour régler leur litige avec elles porté devant l'OMC. L'article 405 modifiait l'article 334 en créant certaines exceptions aux règles générales de détermination de l'origine pour les tissus et les articles confectionnés. Ces exceptions se sont soldées par des absurdités dans certains cas. Si un tissu de coton est tissé en Inde avant d'être exporté au Portugal où il est teint, imprimé et soumis à deux opérations au moins de finissage, il est désormais considéré comme un produit du Portugal. Si, cependant, ce même tissu de coton est maintenant utilisé au Portugal pour fabriquer un produit fini sous forme de drap, l'origine fait retour vers l'Inde. Dans ces conditions, des opérations auraient beau avoir été effectuées au Portugal sur un produit portugais, l'origine de ce produit serait considérée comme indienne. Ce qui est absurde dans ce cas, c'est que la détermination de l'origine diffère selon le type de produit. Pour un tissu de coton, c'est le pays où il est teint et imprimé et soumis à deux opérations de finissage supplémentaires qui détermine l'origine. Paradoxalement, pour un tissu de coton qui est teint et imprimé et soumis à deux opérations de finissage supplémentaires, puis par la suite transformé en drap de lit (lequel incorpore davantage de valeur ajoutée) au Portugal, ce drap de lit sera classé comme produit originaire d'Inde.

3.48 Les modifications apportées par l'article 405 ont entraîné des retours arbitraires aux règles d'origine de 1996. Tout d'abord, l'article 334 avait établi l'origine selon le pays où le tissu écru était élaboré par tissage ou tricotage, indépendamment de toutes autres opérations de finissage comme la teinture et l'impression. Or, pour répondre aux préoccupations communautaires, les règles de 2000 prévoient une exception à cette règle pour les tissus classés dans le TDH comme étant de soie, de

¹² *États-Unis – Mesures affectant les textiles et les vêtements*, WT/DS85/1, G/RO/D/1, G/TBT/D/13, 3 juin 1997.

coton, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales. Ces tissus sont désormais considérés comme originaires du pays où ils sont à la fois teints et imprimés et soumis à deux ou plusieurs des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage. Toutefois, la même règle ne s'applique pas aux tissus de laine, dont l'origine, qu'ils soient ou non soumis à deux ou plusieurs opérations de finissage, sera déterminée par le pays où le tissu de base est élaboré.

3.49 Deuxièmement, les règles de 1996 établissaient que l'origine serait déterminée d'après le lieu où le produit avait été entièrement assemblé. Il y avait des exceptions à cette "règle de l'assemblage dans un seul pays" pour des produits spécifiés classés dans 16 positions à quatre chiffres ou sous-positions du TDH, afin que ce soit le pays où le tissu écru avait été élaboré qui leur confère l'origine. Les Communautés européennes avaient fait part de leurs préoccupations pour certains de ces produits lorsqu'elles avaient demandé des consultations dans le cadre de l'OMC. Pour les produits qui les intéressaient, les États-Unis ont prévu dans le texte de 2000 de revenir au régime antérieur à 1996 pour déterminer l'origine de sept des 16 positions à quatre chiffres du TDH. L'Inde considère que les sept positions à quatre chiffres du TDH qui y sont énumérées correspondent à des produits particulièrement intéressants pour les exportateurs communautaires. Pour ces produits, l'origine est désormais le lieu où le produit est teint et imprimé et soumis à deux opérations de finissage supplémentaires.

3.50 Troisièmement, tout en prévoyant que l'origine de certains des produits classés dans ces sept positions du TDH serait déterminée d'après le lieu où le produit avait été teint et imprimé lorsque ces opérations se seraient accompagnées de deux autres opérations de finissage, les modifications de 2000 y ont ajouté d'autres exceptions. Toutefois, ces exceptions ne s'appliquent pas, parmi ces sept positions du TDH, aux produits a) de coton, b) de laine ou c) de mélanges de fibres contenant plus de 16 pour cent de coton: dans leur cas, l'origine sera déterminée en fonction du lieu où le tissu écru a été élaboré.

3.51 Il est évident que la seule raison que les États-Unis avaient en 2000 de modifier leurs règles d'origine était de favoriser les importations en provenance des Communautés européennes par rapport aux importations en provenance des autres pays. Le texte convenu qui figurait dans le procès-verbal, on l'a vu, s'est finalement retrouvé presque littéralement à l'article 405. Ces règles d'origine avaient pour unique objectif de régler le différend commercial entre les États-Unis et les Communautés européennes en isolant les produits dont l'exportation présentait de l'intérêt pour les Communautés européennes de manière à les faire bénéficier d'un traitement plus favorable. Les États-Unis n'avaient aucune autre raison de voter l'article 405. L'Inde estime que si celui-ci apportait des éclaircissements, c'est parce que les États-Unis avaient pris conscience que l'article 334 était contraire à leurs obligations dans le cadre de l'OMC.

e) Les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 2 c) de l'*Accord RO*

3.52 La formule suivant laquelle les règles d'origine ne créeront pas "*en soi*" d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation doit être lue conjointement avec celle de la clause précédente de l'article 2 b), à savoir que "nonobstant la mesure ou l'instrument de politique commerciale auxquels elles seront liées, [les Membres veilleront à ce que] leurs règles d'origine ne [soient] pas utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce". Il découle donc des dispositions de l'article 2 b) et 2 c) lues conjointement qu'une mesure ou un instrument de politique commerciale peut avoir des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international, mais que les règles d'origine ne devraient pas, en soi et par elles-mêmes, exercer d'effets préjudiciables de cette nature.

3.53 L'article 2 c) dit "*create*" (créeront) et non "*have*" (auront). Suivant la définition qu'en donne le *New Shorter English Oxford Dictionary*, le terme "*create*" signifie "cause, occasion, produce, give

rise to" (causer, occasionner, produire, donner lieu à), et "have", c'est "possess as an attribute, function, position, etc." (posséder comme attribut, fonction, position, et ainsi de suite). Dans l'Accord sur les licences d'importation, il est dit à l'article 3:2, lequel vise les effets de restriction ou de distorsion des échanges, que "les licences non automatiques n'exerceront pas, sur le commerce d'importation, des effets de restriction ou de distorsion s'ajoutant à ceux que causera l'introduction de la restriction". Par contre, la disposition correspondante de l'*Accord RO* emploie le terme "créer", lequel implique que les Membres de l'OMC doivent s'abstenir d'adopter des règles d'origine qui créent un cadre capable de produire de tels effets préjudiciables.

3.54 L'article 2 c) renferme une interdiction en exigeant des Membres qu'ils veillent à ce que leurs règles d'origine ne créent pas d'effets *restrictive, distorting or disruptive* (de restriction, de distorsion ou de désorganisation) sur le commerce international. Selon le *New Shorter English Oxford Dictionary*, la définition du terme "restrictive" est "implying, conveying, or expressing restriction or limitation ... having the nature or effect of a restriction; imposing a restriction" (impliquant, dénotant ou exprimant la restriction ou la limitation ... qui a la nature ou l'effet d'une restriction; qui impose une restriction). "Distorting" se définit par "tending to distort; constituting distortion" (qui tend à opérer une distorsion; qui constitue une distorsion). Quant à "disruptive", il signifie "causing or tending to cause disruption or disorder" (qui cause ou tend à causer la désorganisation ou le désordre).

3.55 Les effets de la mesure attaquée doivent s'exercer sur le "*commerce international*", et non pas seulement sur les importations aux États-Unis. Nous relevons la différence entre la formule employée à l'article 2 c) de l'*Accord RO* et celle qui est utilisée à l'article 3:2 de l'Accord sur les licences d'importation. L'article 2 c) ne limite pas les effets de distorsion au seul commerce d'importation, mais mentionne au contraire les effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation s'exerçant sur le commerce international en général. Pour sa part, l'article 3:2 de l'Accord sur les licences d'importation stipule que "les licences non automatiques n'exerceront pas, sur le commerce d'importation, des effets de restriction ou de distorsion s'ajoutant à ceux que causera l'introduction de la restriction".

3.56 Les mesures en cause créent des conditions de concurrence qui entraînent restriction, distorsion ou désorganisation. Des règles d'origine créent des effets "de restriction" du commerce international si elles en réduisent le niveau. Elles créent des effets "de distorsion" du commerce international si elles en modifient la structure en changeant soit les types de produits échangés dans le commerce international, soit la direction des flux commerciaux internationaux.

3.57 L'Inde cite des exemples illustrant les effets de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce international créés par les mesures en cause. Les règles d'origine des États-Unis créent des effets de restriction du commerce parce qu'elles entraînent de nouvelles restrictions quantitatives sur les produits exportés par l'Inde vers les pays tiers, qui auparavant n'avaient jamais été soumis à aucune restriction. Elles créent des effets de distorsion parce qu'elles ont déplacé l'origine, qui se trouvait dans un pays tiers où le tissu était teint et imprimé et soumis à deux opérations de finissage supplémentaires, vers le pays où le tissu écru a été élaboré et parce qu'elles ont favorisé les produits intéressant les exportateurs communautaires au détriment de ceux qui intéressent les exportateurs des pays en développement. Elles créent enfin des effets de désorganisation des échanges en raison de leur complexité même et du caractère arbitraire des critères retenus. Les mesures en cause accordent à certains produits au détriment d'autres produits des conditions d'accès plus favorables. À titre d'exemple, elles accordent un traitement différent, à cause de la fibre dont ils sont constitués, aux articles de soie, de coton et de laine. Les mesures en cause favorisent les produits présentant de l'intérêt pour les exportateurs communautaires par rapport à ceux qui intéressent les exportateurs des pays en développement. Les mesures en cause créent en conséquence des effets de distorsion du commerce international.

f) Les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 2 d) de l'*Accord RO*

3.58 Suivant les règles d'origine adoptées en 2000, seuls les produits de certaines positions du TDH se voient conférer comme origine le pays où ils ont été teints, imprimés et soumis à deux opérations de finissage supplémentaires. Les produits choisis pour être traités suivant les principes retenus dans les règles d'origine antérieures à 1996 sont ceux qui présentaient de l'intérêt pour les exportateurs communautaires, à savoir le linge de lit, les écharpes et foulards de soie et le linge de table. En prévoyant un traitement spécial en leur faveur, de manière à ce que l'origine leur soit conférée au lieu où ils étaient teints et imprimés et soumis à deux opérations de finissage, les États-Unis assuraient un avantage *de facto* aux produits communautaires. L'avantage pour les Communautés européennes consiste en ce que ces produits n'ont pas pour origine le pays où le tissu a été élaboré – qui est d'ordinaire un pays en développement assujéti à des restrictions – et peuvent au contraire avoir accès sans restrictions au marché américain.

3.59 Les produits pour lesquels les exceptions sont prévues indiquent que les États-Unis offrent *de facto* un avantage à ceux qui intéressent les exportateurs communautaires, même si les exceptions en question sont neutres quant à l'origine.

g) Les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 2 e) de l'*Accord RO*

3.60 Cette disposition oblige les Membres non seulement à administrer leurs règles d'origine d'une manière cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable, mais encore à adopter des règles qui se prêtent à ce mode d'administration. Or, la complexité des dispositions de l'article 334 et de l'article 405 et les critères arbitraires qui y sont retenus font qu'il est pratiquement impossible d'administrer ces mesures législatives d'une manière cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable. Lesdites mesures sont si complexes que les négociants doivent régulièrement demander à l'Administration des douanes des États-Unis de rendre des décisions quant à la détermination de l'origine d'un produit particulier. De même, l'obligation faite aux exportateurs de produire des visas pour les produits spécifiés lorsque le tissu qui a quitté leur pays était à l'état écru montre bien les difficultés que soulève l'administration de ces règles d'origine.

4. Conclusion

3.61 L'Inde a l'honneur de demander au Groupe spécial de constater que les règles d'origine énoncées à l'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay et modifiées par l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement ainsi que les règlements douaniers pris pour la mise en œuvre de ces dispositions légales, de même que l'application desdits articles et règlements, sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 2 de l'*Accord RO*. L'Inde demande au Groupe spécial de recommander que les États-Unis mettent leurs mesures en conformité avec leurs obligations au titre de l'*Accord RO*.

B. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

1. Introduction

3.62 L'*Accord sur les règles d'origine* ("*Accord RO*") prescrit un ensemble d'obligations qui s'inspirent de ses principes directeurs, énoncés dans le préambule. Ces principes, qui correspondent à la liste des objectifs fondamentaux de l'Accord, veulent en particulier: a) que des règles d'origine claires et prévisibles et leur application facilitent les courants d'échanges internationaux; b) que les lois, réglementations et pratiques en matière de règles d'origine soient transparentes; et c) que les règles d'origine soient élaborées et appliquées d'une manière impartiale, transparente, prévisible, cohérente et neutre. Pour les textiles et les vêtements, les États-Unis ont des règles d'origine qui ont été définies par un processus transparent, qui sont claires, concises et complètes et qui sont appliquées

d'une manière impartiale, prévisible, cohérente, neutre et transparente. À ce titre, leur régime de règles d'origine est manifestement compatible avec l'*Accord RO*. Ce que cet accord ne prescrit pas, en revanche, ce sont les règles d'origine spécifiques que les Membres doivent utiliser. Or, c'est précisément là ce que l'Inde recherche dans le présent différend. À défaut, elle voudrait imposer un système dans lequel il n'y aurait pas de règles.

3.63 Bien qu'elle n'ait pas publié de règles ou principes directeurs pour ses déterminations de l'origine, huit ans après qu'eux-mêmes ont promulgué les règles d'origine légales applicables aux textiles et aux vêtements dans le cadre de la loi de mise en œuvre de leurs engagements issus du Cycle d'Uruguay, l'Inde attaque les règles spécifiques auxquelles les États-Unis ont recours parce qu'elle n'en accepte pas la teneur. Dans sa première communication écrite ("Première communication de l'Inde"), l'Inde affirme qu'elle prouvera que les règles d'origine des États-Unis figurant à l'article 334 de l'URAA ont été adoptées en vue de favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux protectionnistes, qu'elles ont des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce et qu'elles sont discriminatoires et administrées d'une manière inéquitable - le tout en violation de l'article 2 de l'*Accord RO*. Elle y affirme aussi qu'elle prouvera que l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement (la "Loi sur le commerce extérieur"), qui a modifié l'article 334 conformément au règlement intervenu dans une affaire faisant l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC, est de même incompatible avec l'article 2.

3.64 L'Inde n'a pas prouvé que le régime de règles d'origine des États-Unis soit incompatible avec l'article 2. Elle se contente de s'étendre longuement sur les déterminations de l'origine différentes qui, à son sens, résulteraient du recours à son interprétation de la notion de "transformation substantielle". Elle a raison cependant sur un point, ces règles représentent effectivement un changement par rapport à la pratique antérieure des États-Unis – un changement au profit de règles concises, prévisibles, publiées, au lieu de la pratique qui consistait à interpréter la transformation substantielle cas par cas. Le problème de l'Inde est qu'elle n'aime pas les déterminations de l'origine certaines et spécifiques qui découlent des règles d'origine par produit que les États-Unis ont promulguées en vue d'apporter une plus grande certitude au commerce des textiles et des vêtements. En fait, l'Inde demande au Groupe spécial de lire l'*Accord RO* en y introduisant certains critères bien précis et même des interprétations de ce qui constitue une opération conférant l'origine. Or, cet accord n'autorise pas pareille lecture. Il prévoit la possibilité d'apporter des modifications aux régimes de règles d'origine et autorise le recours à des critères de l'origine variés jusqu'à ce que l'harmonisation soit achevée.

3.65 Ainsi que les États-Unis l'exposent plus loin, le régime de règles d'origine institué à l'article 334 et à l'article 405 n'est pas incompatible avec les dispositions de l'article 2 b) à e), lues de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer à leurs termes dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'*Accord RO*. Ces règles ont été promulguées pour combattre le contournement des contingents établis, prévenir la réexpédition, faciliter l'harmonisation et capter au mieux le lieu où un produit nouveau est élaboré. En outre, tant l'article 334 que l'article 405 qui le modifie s'appliquent sur une base NPF, conformément aux règles de l'OMC. Comme tel, le régime n'est pas incompatible avec l'*Accord RO*. Au contraire, il facilite les courants d'échanges internationaux.¹³

3.66 À quoi, par conséquent, aboutissent les arguments de l'Inde? À l'un ou l'autre de deux résultats inadmissibles: 1) que les États-Unis ne devraient pas avoir de règles d'origine pour les textiles et les vêtements mais se contenter d'établir des déterminations de l'origine cas par cas, ou 2) que le Groupe spécial devrait déterminer ce que les règles d'origine spécifiques devraient être. Ni l'un ni l'autre de ces résultats ne sont permis par l'*Accord RO*. L'un comme l'autre seraient contraires aux objectifs de cet accord – assurer la transparence, la clarté et la prévisibilité dans un régime de règles d'origine.

¹³ Voir le préambule de l'*Accord RO*.

2. Contexte factuel

a) L'Accord sur les règles d'origine

3.67 Dans l'*Accord RO*, les Membres de l'OMC ont cherché à pousser plus loin la libéralisation du commerce mondial en prévoyant des lois, réglementations et pratiques transparentes pour des règles d'origine qui soient non discriminatoires, claires et prévisibles.¹¹ L'article 2 de l'Accord prescrit un ensemble de disciplines auxquelles les Membres doivent s'astreindre pour promouvoir la transparence et empêcher que les règles d'origine n'entraînent des distorsions des échanges jusqu'à ce que le programme de travail pour l'harmonisation de ces règles soit achevé. Plus précisément, les dispositions pertinentes de l'article 2 leur commandent de veiller à ce que:

- nonobstant la politique commerciale qui les sous-tend, les règles d'origine ne soient pas utilisées comme des instruments visant à favoriser, directement ou indirectement, la réalisation des objectifs en matière de commerce (article 2 b));
- les règles d'origine ne créent pas en soi d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international (article 2 c));
- les règles d'origine n'établissent pas de discrimination entre les autres Membres (article 2 d)); et
- les règles d'origine soient administrées d'une manière cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable (article 2 e)).

3.68 Les allégations de l'Inde, à savoir que les règles d'origine appliquées par les États-Unis sont protectionnistes, créent des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce, sont discriminatoires et ne sont pas administrées de manière uniforme, reposent sur l'interprétation fallacieuse selon laquelle l'*Accord RO* exclurait les règles d'origine par produit et exclurait aussi l'application de règles d'origine différentes à des produits différents. Toutefois, l'article 2 b) à 2 e) ne prescrit pas aux Membres d'adopter des régimes de règles d'origine particuliers avant l'harmonisation, pas plus qu'il n'exige que les mêmes règles soient utilisées pour des produits semblables. Contrairement au désir de l'Inde, rien à l'article 2, ni dans aucune autre disposition de cet accord, n'impose aux Membres le recours à une règle particulière pour un processus de fabrication particulier, ou pour des produits particuliers. Qui plus est, rien dans ces dispositions ne peut s'entendre comme impliquant que les Membres n'ont pas la faculté de modifier leurs règles d'origine. En réalité, l'article 2 i) de l'Accord envisage que les Membres introduisent des changements dans leurs règles au cours de la période de transition et impose des disciplines pour ces changements.¹⁴ Au surplus, et peut-être surtout, rien dans l'*Accord RO* n'interdit à un Membre de régler ses litiges d'une manière qui cadre avec les règles de l'OMC en acceptant par voie d'accord de rectifier ses règles d'origine, comme d'ailleurs l'y encourage le *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord").

b) L'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay

3.69 L'article 334 mettait en œuvre les obligations des États-Unis en matière de règles d'origine et établissait un corps de règles reposant sur le principe que l'origine des articles en tissu et de certains produits textiles se trouve là où le tissu est tissé, tricoté ou élaboré d'une autre manière; et l'origine de

¹⁴ De fait, l'article 4 de l'*Accord sur les textiles et les vêtements* envisage aussi que de tels changements aient lieu, et prévoit un mécanisme permettant aux Membres de parvenir à une solution mutuellement acceptable en ce qui concerne les ajustements appropriés, mécanisme auquel l'Inde a pris le parti de ne pas recourir ici.

tout autre produit textile ou vêtement se trouve là où le produit est entièrement produit ou assemblé.¹⁵ Si la production ou l'assemblage, selon le cas, se déroule dans plus d'un pays, l'origine se trouve dans celui où a lieu l'opération d'assemblage ou de fabrication la plus importante. Cela correspond à la conclusion des États-Unis que l'assemblage est généralement l'étape la plus importante de la fabrication des vêtements faits de pièces assemblées. En votant l'article 334, le Congrès des États-Unis exprimait une volonté politique d'harmoniser leurs règles avec celles des autres Membres grands importateurs et de réduire le contournement des plafonds de contingentement par le jeu de la réexpédition illicite en assurant davantage de certitude et d'uniformité dans l'application des règles d'origine.¹⁶

3.70 L'Inde se donne beaucoup de mal pour dépeindre l'article 334 comme un ensemble de règles compliquées, ingérables et discriminatoires. Elles ne le sont pas. En premier lieu, du simple fait qu'elles existent, et par opposition à l'anarchie qu'engendre l'absence de règles, ces règles valant pour tout le secteur sont claires, prévisibles et neutres, ainsi que le prescrit l'*Accord RO*. Deuxièmement, lesdites règles reposent sur un principe simple, à savoir que l'opération qui aboutit à la création d'un produit textile nouveau, et qui par conséquent justifie un changement de pays d'origine, est l'assemblage.¹⁷ Elles sont donc "immédiatement intelligibles, publiées dans une langue facile à comprendre, sans complications et prévisibles dans leur application".¹⁸

3.71 L'Inde affirme énergiquement que l'article 334 marque un changement si spectaculaire par rapport à la pratique antérieure des États-Unis qu'il entraîne une importante distorsion des échanges. Mis à part le fait qu'un effet sur le commerce ne doit pas être assimilé à une distorsion des échanges, l'application antérieure du critère de la transformation substantielle avait été critiquée comme "trop subjective, trop incohérente dans les résultats qu'elle produisait, trop sensible aux pressions politiques dans son administration".¹⁹

c) L'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement

3.72 L'article 405 a modifié l'article 334 en vue de régler un différend porté devant l'OMC par les Communautés européennes, qui alléguaient que les dispositions de l'article 334 avaient porté atteinte à leur commerce dans certains secteurs exportateurs, au premier rang desquels les articles en soie italiens.²⁰ Les États-Unis avaient eu de vastes consultations avec les Communautés européennes. En vue de régler ce différend, ils avaient accepté de modifier l'article 334 en créant deux exceptions à la "règle de l'élaboration du tissu" que celui-ci prévoyait:

- pour les tissus de soie, coton, fibres synthétiques ou artificielles et fibres végétales, l'origine serait à nouveau conférée par la teinture et l'impression et deux ou plusieurs opérations de finissage; et

¹⁵ Voir la pièce n° 1 des États-Unis.

¹⁶ H.R. Rep. 103-826(i), Uruguay Round Agreements Act, P.L. 103-465, 3 octobre 1994. Pièce n° 2 des États-Unis.

¹⁷ L'Inde se contredit lorsqu'elle affirme que l'Administration des douanes des États-Unis (l'"Administration des douanes") ne définit pas ce qu'elle entend par "assemblage important dans le processus de fabrication". Première communication de l'Inde, paragraphe 30. Au même paragraphe, en effet, elle reconnaît que l'Administration des douanes considère comme majeures trois catégories d'opérations: la fabrication du tissu, la coupe et l'assemblage. Qui plus est, de la coupe et de la fabrication du tissu, c'est cette dernière qui est la plus importante. Ces considérations cadrent avec les principes qui sous-tendent l'article 334.

¹⁸ Voir N. David Palmeter, "The US Rules of Origin Proposal to GATT: Monotheism or Polytheism" [La proposition des États-Unis au GATT sur les règles d'origine: monothéisme ou polythéisme?], *Journal of World Trade* (1990) 24:2, pp. 25-36, at 28-9. Pièce n° 1 de l'Inde.

¹⁹ *Id.*, page 27. Pièce n° 1 de l'Inde.

²⁰ H.R. Conf. Rep. 106-606, section 405, Clarification of section 334 of the Uruguay Round Agreements Act, p. 232 (2000). Pièce n° 3 des États-Unis.

- pour certains produits textiles échappant à la règle de l'assemblage, l'origine se trouverait là où la teinture et l'impression et deux ou plusieurs opérations de finissage auraient eu lieu, sous réserve de certaines exceptions.²¹

3.73 Ces modifications valent pour tous les Membres de l'OMC, et non pas pour les seules Communautés européennes. L'Inde n'est pas fondée à se plaindre qu'elles soient discriminatoires. L'article 334, modifié par l'article 405, a été codifié dans le recueil des lois fédérales (19 U.S.C. § 3592).²²

3. Contexte procédural

3.74 Le 3 juin 2002, l'Inde a demandé l'établissement d'un groupe spécial dans le présent différend, conformément à l'article 6 du Mémoire d'accord, à l'article XXIII du GATT de 1994 et à l'article 8 de l'*Accord RO*.²³ L'Inde demandait que le Groupe spécial examine la compatibilité des articles 334 et 405 avec l'article 2 b) à 2 e) de l'*Accord RO*. Le Groupe spécial a été établi le 24 juin 2002, et sa composition arrêtée le 10 octobre 2002.²⁴

4. Argumentation juridique

3.75 Le régime de règles d'origine des États-Unis est compatible avec le sens ordinaire de l'article 2 de l'*Accord RO*, pris dans son contexte et envisagé à la lumière de l'objet et du but de cet accord. C'est à l'Inde qu'il incombe de prouver que ce régime ne cadre pas avec les dispositions de l'article 2. L'Inde ne prouve pas et ne peut pas prouver que l'article 334 et l'article 405 soient incompatibles avec les dispositions dudit accord. Il est bien établi que, dans un différend porté devant l'OMC, c'est à la partie plaignante qu'incombe la charge de présenter des arguments et des éléments de preuve suffisants pour établir *prima facie* qu'un Membre a manqué à ses obligations dans le cadre de l'OMC.²⁵ Si ce qui se dégage au total des éléments de preuve et des arguments présentés par elle à l'appui d'une allégation particulière n'est pas concluant, il doit être constaté que l'Inde, partie plaignante, n'a pas réussi à établir le bien-fondé de cette allégation.²⁶ En outre, la constatation que le

²¹ Voir la pièce n° 3 des États-Unis.

²² Pièce n° 4 des États-Unis.

²³ L'Inde avait initialement présenté sa demande le 7 mai 2002, mais en omettant de mentionner l'article 2. Le 3 juin elle soumettait une demande d'établissement d'un groupe spécial corrigée, et c'est sur la base de cette demande que le Groupe spécial a été établi.

²⁴ Les États-Unis notent que l'Inde, dans sa première communication, mentionne les "règlements douaniers" portant application de l'article 334 et de l'article 405 en les disant incompatibles avec l'*Accord RO*. Voir la première communication de l'Inde, paragraphe 7 (*supra*, paragraphe 3.4). Comme l'Inde n'a formulé cette allégation ni dans sa demande de consultations, ni dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, celle-ci ne saurait entrer dans le cadre du présent différend.

²⁵ Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel États-Unis – *Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde* ("EU – Chemises et blouses de laine"), WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997, DSR 1997:I, 323, page 14; le rapport de l'Organe d'appel Communautés européennes – *Mesures concernant les viandes et les produits carnés (Hormones)* ("CE – Hormones"), WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, DSR 1998:I, 135, paragraphe 104; le rapport du Groupe spécial Corée – *Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers* ("Corée – Produits laitiers"), WT/DS98/R et Corr.1, adopté le 12 janvier 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS98/AB/R, DSR 2000:I, 49, paragraphe 7.24.

²⁶ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial Inde – *Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels* ("Inde – Restrictions quantitatives") WT/DS90/R, adopté le 22 septembre 1999, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS90/AB/R, DSR 1999:V, 1799, paragraphe 5.120. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel Communautés européennes – *Désignation commerciale des sardines* ("CE – Sardines"), WT/DS231/AB/R, adopté le 23 octobre 2002, paragraphe 270, citant le rapport de l'Organe d'appel États-Unis – *Chemises et blouses de laine*, *supra*, page 335.

régime des États-Unis est incompatible avec l'article 2 aboutirait à un résultat inadmissible au regard de l'*Accord RO*, à savoir que les États-Unis ne devraient pas avoir de règles d'origine mais les remplacer par de simples déterminations de l'origine établies cas par cas, ou que le système de règlement des différends de l'OMC peut assigner des déterminations de l'origine pour certains produits.

3.76 Suivant les règles coutumières d'interprétation du droit international public, reprises à l'article 31 1) de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* ("la Convention de Vienne"), un traité "doit être interprété [...] suivant le sens ordinaire à attribuer aux *termes* du traité dans leur *contexte* et à la lumière de son objet et de son but".²⁷ Dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, l'Organe d'appel a reconnu que l'article 31 de la Convention de Vienne consacre une règle coutumière d'interprétation.²⁸ Toutefois, pour l'application de cette règle, il a averti, dans l'affaire *Inde – Brevets*, que le rôle du groupe spécial est circonscrit aux mots et aux concepts employés dans le traité.²⁹

a) L'article 334 est compatible avec l'article 2 b)

3.77 Le texte de l'article 2, lu dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'*Accord RO*, n'interdit pas aux Membres de déterminer l'origine des marchandises en fonction de l'assemblage, du type de matière ou du type de produit. L'Inde établit une distinction entre les règles retenant le changement de classement tarifaire par produit et les règles reposant sur l'application cas par cas du critère de la "transformation substantielle". Au demeurant, sa critique de cette distinction repose sur sa propre interprétation de ce que *devrait* être, à ses yeux, le résultat par produit, en ignorant ce que l'article 334 a apporté de certitude et de clarté, par opposition aux déterminations de l'origine subjectives établies cas par cas qui se pratiquaient jusque-là. Exiger des États-Unis qu'ils utilisent une règle particulière pour un produit précis, comme l'Inde le préconise, ce serait ajouter durant la période de transition une obligation qui ne figure pas dans l'*Accord RO*.

3.78 Le passage pertinent de l'article 2 prévoit ceci: "Jusqu'à ce que le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine défini dans la partie IV soit achevé, les Membres veilleront à ce qui suit: ... b) nonobstant la mesure ou l'instrument de politique commerciale auxquels elles seront liées, leurs règles d'origine ne seront pas utilisées comme des instruments visant à favoriser, directement ou indirectement, la réalisation des objectifs en matière de commerce[.]"

3.79 Les États-Unis sont d'accord avec l'Inde sur le fait que la clause dispositive de l'article 2 b) est l'obligation de ne pas utiliser les règles d'origine "comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce".³⁰ De même, ils sont eux aussi d'avis qu'un "instrument" peut se définir comme un "outil", "procédé" ou "moyen" et qu'un "objectif" est un but.³¹ De même encore, ils conviennent avec elle que le préambule de l'*Accord RO* en indique "l'objet et le but". En revanche, ils estiment que son interprétation d'un "objectif en matière de commerce" n'est pas juste, car elle est trop large. Si par "objectif en matière de commerce" on entend n'importe quel objectif ayant trait au commerce, les règles d'origine ne sauraient servir à assurer la transparence ou la prévisibilité, objectifs tous deux liés au commerce. Pareille interprétation serait en contradiction tant avec l'objet et le but de l'*Accord RO* qu'avec le contexte de la disposition en question. Néanmoins, les

²⁷ Convention de Vienne, article 31 1) (pas d'italique dans l'original).

²⁸ Rapport de l'Organe d'appel *EU – Chemises et blouses de laine*, *supra*, page 16.

²⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture* ("*Inde – Brevets (États-Unis)*"), WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998, DSR 1998:I, 9, paragraphes 45 et 46 (pas d'italique dans l'original).

³⁰ Première communication de l'Inde, paragraphe 42 (voir, *supra*, le paragraphe 3.19).

³¹ Voir *Id.*, paragraphe 46 (*supra*, paragraphe 3.23), notes 29 et 30, citant *The New Shorter Oxford English Dictionary* et *The New Oxford Thesaurus of English*.

États-Unis admettent, comme l'Inde le soutient, que la protection d'une branche de production nationale est un objectif commercial "inadmissible" aux fins de l'article 2 b).

3.80 À l'appui de son allégation selon laquelle l'article 334 est incompatible avec l'article 2 b), l'Inde avance, semble-t-il, trois arguments: 1) l'objectif des États-Unis lorsqu'ils ont formulé leurs règles d'origine était de protéger leur branche de production nationale; 2) le Groupe spécial devrait examiner les mesures ou instruments de politique commerciale énumérés à l'article 1:2 pour voir si la règle d'origine des États-Unis "donne les mêmes résultats"; et 3) "la conception, les principes de base et la structure" de l'article 334 "démontrent que celui-ci a été adopté pour protéger l'industrie textile nationale".³²

3.81 Les règles d'origine de l'article 334 n'ont pas pour objectif la protection de la branche de production nationale. L'Énoncé des mesures administratives ("SAA") dit clairement quels en étaient les objectifs: prévenir le contournement des contingents et combattre la réexpédition illicite, faire progresser l'harmonisation et rendre plus exactement compte du lieu où se déroule l'activité de production la plus importante.³³ Le Congrès était parvenu à la conclusion qu'il fallait introduire davantage de clarté dans les déterminations de l'origine dans ce secteur, qui présentait un grand intérêt pour tous les acteurs du monde du commerce aux États-Unis – qu'il s'agisse d'importer des textiles et des vêtements ou de décourager le contournement des instruments commerciaux.³⁴ Les types d'opérations de finissage présentés à l'Administration des douanes aux fins de la détermination de l'origine et de l'application des contingents avaient augmenté et, comme elle appliquait le critère de la transformation substantielle à un nombre croissant de cas pris individuellement, la liste des opérations qui étaient réputées conférer l'origine s'était aussi allongée, englobant parfois des processus dont on s'apercevait rétrospectivement qu'ils n'étaient pas importants.³⁵

3.82 L'Inde ne signale rien dans les faits qui l'autorise à affirmer que l'article 334 a servi à assurer la protection de la branche de production nationale. De plus, les commentaires auxquels elle renvoie³⁶ reconnaissent que les États-Unis *s'efforçaient* effectivement de prévenir le contournement: "Quelques nouveaux pays industriels d'Asie du Sud-Est pourraient autrement essayer de tourner les restrictions quantitatives appliquées à leurs exportations de produits textiles. Ils pourraient le faire en exportant des produits semi-finis (en l'occurrence des étoffes teintes ou imprimées) vers les pays tiers, dans l'espoir que l'origine de ces pays (dont les exportations de produits textiles n'étaient pas soumises à des restrictions quantitatives) serait attribuée aux produits finis."³⁷

3.83 En réalité, c'est plutôt contre certaines déterminations précises de l'origine de produits particuliers que l'Inde s'insurge. C'est-à-dire qu'elle s'inscrit en faux contre une position des États-Unis qui jugent que certaines opérations constituent une "transformation" suffisante pour

³² *Id.*, paragraphes 46 à 49 (voir, *supra*, les paragraphes 3.23 à 3.26).

³³ Comme l'Inde le note très justement, le SAA est l'expression faisant autorité des vues du Gouvernement et du Congrès sur la mise en œuvre de l'URAA. H.R. Doc. n° 316, 103d Cong. 2d sess., Vol. 1 (1994), page 656.

³⁴ Voir le SAA, pages 124 à 126. Pièce n° 5 des États-Unis.

³⁵ L'une d'entre elles, par exemple, était la coupe. Certains négociants avaient fait valoir et admettre que le lieu de la coupe d'un produit qui pouvait ensuite faire l'objet d'une opération de finissage conférerait l'origine. Le Congrès est intervenu pour harmoniser les règles des États-Unis sur ce point avec celles de leurs principaux partenaires commerciaux.

³⁶ Nous notons, cependant, que l'un d'entre eux porte sur un changement de règles datant de 1984, dont on peut penser qu'il ne saurait être utilisé pour inférer l'intention du Congrès des États-Unis dix ans plus tard, lorsqu'il a voté l'article 334. Voir la première communication de l'Inde, note 33.

³⁷ Voir Franklin Dehousse, Katelyne Ghemar et Philippe Vincent, "The EU-US Dispute Concerning the New American Rules of Origin for Textile Products" [Le différend UE-EU sur les nouvelles règles d'origine américaines pour les textiles], *Journal of World Trade* 36:1 67-84, 2002 at 73, Première communication de l'Inde, note 46. Pièce n° 12 de l'Inde.

justifier un changement d'origine d'un produit (sauf dans certaines circonstances). Outre qu'il n'y a rien dans le texte de l'*Accord RO* qui dise que les Membres sont tenus de conférer certaines origines, il n'y a rien à l'article 2 b) qui indique que si un Membre ne prend pas certaines opérations de finissage en considération dans une détermination de l'origine, ce Membre utilise ses règles d'origine pour favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux. C'est une décision de principe des États-Unis que de considérer que la production qui confère l'origine repose sur l'assemblage, et non sur une opération de finissage. Leurs règles tiennent compte du fait que certaines opérations de finissage justifient un changement d'origine, et elles peuvent varier selon le type de produit. Au surplus, l'article 2 a) énonce une série de critères qu'un Membre peut retenir pour formuler ses règles d'origine, et celles que les États-Unis appliquent pour les produits textiles et les vêtements cadrent avec ces critères. Plus précisément, suivant l'article 2 a) i), les Membres qui appliquent un critère de classement tarifaire doivent préciser les positions ou sous-positions visées dans la règle. Tant l'article 334 que l'article 405 satisfont à cette prescription. En vertu de l'article 2 a) ii), dans les cas où la règle prescrit un critère de fabrication ou d'ouvraison, l'opération qui confère l'origine doit être précisément spécifiée. Or, c'est exactement ce que font les règles des États-Unis. L'argument de l'Inde, à savoir qu'ils ne devraient pas conférer l'origine suivant le lieu où le produit est élaboré ou assemblé, prive en substance l'article 2 a) de tout effet, de par sa vision radicale des dispositions suivantes.

b) L'article 405 est compatible avec l'article 2 b)

3.84 En ce qui concerne les allégations de l'Inde suivant lesquelles le texte de l'article 405 modifiant l'article 334 constitue une utilisation inadmissible des règles d'origine, ses arguments sont visiblement sans fondement.³⁸ En premier lieu, les modifications apportées par l'article 405 s'appliquent à tous les Membres en régime NPF. L'Inde, tierce partie au différend avec les Communautés européennes, était à ce titre parfaitement au fait de la nature très spécifique des plaintes des Communautés européennes.³⁹ En particulier, sur la question de savoir si la teinture et l'impression et des opérations de finissage supplémentaires conféraient ou non l'origine, elle mesurait bien l'importance de l'enjeu dans le cas de ses produits d'exportation. Si à ses yeux le champ de la demande de consultations des Communautés européennes ne faisait pas leur juste place à ses préoccupations, l'Inde aurait pu demander des consultations séparées.⁴⁰

3.85 À la suite de consultations approfondies avec les Communautés européennes, ainsi qu'avec des représentants de leur industrie textile, les États-Unis ont convenu que, au moins dans le cas des articles de soie, de certains cotons mélangés et des tissus de fibres synthétiques ou artificielles et de fibres végétales (plus précisément les écharpes et foulards de soie et des articles plats comme le linge), la teinture et l'impression accompagnées d'au moins deux opérations de finissage étaient suffisamment importantes pour conférer l'origine. Partant, une modification de l'article 334 dans ce sens constituerait une solution mutuellement satisfaisante appropriée des questions litigieuses.

3.86 Il serait absurde de pénaliser un Membre parce qu'il est parvenu à régler un différend avec un autre Membre à leur satisfaction mutuelle, conformément aux dispositions du Mémoire d'accord, quand les avantages de ce règlement s'appliquent à tous les Membres. Et pourtant, c'est précisément ce que l'Inde demande au Groupe spécial de faire.⁴¹ Le raisonnement que l'Inde voudrait faire admettre au Groupe spécial – à savoir, que la décision des États-Unis de résoudre un différend

³⁸ Voir la première communication de l'Inde, paragraphes 69 à 85. Les États-Unis n'ont pas l'intention de s'engager dans une discussion de fond sur un différend déjà réglé, qui ne relève pas du mandat concernant le présent différend.

³⁹ Voir la première communication écrite de l'Inde, note 48.

⁴⁰ Voir *États-Unis – Mesures affectant les textiles et les vêtements* (I), WT/DS85/9, G/TBT/D/13/Add.1, Notification de la solution convenue d'un commun accord, 25 février 1998. Pièce n° 13 de l'Inde.

⁴¹ Voir la première communication de l'Inde, paragraphe 84 (*supra*, paragraphe 3.51).

commercial avec les Communautés européennes implique nécessairement qu'ils considéraient les allégations des Communautés européennes dans ce différend comme justifiées – ne tient pas. Serait-ce que l'Inde voudrait décourager les Membres d'aboutir à des solutions mutuellement satisfaisantes? Telle serait probablement la conséquence à laquelle on aboutirait en acceptant le raccourci que l'Inde engage le Groupe spécial à faire; et elle serait incompatible avec des dispositions comme l'article 3:7 du Mémoire d'accord, aux termes duquel ces solutions sont "nettement préférables" au fait de "déposer un recours". Nonobstant les assertions contraires gratuites de l'Inde, la décision des États-Unis de régler son différend avec les Communautés européennes en modifiant l'article 334 n'était nullement la reconnaissance d'un quelconque manquement à l'une quelconque de leurs obligations dans le cadre de l'OMC.

c) L'article 334 et l'article 405 sont compatibles avec l'article 2 c)

3.87 Le passage pertinent de l'article 2 c) de l'*Accord RO* dispose que "c) les règles d'origine ne créeront pas en soi d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international". Le sens ordinaire de cette phrase ressort clairement de ses termes. C'est à l'Inde, on l'a vu, qu'incombe la charge de prouver que ces mesures, en soi et à elles seules, restreignent, faussent et désorganisent les échanges. L'Inde ne s'est pas acquittée de cette charge. Contrairement à ce qu'elle affirme, un effet sur le commerce ou une "modification" du commerce ne suffit pas à constituer une "restriction", "distorsion" ou "désorganisation".⁴² Quand bien même la modification serait suffisante, l'Inde n'a présenté aucune donnée concrète à l'appui de ces allégations. En outre, en admettant que la chose soit vraie, elle ne présente aucun élément tiré du texte de l'*Accord RO* à l'appui de son argument selon lequel le fait de favoriser un produit par rapport à un autre, ou un tissu par rapport à un autre, constitue une restriction, une distorsion ou une désorganisation du commerce.⁴³ Pas plus que la lettre du Conseil de promotion des exportations de textiles de coton ne l'aide à établir *prima facie* ce qu'elle avance en l'espèce.⁴⁴ L'Inde n'envisage pas que les producteurs sri-lankais aient pu décider de tisser eux-mêmes leur tissu ou de s'approvisionner en tissu ailleurs.

3.88 L'Inde soutient aussi que les règles désorganisent le commerce par "leur complexité même". Tout d'abord, elle n'a pas démontré que la "complexité" soit un critère prohibé. Sur ce point, il semble qu'elle assimile à tort la "simplicité", soit à l'absence de règles d'origine non préférentielles (ce qui est le cas en Inde), soit peut-être à un régime de règles d'origine qui, appliqué sous forme de déterminations cas par cas, lesquelles, de par leur nature même et leur fonctionnement, comportent nécessairement une part de subjectivité, laisse à l'administration une plus grande liberté d'appréciation que ne le fait actuellement le régime des États-Unis. Deuxièmement, l'Inde n'offre pas d'éléments tendant à prouver que les règles ont découragé des exportateurs d'expédier leurs produits aux États-Unis pour la simple raison qu'ils ne parvenaient pas à les comprendre. Et elle ne saurait le faire: le régime des États-Unis est parfaitement compréhensible pour les entreprises qui ont des activités d'importation et d'exportation. Enfin, ils ne sont pas d'avis, comme l'Inde semble le penser, que l'absence de règles, tout au moins de règles publiées, corresponde à une situation moins complexe. Au contraire, ils estiment que si l'on veut des règles d'origine "claires et prévisibles" afin de faciliter les échanges, transparentes et "appliquées d'une manière impartiale, transparente, prévisible, cohérente et neutre"⁴⁵, il convient qu'elles soient publiées, et rédigées d'une manière aussi exhaustive et concise que possible. L'article 334 et l'article 405 satisfont à ces critères.

3.89 L'argument de l'Inde revient à dire que l'*Accord RO* a établi un "statu quo" pour les régimes de règles d'origine. Rien ne justifie pareille assertion. Cet accord tient manifestement compte de la possibilité de changements dans les règles d'origine, d'autant plus que les régimes comme celui des

⁴² *Id.*, paragraphe 91.

⁴³ *Id.*, *ibid.*

⁴⁴ *Id.*, paragraphe 93. Pièce n° 15 de l'Inde.

⁴⁵ Voir le préambule de l'*Accord RO*.

États-Unis, qui assurent la transparence par la publication et la certitude par des règles spécifiques pour chaque produit, contribuent grandement à la création d'un environnement qui facilite le commerce. Du reste, puisque l'*Accord RO*, à l'article 2 i), permet manifestement d'apporter des changements aux règles, il faut bien qu'ait été envisagé un certain effet sur le commerce international, y compris la possibilité de voir des produits ayant des pays d'origine différents.

d) Compatibles avec l'article 2 d), les règles ne sont pas discriminatoires

3.90 Le passage pertinent de l'article 2 d) dispose que les Membres doivent veiller à ce que "... d) les règles d'origine qu'ils appliqueront aux importations et aux exportations ... n'établissent pas de discrimination entre les autres Membres, quelle que soit l'affiliation des fabricants de la marchandise en question ...". À titre préliminaire, il apparaît que l'Inde ne formule cette allégation qu'au sujet de l'article 405 et que par conséquent la disposition applicable de l'article 2 d) à laquelle il est selon elle contrevenu est que les règles "n'établiront pas de discrimination entre les autres Membres, quelle que soit l'affiliation des fabricants de la marchandise en question".⁴⁶ Toutefois, en ce qui concerne cette allégation au sujet de l'article 2 d), l'Inde ne cherche nullement à prouver en quoi le règlement intervenu avec les Communautés européennes, qui s'applique à l'Inde comme à tous les autres Membres sur une base NPF, est discriminatoire. En conséquence, l'Inde ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait d'établir que les articles 334 et 405 sont incompatibles avec l'article 2 d).

e) L'administration des règles est compatible avec l'article 2 e)

3.91 Aux termes de la disposition pertinente de l'article 2 e), "[les] règles d'origine [des Membres] seront administrées d'une manière cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable ...". Là encore, l'Inde ne fait aucun effort pour prouver en quoi l'*administration* de l'article 334 et de l'article 405 est incompatible avec l'instruction de l'article 2 e) prescrivant aux Membres de veiller à ce que "leurs règles d'origine [soient] *administrées* d'une manière cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable" (pas d'italique dans l'original). Plutôt que de s'en prendre à son libellé, l'Inde tente d'*ajouter* des facteurs à cette disposition: "les Membres devraient adopter des règles qui se prêtent à une administration cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable;" et encore, les règles ne devraient pas être "complexes et arbitraires".⁴⁷ En d'autres termes, l'Inde essaie de remodeler cette obligation en vue de contester les attributs de la règle elle-même plutôt que de son administration. Or, l'Inde ne peut pas modifier de sa propre autorité les termes de l'article 2 e) de manière à attaquer la loi elle-même plutôt que son administration. De même que les allégations au titre de l'article X:3 du GATT de 1994 doivent être rejetées si elles reposent sur la contestation d'aspects des lois elles-mêmes plutôt que de leur administration⁴⁸, de même doivent être repoussées les allégations au titre de l'article 2 e) qui reposent sur ce qui est perçu comme des déficiences des règles elles-mêmes, et non de leur administration.

5. Conclusion

3.92 Pour les raisons qui précèdent, les États-Unis demandent au Groupe spécial de constater que l'Inde n'a pas établi que l'article 334 de l'URAA et l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement soient incompatibles avec les dispositions de l'article 2 b) à e) de l'*Accord sur les règles d'origine*.

⁴⁶ Voir la première communication de l'Inde, paragraphes 98 et 99 (*supra*, paragraphes 3.58 et 3.59).

⁴⁷ *Id.*, paragraphe 101 (*supra*, paragraphe 3.60).

⁴⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, la vente et la distribution des bananes* ("CE – Bananes III"), WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, DSR 1997:II, 591, paragraphe 200. On trouve une disposition semblable à l'article 1:3 de l'*Accord sur les procédures de licences d'importation*.

C. DÉCLARATION ORALE DE L'INDE À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

3.93 C'est un honneur pour moi que de représenter l'Inde devant vous aujourd'hui en ma qualité d'Ambassadeur de mon pays. Permettez-moi de vous présenter la délégation indienne, qui, outre moi-même, K.M. Chandrasekhar, comprend M. M. K. Rao, Premier Secrétaire (juridique), M. Sudhakar Dalela, Premier Secrétaire (OMC), ainsi que Mme Alka Bhatia, Premier Secrétaire (Genève), tous membres de la Mission permanente de l'Inde auprès de l'OMC, M. S. Rajagopal, du Conseil indien de promotion des exportations de textiles de coton, et nos conseillers, M. Frieder Roessler, Directeur exécutif, et Mme Cherise Valles, Conseiller, du Centre consultatif sur la législation de l'OMC.

3.94 Les exportations de produits textiles et de vêtements sont d'une importance cruciale pour l'Inde comme pour d'autres pays en développement. Nous avons engagé cette procédure de règlement des différends parce que les États-Unis utilisent les règles d'origine pour méconnaître les droits de l'Inde en matière d'accès aux marchés pour ces produits. L'Inde a aussi intérêt à l'échelle du système à veiller à ce que les règles d'origine soient élaborées et appliquées conformément aux obligations assumées par tous les Membres de l'OMC. Nous avons conscience que l'issue du présent différend sera observée de près par tous les partisans d'une application des règles d'origine qui soit sans effet sur le commerce.

3.95 L'*Accord RO* existe parce que les règles d'origine demandent à être utilisées correctement. Cet accord existe pour empêcher le recours abusif aux règles d'origine. Ces règles peuvent être utilisées comme un instrument parfaitement légitime pour définir l'origine nationale d'un produit en vue de déterminer quel est le traitement à accorder à ce produit. Elles peuvent aussi servir à déterminer les produits susceptibles d'être admis au bénéfice d'un traitement préférentiel. Tous les Membres de l'OMC qui appliquent des instruments de politique commerciale non préférentiels mais différents selon les pays ont besoin de règles qui déterminent de quel pays un produit est réputé originaire. L'article 2 de l'*Accord RO* réserve à chaque Membre le droit de déterminer les critères qui confèrent l'origine en attendant que des disciplines harmonisées soient adoptées, après la période de transition. L'*utilisation* des règles d'origine n'est donc à l'heure actuelle soumise à aucune entrave. Cela dit, les règles d'origine peuvent aussi être utilisées abusivement dans le but de compromettre les avantages des droits d'accès aux marchés et du droit à un traitement non discriminatoire, et des prescriptions arbitraires en matière d'origine peuvent créer des obstacles non nécessaires au commerce. C'est pourquoi l'article 2 oblige les Membres à ne pas utiliser les règles d'origine pour tâcher de favoriser la réalisation de leurs objectifs commerciaux et à ne pas imposer en matière d'origine des conditions qui engendrent des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce international ou qui établissent des discriminations entre les Membres de l'OMC. L'*utilisation abusive* des règles d'origine est par conséquent clairement prohibée.

3.96 Contrairement à ce qu'affirment les États-Unis, l'Inde ne vous demande pas d'adopter des interprétations de l'article 2 qui portent atteinte au droit des Membres de déterminer les critères conférant l'origine, ou de modifier ces critères au fil du temps, ou d'appliquer des critères différents à des produits différents. Un Membre peut le faire. En revanche, il ne peut pas avoir des règles d'origine qui sont adoptées et appliquées d'une manière incompatible avec ses obligations au regard de l'article 2 de l'*Accord RO*. Il est évident que les États-Unis ont exercé leur droit de déterminer les critères à retenir dans le cadre des règles d'origine à des fins pour lesquelles ces règles ne peuvent pas être utilisées et d'une manière qui ne saurait se concilier avec leurs obligations au titre de l'*Accord RO*. Si l'Inde a engagé l'action en cours, c'est parce que les États-Unis abusent manifestement de leur droit de déterminer les critères qui confèrent l'origine dans le but de protéger leur branche de production nationale et de favoriser les produits intéressants à exporter pour un autre Membre de l'OMC au détriment d'autres Membres. De fait, l'abus est si grave que l'on imagine mal quelles mesures seraient soumises aux disciplines de l'article 2 de l'*Accord RO* si des mesures du type de celles que les

États-Unis ont imposées étaient considérées comme compatibles avec cette disposition. S'il était constaté que les mesures en cause des États-Unis sont compatibles avec l'article 2 de l'*Accord RO*, celui-ci s'en trouverait privé de tout effet.

3.97 Il est à présent manifeste que l'harmonisation des règles d'origine va probablement prendre beaucoup plus de temps que les rédacteurs de l'*Accord RO* ne l'avaient prévu. De ce fait, les disciplines à observer jusque-là sont devenues plus importantes que jamais. Tous les Membres, et non pas l'Inde seulement, ont intérêt à faire en sorte que ces disciplines soient interprétées d'une manière qui cadre avec les objectifs de cet accord. Tous les Membres, et pas seulement l'Inde, ont intérêt à veiller à ce que les engagements qu'ils ont déjà négociés et ceux qu'ils vont négocier dans le cadre du Programme de travail de Doha en matière d'accès aux marchés ne soient pas vidés de leur sens par la manipulation des règles d'origine. Les États-Unis furent le principal artisan de l'*Accord RO*. L'Inde aimerait donc les encourager à regarder au-delà de l'application de leurs règles d'origine dans les années durant lesquelles l'Accord sur les textiles et les vêtements sera encore en vigueur pour aider le Groupe spécial à élaborer des interprétations constructives qui soient parfaitement compatibles avec les objectifs de l'*Accord RO*.

3.98 En droit, les principales allégations de l'Inde sont que les États-Unis utilisent leurs règles d'origine pour favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux et que ces règles en soi restreignent, faussent ou désorganisent le commerce international. Avec la règle "de la fabrication du tissu" de l'article 334, davantage de produits textiles et de vêtements se sont vu conférer l'origine de pays qui étaient soumis à des restrictions contingentaires. L'article 405 est venu apporter des exceptions à cette règle pour certains produits présentant de l'intérêt à l'exportation pour les Communautés européennes, mais tout en prévoyant aussi une nouvelle exception, qui assujettissait à la règle "applicable au niveau du tissu" les produits faits de certaines fibres comme le coton. Une fois de plus, ces derniers produits se voyaient conférer l'origine des pays qui étaient soumis à des restrictions contingentaires.

3.99 L'Inde a démontré dans sa première communication que les articles 334 et 405 ont été adoptés pour favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce, qu'ils créent des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce international et qu'ils entraînent une discrimination *de facto* entre les exportations des Communautés européennes et celles d'autres Membres de l'OMC, d'où il s'ensuit qu'ils sont contraires à l'article 2 b), c) et d) de l'*Accord RO*. Au demeurant, les États-Unis ne réfutent pas tant soit peu sérieusement les allégations et les arguments présentés par l'Inde.

3.100 Contrairement à ce qui est dit dans la communication des États-Unis, l'Inde ne cherche pas à ce que le Groupe spécial "prescrive ... quelles règles précises d'origine les Membres doivent utiliser". Pas plus qu'elle ne cherche à "imposer un système où il n'existe pas de règles". L'Inde n'a rien fait et ne saurait rien faire de tel. Ce qu'elle fait, c'est alléguer ce que les règles d'origine des États-Unis ne devraient pas être.

3.101 Le terme "objectifs en matière de commerce" n'est pas défini dans l'*Accord RO*. Ainsi que l'Inde l'a relevé dans sa communication, son sens ordinaire dans le contexte de l'article 2 b) est celui d'une visée, d'un but ou d'un objet ayant trait au commerce. De même, nous avons fait valoir que pour juger si une règle d'origine est employée comme un instrument visant à favoriser un objectif commercial, on peut voir si elle donne les mêmes résultats qu'une mesure ou un instrument de politique commerciale le ferait. Protéger la branche de production nationale contre la concurrence des importations, ou favoriser les importations en provenance d'un Membre de l'OMC au détriment de celles qui viennent d'un autre sont parmi les objectifs en matière de commerce. Toute règle d'origine qui fait cela est, par définition, utilisée comme un instrument visant à favoriser les objectifs en matière de commerce.

3.102 Dans leur communication (voir *supra* le paragraphe 3.79), les États-Unis reconnaissent, et c'est important, qu'ils "admettent, comme l'Inde le soutient, que la protection d'une branche de production nationale est un objectif commercial "inadmissible" aux fins de l'article 2 b)". De leur côté, les Communautés européennes ajoutent dans leur propre communication qu'elles "peuvent s'associer au consensus des parties sur le fait qu'en tout état de cause l'objectif de la protection d'une branche de production nationale tomberait sous le coup des dispositions de l'article 2 b) de l'*Accord RO* (voir la communication des Communautés européennes, paragraphe 11). En outre, elles sont prêtes aussi à admettre l'argument de l'Inde selon lequel favoriser un Membre par rapport à un autre serait, en principe, un objectif commercial visé par cette disposition."

3.103 En l'espèce, le Groupe spécial n'a pas besoin d'élaborer une définition générale du terme "objectifs en matière de commerce". De l'avis de l'Inde, il lui suffirait de constater que les mesures en cause des États-Unis ont pour objectif de protéger la branche de production nationale contre la concurrence des importations ou de favoriser les importations en provenance d'un Membre de l'OMC au détriment de celles qui viennent d'un autre Membre.

3.104 Les États-Unis expliquent que l'article 334 avait été voté "pour prévenir le contournement des contingents et combattre la réexpédition illicite, faire progresser l'harmonisation et mieux rendre compte du lieu où se déroule l'activité de production la plus importante". Ils ont donné la définition du "contournement" dans leur première communication. Celle-ci cite en l'approuvant un commentaire suivant lequel les États-Unis s'attaquaient effectivement au contournement à travers l'article 334, parce que "certains nouveaux pays industriels d'Asie du Sud-Est pourraient autrement essayer de tourner les restrictions quantitatives appliquées à leurs exportations de produits textiles. Ils le pourraient en exportant des produits semi-finis (en l'occurrence des étoffes teintes ou imprimées) vers des pays tiers, dans l'espoir que l'origine de ces pays (dont les exportations de produits textiles ne sont pas soumises à des restrictions quantitatives) serait attribuée aux produits finis." Or, il ne s'agit pas là de contournement. Le terme contournement implique une violation des règles d'origine applicables par de fausses déclarations ou autres moyens illégitimes. La réaction du marché aux incitations et désincitations créées par les contingents par pays ne saurait être qualifiée de contournement. Les nouveaux pays industriels d'Asie du Sud-Est ne "tournaient" pas les règles d'origine, ils adaptaient leur production aux conditions d'accès au marché qui leur étaient faites. Étant donné que les déterminations de l'origine des produits entrant dans ces nouveaux courants d'échanges commerciaux étaient établies en conformité avec les dispositions réglementaires alors applicables de l'article 12.130, ceux-ci ne pouvaient, par définition, être constitutifs de "contournement".

3.105 Dans leur communication, les Communautés européennes observent fort justement que si l'expression "contournement des contingents" était employée pour désigner l'évolution de la structure des échanges suscitée par les contingents, l'intention de favoriser la réalisation d'un objectif commercial pourrait être établie en recourant directement aux travaux préparatoires. L'intention des États-Unis de combattre le "contournement" correspond, pour reprendre la formule des Communautés européennes, à une intention de "remettre des restrictions quantitatives en application dans les cas où elles n'ont plus de prise à cause des changements intervenus dans la structure et la réglementation des échanges". Comme les Communautés européennes et la Chine l'ont noté, c'est précisément là le type d'objectif commercial que les Membres ne doivent pas atteindre en utilisant les règles d'origine à cet effet.

3.106 L'Inde a démontré dans sa communication que l'objectif commercial de l'article 334 était la protection de la branche de production nationale des États-Unis. Cet article, et en particulier sa disposition relative à la règle applicable au niveau du tissu, a eu pour effet de soumettre toute une gamme de textiles et de vêtements importés aux États-Unis aux contingents restrictifs prévus pour les pays en développement, alors qu'auparavant ils n'étaient pas contingentés du tout ou l'étaient plus libéralement. L'Inde a relevé que les États-Unis n'avaient fourni dans leur communication aucune explication de nature à justifier la conclusion que l'article 334 devait, dans leur intention, n'avoir

aucun effet sur le commerce. Nous pensons donc avoir établi une violation *prima facie*, sans que les États-Unis apportent la preuve contraire.

3.107 Au dire des États-Unis, le but principal de l'article 405 était le même que celui de l'article 334, à savoir prévenir le contournement ou la réexpédition. Or, les changements apportés par l'article 405 ne visaient pas les questions de contournement ou de réexpédition. Comme la Chine l'a relevé, les arguments des États-Unis faisant valoir qu'il était légitime de modifier leurs règles d'origine applicables aux textiles pour traiter ces questions ne sont pas pertinents à propos de l'article 405. Nous notons qu'à son propos également les États-Unis n'ont pu donner aucune explication qui étaye leur allégation suivant laquelle l'article 405 ne révèle pas l'intention de favoriser les exportations des Communautés européennes par rapport à celles des autres Membres de l'OMC. Ils se sont bornés à affirmer que le principal objectif de l'article 405 était de prévenir le contournement et la réexpédition. Or, comme les Communautés européennes le notent dans leur communication, l'Organe d'appel a bien précisé dans l'affaire *Chili – Boissons alcooliques* que le simple fait d'énoncer ses objectifs ne constitue pas de la part du défendeur une réfutation effective.

3.108 Les États-Unis ont adopté l'article 405 pour modifier certaines dispositions de l'article 334. L'Inde a fait valoir que l'unique objectif de l'article 405 était de favoriser les exportations des Communautés européennes, tout en maintenant les restrictions appliquées aux autres pays. Les États-Unis n'ont pas répondu de manière adéquate à cet argument. Tout ce qu'ils trouvent à dire est que les Membres ne devraient pas être dissuadés d'aboutir à des solutions arrêtées d'un commun accord. L'Inde convient qu'il ne faut pas décourager les Membres d'aboutir à des solutions convenues d'un commun accord, mais elle conteste les termes discriminatoires du texte législatif voté pour mettre en œuvre le règlement ainsi convenu.

3.109 Il y a violation de l'article 2 b) de l'*Accord RO* si les règles d'origine sont utilisées comme des instruments "visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce". La situation juridique d'une règle d'origine au regard de cette disposition dépend donc du but qu'elle remplit. Si elle a pour seul objectif de servir à déterminer l'origine des produits, elle est compatible avec l'article 2 b). Si elle est utilisée, directement ou indirectement, pour favoriser la réalisation d'un objectif commercial, elle ne l'est pas. La principale question d'interprétation qui demeure est de savoir comment déterminer l'objectif des règles d'origine en cause. Pour cela, on pourrait voir quelle est l'intention déclarée du législateur et se demander, en l'espèce, quel objectif le Congrès a déclaré vouloir atteindre en adoptant les règles en question. Une autre formule consisterait à examiner l'objectif qui est exprimé dans le texte législatif et à se demander quel est l'objectif que révèlent les termes de ce texte.

3.110 L'Organe d'appel a clairement indiqué sa préférence pour la seconde formule. L'article III:2 du GATT interdit d'appliquer des taxes intérieures aux produits "de manière à protéger la production nationale". Dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques*, l'Organe d'appel a jugé que la question de savoir si des taxes intérieures étaient appliquées de manière à assurer cette protection devait être tranchée en examinant les objectifs révélés par la conception, les principes de base et la structure de la législation plutôt que les raisons données par le législateur.

3.111 La démarche adoptée par l'Organe d'appel pour l'article III:2 peut être transposée dans l'affaire portée devant le présent Groupe spécial. Le droit de l'OMC laisse les Membres libres en principe de définir les critères suivant lesquels ils taxent les marchandises et en déterminent l'origine. Toutefois, ni les taxes intérieures ni les règles d'origine ne doivent servir aux fins de la politique commerciale. La compatibilité tant des taxes intérieures que des règles d'origine avec le droit de l'OMC dépend donc de l'objectif poursuivi. Les obligations régissant les taxes intérieures ont naturellement une raison d'être différente de celle des obligations régissant les règles d'origine. Toutefois, comme les deux ensembles d'obligations font la distinction entre mesures licites et illicites selon l'objectif visé, il

n'y a pas de raison de ne pas appliquer à l'article 2 b) de l'*Accord RO* la démarche adoptée par l'Organe d'appel pour l'article III:2 du GATT.

3.112 Dans leur communication, les Communautés européennes déclarent qu'une différence pourrait se justifier dans le critère à retenir parce qu'à leurs yeux "il est exclusivement question d'intention à l'article 2 b) de l'*Accord RO*, tandis qu'à l'article III du GATT il s'agit plutôt de montrer les effets par le biais de l'intention". Cependant, tant le libellé de l'article III du GATT ("de manière à protéger") interprété par l'Organe d'appel que celui dont il s'agit en l'espèce ("visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce") renvoient à l'intention ("de manière à" et "visant à") et à l'effet ("protéger" et "la réalisation des objectifs en matière de commerce"). Il n'y a donc rien dans le texte qui justifie la distinction établie par les Communautés européennes. Ce serait à notre sens aller trop loin que de conclure qu'"il est exclusivement question d'intention à l'article 2 b) de l'*Accord RO*", comme l'affirment les Communautés européennes. Il n'y a pas de raison de déclarer une règle d'origine illicite au simple motif qu'elle était *destinée* à être utilisée comme un instrument visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce; encore faut-il qu'elle soit capable d'assurer la réalisation de ces objectifs. C'est pourquoi le Groupe spécial avancerait sur un terrain plus solide s'il appliquait également à l'article 2 b) de l'*Accord RO* le cadre conceptuel défini par l'Organe d'appel pour l'article III:2 du GATT.

3.113 Dans notre première communication écrite, nous avons adopté une double démarche pour traiter cette question d'interprétation. Nous avons démontré que les caractères objectifs des règles d'origine en cause en l'espèce jouent tous dans le même sens: elles ont été adoptées pour protéger l'industrie américaine des textiles et de l'habillement et mettre à part les produits intéressant les exportateurs communautaires pour les faire bénéficier d'un traitement plus favorable. Nous savons parfaitement que les intentions exprimées au cours des travaux préparatoires ne sauraient à elles seules être constitutives de violation de l'article 2 b). Il nous paraît cependant raisonnable de supposer que la branche de production nationale et l'Exécutif savaient ce que serait l'incidence de leurs propositions et que les règles d'origine finalement adoptées produisent ce qui était le résultat recherché. Nous considérons par conséquent qu'en l'absence d'explications différentes de la part des États-Unis, notre exposé des travaux préparatoires concernant les règles d'origine en cause justifie la conclusion que ces mesures sont en fait utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux.

3.114 J'en viens maintenant, si vous le voulez bien, au sens du membre de phrase "les règles d'origine ne créeront pas en soi d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international" de l'article 2 c) de l'*Accord RO*. À la différence de l'article 2 b), cette disposition ne mentionne pas "l'utilisation" des règles d'origine (c'est-à-dire leur lien avec tel ou tel instrument de politique commerciale), mais ces règles "en soi". Cela indique que l'article 2 c) oblige les Membres à faire en sorte que les règles d'origine comme telles (quel que soit l'instrument de politique commerciale auquel elles sont liées) ne créent pas d'effets de restriction ou autres qui soient préjudiciables au commerce international.

3.115 La question d'interprétation fondamentale est de savoir si les mots "créeront ... d'effets de restriction" visent les effets que les règles d'origine sont capables de créer ou les effets qu'elles créent effectivement sur le marché. Dans la première hypothèse, il suffirait à l'Inde de démontrer que les incitations et désincitations que les règles d'origine en cause entraîneraient pour les opérateurs sont telles qu'elles créent des effets de restriction. Dans la seconde hypothèse, l'Inde aurait à démontrer que le cadre réglementaire imposé par les États-Unis a effectivement produit les effets en question.

3.116 Les parties à la présente procédure ont des positions différentes sur ce point. Aux yeux de l'Inde, un Membre contrevient aux dispositions de l'article 2 c) s'il adopte des règles d'origine créant des effets restrictifs. Ce qui est pertinent, selon elle, au regard de l'article 2 c), c'est la nature des règles d'origine que le Membre a adoptées, et non pas la réaction du marché à ces règles. Il s'ensuit

que les autres Membres pourraient attaquer les règles d'origine au titre de l'article 2 c) dès leur entrée en vigueur. Selon les États-Unis, l'infraction à l'article 2 c) doit être prouvée par des données commerciales révélant des effets préjudiciables. Ce que leur position implique, c'est que les Membres qui voudraient attaquer les règles d'origine sur le fondement de l'article 2 c) devraient attendre qu'elles aient effectivement produit un effet préjudiciable et que des statistiques commerciales soient disponibles pour le démontrer. Elle impliquerait en outre que la compatibilité d'une règle d'origine avec cette disposition dépendrait de la réaction du marché à la règle, et par voie de conséquence de facteurs qui normalement échappent à l'emprise des Membres.

3.117 La question de savoir si les règles du commerce international régissent les comportements ou les effets a été discutée à maintes reprises à l'occasion de procédures antérieures. Dans l'affaire *Communautés européennes - Oléagineux*, les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 devaient décider si l'on peut considérer qu'il a été "fait application", au sens de l'article XI:1, d'une restriction contingente, même si le contingent n'a pas été épuisé et n'a donc pas effectivement restreint les quantités importées. Elles avaient décidé que la simple institution d'un contingent était contraire à l'article XI. Les PARTIES CONTRACTANTES devaient aussi décider si une taxe était "appliquée" aux produits importés au sens de l'article III:2 du GATT même s'il n'y avait encore eu aucun produit importé auquel la taxe eût effectivement été imposée. Les PARTIES CONTRACTANTES avaient décidé que l'impact effectif d'une taxe n'était pas pertinent au regard de l'article III:2. Dans l'affaire *Japon - Boissons alcooliques*, l'Organe d'appel a pris note en l'approuvant de la jurisprudence des PARTIES CONTRACTANTES et jugé que "l'article III ne vis[ait] pas à protéger les anticipations concernant un volume d'échanges donné, mais plutôt les anticipations relatives à l'égalité du rapport compétitif entre les produits importés et les produits nationaux" et aussi que "l'argument selon lequel "les effets sur le commerce" de l'écart entre la taxe perçue sur les produits importés et celle qui frappe les produits nationaux sont, d'après le volume des importations, négligeables ou même inexistant, [était] dénué de pertinence".

3.118 Ainsi, les articles III et XI du GATT n'ont jamais été interprétés comme obligeant à obtenir ou à éviter des effets particuliers sur le commerce international. Ils ont été interprétés comme exigeant la mise en place d'un cadre réglementaire qui permette aux investisseurs et aux négociants de prévoir dans quelles conditions ils auront à soutenir la concurrence des produits du pays importateur. Le but des articles III et XI du GATT est d'empêcher que les concessions en matière d'accès aux marchés ne se trouvent compromises par des mesures non tarifaires imposées au niveau interne ou à la frontière. Ainsi qu'il est dit dans le préambule, l'article 2 de l'*Accord RO* a pour but d'éviter que les règles d'origine ne compromettent "les droits que les Membres tiennent du GATT de 1994". Étant donné que ces dispositions ont au fond la même raison d'être, il convient de les interpréter suivant la même démarche. De même que les termes "été fait application" à l'article XI du GATT et "appliqué" à l'article III:2 du GATT, les termes "créeront ... d'effets" à l'article 2 c) doivent être entendus dans un sens compatible avec la fonction fondamentale de l'ordre commercial mondial, qui est de créer des conditions prévisibles pour les opérateurs commerciaux et les investisseurs.

3.119 La seule conclusion logique à tirer de ces considérations est que l'article 2 c) de l'*Accord RO*, exactement comme toutes les autres dispositions du droit de l'OMC destinées à éviter que les engagements en matière d'accès aux marchés ne soient tournés par le biais de mesures non tarifaires, doit être interprété comme une disposition prescrivant aux Membres d'assurer des conditions de concurrence, et non pas d'éviter certains résultats commerciaux. Ce qui compte, par conséquent, c'est de savoir si les règles d'origine créent des conditions de concurrence ayant des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation, et non pas si l'application effective de ces règles à un instrument déterminé de politique commerciale a produit de tels effets.

3.120 Si, comme les États-Unis le préconisent, on ne pouvait alléguer de violation de l'article 2 c) qu'à condition de disposer de données commerciales et de démontrer que ce sont les règles d'origine et non d'autres facteurs qui ont causé le changement survenu dans la structure des courants d'échanges,

cette importante disposition de l'*Accord RO* en deviendrait à toutes fins utiles impossible à faire respecter parce que l'effet des règles d'origine et celui de l'instrument de politique commerciale auquel elles seraient liées ne pourraient pas, en pratique, être dissociés. L'Inde estime que le mode d'interprétation de l'article 2 c) préconisé par les États-Unis est donc incompatible non seulement avec la jurisprudence du GATT et de l'OMC et avec la fonction fondamentale de l'ordre commercial mondial, mais encore avec le principe fondamental d'interprétation qui veut qu'il soit donné effet à chaque disposition d'un traité.

3.121 À l'allégation de l'Inde selon laquelle leurs règles d'origine ont des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international, les États-Unis répondent en faisant valoir qu'une modification des échanges ne suffit pas à constituer une "restriction, distorsion ou désorganisation". C'est incontestablement vrai. De par leur nature même, les règles d'origine modifient la structure des échanges, et cette conséquence ne peut donc pas en soi être considérée comme génératrice "de restriction, de distorsion ou de désorganisation" au sens de l'article 2 c). Le sens de ces termes doit être examiné dans le contexte où ils s'insèrent. Leur contexte immédiat est la deuxième phrase de l'article 2 c), suivant laquelle les règles d'origine ne doivent pas imposer de prescriptions indûment rigoureuses ou qui ne sont pas liées à la fabrication ou à l'ouvrage. Cela donne à penser que l'article 2 c) est destiné à faire en sorte que les Membres ne fassent pas figurer dans leurs règles d'origine des conditions qu'il n'est pas nécessaire d'imposer pour déterminer dans quel pays il y a eu un volume d'activité économique suffisant pour conférer l'origine. En d'autres termes, *l'article 2 c) est destiné à faire en sorte que l'attribution de l'origine ne dépende pas du respect par les producteurs et les négociants de conditions créant des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation, qui ne sont pas nécessaires pour déterminer l'origine des marchandises et qui en conséquence vont au-delà des effets inévitablement créés par toute règle d'origine*. Cette conclusion se trouve corroborée par le quatrième considérant du préambule de l'*Accord RO*, aux termes duquel cet accord doit "faire en sorte que les règles d'origine ne créent pas en soi d'obstacles *non nécessaires* au commerce".

3.122 Les États-Unis, soutenus en cela par les Communautés européennes, disent que l'article 405 n'est pas discriminatoire au sens de l'article 2 d) parce que les règles d'origine qu'il renferme s'appliquent également à tous les Membres. Cet argument sous-entend que l'article 2 d) ne vise que les cas de discrimination formelle, c'est-à-dire les règles d'origine qui établissent expressément des distinctions entre différents Membres de l'OMC. Aux yeux de l'Inde, c'est là une position indéfendable.

3.123 Les dispositions de l'article premier du GATT visant la nation la plus favorisée ont été appliquées dans la pratique antérieure à des mesures comportant une discrimination *de facto*. C'est ainsi qu'un traitement tarifaire moins favorable pour le café Arabica et Robusta que pour d'autres catégories a pu être jugé incompatible avec l'article premier. Dans l'affaire *Communautés européennes – Bananes*, l'Organe d'appel a rappelé cette jurisprudence en l'approuvant et conclu que les dispositions de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) relatives à la nation la plus favorisée s'appliquaient aussi à la fois à la discrimination *de facto* et à la discrimination *de jure*. Il a considéré que, "si l'article II de l'AGCS n'était pas applicable à la discrimination *de facto*, il ne serait pas difficile ... d'imaginer des mesures discriminatoires visant à contourner le but fondamental de cet article". Il n'y a aucune raison pour que le principe de non-discrimination posé dans l'*Accord RO* soit envisagé différemment. Le risque de contournement du but de l'article 2 d) par le biais de distinctions entre les produits est exactement aussi grand que le risque de contournement des dispositions du GATT et de l'AGCS relatives à la nation la plus favorisée par le biais de distinctions selon les produits ou les services. De fait, l'affaire dont vous êtes saisis démontre clairement que les distinctions arbitraires entre des produits extrêmement liés peuvent être utilisées avec succès quand l'objectif est de favoriser un Membre de l'OMC par rapport aux autres.

D. DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

1. Introduction

3.124 Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial, nous sommes heureux d'avoir cette occasion de venir vous présenter les arguments que les États-Unis ont à faire valoir pour défendre les règles d'origine figurant à l'article 334 de leur Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay et à l'article 405 de leur Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement. Comme nous l'exposons dans notre première communication, les règles d'origine des États-Unis sont compatibles avec les dispositions de l'*Accord RO* et elles en servent les objectifs. C'est à l'Inde qu'incombe la charge de démontrer, sur une base plus solide que de simples allégations, que les règles d'origine des États-Unis sont incompatibles avec les dispositions de cet accord. L'Inde ne l'a pas fait, ni dans sa première communication, ni à la première réunion du Groupe spécial avec les parties.

3.125 Pour commencer, revenons un pas en arrière. L'*Accord RO* a été élaboré parce que les négociateurs du Cycle d'Uruguay voulaient faire en sorte que les règles d'origine: a) soient claires et prévisibles et facilitent par leur application les courants d'échanges internationaux; b) soient mises en œuvre sous forme de lois, réglementations et pratiques transparentes; et c) soient élaborées et administrées d'une manière impartiale, transparente, prévisible, cohérente et neutre. L'*Accord RO* prescrit un ensemble d'obligations inspirées de ces principes. Cependant, s'ils ont défini le programme de travail pour l'harmonisation, les rédacteurs de l'*Accord RO* n'ont pas pour autant imposé un ensemble unique de règles d'origine à la fin du Cycle d'Uruguay. Au contraire, cet accord laisse passablement de liberté d'action à chaque Membre (tant pour la conception de ses règles d'origine que par son droit de les modifier de temps à autre) et définit précisément divers mécanismes qui peuvent être employés (voir l'article 2 a)). De plus, l'*Accord RO* prévoit à l'article 2 i) des modifications des régimes de règles d'origine et autorise le recours à des critères variables jusqu'à ce que l'harmonisation soit achevée.

3.126 En examinant les mesures prises par les États-Unis, le Groupe spécial verra que leurs règles d'origine pour les produits textiles et les vêtements ont été rédigées de telle sorte qu'elles favorisent la réalisation des objectifs de l'*Accord RO*. Et lorsqu'il examinera les arguments de l'Inde, il verra qu'au fond celle-ci espère imposer aux États-Unis (et, implicitement, à tous les autres Membres) un seul ensemble de règles d'origine – nonobstant le fait que l'*Accord RO* était censé laisser aux Membres une certaine liberté d'action. Bien entendu, nous ne nions pas que l'*Accord RO* ait imposé des disciplines aux Membres. Mais pas celles auxquelles l'Inde aimerait vous faire croire. Il apparaît que, selon elle, cet accord prescrit une détermination précise de l'origine pour les draps de lit, par exemple, ou encore que tel ou tel résultat obtenu par l'application des règles d'origine n'est pas vraiment neutre parce qu'il ne correspond pas à une détermination de l'origine qu'elle approuve.

3.127 Les États-Unis ne peuvent s'empêcher de relever que la manière dont l'Inde conçoit ses propres mesures facilite la démonstration des avantages de la démarche qui inspire leurs mesures en cause. Comme elle l'a indiqué dans une notification à l'OMC, l'Inde n'a pas de règles d'origine non préférentielles pour les textiles, les vêtements ou d'autres produits, alors même qu'elle applique des régimes de politique commerciale non préférentiels qui semblent bien être mis en œuvre par le truchement de déterminations de l'origine.

3.128 Ceci posé, voyons les arguments juridiques que l'Inde a fait valoir devant le Groupe spécial. L'Inde affirme que les règles d'origine des États-Unis ont été édictées pour favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux protectionnistes, qu'elles ont des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce et qu'elles sont discriminatoires et administrées d'une manière inéquitable, le tout en violation de l'article 2 de l'*Accord RO*. Elle ajoute que l'article 405 est lui aussi discriminatoire et de même incompatible avec l'article 2. Son problème tient à ce qu'elle n'aime pas les déterminations certaines et spécifiques de l'origine auxquelles aboutissent les règles d'origine par

produit que les États-Unis ont promulguées en vue d'apporter plus de certitude au commerce de textiles et de vêtements. En fait, l'Inde demande au Groupe spécial de lire l'*Accord RO* en y introduisant certains critères bien précis et même des interprétations de ce qui constitue une opération conférant l'origine.

3.129 Les règles d'origine établies à l'article 334 et à l'article 405 ne sont pas incompatibles avec l'article 2 b) à e), quand on lit ces dispositions de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer à leurs termes dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'*Accord RO*. Ces règles ont été adoptées pour combattre le contournement des contingents établis, empêcher la réexpédition, faciliter l'harmonisation et capter au mieux le lieu où un produit nouveau est élaboré. En outre, tant l'article 334 que l'article 405 qui le modifie sont appliqués sur une base NPF, conformément aux règles de l'OMC. Aussi ces règles ne sont-elles pas incompatibles avec l'*Accord RO*. Au contraire, elles facilitent les courants d'échanges internationaux.⁴⁹

a) L'Accord sur les règles d'origine

3.130 L'article 2 de l'*Accord RO* prescrit aux Membres un ensemble de disciplines destinées à promouvoir la transparence et à empêcher que les règles d'origine n'entraînent des distorsions des échanges jusqu'à ce que le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine soit achevé.

b) L'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay

3.131 L'article 334 a institué un corps de règles reposant sur le principe suivant lequel les articles en tissu et certains produits textiles trouvent leur origine là où le tissu est tissé, tricoté ou autrement élaboré; et que l'origine de tout autre produit textile ou vêtement est le lieu où ce produit est entièrement produit ou assemblé. Si la production ou l'assemblage se déroulent dans plus d'un pays, c'est dans celui où a lieu l'opération d'assemblage ou de fabrication la plus importante que se trouve l'origine. Le régime des États-Unis procède de la conclusion que l'origine se trouve conférée là où se déroule l'opération d'assemblage ou de fabrication la plus importante. En effet, les États-Unis estiment que l'assemblage est généralement l'étape la plus importante de la fabrication des vêtements assemblés et l'élaboration du tissu, l'étape la plus importante de la fabrication des tissus ou des articles plats.

c) L'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement

3.132 L'article 405 est venu modifier l'article 334 pour régler un différend porté devant l'OMC par les Communautés européennes, qui alléguaient que les dispositions de l'article 334 avaient porté atteinte à l'activité de certains de leurs secteurs exportateurs, au premier rang desquels les articles de soie italiens.⁵⁰ Pour régler ce différend, les États-Unis ont accepté de modifier l'article 334, en créant deux exceptions à la "règle de l'élaboration du tissu" qu'il renfermait: 1) pour les tissus de soie, coton, fibres synthétiques ou artificielles et fibres végétales, l'origine serait à nouveau conférée par la teinture et l'impression et au moins deux opérations de finissage; 2) pour certains produits textiles échappant à la règle de l'assemblage, l'origine serait conférée au lieu où interviendraient la teinture et l'impression et au moins deux opérations de finissage, sous réserve de certaines exceptions. Ces modifications s'appliquent à tous les Membres de l'OMC, et non pas aux seules Communautés européennes.

⁴⁹ Voir le préambule de l'*Accord RO*.

⁵⁰ H.R. Conf. Rep. 106-606, section 405, Clarification of section 334 of the Uruguay Round Agreements Act [L'article 405, Clarification de l'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay], page 232 (2000). Pièce n° 3 des États-Unis.

2. Analyse juridique

3.133 Lu dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'*Accord RO*, le texte de l'article 2 n'exclut pas la possibilité pour les Membres de déterminer l'origine des marchandises en s'en rapportant à l'assemblage, au type de matière ou au type de produit. Exiger des États-Unis qu'ils retiennent une règle particulière pour un produit précis, comme le préconise l'Inde, serait ajouter durant la phase de transition en cours une obligation qui ne figure pas dans l'*Accord RO*.

a) L'article 334 est compatible avec l'article 2 b)

3.134 Les États-Unis estiment que l'interprétation que l'Inde donne d'un "objectif en matière de commerce" n'est pas juste, car elle est par trop large. Si par "objectif en matière de commerce" on entend n'importe quel objectif lié au commerce, il devient impossible d'utiliser les règles d'origine pour favoriser la transparence ou la prévisibilité, objectifs tous deux liés aux échanges commerciaux. Pareille interprétation irait à l'encontre tant de l'objet et du but de l'*Accord RO* que du contexte de cette disposition.

3.135 Comme nous l'exposons dans notre première communication, les règles d'origine de l'article 334 n'ont pas pour objectif de protéger la branche de production nationale. Le but de ces règles est énoncé dans l'Énoncé des mesures administratives (le "SAA"), qui précise bien ce qu'en étaient les objectifs: prévenir le contournement des contingents et combattre la réexpédition illicite, faire progresser l'harmonisation et rendre compte plus exactement du lieu où intervient l'activité de production la plus importante. Dans la pratique, les États-Unis avaient constaté une augmentation des opérations de finissage présentées à l'Administration des douanes aux fins de la détermination de l'origine et de l'application des contingents, et avec le nombre croissant de cas où celle-ci faisait application du critère de la transformation substantielle, un allongement de la liste des processus réputés conférer l'origine, dont certains se révélaient parfois *a posteriori* comme dénués d'importance. L'article 334 était destiné à redresser ces erreurs. L'Inde ne cite aucun élément de fait à l'appui de l'affirmation que l'article 334 a servi à protéger la branche de production nationale.

3.136 Outre qu'il n'y a rien dans le texte de l'*Accord RO* qui dise que les Membres sont tenus de conférer certaines origines dans leurs déterminations, il n'y a rien à l'article 2 b) qui indique que si un Membre ne retient pas certaines opérations de finissage dans une détermination de l'origine, il utilise du même coup ses règles d'origine pour favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux. C'est par une décision de principe que les États-Unis ont retenu la fabrication ou la création tantôt du tissu, tantôt du vêtement, et non une opération de finissage, comme production conférant l'origine. Les règles des États-Unis tiennent compte des opérations qui justifient un changement d'origine, et qui peuvent varier selon le type de produit. Au surplus, comme nous l'avons déjà noté, l'article 2 a) énonce une série de critères qu'un Membre peut utiliser pour formuler ses règles d'origine, et les règles d'origine des États-Unis pour les textiles et les vêtements cadrent avec ces critères.

b) L'article 405 est compatible avec l'article 2 b)

3.137 Les arguments de l'Inde selon lesquels la modification apportée par l'article 405 à l'article 334 constitue une utilisation inadmissible des règles d'origine ne tiennent pas.⁵¹ En premier lieu, les modifications introduites à l'article 405 s'appliquent à tous les Membres suivant le principe NPF. Sans vouloir aller trop loin aujourd'hui sur ce point, nous avons aussi expliqué dans notre première communication qu'il serait absurde de pénaliser un Membre parce qu'il aurait abouti à un règlement mutuellement satisfaisant d'un différend avec un autre Membre, conformément aux dispositions du Mémoire d'accord, quand les avantages du règlement vont à tous les Membres. Et pourtant, c'est

⁵¹ Voir la première communication de l'Inde, paragraphes 69 à 85 (*supra*, paragraphes 3.41 à 3.51).

précisément là ce que l'Inde demande au présent Groupe spécial.⁵² Serait-ce que l'Inde voudrait décourager les Membres de trouver des solutions mutuellement satisfaisantes? Telle serait probablement la conséquence à laquelle on aboutirait en acceptant le raccourci que l'Inde engage le Groupe spécial à faire.

c) L'article 334 et l'article 405 sont compatibles avec l'article 2 c)

3.138 L'Inde n'a pas non plus prouvé, comme la charge lui en incombait, que l'article 334 et l'article 405 aient en soi et à eux seuls des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce. Pour commencer, l'Inde ne cite rien dans le texte de l'*Accord RO* à l'appui de son dire lorsqu'elle fait valoir que des règles favorisant un produit par rapport à un autre, ou un tissu par rapport à un autre, ont pour cette seule raison des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce.⁵³ La seule pièce présentée par l'Inde à l'appui de ses allégations est une lettre du Conseil de promotion des exportations de textiles de coton, qui ne lui permet pas d'en établir *prima facie* le bien-fondé.⁵⁴ L'Inde ne s'arrête pas à la possibilité que les producteurs sri-lankais aient décidé de tisser eux-mêmes leur tissu ou de se le procurer ailleurs. Il n'y a tout simplement aucun lien de causalité entre l'article 334 et la hausse ou la baisse des exportations de tissus indiens à destination de Sri Lanka.

3.139 En réalité, les données relatives aux exportations indiennes de tissus de coton, disponibles auprès de l'ONU, indiquent que, tout au contraire, ces exportations vers le reste du monde (de même que vers les États-Unis) ont augmenté entre 1995 et 1996 (pour passer de 959,6 millions à 1 milliard de dollars) et que, malgré une légère baisse (qui les a ramenées à 974,5 millions de dollars), elles étaient encore en 1997 supérieures en valeur à leur niveau de 1995. De même, là encore suivant les données de l'ONU, les exportations indiennes de linge de lit vers le reste du monde ont augmenté entre 1995 et 1996 (passant de 3,2 à 4,7 millions de dollars) et à nouveau en 1997 (pour atteindre 5,3 millions de dollars). Ces chiffres ne confirment pas l'allégation de désorganisation du commerce.

3.140 L'Inde fait aussi valoir que les règles désorganisent le commerce par "leur seule complexité". Or, et c'est important, l'Inde n'a pas démontré que la "complexité" soit un critère prohibé, pas plus qu'elle n'a démontré que les règles des États-Unis soient complexes à l'excès. De plus, elle ne présente pas d'élément de fait tendant à prouver que les règles aient découragé les exportateurs d'expédier leurs produits aux États-Unis pour la simple raison qu'ils n'y comprenaient rien. De fait, l'Inde fournit la valeur de près de 3 milliards de dollars de produits textiles et de vêtements aux États-Unis, ce qui donne fortement à penser que ses exportateurs n'ont pas eu trop de mal à comprendre les règles.

d) Compatibles avec l'article 2 d), les règles ne sont pas discriminatoires

3.141 À titre préliminaire, il apparaît que l'Inde ne formule d'allégation au titre de l'article 2 d) que contre l'article 405 et que la disposition applicable de l'article 2 d) dont elle allègue la violation dit que les règles "n'établiront pas de discrimination entre les autres Membres, quelle que soit l'affiliation des fabricants [*sic*] de la marchandise en question".⁵⁵ Cependant, en ce qui concerne cette allégation au titre de l'article 2 d), l'Inde n'essaie nullement de prouver en quoi le règlement avec les Communautés européennes, qui lui est applicable comme à tous les autres Membres sur une base NPF, est discriminatoire. En conséquence, l'Inde n'a pas établi, comme la charge lui en incombait, que les articles 334 et 405 soient incompatibles avec l'article 2 d).

⁵² *Id.*, paragraphe 84 (*supra*, paragraphe 3.51).

⁵³ *Id.*, *ibid.*

⁵⁴ *Id.*, paragraphe 93; pièce n° 15 de l'Inde.

⁵⁵ *Id.*, paragraphes 98 et 99 (*supra*, paragraphes 3.58 et 3.59).

e) L'administration des règles est compatible avec l'article 2 e)

3.142 De même, l'Inde ne fait aucun effort pour prouver que l'*administration* de l'article 334 et de l'article 405 est incompatible avec la prescription de l'article 2 e) suivant laquelle les Membres doivent veiller à ce que leurs règles d'origine [soient] *administrées* d'une manière cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable" (pas d'italique dans l'original). Elle essaie plutôt de remodeler cette obligation pour remettre en question des attributs de la règle elle-même, au lieu de son administration. Néanmoins, de même que les allégations au titre de l'article X:3 du GATT de 1994 sont nécessairement rejetées si elles reposent sur la contestation d'aspects des lois elles-mêmes, au lieu de leur administration⁵⁶, de même les allégations au titre de l'article 2 e) tombent si elles reposent sur des faiblesses perçues des règles elles-mêmes, et non de leur administration.

3. Conclusion

3.143 Où donc aboutissent les arguments de l'Inde? Ils aboutissent à l'un ou l'autre de deux résultats inadmissibles, à savoir: 1) que les États-Unis ne devraient pas avoir de règles d'origine pour les textiles et les vêtements et se contenter à la place d'établir les déterminations de l'origine cas par cas, ou 2) que le Groupe spécial devrait déterminer ce que les règles d'origine devraient précisément être. Ni l'un ni l'autre de ces résultats ne sont permis au regard de l'*Accord RO*, pas plus qu'ils ne favorisent la réalisation des buts de cet accord – assurer la transparence, la clarté et la prévisibilité dans un régime de règles d'origine.

E. SECONDE COMMUNICATION ÉCRITE DE L'INDE

1. Introduction

3.144 Cette nouvelle communication a pour but de développer les allégations et arguments avancés par l'Inde dans la présente procédure, compte tenu des questions posées par le Groupe spécial ainsi que des points soulevés par les États-Unis et par les tierces parties dans leurs communications et dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial.

2. Argumentation juridique

a) Les mesures en cause

3.145 Les mesures en cause dans le présent différend sont i) l'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay, ii) les précisions qui y sont apportées à l'article 405 de la Loi sur le commerce extérieur et le développement⁵⁷ et le règlement douanier pris pour leur mise en œuvre (19 C.F.R. § 102.21).⁵⁸

⁵⁶ Rapport de l'Organe d'appel, *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, supra, paragraphe 200. On trouve une disposition semblable à l'article 1:3 de l'*Accord sur les procédures de licences d'importation*, paragraphe 203.

⁵⁷ Les deux dispositions sont codifiées dans 19 U.S.C., article 3592.

⁵⁸ L'Inde tient à préciser les allégations qu'elle formule à l'égard de ce règlement douanier. Dans leur réponse à la question n° 10 du Groupe spécial, les États-Unis notent que "l'Inde n'a formulé aucune allégation en ce qui concerne le règlement, que ce soit dans sa première communication ou dans sa déclaration orale". L'Inde observe que ses allégations et arguments concernant l'incompatibilité du règlement douanier avec les règles de l'OMC étaient exposés dans sa demande d'établissement du Groupe spécial ainsi qu'aux paragraphes 7 et 53, entre autres, de sa première communication. Elle observe aussi que sa critique dudit règlement douanier n'est nullement tributaire d'une contestation au titre de l'article 2 e) de l'*Accord RO*.

i) *La règle applicable au niveau du tissu*

3.146 L'article 334 b) 1) C) (codifié dans USC, article 3592 b) 1) C)) énonce les critères à retenir pour déterminer l'origine d'un tissu. Il établit la "règle applicable au niveau du tissu", en vertu de laquelle le pays d'origine d'un tissu est celui où les fibres, filaments ou fils dont il est constitué sont tissés, tricotés, aiguilletés, touffetés, feutrés ou transformés par tout autre procédé de fabrication de tissu. Il ne tient pas compte des opérations manufacturières ultérieures, telles la teinture, l'impression et deux ou plusieurs opérations de finissage (T1+2), qu'il ne considère pas comme des opérations de transformation pouvant être retenues pour déterminer le pays d'origine d'un tissu.

3.147 La règle applicable au niveau du tissu est mise en œuvre à travers un règlement douanier spécial figurant dans 19 C.F.R. § 102.21. Le paragraphe C) 1) prévoit que le pays d'origine sera celui où le produit textile ou le vêtement aura été entièrement obtenu ou produit. Le paragraphe C) 2) dispose que, dans le cas où l'origine ne peut pas être établie par application des dispositions du paragraphe C) 1), le pays d'origine de la marchandise est celui dans lequel chaque matière étrangère incorporée au produit textile ou vêtement considéré a fait l'objet d'un changement de classement tarifaire applicable et/ou "satisfait à toute autre condition spécifiée pour la marchandise au paragraphe e) du présent article".

3.148 Le paragraphe e) de 19 C.F.R. § 102.21 prévoit des règles spécifiques en fonction du classement tarifaire. Suivant certaines de ces règles, une transformation ou un changement qui résulte d'un processus de fabrication de tissu entraîne automatiquement un changement de classement tarifaire pour la marchandise considérée.

ii) *La règle T1+2 pour les tissus de soie, de coton, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales*

3.149 L'article 405 a) 3) B) (codifié à l'article 3592 b) 2) B)) modifie la règle applicable au niveau du tissu en exigeant qu'un tissu classé dans le TDH comme étant de soie, de coton, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales soit considéré comme originaire et comme un produit du sol, de l'industrie ou des manufactures du pays, du territoire ou de la possession où le tissu est teint et imprimé lorsque ces opérations s'accompagnent d'au moins deux des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage (ci-après la "T1+2").

3.150 Il importe de noter que cette disposition n'envisage pas de changement comparable du critère de détermination de l'origine pour tous les types de tissus.

3.151 Le règlement douanier de mise en œuvre de cette disposition légale figure à l'article 102.21 e), en vertu duquel les changements de classement tarifaire initialement envisagés pour l'application de la règle applicable au niveau du tissu n'ont été effectués que pour certaines positions du TDH.

iii) *La règle T1+2 pour les produits de sept positions du TDH*

3.152 L'article 405 a) 3) C) (codifié à l'article 3592 b) 2) C)) rompt avec l'application de la "règle de l'assemblage dans un seul pays" figurant à l'article 334 b) 1) D) et de la règle spéciale y faisant exception énoncée à l'article 334 b) 2) A) (codifié à l'article 3592 b) 2) A) i)). Suivant l'article 405 a) 3) C), sept positions à quatre chiffres du TDH seulement, sur les 16 qui étaient initialement soumises à la règle spéciale de l'article 334 b) 2) A), à l'exception des marchandises de ces positions qui sont de coton ou de laine ou constituées de mélanges de fibres contenant 16 pour cent ou plus en poids de coton, sont considérées comme originaires du pays où le tissu est à la fois teint et imprimé, et soumis ensuite à au moins deux opérations de finissage. Cette disposition est mise en œuvre par application de l'article 102.21 e) 2).

- iv) *La règle applicable au niveau du tissu pour les produits des sept mêmes positions du TDH qui sont faits de coton, de laine ou de mélanges de fibres contenant plus de 16 pour cent de coton*

3.153 L'article 405 a) 3) C) (codifié à l'article 3592 b) 2) C)) exempte de l'application de la règle T1+2 les produits des sept positions en question du TDH qui sont de coton ou de laine ou constitués de mélanges de fibres contenant 16 pour cent ou plus en poids de coton. Pour ces produits-là, l'origine est conférée suivant la règle applicable au niveau du tissu définie à l'article 334 b) 1) C).

3.154 Le texte réglementaire portant application de cette disposition est l'article 102.21 e) 1), qui renferme des règles spéciales de détermination de l'origine selon le lieu où le tissu dont la marchandise est constituée a été élaboré par un processus de fabrication de tissu.

- b) Les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 2 b) de l'*Accord RO*

- i) *Définition des termes "objectifs en matière de commerce"*

3.155 Les termes "objectifs en matière de commerce", qui figurent à l'article 2 b), ne sont pas définis dans l'*Accord RO*. Le sens ordinaire de l'expression "objectifs en matière de commerce", dans le contexte de l'article 2 b), est un but, objectif ou visée lié au commerce. Pour juger si une règle d'origine est utilisée ou non comme un instrument visant à favoriser la réalisation d'un objectif en matière de commerce, on peut voir si elle produit les mêmes résultats que ceux que donnerait une mesure ou un instrument de politique commerciale.⁵⁹ Protéger la branche de production nationale contre la concurrence des importations ou favoriser les importations en provenance d'un Membre de l'OMC au détriment de celles qui viennent d'un autre Membre sont des objectifs de cette nature. Toute règle d'origine qui fait cela est, par définition, utilisée comme un instrument visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce.

3.156 Au paragraphe 27 de leur première communication (voir *supra* le paragraphe 3.79) les États-Unis reconnaissent un point important en disant qu'ils "admettent, comme l'Inde le soutient, que la protection d'une branche de production nationale est un objectif commercial "inadmissible" aux fins de l'article 2 b)". De leur côté, au paragraphe 11 de leur propre communication, les Communautés européennes ajoutent que "les Communautés européennes peuvent se ranger à l'opinion commune des parties suivant laquelle, en tout état de cause, l'objectif de la protection de la branche de production nationale tomberait sous le coup des dispositions de l'article 2 b) de l'*Accord RO*. En outre, elles sont également prêtes à admettre, comme l'Inde le soutient, que favoriser un Membre au détriment d'un autre serait, en principe, un objectif commercial visé par cette disposition".

3.157 En l'espèce, le Groupe spécial n'a pas besoin d'élaborer une définition générale des "objectifs en matière de commerce". De l'avis de l'Inde, il lui suffirait de constater que chercher à protéger la branche de production nationale et à favoriser les importations en provenance d'un Membre de l'OMC au détriment de celles qui viennent d'un autre Membre constituent des objectifs en matière de commerce au sens de l'article 2 b).

- ii) *La prévention du contournement des contingents, telle qu'elle est définie par les États-Unis, est au service d'un objectif commercial*

3.158 Les États-Unis ont expliqué que l'article 334 avait été adopté "pour prévenir le contournement des contingents et combattre la réexpédition illicite, faire progresser l'harmonisation et rendre plus

⁵⁹ Première communication de l'Inde, 30 octobre 2002, paragraphe 46 (*supra*, paragraphe 3.23).

exactement compte du lieu où se déroule l'activité de production la plus importante".⁶⁰ Ils ont donné la définition du "contournement" dans leur première communication. Mais il ne s'agit *pas* là de contournement. "Contournement" est un terme qui implique une violation des règles d'origine applicables par de fausses déclarations et autres moyens illégitimes. La réaction du marché aux incitations et désincitations créées par les contingents par pays ne saurait être qualifiée de contournement. Les nouveaux pays industriels d'Asie du Sud-Est en question ne "tournaient" pas les règles d'origine, ils adaptaient leur production aux conditions d'accès au marché qui leur étaient faites.

3.159 Les Communautés européennes ont raison de signaler que si l'expression "contournement des contingents" était employée pour désigner l'évolution de la structure des échanges suscitée par les contingents, l'intention de favoriser la réalisation d'un objectif commercial pourrait être établie en recourant directement aux travaux préparatoires. L'intention des États-Unis de combattre le "contournement" correspond, pour reprendre la formule des Communautés européennes, à une intention de "remettre des restrictions quantitatives en application dans les cas où elles n'ont plus de prise à cause des changements intervenus dans la structure et la réglementation des échanges". C'est précisément là le type d'objectif commercial que les Membres ne doivent pas atteindre en utilisant les règles d'origine.⁶¹

iii) *Il ressort du rapport du Sénat que c'est l'article 333, et non l'article 334, qui a été voté pour mettre en œuvre les dispositions anticontournement de l'ATV*

3.160 L'Inde note que dans le rapport du Sénat (pièce n° 10 de l'Inde), sous le titre "Réexpéditions de textiles" (article 333), il est fait mention de l'article 5:1 de l'ATV. Plus précisément, le rapport dit que l'article 333 de l'URAA ajoute au Titre IV un article nouveau pour traiter spécifiquement le problème des réexpéditions de textiles.

3.161 Aux termes de l'article 5:1 de l'ATV, le contournement "va à l'encontre de la mise en œuvre du présent accord qui consiste à intégrer le secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994. En conséquence, les Membres devraient établir les dispositions juridiques et/ou les procédures administratives nécessaires pour faire face au contournement et le combattre ...".

3.162 À l'examen du terme "contournement", tel qu'il est défini à l'article 5:1 de l'ATV, il semblerait que ce soit l'article 333, plutôt que l'article 334, qui a été adopté pour mettre en œuvre l'article 5:1, car il en suit plus directement le libellé et vise plus précisément le type de contournement noté à l'article 5 de l'ATV. Cela impliquerait que l'article 334 a été voté pour des raisons autres que la prévention du contournement au sens de l'article 5:1 de l'ATV. L'argument de l'Inde est que l'article 334 a été adopté pour favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux.

iv) *L'article 334 est utilisé comme un instrument de protection de la branche de production nationale des États-Unis*

3.163 L'article 334 est incompatible avec l'article 2 b) parce qu'il est utilisé pour favoriser la réalisation de l'objectif commercial qu'est la protection de la branche de production américaine. À cette allégation les États-Unis n'ont pas répondu de manière adéquate, se contentant de faire valoir que l'article 334 était conforme à d'autres dispositions de l'Accord RO, à savoir l'article 2 a), qui énonce toute une série de critères qu'un Membre peut retenir pour formuler ses règles d'origine, et l'article 2 i), qui autorise un Membre à modifier ses règles d'origine. De l'avis de l'Inde, le fait qu'un

⁶⁰ Première communication des États-Unis, 27 novembre 2002, paragraphe 29. L'Inde relève qu'il existe entre elle-même et les États-Unis un accord bilatéral sur les textiles et les vêtements, qui a été notifié au titre de l'article 2:17 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, G/TMB/N/274, 22 juillet 1997.

⁶¹ Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, 5 décembre 2002, paragraphe 24 (*infra*, paragraphe 4.280).

Membre se conforme aux dispositions de l'article 2 a) ou 2 i) ne justifie pas les incompatibilités avec l'article 2 b), 2 c) ou 2 d) de l'*Accord RO*.

3.164 Dans le contexte de contingents par pays, tels que ceux qui sont autorisés en vertu de l'ATV, la notion d'origine est décisive. Les États-Unis ont modifié leurs règles d'origine avec l'article 334, en introduisant, notamment, la règle "applicable au niveau du tissu", en l'occurrence pour déterminer l'origine de certains articles confectionnés d'après le lieu où le tissu écri était élaboré. L'objectif nettement protectionniste de l'article 334 peut être démontré par l'effet que celui-ci exerce sur la détermination de l'origine de ces produits. L'effet de l'article 334, et en particulier de sa disposition relative à la règle applicable au niveau du tissu, a été d'assujettir une série de produits textiles et de vêtements importés aux États-Unis aux contingents restrictifs imposés aux pays en développement, alors qu'auparavant ils n'étaient pas contingentés ou l'étaient plus libéralement. L'Inde relève que les États-Unis ne donnent dans leur communication aucune explication qui justifie la conclusion que l'objectif de l'article 334 n'était pas de protéger la branche de production nationale. Elle estime donc avoir fourni des éléments établissant *prima facie* une violation, que les États-Unis n'ont pas réfutés.

3.165 L'Inde observe que certaines des tierces parties sont du même avis qu'elle sur ce point, à commencer par la Chine. Celle-ci note que les circonstances et les buts qui ont amené les États-Unis à modifier leurs règles d'origine des textiles avec l'article 334 se résument à la poursuite inadmissible d'objectifs de politique commerciale: ils ont changé la définition de l'origine d'un produit en appliquant des règles *per se* qui ne tenaient plus compte de la nature et du degré d'ouvrage des opérations de transformation ultérieures effectuées dans un pays tiers, accroissant ainsi les quantités de textiles importées qui seraient imputées au contingent restreint d'un pays et protégeant du même coup la branche de production nationale de textiles et de vêtements des États-Unis.⁶²

v) *L'article 405 est utilisé comme un instrument visant à favoriser les Communautés européennes*

3.166 Les États-Unis considèrent que le but principal de l'article 405 était le même que celui de l'article 334, à savoir prévenir le contournement ou la réexpédition. Or, les modifications apportées par l'article 405 ne traitaient pas des questions de contournement ou de réexpédition.

3.167 Dans leur communication, les Communautés européennes admettent que "favoriser un Membre au détriment d'un autre constituerait, en principe, un objectif commercial visé par l'article 2 b)".⁶³ La Chine, pour sa part, a dit que l'article 405 était une mesure unilatérale prise par les États-Unis, à son détriment et celui d'autres Membres, en vue de ménager un certain Membre – l'UE – et de s'épargner la difficulté de défendre les dispositions de l'article 334 devant l'OMC.⁶⁴ L'Inde est d'accord avec la Chine pour considérer que l'article 405 avait pour but de régler l'affaire avec les Communautés européennes d'une manière qui favorise les produits intéressants pour elles à exporter.

3.168 Comme les États-Unis eux-mêmes l'ont admis à la première réunion et dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial, "le but des exceptions aux règles figurant à l'article 405 étaient (sic) de régler le différend avec les Communautés européennes porté devant l'OMC"⁶⁵, d'une manière qui favorise les Communautés européennes. Les États-Unis ont indiqué qu'ils font reposer leurs règles d'origine sur les critères énoncés à l'article 2 a). Or, les exceptions définies à l'article 405 ne reposent

⁶² Réponses de la Chine aux questions du Groupe spécial, 3 janvier 2003, réponse n° 39.

⁶³ Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, 5 décembre 2002, paragraphe 11 (*infra*, paragraphe 4.276).

⁶⁴ Réponses de la Chine aux questions du Groupe spécial, 3 janvier 2003, réponse n° 42.

⁶⁵ Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, 6 janvier 2002, réponse n° 45 à la question n° 37.

sur aucun de ces critères. Il s'ensuit que l'article 405 est utilisé au service d'un objectif qui est de favoriser les Communautés européennes.

c) Les mesures en cause sont incompatibles avec la deuxième phrase de l'article 2 c) de l'*Accord RO*

i) *Les mesures en cause exigent le respect d'une condition non liée à la fabrication ou à l'ouvroison*

3.169 La seconde clause de la deuxième phrase de l'article 2 c) dit clairement qu'un Membre ne peut pas exiger, comme préalable à la détermination du pays d'origine, le respect d'une condition qui n'est pas liée à la fabrication ou à l'ouvroison. Les deux paragraphes a) et c) de l'article 2 expriment la portée de la fabrication ou de l'ouvroison d'un produit pour la détermination de l'origine de ce produit.

3.170 Les règles d'origine des États-Unis exigent le respect de conditions non liées à la fabrication ou à l'ouvroison dans trois cas différents. Tout d'abord, lorsqu'elles font une distinction entre les tissus de soie, de coton, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales et les tissus faits d'autres fibres, comme la laine, pour déterminer dans quels cas la règle applicable au niveau du tissu sera appliquée.⁶⁶ Deuxièmement, lorsqu'elles font une distinction entre les produits classés dans sept positions à quatre chiffres du TDH qui sont énumérées à l'article 405 a) 3) C) et les produits classés dans les 16 autres positions du TDH qui sont énumérées à l'article 334 b) 2) pour déterminer dans quels cas l'origine est conférée par la teinture, l'impression et au moins deux opérations de finissage.⁶⁷ Troisièmement, lorsque, parmi ces sept positions à quatre chiffres du TDH, elles font une distinction entre les produits de coton, de laine ou constitués d'un mélange de fibres contenant plus de 16 pour cent de coton et les produits constitués d'autres fibres pour déterminer dans quels cas la règle applicable au niveau du tissu sera appliquée.

3.171 À partir de ces distinctions sont établies des déterminations de l'origine différentes en chaque cas, qui ne sont absolument pas liées à la fabrication ou à l'ouvroison et qui par conséquent sont manifestement incompatibles avec l'obligation imposée par la seconde clause de la deuxième phrase de l'article 2 c).

3.172 Un avocat américain, spécialiste du secteur des textiles et des vêtements, a relevé l'absurdité de ces distinctions⁶⁸ et conclu que les règles d'origine des États-Unis renfermant les distinctions entre les tissus, les produits et les mélanges de fibres étaient "beaucoup plus motivées par le souci de protéger les producteurs américains de laine et de coton que par le désir d'apporter des modifications véritablement logiques aux règles d'origine".⁶⁹ L'Inde approuve cette interprétation et considère que les règles d'origine des États-Unis exigent, comme préalable à la détermination du pays d'origine, le respect de conditions non liées à la fabrication ou à l'ouvroison, ce qui est incompatible avec la seconde clause de la deuxième phrase de l'article 2 c).

ii) *Les mesures en cause imposent des prescriptions indûment rigoureuses*

3.173 Dans le cas où le Groupe spécial conclurait que les distinctions entre les tissus, les produits et les mélanges de fibres *sont* liées à la fabrication ou à l'ouvroison, l'Inde est d'avis qu'il devrait

⁶⁶ Article 405 a) 3) B, codifié dans 19 U.S.C. § 3592 b) 2) B).

⁶⁷ Article 405 a) 3) C), prévoyant des exceptions à l'article 334 b) 2) et codifié dans 19 U.S.C. § 3592 b) 2) C).

⁶⁸ John Peterson, "Rules of Origin: The textile mess gets messier", *Journal of Commerce*, juillet 2000 (pièce n° 13 de l'Inde).

⁶⁹ *Ibid.*

constater que ces distinctions imposent des prescriptions "indûment rigoureuses", au sens de la première clause de la deuxième phrase de l'article 2 c).

3.174 La première clause de la deuxième phrase de l'article 2 c) interdit d'imposer des prescriptions "indûment rigoureuses". Le texte de cette disposition corrobore l'idée que *l'article 2 c) est destiné à faire en sorte que l'attribution de l'origine ne soit pas subordonnée au respect de la part des producteurs et négociants de conditions génératrices d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation, qui ne sont pas nécessaires pour déterminer l'origine des produits et qui en conséquence vont au-delà de ceux que crée inévitablement toute règle d'origine*. Cette conclusion trouve aussi un soutien dans le quatrième considérant du préambule de l'Accord RO, aux termes duquel cet accord vise à "faire en sorte que les règles d'origine ne créent pas en soi d'obstacles *non nécessaires* au commerce".

3.175 Il ressort clairement du texte même de l'article 2 a) et de l'article 2 c) que, pour conférer l'origine à un produit, il faut d'abord déterminer le pays avec lequel ce produit présente un lien économique important. Il s'ensuit une violation de la première clause de la deuxième phrase de l'article 2 c) si un Membre confère l'origine suivant des prescriptions qui imposent une lourde charge et ne sont pas nécessaires pour déterminer l'existence de ce lien économique entre le produit considéré et le pays souhaitant se voir attribuer l'origine de ce produit.⁷⁰ Dans leurs réponses aux questions de l'Inde, les États-Unis ont affirmé ne pas recourir, pour déterminer l'origine, à des critères autres que ceux qui sont énumérés à l'article 2 a).⁷¹ Or, aucun de ces critères n'exigerait l'imposition de prescriptions aussi rigoureuses que celles qu'appliquent les États-Unis.

3.176 L'Inde considère que les mesures en cause des États-Unis imposent des prescriptions rigoureuses qui ne leur facilitent pas la détermination du pays avec lequel le produit a le lien économique le plus important.

d) Les mesures en cause sont incompatibles avec la première phrase de l'article 2 c) de l'Accord RO

i) *La question fondamentale d'interprétation*

3.177 L'article 2 c) de l'Accord RO pourrait s'interpréter comme obligeant les Membres à empêcher les règles d'origine d'avoir *sur les courants d'échanges internationaux un effet* de restriction ou de distorsion. Suivant cette interprétation "axée sur le résultat", les effets de restriction et de distorsion visés dans cette disposition seraient ceux qui se font sentir *après* que les producteurs et négociants ont adapté leurs plans d'entreprise aux règles nouvelles.

3.178 L'article 2 c) de l'Accord RO pourrait aussi s'interpréter comme obligeant les Membres à s'abstenir d'adopter et d'appliquer des règles d'origine qui créent *des conditions de concurrence ayant des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international*. Suivant cette interprétation "axée sur le comportement", les incitations et désincitations créées par les règles d'origine elles-mêmes, et non par leur incidence effective sur le marché, seraient décisives. Pour les raisons exposées ci-après, l'Inde est d'avis que c'est l'interprétation "axée sur le comportement" qui est la bonne.

⁷⁰ Réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial, 6 janvier 2003, réponse n° 11 c).

⁷¹ Réponses des États-Unis aux questions de l'Inde, 6 janvier 2003, réponse à la question n° 1.

- ii) *L'article 2 c) ne prescrit pas la démonstration d'une action effective de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce international transparaissant dans les statistiques commerciales*

3.179 Suivant l'interprétation "axée sur le résultat", ce n'est pas la nature de la règle d'origine qui compte, c'est son action effective sur le marché. La seule obligation que la première phrase de l'article 2 c) imposerait aux Membres serait de modifier leurs règles d'origine si elles génèrent un effet de restriction ou de distorsion du commerce international trouvant son expression dans les statistiques commerciales. Selon cette interprétation, cette disposition aurait pour but de protéger les anticipations concernant le volume, la direction et la composition par produit des échanges. Il ne serait donc pas possible de se plaindre des règles d'origine elles-mêmes immédiatement après leur adoption, mais uniquement de l'impact qu'elles auraient eu sur le commerce au bout d'un certain temps. Au surplus, c'est au plaignant qu'incomberait la charge de démontrer que le changement observé dans le volume, la direction et la composition par produit des échanges était imputable à la règle d'origine et non à d'autres facteurs. Cette interprétation présuppose que les Membres sachent et maîtrisent ce que sera l'incidence effective des modifications de leurs règles d'origine sur le marché. Ainsi, la violation de l'article 2 c) ne dépendrait pas exclusivement de ce que fait le Membre, elle serait déclenchée par ce que font les producteurs et les opérateurs du marché.

3.180 Si, comme les États-Unis le préconisent, on ne pouvait alléguer de violation de l'article 2 c) qu'à condition de disposer de données commerciales et qu'il faille démontrer que le changement observé dans les courants d'échanges a été causé par les règles d'origine et non par d'autres facteurs, cette importante disposition de l'*Accord RO* deviendrait, à toutes fins utiles, impossible à faire respecter. En pratique, les effets des règles d'origine elles-mêmes, d'une part, et ceux d'autres instruments de politique commerciale auxquels elles sont liées (ainsi que de ceux auxquels elles ne seraient pas liées) et les facteurs agissant sur le marché, d'autre part, ne pourraient pas être dissociés. L'Inde estime que ce mode d'interprétation de l'article 2 c) préconisé par les États-Unis est par conséquent incompatible non seulement avec la jurisprudence du GATT et de l'OMC et avec la fonction fondamentale de l'ordre commercial mondial, mais encore avec le principe fondamental d'interprétation qui veut qu'il soit donné effet à chaque disposition d'un traité.⁷²

3.181 Pour les raisons qui précèdent, l'Inde ne pense pas qu'une violation de l'article 2 c) exige la preuve, à l'aide de statistiques commerciales, de l'existence d'effets de restriction ou de distorsion.

- iii) *L'article 2 c) prescrit aux Membres de s'abstenir d'adopter et d'appliquer des règles d'origine qui créent des conditions de concurrence ayant des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce international*

3.182 L'interprétation de l'article 2 c) "axée sur le comportement" tiendrait compte du fait qu'une règle d'origine nouvelle modifie immédiatement les incitations et les désincitations qui jouent pour les producteurs et les négociants et aussi, du même coup, leurs plans d'investissement et autres plans d'entreprise. Suivant cette démarche, l'incidence *immédiate* de la règle d'origine sur les décisions des producteurs et des opérateurs engagés dans le commerce international serait prise en considération pour juger si une règle d'origine crée des effets de restriction ou de distorsion du commerce international. *Ce mode d'interprétation tient donc compte du fait que l'adoption même d'une règle d'origine peut avoir de graves effets de restriction ou de distorsion sur le commerce international.*

3.183 Suivant cette interprétation, la disposition en question aurait pour but de faire en sorte que les Membres n'adoptent ni n'appliquent de règles d'origine créant des conditions de concurrence qui entraînent des restrictions ou des distorsions du commerce. Il serait donc possible de se plaindre de

⁷² Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules* ("EU – Essence"), WT/DS27AB/R, adopté le 20 mai 1996, DSR 1996:I, 3, page 23.

nouvelles règles d'origine immédiatement, dès leur adoption, et non pas uniquement lorsque les producteurs et négociants auraient effectivement réagi aux conditions nouvelles de concurrence. *Les Membres seraient tenus pour responsables des règles d'origine qu'ils adoptent, et non des réactions du marché à leurs règles d'origine.* Ainsi, leur obligation au titre de l'article 2 c) n'excéderait pas ce qu'ils peuvent maîtriser ou prévoir. Étant donné que les conditions du marché changent constamment et que les règles d'origine ne sont que l'un des nombreux facteurs qui déterminent les courants d'échanges, un Membre ne saurait prévoir précisément comment les producteurs et négociants vont réagir à une règle d'origine nouvelle. Les Membres ne maîtrisent et ne prévoient que les conditions de concurrence qu'ils imposent. Si le Groupe spécial devait juger que ce sont les effets qu'elle a sur le commerce qui déterminent la situation juridique d'une règle d'origine au regard de l'article 2 c), il lui faudrait donc présumer que l'article 2 c) ne régit pas les règles d'origine adoptées par les Membres, mais la réaction des producteurs et négociants à ces règles. Or, à ce jour, il est d'interprétation constante que toutes les règles de conduite régissant les mesures non tarifaires visent ce que les Membres devraient faire, et non ce que les producteurs ou négociants ont fait.

3.184 Partant, on ne saurait raisonnablement supposer que les rédacteurs aient entendu exclure du champ d'application de l'article 2 c) les effets de restriction ou de distorsion immédiats que les règles d'origine peuvent créer en forçant les entreprises à modifier leurs plans d'entreprise. Aux termes de son préambule, l'*Accord RO* a pour but de "favoriser la réalisation des objectifs du GATT de 1994" et de "faire en sorte que les règles d'origine n'annulent ni ne compromettent les droits que les Membres tiennent du GATT de 1994". Les rédacteurs de l'*Accord RO* comptaient par conséquent que les règles qui y sont définies seraient interprétées d'une manière compatible avec les objectifs fondamentaux du GATT, en général, et avec les droits en matière d'accès aux marchés accordés en vertu de ses dispositions, en particulier.

3.185 C'est cette interprétation de l'article 2 c) axée sur le comportement que les Communautés européennes avaient adoptée dans leur différend avec les États-Unis sur les mesures affectant les textiles et les vêtements.⁷³ À deux reprises, les Communautés européennes avaient déposé une plainte au titre de l'article 2 c) dès l'adoption de règles d'origine nouvelles par les États-Unis, sans attendre que l'incidence de ces règles transparaît dans les statistiques commerciales. Pourquoi? Parce que les producteurs italiens d'écharpes et foulards de soie et autres fabricants communautaires avaient immédiatement ressenti les effets restrictifs des règles d'origine nouvelles et insisté auprès des autorités communautaires pour qu'elles interviennent avant que celles-ci n'aient causé de dommage effectif au commerce.

3.186 La jurisprudence du GATT comme celle de l'OMC confirment l'interprétation de l'article 2 c) qui est axée sur le comportement. Tous les groupes spéciaux du GATT et de l'OMC et l'Organe d'appel ont interprété les règles régissant les concessions tarifaires et les mesures non tarifaires comme exigeant l'établissement de conditions de concurrence.⁷⁴

3.187 Les articles III et XI du GATT ont pour but d'empêcher que les concessions en matière d'accès aux marchés ne se trouvent compromises par des mesures non tarifaires imposées sur le marché intérieur ou à la frontière. Pour sa part, l'article 2 de l'*Accord RO* a pour but d'empêcher que "les droits que les Membres tiennent du GATT de 1994" ne se trouvent compromis par les règles d'origine. Étant donné que ces dispositions ont la même raison d'être, leur mode d'interprétation devrait être le même. De même que les termes "application ... faite" à l'article XI du GATT et "ont frappé" à l'article III:2 du GATT, les termes "créeront ... d'effets" à l'article 2 c) doivent se voir donner

⁷³ *États-Unis – Mesures affectant les textiles et les vêtements*, WT/DS85/1, G/RO/D/1, G/TBT/D/13, 3 juin 1997, et *États-Unis – Mesures affectant les textiles et les vêtements (II)*, WT/DS151/1, G/TMB/N/341, G/RO/D/3, G/TBT/D/19, G/L/279, 25 novembre 1998.

⁷⁴ Voir, par exemple, IBDD, S37/139-140.

un sens compatible avec la fonction fondamentale de l'ordre commercial mondial, qui est d'instaurer la prévisibilité pour les producteurs et les négociants.

3.188 La seule conclusion logique à tirer de ces considérations est que l'article 2 c) de l'*Accord RO*, au même titre que toutes les autres dispositions du droit de l'OMC destinées à prévenir le contournement des engagements en matière d'accès aux marchés opéré par le biais de mesures non tarifaires, doit s'interpréter comme une disposition prescrivant des conditions de concurrence, et non pas l'obligation d'éviter une certaine incidence sur les échanges. Ce qui est ici en jeu, c'est donc de savoir si les règles d'origine créent des conditions de concurrence ayant des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation, et non si l'application de ces règles à un instrument bien précis de politique commerciale a effectivement produit de tels effets.

iv) *Les mesures en cause établissent des conditions de concurrence ayant des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international*

3.189 Les mesures en cause prévoient des distinctions entre les types de tissus ou de mélanges de fibres. Ces distinctions entraînent des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation des courants d'échanges entre les pays fournissant des tissus et fibres différents. L'Inde note que les États-Unis n'ont pu donner aucune raison pour expliquer qu'il faille faire la différence entre les produits selon les tissus ou mélanges de fibres dont ils sont faits pour déterminer dans quel pays s'est déroulée une activité économique, de fabrication, d'ouvraison ou autre, suffisamment importante pour justifier l'attribution de l'origine à ce pays. La Chine comme les Philippines ont donné des exemples concrets des effets de distorsion, de désorganisation et de restriction des échanges que les règles d'origine des États-Unis ont en soi sur le commerce international.⁷⁵

e) Les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 2 d) de l'*Accord RO*

i) *Les dispositions interdisant la discrimination (traitement non moins favorable) ont été interprétées comme prohibant la discrimination tant de facto que de jure*

3.190 Tant la jurisprudence du GATT que celle de l'OMC confirment que les dispositions interdisant la discrimination (un traitement moins favorable) ont été interprétées comme prohibant la discrimination *de jure* et *de facto*.⁷⁶

3.191 La notion de discrimination *de facto* a été définie par le Groupe spécial *Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques* en ces termes:

la discrimination *de facto* est une expression générale décrivant la conclusion juridique selon laquelle une mesure neutre en apparence transgresse une norme de non-discrimination parce que son effet réel est d'imposer des conséquences défavorables à différents degrés à certaines parties et parce qu'il est constaté que ces effets différenciés sont inopportuns ou injustifiables.⁷⁷

3.192 [Néant]

⁷⁵ Réponses des Philippines aux questions du Groupe spécial, réponse à la question n° 41 e).

⁷⁶ Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel (*CE – Bananes III*), *supra*, paragraphes 233 et 234; le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile ("Canada – Autos")*, WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R, adopté le 19 juin 2000, DSR 2000:VI, 2995, paragraphe 63.

⁷⁷ Rapport du Groupe spécial *Canada – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques ("Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques")*, WT/DS114/R, adopté le 7 avril 2000, DSR 2000:V, 2295, paragraphe 7.101.

ii) *La discrimination de facto tombe sous le coup de l'article 2 d) de l'Accord RO*

3.193 À propos de la notion de discrimination à l'article 2 d), les États-Unis, soutenus en cela par les Communautés européennes, font valoir que l'article 405 n'est pas discriminatoire au sens de l'article 2 d) parce que les règles d'origine qu'il prévoit s'appliquent également à tous les Membres. Cet argument implique que l'article 2 d) ne vise que les cas de discrimination formelle – c'est-à-dire les règles d'origine qui font expressément des distinctions entre différents Membres de l'OMC. Aux yeux de l'Inde, cette position n'est pas tenable. Il n'y a pas de raison de ne pas appliquer à la prohibition de la discrimination énoncée dans l'Accord RO la démarche définie par l'Organe d'appel pour le principe de non-discrimination dans le contexte des dispositions y afférentes du GATT et de l'AGCS. Le but de l'article 2 d) risque tout autant d'être tourné par des distinctions entre les produits que les dispositions du GATT et de l'AGCS concernant le traitement de la nation la plus favorisée risquent de l'être par le jeu de distinctions entre certains produits ou services. De fait, l'affaire présentement soumise au Groupe spécial démontre clairement que des distinctions arbitraires entre des produits extrêmement liés peuvent être utilisées avec succès pour favoriser un Membre de l'OMC par rapport aux autres.⁷⁸

iii) *L'article 405 comporte une discrimination de facto au profit des Communautés européennes*

3.194 Suivant le critère retenu dans l'affaire *Canada – Produits pharmaceutiques*, le Groupe spécial devra examiner l'article 405 pour déterminer s'il impose des conséquences défavorables à différents degrés et si ces effets différenciés sont injustifiables. L'Inde considère que ces éléments sont tous deux présents à l'article 405.

a) *L'article 405 a pour effet d'imposer des conséquences défavorables à différents degrés*

3.195 L'article 405 prévoit des exemptions aux règles générales de détermination de l'origine pour certains tissus, certains produits et certains mélanges de fibres. Ces exemptions s'appliquent, *de jure*, en toute neutralité quant à l'origine. Toutefois, leur type indique que les États-Unis offrent un avantage *de facto* aux produits dont l'exportation intéresse les Communautés européennes. C'est à leur demande que les États-Unis ont remanié les règles d'origine de l'article 334 spécifiquement pour les produits qui intéressaient les Communautés européennes, mais pour eux seuls. Les États-Unis se sont engagés à revenir à leurs règles antérieures pour les accessoires de soie, les tissus de soie, les tissus de coton teints et imprimés, les tissus de fibres synthétiques ou artificielles teints et imprimés et les tissus de fibres végétales teints et imprimés.⁷⁹ Cette solution, naturellement, visait les produits qui intéressaient le plus les Communautés européennes: écharpes et foulards de soie, accessoires en soie, tissus de coton teints et imprimés.

3.196 L'article 405 ne fait pas, formellement, de distinction entre les Membres. Néanmoins, il favorise *de facto* les produits communautaires étant donné que les tissus, produits ou mélanges de fibres bénéficiant des exemptions sont essentiellement le genre de textiles et de vêtements qui subissent des opérations génératrices de "valeur ajoutée" ou une transformation substantielle au sein de la Communauté. Ces produits choisis pour faire exception à la règle de la fabrication du tissu et à celle de l'assemblage dans un seul pays peuvent donc entrer aux États-Unis sans être soumis à la moindre restriction contingente. En revanche, lorsque ces produits sont faits de certaines fibres comme le coton, ils seront considérés comme originaires du pays où le tissu écru est tissé. Ce sont

⁷⁸ L'Inde note que, dans leur réponse n° 9 à ses questions, les États-Unis disent que "l'article 2 c) n'impose pas aux Membres l'obligation de recourir aux mêmes règles pour déterminer l'origine de produits différents". Elle considère qu'un Membre ne saurait appliquer aux mêmes produits des règles d'origine différentes pour la seule raison qu'ils seraient faits de types de tissus ou de mélanges de fibres différents.

⁷⁹ *États-Unis – Mesures affectant les textiles et les vêtements (I)*, WT/DS85/9, Notification de la solution convenue d'un commun accord, 25 février 1998.

surtout des pays en développement assujettis à des restrictions contingentaires qui exportent du tissu de coton. De toute évidence, l'article 405 a pour effet d'imposer des conséquences défavorables à différents degrés.

b) Les effets différenciés créés par l'article 405 sont injustifiables

3.197 Comme l'Inde le notait dans sa première communication, le Congrès des États-Unis a voté en mai 2000 l'article 405, dont le texte était pratiquement identique à celui qui avait été arrêté d'un commun accord par les États-Unis et les Communautés européennes dans leur second procès-verbal mettant fin à la procédure de règlement des différends engagée à l'OMC. Les États-Unis ont d'ailleurs reconnu que par suite de leur accord avec les Communautés européennes ils ont voté l'article 405 qui prévoit des exceptions aux règles de l'article 334 pour certains produits spécifiés et pour certains tissus et mélanges de fibres.⁸⁰ Il est par conséquent incontestable que les États-Unis ont modifié leurs règles d'origine en 2000 à seule fin d'offrir des conditions favorables d'accès à leur marché à des produits textiles particuliers qui intéressaient tout spécialement les Communautés européennes.

3.198 À ce qu'ils disent, les États-Unis "n'utilisent pas d'autres critères que ceux qui sont énumérés à l'article 2 a) pour déterminer l'origine".⁸¹ Or, les exemptions prévues à l'article 405 n'ont aucun rapport avec les critères de détermination de l'origine énoncés à l'article 2 a). Les modifications apportées par l'article 405 ont donc opéré des retours arbitraires et incohérents aux règles d'origine antérieures à l'article 334 pour un groupe de produits textiles sélectionné sans souci particulier du degré d'ouvraison supplémentaire, de l'assemblage ou d'autres opérations, ni de la mesure dans laquelle ces nouvelles opérations modifieraient la nature des produits. En réalité, les exceptions créées par l'article 405 – revenant ainsi aux règles antérieures à l'article 334 – étaient définies exclusivement par les types de *produits finals* importés aux États-Unis des Communautés européennes et dont celles-ci s'étaient expressément préoccupées.

3.199 Il découle de ce qui précède que les règles d'origine des États-Unis sont injustifiables parce qu'elles n'ont été promulguées que pour favoriser un Membre par rapport à un autre et parce que les exemptions prévues à l'article 405 (qui établit des distinctions entre certains produits) n'ont aucun rapport avec la fabrication ou l'ouvraison des produits considérés.

3. Constatations et recommandations demandées

3.200 Pour les raisons précédemment indiquées, l'Inde a l'honneur de demander au Groupe spécial de constater que les règles d'origine des États-Unis énoncées à l'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay et modifiées par l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement ainsi que le règlement douanier pris pour la mise en œuvre de ces dispositions légales, de même que l'application de ces articles et règlement, sont incompatibles avec:

- l'article 2 b) de l'*Accord RO*, parce qu'ils sont utilisés comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce;
- la deuxième phrase de l'article 2 c) de l'*Accord RO*, parce que a) ils exigent le respect d'une certaine condition non liée à la fabrication ou l'ouvraison et b) ils imposent des prescriptions indûment rigoureuses;
- la première phrase de l'article 2 c) de l'*Accord RO*, parce qu'ils créent des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce international;

⁸⁰ Réponses des États-Unis aux questions de l'Inde, 6 janvier 2003, réponse n° 7 à la question n° 8.

⁸¹ *Ibid.*, réponse n° 1 à la question n° 1.

- l'article 2 d) de l'*Accord RO*, parce qu'ils établissent une discrimination entre les autres Membres.⁸²

3.201 Dans les cas de manquement aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est, selon l'article 3:8 du Mémoire d'accord, présumée annuler ou compromettre des avantages résultant de cet accord. En conséquence, l'Inde demande au Groupe spécial de constater que la mesure en cause a annulé ou compromis les avantages qui résultaient pour elle de l'*Accord RO*.

3.202 L'Inde demande au Groupe spécial de recommander que les États-Unis mettent leurs mesures en conformité avec leurs obligations au titre de l'*Accord RO*.

F. SECONDE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

1. Introduction

3.203 Les points à trancher dans le présent différend sont clairs et appellent une lecture évidente des dispositions de l'article 2 de l'*Accord sur les règles d'origine* ("Accord RO"). Dans sa première communication, sa déclaration orale et ses réponses aux questions du Groupe spécial, l'Inde engage celui-ci à ignorer les mots de l'article 2 et à adopter pour les remplacer les interprétations inédites qu'elle en donne et qui, au fond, ne font que traduire son refus des déterminations de l'origine pour certains produits. Pour commencer par la première allégation de l'Inde - que l'article 334 avait été adopté pour favoriser la réalisation d'objectifs en matière de commerce en violation de l'article 2 b) -, elle s'est accrochée à l'idée que l'un des buts de l'article 334, prévenir le contournement des contingents, est inadmissible parce qu'il n'y a pas de contournement sans fraude. Or, les Membres ne sont pas d'accord sur le point de savoir s'il existe un type quelconque de contournement qui soit légitime, et l'allégation de l'Inde au titre de l'article 2 b) n'est pas fondée. Il est paradoxal que l'Inde cherche à faire sanctionner les États-Unis pour avoir désigné comme l'un de leurs quatre objectifs la lutte contre le contournement, quand l'article 5:1 de l'*Accord sur les textiles et les vêtements* ("ATV") demande aux Membres de prendre des mesures contre le contournement. Au surplus, il serait regrettable qu'un Membre soit pénalisé pour avoir fait exactement ce que prescrit l'*Accord RO* - promulguer des règles claires, concises et transparentes.

3.204 L'Inde fait reposer son allégation au titre de l'article 2 c) sur des analyses empruntées de dispositions du GATT qui sont différentes. Ne pouvant ou ne voulant pas satisfaire au critère énoncé très simplement dans le texte de la disposition, l'Inde préfère chercher à convaincre le Groupe spécial de lui substituer une analyse des dispositions du GATT en matière de discrimination. Cependant, une fois encore, l'Inde ne s'acquitte pas de la charge qui lui incombe en vertu de ce critère du GATT. Les mots employés à l'article 2 b) ne peuvent se lire comme exigeant une analyse d'hypothétiques "conditions de concurrence modifiées" à l'adoption d'une règle d'origine. En réalité, cet argument révèle l'intention véritable de l'Inde - elle aimerait tout simplement voir l'article 334 disparaître et, soit forcer les États-Unis à établir les déterminations de l'origine spécifiques qu'elle souhaite pour certains produits, soit revenir à un régime sans règles d'origine par produit (en recourant à un régime administratif au cas par cas qui a visiblement sa faveur). La chose est un peu curieuse, car les données commerciales révèlent que les exportateurs indiens, comme d'ailleurs le commerce international des produits en cause, n'ont subi aucune restriction, distorsion ou désorganisation, mais ont au contraire notablement progressé. Elle l'est d'autant plus que l'Inde conteste visiblement des cas précis (article 405) où les règles d'origine sont revenues aux principes antérieurs à l'article 334.

⁸² L'Inde a décidé de s'abstenir de pousser plus loin son allégation selon laquelle l'administration des règles d'origine des États-Unis est incompatible avec l'article 2 e) de l'*Accord RO*, parce qu'elle considère que le Mémoire d'accord n'offre pas de recours utile contre les mesures incompatibles avec les règles de l'OMC qui ont été prises dans le passé. Partant, une constatation de violation de cette disposition n'aboutirait pas à une mesure corrective efficace pour l'Inde.

3.205 Enfin, les allégations de l'Inde en ce qui concerne l'article 405 tournent autour de l'idée qu'étant le fruit d'un règlement, et à ce titre reprenant dans son texte les changements demandés par les Communautés européennes, cet article "favorise" celles-ci de façon inadmissible et établit une discrimination au détriment de l'Inde. Mais une fois de plus, outre que l'Inde ne se donne guère de mal pour étayer ses allégations, l'analyse qu'elle offre pour les justifier est défectueuse.

2. L'Inde n'a pas établi que l'article 334 de l'URAA est incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord RO

3.206 Les allégations de l'Inde à l'encontre de l'article 334 sont en substance que les règles d'origine des États-Unis ont été adoptées pour protéger l'industrie textile nationale et qu'elles ont eu des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation sur les échanges. Les arguments qu'elle développe à l'appui de ses allégations sont cependant confus et parfois contradictoires. Le seul fil conducteur qu'on puisse y distinguer nettement est le désir de l'Inde d'opérer dans un environnement d'où l'article 334 soit absent.

3.207 L'Inde est la partie plaignante en l'espèce, et à ce titre c'est sur elle que pèse la charge de présenter des arguments et des éléments de preuve suffisants pour établir *prima facie* qu'il y a eu manquement aux obligations d'un Membre dans le cadre de l'OMC.⁸³ Si la mise en balance des éléments de preuve et des arguments n'est pas concluante pour telle ou telle allégation, il devra être constaté que l'Inde, en sa qualité de partie plaignante, n'a pas établi le bien-fondé de cette allégation.⁸⁴ L'Inde n'a pas établi *prima facie* que l'article 334 soit contraire aux obligations des États-Unis au titre de l'Accord RO.

- a) Les objectifs de l'article 334 ne sont pas des objectifs commerciaux inadmissibles dans le contexte de l'article 2 b)

3.208 L'Énoncé des mesures administratives (le "SAA") indique quatre objectifs pour l'article 334: i) exprimer l'importance du rôle que l'assemblage joue dans la fabrication des vêtements; ii) combattre la réexpédition; iii) harmoniser les règles des États-Unis avec celles de partenaires commerciaux et d'importateurs de textiles et de vêtements importants comme les Communautés européennes et le Canada; iv) favoriser la réalisation de l'objectif d'harmonisation de l'Accord RO.⁸⁵ L'Inde a centré ses attaques sur l'article 334, dénoncé comme un "objectif en matière de commerce" inadmissible au regard de l'article 2 b), en soutenant, parce qu'elle est en désaccord avec eux sur ce qu'est le contournement, que l'effort des États-Unis pour le prévenir en se dotant de règles claires, concises et transparentes est une plaisanterie.

3.209 Ce que l'Inde demande au Groupe spécial de faire, c'est d'ignorer ce que le SAA dit de l'article 334 et de juger subjectivement que l'un des objectifs de l'article 334, prévenir le contournement, est en quelque sorte illégitime et que cet "objectif illégitime", à lui seul, rend l'article 334 tout entier incompatible avec l'Accord RO. Pourtant, comme l'Inde le notait dans sa première communication et comme les États-Unis le soulignaient dans leur première communication, les groupes spéciaux de l'OMC ont reconnu que le SAA est l'expression faisant autorité du but d'une

⁸³ Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *EU – Chemises et blouses de laine*, *supra*, page 14; le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, *supra*, paragraphe 104; le rapport du Groupe spécial *Corée – Produits laitiers*, *supra*, paragraphe 7.24.

⁸⁴ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Inde – Restrictions quantitatives*, *supra*, paragraphe 5.120.

⁸⁵ Énoncé des mesures administratives, *op. cit.*, page 656, *et seq.*, pièce n° 6 des États-Unis, page 119.

loi des États-Unis.⁸⁶ Le SAA déclarait que l'article 334 combattait le contournement⁸⁷: en réduisant la confusion engendrée par les différences entre les pratiques des États-Unis et celles d'autres grands partenaires commerciaux, en facilitant la réutilisation de prescriptions plus efficaces en matière d'étiquetage et en privilégiant les pratiques se prêtant plus facilement aux inspections de l'Administration des douanes des États-Unis.⁸⁸ Ayant expliqué dans leurs communications et dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial quelles pratiques pourraient être harmonisées (la coupe ne conférerait plus l'origine) et comment ces changements empêcheraient le contournement (par des directives claires à l'intention des importateurs et des fonctionnaires des douanes), les États-Unis ne répéteront pas ici leurs explications.⁸⁹

3.210 Ce dont l'Inde se plaint tourne autour de la question de savoir non pas tant si ou comment les États-Unis allaient décourager le contournement que s'il était acceptable d'essayer de s'attaquer au contournement. Dans ses réponses aux questions n° 2 et 17 du Groupe spécial (réponses n° 17 b) et 17 d)), l'Inde définit un critère de légitimité de la prévention du contournement – il faut seulement que celui-ci soit manifestement frauduleux. Elle va même jusqu'à alléguer carrément que les États-Unis ne cherchaient pas à prévenir le contournement frauduleux, mais plutôt le "contournement licite", ce qui était donc illégitime. Ces arguments ne résistent cependant pas à l'examen, et pour plusieurs raisons. Tout d'abord, comme elle le reconnaît elle-même, et comme les Communautés européennes l'ont noté, il n'y a pas de consensus sur ce en quoi consiste le "contournement". L'ATV donne des exemples de pratiques qui empêchent l'intégration effective des textiles dans le cadre du GATT, mais sans définir le contournement, et les Membres ne sont pas d'accord sur la notion de contournement légitime par opposition à celui qui serait illégitime (*voir* la réponse n° 17 a) de l'Inde, la réponse des Communautés européennes à la question n° 43 a) et la réponse des États-Unis à la question n° 18 a) (paragraphes 27 à 32) (et pièce n° 7 des États-Unis)). L'Inde demande par conséquent au Groupe spécial de faire une détermination subjective, suivant laquelle la prévention du contournement qui était le but des États-Unis constitue un objectif commercial, sans prouver que les Membres s'entendent sur ce que signifie "contournement".

3.211 Du reste, s'il était déterminé que la prévention du contournement constitue un "objectif en matière de commerce" aux fins de l'article 2 b), les Membres se trouveraient bien en peine de faire respecter les contingents de textiles et vêtements et de se conformer aux dispositions de l'article 5 de l'ATV. Ce que l'Inde récuse si aisément sous le vocable de "protectionnisme" est une méthode de mise en œuvre des mesures consacrée par l'ATV. Les règles d'origine destinées à simplifier les déterminations de l'origine et à leur conférer la certitude garantissent la transparence et la prévisibilité et permettent aux importateurs, aux exportateurs et aux Membres de travailler ensemble pour empêcher le contournement, suivant les prescriptions de l'article 5:1 et 5:5 de l'ATV. Cette conception est manifestement compatible avec le but de l'article 2 de l'*Accord RO*.⁹⁰

⁸⁶ Voir la première communication de l'Inde, paragraphe 58 (*supra*, paragraphe 3.33), la première communication des États-Unis, paragraphe 29, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay*, WT/DS221/R, adopté le 30 août 2002, paragraphes 6.36 à 6.38.

⁸⁷ Comme les États-Unis l'ont observé dans leur réponse à la question n° 14 du Groupe spécial (paragraphe 22), la mention dans le SAA de la réexpédition doit s'entendre dans le même sens que celui dans lequel le terme "contournement" est employé dans l'ATV.

⁸⁸ SAA, pièce n° 6 des États-Unis, page 119.

⁸⁹ Voir les réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial n° 14 (paragraphe 22) et 19.

⁹⁰ Il convient de noter aussi que la thèse de l'Inde suivant laquelle ce serait l'article 333 de l'URAA, et non l'article 334, qui aurait réellement pour but de prévenir le contournement donne à penser qu'elle a mal lu ou qu'elle déforme l'article 333. (Voir la réponse de l'Inde à la question n° 17 a) du Groupe spécial.) L'article 333 établit des mesures douanières nouvelles plus rigoureuses pour neutraliser le contournement une fois que celui-ci a été découvert (publication des noms des auteurs des infractions, mesures supplémentaires de "vigilance raisonnable" que les importateurs doivent prendre lorsqu'ils traitent avec ces personnes, et ainsi de suite). Ainsi, le but de l'article 333 est d'instituer des mesures correctives "après coup", alors que celui de

3.212 Enfin, en admettant même pour les besoins du raisonnement que le Groupe spécial décide d'écarter les déclarations du SAA en les considérant comme "fausses", l'Inde aurait encore à prouver que le but véritable de l'article 334 était un objectif commercial – la protection de la branche de production nationale. Or, elle n'a présenté aucun élément de preuve à l'appui de cette allégation, ni dans sa première communication, ni dans sa déclaration orale, ni dans ses réponses aux questions du Groupe spécial. Les États-Unis ont déjà un régime en place pour protéger leur branche de production nationale durant la période de transition prévue par l'ATV, qui est un régime de contingentement, et ils n'ont pas besoin de recourir à d'autres mesures ou à des subterfuges à cet effet. Le régime de contingentement en place dans le cadre de l'ATV pour la période transitoire prévoit une protection efficace de la branche de production nationale. C'est même ce qui explique la naissance du présent différend: ses contingents ont beau être augmentés chaque année d'un coefficient préétabli, l'Inde a demandé des hausses supplémentaires, venant en dépassement de celles qui avaient été convenues entre les parties, mais comme elles ne lui ont pas été accordées, elle a engagé la présente procédure dans les quelques jours qui ont suivi le rejet de sa demande par les autorités américaines compétentes en matière de textiles. De là à constater par "implication", comme le voudrait tant l'Inde, que le but véritable de l'article 334 était de protéger la branche de production nationale des États-Unis, il y aurait effectivement un grand pas à franchir pour la logique juridique, que ce soit celle de l'OMC ou une autre. Voir la réponse de l'Inde à la question n° 17 a) du Groupe spécial.⁹¹

3.213 Qui plus est, l'Inde n'a pas démontré, comme la charge lui en incombait suivant le critère qu'elle propose, que la conception, la structure et les principes de base de l'article 334 "révèlent", *prima facie*, que le "véritable objectif" des États-Unis, en adoptant l'article 334, était de protéger leur branche de production nationale. L'Inde s'en rapporte aux conclusions de l'Organe d'appel dans les affaires *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques* et *Chili – Taxes sur les boissons alcooliques*⁹², dans lesquelles ce critère d'interprétation avait été élaboré, mais elle ne se préoccupe guère d'examiner les facteurs identifiés par l'Organe d'appel dans ces différends pour déterminer si la conception, la structure et les principes de base de l'article 334 révèlent une intention discriminatoire. Tout en ne considérant pas que cette analyse soit nécessaire ou utile, ni qu'il leur incombe de présenter et réfuter les arguments de l'Inde, les États-Unis aimeraient signaler un cas dans lequel elle ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait au regard de ce critère – celui de la mesure "appliquée de manière à protéger" la production nationale – qui avait été dégagé dans ces affaires.

3.214 L'un des facteurs examinés en l'espèce est le lien entre les objectifs déclarés et les résultats de la mesure considérée.⁹³ Avec l'article 334, les États-Unis ont fait ce qu'ils avaient entrepris de faire – les règles rendent compte du lieu où se déroule le processus de fabrication le plus important, il y a une harmonisation plus poussée avec nos principaux partenaires commerciaux et ces règles claires et concises ont permis d'être mieux à même de déceler les cas de contournement. De plus, l'article 334 a facilité un énorme essor du commerce de textiles et de vêtements à destination du marché des États-Unis. En conséquence, conclure que l'article 334 a été adopté pour protéger leur industrie textile et que c'est donc un objectif commercial dans le contexte de l'article 2 d) ne reposerait sur rien, ni en

l'article 334 est différent, puisqu'il s'agit d'empêcher le contournement de survenir. Les unes comme les autres sont des mesures valables pour combattre et décourager le contournement.

⁹¹ De plus, les États-Unis tiennent à bien préciser que rien dans tout ce qu'ils ont pu dire ne revient à "reconnaître", ni ne doit s'interpréter comme une manière de "reconnaître", comme l'Inde le prétend, que le véritable but de l'article 334 était la protection de leur branche de production nationale. Voir la réponse de l'Inde à la question n° 2 du Groupe spécial.

⁹² Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, *supra*, pages 26 à 29, rapport de l'Organe d'appel *Chili – Taxes sur les boissons alcooliques* ("*Chili – Boissons alcooliques*"), WT/DS87/AB/R, WT/DS110/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, DSR 2000:I, 281, paragraphes 62, 69 à 71.

⁹³ Voir le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Boissons alcooliques*, *supra*, paragraphes 56 et 57, 69 à 71.

droit, ni en fait.⁹⁴ Les États-Unis demandent instamment au Groupe spécial de ne pas adopter ce critère de "l'objectif commercial par implication" proposé par l'Inde.⁹⁵

b) L'Inde n'a pas prouvé que l'article 334 entraîne des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international.

i) *Le cadre d'analyse de l'Inde est incompatible avec l'article 2 c)*

3.215 Dans sa première communication et ses réponses aux questions du Groupe spécial, l'Inde paraît donner à entendre que celui-ci pourrait apprécier si l'article 334 "crée des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international" en examinant les effets produits sur le commerce d'un seul et unique Membre.⁹⁶ On ne peut tout simplement pas lire cela dans les termes de l'article 2 c). Si les Membres voulaient proscrire les règles d'origine n'affectant qu'un seul Membre (ou deux en l'occurrence), c'eût été facile: il aurait suffi de formuler la disposition comme suit: "les Membres veilleront à ce que leurs règles d'origine ne créent pas en soi d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation sur le commerce d'un autre Membre". Or, même cette disposition exigerait la présentation de données concernant les effets sur les échanges, et l'Inde n'est visiblement pas prête à évoquer les effets *réels* sur son commerce. L'Inde semble plutôt soutenir que le Groupe spécial ferait mieux de s'en remettre à une analyse de la discrimination entre produits au regard du GATT pour mesurer, dit-elle "si les règles d'origine créent des conditions de concurrence ayant des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation".⁹⁷ C'est ce qu'elle appelle une démarche "axée sur le comportement" (préambule à la réponse n° 26 de l'Inde), et elle veut à toute force que la simple *adoption* d'une règle d'origine soit *a priori* censée avoir une "action immédiate" de distorsion ou de restriction du commerce. L'argument est au mieux circulaire et il se trouve contredit par le comportement même de l'Inde. À titre préliminaire, il paraît étrange que l'Inde préconise une position juridique qui ne cadre pas avec son propre comportement en l'espèce. Elle qui prône aujourd'hui une constatation disant, en substance, "dès l'adoption supposer une action [lire effet]", a attendu *huit ans* pour engager la procédure en cours, et son action a pour fondement que son commerce a pâti du changement apporté aux règles d'origine des États-Unis. Cela implique nécessairement un regard *en arrière* pour examiner l'effet du changement. Or, le seul élément de preuve que l'Inde ait jusqu'ici présenté au Groupe spécial à l'appui de son allégation au titre de l'article 2 c) est l'accusation formulée par l'une des associations indiennes d'exportateurs, suivant laquelle ses membres ont perdu des marchés depuis l'apparition de l'article 334⁹⁸ (allégation qui est aux antipodes des statistiques des importations enregistrées aux États-Unis).

3.216 L'interprétation de l'Inde est incompatible avec le texte de l'article 2 c) et elle est inutile. Les rédacteurs de l'*Accord RO* ne pouvaient pas ignorer les articles I^{er} et III du GATT, et s'ils avaient voulu adopter un critère de discrimination entre produits pour l'article 2 c), peut-être auraient-ils pu le faire – mais il est vrai, une fois encore, que cela contredirait le fait que l'*Accord RO* avalise les règles par produit. Les États-Unis soutiennent qu'ils ont décidé de ne pas le faire parce que la différenciation selon les produits *est* permise dans le cadre de l'*Accord RO* (l'Inde paraît confondre différenciation et discrimination). Le Groupe spécial n'a nul besoin de recourir à cette analyse lorsque, outre les termes

⁹⁴ De plus, contrairement aux assertions de l'Inde, les États-Unis n'ont pas défendu l'idée qu'on ne puisse formuler une allégation au titre de l'article 2 b) qu'"à condition de disposer de données commerciales ..." Déclaration orale de l'Inde, paragraphes 43 et 44. Cette observation ne vaut qu'à propos de l'article 2 c).

⁹⁵ Voir la réponse n° 17 a) de l'Inde aux questions du Groupe spécial.

⁹⁶ Réponse de l'Inde à la question n° 11 b) du Groupe spécial et première communication de l'Inde, paragraphe 93.

⁹⁷ Déclaration orale de l'Inde, paragraphes 39 à 45 (*supra*, paragraphes 3.116 à 3.121), et réponses aux questions n° 11 et 28 du Groupe spécial (réponses n° 14 et 26 de l'Inde).

⁹⁸ De plus, rappelons-le, l'Inde n'a engagé la présente procédure que lorsqu'elle n'a pas obtenu d'augmentation de son contingent aux États-Unis et après avoir apparemment décidé de ne pas poursuivre son action dans le cadre des procédures de l'ATV.

de cette disposition, il y a d'autres textes de l'OMC, plus proches de l'article 2 c), qui donnent des indications sur lesquelles s'appuyer. En outre, comme l'Inde elle-même le note, cette analyse présuppose un élément intentionnel qui ne se trouve pas à l'article 2 c).

3.217 Dans sa réponse à la question n° 26 du Groupe spécial, l'Inde peine à faire valoir que celui-ci devrait s'occuper des effets qu'une modification des règles d'origine exerce sur les conditions de la concurrence. Cet argument est mal inspiré. À titre préliminaire, les États-Unis notent à nouveau que le texte de l'article 2 c) ne discipline pas *per se* les modifications des règles d'origine – il s'applique aux règles d'origine "en soi". Ainsi, le genre d'argument comparatif que l'Inde suggère est exclu par le texte même de l'article 2 c). Au surplus, le fait que l'article 2 i) prévoit des disciplines précises pour les modifications des règles d'origine et les énonce expressément confirme que l'article 2 c) n'était pas censé discipliner les modifications *per se*. Il faut que le Groupe spécial examine si les règles des États-Unis, telles qu'elles ont été votées, "créent des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international", et non pas si le changement apporté aux règles des États-Unis a modifié les conditions de la concurrence.

3.218 Dans ses questions à l'Inde (question n° 26 e)), le Groupe spécial note à juste titre que, suivant l'interprétation qu'elle donne de l'article 2 c), "les Membres ne peuvent pas apporter de modifications à leurs règles d'origine, étant donné que des règles d'origine différentes doivent presque automatiquement produire des effets différents sur le commerce". Dans sa réponse, où elle dit que les modifications sont permises dès lors qu'elles sont conformes aux dispositions de l'article 2, l'Inde ne répond pas à l'objection implicite du Groupe spécial. Qui plus est, à aucun moment elle ne présente d'analyse, comme le voudrait la jurisprudence de l'OMC qu'elle cite, de la manière dont l'article 334 "a modifié les conditions de la concurrence".

3.219 Dans sa réponse à la question n° 11 b), l'Inde suggère au Groupe spécial de suivre le raisonnement du groupe spécial *États-Unis – Article 337 de la Loi douanière de 1930*⁹⁹ et de considérer les conditions de la concurrence. Ce serait là, pourtant, mal interpréter ce rapport. Si l'on suivait l'Inde dans son approche de *L'article 337*, les modifications de règles d'origine seraient par définition exclues, parce qu'il y a toujours quelqu'un qui y gagne et quelqu'un qui y perd. Dans l'affaire de *L'article 337*, le groupe spécial avait rejeté l'idée que l'article III autoriserait à "équilibrer le traitement plus favorable de certains produits importés avec un traitement moins favorable d'autres produits importés ...", parce qu'une telle interprétation "conduirait à une grande incertitude quant aux conditions de la concurrence entre les produits importés et les produits nationaux".¹⁰⁰ Enfin, et surtout, ni dans cette affaire-là, ni dans celle des *Oléagineux*¹⁰¹ (citée par l'Inde dans sa réponse à la question n° 26 du Groupe spécial), le groupe spécial n'a conclu qu'une mesure était incompatible avec le GATT pour la seule raison qu'elle avait un impact sur les conditions de la concurrence. Dans l'affaire de *L'article 337*, le groupe spécial n'avait pas constaté que la mesure des États-Unis était incompatible avec l'article III parce qu'elle avait une action sur les conditions de la concurrence; il avait commencé par constater que la mesure en question assujettissait les produits importés à des dispositions juridiques différentes de celles qui étaient applicables aux produits d'origine nationale et il s'était appuyé sur le critère des conditions de la concurrence pour déterminer si cette différence de traitement se traduisait pour les produits importés par un traitement moins favorable.¹⁰² Dans l'affaire des *Oléagineux*, le groupe spécial examinait si les avantages résultant pour les États-Unis de la concession tarifaire des Communautés européennes pour les oléagineux se trouvaient annulés ou

⁹⁹ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – L'article 337 de la Loi douanière de 1930* ("États-Unis - Article 337"), L/6439, IBDD, S36/386, adopté le 7 novembre 1989.

¹⁰⁰ *Ibid.*, paragraphe 5.14.

¹⁰¹ Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Primes et subventions versées aux transformateurs et aux producteurs d'oléagineux et de protéines apparentées destinés à l'alimentation des animaux* ("CEE – Oléagineux"), L/6627, IBDD, S37/91-141, adopté le 25 janvier 1990.

¹⁰² Voir *Ibid.*, paragraphes 5.19 et 5.20.

compromis par les subventions accordées par les Communautés européennes.¹⁰³ Ce groupe spécial ne s'est pas tourné vers les conditions de la concurrence pour déterminer s'il y avait eu infraction à l'article II; il les a examinées pour déterminer si des avantages découlant de l'article II se trouvaient annulés ou compromis, malgré l'absence de violation de l'article II. En substance, la lecture que donne l'Inde ferait de sa position une allégation en situation de non-violation.

ii) *L'interprétation des "effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation"*

3.220 L'article 2 c) lui-même indique comment les règles d'origine pourraient en soi créer des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international, par exemple en imposant des "prescriptions indûment rigoureuses" comme "condition préalable à la détermination du pays d'origine", ou en exigeant "le respect d'une certaine condition non liée à la fabrication ou à l'ouvraison" pour "la détermination du pays d'origine". L'Inde en tenait la bonne interprétation quand elle a noté que le sens de l'article 2 c) pouvait être établi d'après le "contexte immédiat [de] la deuxième phrase de l'article 2 c), suivant laquelle les règles d'origine ne doivent pas imposer de prescriptions indûment rigoureuses ou qui ne sont pas liées à la fabrication ou à l'ouvraison".¹⁰⁴

3.221 Pour déterminer si l'article 334 crée des effets de restriction, ou de distorsion, ou de désorganisation du commerce international, on peut simplement examiner les courants d'échanges. Comme l'Inde le reconnaît, les rédacteurs de l'*Accord RO* nous ont donné un exemple précis de la façon dont des règles d'origine peuvent créer les effets prohibés – en imposant des prescriptions indûment rigoureuses ou le respect de conditions qui ne sont pas liées à la détermination de l'origine. Dans la deuxième phrase, ils ont aussi bien précisé que certains effets se produiraient du simple fait qu'il existait des prescriptions, mais qu'ils ne seraient pas considérés comme atteignant les proportions d'une "distorsion" du commerce international. C'est aussi ce que dicte le bon sens car l'*Accord RO* n'est pas fait pour régler de constants litiges sur des déterminations particulières de l'origine de produits particuliers qui peuvent avoir un effet inégal sur tel Membre par opposition à tel autre.¹⁰⁵

3.222 Une lecture de l'article 2 c) qui n'exige pas la preuve sous une forme ou une autre d'effets réels sur le commerce international viderait cette disposition de son sens et signifierait qu'un plaignant n'aurait jamais à prouver, dans un cas où il allèguerait précisément qu'une disposition a été violée, qu'il y a eu effectivement violation. Comme les États-Unis le notaient dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial, une modification des règles d'origine pourrait, dans un cas déterminé, éliminer les effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation produits par les règles précédentes; ou encore, il se pourrait que la modification des règles, tout en ayant une action sur le commerce, aboutisse à un régime plus transparent et plus facile à administrer, ce qui serait bon pour le commerce, et à des règles qui rendent plus exactement compte des réalités commerciales (en faisant toute sa place au rôle important de l'assemblage).

3.223 Les États-Unis considèrent que, quoi qu'en dise l'Inde, le Groupe spécial ne créera pas de précédent, comme elle le suggère, en examinant les effets réels sur le commerce international dans son évaluation des "effets de restriction", parce qu'il suffit en l'espèce d'appliquer un principe important d'interprétation des traités. La *Convention de Vienne sur le droit des traités* veut que

¹⁰³ Voir *Ibid.*, paragraphes 142 à 144.

¹⁰⁴ Voir la Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 45 (*supra*, paragraphe 3.121).

¹⁰⁵ Voir la réponse des États-Unis à la question n° 11 du Groupe spécial, paragraphes 10 à 16. En réponse à la question n° 11 b), l'Inde dit de l'article 2 c) qu'il sert à "protéger les attentes concernant le niveau des importations" et "les attentes concernant le commerce entre les pays tiers". Mis à part le fait que l'Inde refuse d'admettre la nécessité de produire devant le Groupe spécial des données de fait précises pour justifier ses allégations, rien dans l'*Accord RO* ne donne à penser qu'il ait été conçu pour protéger les attentes concernant le niveau des importations.

quiconque examine une disposition d'un traité en détermine le sens ordinaire à partir de ses termes et dans son contexte, ainsi que [d'après] l'objet et le but de l'accord.¹⁰⁶

3.224 Cette interprétation se trouve corroborée encore par des dispositions semblables d'autres Accords de l'OMC. Comme le Groupe spécial l'a fort justement noté dans sa question n° 26 b) à l'Inde, l'article 6.3 de l'Accord SMC, qui vise les effets des subventions sur les importations et les exportations, est au moins tout aussi pertinent pour analyser l'article 2 c) (effets sur le commerce international) que la jurisprudence du GATT sur la discrimination entre produits similaires – *a fortiori* si l'Inde a raison de dire que le terme "effets sur le commerce" n'apparaît nulle part dans le GATT, parce qu'il figure effectivement à l'article 2 c) de l'Accord RO, de même qu'aux articles 2 a) et 3:2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, ainsi que le Groupe spécial l'a relevé.

3.225 Loin d'être restrictives, nos règles d'origine claires et transparentes ont facilité une expansion notable du commerce international, de l'Inde et du reste du monde. Ainsi qu'il ressort de la pièce n° 8 des États-Unis, on ne peut pas dire que le commerce des marchandises classées dans les positions du TDH dont l'Inde a indiqué qu'elles pâtissaient des dispositions des articles 334 et 405 (notes de bas de page 23, 25 et 56 de la première communication de l'Inde) révèle une configuration d'effets résultant d'une action "de restriction, de distorsion ou de désorganisation"; en réalité, c'est tout le contraire. L'Inde, par conséquent, n'a pas montré en quoi l'article 334 manque aux obligations découlant pour les États-Unis de l'article 2 b) et 2 c). Enfin, les États-Unis notent que l'Inde n'a formulé aucune allégation précise en ce qui concerne la discrimination que l'article 334 entraînerait au regard de l'article 2 d).

- c) L'Inde n'a pas prouvé que l'article 405 soit discriminatoire, ni qu'il restreigne, fausse ou désorganise le commerce international

3.226 Il apparaît que l'Inde fait trois reproches à l'article 405 – en alléguant que, adopté pour régler un différend avec les Communautés européennes porté devant l'OMC, il "favorise" celles-ci, en violation de l'article 2 b) et 2 d), et qu'il a restreint, faussé ou désorganisé le commerce, en violation de l'article 2 c). Dans sa première communication, elle soutenait vaguement que comme ce règlement avait été conclu pour mettre fin à un différend EU-Communautés européennes, il s'agissait là d'un "objectif en matière de commerce". Or, comme nous l'avons expliqué dans notre première communication et notre déclaration orale, il serait absurde de constater qu'un règlement, qui va dans le sens des objectifs de l'OMC, constitue un objectif commercial inadmissible au regard de l'article 2 b).¹⁰⁷

3.227 De même, en ce qui concerne les effets de restriction, distorsion et désorganisation du commerce international qu'elle reproche à l'article 405, les États-Unis notent tout d'abord que l'Inde n'a guère cherché à développer cette allégation, que ce soit en droit ou en fait. De plus, les modifications des règles d'origine, lorsqu'il s'agit de marchandises contingentées, impliquent ordinairement des conséquences nécessairement différentes selon les Membres, en fonction des niveaux de leurs contingents et de la nature de leurs exportations. Conformément aux termes des accords bilatéraux sur les textiles qui ont été incorporés dans l'ATV, il apparaît que, dans plusieurs cas, les contingents de textiles et de vêtements appliqués par les États-Unis assurent un traitement plus favorable aux importations en provenance d'Inde qu'à celles d'autres Membres de l'OMC, en ce qui concerne, par exemple, les tissus pour bâches, jupes, serviettes, tissus bouclés du genre éponge en coton, ainsi que les taux d'accroissement annuel pour certaines catégories.

¹⁰⁶ Voir la *Convention de Vienne*, article 31.

¹⁰⁷ Voir aussi la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphes 26 et 27 (*infra*, paragraphe 4.282).

3.228 Enfin, les statistiques commerciales ne corroborent pas les allégations de désorganisation de ses échanges formulées par l'Inde. L'article 405 est entré en vigueur en mai 2000, et en 2001, année où les importations américaines totales de produits textiles et vêtements se sont contractées, leurs importations de produits visés par l'article 405 n'ont pas affiché de configuration particulière qui indiquerait une restriction, une désorganisation ou une distorsion des échanges. En réalité, pour plusieurs catégories de produits visés par l'article 405, les importations des États-Unis en provenance du reste du monde et en provenance d'Inde ont au contraire affiché de solides augmentations – tel a été le cas, par exemple, des importations des marchandises classées dans les positions TDH 6213 (en hausse de 44 pour cent en provenance du reste du monde; de 57 pour cent en provenance d'Inde); 6302.59 (plus 21 pour cent du reste du monde; plus 5 pour cent d'Inde); 6302.93 (plus 16 pour cent du reste du monde; plus 70 pour cent d'Inde); ou 6303.99 (plus 35 pour cent du reste du monde; plus 142 pour cent d'Inde).

3.229 Ce que l'Inde reproche avant tout à l'article 405 c'est, du fait que les exceptions à l'article 334 tenaient compte de certains produits intéressant les Communautés européennes, d'avoir "favorisé" les Communautés européennes et d'être discriminatoire. Il va de soi que tout règlement doit être satisfaisant pour la partie plaignante. Si ce règlement est applicable à tous les Membres sur une base NPF, il sera selon toute vraisemblance profitable à tous les Membres exportateurs. L'Inde ne peut pas davantage invoquer *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile* pour justifier une allégation d'avantage *de facto* en faveur des Communautés européennes. Dans cette affaire, l'Organe d'appel examinait un avantage accordé à *certain*s produits en considération du pays auquel les producteurs étaient affiliés. Au demeurant, dans cette affaire-là, la discrimination *de facto* venait de ce que le Canada accordait un avantage à certains des *mêmes* produits (*similaires*) en raison de la nationalité. En l'espèce, les allégations de l'Inde visant les règles d'origine des États-Unis ont trait à des produits *différents*.¹⁰⁸ Par surcroît, s'il est vrai que, dans ce rapport, l'Organe d'appel mentionnait un "avantage *de facto*", en l'espèce, l'article I:1 du GATT n'est pas en jeu. Si l'Inde avait voulu formuler une telle allégation, elle aurait pu engager une procédure au titre de cette disposition. Elle n'en a rien fait.

3. Conclusion

3.230 Pour les raisons qui précèdent, les États-Unis demandent au Groupe spécial de constater que l'Inde n'a pas établi que l'article 334 de l'URAA et l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement soient incompatibles avec l'article 2 b) à e) de l'*Accord RO*.

G. DÉCLARATION ORALE DE L'INDE À LA SECONDE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

3.231 Vu les arguments et les éléments de preuve qu'elle a présentés dans ses première et seconde communications, dans sa déclaration orale à la première réunion du Groupe spécial et dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, l'Inde considère qu'elle s'est acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait en l'espèce. L'Inde a clairement établi que les règles d'origine en cause des États-Unis sont *prima facie* incompatibles avec leurs obligations au titre de l'article 2 b), 2 c) et 2 d) de l'*Accord sur les règles d'origine (Accord RO)*.

3.232 L'Inde admet qu'en sa qualité de partie plaignante c'est à elle qu'incombe la charge d'établir *prima facie* l'existence d'une violation. Pour *chacune sans exception* des allégations qu'elle formule, l'Inde a établi une violation *prima facie* des dispositions précises de l'*Accord RO* remises en question. C'est par conséquent aux États-Unis qu'il appartenait de réfuter les dires de l'Inde. Or, les États-Unis ne l'ont pas fait. Ils n'ont pas réfuté les arguments de l'Inde dans leur première communication. Ils

¹⁰⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile* ("*Canada – Automobiles*"), WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R, adopté le 19 juin 2000, DSR 2000:VI, 2995, paragraphes 81 et 85.

n'ont pas réfuté ses arguments dans leur déclaration orale à la première réunion. Ils n'ont pas davantage saisi l'occasion de réfuter utilement ses thèses dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial ou aux questions de l'Inde. Les États-Unis n'ont pas non plus réfuté les allégations de l'Inde dans leur seconde communication.

3.233 Les principaux arguments avancés par l'Inde en l'espèce sont repris ci-après et, dans le contexte de chacune de ces allégations, les points de vue défendus par les États-Unis dans leur seconde communication seront expressément traités.

3.234 En ce qui concerne l'allégation au titre de l'article 2 b), l'Inde a démontré tout au long de la procédure que les mesures en cause des États-Unis sont utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce. Dans leur seconde communication (page 8), les États-Unis notent que même si le Groupe spécial écartait les objectifs énumérés dans l'Énoncé des mesures administratives (SAA) en les jugeant "faux", l'Inde aurait encore à prouver que le vrai but de l'article 334 était un objectif commercial. L'Inde estime qu'elle l'a déjà fait.

3.235 Les États-Unis allèguent qu'ils ont déjà en place un régime ayant pour "but de protéger leur branche de production nationale" et que le "régime de contingentement établi dans le cadre transitoire de l'ATV assure une protection efficace à la branche de production nationale". La règle applicable au niveau du tissu, par définition, augmente les quantités de textiles importées qui se verraient conférer l'origine des pays qui sont soumis au contingentement. Cette mesure renforce l'incidence de leur régime contingentaire appliqué dans le cadre de l'ATV, qui – comme ils l'admettent – a été mis en place pour protéger leur branche de production nationale. La règle applicable au niveau du tissu est donc manifestement utilisée pour favoriser la réalisation d'un objectif commercial.

3.236 Dans leur communication, les Communautés européennes observent à juste titre que si l'expression "contournement des contingents" était employée pour désigner l'évolution de la structure des échanges suscitée par les contingents, l'intention de favoriser la réalisation d'un objectif commercial pourrait être établie en recourant directement aux travaux préparatoires. L'intention des États-Unis de combattre "le contournement" correspond, pour reprendre la formule des Communautés européennes, à une intention de "remettre des restrictions quantitatives en application dans les cas où elles n'ont plus de prise à cause des changements intervenus dans la structure et la réglementation des échanges". Comme le notent les Communautés européennes, c'est précisément là le type d'objectif commercial que les Membres ne doivent pas atteindre en utilisant les règles d'origine.¹⁰⁹

3.237 Les États-Unis soutiennent en outre qu'il serait regrettable qu'un Membre soit "pénalisé pour avoir fait exactement ce que prescrit l'*Accord RO* – promulguer des règles claires, concises et transparentes". L'Inde n'est pas convaincue que les règles d'origine des États-Unis soient claires et concises. Nous tenons à relever qu'en tout état de cause des règles d'origine claires, concises et transparentes doivent aussi être compatibles avec l'article 2 b), 2 c) et 2 d) de l'*Accord RO*. L'argument des États-Unis ne répond donc pas aux allégations de l'Inde.

3.238 En ce qui concerne l'article 405, l'Inde a démontré qu'il est utilisé comme un instrument au service de l'objectif commercial qu'est le fait de favoriser un Membre de l'OMC, en l'occurrence les Communautés européennes, au détriment des autres. L'Inde a prouvé que la seule raison qu'il y avait d'adopter l'article 405 était de régler le différend avec les Communautés européennes sur les règles d'origine et que les seuls produits à avoir bénéficié de ce règlement sont ceux qui présentaient de l'intérêt à l'exportation pour les Communautés européennes. L'Inde relève que les États-Unis n'ont fourni aucune justification de la compatibilité de l'article 405 avec leurs obligations au titre de

¹⁰⁹ Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, 5 décembre 2002, paragraphe 24 (*infra*, paragraphe 4.280).

l'article 2 b). Il s'ensuit que les États-Unis n'ont pas réfuté cet argument comme la charge leur en incombait.

3.239 L'Inde a établi *prima facie* une violation de la première phrase de l'article 2 c) de l'*Accord RO* en s'appuyant sur une interprétation de cette disposition axée sur le comportement. Elle a démontré que cette interprétation était corroborée par le texte de l'article 2 c) et son contexte, ainsi que par l'objet et le but de l'Accord. Ainsi qu'elle l'a noté dans sa réponse n° 26 e) aux questions du Groupe spécial, la deuxième phrase de l'article 2 c) développe la première. Les États-Unis se sont ralliés à cette démarche dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial.¹¹⁰ Ils ont ainsi reconnu que, selon la deuxième phrase, l'imposition de prescriptions indûment rigoureuses et de conditions non liées à la fabrication ou à l'ouvraison comme telles est incompatible avec l'article 2 c), quelle qu'en soit l'action effective sur le commerce. On ne saurait raisonnablement supposer que les rédacteurs de l'*Accord RO* ont retenu une démarche axée sur le comportement pour la deuxième phrase de l'article 2 c) tout en tâchant d'adopter une démarche axée sur les résultats pour la première phrase de l'article 2 c). L'interprétation que les États-Unis ont proposée de la première phrase de l'article 2 c) est par conséquent inconciliable avec leur propre interprétation de la deuxième phrase de cette disposition.

3.240 L'Inde tient à ajouter que l'approche de l'article 2 c) qui est axée sur le comportement trouve aussi un appui dans l'historique de la négociation de l'*Accord RO*. Le texte de la première phrase de l'article 2 c) reprend des propositions de négociation initialement faites par le Japon et par Hong Kong. Le Japon avait proposé ceci: "les règles d'origine ne devraient pas être élaborées ou utilisées comme un moyen de restreindre ou de fausser le commerce international".¹¹¹ Hong Kong, pour sa part, avait suggéré la rédaction suivante: "que [les] règles d'origine ne soient pas *élaborées, adoptées ou appliquées* de façon à avoir des effets de restriction ou de désorganisation des échanges internationaux".¹¹² Aux yeux de ceux qui avaient à l'origine proposé la norme finalement incorporée dans la première phrase de l'article 2 c), ce n'était donc pas seulement l'*application* des règles d'origine qui pouvait avoir des effets de distorsion, de restriction et de désorganisation du commerce international, mais aussi leur *élaboration*. Cette idée se retrouve à présent dans la version finale de l'*Accord RO* au septième considérant du Préambule, aux termes duquel les Membres sont désireux "de faire en sorte que les règles d'origine soient *élaborées et appliquées* d'une manière impartiale, transparente, prévisible, cohérente et neutre". Il faut donc considérer que la mention des règles d'origine "en soi" à l'article 2 c) renvoie à ces règles, telles à la fois qu'elles sont appliquées et qu'elles *ont été élaborées*. L'allégation des États-Unis selon laquelle la première phrase de l'article 2 c) vise exclusivement les effets préjudiciables nés de l'*application* des règles est par conséquent indéfendable.

3.241 Dans leur seconde communication, les États-Unis notent que l'Inde a attendu huit ans pour engager la présente action et donnent à entendre que, regardant "en arrière" pour examiner les effets du changement, elle devrait donc disposer de statistiques commerciales pour prouver que son commerce a souffert. Mais les États-Unis ne s'occupent pas de la question d'interprétation que le Groupe spécial a à trancher. L'interprétation de l'article 2 c) ne devrait pas dépendre de l'intervalle séparant l'adoption d'une règle d'origine de sa contestation par un autre Membre de l'OMC.

3.242 De fait, les États-Unis ont implicitement admis la démarche axée sur le comportement puisqu'ils ont accepté de fournir une "compensation" pour les effets préjudiciables sur le plan commercial causés par leurs nouvelles règles d'origine à divers pays, tels les Philippines, le Pakistan

¹¹⁰ Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, 6 janvier 2003, paragraphe 16.

¹¹¹ MTN.GNG/NG2/W/52, 17 janvier 1990.

¹¹² MTN.GNG/NG2/W/41, 15 septembre 1989.

et l'Indonésie¹¹³, et qu'ils sont parvenus à conclure avec les Communautés européennes un accord de règlement avant qu'aucun de ces Membres de l'OMC n'ait été en mesure de démontrer à l'aide de statistiques commerciales l'existence d'effets préjudiciables sur leurs échanges.

3.243 Les États-Unis ont dit: "[c]e qui pourrait indiquer si les règles restreignent, faussent ou désorganisent le commerce, ce serait qu'elles soient par trop contraignantes à respecter ... ou qu'elles créent la confusion sur le marché".¹¹⁴ L'Inde pense que ce sont là des critères pertinents. En outre, elle note que les prescriptions de leurs règles d'origine concernant le type de tissu et les mélanges de fibres sont par trop contraignantes à respecter. Les différences entre le type de tissu et les mélanges de fibres imposent des prescriptions plus rigoureuses. Les règles d'origine sont une source de confusion permanente parce que ce qui confère l'origine diffèrera selon les fibres dont se compose le tissu servant à fabriquer les produits finaux. Partant, suivant le critère même que les États-Unis énoncent dans leur deuxième communication, les règles d'origine des États-Unis ont un effet de restriction, de distorsion ou de désorganisation des échanges.

3.244 Les États-Unis ont consacré une grande partie de leur seconde communication à commenter (et ont évoqué aujourd'hui au paragraphe 21 de leur déclaration orale) des statistiques indiquant que les quantités de textiles importées d'Inde aux États-Unis se sont accrues certaines années, d'où ils tirent la conclusion que l'Inde n'a pas subi d'effets préjudiciables. Or, l'Inde aurait tendance à répliquer que ce résultat est précisément ce que l'article 334 était destiné à assurer, à savoir assujettir davantage de produits finis au contingent du pays où le tissu écri a été tissé. Comme elle l'indiquait au paragraphe 90 de sa première communication, les effets de la mesure contestée doivent se faire sentir *sur le commerce international*, et non pas uniquement sur les importations aux États-Unis. L'Inde a affirmé, par exemple, que ses exportations de tissus écrus vers Sri Lanka, pour transformation ultérieure en produits tels que le linge de lit en coton qui seront ensuite exportés aux États-Unis, ont pâti de l'"effet réfrigérant" des règles d'origine des États-Unis.

3.245 En ce qui concerne l'article 2 d), les États-Unis ont fait valoir dans leur deuxième communication que l'Inde avait abandonné ses allégations visant l'article 334. L'Inde note qu'elle n'a jamais formulé d'allégation au titre de cette disposition contre l'article 334.

3.246 Ce que l'Inde a formulé comme allégation, c'est que l'article 405 et son règlement d'application douanière sont incompatibles avec l'article 2 d). À cela, les États-Unis répondent en faisant valoir que l'article 405 a été promulgué pour s'appliquer sur une base NPF. L'Inde convient que l'article 405 ne fait pas de distinction formelle entre les Membres. En revanche, il favorise *de facto* les produits communautaires, puisque les tissus, articles ou mélanges de fibres qui bénéficient des exemptions sont essentiellement le type de produits textiles et de vêtements qui subissent des opérations génératrices de "valeur ajoutée" ou des transformations substantielles dans l'espace communautaire. Ces produits peuvent par conséquent entrer aux États-Unis sans être assujettis à aucune restriction contingente. Toutefois, lorsqu'ils sont faits de certaines fibres comme le coton, ils se voient conférer comme origine le pays où le tissu écri est tissé. Ce sont pour l'essentiel des pays en développement soumis à des restrictions contingentes qui exportent des tissus de coton. L'article 405 a manifestement pour effet de faire subir des conséquences défavorables à différents degrés à des pays en développement comme l'Inde, qui exportent des tissus et des articles de coton. De plus, l'Inde tient à relever que les États-Unis se réfèrent à leur Tarif douanier harmonisé (note générale 22), où il est dit que "entièrement en" signifie "que l'article est composé complètement de la matière spécifiée". Or, pour l'article 405, ils ont arbitrairement retenu plus de 16 pour cent de coton comme critère pour déterminer la règle d'origine applicable (c'est-à-dire que l'origine serait le lieu où le tissu écri est tissé). Les États-Unis ont même noté au paragraphe 8 de leurs réponses aux questions

¹¹³ Communication des Philippines en tant que tierce partie, 5 décembre 2002, paragraphe 5. Voir aussi, par exemple, le Mémorandum d'accord entre le Pakistan et les États-Unis, G/TMB/N/328, 27 juillet 1998.

¹¹⁴ Deuxième communication des États-Unis, 6 janvier 2003, paragraphe XXIII.

au Groupe spécial, "en établissant une règle pour certains articles contenant 16 pour cent ou plus en poids de coton, nous avons fait en sorte que les produits définis dans notre accord de règlement soient couverts". En abaissant le seuil de la définition d'un produit de coton qui, de *composé complètement* de coton qu'il était est passé à une simple teneur de *16 pour cent ou plus* de coton, les États-Unis ont parfaitement réussi à faire entrer dans la définition du coton davantage d'articles qui, selon l'article 405, se verraient attribuer l'origine du pays où le tissu écru était tissé.¹¹⁵

3.247 De plus, l'Inde observe que la fabrication et l'assemblage d'un produit comme le linge de lit sont les mêmes que celui-ci soit fait de soie ou de coton. Or, s'il était de soie, il se verrait conférer l'origine du pays où il aurait subi T1+2. Si, en revanche, il était en coton, il se verrait conférer l'origine du pays où le tissu aurait été élaboré. À la question n° 4 de l'Inde, les États-Unis ont répondu que ses préoccupations au sujet du traitement différencié assuré par les "exceptions de l'article 405 prov[enaient] d'un désaccord avec les États-Unis sur le point de savoir où se situ[ait] l'opération la plus substantielle ou la plus importante de fabrication ou d'assemblage". L'Inde considère qu'il ne devrait pas y avoir de discordance quant au lieu où se déroule l'opération la plus substantielle ou la plus importante de fabrication ou d'assemblage entre les produits retenus pour bénéficier d'une exemption et les autres. C'est le même pour les deux types de produits, du fait que les produits sont les mêmes. L'Inde considère à cet égard qu'il n'y a aucune raison technique de faire une discrimination du point de vue des règles d'origine entre des produits identiques (qui par définition sont concurrents ou substituables sur le marché) et qui subissent les mêmes opérations de fabrication et d'ouvraison. En tout état de cause, les règles d'origine différentes que les États-Unis leur appliquent sont injustifiables.

H. DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS À LA SECONDE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

1. Introduction

3.248 Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial, nous sommes heureux d'avoir à nouveau l'occasion de nous présenter devant vous pour vous exposer les arguments par lesquels les États-Unis entendent défendre les règles d'origine qui figurent à l'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay et à l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement. Nous nous attacherons essentiellement dans nos observations à répondre à la seconde communication de l'Inde, mais nous notons que notre seconde communication et nos réponses aux questions du Groupe spécial répondent aussi aux allégations que l'Inde réitère à présent. Toutes questions que vous auriez à nous poser seront les bienvenues et nous nous empresserons d'y répondre. Les règles d'origine des États-Unis ne sont pas seulement compatibles avec l'Accord sur les règles d'origine (l'*Accord RO*), elles jouent dans le sens de ses objectifs. C'est à l'Inde qu'incombe la charge de démontrer pourquoi le Groupe spécial devrait adopter ses théories interprétatives et en déduire que les règles d'origine des États-Unis sont incompatibles avec les dispositions de l'*Accord RO*. L'Inde n'a pas fait cette démonstration et tente, à défaut, de faire retomber sur les États-Unis la charge de la preuve qui lui incombe.

3.249 L'*Accord RO*, rappelons-le, a été élaboré parce que les négociateurs du Cycle d'Uruguay voulaient faire en sorte que les règles d'origine: a) soient claires et prévisibles et facilitent par leur application les courants d'échanges internationaux; b) soient mises en œuvre sous forme de lois, réglementations et pratiques transparentes; et c) soient élaborées et administrées d'une manière impartiale, transparente, prévisible, cohérente et neutre. L'*Accord RO* prescrit un ensemble d'obligations qui s'inspirent de ces principes. Cependant, s'ils ont défini le programme de travail pour l'harmonisation, les rédacteurs de l'Accord n'ont pas pour autant imposé à la fin du Cycle d'Uruguay

¹¹⁵ Cette définition "16 pour cent et plus" n'est en outre pas compatible avec celles qui sont énoncées aux chapitres 50 à 55 du Système harmonisé, qui prévoient "85 pour cent ou plus" comme définition, ainsi que les États-Unis l'ont signalé au paragraphe 8 de leurs réponses aux questions du Groupe spécial.

un ensemble unique de règles d'origine. Au contraire, l'*Accord RO* laissait passablement de liberté d'action à chaque Membre tant que l'harmonisation ne serait pas achevée et définissait précisément divers mécanismes qui pouvaient être employés. Au surplus, il reconnaissait aux Membres, à l'article 2 i), le droit de modifier leurs règles d'origine de temps à autre. Le Groupe spécial devrait garder ces décisions des Membres à l'esprit en évaluant tant les règles d'origine des États-Unis que les arguments juridiques de l'Inde en l'espèce.

3.250 Les réponses de l'Inde aux questions du Groupe spécial et sa seconde communication confirment que ce qu'elle espère, c'est imposer aux États-Unis (et, implicitement, à tous les autres Membres) un ensemble unique de règles d'origine – nonobstant le fait que l'*Accord RO* était destiné à laisser aux Membres une certaine liberté d'action. C'est ce qui ressort de ses tentatives pour convaincre le Groupe spécial de retenir une règle *per se* suivant laquelle la simple adoption de règles d'origine créerait des effets prohibés par l'*Accord RO*. L'Inde cherche à modifier unilatéralement cet accord en y introduisant des dispositions du GATT qui ne sont pas pertinentes en l'espèce.

3.251 Les États-Unis ont-ils "utilisé" leurs règles d'origine d'une manière inadmissible? Ces règles ont-elles créé des restrictions, des distorsions et des désorganisations du commerce international? Ces règles ont-elles entraîné une discrimination à l'encontre de l'Inde? Ces notions sont, semble-t-il, assez nettes, et la réponse, en chaque cas, est un "non" tout aussi net. Et cependant, l'Inde essaie de mettre en avant des théories compliquées pour détourner le Groupe spécial du but qu'elle recherche vraiment avec la procédure en cours, imposer aux États-Unis les règles d'origine qui ont sa préférence. L'Inde voudrait faire croire au Groupe spécial qu'elle s'inquiète de la "grave atteinte" portée à l'*Accord RO* par les États-Unis, et pourtant, s'il en était ainsi, l'Inde aurait engagé la présente procédure il y a huit ans, lorsque les règles ont été adoptées. Non, ce qui a visiblement poussé l'Inde à introduire l'action en cours, c'est le rejet par les États-Unis d'une demande d'accroissement de l'accès au marché américain, qui était sans rapport avec elle. Cela dit, il n'y a pas ici de "grave atteinte" à l'*Accord RO*, qu'il s'agisse de la lettre de ses dispositions ou de leur mise en œuvre dans la pratique. Comme les États-Unis l'ont déjà noté, la codification des règles reprises à l'article 334 ne faisait dans une large mesure que préciser ce qui était déjà entré dans la pratique dans le cadre du règlement douanier antérieur. Ainsi, on voit mal comment le retrait de l'article 334 ou de l'article 405 (qui est l'"objectif premier" du mécanisme de règlement des différends) comblerait les vœux de l'Inde.

2. L'article 334

3.252 Feignant d'ignorer la charge qui lui incombe de prouver que l'article 334 a été adopté pour favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce, l'Inde préfère avancer plusieurs arguments inopérants et quelque peu troublants. Pour commencer, elle tente de faire retomber la charge de la preuve sur les États-Unis en arguant que ceux-ci n'ont pas répondu à son allégation de protectionnisme. Bien entendu, les États-Unis n'ont cessé tout au long de la présente procédure de faire valoir que le but de l'article 334 n'était pas de protéger l'industrie textile américaine et, surtout, que l'Inde n'a pas prouvé que l'un des quatre objectifs déclarés de cet article, prévenir le contournement, n'était qu'un rideau de fumée dissimulant le protectionnisme.

3.253 À présent, dans sa seconde communication, l'Inde "affine" son allégation pour déduire le protectionnisme de "l'effet de contingentement". Tout naturellement, sa thèse est une schématisation grossière d'un réseau mondial complexe de production et d'échanges. L'article 334 n'a pas toujours déplacé l'origine vers des pays en développement assujettis à des contingents restreints. De fait, à l'époque où les règles d'origine ont été mises en application et par la suite, six des dix premiers exportateurs mondiaux de tissus de coton, représentant 50 pour cent du commerce mondial de ces articles, étaient des pays dont les tissus ou le linge de lit n'étaient pas soumis à des restrictions quantitatives aux États-Unis. Ainsi, selon les sources d'approvisionnement et leur configuration par société, l'application des règles de l'article 334 avait autant de chances de mettre hors contingent des marchandises jusque-là contingentées que de placer sous contingent des marchandises qui n'y étaient

pas précédemment. Et l'Inde ne peut pas davantage trouver d'appui dans la position de la Chine, qui soutient que les modifications des règles d'origine sont en soi incompatibles avec l'article 2 b) parce qu'elles créent des effets qui les rendent protectrices de la branche de production nationale, car il est évident que la réalité de cet effet n'a pas été démontrée par la Chine. Par surcroît, dès avant l'entrée en vigueur de l'article 334, la majeure partie du linge de lit en coton importé aux États-Unis était originaire du pays où le tissu écru était élaboré, parce que le linge de lit est normalement teint *ou* imprimé, mais rarement teint *et* imprimé. Du reste, tous les arguments visant à susciter un débat sur ce que le contournement peut signifier ou non pour différents Membres, ou toutes les tentatives pour récrire l'ATV, ne pourront jamais rien changer au fait que les États-Unis ont été fort clairs au sujet de l'"utilisation" de l'article 334 – il s'agissait de favoriser la réalisation des objectifs énoncés dans le SAA, qui sont entièrement compatibles avec ceux de l'*Accord RO* lui-même et viennent les étayer.

3.254 L'Inde demande donc au Groupe spécial de décider que les objectifs énoncés dans le SAA ne sont pas vrais et d'en *impliquer* que la véritable raison était le protectionnisme. Cette conclusion ne trouverait d'appui ni dans la jurisprudence de l'OMC, ni dans aucune lecture de l'article 2 b) de l'*Accord RO*. Au dire de l'Inde, la "conception, la structure et les principes de base" de l'article 334 révèlent l'intention protectionniste. Mais elle n'estime visiblement pas devoir assumer la charge de prouver comment la conception, la structure et les principes de base de l'article 334 révèlent cette intention, se contentant d'alléguer que c'est aux États-Unis qu'il incombe de réfuter une affirmation dont elle n'a pas établi le bien-fondé. Au surplus, il n'est tout simplement pas crédible d'interpréter cette disposition comme signifiant que toute règle nouvelle qui entre en vigueur devrait être présumée exercer un effet de restriction, de distorsion ou de désorganisation des échanges quand il n'y a pas d'accord sur ce que les règles précises devraient être, de sorte qu'une variante pourrait être censée produire ces effets. L'Inde veut un critère qui *présume* un effet préjudiciable sur le commerce chaque fois qu'une règle d'origine est modifiée, ce qui est directement contraire aux termes mêmes de l'*Accord RO*. Pareil critère n'est pas acceptable.

3.255 L'Inde n'a pas démontré pourquoi une analyse des articles I^{er}, III ou XI du GATT serait ici pertinente, au lieu de l'examen du sens ordinaire du texte (dans le cadre strict de l'*Accord RO*). En conséquence, les États-Unis se borneront à passer en revue brièvement les arguments qu'ils ont développés dans leur deuxième communication. En premier lieu, comme ils l'ont expliqué dans cette seconde communication, la "démarche axée sur le comportement" préconisée par l'Inde présuppose que la simple *adoption* d'une règle d'origine a nécessairement une "incidence immédiate" faussant ou restreignant les échanges. Au mieux, cela relève du raisonnement circulaire. Avec cet argument, comme dans chacune de ses allégations, l'Inde envisage soit que les Membres adoptent des règles par produit aboutissant à des résultats qu'elle approuve, soit que les Membres n'aient jamais la faculté de modifier leurs règles ni d'instituer un régime de règles d'origine par produit. Avec cet argument, l'Inde donne de l'article 2 c) une lecture qui en élimine l'élément primordial, "effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international". L'Inde fonde sa cause sur une allégation gratuite, à savoir que son commerce *a* pâti de la modification des règles d'origine des États-Unis. Les seuls éléments de preuve qu'elle ait présentés jusqu'ici au Groupe spécial à l'appui de son allégation au titre de l'article 2 c) se résument à un message télécopié de l'une des associations indiennes d'exportateurs affirmant que ses membres ont "pâti de l'article 334".¹¹⁶ Outre que cette assertion offre un contraste saisissant avec les statistiques des importations enregistrées aux États-Unis, le second exemple cité dans ce message paraît indiquer que les exportateurs de tissus indiens ont en réalité tiré profit de l'article 334, du fait qu'ils ont pu s'assurer de nouveaux débouchés en Chine.

¹¹⁶ De plus, on l'a vu, l'Inde n'a engagé la présente procédure que lorsqu'elle s'est vu refuser un accroissement de son contingent aux États-Unis et après qu'elle eut apparemment décidé de ne pas poursuivre son action dans le cadre des procédures de l'ATV.

3.256 L'interprétation de l'Inde est incompatible avec le texte de l'article 2 c) et elle est inutile. Si les rédacteurs de l'*Accord RO* avaient souhaité une règle *per se* ils en auraient adopté une, mais ils ne l'ont pas fait. De plus, en ce qui concerne la tentative de l'Inde pour importer dans l'*Accord RO* le critère de la discrimination entre les produits des articles I^{er} et III du GATT, ces mêmes rédacteurs ne pouvaient pas ignorer les articles en question et, s'ils avaient voulu adopter un critère de la discrimination entre les produits pour l'article 2 c), ils auraient pu le faire – mais ils ne l'ont pas fait. Les États-Unis considèrent que les Membres se sont délibérément abstenus d'adopter un tel critère, parce qu'il *est* permis en vertu de l'*Accord RO* de faire des différences entre les produits (l'Inde paraît confondre la différenciation avec la discrimination).

3.257 Dans sa réponse à la question n° 26 du Groupe spécial, l'Inde fait valoir que celui-ci devrait examiner les effets d'une modification des règles d'origine sur les conditions de la concurrence. Cet argument est mal inspiré. À titre préliminaire, les États-Unis notent à nouveau que le texte de l'article 2 c) ne discipline pas les modifications des règles d'origine *per se*; il s'applique aux règles d'origine "en soi". Ainsi, le genre d'argument comparatif que l'Inde suggère est exclu par le texte même de l'article 2 c). Au surplus, le fait que l'article 2 i) prévoit des disciplines précises pour les modifications des règles d'origine et qu'elle les énonce expressément est une indication supplémentaire de ce que le paragraphe 2 c) n'était pas censé assujettir les modifications à une discipline *per se*. Le Groupe spécial doit examiner si les règles des États-Unis, telles qu'elles ont été promulguées, "créent des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international", et non si la modification de ces règles a altéré les conditions de la concurrence. Dans ses questions à l'Inde (question n° 28 e)), le Groupe spécial a fort justement noté que suivant l'interprétation que l'Inde donne de l'article 2 c), "les Membres ne peuvent pas apporter de modifications à leurs règles d'origine, étant donné que des règles d'origine différentes produisent presque inmanquablement des effets différents sur le commerce". Qui plus est, à aucun moment l'Inde ne présente d'analyse, comme le voudrait la jurisprudence de l'OMC qui, à l'en croire, étaye son interprétation de l'article 2 c), de la manière dont l'article 334 "a modifié les conditions de la concurrence".

3.258 Quand bien même le Groupe spécial déciderait, à tort selon nous, de retenir l'argument de l'Inde assimilant les "effets sur le commerce international" aux "effets sur les conditions de concurrence créées par le comportement d'un Membre", les États-Unis se doivent de souligner que la question est de savoir si leurs règles, en soi, ont eu de tels effets, et non si les *modifications* qui y ont été apportées ont eu un tel effet. Comme les règles des États-Unis correspondent à la pratique internationale courante, qu'elles reposent sur des critères liés à la production et qu'elles rendent compte du lieu où s'est déroulée la transformation substantielle la plus récente, elles ne sauraient en soi être jugées créer des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international. Dernier point enfin, les États-Unis se demandent, si l'on suit l'analyse de l'Inde, ce que les mots "créeront ... d'effets" signifient à l'article 2 c). Si les rédacteurs ont utilisé ce terme au lieu de ceux qui figurent aux articles III et XI du GATT, la conclusion logique à en tirer n'est-elle pas qu'ils n'avaient pas l'intention de s'inspirer de ces articles? Et comment le Groupe spécial va-t-il apprécier en quoi une règle crée une "incidence immédiate"?

3.259 Outre les arguments que nous avons développés dans notre seconde communication, nous appelons l'attention du Groupe spécial sur notre pièce jointe n° 9, que nous présentons aujourd'hui et qui fait apparaître une succession d'années de hausses régulières (le plus souvent à deux chiffres) des importations américaines en provenance d'Inde comme du reste du monde dans les catégories qui paraissent être d'un intérêt primordial pour l'Inde dans le présent différend, c'est-à-dire celles qui sont assujetties à la règle de "l'élaboration du tissu" (identifiées à la note de bas de page 23 de la première communication de l'Inde), à savoir le linge de lit, le linge de table et le linge de toilette, classés dans la position 6302 du TDH. Pour ces catégories, les statistiques du commerce extérieur ne confirment aucune allégation de désorganisation, distorsion ou restriction. Elles font même apparaître, pour la période 1995-1997, des hausses des importations qui sont particulièrement prononcées.

3.260 Une fois de plus, selon ce qui semble bien être l'opinion de l'Inde, mais que l'*Accord RO* ne lui donne pas la faculté d'imposer aux États-Unis, aucune distinction ne devrait être faite dans la détermination de l'origine des tissus entre la soie et la laine, et la distinction que font les États-Unis est sans rapport avec le "lien économique" entre le pays qui réclame l'origine et celui où le produit a subi l'ouvroison la plus importante. Et l'Inde n'essaie même pas non plus d'étayer ses allégations selon lesquelles les règles imposent "des prescriptions indûment rigoureuses", sinon pour laisser supposer au Groupe spécial que les règles énoncées à l'article 334 sont par trop contraignantes. De même, l'Inde ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait de prouver ses allégations au titre de l'article 2 d), que ce soit pour l'article 334 ou pour l'article 405. D'ailleurs, les États-Unis notent que celles-ci ne se rapportent apparemment qu'à l'article 405.

3. L'article 405

3.261 Pour en venir maintenant aux allégations de l'Inde visant l'article 405, nous commencerons par celle qui figure au paragraphe 34 de leur seconde communication, à savoir que les États-Unis ont donné le contournement comme raison de l'article 405. Cette allégation relève au mieux de la fausse candeur. Les États-Unis ont toujours clairement indiqué que l'article 405 avait pour but la mise en application d'un accord passé par eux avec les Communautés européennes. Et comment, puisque nous *changions* les règles, mettre en œuvre un accord de règlement aux conditions convenues, autrement qu'en reprenant les conditions expresses de l'accord conclu avec les Communautés européennes? Comme nous l'avons également bien précisé, nous n'admettons pas que le règlement d'un différend avec un autre Membre, aux conditions convenues, soit un "objectif en matière de commerce" illégitime aux fins de l'article 2 b).

3.262 Il apparaît aussi que l'Inde défend une seule et même théorie à l'appui de ses allégations visant l'article 405 au titre de l'article 2 c) aussi bien que l'article 2 d) – celle du "traitement différencié". Elle commence par une analyse de la jurisprudence de l'OMC sur la discrimination entre des "produits similaires". En ce qui concerne les arguments de l'Inde selon lesquels son allégation au titre de l'article 2 c) trouve un appui dans les constatations faites par l'Organe d'appel dans les affaires *Communautés européennes – Bananes II* et *Canada – Automobiles*, les États-Unis, comme ils l'ont expliqué au paragraphe 19 de leur seconde communication, ne proposent pas que le Groupe spécial équilibre le traitement plus favorable accordé à certains produits par le traitement moins favorable réservé à d'autres produits. De plus, comme ils l'ont déjà noté, l'article 2 d) vise la discrimination entre des Membres – c'est-à-dire l'application de règles différentes selon les Membres pour le *même* produit –, et non la discrimination entre les produits d'origine nationale et les produits importés ou entre produits importés. Au surplus, la question n'est pas ici pour l'Inde de démontrer l'existence d'une discrimination *de jure* par opposition à *de facto*. Elle ne fait aucun effort pour satisfaire à l'un ou l'autre de ces deux critères. Et le rapport du Groupe spécial *Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques* ne la sauve pas davantage. Les États-Unis l'ont déjà dit, le présent différend n'est pas une affaire de discrimination entre des produits, et il ne s'agit pas à l'article 2 d) de discrimination entre des produits. Quand bien même les États-Unis admettraient que le rapport du groupe spécial en question est pertinent en l'espèce, l'Inde n'a pas prouvé que l'"effet réel" de l'article 405 est d'imposer à l'Inde, ou à la Chine ou aux Philippines des "conséquences défavorables à différents degrés" et que ces effets différenciés sont inopportuns ou injustifiables, ce qui est à la base du raisonnement tenu par le groupe spécial dans l'affaire *Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques*.

4. Conclusion

3.263 L'Inde dévide un écheveau confus de théories pour tâcher de trouver quelque fondement juridique à ses allégations, à savoir que l'article 334 et l'article 405 ont été adoptés pour des raisons inadmissibles; qu'ils restreignent, faussent et désorganisent le commerce; et que l'article 405 est discriminatoire. Il reste que l'hypothèse ou l'imputation par implication de visées scélérates ne saurait

donner à l'Inde la preuve qui lui manque que les règles d'origine des États-Unis sont incompatibles avec l'article 2 b) de l'*Accord RO*. Pas plus que des articulations compliquées avec la jurisprudence de l'OMC sur la discrimination entre des produits similaires ne peuvent la sauver de l'échec quand elle n'a pas su prouver, même sur la base de ses propres théories, que son allégation selon laquelle ces règles ont un effet préjudiciable sur le commerce ait un fondement dans les faits. Enfin, l'Inde fait une tentative de transfert d'une variante de son analyse des "conditions de la concurrence" pour l'appliquer à ses allégations de discrimination en faveur des Communautés européennes opérée par lesdites règles en violation de l'article 2 d). Des déclarations interprétatives péremptoires qui ne font pas application des faits de la cause relèvent à peine de l'assertion, et bien moins encore de la démonstration *prima facie* réfutable. Rien dans cette analyse ne démontre l'incompatibilité avec l'article 2 d). La cause de l'Inde était et a toujours été totalement dénuée de fondement.

IV. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

4.1 Les arguments présentés par la Chine, les Communautés européennes et les Philippines dans leurs communications écrites et leurs déclarations orales sont reprises dans les résumés intégrés que l'on trouvera ci-après.¹¹⁷ Les réponses des tierces parties aux questions qui leur ont été posées et leurs observations respectives sur ces réponses figurent à l'annexe B.

A. COMMUNICATION DE LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

4.2 La Chine considère que les règles d'origine des États-Unis énoncées à l'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay et certaines modifications de ces règles figurant à l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement sont incompatibles avec les obligations découlant pour les États-Unis de l'article 2 de l'Accord sur les règles d'origine (*Accord RO*). Ces textes promulgués par les États-Unis compromettent l'un des succès primordiaux du Cycle d'Uruguay – l'engagement des Membres en faveur de règles d'origine sans effet sur le commerce, qui ne soient pas utilisées comme des instruments visant à favoriser leurs objectifs en matière de commerce et qui ne créent pas d'effets de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce international.

4.3 *En premier lieu*, les États-Unis, en changeant leurs règles pour conférer l'origine suivant des critères qui n'ont aucun lien avec la valeur ajoutée et les transformations de la nature du produit, mais qui étaient au contraire explicitement destinés à apaiser les craintes de l'industrie textile américaine, ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 2 b) de l'*Accord RO*. Cet article interdit aux Membres de chercher à favoriser, directement ou indirectement, la réalisation de leurs objectifs commerciaux en utilisant les règles d'origine comme instrument à cette fin. Il ressort de l'analyse textuelle de l'article 2 b), comme de son objectif et de son but, que si les Membres ont la faculté d'utiliser des mesures ou des instruments de politique commerciale pour tâcher d'atteindre leurs objectifs en matière de commerce, il leur est en revanche interdit d'utiliser leurs règles d'origine à cette fin.

4.4 La structure, les travaux préparatoires et le texte de l'article 334 établissent que les États-Unis cherchent à réaliser leurs objectifs en matière de commerce – en l'occurrence, la protection de leur industrie textile nationale – en modifiant les règles d'origine préexistantes, qui reposaient sur un examen de la question de savoir si le produit avait subi une "transformation substantielle", pour instaurer un régime nouveau qui confère l'origine sur la base de critères *per se* ne tenant aucun compte de la valeur ajoutée ni de l'importance de la modification des caractéristiques du produit entraînée par l'opération d'ouvraison, d'assemblage ou de fabrication qui se déroulent ultérieurement dans un pays tiers. Les nouvelles règles d'origine prévues à l'article 334 éloignent la position des États-Unis de celle de ses principaux partenaires commerciaux, tels les Communautés européennes et le Canada.

¹¹⁷ Les résumés des arguments des tierces parties ont été établis à partir des résumés exécutifs qu'elles ont communiqués au Groupe spécial.

Contrairement aux règles d'origine qu'ils appliquaient avant l'adoption de l'article 334, le nouveau mode de détermination de l'origine ne prend plus en considération la nature et l'ampleur des opérations de transformation effectuées dans un pays tiers – il repose désormais sur une règle *per se* concernant la nature du tissu de base. Le changement que les États-Unis ont introduit dans la définition de l'origine d'un produit en appliquant des règles *per se* qui ne rendent pas compte de la nature et du degré d'ouvraison des opérations ultérieures effectuées dans un pays tiers n'a d'autre but que de protéger la branche de production nationale de textiles et de vêtements des États-Unis. De fait, leur position, à savoir que les modifications apportées à leurs règles d'origine étaient nécessaires "pour réduire le contournement des plafonds contingentaires par le jeu de la réexpédition illicite", équivaut à l'aveu que ces modifications ont été utilisées comme un instrument visant à favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux. Au lieu de promulguer un texte garantissant une information honnête et exacte sur la source des matières et des opérations dans le cadre de leurs règles d'origine antérieures, les États-Unis se sont contentés de changer ces règles sur le fond afin que cette information ne présente plus d'intérêt.

4.5 *Deuxièmement*, en modifiant à nouveau leurs règles d'origine pour créer des exceptions en faveur de certains articles particulièrement intéressants pour les Communautés européennes, dans l'unique but de leur assurer des conditions favorables d'accès au marché afin de régler un différend avec elles qui faisait l'objet d'une procédure en cours à l'OMC, les États-Unis ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 2 b) de l'*Accord RO*. La structure, les travaux préparatoires et le texte de l'article 405 prouvent qu'il a été soigneusement rédigé pour favoriser les importations en provenance des Communautés européennes au détriment de celles des autres pays, ce qui fait qu'il joue le rôle d'un instrument au service des objectifs des États-Unis en matière de commerce.

4.6 Après la contestation des nouvelles règles de l'article 334 par les Communautés européennes et les consultations qui avaient suivi, il est manifeste que les États-Unis étaient prêts à retravailler leurs règles d'origine de l'article 334 spécialement pour les produits qui intéressaient les Communautés européennes, mais non pour aucun autre produit. Ils se sont engagés à revenir à leurs règles antérieures uniquement dans le cas des produits qui intéressaient le plus les Communautés européennes: les écharpes et foulards de soie, les accessoires de soie et les tissus de coton teints et imprimés. En conséquence, les États-Unis ont modifié l'article 334 en adoptant en 2000 l'article 405, par lequel ils revenaient de manière arbitraire et incohérente aux règles d'origine antérieures à l'article 334 pour un groupe de produits textiles sélectionnés, sans se soucier particulièrement du degré d'ouvraison, de l'assemblage ou autres opérations ultérieures, ni de la mesure dans laquelle ces opérations ultérieures changeraient la nature des produits. Les exceptions créées par l'article 405 étaient définies uniquement par les types de *produits finals* importés des Communautés européennes aux États-Unis et pour lesquels les Communautés européennes avaient fait part de leur préoccupation. Le résultat arbitraire ainsi obtenu démontre que les changements apportés aux règles d'origine par l'article 405 ont été utilisés comme un instrument visant à favoriser la réalisation des objectifs de politique commerciale des États-Unis, c'est-à-dire régler leur différend avec les Communautés européennes.

4.7 *Troisièmement*, en promulguant les nouvelles et complexes règles d'origine de l'article 334, ainsi que les modifications sélectivement apportées à ces règles par l'article 405, qui en soi et à elles seules créent des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce international, les États-Unis ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 2 c), d) et e) de l'*Accord RO*. L'article 2 c) de cet accord interdit aux Membres d'imposer des règles d'origine qui "cré[en]t ... en soi des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international". De plus, aux termes de l'article 2 d), les règles d'origine "n'établiront pas de discrimination entre les autres Membres, quelle que soit l'affiliation des fabricants de la marchandise en question". Enfin, l'article 2 e) dit que les règles d'origine doivent être administrées "d'une manière cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable".

4.8 Les règles d'origine édictées par les États-Unis à l'article 334 et modifiées par l'article 405, sont incompatibles avec leurs obligations au regard de l'article 2 c), d) et e). Il y a distorsion, désorganisation et restriction du commerce par suite du traitement arbitraire et différencié prévu par les règles d'origine qui consacrent des exemptions spécifiques accordées selon le type de fibre, au lieu de critères concernant la nature et l'ampleur des opérations ultérieures de transformation et assemblage effectuées dans un pays tiers. Par surcroît, les modifications apportées par l'article 405 à l'article 334 établissent une discrimination parmi les textiles importés de différents Membres, assurant ainsi un avantage *de facto* aux produits textiles intéressant spécifiquement les Communautés européennes, au détriment des produits textiles intéressant d'autres Membres. Enfin, la complexité et le caractère arbitraire des règles d'origine de l'article 334 applicables aux produits textiles et aux vêtements, surtout dans leur version modifiée par l'article 405, font qu'il est pratiquement impossible que ces règles soient appliquées d'une manière cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable.

B. COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Les disciplines de l'article 2 de l'Accord RO et leur effet sur la liberté qu'ont les Membres de choisir leurs règles d'origine

4.9 Contrairement à ce que prétendent les États-Unis, si le Groupe spécial parvenait à la conclusion que leurs règles sont incompatibles avec l'article 2, il ne recommanderait ni qu'ils n'aient pas de règles du tout, ni qu'ils adoptent un ensemble de règles bien précis. Il recommanderait simplement que les États-Unis mettent leurs règles d'origine en conformité avec leurs obligations au regard de l'Accord RO.

4.10 Cela dit, cet argument soulève une question générale, qui est de savoir dans quelle mesure les disciplines de l'article 2 de l'Accord RO restreignent la liberté des Membres de faire des déterminations de l'origine et des règles d'origine. La meilleure manière d'aborder cette question consiste à dire ce que l'article 2 ne fait pas. Tout d'abord, en principe, l'article 2 n'oblige pas les Membres à avoir une législation sur les règles d'origine. Cela dit, un Membre qui n'a pas de règles écrites et qui procède au cas par cas prête bien davantage le flanc à des allégations au titre de l'article 2 e).

4.11 Deuxièmement, comme les États-Unis ont raison de le dire, l'article 2 de l'Accord RO n'empêche pas les Membres de modifier leurs règles d'origine.¹¹⁸ Troisièmement, et les États-Unis l'ont aussi dit avec raison¹¹⁹, l'article 2 en question ne prescrit aucune règle d'origine particulière. On pourrait dans ce contexte se demander si la notion de transformation substantielle n'est pas un principe général régissant l'Accord RO et de ce fait inhérent aussi à l'article 2. S'il en était ainsi, il y aurait, au moins dans certaines limites, un examen de fond des règles d'origine des Membres de l'OMC au cours de la période de transition. Cependant, si la notion de transformation substantielle a été retenue comme pierre angulaire de l'harmonisation (voir l'article 9 de l'Accord RO), elle a intentionnellement été laissée en dehors des disciplines applicables durant la période de transition.

4.12 Ainsi, tout en n'étant pas obligé d'avoir un ensemble particulier de règles d'origine en vertu de l'article 2 de l'Accord RO, les Membres ne sont pas pour autant entièrement libres d'adopter/appliquer n'importe quelle sorte de règles qui serait à leur goût. Les disciplines que renferme l'article 2 assignent des limites à leur droit souverain de choisir en toute liberté leurs propres règles. La logique qui sous-tend les constatations de l'Organe d'appel au sujet de l'article III de l'Accord général sur les

¹¹⁸ Première communication des États-Unis, paragraphe 4) (voir, *supra*, le paragraphe 3.64).

¹¹⁹ En particulier, au paragraphe 8 de leur première communication (voir, *supra*, le paragraphe 3.64).

tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après le "GATT de 1994") est parfaitement pertinente ici.¹²⁰

2. Article 2 b) de l'Accord RO

a) "Objectif en matière de commerce"

4.13 Les "objectifs en matière de commerce" que l'on trouve dans cette disposition sont une notion floue. Les Communautés européennes sont comme les États-Unis d'avis que celle-ci ne peut pas s'entendre seulement de n'importe quel objectif ayant un rapport avec le commerce, y compris tous ceux qui jouent dans l'intérêt et au profit de tous.

4.14 Il n'est pas inutile de commenter brièvement la question des objectifs multiples dans ce contexte. Lorsqu'il est établi qu'une mesure est destinée à atteindre plusieurs objectifs distincts, le fait qu'une partie de cette mesure tende à un objectif légitime (qui n'est donc pas visé par l'article 2 b)) ne remédie pas à l'incompatibilité avec l'article 2 b) d'autres parties de ladite mesure si les objectifs recherchés à travers elles tombent sous le coup de cette disposition.

b) "Utilisées comme des instruments visant à favoriser, directement ou indirectement, la réalisation des objectifs en matière de commerce"

4.15 De toute évidence, il s'agit à l'article 2 b) d'intention, et non d'effet. L'élément intentionnel subjectif est même triplement présent dans le libellé de cette disposition. En premier lieu apparaît le mot "used" (utilisé), pour lequel le dictionnaire donne le sens de "make use of (a thing), esp. for a particular end or purposes."¹²¹ (Faire usage de (une chose) à une fin ou pour des besoins particuliers). L'emploi de ce mot est ensuite renforcé par l'expression "as instruments" (comme des instruments), que les parties ont à juste titre entendue au sens de "comme un moyen, un outil ou un dispositif". Deuxièmement, on trouve dans cette disposition l'expression "to pursue" ("visant à favoriser ... la réalisation"), qui, d'après le dictionnaire, signifie "try to obtain or accomplish, aim at (essayer d'obtenir ou d'accomplir, viser à)".¹²² Et enfin, ce dont la réalisation est recherchée est un objectif, "objective", que l'Inde traduit à juste titre par "goal" (but). Cette conclusion se trouve corroborée par l'interprétation contextuelle de l'article 2 b). S'il s'agissait d'effet dans cette disposition, l'article 2 c) serait vidé de sa substance. Ce serait contraire au principe de l'effet utile dans l'interprétation des traités.¹²³

4.16 L'Inde adopte une double démarche axée, d'une part, sur la conception, les principes de base et la structure des règles qu'elle attaque et, d'autre part, sur leurs travaux préparatoires, en s'appuyant sur les constatations de l'Organe d'appel dans les affaires précitées de taxation de boissons alcooliques.¹²⁴ Les Communautés européennes considèrent que le critère appliqué dans ces affaires à l'interprétation de l'article III du GATT de 1994 vaut aussi pour l'interprétation de l'article 2 b) de l'Accord RO.

¹²⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, *supra*, page 16; cette constatation a été confirmée et développée plus avant dans son rapport *Chili – Boissons alcooliques*, *supra*, paragraphes 59 et 60; voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" ("EU – FSC")*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000, DSR 2002:III, paragraphe 100.

¹²¹ *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (dir. publ.) (Clarendon Press, 1993), volume II, page 3531.

¹²² *Id.*, page 2422, *supra*, note de bas de page 9.

¹²³ Sur le principe de l'effet utile, voir en particulier le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Essence*, *supra*, page 23.

¹²⁴ Voir, *supra*, la note de bas de page 121.

i) *Article 334 – Protection de la branche de production nationale*

4.17 La principale thèse de l'Inde est que l'article 334 confère l'origine suivant des critères qui sont sans lien avec les opérations génératrices de valeur ajoutée ou le changement de nature du produit.¹²⁵ Les Communautés européennes contestent la pertinence de cet argument, étant donné qu'à leurs yeux les Membres ne sont nullement tenus, durant la période de transition, de fonder leurs règles d'origine sur la notion de transformation substantielle, dont l'idée de "valeur ajoutée" n'est qu'une facette. Soutenir qu'une règle ne correspond pas à cette idée revient à imposer pour les règles d'origine durant la période de transition des critères de fond bien précis que, selon les Communautés européennes, on ne saurait lire à l'article 2 b) de l'*Accord RO*, où ils ne figurent pas.

4.18 Ce qui en revanche est pertinent, c'est de montrer ce que l'application de la règle "applicable au niveau du tissu" est destinée à réaliser dans ce cas précis. On tiendrait l'indication d'une intention protectionniste ou d'une intention de durcir le régime contingentaire si l'on pouvait démontrer qu'à travers le déplacement d'origine opéré par la règle "applicable au niveau du tissu" les produits importés aux États-Unis sont maintenant assujettis à un contingent restrictif, alors qu'auparavant ils n'étaient pas contingentés du tout ou l'étaient plus libéralement.¹²⁶ Ce genre d'"effet de contingentement" prouverait que les règles d'origine servent à remettre des restrictions quantitatives "en application" lorsqu'elles n'ont plus de "prise" par suite des changements intervenus dans la structure ou la réglementation des échanges. De fait, on peut - et très légitimement - changer la structure des courants d'échanges en vue d'"éviter" les contingents, en sous-traitant les opérations conférant l'origine à des pays qui bénéficient de conditions plus favorables d'accès au marché d'un pays particulier. Utiliser les règles d'origine pour neutraliser ces changements est précisément ce que l'article 2 b) interdit.

4.19 En ce qui concerne les travaux préparatoires, le législateur américain parle de la nécessité de réduire le contournement des contingents. Cette référence paraît plutôt ambiguë. Si elle servait ici à désigner le phénomène déjà évoqué d'une modification des courants d'échanges destinée à éviter les contingents, l'intention de chercher à favoriser la réalisation d'un objectif commercial au sens de l'article 2 b) pourrait déjà être établie en recourant directement aux travaux préparatoires. En effet, rappelons-le, ce genre de réorganisation du commerce est légitime, et l'article 2 b) est précisément là pour empêcher que les règles d'origine ne servent à en neutraliser les effets. Si, en revanche, l'expression était employée au sens de contournement illégitime, c'est-à-dire d'infraction frauduleuse aux prescriptions en matière d'origine, cet objectif ne tomberait pas automatiquement sous le coup de l'article 2 b). Il s'agirait alors d'établir si, en modifiant les règles d'origine comme cela a été fait dans le cas qui nous occupe, il était effectivement possible d'atteindre ledit objectif et de prévenir cette infraction.

ii) *Article 405 – Favoriser les Communautés européennes au détriment d'autres pays*

4.20 L'Inde paraît vouloir prouver que l'unique objectif de l'article 405 était de régler le différend commercial entre les États-Unis et les Communautés européennes.¹²⁷ Aucun des deux intéressés n'irait nier que l'article 405 reprend les conditions du règlement dont ils sont convenus. Assimiler le fait de régler un différend à celui de favoriser un pays par rapport à un autre est en revanche absurde, sans même parler du fait que c'est contraire à la préférence déclarée du Mémoire d'accord pour

¹²⁵ Voir la première communication de l'Inde, paragraphe 51 (*supra*, paragraphe 3.28).

¹²⁶ Il s'agit de montrer quels étaient traditionnellement les "pays d'origine" d'un produit déterminé dans les importations américaines avant l'introduction de la règle de la "fabrication du tissu" et quelles étaient les conditions qui leur étaient appliquées en matière de contingentement – puis de comparer celles-ci aux conditions applicables aux pays producteurs de "tissu" qui sont à présent considérés comme l'origine de ces mêmes produits.

¹²⁷ Première communication de l'Inde, paragraphe 84 (*supra*, paragraphe 3.51).

les règlements amiables des différends (article 3:7). Qu'un règlement soit tout naturellement centré sur les intérêts spécifiques des parties ne signifie pas que ces parties soient favorisées par rapport aux autres Membres de l'OMC. Il faut que le "favoritisme" figure dans les conditions mêmes du règlement.

3. Article 2 c)

a) Observations relatives au sens de certains éléments

4.21 Pour les Communautés européennes, il s'agit à l'article 2 c) de prouver des effets *réels*, et non pas *potentiels*. Plusieurs arguments les confortent dans cette opinion. En premier lieu, si l'article 2 c) se rapportait à des effets potentiels, cette disposition aurait pu être rédigée différemment pour traduire plus clairement cette idée. Elle aurait pu, par exemple, parler de règles "susceptibles de créer des effets ...". Deuxièmement, si l'article 2 c) visait des effets potentiels, il recouperait largement l'article 2 b). Enfin, rien dans l'historique de la négociation n'indique que l'article 2 c) ait été destiné à couvrir des effets potentiels. L'Inde signale la différence entre la formule employée à l'article 2 c) ("effets sur le commerce international") et celle de l'article 3:2 de l'Accord sur les licences d'importation ("effets sur les importations"). Pour les Communautés européennes, il paraîtrait logique que l'article 2 c) ne vise pas les effets sur les importations. S'il se limitait aux effets sur les seules importations, seul l'exportateur direct serait protégé.

b) Existence d'un seuil *de minimis* pour les effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation

4.22 Les États-Unis, lorsqu'ils soutiennent que l'effet démontré par l'Inde "ne va pas jusqu'à la "restriction", la "distorsion" ou la "désorganisation"" (paragraphe 40), paraissent faire allusion à l'existence d'un seuil *de minimis* à l'article 2 c). Lorsque des conditions *de minimis* sont prévues, elles sont d'ordinaire expressément énoncées par un accord¹²⁸, exception faite de la condition *de minimis* que l'Organe d'appel a lue dans la deuxième phrase de l'article III:2 du GATT de 1994. En tout état de cause, la preuve d'un traitement différencié ne saurait se comparer à celle d'un effet sur le commerce. C'est pourquoi les constatations faites par l'Organe d'appel au sujet de l'article III, à cet égard, ne peuvent pas être appliquées à l'article 2 c) de l'*Accord RO*.

c) Comment faire la démonstration de l'effet

4.23 Il est évident que dans les cas où les effets ne sont pas seulement de nature différente (effet de restriction, de distorsion ou de désorganisation), mais en outre ressentis à des niveaux commerciaux différents (en amont ou en aval dans la chaîne de production/fabrication), il doit nécessairement y avoir des moyens différents d'en faire la démonstration. Il n'existe pas un seul et unique niveau de preuve. À la question de savoir quelle sorte de preuve est nécessaire et suffisante, il faut répondre cas par cas. L'Inde n'a pas présenté de statistiques commerciales. Elle aurait, semble-t-il, un certain nombre de possibilités d'apporter la preuve d'"effets", que ce soit sur le niveau de ses exportations de tissu écriu ou sur celui des exportations directes de pays tiers à destination des États-Unis.

4.24 À propos de la lettre du Conseil de promotion des exportations de textiles de coton (première communication de l'Inde, pièce n° 15), le fait que l'activité exportatrice a pris fin dans les deux ans qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'article 334 est une coïncidence des tendances d'évolution qui a valeur d'indication. Plus il y aura de ces coïncidences, plus forte sera l'indication de l'existence d'un lien de

¹²⁸ Par exemple, à l'article 5.8 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, à l'article 27.10, 27.11 et 27.12 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, à l'article 6:4 de l'Accord sur l'agriculture ou à l'article 9:1 de l'Accord sur les mesures de sauvegarde.

causalité avec l'adoption de l'article 334. Cela dit, l'Inde n'a prouvé qu'une seule coïncidence, et rien n'indique, semble-t-il, qu'elle soit représentative de la situation à Sri Lanka. Aussi n'est-ce sans doute pas suffisant pour établir *prima facie* une infraction à l'article 2 c).

4.25 Enfin, il ne suffit pas d'alléguer que la complexité même des règles a des effets de désorganisation. S'il est vrai qu'une complexité inutile pourrait aboutir à de tels effets, il n'en demeure pas moins que ceux-ci devraient être prouvés dans le cadre de l'article 2 c) de l'*Accord RO*.

4. Article 2 d)

4.26 L'Inde soutient que l'article 405 assure un avantage *de facto* aux produits communautaires, sans cependant produire aucun élément de preuve à l'appui de cette allégation. L'article 405 ne fait pas de distinction entre les produits selon leur origine. L'"avantage" qu'il offre est d'abandonner la règle de la fabrication du tissu pour un certain nombre de produits. Cet "avantage" s'adresse à tous les pays qui participent à la production des marchandises visées: ceux qui fabriquent le produit fini comme ceux qui fournissent le tissu écru. Contrairement à ce que l'Inde semble dire, il y a un grand nombre de pays, dont l'Inde elle-même, auxquels l'article 405 s'applique actuellement.¹²⁹ De plus, tout "nouveau" pays peut se lancer dans le commerce de ces catégories de produits et de la sorte profiter lui aussi de l'"avantage" prévu à l'article 405.

4.27 Ainsi, les Communautés européennes ne voient pas comment les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Industrie automobile* pourraient s'appliquer en l'espèce.¹³⁰ On ne se trouve pas non plus dans une situation où il existe une "liste fermée" comme dans cette affaire-là¹³¹; et l'on ne saurait davantage dire que, finalement, l'avantage découlant de l'article 405 est accordé en pratique uniquement ou surtout à une poignée de pays.¹³²

4.28 En réalité, le problème de l'Inde ne tient pas à ce qui a été promulgué par le biais de l'article 405, il tient à ce qui demeure encore de la règle applicable au niveau du tissu de l'article 334. D'ailleurs, s'il était constaté que l'article 405 est incompatible avec l'article 2 de l'*Accord RO* et que celui-ci soit abrogé, la règle "applicable au niveau du tissu" s'appliquerait à nouveau pleinement.

C. COMMUNICATION DES PHILIPPINES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

4.29 Dans la communication succincte qu'elles ont présentée en tant que tierce partie, les Philippines formulent les allégations suivantes.

4.30 L'article 334 de la Loi des États-Unis sur les Accords du Cycle d'Uruguay (URAA) et, subséquemment, l'article 405 de leur Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement, ainsi que les règlements douaniers portant application de ces textes législatifs (les "mesures litigieuses") créent, entre autres choses, des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international, qui s'étendent à la capacité des Philippines de prendre utilement part au commerce de ces produits.

4.31 Les mesures litigieuses sont constitutives de violation de l'article 2 b) de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine (l'"Accord") parce qu'elles prévoient pour les produits textiles et les vêtements des règles d'origine extraordinairement complexes, suivant lesquelles les critères qui confèrent l'origine varient pour des produits et des opérations de transformation semblables. Les Philippines

¹²⁹ Les statistiques d'importation des États-Unis pour les positions du SH visées par l'article 405 peuvent être consultées sur Internet à l'adresse suivante: http://dataweb.usitc.gov/scripts/user_set.asp.

¹³⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Automobiles*.

¹³¹ *Ibid.*, paragraphe 73.

¹³² *Ibid.*, paragraphe 81.

sont d'accord avec l'Inde pour considérer que la structure des mesures contestées, leur mise en œuvre et leur administration, y compris et surtout les circonstances dans lesquelles elles ont été adoptées, ainsi que leur effet sur les conditions de la concurrence pour les textiles et les vêtements démontrent qu'elles sont utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation d'objectifs en matière de commerce, en l'occurrence, directement. En admettant même, pour les besoins du raisonnement, que les buts indiqués dans l'Énoncé des mesures administratives des États-Unis puissent être considérés comme convaincants en l'espèce, ils ne rempliraient toujours pas les conditions requises pour affranchir les États-Unis de la nécessité de rectifier les mesures litigieuses pour les mettre en conformité avec l'Accord.

4.32 Il faut souligner que les États-Unis, conscients des effets préjudiciables injustifiables que les mesures litigieuses avaient sur le commerce philippin de textiles et de vêtements, ont conclu à partir de 1997 avec les Philippines une série de mémorandums d'accord destinés à dédommager celles-ci des difficultés et des effets préjudiciables causés par les mesures litigieuses. *A priori*, ces mémorandums d'accord n'étaient visiblement pas destinés à servir de mécanisme de transition.

4.33 Les mesures contestées sont par ailleurs constitutives de violation de l'article 2 c) de l'Accord, parce qu'elles créent des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce international, en imposant des prescriptions indûment rigoureuses, en exigeant le respect de certaines conditions non liées à la fabrication ou à l'ouvrage comme conditions préalables de la détermination du pays d'origine. Même si les États-Unis raisonnent à partir de ce qu'ils entendent par "effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international", ces notions doivent être prises, non pas dans l'interprétation qu'ils en donnent, mais au regard des effets connus et prouvés des mesures litigieuses sur le commerce international, c'est-à-dire celui des autres pays.

4.34 Qui plus est, l'article 2 c) exige de même que les règles d'origine n'imposent pas de prescriptions indûment rigoureuses ni n'exigent, comme préalable à la détermination du pays d'origine, le respect de certaines conditions non liées à la fabrication ou à l'ouvrage. De plus, l'article 2 d) dit que les règles d'origine que les Membres appliquent aux importations (et aux exportations) ne doivent pas être plus strictes que celles qu'ils appliquent pour déterminer si une marchandise est ou non d'origine nationale et ne doivent pas établir de discrimination entre les autres Membres. À première vue, les mesures contestées pèchent sur ces points, parce que, étrangement, elles scindent l'actuelle "règle spéciale" d'origine pour certains articles textiles autres que les vêtements, moyennant quoi l'origine de certaines marchandises sera déterminée en fonction du lieu où le tissu dont elles sont faites aura été élaboré (tricoté ou tissé), alors que pour d'autres, elle continuera d'être déterminée en fonction du pays où le tissu dont elles sont constituées aura été transformé (par teinture, impression et deux ou plusieurs opérations supplémentaires). Par contre, le paragraphe 4 de l'URAA révèle que des règles moins rigoureuses s'appliquent pour déterminer si une marchandise est d'origine nationale.

4.35 Enfin, les mesures contestées sont contraires à l'article 2 e) de l'Accord parce qu'elles ne sont pas administrées d'une manière cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable et que, de ce fait, elles opèrent une discrimination entre les Membres. Contrairement aux assertions des États-Unis, on ne peut pas isoler le langage de la loi de celui de son administration. Si le langage de la loi viole la règle de droit, son administration ne peut aucunement être différente; autrement, elle aurait pour conséquence absurde d'enfreindre la loi même qui est censée être administrée. En tout état de cause, en vertu de l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, les États-Unis sont tenus de l'obligation d'assurer la conformité de leurs lois, réglementations et procédures administratives avec leurs obligations. Si les mesures litigieuses ne se prêtent pas et ne peuvent pas à première vue se prêter à une administration régulière exercée d'une manière cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable, il est vain de discuter des différences subtiles entre la règle elle-même et son administration, et telle ne saurait être l'intention qui a inspiré l'article 2 e).

4.36 En conséquence, les Philippines demandent au Groupe spécial de constater que les mesures litigieuses énoncées à l'article 334 de l'URAA et modifiées par l'article 405 de la Loi sur le commerce extérieur et le développement, ainsi que le règlement douanier mettant ces dispositions légales en œuvre, de même que l'application de ces mesures, sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 2, paragraphes b), c), d) et e), de l'Accord sur les règles d'origine. Dans ces conditions, les Philippines ont l'honneur de demander au Groupe spécial de recommander que les États-Unis mettent les mesures litigieuses et leurs mesures d'application en conformité avec l'Accord sur les règles d'origine.

V. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

5.1 Dans des lettres datées du 23 avril 2003, l'Inde et les États-Unis ont informé le Groupe spécial qu'ils n'avaient pas d'observations à formuler sur le rapport intérimaire remis aux parties le 11 avril 2003. Ils l'ont également informé qu'ils ne souhaitaient pas demander la tenue d'une réunion avec le Groupe spécial sur le rapport intérimaire. En conséquence, conformément à l'article 15:2 du Mémorandum d'accord, le rapport intérimaire est devenu le rapport final du Groupe spécial. Le Groupe spécial a corrigé plusieurs erreurs typographiques.

VI. CONSTATATIONS

A. MESURES EN CAUSE

6.1 Les mesures en cause dans le présent différend sont:

- a) l'article 334 de la Loi des États-Unis sur les Accords du Cycle d'Uruguay¹³³ (ci-après "article 334"), qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1996,
- b) les précisions concernant l'article 334 figurant dans l'article 405 de la Loi des États-Unis sur le commerce extérieur et le développement¹³⁴ (ci-après "article 405"), qui est entré en vigueur le 18 mai 2000, et
- c) les règlements douaniers figurant dans 19 C.F.R. § 102.21¹³⁵, qui mettent en œuvre les dispositions légales susmentionnées.

6.2 L'article 334, tel qu'il a été modifié, est codifié dans 19 U.S.C. § 3592. Dans le présent rapport, nous utiliserons l'expression "article 334" pour désigner les parties de l'article 334, tel qu'il a été modifié, qui n'étaient pas visées par les modifications apportées par l'article 405. De même, nous utiliserons l'expression "article 405" pour désigner les parties de l'article 334, tel qu'il a été modifié, qui incorporent les modifications apportées par l'article 405.

6.3 L'article 334 et l'article 405 énoncent des règles d'origine, entre autres choses, pour les tissus et certains articles confectionnés autres que les vêtements assemblés dans un seul pays à partir d'un tissu venant d'un seul pays. La dernière catégorie de produits, également désignée dans le présent rapport par l'expression "produits plats", comprend les produits dont l'exportation présente de l'intérêt pour l'Inde, notamment les articles de literie (linge de lit, couvre-pieds, édredons, couvertures, etc.) et les articles d'ameublement (tentures, linge de table, etc.).

¹³³ Pub. Law 103-465, 108 Stat 4809, promulguée le 8 décembre 1994, et codifiée dans 19 U.S.C. § 3592. On trouvera le texte de l'article 334, *supra*, au paragraphe 2.2.

¹³⁴ Pub. Law 106-200, intitulée "Précisions concernant l'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay", promulguée le 18 mai 2000, et codifiée dans 19 U.S.C. § 3592. On trouvera le texte de l'article 405, *supra*, au paragraphe 2.5.

¹³⁵ La partie pertinente des règlements est reproduite à l'annexe C.

6.4 La partie pertinente de l'article 334 dispose que les tissus et les articles confectionnés autres que les vêtements relevant de 16 positions tarifaires à quatre chiffres du TDH spécifiées¹³⁶ - essentiellement des produits plats - sont considérés comme étant originaires du pays où le tissu est tissé, tricoté ou élaboré d'une autre manière, indépendamment de toutes autres opérations de finissage qui peuvent avoir été effectuées en ce qui concerne les tissus ou articles en question.¹³⁷ Les parties ont parfois désigné cette règle d'origine comme la règle "applicable au niveau du tissu". Nous préférons utiliser l'expression règle "de l'élaboration du tissu".

6.5 La partie pertinente de l'article 405 prévoit deux exceptions à la règle de l'élaboration du tissu établie par l'article 334. Selon la *première* exception créée par l'article 405, le tissu classé dans les positions pertinentes du TDH comme étant de soie, de coton, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales est considéré comme étant originaire du pays dans lequel il est à la fois teint et imprimé, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage. Nous appellerons cette règle la règle "TI+2" et les opérations pertinentes "opérations TI+2". La règle TI+2 ne s'applique pas au tissu de laine qui reste donc soumis à la règle de l'élaboration du tissu établie par l'article 334.

6.6 Selon la *deuxième* exception créée par l'article 405, les articles confectionnés autres que les vêtements classés dans sept des 16 positions à quatre chiffres du TDH spécifiées dans l'article 334¹³⁸ sont soumis à la règle TI+2, sauf dans les cas où ces articles sont classés dans les positions pertinentes comme étant de coton ou de laine ou composés de mélanges de fibres contenant 16 pour cent ou plus en poids de coton. Les articles classés dans les positions pertinentes comme étant de coton ou de laine ou composés de mélanges de fibres contenant 16 pour cent ou plus en poids de coton restent soumis à la règle de l'élaboration du tissu établie par l'article 334.¹³⁹

6.7 Les deux tableaux reproduits ci-après indiquent d'une manière simplifiée la façon dont nous interprétons les dispositions pertinentes de l'article 334 et de l'article 405.

Tableau 1 – Origine des tissus

ORIGINE DES TISSUS		
PROCESSUS CONFÉRANT L'ORIGINE	ÉLABORATION DU TISSU (TRICOTAGE, TISSAGE, ETC.)	TEINTURE ET IMPRESSION DU TISSU ET DEUX OU PLUS DES OPÉRATIONS DE FINISSAGE SPÉCIFIÉES ("TI+2")
Tissus de laine	OUI (article 334 b) 1) C)	NON
Autres tissus (soie, coton, fibres synthétiques ou artificielles et fibres végétales)	OUI (article 334 b) 1) C), sauf s'il y a ensuite une opération TI+2)	OUI (article 405 a) 3) B))

¹³⁶ On trouvera une liste des produits en question *supra*, au paragraphe 2.3. L'Inde note qu'une des 16 positions du TDH concerne des produits qui sont réputés originaires de l'endroit où le fil a été produit. Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 36.

¹³⁷ Réponse des États-Unis à la question n° 7 du Groupe spécial.

¹³⁸ On trouvera une liste des produits en question *supra*, au paragraphe 2.7.

¹³⁹ Nous croyons comprendre d'après les communications des parties qu'en vertu des règlements des États-Unis applicables avant l'entrée en vigueur de l'article 334, les opérations TI+2 étaient normalement considérées comme suffisamment importantes, dans le cas des tissus et de certains produits plats, pour conférer l'origine. Réponses des États-Unis aux questions n° 33 et 47 a) du Groupe spécial; première communication écrite de l'Inde, paragraphes 14 et 15.

Tableau 2 – Origine des articles confectionnés assemblés dans un seul pays à partir de tissu(s) venant d'un seul pays

<u>ORIGINE DES ARTICLES CONFECTIONNÉS ASSEMBLÉS DANS UN SEUL PAYS À PARTIR DE TISSU(S) VENANT D'UN SEUL PAYS</u>			
PROCESSUS CONFÉRANT L'ORIGINE	ÉLABORATION DU TISSU (TRICOTAGE, TISSAGE, ETC.)	TEINTURE ET IMPRESSION DU TISSU ET DEUX OU PLUS DES OPÉRATIONS DE FINISSAGE SPÉCIFIÉES ("TI+2")	"ENTIÈREMENT ASSEMBLÉS"
Articles (écharpes et foulards, linge de lit, etc.) spécifiés à l'article 334 b) 2) A) et à l'article 405 a) 3) C) et composés de:			
- Laine	OUI (article 334 b) 2) A))	NON	NON
- Coton	OUI (article 334 b) 2) A))	NON	NON
- Mélange de coton (plus de 16 pour cent de coton en poids)	OUI (article 334 b) 2) A))	NON	NON
- Autres (soie, fibres synthétiques ou artificielles, fibres végétales)	OUI (article 334 b) 2) A), sauf s'il y a ensuite une opération TI+2)	OUI (article 405 a) 3) C))	NON
Articles qui sont "tricotés en forme" (par exemple bas et mi-bas)	OUI (article 334 b) 2) B), bien que le "tricotage en forme" ne soit pas considéré comme la fabrication du tissu, mais l'élaboration d'éléments ou d'articles)	NON	NON
Autres articles (y compris les vêtements)	NON	NON	OUI (article 334 b) 1) D))

6.8 Il convient de noter que les règles d'origine énoncées à l'article 334, tel qu'il a été modifié, sont utilisées par les États-Unis "aux fins des lois douanières et de l'administration des restrictions quantitatives".¹⁴⁰ Elles sont en conséquence utilisées non seulement pour l'administration des restrictions quantitatives, mais aussi pour des fins telles que le rassemblement de statistiques commerciales, le marquage de l'origine et l'administration des droits de douane NPF.¹⁴¹ Toutefois, le présent différend résulte essentiellement de l'application de l'article 334, tel qu'il a été modifié, aux fins d'administrer le régime de contingents des textiles maintenu par les États-Unis conformément aux dispositions de l'*Accord sur les textiles et les vêtements*.¹⁴² Ainsi, le présent différend concerne l'utilisation des règles d'origine à l'appui d'un instrument de politique commerciale – des contingents –

¹⁴⁰ Article 334 b) 1).

¹⁴¹ Réponse des États-Unis à la question n° 34 du Groupe spécial.

¹⁴² Première déclaration orale de l'Inde, paragraphes 8 et 11.

qui, par définition, est restrictif pour le commerce. Les États-Unis reconnaissent même que le régime de contingents des textiles a été mis en place "afin de protéger leur branche de production nationale pendant la [...] période de transition [prévue dans l'*Accord sur les textiles et les vêtements*]"¹⁴³

6.9 S'agissant des règlements douaniers figurant dans 19 C.F.R. § 102.21, il suffit de noter qu'ils ont été promulgués conformément à l'article 334 a) et modifiés, à titre provisoire, pour tenir compte des modifications apportées à l'article 334 par l'article 405. Les règlements figurant dans 19 C.F.R. § 102.21, y compris les modifications provisoires, sont juridiquement contraignants.¹⁴⁴

B. APERÇU DES ALLÉGATIONS ET ARGUMENTS DES PARTIES

6.10 L'Inde allègue que les règles d'origine des États-Unis énoncées à l'article 334 et modifiées par l'article 405 et les règlements douaniers mettant en œuvre ces dispositions légales, et l'application de ces dispositions légales et règlements de mise en œuvre¹⁴⁵:

- a) sont utilisés par les États-Unis comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce, ce qui constitue une violation de l'article 2 b) de l'*Accord RO*. L'article 334 est utilisé comme un instrument visant à protéger la branche de production des textiles et des vêtements des États-Unis. L'article 405 est utilisé comme un instrument visant à favoriser les importations de produits présentant de l'intérêt pour les Communautés européennes;
- b) créent des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce international et sont donc incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de la première phrase de l'article 2 c) de l'*Accord RO*;
- c) exigent le respect d'une certaine condition non liée à la fabrication ou à l'ouvrage et imposent des prescriptions indûment rigoureuses et sont donc incompatibles avec la deuxième phrase de l'article 2 c) de l'*Accord RO*; et
- d) en ce qui concerne l'article 405, établissent une discrimination entre les Membres et, en particulier, établissent une discrimination en faveur des Communautés européennes et sont donc incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 2 d) de l'*Accord RO*.¹⁴⁶

6.11 Sur la base de ces allégations, l'Inde demande que le Groupe spécial constate que les mesures en cause, et leur application, sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 2 b), c) et d) de l'*Accord RO*, et que le Groupe spécial recommande que les États-Unis mettent leurs mesures en conformité avec leurs obligations au titre de l'*Accord RO*.¹⁴⁷

6.12 Les États-Unis font valoir que les règles d'origine en cause ne sont pas incompatibles avec l'article 2 b), c) ou d). Selon eux, ces règles ont été promulguées pour lutter contre le contournement

¹⁴³ Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 10.

¹⁴⁴ Réponse des États-Unis à la question n° 54 a) du Groupe spécial; réponse de l'Inde à la question n° 54 a) du Groupe spécial; *supra*, paragraphe 2.8.

¹⁴⁵ Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 8; deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 75.

¹⁴⁶ Deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphe 18.

¹⁴⁷ L'Inde a aussi allégué dans un premier temps que les critères utilisés dans l'article 334 et l'article 405 étaient si complexes et arbitraires qu'il était pratiquement impossible d'administrer ces dispositions légales d'une manière cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable et que ces dispositions étaient donc incompatibles avec l'article 2 e) de l'*Accord RO*. Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 101. L'Inde a ensuite abandonné cette allégation. Deuxième communication écrite de l'Inde, note de bas de page 37.

des contingents établis, empêcher la réexpédition, faciliter l'harmonisation et capter au mieux l'endroit où un produit nouveau est élaboré. Ils font valoir en outre que ces règles d'origine ont été offertes sur une base NPF, conformément aux règles de l'OMC. À leur avis, les mesures en cause ne sont donc pas incompatibles avec l'*Accord RO*. En fait, elles facilitent les courants d'échanges internationaux, conformément aux termes du préambule de l'*Accord RO*.

6.13 Sur la base de ces arguments, les États-Unis demandent que le Groupe spécial constate que l'Inde n'a pas établi que les mesures en cause étaient incompatibles avec l'article 2 b), c) et d) de l'*Accord RO*.

6.14 Le **Groupe spécial** note qu'en réponse à ses questions l'Inde a précisé que ses allégations concernaient l'imposition et le maintien par les États-Unis des règles d'origine énoncées à l'article 334 et à l'article 405, et mises en œuvre par des règlements douaniers, et non le fait que les États-Unis avaient modifié leurs règles d'origine en 1996 et 2000.¹⁴⁸ En conséquence, nous croyons comprendre que la plainte de l'Inde concerne les résultats des modifications législatives effectuées par les États-Unis en 1996 et 2000, et non le fait que des modifications ont été effectuées.¹⁴⁹

C. REMARQUES PRÉLIMINAIRES

6.15 C'est la première fois qu'un groupe spécial est appelé à interpréter et appliquer les dispositions de l'*Accord RO*. Il est donc approprié d'examiner brièvement, à titre préliminaire, les questions générales de l'attribution de la charge de la preuve, des règles d'interprétation applicables et de la nature des disciplines prescrites par la disposition en cause dans le présent différend, l'article 2 de l'*Accord RO*.

1. Charge de la preuve

6.16 Les règles concernant la charge de la preuve sont bien établies dans la jurisprudence de l'OMC. Dans l'affaire *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, l'Organe d'appel a dit ce qui suit:

"[...] la charge de la preuve incombe à la partie, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense particulier. Si ladite partie présente des éléments de preuve suffisants pour établir une présomption que ce qui est allégué est vrai, alors la charge de la preuve se déplace et incombe à l'autre partie, qui n'aura pas gain de cause si elle ne fournit pas des preuves suffisantes pour réfuter la présomption."¹⁵⁰

6.17 Lorsque le Groupe spécial détermine que la partie établissant, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense particulier a réussi à établir une présomption que son allégation est vraie, il lui incombe d'évaluer le bien fondé de tous les arguments avancés et l'admissibilité, la pertinence et le poids de tous les éléments de preuve factuels communiqués afin d'établir si la partie contestant une allégation particulière est parvenue à réfuter la présomption établie. Si les arguments et les éléments de preuve fournis par les parties restent en équilibre, le Groupe spécial doit, en droit, établir une constatation défavorable à la partie à laquelle incombe la charge de la preuve.

6.18 En l'espèce, il incombe à l'Inde, en tant que partie plaignante, d'établir les violations de l'*Accord RO* qu'elle allègue. Plus précisément, il incombe à l'Inde de présenter des arguments et des

¹⁴⁸ Réponse de l'Inde aux questions n° 15 et 18 du Groupe spécial.

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde* ("États-Unis – Chemises et blouses de laine"), WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997, DSR 1997:I, 323; page 335.

éléments de preuve suffisants pour établir une présomption que les mesures en cause sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'*Accord RO*. Une fois qu'elle l'a fait, il incombe aux États-Unis de réfuter cette présomption.

2. Règles d'interprétation applicables

6.19 L'article 3:2 du Mémoire d'accord dispose que les groupes spéciaux doivent clarifier les dispositions des "accords visés" conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. L'*Accord RO* est un des "accords visés" soumis au Mémoire d'accord.¹⁵¹ Il est clair d'après la jurisprudence de l'Organe d'appel que les articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités (la "Convention de Vienne")¹⁵² font partie des règles coutumières d'interprétation du droit international public.¹⁵³ Conformément à l'article 31 1) de la Convention de Vienne, le devoir de celui qui interprète un traité est de l'interpréter suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but. Si, après application des règles d'interprétation énoncées à l'article 31 1), le sens du traité reste ambigu ou obscur ou conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable, l'article 32 permet à celui qui interprète un traité de faire appel à des moyens complémentaires d'interprétation, et notamment aux travaux préparatoires et aux circonstances dans lesquelles le traité a été conclu.

6.20 Ces règles d'interprétation sont applicables de la même manière aux dispositions de l'*Accord RO*.

3. Disciplines prescrites par l'article 2 de l'*Accord RO*

6.21 Toutes les allégations de l'Inde sont fondées sur des dispositions de l'article 2 de l'*Accord RO*. L'article 2 énonce les disciplines régissant l'application par les Membres des règles d'origine non préférentielles "[j]usqu'à ce que le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine défini dans la Partie IV [de l'*Accord RO*] soit achevé".¹⁵⁴ Après cette "période de transition"¹⁵⁵, c'est-à-dire "dès la mise en œuvre des résultats [du] programme [de travail pour l'harmonisation]"¹⁵⁶, les Membres appliqueront les règles d'origine harmonisées et l'application de ces règles sera soumise aux dispositions de l'article 3 de l'*Accord RO*.

6.22 À la date d'établissement du présent Groupe spécial, le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine défini dans la Partie IV de l'*Accord RO* n'avait pas été achevé. De ce fait, l'Inde est habilitée à invoquer des dispositions de l'article 2 de l'*Accord RO*.

6.23 En ce qui concerne les dispositions de l'article 2 en cause en l'espèce – les alinéas b) à d) – nous notons qu'elles indiquent ce que les règles d'origine ne devraient pas faire: les règles d'origine ne

¹⁵¹ Appendice I du Mémoire d'accord.

¹⁵² Convention de Vienne sur le droit des traités, faite à Vienne le 23 mai 1969, 1155 R.T.N.U. 331; (1969) 8 International Legal Materials 679.

¹⁵³ Voir, par exemple, les rapports de l'Organe d'appel, *États-Unis – Normes concernant l'essence ancienne et nouvelle formules* ("États-Unis – Essence"), adopté le 20 mai 1996, DSR 1996:I, page 16; *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques* ("Japon – Boissons alcooliques II"), WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1^{er} novembre 1996, DSR 1996:I, page 104; *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture* ("Inde – Brevets (États-Unis)"), WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998, DSR 1998:I, paragraphe 46; *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques* ("CE – Matériels informatiques"), WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, adopté le 22 juin 1998, DSR 1998:V, paragraphe 84; et *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 114.

¹⁵⁴ Texte introductif de l'article 2 de l'*Accord RO*.

¹⁵⁵ Titre de l'article 2 de l'*Accord RO*.

¹⁵⁶ Article 3 de l'*Accord RO*.

devraient pas favoriser, directement ou indirectement, la réalisation des objectifs en matière de commerce¹⁵⁷; elles ne devraient pas créer en soi des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international¹⁵⁸; elles ne devraient pas imposer de prescriptions indûment rigoureuses ni exiger le respect d'une condition non liée à la fabrication ou à l'ouvraison¹⁵⁹; et elles ne devraient pas établir de discrimination entre les autres Membres.¹⁶⁰ Ces dispositions ne prescrivent pas ce qu'un Membre doit faire.

6.24 En indiquant ce que les Membres ne peuvent pas faire, ces dispositions laissent aux Membres eux-mêmes le pouvoir discrétionnaire de décider ce que, dans ces limites, ils peuvent faire. À cet égard, les parties s'accordent à reconnaître que l'article 2 n'empêche pas les Membres de déterminer les critères qui confèrent l'origine¹⁶¹, de modifier ces critères au fil du temps¹⁶², ou d'appliquer des critères différents à des produits différents.¹⁶³

6.25 En conséquence, pour évaluer si les règles d'origine pertinentes des États-Unis sont incompatibles avec les dispositions de l'article 2, nous tiendrons compte du fait que, alors que pendant la période postérieure à l'harmonisation les Membres seront liés par le résultat du programme de travail pour l'harmonisation, pendant la période de transition, les Membres conservent un énorme pouvoir discrétionnaire quant à la conception et à l'application de leurs règles d'origine.

D. ALLÉGATIONS DE L'INDE CONCERNANT L'ARTICLE 334 ET L'ARTICLE 405

6.26 Dans la présente section, le Groupe spécial évaluera les allégations de l'Inde concernant les dispositions légales en cause dans le présent différend, à savoir l'article 334 et l'article 405. Dans la section suivante, il évaluera les allégations de l'Inde concernant les règlements douaniers mettant en œuvre ces dispositions légales.

1. Allégations formulées par l'Inde au titre de l'article 2 b) de l'*Accord RO*

6.27 L'Inde allègue qu'à la fois l'article 334 et l'article 405 sont incompatibles avec l'article 2 b) de l'*Accord RO*. Le Groupe spécial examinera ces allégations l'une après l'autre. Avant de le faire, il doit toutefois se pencher sur l'interprétation de l'article 2 b) donnée par les parties.

a) Article 2 b) de l'*Accord RO*

6.28 L'article 2 b) dispose ce qui suit:

"Jusqu'à ce que le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine défini dans la Partie IV soit achevé, les Membres veilleront à ce qui suit:

[...]

¹⁵⁷ Article 2 b) de l'*Accord RO*.

¹⁵⁸ Première phrase de l'article 2 c) de l'*Accord RO*.

¹⁵⁹ Deuxième phrase de l'article 2 c) de l'*Accord RO*.

¹⁶⁰ Article 2 d) de l'*Accord RO*.

¹⁶¹ Première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 5; réponse de l'Inde à la question n° 4 du Groupe spécial; première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 3.

¹⁶² Première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 6; première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 3.

¹⁶³ Première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 6; première communication écrite des États-Unis, paragraphe 8.

- b) nonobstant la mesure ou l'instrument de politique commerciale auxquels elles seront liées, leurs règles d'origine ne seront pas utilisées comme des instruments visant à favoriser, directement ou indirectement, la réalisation des objectifs en matière de commerce[.]"

6.29 L'Inde considère que la clause dispositive de l'article 2 b) est l'obligation de ne pas utiliser les règles d'origine "comme des instruments visant à favoriser [...] la réalisation des objectifs en matière de commerce". Elle fait observer que selon la définition qu'en donne le *New Shorter Oxford English Dictionary*, le terme "instrument" est "a thing used in or for performing an action; a means" (une chose utilisée dans ou pour l'accomplissement d'un acte; un moyen) et le terme "objective" (objectif), "the thing aimed at or sought; a target, a goal, an aim" (la chose visée ou recherchée; une cible, un but, une visée). L'Inde considère, par conséquent, que le sens ordinaire de l'expression "objectif en matière de commerce" dans le contexte de l'article 2 b) est une visée, un but ou un objet lié au commerce. Selon l'Inde, aux fins du présent différend, il n'est pas nécessaire d'élaborer une définition générale de l'expression "objectifs en matière de commerce". À son avis, il suffit que le Groupe spécial constate que les objectifs en matière de commerce comprennent l'objectif consistant à protéger la branche de production nationale contre la concurrence des importations ou à favoriser les importations en provenance d'un pays par rapport aux importations en provenance d'un autre. Elle soutient que toute règle d'origine qui est utilisée comme un instrument visant à protéger une branche de production nationale ou à favoriser les importations en provenance d'un pays par rapport aux importations en provenance d'un autre pays est un instrument visant à favoriser la réalisation des "objectifs en matière de commerce" telle que cette expression est utilisée à l'article 2 b).

6.30 L'Inde considère que son interprétation de l'article 2 b) est étayée par le contexte. L'emploi du terme "nonobstant" dans la clause précédente - "nonobstant la mesure ou l'instrument de politique commerciale auxquels elles seront liées" - implique une opposition entre cette clause et la prohibition selon laquelle les règles d'origine ne doivent pas être utilisées en vue de favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce. Ainsi, de l'avis de l'Inde, les mesures ou les instruments de politique commerciale peuvent viser à favoriser la réalisation de visées, de buts ou d'objets liés au commerce, mais les règles d'origine ne le peuvent pas que ce soit directement ou indirectement. En d'autres termes, les Membres de l'OMC peuvent utiliser les règles d'origine pour mettre en œuvre des instruments de politique commerciale du genre de ceux qui sont énumérés à l'article 1:2 de l'*Accord RO*, mais ils ne peuvent pas utiliser les règles d'origine pour favoriser la réalisation d'objectifs du genre de ceux que l'on cherche couramment à réaliser à l'aide de ces instruments.

6.31 L'Inde soutient que l'objet et le but de l'*Accord RO* étayent aussi son approche interprétative. Plus précisément, elle note qu'aux termes du septième considérant du préambule, les Membres sont désireux, par le truchement de l'*Accord RO*, "... de faire en sorte que les règles d'origine soient élaborées et appliquées d'une manière impartiale, transparente, prévisible, cohérente et neutre". Elle note également que, selon son préambule, l'*Accord RO* doit "favoriser la réalisation des objectifs du GATT de 1994". Selon le préambule du GATT de 1994, le GATT de 1994 doit accroître la production et les échanges de produits par la réduction des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce. De l'avis de l'Inde, un des buts fondamentaux de l'*Accord RO* est donc de faire en sorte que les obstacles au commerce que les Membres sont convenus de réduire dans le cadre du GATT de 1994 ne soient pas indirectement rétablis par l'utilisation de règles d'origine protégeant les branches de production nationales.

6.32 Enfin, s'agissant de la façon d'évaluer si une règle d'origine est utilisée comme un instrument visant à favoriser la réalisation d'un objectif en matière de commerce, l'Inde estime qu'un moyen de le faire est d'évaluer si la règle d'origine en question donne les mêmes résultats qu'une mesure ou un instrument de politique commerciale. Elle considère également qu'il est utile d'examiner la conception, les principes de base et la structure de la règle d'origine pertinente. Elle rappelle que l'Organe d'appel a noté ce qui suit: "[b]ien qu'il soit exact que l'objectif d'une mesure puisse ne pas

être facile à identifier, l'application de cette mesure à des fins de protection peut néanmoins être déterminée, le plus souvent, d'après sa *conception*, ses *principes de base* et sa *structure* révélatrice".¹⁶⁴

6.33 Les **États-Unis** partagent l'avis de l'Inde selon lequel la clause dispositive de l'article 2 b) est l'obligation de ne pas utiliser les règles d'origine "comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce". Ils conviennent également qu'un "instrument" peut se définir comme un "outil", "procédé" ou "moyen" et qu'un "objectif" est un but. De même, ils conviennent que le préambule de l'*Accord RO* indique "l'objet et le but" pertinents de l'*Accord RO*. En revanche, ils estiment que l'interprétation donnée par l'Inde d'un "objectif en matière de commerce" est trop large. Ils font valoir que si par "objectif en matière de commerce" on entend n'importe quel objectif lié au commerce, les règles d'origine ne pourraient pas être utilisées pour favoriser la réalisation de la transparence ou de la prévisibilité, deux buts liés au commerce. Selon les États-Unis, une telle interprétation serait en contradiction tant avec l'objet et le but de l'*Accord RO* qu'avec le contexte de l'article 2 b).

6.34 S'agissant de l'affirmation de l'Inde selon laquelle protéger une branche de production nationale et favoriser les importations en provenance d'un Membre par rapport aux importations en provenance d'un autre constitueraient des "objectifs en matière de commerce" au sens de l'article 2 b), les États-Unis admettent, comme l'Inde le soutient, que la protection d'une branche de production nationale est un objectif en matière de commerce "inadmissible" aux fins de l'article 2 b). Concernant l'autre objectif identifié par l'Inde comme un "objectif en matière de commerce" – favoriser les importations en provenance d'un Membre par rapport aux importations en provenance d'un autre – les États-Unis signalent que les règles d'origine pourraient avoir dans la pratique pour effet de favoriser un Membre par rapport à un autre et que de telles règles ne pourraient pas, sur cette seule base, être considérées comme visant à favoriser la réalisation d'un "objectif en matière de commerce".¹⁶⁵ À part cela, les États-Unis n'expriment pas de préoccupations au sujet du deuxième objectif en matière de commerce mentionné par l'Inde. En fait, ils suggèrent qu'une "discrimination" en faveur d'un Membre pourrait être considérée comme étant un "objectif en matière de commerce".¹⁶⁶

6.35 En ce qui concerne la façon dont on peut évaluer si une règle d'origine est utilisée comme un instrument visant à favoriser la réalisation d'un objectif en matière de commerce, à la différence de l'Inde, les États-Unis ne jugent pas nécessaire ou pertinent d'analyser si la conception, les principes de base et la structure d'une règle d'origine contestée révèlent un objectif en matière de commerce "inadmissible".

6.36 Le **Groupe spécial** pense comme les parties que la clause dispositive de l'article 2 b) est le membre de phrase "les règles d'origine ne seront pas utilisées comme des instruments visant à favoriser, directement ou indirectement, la réalisation des objectifs en matière de commerce". Il ressort clairement de ce membre de phrase que pour établir l'existence d'une violation de l'article 2 b), un Membre doit démontrer qu'un autre Membre utilise les règles d'origine dans un but spécifié, à savoir, pour favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce. Comme l'Inde l'a fait observer, cette interprétation de l'article 2 b), qui n'est pas contestée, amène le Groupe spécial à se poser les deux questions suivantes: *premièrement*, comment doit-il déterminer si les règles d'origine d'un Membre sont utilisées dans le but spécifié à l'article 2 b)? et, *deuxièmement*, que sont les "objectifs en matière de commerce"?

¹⁶⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques* ("Japon – Boissons alcooliques II"), WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1^{er} novembre 1996, DSR 1996:I, 97, page 120 (italique ajouté par l'Inde).

¹⁶⁵ Réponse des États-Unis à la question n° 6 du Groupe spécial; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 31.

¹⁶⁶ Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 29.

6.37 S'agissant de la *première* question, nous partageons l'avis de l'Inde selon lequel l'Organe d'appel a déjà pris position sur la façon dont les groupes spéciaux devraient procéder à un examen des objectifs d'une mesure. L'Organe d'appel l'a fait dans le contexte d'une analyse au regard de la deuxième phrase de l'article III:2 du GATT de 1994. En examinant si une mesure fiscale était appliquée "de manière à protéger la production nationale", l'Organe d'appel a dit ce qui suit:

"... il n'est pas nécessaire qu'un groupe spécial recense les nombreuses raisons qui conduisent souvent les législateurs et les autorités réglementaires à faire ce qu'ils font, et évalue l'importance relative de ces raisons pour déterminer leur intention. Les intentions *subjectives* des législateurs ou des autorités réglementaires n'influent pas sur l'examen, ne serait-ce que parce qu'elles sont impénétrables à qui interprète les traités. Il ne s'ensuit cependant pas que les buts ou objectifs réglementaires – c'est-à-dire les buts ou les objectifs des organes législatifs d'un Membre ou du gouvernement dans son ensemble – dans la mesure où la loi elle-même leur donne une expression *objective*, ne soient pas pertinents. Au contraire, comme nous l'avons dit dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques*:

Bien qu'il soit exact que l'objectif d'une mesure puisse ne pas être facile à identifier, l'application de cette mesure à des fins de protection peut néanmoins être déterminée, le plus souvent, d'après sa *conception*, ses *principes de base* et sa *structure* révélatrice. (pas d'italique dans l'original)"¹⁶⁷

6.38 Les raisons invoquées par l'Organe d'appel à l'appui de son point de vue ne semblent pas être propres aux dispositions de la deuxième phrase de l'article III:2 du GATT de 1994. De ce fait, ces raisons s'appliquent avec autant de force dans le contexte de l'article 2 b) de l'*Accord RO*. En conséquence, en appliquant l'article 2 b), nous suivrons la déclaration susmentionnée de l'Organe d'appel.

6.39 En ce qui concerne la *deuxième* question, à savoir le sens de l'expression "objectifs en matière de commerce" figurant à l'article 2 b), nous rappelons la déclaration faite par l'Inde selon laquelle, aux fins du présent différend, il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial élabore une définition générale de l'expression "objectifs en matière de commerce". L'Inde considère qu'il suffirait que le Groupe spécial constate que les objectifs consistant à protéger la branche de production nationale contre la concurrence des importations et à favoriser les importations en provenance d'un Membre par rapport aux importations en provenance d'un autre sont des "objectifs en matière de commerce" au sens de l'article 2 b).¹⁶⁸ Les États-Unis ne se sont pas opposés à ce que le Groupe spécial procède de cette manière.

6.40 Pour chercher à déterminer si les objectifs consistant à "protéger la branche de production nationale contre la concurrence des importations" et à "favoriser les importations en provenance d'un Membre par rapport aux importations en provenance d'un autre" sont des "objectifs en matière de commerce" au sens de l'article 2 b), le Groupe spécial commence par noter que, par leur texte même, ces objectifs sont clairement liés au commerce. Dans ce sens, ils pourraient certainement être couverts par le sens ordinaire de l'expression "objectifs en matière de commerce" qui, comme l'Inde l'a indiqué, est "buts" ou "visées" liés au commerce.¹⁶⁹

¹⁶⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Chili - Taxes sur les boissons alcooliques* ("Chili - Boissons alcooliques"), WT/DS87/AB/R, WT/DS110/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, DSR 2000:I, 281, paragraphe 62 (notes de bas de page omises).

¹⁶⁸ Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 24; première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 18.

¹⁶⁹ *Supra*, paragraphe 6.29.

6.41 Le contexte pertinent étaye cette lecture de l'expression "objectifs en matière de commerce". La première phrase de l'article 2 c) de l'*Accord RO* dispose que "les règles d'origine ne créeront pas en soi d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international". Cette disposition révèle une préoccupation concernant les règles d'origine entravant le commerce. Une lecture de l'article 2 b) dans ce contexte étaye l'interprétation selon laquelle l'article 2 b) prohibe l'utilisation des règles d'origine dans le but de protéger la branche de production nationale contre la concurrence des importations et de favoriser les importations en provenance d'un Membre par rapport aux importations en provenance d'un autre.

6.42 Chose plus importante, nous notons que la clause dispositive de l'article 2 b) – selon laquelle les règles d'origine ne devraient pas être utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce – est précédée du membre de phrase "nonobstant la mesure ou l'instrument de politique commerciale auxquels elles seront liées". Ce membre de phrase implique que, tandis que les règles d'origine ne peuvent pas favoriser la réalisation des "objectifs en matière de commerce", les mesures ou instruments de politique commerciale peuvent le faire. Il s'ensuit que les "objectifs en matière de commerce" mentionnés dans la clause dispositive de l'article 2 b) comprendraient le genre d'objectifs dont les mesures ou instruments de politique commerciale visent d'ordinaire à favoriser la réalisation. Manifestement, les objectifs consistant à "protéger la branche de production nationale contre la concurrence des importations" et à "favoriser les importations en provenance d'un Membre par rapport aux importations en provenance d'un autre" entrent dans cette catégorie.

6.43 Enfin, nous pensons qu'interpréter l'expression "objectifs en matière de commerce" comme l'Inde l'a suggéré est compatible avec l'objectif de l'article 2 b). À notre avis, l'article 2 b) est destiné à assurer que les règles d'origine sont utilisées pour mettre en œuvre et étayer les instruments de politique commerciale, et non pour remplacer ou compléter l'effet recherché des instruments de politique commerciale. Permettre aux Membres d'utiliser les règles d'origine pour favoriser la réalisation des objectifs consistant à "protéger la branche de production nationale contre la concurrence des importations" ou "favoriser les importations en provenance d'un Membre par rapport aux importations en provenance d'un autre" ce serait remplacer, ou compléter, l'effet recherché d'un instrument de politique commerciale et, partant, ce serait contraire à l'objectif de l'article 2 b).

6.44 Prises ensemble, les considérations qui précèdent nous amènent à conclure que les objectifs identifiés par l'Inde – à savoir les objectifs consistant à "protéger la branche de production nationale contre la concurrence des importations" et à "favoriser les importations en provenance d'un Membre par rapport aux importations en provenance d'un autre" – peuvent, en principe, être considérés comme constituant des "objectifs en matière de commerce" pour la réalisation desquels les règles d'origine ne peuvent pas être utilisées.

6.45 Compte tenu des conclusions susmentionnées, nous allons maintenant examiner si l'article 334 est incompatible avec l'article 2 b), comme l'Inde l'allègue.

b) Compatibilité de l'article 334 avec l'article 2 b) de l'*Accord RO*

6.46 L'Inde fait valoir qu'un examen de la conception, des principes de base et de la structure de l'article 334 montre qu'il est utilisé comme un instrument visant à favoriser la réalisation de l'objectif consistant à protéger la branche de production nationale des textiles et des vêtements. Elle estime que l'article 334 confère l'origine sur la base de critères qui ne sont pas liés aux opérations à valeur ajoutée ou au changement de la nature du produit. Par contre, ces critères sont ceux qui sont couramment utilisés pour l'application des instruments de politique commerciale.

6.47 L'Inde considère qu'avec ces nouvelles règles d'origine, les États-Unis se sont éloignés de celles qu'appliquent leurs principaux partenaires commerciaux comme les Communautés européennes

et le Canada. À la connaissance de l'Inde, aucun autre pays ne détermine l'origine sur la base de l'endroit où le tissu écru a été élaboré, si ce tissu a subi une ouvraison plus poussée et a été transformé en article plat, ce qui atteste l'importance de la coupe et de la couture pour fabriquer un produit fini. L'Inde note que le tissu écru, et même le tissu écru teint et imprimé, peut servir à divers usages. Elle fait observer que, par contre, une fois que le tissu a été coupé et cousu pour faire une taie d'oreiller, personne ne peut s'en servir à un autre usage que celui de taie d'oreiller.

6.48 L'Inde fait valoir que le fait que la règle "applicable au niveau du tissu" énoncée à l'article 334 est utilisée pour une large gamme d'articles textiles plats autres que les vêtements, tels que les articles de literie (couvre-pieds, édredons, matelas, couvertures), les articles d'ameublement (tentures, linge de table) et les accessoires de mode comme les écharpes et les foulards, montre que les règles énoncées à l'article 334 sont utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce. Elle note à cet égard que pour les textiles de maison, les articles de literie, les articles d'ameublement et divers articles confectionnés, les règles énoncées à l'article 334 opèrent un changement important dans la détermination du pays d'origine. Elle note qu'en vertu de la règle "applicable au niveau du tissu", ces produits sont réputés originaires du pays où le tissu dont ils sont constitués est élaboré (tissé ou tricoté) à l'état écru et qu'il n'est tenu aucun compte de toutes opérations ultérieures à valeur ajoutée comme la teinture, l'impression ou le finissage du tissu, la coupe du tissu en éléments, l'assemblage de ces éléments en articles finis ou toutes autres opérations. L'Inde donne l'exemple des édredons de duvet qui sont classés dans la sous-position 9404.90 du TDH et soumis à la règle applicable au niveau du tissu. Selon l'Inde, cela signifie que si l'édredon de duvet était coupé, cousu et assemblé dans le pays A et avait une valeur de 200 dollars EU, il serait néanmoins déterminé qu'il s'agit d'un produit du pays B si le tissu écru utilisé pour sa fabrication, qui ne coûte que quelques dollars, était tissé dans le pays B.

6.49 L'Inde estime que l'objectif manifestement protectionniste de l'article 334 peut être démontré par l'effet que celui-ci exerce sur la détermination de l'origine des produits visés par l'article 334. Elle fait observer que l'article 334 et en particulier sa disposition applicable au niveau du tissu ont eu pour effet qu'une série de produits textiles et de vêtements importés aux États-Unis ont été soumis aux contingents stricts imposés aux pays en développement alors qu'auparavant ils n'étaient pas sous contingent ou faisaient l'objet d'un contingent plus généreux. De l'avis de l'Inde, la règle applicable au niveau du tissu fait augmenter les quantités de textiles importés qui se voient conférer l'origine des pays qui sont sous contingent.¹⁷⁰ L'Inde fait valoir que cela renforce l'incidence du régime de contingents appliqué par les États-Unis dans le cadre de l'*Accord sur les textiles et les vêtements* qui - comme les États-Unis l'admettent - a été mis en place pour protéger la branche de production nationale. Selon l'Inde, la règle applicable au niveau du tissu est donc manifestement utilisée pour favoriser la réalisation d'un objectif en matière de commerce.

6.50 L'Inde note en outre que, selon l'Énoncé des mesures administratives (le "SAA") qui accompagnait la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay¹⁷¹, l'article 334 avait pour but:

- d'aider à lutter contre la réexpédition et les autres formes de contournement des contingents de textiles et de vêtements;

¹⁷⁰ Dans sa deuxième déclaration orale, l'Inde est allée plus loin et a dit que la règle applicable au niveau du tissu "par définition" faisait augmenter les quantités de textiles importés qui se voyaient conférer l'origine des pays qui étaient sous contingent. Deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphe 8.

¹⁷¹ Le SAA figure dans "Message of the President of the United States Transmitting the Uruguay Round Agreement, Text of Agreements, Implementing Bill, Statement of Administrative Action and Required Supporting Documents", H.R. Doc. No. 316, 103d Cong. 2d Sess., Vol. 1 (1994) pages 656 *et suivantes*; pièce n° 6 des États-Unis.

- d'aligner les règles d'origine des États-Unis sur les règles utilisées par les autres principaux pays importateurs de textiles et de vêtements;
- de favoriser l'harmonisation des règles d'origine à l'échelle internationale fixée comme but par l'*Accord RO* de l'OMC;
- de rendre plus exactement compte de l'endroit où l'activité de production la plus importante a lieu.¹⁷²

6.51 En ce qui concerne le *premier* objectif indiqué dans le SAA, l'Inde note que l'article 5 de l'*Accord sur les textiles et les vêtements* renferme une disposition spécifique qui permet aux pays de traiter le problème du "contournement par le jeu de la réexpédition, du déroutement, de la fausse déclaration concernant le pays ou le lieu d'origine et de la falsification de documents officiels". Elle fait observer que l'article 5:2 dispose spécifiquement qu'"au cas où un Membre considérerait que [l'*Accord sur les textiles et les vêtements*] est tourné par le jeu de la réexpédition, du déroutement, de la fausse déclaration concernant le pays ou le lieu d'origine et de la falsification de documents officiels et qu'aucune mesure n'est appliquée, ou que les mesures appliquées sont inadéquates, pour faire face à ce contournement et/ou le combattre, il devrait consulter le ou les Membres concernés en vue de chercher une solution mutuellement satisfaisante". De l'avis de l'Inde, les modifications apportées par l'article 334 à la détermination des règles d'origine n'aident pas les États-Unis à lutter contre la réexpédition et les autres formes de contournement des contingents de textiles et de vêtements.¹⁷³

6.52 L'Inde note en outre que l'article 5:1 de l'*Accord sur les textiles et les vêtements* dispose que le contournement "va à l'encontre de la mise en œuvre du présent accord qui consiste à intégrer le secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994. En conséquence, les Membres devraient établir les dispositions juridiques et/ou les procédures administratives nécessaires pour faire face au contournement et le combattre ...". Elle estime que l'article 333 de l'URAA¹⁷⁴, plutôt que l'article 334, a été promulgué pour mettre en œuvre l'article 5:1 car il s'inspire plus directement du libellé de l'article 5:1 et traite plus spécifiquement du type de contournement indiqué à l'article 5 de l'*Accord sur les textiles et les vêtements*.¹⁷⁵ Selon l'Inde, cela implique que l'article 334 a été adopté pour des raisons autres que pour empêcher le contournement au sens de l'article 5:1 de l'*Accord sur les textiles et les vêtements*.

6.53 L'Inde fait observer que, malgré cela, les États-Unis insistent sur le fait que l'article 334 a été adopté, entre autres choses, "pour empêcher le contournement des contingents et faire face à la réexpédition illicite [...]".¹⁷⁶ Elle fait observer que la définition de "contournement" a été donnée par les États-Unis lorsqu'ils ont cité avec approbation un commentaire selon lequel les États-Unis *faisaient face* au contournement au moyen de l'article 334 parce que "quelques nouveaux pays industriels d'Asie du Sud-Est pourraient autrement essayer de tourner les restrictions quantitatives

¹⁷² SAA, *supra*, pages 118 et 119.

¹⁷³ Selon l'Inde, on peut se demander à ce stade pour quelle raison, s'ils estimaient que l'application du principe de la transformation substantielle ne décourageait pas la réexpédition ou les autres formes de contournement des contingents de textiles et de vêtements et cherchaient donc à s'écarter de ce principe dans l'article 334, les États-Unis sont revenus au principe de la transformation substantielle pour déterminer l'origine de certains des produits relevant des positions du TDH spécifiées à l'article 405, mais non de tous les produits, lorsqu'ils ont réglé leur différend avec les Communautés européennes.

¹⁷⁴ Pièce n° 5 de l'Inde.

¹⁷⁵ Se référant à l'historique de la négociation, l'Inde note que dans le rapport du Sénat, sous le titre "Réexpéditions de textiles" (article 333), il est fait mention de l'article 5:1 de l'*Accord sur les textiles et les vêtements*. Plus précisément, elle note que le rapport dit que l'article 333 de l'URAA ajoute au Titre IV un article nouveau pour traiter spécifiquement le problème des réexpéditions de textiles.

¹⁷⁶ L'Inde se réfère à la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 29.

appliquées à leurs exportations de produits textiles. Ils pourraient le faire en exportant des produits semi-finis (en l'occurrence des étoffes teintes ou imprimées) vers des pays tiers, dans l'espoir que l'origine de ces pays (dont les exportations de produits textiles n'étaient pas soumises à des restrictions quantitatives) serait attribuée aux produits finis". L'Inde estime qu'il ne s'agit pas là de contournement. Elle rappelle qu'à son avis "contournement" est un terme qui implique une violation des règles d'origine applicables par de fausses déclarations et autres moyens illégitimes. Elle considère que la réaction du marché aux incitations et désincitations créées par les contingents par pays ne peut pas être qualifiée de contournement. À son avis, les nouveaux pays industriels d'Asie du Sud-Est ne "tournaient" pas les règles d'origine, mais adaptaient leur production aux conditions d'accès au marché qui leur étaient faites. Elle considère que puisque les déterminations de l'origine des produits dans le cadre de cette nouvelle structure des échanges étaient effectuées conformément aux règles d'origine antérieures à l'article 334, elles ne pouvaient pas, par définition, constituer un "contournement".

6.54 L'Inde note en outre que les Communautés européennes font observer à juste titre que si l'expression "contournement des contingents" était utilisée par les États-Unis pour désigner l'évolution de la structure des échanges suscitée par les contingents, l'intention de favoriser la réalisation d'un objectif en matière de commerce pourrait être établie au moyen de l'historique de l'élaboration lui-même. Elle considère que l'intention des États-Unis de lutter contre le "contournement" correspond, pour reprendre la formule des Communautés européennes, à une intention de "remettre des restrictions quantitatives en application dans les cas où elles n'ont plus de prise à cause des changements intervenus dans la structure et la réglementation des échanges".¹⁷⁷ À son avis, c'est précisément le type d'objectif en matière de commerce que les Membres ne doivent pas atteindre en utilisant les règles d'origine.¹⁷⁸ Elle estime qu'empêcher le contournement des contingents selon la définition donnée par les États-Unis c'est favoriser la réalisation d'un objectif en matière de commerce.

6.55 S'agissant du *deuxième* objectif de l'article 334 tel qu'il est décrit dans le SAA, l'Inde affirme que les règles concernant le tissu énoncées à l'article 334 n'ont pas aligné les règles d'origine des États-Unis sur celles qu'utilisent les autres principaux pays importateurs de textiles et de vêtements ou partenaires commerciaux des États-Unis. Elle considère qu'au contraire, l'article 334 a fait l'objet de critiques au Comité des règles d'origine de l'OMC. Elle note, par exemple, qu'à la réunion du 1^{er} février 1996, les représentants du Canada, des Communautés européennes et de la Suisse se sont inquiétés des modifications apportées unilatéralement par les États-Unis aux règles d'origine applicables à certains textiles et vêtements.¹⁷⁹ Elle estime que si les États-Unis avaient effectivement modifié leurs règles d'origine en vue de les harmoniser avec celles de leurs principaux partenaires commerciaux comme les Communautés européennes et le Canada, ces partenaires mêmes ne se seraient pas inquiétés de ces modifications. Elle fait valoir que le fait que les Communautés européennes ont contesté les règles d'origine des États-Unis dans le cadre de l'OMC indique qu'elles considéraient que les règles des États-Unis étaient fondamentalement différentes des leurs.

6.56 En ce qui concerne le *troisième* objectif indiqué dans le SAA, l'Inde soutient que l'article 334 n'a pas favorisé l'harmonisation des règles d'origine à l'échelle internationale fixée comme but par l'*Accord RO*. Elle fait observer que l'article 3 de l'*Accord RO* reconnaît que les Membres ont pour objectif d'établir des règles d'origine harmonisées et, à cet égard, dispose à l'alinéa b) que "les Membres, dès la mise en œuvre des résultats [du] programme [de travail pour l'harmonisation], veilleront à ce qui suit: ... b) dans le cadre de leurs règles d'origine, le pays à déterminer comme étant l'origine d'une marchandise particulière sera soit celui où la marchandise aura été entièrement

¹⁷⁷ L'Inde se réfère à la communication écrite des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 24.

¹⁷⁸ L'Inde se réfère à *ibid.*

¹⁷⁹ L'Inde se réfère au document G/RO/M/5, paragraphe 1.6.

obtenue, soit, lorsque plus d'un pays interviendra dans la production de ladite marchandise, celui où la dernière transformation substantielle aura été effectuée". De l'avis de l'Inde, l'article 334 marque un décalage par rapport à la base que constitue la transformation substantielle.

6.57 En ce qui concerne le *quatrième* objectif indiqué dans le SAA, l'Inde considère qu'on voit mal comment le principe de détermination de l'origine énoncé à l'article 334 b) 2) A), à savoir que l'origine de certains articles confectionnés est déterminée par l'endroit où le tissu écreu est tissé, aiderait les États-Unis à "rendre plus exactement compte de l'endroit où l'activité de production intervient". De l'avis de l'Inde, l'activité de production serait déterminée de manière plus exacte à l'endroit où la valeur est ajoutée ou la dernière transformation substantielle intervient, qu'à l'endroit où le tissu écreu est tissé.

6.58 Les **États-Unis** notent que l'Inde avance trois arguments au sujet de son allégation selon laquelle l'article 334 est incompatible avec l'article 2 b): 1) l'objectif des États-Unis lorsqu'ils ont formulé leurs règles d'origine était de protéger leur branche de production nationale; 2) le Groupe spécial devrait examiner les mesures ou instruments de politique commerciale énumérés à l'article 1:2 de l'*Accord RO* et évaluer si la règle d'origine des États-Unis "donne les mêmes résultats"; et 3) "la conception, les principes de base et la structure" de l'article 334 "démontrent qu'il a été adopté pour protéger la branche de production nationale des textiles".¹⁸⁰

6.59 S'agissant de leurs *objectifs* lorsqu'ils ont formulé l'article 334, les États-Unis font valoir que les règles d'origine énoncées à l'article 334 n'ont pas pour objectif la protection de la branche de production nationale. Ils notent que le SAA indique clairement quels étaient les objectifs de l'article 334: i) empêcher le contournement des contingents et faire face à la réexpédition illicite, favoriser l'harmonisation et ii) rendre plus exactement compte de l'endroit où l'activité de production la plus importante a eu lieu.¹⁸¹ Selon les États-Unis, le Congrès des États-Unis était parvenu à la conclusion qu'il fallait introduire davantage de clarté dans les déterminations de l'origine dans ce secteur qui, indiquent les États-Unis, présentait un grand intérêt pour leurs milieux commerciaux - qu'il s'agisse d'importer des textiles et des vêtements ou de décourager le contournement des instruments commerciaux. Les États-Unis font observer que les types d'opérations de finissage présentés à l'Administration des douanes aux fins de la détermination de l'origine et de l'application des contingents avaient augmenté et, comme l'Administration des douanes appliquait le critère de la transformation substantielle à un nombre croissant de cas pris individuellement, la liste des processus qui étaient réputés conférer l'origine s'était aussi allongée, englobant parfois des processus dont on s'apercevait rétrospectivement qu'ils n'étaient pas importants.¹⁸²

6.60 Les États-Unis affirment que l'Inde n'a pas montré qu'empêcher le contournement, un des quatre objectifs déclarés de l'article 334, n'était qu'un rideau de fumée dissimulant le protectionnisme. Ils notent à cet égard que les commentaires auxquels l'Inde renvoie reconnaissent que les États-Unis s'efforçaient d'empêcher le contournement: "Quelques nouveaux pays industriels d'Asie du Sud-Est pourraient autrement essayer de tourner les restrictions quantitatives appliquées à leurs exportations de produits textiles. Ils pourraient le faire en exportant des produits semi-finis (en l'occurrence des étoffes teintes ou imprimées) vers des pays tiers, dans l'espoir que l'origine de ces pays (dont les exportations de produits textiles n'étaient pas soumises à des restrictions quantitatives) serait attribuée

¹⁸⁰ Les États-Unis se réfèrent aux paragraphes 46 à 49 de la première communication écrite de l'Inde.

¹⁸¹ Les États-Unis considèrent que ces objectifs sont entièrement compatibles avec les objectifs de l'*Accord RO* lui-même et les étayent.

¹⁸² Les États-Unis citent la coupe comme exemple de ces processus. Selon eux, certains négociants avaient réussi à faire valoir que le lieu de la coupe d'un produit qui pouvait ensuite faire l'objet d'une opération de finissage conférerait l'origine. Les États-Unis notent que le Congrès a agi pour harmoniser les règles des États-Unis sur ce point avec celles de leurs principaux partenaires commerciaux.

aux produits finis.¹⁸³ Ils font en outre valoir que ce que l'Inde demande au Groupe spécial de faire, c'est d'ignorer ce que le SAA dit de l'article 334 et de juger subjectivement qu'empêcher le contournement est en quelque sorte illégitime et que ce seul "but illégitime" rend l'ensemble de l'article 334 incompatible avec l'*Accord RO*. Ils rappellent à cet égard que des groupes spéciaux chargés du règlement des différends dans le cadre de l'OMC ont reconnu que le SAA était l'expression faisant autorité du but d'une loi des États-Unis.¹⁸⁴ Ils notent que le SAA indiquait que l'article 334 lutterait contre le contournement¹⁸⁵: en réduisant la confusion engendrée par les différences entre les pratiques des États-Unis et celles d'autres principaux partenaires commerciaux (la coupe ne conférerait plus l'origine); en facilitant l'utilisation de prescriptions plus efficaces en matière d'étiquetage et en privilégiant les pratiques se prêtant plus facilement aux inspections de l'Administration des douanes des États-Unis.

6.61 Les États-Unis font en outre valoir que la plainte de l'Inde porte moins sur la question de savoir si ou comment les États-Unis allaient décourager le contournement que sur la question de savoir s'il était acceptable d'essayer de faire face au contournement. Ils notent que, dans ses réponses aux questions n° 2 et 17 du Groupe spécial, l'Inde définit un critère pour juger s'il est légitime d'empêcher le contournement – il faut seulement que celui-ci soit manifestement frauduleux. Ils notent en outre que l'Inde allègue également qu'ils ne cherchaient pas à empêcher le contournement frauduleux, mais plutôt le "contournement licite", ce qui était donc illégitime. De l'avis des États-Unis, les arguments de l'Inde ne tiennent pas pour plusieurs raisons.

6.62 Les États-Unis font observer, *premièrement*, que, comme l'Inde le reconnaît elle-même et comme les Communautés européennes l'ont également noté, il n'y a pas de consensus sur ce en quoi consiste le "contournement". Ils pensent que l'*Accord sur les textiles et les vêtements* donne des exemples de pratiques de contournement qui vont à l'encontre de l'intégration effective des textiles dans le cadre du GATT de 1994, mais ne définit pas le contournement et il n'y a pas de consensus entre les Membres sur la notion de contournement légitime par opposition à celle de contournement illégitime. Ils considèrent par conséquent que l'Inde n'a pas prouvé que les Membres s'entendaient sur ce que signifie "contournement".

6.63 Les États-Unis font valoir, *deuxièmement*, que s'il était déterminé qu'empêcher le contournement des contingents constitue un "objectif en matière de commerce" aux fins de l'article 2 b), les Membres se trouveraient bien en peine de faire respecter les contingents de textiles et de vêtements et de se conformer à l'article 5 de l'*Accord sur les textiles et les vêtements*. Ils soutiennent que ce que l'Inde récuse si aisément sous le vocable de "protectionnisme" est une méthode de mise en œuvre des mesures consacrée par l'*Accord sur les textiles et les vêtements*. À leur avis, les règles d'origine destinées à simplifier les déterminations de l'origine et à assurer leur certitude contribuent à empêcher le contournement.

6.64 Les États-Unis notent, *troisièmement*, que la thèse de l'Inde concernant l'article 333 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay donne à penser qu'elle a mal lu ou déforme l'article 333. Selon eux, l'article 333 établit des mesures douanières nouvelles et plus rigoureuses pour neutraliser le contournement une fois que celui-ci a été découvert (comme la publication des noms des auteurs des infractions, des mesures additionnelles de "vigilance raisonnable" que les importateurs doivent prendre lorsqu'ils traitent avec ces personnes, etc.). Ils font valoir que le but de l'article 333 est donc d'établir des mesures correctives "après coup", à la différence de l'article 334 dont le but est

¹⁸³ Les États-Unis se réfèrent à la pièce n° 12 de l'Inde.

¹⁸⁴ Les États-Unis se réfèrent, entre autres, au rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay* ("États-Unis – Article 129 c) 1), URAA"), WT/DS221/R, adopté le 30 août 2002, paragraphes 6.36 à 6.38.

¹⁸⁵ Les États-Unis notent que la mention dans le SAA de la "réexpédition" doit s'entendre dans le même sens que celui dans lequel le terme "contournement" est employé dans l'*Accord sur les textiles et les vêtements*.

d'empêcher le contournement de survenir. Ils estiment que les deux constituent des mesures valables pour neutraliser et décourager le contournement.

6.65 Les États-Unis font valoir, *enfin*, que même à supposer pour les besoins du débat que le Groupe spécial décide d'écarter les déclarations figurant dans le SAA en les considérant comme "fausses", il incomberait encore à l'Inde de prouver que le but véritable de l'article 334 était un objectif en matière de commerce, à savoir la protection de la branche de production nationale. Ils estiment que l'Inde n'a présenté aucun élément de preuve à l'appui de cette allégation. Ils rappellent qu'ils ont déjà un régime en place en vue de protéger leur branche de production nationale pendant la période de transition prévue par l'*Accord sur les textiles et les vêtements*, à savoir un régime de contingents, et qu'ils n'ont pas besoin de recourir à des mesures additionnelles ou à un subterfuge à cet effet. Selon eux, ce serait donc forcer la logique juridique que de constater alors par "implication", comme l'Inde le demande instamment, que le but véritable de l'article 334 était de protéger la branche de production nationale des États-Unis.¹⁸⁶

6.66 En ce qui concerne les *résultats* que donne l'article 334, les États-Unis notent que l'Inde ne propose aucun élément de preuve pour étayer son affirmation selon laquelle l'article 334 a été utilisé pour assurer la protection de la branche de production nationale. Ils font valoir qu'avec l'article 334, ils ont réalisé ce qu'ils s'étaient engagés à faire, c'est-à-dire que les règles rendent compte de l'endroit où le processus de fabrication le plus important intervient, il y a une harmonisation plus poussée avec les principaux partenaires commerciaux, et les règles claires et concises ont permis d'être mieux à même de déceler les cas de contournement. Ils allèguent, en outre, que l'article 334 a "facilité un énorme essor" du commerce de textiles et de vêtements à destination de leur marché.¹⁸⁷ En conséquence, de l'avis des États-Unis, conclure que l'article 334 a été promulgué pour protéger leur branche de production des textiles et vise donc à favoriser la réalisation d'un objectif en matière de commerce dans le contexte de l'article 2 b) n'aurait aucun fondement juridique ou factuel.

6.67 Les États-Unis rejettent également l'allégation de l'Inde selon laquelle un objectif protectionniste peut être inféré de l'"effet de contingentement". À leur avis, la thèse de l'Inde est une schématisation grossière d'un réseau mondial complexe de productions et d'échanges. Ils soutiennent que l'article 334 n'a pas toujours déplacé l'origine vers des pays en développement soumis à des contingents limités. En fait, selon les États-Unis, à l'époque où les règles d'origine ont été mises en œuvre et par la suite, six des dix premiers exportateurs mondiaux de tissus de coton, représentant 50 pour cent du commerce mondial de tissu de coton, étaient des pays qui n'étaient pas soumis à des restrictions quantitatives pour le tissu ou le linge de lit aux États-Unis. Les États-Unis maintiennent qu'en conséquence, selon les sources d'approvisionnement particulières et propres à chaque société, il était aussi probable que l'application des règles énoncées à l'article 334 ait pour effet de sortir des marchandises des contingents que d'y faire entrer des marchandises. Ils font en outre observer que, même avant l'article 334, la majeure partie du linge de lit de coton importé sur leur territoire était originaire du pays où le tissu écru était élaboré, parce que le linge de lit est normalement teint *ou* imprimé, mais rarement teint *et* imprimé.

6.68 En ce qui concerne la question de la *conception, de la structure et des principes de base* de l'article 334, les États-Unis estiment que l'Inde n'a pas montré, comme la charge lui en incombait, que la conception, la structure et les principes de base de l'article 334 "révèl[ai]ent" que le "véritable objectif" des États-Unis en promulguant l'article 334 était de protéger leur branche de production nationale.

6.69 Les États-Unis notent que l'article 334 a établi un corps de règles qui sont fondées sur le principe selon lequel l'origine du tissu et de certains produits textiles découle de l'endroit où le tissu

¹⁸⁶ Les États-Unis se réfèrent à la réponse de l'Inde à la question n° 17 a) du Groupe spécial.

¹⁸⁷ Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 12.

est tissé, tricoté ou autrement élaboré; et que l'origine de tout autre produit textile ou vêtement est l'endroit où ce produit est entièrement produit ou assemblé. Ils notent que si la production ou l'assemblage a lieu dans plus d'un pays, l'origine est conférée à l'endroit où le processus d'assemblage ou de fabrication le plus important intervient. Ils soutiennent que leur régime est fondé sur la conclusion que l'origine est conférée à l'endroit où le processus d'assemblage ou de fabrication le plus important intervient. Selon les États-Unis, cela correspond à leur opinion selon laquelle l'assemblage est généralement l'étape la plus importante de la fabrication des vêtements assemblés et l'élaboration du tissu l'étape la plus importante de la fabrication du tissu ou des produits plats.

6.70 Les États-Unis notent que l'Inde ne partage pas leur opinion selon laquelle certains processus constituent une "transformation" suffisante pour justifier le changement d'origine d'un produit (sauf dans certaines circonstances). Ils font valoir qu'il n'y a rien dans le texte de l'*Accord RO* qui dise que les Membres doivent conférer certaines déterminations de l'origine¹⁸⁸ et qu'il n'y a rien à l'article 2 b) qui indique que si un Membre ne prend pas en considération certaines opérations de finissage dans une détermination de l'origine, ce Membre utilise ses règles d'origine pour favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce. Ils estiment que c'est une décision de principe de leur part de considérer que la production qui confère l'origine est fondée sur l'assemblage et non sur une opération de finissage. Ils notent que leurs règles tiennent compte des opérations de finissage qui justifient un changement d'origine et que cela peut varier selon le type de produit. À leur avis, l'article 2 n'empêche pas les Membres de déterminer l'origine des marchandises sur la base de l'assemblage, du type de matière ou du type de produit.

6.71 En outre, les États-Unis font valoir que l'article 2 a) énonce une série de critères qu'un Membre peut utiliser pour formuler ses règles d'origine et que leurs propres règles d'origine pour les produits textiles et les vêtements sont conformes à ces critères. Selon eux, l'argument de l'Inde selon lequel ils ne devraient pas conférer l'origine sur la base de l'endroit où le produit est élaboré ou assemblé prive en substance l'article 2 a) de tout effet en raison de la vision radicale que l'Inde a des dispositions suivantes de l'article 2. Ils pensent, en outre, que les règles d'origine destinées à simplifier les déterminations de l'origine et à assurer leur certitude garantissent la transparence et la prévisibilité et permettent aux importateurs, aux exportateurs et aux Membres de travailler ensemble pour empêcher le contournement, suivant les prescriptions de l'article 5:1 et 5:5 de l'*Accord sur les textiles et les vêtements*. Une telle conception, font valoir les États-Unis, est manifestement compatible avec le but de l'article 2 de l'*Accord RO*.

6.72 Le **Groupe spécial** commence par rappeler l'allégation de l'Inde selon laquelle les États-Unis utilisent la règle de l'élaboration du tissu énoncée à l'article 334 comme un instrument visant à favoriser la réalisation de l'objectif consistant à protéger leur branche de production nationale des textiles. Cela ressort clairement, de l'avis de l'Inde, des caractéristiques, ou de la conception, de la règle de l'élaboration du tissu ainsi que de son effet.

6.73 Nous examinons tout d'abord les caractéristiques, ou la conception, de la règle de l'élaboration du tissu. L'Inde cherche à jeter le doute sur la validité de cette règle. Plus précisément, elle affirme qu'aucun autre pays n'utilise une règle de l'élaboration du tissu pour les produits textiles plats. Étant donné qu'il ne nous a pas été communiqué de renseignements sur les règles d'origine employées par les Membres autres que les États-Unis, nous ne sommes pas en mesure de déterminer si l'affirmation de l'Inde est correcte. Toutefois, nous notons en passant que, dans le cadre du programme de travail pour l'harmonisation, un nombre important des Membres se prononçant sur la question ont exprimé leur soutien en faveur d'une règle de l'élaboration du tissu pour les produits textiles plats.¹⁸⁹ En tout

¹⁸⁸ Les États-Unis font valoir que leur imposer d'utiliser une règle particulière pour un produit spécifique, comme ils allèguent que l'Inde le préconise, ce serait ajouter une obligation qui n'est pas énoncée dans l'*Accord RO* pendant la phase de transition.

¹⁸⁹ Document G/RO/52, page 70.

état de cause, même si les États-Unis utilisaient une règle d'origine inhabituelle, cela serait dénué de pertinence. Il n'y a dans l'article 2 de l'*Accord RO* aucune prescription imposant d'utiliser un type de règle particulier. En fait, comme il a été indiqué plus haut¹⁹⁰, l'article 2 donne simplement des paramètres généraux pour l'utilisation des règles d'origine.

6.74 L'Inde semble également mettre en doute la rationalité d'une règle de l'élaboration du tissu. Elle fait valoir, en premier lieu, qu'une règle de l'élaboration du tissu ne reflète pas l'importance de la coupe et de la couture pour la fabrication d'un article final. Elle note à cet égard que, tandis que le tissu écru a divers usages, une fois qu'il est coupé et cousu pour faire une taie d'oreiller, il ne peut être utilisé que sous la forme d'une taie d'oreiller. Les États-Unis, par contre, disent que leurs règles d'origine sont fondées sur l'endroit où le processus d'assemblage ou de fabrication le plus important intervient et qu'à leur sens, l'élaboration du tissu est l'étape la plus importante de la fabrication des produits plats. Nous ne voyons rien dans l'article 2 de l'*Accord RO* qui puisse servir de base pour régler le désaccord entre les parties au sujet de ce qui constitue le processus de fabrication le plus important. Le silence de l'article 2 sur cette question donne à penser que les Membres sont, sous réserve des disciplines énoncées à l'article 2 b) et c), libres de faire cette détermination comme ils le jugent bon.¹⁹¹ En tout état de cause, nous ne constatons pas que le point de vue des États-Unis selon lequel les produits plats en question (par exemple draps de lit) sont essentiellement du tissu soit à première vue déraisonnable.¹⁹² En effet, comme nous l'avons souligné, la règle de l'élaboration du tissu bénéficie d'un large soutien dans le cadre du programme de travail pour l'harmonisation. Dans ces circonstances, nous ne sommes pas convaincus que la règle de l'élaboration du tissu soit intrinsèquement irrationnelle.

6.75 L'autre caractéristique de la règle de l'élaboration du tissu que l'Inde juge révélatrice est qu'elle ne tient aucun compte de toutes opérations à valeur ajoutée ultérieures, comme une opération TI+2, la coupe, etc. L'Inde note qu'en vertu d'une règle de l'élaboration du tissu, un article qui a subi des opérations à valeur ajoutée d'un montant proche de 200 dollars EU peut être déterminé comme étant originaire d'un pays où le tissu a été élaboré pour un coût de quelques dollars EU seulement. Toutefois, l'Inde n'indique aucune disposition juridique qui exigerait que, pendant la période de transition, les déterminations de l'origine reflètent l'importance des diverses opérations à valeur ajoutée effectuées au cours de la fabrication d'un produit. Nous ne voyons rien dans l'article 2 qui exige que les Membres confèrent l'origine du pays où une contribution économique importante, voire la contribution économique la plus importante, à un produit final a été apportée.¹⁹³ Nous ne considérons pas non plus que le fait qu'une opération conférant l'origine peut ne pas être celle qui ajoute le plus de valeur au produit final indique nécessairement que les États-Unis avaient pour objectif d'utiliser leurs règles d'origine pour protéger leur branche de production nationale des textiles.

6.76 En somme, l'Inde ne nous a pas convaincus que le simple fait que les États-Unis utilisent une règle de l'élaboration du tissu nous oblige à conclure qu'ils le font en vue de protéger leur branche de production nationale des textiles.

6.77 Nous allons maintenant examiner si l'effet de la règle de l'élaboration du tissu démontre que les États-Unis utilisent l'article 334 pour protéger leur branche de production des textiles. L'Inde

¹⁹⁰ *Supra*, paragraphe 6.25.

¹⁹¹ Naturellement, les disciplines énoncées à l'article 2 b) et c) peuvent empêcher un Membre d'utiliser des règles d'origine particulières dans un cas donné. C'est en fait précisément ce que nous devons examiner en l'espèce.

¹⁹² Réponse des États-Unis à la question n° 14 du Groupe spécial.

¹⁹³ En effet, nous croyons comprendre que selon le critère largement reconnu de la transformation substantielle, on peut dans certains cas dire qu'il y a une transformation substantielle dans des situations où le processus de transformation n'ajoute guère de valeur, ou même lorsqu'il diminue la valeur du produit transformé.

soutient qu'en raison de l'application de la règle de l'élaboration du tissu à partir du milieu de l'année 1996, une série de produits plats "ont été soumis aux contingents stricts imposés aux pays en développement alors qu'auparavant ils n'étaient pas sous contingent ou faisaient l'objet d'un contingent plus généreux".¹⁹⁴ De même, elle affirme que la règle de l'élaboration du tissu, "par définition", fait augmenter les quantités de textiles importés qui se verraient conférer l'origine des pays qui sont sous contingent.¹⁹⁵ Elle fait valoir que cela "renforce l'incidence"¹⁹⁶ du régime de contingents des États-Unis et le rend "plus restrictif".¹⁹⁷

6.78 Il est clair que l'application d'une règle de l'élaboration du tissu aura pour effet de conférer aux articles plats soumis à cette règle l'origine du pays d'élaboration du tissu. Par ailleurs, *si* le pays d'élaboration du tissu pertinent est sous contingent aux États-Unis pour l'article en question, l'article sera soumis au contingent établi pour ce pays. Toutefois, il n'a été communiqué au Groupe spécial aucun élément de preuve et/ou donnée concernant:

- les pays qui sont sous contingent aux États-Unis en ce qui concerne les articles en question;
- le niveau des contingents établis pour ces pays;
- l'utilisation des contingents par ces pays;
- les pays qui sont des fournisseurs importants du tissu pertinent (par exemple coton); et
- le prix et la qualité du tissu fabriqué par ces pays et leur capacité de production.

6.79 Dans ces circonstances, c'est-à-dire faute de renseignements spécifiques sur la conception du régime de contingents des États-Unis, le marché des produits finals et intermédiaires pertinents et le rapport entre les deux, il est très difficile d'évaluer l'exactitude, le poids et les implications des affirmations factuelles de l'Inde.¹⁹⁸

6.80 Il se peut fort bien que des articles soumis à la règle de l'élaboration du tissu aient été soumis à des contingents à partir du milieu de l'année 1996, alors qu'auparavant ils n'étaient pas sous contingent du fait que l'origine conférée était celle d'un pays qui n'était pas sous contingent ou d'un pays qui faisait l'objet d'un contingent plus généreux. Toutefois, en l'absence de renseignements factuels pertinents, il est tout aussi possible que, du fait de l'application de la règle de l'élaboration du tissu, certains articles:

- puissent être exportés vers les États-Unis sans contingent parce que le tissu dont ils sont constitués a été élaboré dans un pays qui n'était pas sous contingent, alors que précédemment ces articles étaient sous contingent; et/ou
- puissent être exportés vers les États-Unis dans le cadre d'un contingent plus généreux parce que le niveau des contingents établis pour le pays d'élaboration du tissu pourrait être plus élevé que dans le cas du pays précédent conférant l'origine.

¹⁹⁴ Première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 22.

¹⁹⁵ Deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphe 8.

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ Réponse de l'Inde à la question n° 72 du Groupe spécial.

¹⁹⁸ Le Groupe spécial ne pense pas qu'il aurait été difficile aux parties de lui communiquer ces renseignements. Par exemple, on peut en trouver certains dans les notifications présentées à l'Organe de supervision des textiles de l'OMC ("OSpT"). En l'absence de ces renseignements et d'arguments des parties sur leur importance juridique, le Groupe spécial n'est pas en mesure de tirer une quelconque conclusion.

6.81 De même, il n'est pas évident que, d'une manière générale, la règle de l'élaboration du tissu énoncée à l'article 334 "par définition" fasse augmenter les quantités de textiles importés qui se verraient conférer l'origine des pays qui sont sous contingent. Ce ne serait certainement pas le cas si:

- les pays produisant les articles confectionnés (y compris les pays d'élaboration du tissu qui exportent ces articles sous contingent) pouvaient s'approvisionner en tissu auprès de pays non soumis à des contingents aux États-Unis¹⁹⁹; et/ou si
- les pays qui ne sont pas sous contingent aux États-Unis se dotaient d'une capacité d'élaboration de tissu et exportaient le tissu vers les pays produisant les articles confectionnés.

6.82 En outre, si davantage d'articles se voyaient conférer l'origine de pays sous contingent, cela n'aurait à la rigueur de l'importance que si l'utilisation des contingents des pays d'élaboration du tissu était telle qu'ils ne disposeraient d'aucun contingent, ou disposeraient de contingents insuffisants, pour les pays utilisant le tissu fabriqué par les pays sous contingent.²⁰⁰ En l'absence de renseignements factuels pertinents, nous hésitons simplement à conclure que l'ensemble de ces autres "effets" de la règle de la fabrication du tissu sont hypothétiques ou dénués de pertinence.

6.83 En conclusion, nous considérons que les éléments de preuve et les arguments présentés par l'Inde n'étaient pas la conclusion selon laquelle la règle de l'élaboration du tissu entraîne nécessairement, ou en fait, davantage d'importations d'articles confectionnés sous contingent aux États-Unis.

6.84 En tout état de cause, si l'Inde avait établi à notre satisfaction qu'en vertu de la règle de l'élaboration du tissu davantage d'importations se feraient sous contingent aux États-Unis, cela prouverait uniquement qu'il y aurait davantage d'importations soumises à limitation qu'en vertu des règles d'origine antérieures à l'article 334. Cette circonstance ne prouverait pas, toutefois, que la règle de l'élaboration du tissu est utilisée comme un instrument visant à protéger la branche de production des textiles des États-Unis plutôt que comme un instrument visant à mettre en œuvre les contingents de textiles et autres instruments de politique commerciale des États-Unis. L'article 2 b) est destiné à empêcher les Membres d'utiliser les règles d'origine pour remplacer, ou compléter, l'effet recherché d'un instrument de politique commerciale. En conséquence, lorsqu'une règle d'origine est liée, entre autres choses, à un contingent, la règle d'origine ne devrait pas accroître la protection déjà offerte par le contingent.²⁰¹ L'argument de l'Inde est que si une règle d'origine rend un régime de contingents plus restrictif, le régime de contingents devient automatiquement trop restrictif en ce sens qu'elle accroîtrait l'effet protecteur du régime de contingents, indiquant ainsi qu'il y a utilisation des règles d'origine en vue de favoriser la réalisation de l'objectif en matière de commerce consistant à protéger la branche de production nationale des textiles. Mais l'argument de l'Inde est axé sur l'orientation d'une modification des règles d'origine, et non sur le résultat de la modification. Autrement dit, l'Inde ne tient pas compte de la distinction entre l'utilisation des règles d'origine pour mettre en œuvre et étayer un régime de contingents et l'utilisation des règles d'origine pour compléter l'effet protecteur du

¹⁹⁹ L'Inde elle-même reconnaît cette possibilité. Réponse de l'Inde à la question n° 61 du Groupe spécial. Nous prenons note également de l'affirmation des États-Unis selon laquelle, au moment où les règles d'origine ont été mises en œuvre, et par la suite, six des dix principaux exportateurs mondiaux de tissus de coton, représentant 50 pour cent du commerce mondial de tissu de coton, étaient des pays qui n'étaient pas soumis à des contingents aux États-Unis en ce qui concerne le tissu ou le linge de lit. Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 6. Les États-Unis n'ont toutefois fourni aucun élément de preuve à l'appui de leur déclaration.

²⁰⁰ L'Inde semble le reconnaître. Réponse de l'Inde à la question n° 64 du Groupe spécial.

²⁰¹ Nous pensons qu'une règle d'origine qui a pour effet de décourager la pleine utilisation d'un contingent pourrait être un exemple de règle d'origine qui offre une protection additionnelle au Membre maintenant le contingent en question.

régime de contingents. L'utilisation de règles d'origine qui rendent un régime de contingents plus restrictif peut être compatible avec l'utilisation des règles d'origine pour mettre en œuvre et étayer un tel régime.

6.85 En outre, nous notons que le simple fait de rendre le régime de contingents plus restrictif ne pourrait pas, *ipso facto*, condamner la règle de l'élaboration du tissu. Une règle de l'élaboration du tissu restrictive peut avoir été adoptée en vue de favoriser la réalisation d'objectifs légitimes.

6.86 Un des objectifs allégués par les États-Unis pour utiliser la règle de l'élaboration du tissu est de "rendre plus exactement compte de l'endroit où l'activité de production la plus importante a lieu".²⁰² Étant donné que nous avons déjà constaté que la règle de l'élaboration du tissu n'était pas une règle irrationnelle que les États-Unis appliquaient aux articles confectionnés en question, nous ne voyons aucune raison de déterminer que l'objectif déclaré des États-Unis consistant à rendre compte de l'endroit où le processus de fabrication le plus important intervient est un prétexte pour protéger la branche de production des textiles des États-Unis.²⁰³

6.87 Un autre objectif allégué par les États-Unis comme fondement de la règle de l'élaboration du tissu est d'empêcher le contournement des contingents. Les États-Unis ont dit que la règle de l'élaboration du tissu aidait à empêcher le contournement des contingents à deux égards. *Premièrement*, ils font valoir qu'une règle claire, simple et précise comme la règle de l'élaboration du tissu, assure la transparence et la prévisibilité pour les négociants et renforce la capacité des fonctionnaires des douanes de déterminer l'origine des marchandises et, dans ce sens, de repérer les cas de contournement.²⁰⁴ *Deuxièmement*, ils maintiennent que la règle de l'élaboration du tissu clairement énoncée supprimait l'ambiguïté et l'incertitude qui, à leur avis, existaient dans le cadre des règles d'origine antérieures à l'article 334, dans la mesure où pour la plupart des tissus et produits plats (plus précisément les serviettes et le linge), les processus de fabrication étaient analysés au cas par cas pour déterminer s'ils étaient suffisamment importants pour conférer l'origine.²⁰⁵ L'Inde n'a relevé aucune disposition dans l'*Accord RO*, ou dans l'*Accord sur les textiles et les vêtements*, qui empêcherait les Membres de mener une action préventive appropriée contre le contournement des contingents.²⁰⁶

²⁰² Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 29; réponses des États-Unis aux questions n° 14 et 19 du Groupe spécial.

²⁰³ Le simple fait que les États-Unis ont modifié leurs règles d'origine fondamentales en 1999 pour certains des articles confectionnés en question ne donne pas à penser, à notre avis, que la règle de l'élaboration du tissu n'est pas destinée à "rendre plus exactement compte de l'endroit où l'activité de production la plus importante a lieu". Il semble pertinent de noter à cet égard que les règles antérieures à l'article 334, figurant dans 12 C.F.R. 130, provenaient de l'Administration, plus précisément de l'Administration des douanes des États-Unis, alors que l'article 334 a été prescrit par le Congrès. Première communication écrite de l'Inde, paragraphes 14 et 16. Nous ne pensons pas non plus que les "précisions concernant l'article 334", consacrées par l'article 405, affaiblissent l'affirmation des États-Unis selon laquelle la règle de l'élaboration du tissu n'était pas destinée à "rendre plus exactement compte de l'endroit où l'activité de production la plus importante a lieu". Nous notons que, s'agissant de ces précisions, les États-Unis ont dit qu'ils avaient été persuadés par les Communautés européennes que, pour les marchandises en cause, le processus de fabrication le plus important serait mieux pris en compte par une règle TI+2. Réponse des États-Unis à la question n° 76 du Groupe spécial.

²⁰⁴ Réponses des États-Unis aux questions n° 2, 4 et 19 du Groupe spécial.

²⁰⁵ Réponses des États-Unis aux questions n° 2, 19, 33 et 47 a) du Groupe spécial.

²⁰⁶ L'Inde affirme qu'on ne peut pas dire que la règle de l'élaboration du tissu a pour but d'empêcher le contournement étant donné qu'un autre article de l'URAA, l'article 333, a été promulgué à cet effet. Les États-Unis réfutent cette affirmation faisant observer que l'article 333 est conçu pour neutraliser le contournement en établissant certaines mesures qui doivent être prises une fois qu'il est constaté qu'il y a eu contournement, tandis que l'article 334 est conçu pour empêcher le contournement de survenir.

6.88 De l'avis de l'Inde, le contournement, interprété comme il convient, implique nécessairement un comportement illégal. L'Inde soutient toutefois que l'idée des États-Unis d'empêcher le contournement des contingents est trop générale, dans la mesure où elle englobe non seulement l'action menée pour empêcher les négociants de se soustraire illégalement aux contingents, mais aussi l'action menée pour les empêcher d'éviter légitimement les contingents.²⁰⁷ Elle estime que, par contre, l'action menée par les producteurs pour se soustraire et s'adapter aux contingents par pays (par exemple par le redéploiement de la production) n'est pas un contournement. Elle fait valoir que les règles d'origine utilisées pour neutraliser une telle action doivent être considérées comme visant à favoriser la réalisation d'un objectif en matière de commerce. Les États-Unis répliquent à l'affirmation de l'Inde en notant qu'il n'y a pas de consensus entre les Membres au sujet des éléments constitutifs du concept de "contournement". Ils font également observer que le point de vue de l'Inde affaiblirait la capacité des Membres d'assurer le respect des contingents de textiles.

6.89 Même si nous devons accepter l'affirmation de l'Inde selon laquelle le concept de "contournement" n'inclut pas les stratégies légales d'évitement des contingents, cela n'ôterait rien au fait que les États-Unis ont offert une explication plausible de la façon dont la règle de l'élaboration du tissu encourageait la réalisation de l'objectif consistant à empêcher le contournement illégal des contingents. Dans ces circonstances, nous ne voyons aucune raison de rejeter l'affirmation des États-Unis selon laquelle un des objectifs de la règle de l'élaboration du tissu est d'empêcher le contournement des contingents.

6.90 Cela ne règle cependant pas la question, soulevée par l'Inde, de savoir si la règle de l'élaboration du tissu est, de surcroît ou même essentiellement, utilisée par les États-Unis pour empêcher le contournement "légal". L'Inde fait valoir que si la règle de l'élaboration du tissu était utilisée dans ce but, cela démontrerait qu'elle est utilisée pour offrir une protection à la branche de production des textiles des États-Unis en rendant le régime de contingents "plus restrictif".²⁰⁸ Nous ne considérons pas qu'il y ait un lien inhérent entre l'objectif possible consistant à empêcher le contournement – c'est-à-dire, selon la définition donnée ici, empêcher l'évitement des contingents par des moyens légaux – et l'objectif consistant à protéger la branche de production des textiles des États-Unis, de sorte que les deux objectifs pourraient invariablement être considérés comme un seul et même objectif. La raison profonde qui conduit à chercher à empêcher l'évitement des contingents peut être de maintenir l'intégrité et l'efficacité des instruments de politique commerciale, en l'espèce les contingents de textiles avalisés par l'*Accord sur les textiles et les vêtements*.²⁰⁹ Maintenir l'intégrité et l'efficacité est une préoccupation qu'ont à juste titre les Membres mettant en œuvre des contingents *par pays*. Pour cette raison, nous ne pouvons pas accepter qu'utiliser les règles d'origine en vue, entre autres choses, de favoriser la réalisation de l'objectif consistant à maintenir l'intégrité et l'efficacité de contingents de textiles par pays constituerait, à priori et sans exception, un objectif illégitime.²¹⁰

6.91 Il est alors plus approprié de formuler la question de la façon suivante: l'Inde a-t-elle établi qu'on ne pouvait pas dire de la règle de l'élaboration du tissu qu'elle visait à favoriser la réalisation de l'objectif consistant à maintenir l'intégrité et l'efficacité des contingents de textiles par pays des États-Unis? En d'autres termes, l'Inde a-t-elle établi qu'il s'agissait d'un cas où les États-Unis utilisaient les règles d'origine pour compléter l'effet protecteur de leur régime de contingents?

6.92 L'Inde fait valoir que si les États-Unis considéraient que leurs règles d'origine antérieures ne protégeaient pas l'intégrité et l'efficacité de divers instruments de politique commerciale, ils auraient

²⁰⁷ Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 32.

²⁰⁸ Réponse de l'Inde à la question n° 2 du Groupe spécial.

²⁰⁹ Voir également la réponse des États-Unis à la question n° 10 de l'Inde.

²¹⁰ En fait, l'Inde elle-même a dit ce qui suit: "[d]ans le contexte de contingents par pays, tels que ceux qui sont autorisés en vertu de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV), la notion d'origine est décisive". Première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 22.

introduit des modifications pour tous les produits, et pas simplement pour les produits textiles et les vêtements.²¹¹ Nous ne sommes pas convaincus par cet argument. Comme nous l'avons noté plus haut, le commerce des produits textiles et des vêtements est régi par un accord spécial de l'OMC, l'*Accord sur les textiles et les vêtements*, qui, à la différence de la plupart des autres accords de l'OMC, avalise l'utilisation de contingents par pays. Dans ces conditions, en l'espèce, l'utilisation de règles d'origine sectorielles tendrait à confirmer, et non à infirmer, que les règles d'origine en question sont conçues pour mettre en œuvre et étayer des instruments commerciaux sectoriels. L'Inde fait valoir en outre que les distinctions subtiles entre les produits faites par les États-Unis n'ont "absolument aucun lien" avec l'objectif consistant à protéger l'intégrité et l'efficacité des contingents de textiles des États-Unis. Elle n'examine pas toutefois ni ne précise pourquoi on ne peut pas dire des distinctions entre les produits faites par les États-Unis qu'elles étayeraient l'objectif susmentionné.²¹² À la lumière de ce qui précède, nous considérons que l'Inde n'a pas établi qu'on ne pouvait pas dire de la règle de l'élaboration du tissu qu'elle visait à favoriser la réalisation de l'objectif consistant à maintenir l'intégrité et l'efficacité des contingents de textiles par pays des États-Unis.

6.93 Nous notons à cet égard que l'Inde a présenté d'autres éléments de preuve dont elle considère qu'ils démontrent que l'objectif "réel" de la règle de l'élaboration du tissu est d'offrir une protection à la branche de production des textiles des États-Unis en rendant les contingents pertinents "plus restrictifs". Ces éléments comprennent l'historique de l'élaboration de l'article 334, notamment les rapports de la Chambre des représentants et du Sénat²¹³; des déclarations faites après la promulgation par deux sénateurs des États-Unis²¹⁴; une déclaration faite par une association d'importateurs de textiles des États-Unis²¹⁵; et des publications d'universitaires et d'un praticien du droit.²¹⁶ Il convient de noter que ces éléments ne font pas partie de l'article 334 lui-même et qu'on ne peut pas non plus dire qu'ils "expriment objectivement"²¹⁷ l'objectif de la règle de l'élaboration du tissu. Conformément au critère établi par l'Organe d'appel dans l'affaire *Chili – Boissons alcooliques*²¹⁸, nous ne devons pas fonder notre examen de l'objectif de la règle de l'élaboration du tissu sur ces éléments.²¹⁹ En tout état de cause, nous avons soigneusement passé en revue chacun de ces éléments. Nous ne considérons pas que, pris isolément ou ensemble, ils soient suffisants pour étayer la conclusion que les États-Unis utilisent la règle de l'élaboration du tissu pour protéger leur branche de production des textiles, en plus de la protection dont elle bénéficie déjà du fait du régime de contingents des États-Unis. En ce qui concerne l'historique de l'élaboration, l'Inde n'a fourni aucun élément à l'appui de son affirmation selon laquelle les rapports de la Chambre des représentants et du Sénat révèlent que l'article 334 était destiné par le Congrès des États-Unis à être un instrument visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce.²²⁰ En ce qui concerne les déclarations faites après la promulgation par deux sénateurs des États-Unis, l'Inde dit que les sénateurs en question ont qualifié l'article 334 de "modification très importante des règles d'origine".²²¹ Toutefois, une telle qualification ne démontrerait pas que l'article 334 est "protectionniste".²²² Enfin, en ce qui concerne les opinions exprimées par une association d'importateurs de textiles des États-Unis, des universitaires et un

²¹¹ Réponse de l'Inde à la question n° 72 du Groupe spécial.

²¹² *Ibid.*

²¹³ Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 57.

²¹⁴ *Ibid.*, paragraphes 66 à 68.

²¹⁵ *Ibid.*, paragraphe 64.

²¹⁶ *Ibid.*, paragraphe 65.

²¹⁷ Rapport de l'Organe d'appel, *Chili – Boissons alcooliques*, *supra*, paragraphe 71.

²¹⁸ *Supra*, paragraphe 6.37.

²¹⁹ Nous notons également qu'en droit américain l'historique de l'élaboration, par exemple, revêt moins d'autorité que le SAA. Réponse des États-Unis à la question n° 31 du Groupe spécial.

²²⁰ Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 57.

²²¹ Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 66; pièce n° 3 de l'Inde.

²²² Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 66.

praticien du droit, nous ne pensons pas qu'elles soient particulièrement probantes.²²³ En fait, le Groupe spécial a été frappé par le peu d'observations du public et de critiques formulées au sujet des modifications législatives.

6.94 En somme, l'Inde ne nous a pas persuadés que la règle de l'élaboration du tissu ne visait pas à favoriser la réalisation de quelconques objectifs légitimes, ou que de tels objectifs éventuels étaient un prétexte. En conséquence, à supposer même que la règle de l'élaboration du tissu ait rendu les contingents de textiles des États-Unis pertinents plus restrictifs, l'Inde n'a pas établi que d'éventuels effets de restriction de la règle de l'élaboration du tissu n'étaient pas des effets fortuits de la réalisation d'objectifs légitimes.

6.95 Jusqu'ici, nous avons concentré notre attention sur la règle de l'élaboration du tissu telle qu'elle s'applique à certains articles confectionnés autres que les vêtements. Sur la base de certaines réponses données aux questions du Groupe spécial, on pourrait comprendre que l'Inde conteste la règle de l'élaboration du tissu également telle qu'elle s'applique aux tissus soumis à d'autres opérations de finissage.²²⁴ Toutefois, ni dans ses communications écrites ni dans ses déclarations orales, l'Inde n'a avancé d'arguments juridiques spécifiques concernant les tissus.²²⁵ En tout état de cause, *mutatis mutandis*, notre raisonnement concernant les articles confectionnés s'applique également aux tissus. Pour ces raisons, nous constatons que l'Inde n'a pas démontré que la règle de l'élaboration du tissu telle qu'elle s'applique aux tissus était incompatible avec l'article 2 b).

6.96 À la lumière de ce qui précède, nous constatons que l'Inde n'a pas établi que l'article 334 était utilisé comme un instrument visant à favoriser la réalisation de l'objectif consistant à protéger la branche de production des textiles des États-Unis.²²⁶ En conséquence, nous concluons que l'Inde n'a pas établi que l'article 334 était incompatible avec l'article 2 b).

²²³ Nous notons que les observations de l'association des importateurs de textiles des États-Unis ont été formulées au moment des délibérations du Congrès sur ce qui allait devenir l'article 405 et visaient à convaincre les législateurs des États-Unis de revoir la règle de l'élaboration du tissu énoncée à l'article 334. Pièce n° 11 de l'Inde, page 14. Les auteurs de la publication universitaire à laquelle l'Inde s'est référée sont les membres d'une association qui avait établi un rapport sur les obstacles au commerce des textiles à l'intention de la Commission européenne. Pièce n° 12 de l'Inde, note de bas de page liminaire. L'autre publication à laquelle l'Inde s'est référée émane d'un juriste privé qui, selon les États-Unis, représente souvent les importateurs. Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 22.

²²⁴ Réponses de l'Inde aux questions n° 19 et 61 du Groupe spécial.

²²⁵ Nous prenons note, par exemple, de la première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 22, et de sa deuxième communication écrite, paragraphe 32, qui ne font référence qu'aux articles confectionnés, et non aux tissus.

²²⁶ En réponse à la question n° 55 b) du Groupe spécial, l'Inde a brièvement évoqué certains des autres buts dans lesquels l'article 334 est utilisé, à savoir des buts autres que l'administration des restrictions quantitatives. Toutefois, la réponse de l'Inde n'établit pas que, lorsqu'il est utilisé dans un de ces buts, l'article 334 est utilisé pour favoriser la réalisation d'un objectif en matière de commerce. En ce qui concerne le marquage de l'origine, le simple fait que la règle de l'élaboration du tissu énoncée à l'article 334 puisse signifier que certaines marchandises doivent être marquées comme étant originaires d'un pays différent et que cela peut, dans certains cas, affecter les possibilités de commercialisation de ces marchandises, ne permettrait pas en lui-même et à lui seul de conclure que la règle de l'élaboration du tissu est conçue pour protéger la branche de production des textiles des États-Unis. Par ailleurs, le produit donné en exemple par l'Inde, les écharpes et foulards de soie, n'est pas soumis à la règle de l'élaboration du tissu, mais à la règle TI+2 prévue à l'article 405. Pour ce qui est du but consistant à rassembler des statistiques commerciales, nous ne sommes pas convaincus par l'argument de l'Inde selon lequel la règle de l'élaboration du tissu est destinée à protéger la branche de production des textiles des États-Unis parce qu'elle fausse les statistiques d'importation. L'argument de l'Inde est fondé sur son désaccord avec les États-Unis quant à l'endroit d'où les tissus finis et les produits plats devraient être réputés originaires, argument que nous avons déjà étudié.

c) Compatibilité de l'article 405 avec l'article 2 b) de l'*Accord RO*

6.97 Le Groupe spécial va maintenant examiner la deuxième allégation formulée par l'Inde au titre de l'article 2 b), à savoir que l'article 405 est incompatible avec l'article 2 b).

6.98 L'Inde considère que l'article 405 a été conçu et structuré de manière à favoriser les importations en provenance des Communautés européennes par rapport aux importations en provenance de pays en développement comme l'Inde. Elle rappelle que l'article 405 portait modification de l'article 334 en vue de créer certaines exceptions aux règles générales de détermination de l'origine pour les tissus et les articles confectionnés. Elle note que l'article 405 prévoit que certains produits se verraient conférer l'origine sur la base de l'endroit où ils sont soumis à une opération TI+2. Elle estime que les produits qui ont été choisis pour bénéficier d'exemptions spécifiques et, par conséquent, d'un traitement spécial étaient ceux dont l'exportation présentait de l'intérêt pour les Communautés européennes: linge de lit, écharpes et foulards et linge de table. Selon l'Inde, ces produits constituaient l'essentiel des exportations de textiles et de vêtements des Communautés européennes vers les États-Unis. Ainsi, lorsque les États-Unis ont prévu des exceptions à la règle générale pour ces produits afin que leur origine soit conférée sur la base de l'endroit où le produit était soumis à une opération TI+2, de l'avis de l'Inde, ils accordaient un avantage *de facto* aux produits provenant des Communautés européennes. L'Inde note que ces produits, qui de tout temps avaient été soumis à des opérations TI+2 dans les Communautés européennes, pouvaient maintenant continuer d'être exportés vers les États-Unis sans se voir conférer l'origine du pays où le tissu écru était tissé, et sans être soumis aux restrictions quantitatives imposées aux pays qui fabriquaient le tissu écru.

6.99 L'Inde considère que l'article 405 a entraîné des retours arbitraires aux règles d'origine antérieures à l'article 334. *Premièrement*, l'article 334 établissait l'origine sur la base du pays où le tissu écru était élaboré par tissage ou tricotage, indépendamment de toutes autres opérations de finissage comme la teinture et l'impression. Elle note que, pour répondre aux préoccupations des Communautés européennes, l'article 405 prévoyait une exception à cette règle pour les tissus classés dans le TDH comme étant de soie, de coton, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales. Ces tissus sont maintenant considérés comme étant originaires du pays où le tissu est soumis à une opération TI+2. L'Inde fait observer toutefois que la même règle ne s'applique pas aux tissus de laine. Elle note que l'origine des tissus de laine, qu'ils soient ou non soumis à deux ou plus opérations de finissage, sera déterminée à l'endroit où le tissu de laine de base est élaboré.

6.100 *Deuxièmement*, l'Inde note que, pour les produits intéressant les Communautés européennes, les États-Unis ont prévu à l'article 405 de revenir pour déterminer leur origine aux règles antérieures à l'article 334 dans le cas de sept des 16 positions à quatre chiffres du TDH. Elle estime que ces sept positions à quatre chiffres du TDH correspondent aux produits dont l'exportation présente un intérêt particulier pour les Communautés européennes.²²⁷ Elle rappelle que pour les produits relevant de ces sept positions à quatre chiffres, l'origine sera déterminée à l'endroit où le produit est soumis à une opération TI+2.

6.101 *Troisièmement*, bien que l'article 405 prévoie que la détermination de l'origine pour certains produits relevant des sept positions du TDH susmentionnées est fondée sur l'endroit où le produit a été

²²⁷ L'Inde note que les sept produits étaient les suivants: TDH 6213 – mouchoirs et pochettes, TDH 6214 – châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, TDH 6302 – linge de lit, de table, de toilette ou de cuisine (modification pour TDH 6302.22, 29, 52, 53, 59, 92, 93, 99), TDH 6303 – cantonnières et tours de lit (modification pour 6303.92 et 99), TDH 6304 – autres articles d'ameublement (modification pour 6304.19, 93 et 99), TDH 9404.90 – couvre-pieds, coussins, édredons (modification pour 9404.90.85, 95). En outre, la position TDH 6117.10 – châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, en bonneterie, était visée par l'article 405. L'Inde note que cette position du TDH n'était pas mentionnée dans l'article 334.

soumis à une opération TI+2, certaines exceptions ont été établies. L'Inde note que la règle TI+2 ne s'applique pas aux produits relevant de ces sept positions du TDH lorsqu'ils sont a) de coton, b) de laine ou c) de mélanges de fibres contenant plus de 16 pour cent de coton. Pour les produits de coton, de laine et de mélanges de fibres contenant plus de 16 pour cent de coton relevant de ces positions du TDH, le pays d'origine sera celui où le tissu écru est élaboré.

6.102 L'Inde note qu'en vertu de l'article 334 modifié, l'origine peut maintenant varier sur la base uniquement de la teneur en fibres d'un produit. À sa connaissance, aucun autre pays n'utilise une telle distinction pour déterminer l'origine. Elle estime que ce critère est arbitraire et aboutit à des résultats absurdes. On obtient une détermination de l'origine différente selon la teneur en fibres du produit qui est soumis à une ouvraison plus poussée. Si un tissu de coton est tissé en Inde et exporté au Portugal où il est soumis à une opération TI+2, ce tissu est maintenant considéré comme un produit du Portugal. Toutefois, si ce même tissu de coton est maintenant utilisé au Portugal pour fabriquer un produit fini sous forme de drap (qui, selon l'Inde, comporte davantage d'opérations à valeur ajoutée), l'origine retourne à l'Inde. Ce qui est absurde dans ce cas, fait valoir l'Inde, c'est que la détermination de l'origine diffère selon le type de produit.

6.103 L'Inde estime que l'origine de l'article 405 confirme qu'il a été utilisé comme un instrument en vue de favoriser les importations en provenance des Communautés européennes. Elle note que le 22 mai 1997, les Communautés européennes ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis dans le cadre de l'OMC au sujet de l'article 334. Elle rappelle que les Communautés européennes ont dit dans leur demande de consultations que les règles d'origine des États-Unis "[étaient] préjudiciables aux exportations communautaires de tissus, écharpes et foulards et autres articles textiles plats à destination des États-Unis d'Amérique. En raison de ces modifications, les produits de la Communauté européenne n'[étaient] plus reconnus aux États-Unis comme étant d'origine communautaire et ne bénéfici[aient] plus du libre accès au marché de ce pays qui leur était accordé jusqu'alors".²²⁸ L'Inde note qu'avant la tenue de consultations formelles dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC les États-Unis et les Communautés européennes avaient conclu un accord bilatéral (*procès-verbal*). Selon l'Inde, l'Administration des États-Unis a convenu de proposer au Congrès une modification de leurs règles d'origine pour les produits intéressant les Communautés européennes, à savoir les écharpes et foulards de soie, accessoires de soie et tissus de coton teints et imprimés.²²⁹ L'Inde note qu'en juillet 1998, à la demande de l'Administration des États-Unis, un projet de loi a été présenté au Sénat des États-Unis pour mettre en œuvre le *procès-verbal* CE-États-Unis.²³⁰ Toutefois, selon l'Inde, les Communautés européennes ont allégué que le projet de loi ne satisfaisait pas aux conditions du *procès-verbal* et ont donc engagé une nouvelle procédure de règlement des différends contre les États-Unis.²³¹

6.104 L'Inde considère que, pour éviter une procédure de règlement d'un différend dans le cadre de l'OMC, les États-Unis ont convenu à nouveau de régler l'affaire. En août 1999, une modification a été apportée au *procès-verbal* par laquelle l'Administration des États-Unis convenait de soumettre au Congrès un texte législatif en vue de modifier les règles d'origine énoncées à l'article 334. Selon l'Inde, pour éviter tout écart entre ce que le *procès-verbal* prévoyait et ce que le projet de loi contiendrait effectivement, les Communautés européennes et les États-Unis s'étaient mis d'accord sur le libellé spécifique du texte que l'Administration des États-Unis proposerait au Congrès.²³² L'Inde note qu'en mai 2000, le Congrès des États-Unis a adopté l'article 405 de la Loi sur le commerce

²²⁸ L'Inde se réfère au document WT/DS85/1.

²²⁹ L'Inde se réfère au document WT/DS85/9.

²³⁰ 105th Congress, 2d Session. S. 2394. Introduced by Senator Roth and Senator Daniel P. Moynihan; pièce n° 14 de l'Inde.

²³¹ L'Inde se réfère au document WT/DS151/1.

²³² L'Inde se réfère au document WT/DS151/10.

extérieur et le développement. Elle fait observer que l'article 405 était pratiquement identique au texte convenu dans le second *procès-verbal* entre les Communautés européennes et les États-Unis.

6.105. L'Inde allègue que "la seule raison que les États-Unis avaient en 2000 de modifier leurs règles d'origine était de favoriser les importations en provenance des Communautés européennes par rapport aux importations en provenance des autres pays". De l'avis de l'Inde, l'article 405 "avai[t] pour unique objectif de régler le différend commercial entre les États-Unis et les Communautés européennes en isolant les produits dont l'exportation présentait de l'intérêt pour les Communautés européennes de manière à les faire bénéficier d'un traitement plus favorable". L'Inde estime que l'article 405 est donc utilisé comme un instrument visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce, à savoir favoriser un Membre – les Communautés européennes – par rapport aux autres Membres.

6.106 Les **États-Unis** notent que l'article 405 modifiait l'article 334 en vue de régler un différend porté devant l'OMC par les Communautés européennes qui alléguaient que l'article 334 avait eu des conséquences négatives sur le commerce dans des secteurs d'exportation spécifiques des Communautés européennes, tout particulièrement celui des articles de soie italiens. Ils font observer qu'ils ont eu de larges consultations avec les Communautés européennes. Ils font valoir que, bien qu'ils n'aient pas considéré que les allégations des Communautés européennes avaient une validité quelconque, en vue de régler le différend, ils ont convenu de modifier l'article 334 en créant deux exceptions à la règle de l'élaboration du tissu. Ils notent que, selon la *première* de ces exceptions, pour les tissus de soie, de coton, de fibres synthétiques ou artificielles et de fibres végétales, l'origine serait à nouveau conférée par une opération TI+2. Selon la *deuxième* exception, pour certains produits textiles exemptés de la règle de l'assemblage, l'origine serait conférée à l'endroit où une opération TI+2 est intervenue.

6.107 En ce qui concerne les allégations de l'Inde selon lesquelles l'article 405 constitue une utilisation inadmissible des règles d'origine, les États-Unis notent, tout d'abord, que les modifications apportées par l'article 405 s'appliquent à tous les Membres sur une base NPF. Ils rappellent, à cet égard, que l'Inde était tierce partie aux différends avec les Communautés européennes; à ce titre, l'Inde était parfaitement au courant de la nature très spécifique des plaintes des Communautés européennes. Les États-Unis notent qu'en particulier l'Inde mesurait bien à quel point elle avait intérêt pour ses produits d'exportation de savoir si une opération TI+2 conférait l'origine. À leur avis, si l'Inde ne pensait pas que la portée de la demande de consultations présentée par les Communautés européennes englobait ses préoccupations, elle aurait pu demander des consultations distinctes.²³³

6.108 Les États-Unis estiment également, dans ce contexte, que dans la pratique les règles d'origine peuvent "favoriser" un Membre par rapport à un autre du simple fait qu'elles existent, et ne peuvent donc pas, sur cette seule base, être considérées comme visant à favoriser la réalisation d'un "objectif en matière de commerce" au sens de l'article 2 b).

6.109 Les États-Unis font valoir en outre qu'à l'issue de larges consultations avec les Communautés européennes, ainsi qu'avec des représentants de leur propre branche de production de textiles, ils ont convenu que, du moins dans le cas des articles de soie, de certains mélanges de coton et des tissus de fibres synthétiques ou artificielles et de fibres végétales (spécifiquement les écharpes et foulards de soie et les articles plats comme le linge), les opérations TI+2 étaient suffisamment importantes pour conférer l'origine. Ils notent qu'une modification de l'article 334 dans ce sens a constitué une solution mutuellement satisfaisante appropriée aux questions faisant l'objet du différend.

6.110 Les États-Unis estiment, enfin, qu'il serait absurde de pénaliser un Membre parce qu'il est parvenu à un règlement mutuellement satisfaisant d'un différend avec un autre Membre, conformément aux dispositions du Mémoire d'accord, quand les avantages du règlement

²³³ Les États-Unis se réfèrent au document WT/DS85/9.

reviennent à tous les Membres. À leur avis, c'est précisément ce que l'Inde demande au présent Groupe spécial de faire. Selon eux, accepter l'argument de l'Inde aurait pour conséquence probable de décourager les Membres d'aboutir à des solutions mutuellement satisfaisantes. Cela serait incompatible avec des dispositions comme l'article 3:7 du Mémorandum d'accord qui dispose que de telles solutions sont "nettement préférables" au fait de "déposer un recours". Les États-Unis considèrent par conséquent que régler un différend avec un autre Membre, aux conditions convenues, n'est pas un objectif en matière de commerce au sens de l'article 2 b).

6.111 Le **Groupe spécial** commence son examen en rappelant l'allégation de l'Inde selon laquelle l'article 405 est incompatible avec l'article 2 b) parce qu'il est utilisé par les États-Unis comme un instrument visant à favoriser la réalisation d'un objectif en matière de commerce. Plus particulièrement, l'Inde allègue que l'article 405 est utilisé en vue de favoriser la réalisation de l'objectif en matière de commerce consistant à favoriser les importations en provenance des Communautés européennes par rapport aux importations en provenance des autres pays, et en particulier aux importations en provenance de pays en développement comme l'Inde.²³⁴ Nous croyons comprendre que cette allégation concerne les importations de tissus différents (par exemple tissu de laine par opposition à tissu de soie) ou de produits plats différents (par exemple linge de lit de coton par opposition à écharpes ou foulards de soie ou linge de lit de coton par opposition à linge de lit en polyester), et non les importations des mêmes tissus (par exemple tissu de laine des Communautés européennes par opposition à tissu de laine australien) ou des mêmes produits plats (par exemple linge de lit de coton des Communautés européennes par opposition à linge de lit de coton indien).²³⁵ En tout état de cause, puisque l'article 405 s'applique de la même manière aux produits admissibles en provenance de tous les Membres²³⁶, nous ne voyons pas comment on pourrait dire que l'article 405 est utilisé comme un instrument visant à favoriser la réalisation de l'objectif consistant à favoriser les importations en provenance des Communautés européennes par rapport aux importations des mêmes produits en provenance des autres Membres.²³⁷

6.112 Pour que son allégation aboutisse, l'Inde doit démontrer, au minimum, que l'article 405 est utilisé comme un instrument visant à favoriser la réalisation de l'*objectif* consistant à favoriser les importations en provenance des Communautés européennes par rapport aux importations en provenance des autres Membres. Nous considérons que l'Inde a montré que l'article 405 avait été adopté pour créer des exceptions à la règle de l'élaboration du tissu en ce qui concerne des produits dont l'exportation présente de l'intérêt pour les Communautés européennes. En effet, les États-Unis eux-mêmes ont dit que le but de l'article 405 était de mettre en œuvre un accord de règlement qu'ils avaient conclu avec les Communautés européennes.²³⁸ Toutefois, le fait de montrer que les États-Unis ont créé des exceptions pour des produits dont l'exportation présente de l'intérêt pour les Communautés européennes n'établit pas que ces exceptions visent à favoriser la réalisation de l'objectif consistant à favoriser les importations en provenance des Communautés européennes par rapport aux importations en provenance des autres Membres.

6.113 Rien n'indique que les Communautés européennes étaient préoccupées par quoi que ce soit d'autre que les conditions d'accès de leurs propres produits au marché des États-Unis.²³⁹ Il n'y a pas non plus d'élément de preuve indiquant que les Communautés européennes ont demandé aux États-Unis de créer des exceptions à la règle de l'élaboration du tissu afin qu'elles puissent bénéficier

²³⁴ Première communication écrite de l'Inde, paragraphes 69 et 84.

²³⁵ Réponse de l'Inde à la question n° 58 a) du Groupe spécial.

²³⁶ Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 17.

²³⁷ Il convient de noter, également, que l'Inde n'a présenté aucun élément de preuve qui démontrerait que l'article 405, dans la pratique, peut uniquement être bénéfique aux produits pertinents importés depuis les Communautés européennes.

²³⁸ Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 23.

²³⁹ Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 71.

d'un avantage, concurrentiel ou autre, *vis-à-vis* des autres Membres. Le fait que les Communautés européennes ont apparemment exprimé des préoccupations au sujet uniquement des produits dont l'exportation présente pour elles de l'intérêt²⁴⁰ ne nous oblige pas à conclure que les Communautés européennes cherchaient à obtenir un avantage pour ces produits par rapport à des produits différents exportés vers les États-Unis par les autres Membres.

6.114 L'Inde n'a pas fourni non plus d'élément de preuve pour montrer que les États-Unis utilisaient l'article 405 en vue de favoriser la réalisation de l'objectif consistant à favoriser les Communautés européennes par rapport aux autres Membres. Il est clair qu'en promulguant l'article 405, les États-Unis entendaient atteindre l'objectif consistant à régler un différend bilatéral dans le cadre de l'OMC avec les Communautés européennes.²⁴¹ Mais le règlement d'un différend commercial bilatéral n'implique pas une intention de la part des parties au différend de défavoriser les Membres qui ne sont pas parties à un accord de règlement. En tout état de cause, dans la présente affaire, les dispositions de l'article 405 sont bénéfiques aux produits visés en provenance de tous les Membres.

6.115 Il convient en outre de noter que les États-Unis ont dit au présent Groupe spécial qu'ils avaient réglé le différend dans le cadre de l'OMC avec les Communautés européennes non pas parce qu'ils considéraient que la plainte des Communautés européennes avait une quelconque validité juridique²⁴², mais parce que, entre autres choses, ils étaient "*persuadés* qu'il serait opportun de modifier l'article 334 et de revenir à la règle TI+2 pour les produits [pertinents]".²⁴³ Cette déclaration démontre également que le fait que les États-Unis n'ont pas appliqué une règle TI+2 (ou une autre règle différente de la règle de l'élaboration du tissu) aux produits autres que ceux qui intéressent les Communautés européennes ne justifie pas, en lui-même et à lui seul, de conclure que l'article 405 est utilisé en vue de favoriser la réalisation de l'objectif consistant à favoriser les importations en provenance des Communautés européennes par rapport aux importations en provenance des autres Membres. La décision des États-Unis de ne pas modifier l'article 334 en ce qui concerne ces autres produits peut simplement témoigner du fait que les États-Unis ne sont pas persuadés de l'opportunité de le faire.

6.116 En outre, l'affirmation de l'Inde selon laquelle les retours sélectifs à une règle TI+2 entraînent des conséquences "absurdes", même si on l'accepte pour les besoins du débat, n'aide pas l'Inde à établir que les États-Unis utilisent l'article 405 en vue de favoriser la réalisation de l'objectif consistant à favoriser les Communautés européennes par rapport aux autres Membres. Indépendamment du point de savoir si les conséquences peuvent être considérées par certains comme "absurdes", il est parfaitement concevable que les États-Unis aient modifié les parties pertinentes de l'article 334 pour aucune autre raison que le désir de régler un différend bilatéral avec les Communautés européennes dans le cadre de l'OMC.

6.117 Nous notons, enfin, que même si l'article 405 avait pour effet dans la pratique de favoriser les produits importés depuis les Communautés européennes par rapport aux produits concurrents importés depuis les autres Membres, cet effet pourrait être fortuit et non pas voulu. En d'autres termes, nous ne pensons pas que le simple effet de favoriser les importations en provenance des

²⁴⁰ *Ibid.*, paragraphe 74.

²⁴¹ Les États-Unis soulignent que les demandes des Communautés européennes n'ont pas toutes été prises en compte dans l'article 405. Réponse des États-Unis à la question n° 76 du Groupe spécial. Voir également la déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 21. Cela tend à confirmer que les États-Unis n'avaient pas l'intention de "favoriser" les Communautés européennes, mais plutôt de faire ce qui était nécessaire et acceptable pour régler le différend bilatéral dans le cadre de l'OMC.

²⁴² Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 37; première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 16.

²⁴³ Réponse des États-Unis à la question n° 79 du Groupe spécial (pas d'italique dans l'original); réponse des États-Unis à la question n° 76 du Groupe spécial.

Communautés européennes par rapport aux importations en provenance des autres Membres justifierait en lui-même que l'on infère que créer un tel effet est un objectif que les États-Unis cherchent à réaliser.

6.118 Eu égard aux considérations qui précèdent, nous constatons que l'Inde n'a pas établi que les règles d'origine énoncées à l'article 405 étaient utilisées par les États-Unis comme des instruments visant à favoriser la réalisation d'un objectif en matière de commerce. Nous concluons donc que l'Inde n'a pas établi que l'article 405 était incompatible avec l'article 2 b).

2. Allégation formulée par l'Inde au titre de la première phrase de l'article 2 c) de l'Accord RO

6.119 L'Inde allègue que l'article 334 et l'article 405 sont également incompatibles avec les première et deuxième phrases de l'article 2 c) de l'Accord RO. Conformément à la structure de l'article 2 c) le Groupe spécial commencera son examen par l'allégation formulée par l'Inde au titre de la première phrase de l'article 2 c). Sa première tâche à cet égard consiste à examiner l'interprétation par les parties de la première phrase de l'article 2 c).

a) Première phrase de l'article 2 c) de l'Accord RO

6.120 L'article 2 c) dispose ce qui suit:

"Jusqu'à ce que le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine défini dans la Partie IV soit achevé, les Membres veilleront à ce qui suit:

[...]

c) les règles d'origine ne créeront pas en soi d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international. Elles n'imposeront pas de prescriptions indûment rigoureuses ni n'exigeront, comme condition préalable à la détermination du pays d'origine, le respect d'une certaine condition non liée à la fabrication ou à l'ouvrage. Toutefois, les coûts non directement liés à la fabrication ou à l'ouvrage pourront être pris en compte aux fins d'application du critère du pourcentage *ad valorem*, conformément à l'alinéa a)[.]"

6.121 L'Inde considère que le libellé de la première phrase de l'article 2 c), selon lequel les règles d'origine ne créeront pas "en soi" d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation, devrait être lu conjointement avec le libellé de l'article 2 b) selon lequel "nonobstant la mesure ou l'instrument de politique commerciale auxquels elles seront liées, [les Membres veilleront à ce que] leurs règles d'origine ne [soient] pas utilisées comme des instruments visant à favoriser ... la réalisation des objectifs en matière de commerce". Elle estime que lorsque les dispositions de l'article 2 b) et de l'article 2 c) sont lues conjointement, il devient clair qu'une mesure ou un instrument de politique commerciale peut avoir des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international, mais que les règles d'origine en tant que telles (quel que soit l'instrument de politique commerciale auquel elles sont liées) ne devraient pas avoir de tels effets préjudiciables.

6.122 L'Inde fait également observer que les effets de la règle d'origine contestée doivent s'exercer sur le "commerce international" et pas seulement sur les importations. À cet égard, elle note la différence entre le libellé de l'article 2 c) et celui de l'article 3:2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, qui prescrit ce qui suit: "les licences non automatiques n'exerceront pas, sur le commerce d'importation, des effets de restriction ou de distorsion s'ajoutant à ceux que causera l'introduction de la restriction". En outre, elle considère qu'en vertu de la première phrase de l'article 2 c), il suffit qu'une partie plaignante montre que la règle d'origine contestée crée des effets de

restriction ou de distorsion pour *un* Membre, qui pourrait être un Membre autre que le Membre plaignant.

6.123 En ce qui concerne le membre de phrase "effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation", l'Inde offre l'interprétation suivante: les règles d'origine créent des effets "de restriction" du commerce international si elles réduisent le niveau du commerce international. Les règles d'origine créent des effets "de distorsion" du commerce international si elles modifient la structure du commerce international en changeant soit le type de produit entrant dans le commerce international soit la direction des courants d'échanges internationaux. Enfin, les règles d'origine créent des effets "de désorganisation" du commerce international si, par exemple, elles sont très complexes et arbitraires par nature.

6.124 De l'avis de l'Inde, la question d'interprétation essentielle que pose la première phrase de l'article 2 c) est toutefois celle de savoir si les mots "créeront ... [des] effets de restriction ..." renvoient aux effets que les règles d'origine sont capables de créer ou aux effets qu'elles créent réellement sur le marché. Selon la première interprétation, "*axée sur le comportement*", il suffirait que l'Inde démontre que les incitations et désincitations que les règles d'origine en cause entraînent pour les négociants sont telles qu'elles créent des effets de restriction. Selon la deuxième interprétation "*axée sur les résultats*" il faudrait démontrer que le cadre réglementaire imposé par les États-Unis a réellement produit ces effets sur le commerce international.

6.125 L'Inde est d'avis que l'interprétation axée sur le comportement est la bonne. Ce qui est pertinent, selon elle, dans le cadre de l'article 2 c) c'est la nature des règles d'origine que le Membre a adoptées, et non la réaction du marché à ces règles. Elle note à cet égard que le terme utilisé à la première phrase de l'article 2 c) est "create" (créeront) et non "have" (auront). Elle fait observer que selon la définition qu'en donne le *New Shorter English Oxford Dictionary* le terme "create" (créer) signifie "cause, occasion, produce, give rise to" (causer, occasionner, produire, donner lieu à) et le terme "have" (avoir) signifie "possess as an attribute, function, position, etc." (posséder comme attribut, fonction, position etc.). Elle rappelle par ailleurs que l'article 3:2 de l'*Accord sur les procédures de licences d'importation* dispose que "les licences non automatiques n'exerceront pas (en anglais: shall not have), sur le commerce d'importation, des effets de restriction ou de distorsion s'ajoutant à ceux que causera l'introduction de la restriction". Par contre, le terme "créeront" est utilisé à la première phrase de l'article 2 c) ce qui, de l'avis de l'Inde, implique que les Membres doivent s'abstenir d'adopter des règles d'origine qui créent un cadre capable de produire de tels effets défavorables.

6.126 L'Inde note que, selon une interprétation axée sur le comportement, les Membres pourraient contester les règles d'origine d'un autre Membre au titre de la première phrase de l'article 2 c) dès qu'elles entreraient en vigueur. Elle juge cela important parce qu'à son avis l'adoption de nouvelles règles d'origine peut immédiatement mettre un terme à la production pour un marché particulier ou aux achats sur des marchés particuliers. Elle fait valoir que, par contre, selon une interprétation axée sur les résultats, une violation de la première phrase de l'article 2 c) doit être prouvée en montrant qu'il y a une incidence réelle sous forme de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international attestée par les statistiques commerciales. Selon l'Inde, ce qu'une telle interprétation implique c'est que les Membres souhaitant contester des règles d'origine au titre de la première phrase de l'article 2 c) devraient attendre que les règles d'origine aient réellement produit une incidence préjudiciable et que des données commerciales soient disponibles pour le démontrer. Cela impliquerait en outre, selon l'Inde, que la compatibilité d'une règle d'origine dépendrait de la réaction du marché à cette règle et par voie de conséquence de facteurs qui normalement échappent à l'emprise des Membres. En outre, l'Inde fait valoir que, selon une interprétation axée sur les résultats, il faudrait démontrer que le changement des courants d'échanges a été causé par les règles d'origine et non par d'autres facteurs. Elle considère que, dans ces circonstances, la première phrase de l'article 2 c) deviendrait à toutes fins utiles impossible à faire respecter parce que l'effet des règles d'origine et

l'effet de l'instrument de politique commerciale auxquels elles sont liées ne pourraient pas, dans la pratique, être dissociés.

6.127 L'Inde fait observer que la question de savoir si les règles du commerce international régissent le comportement ou les effets a déjà été abordée à maintes reprises. Selon l'Inde, dans l'affaire *Mesures appliquées par le Japon aux importations de cuirs*²⁴⁴, les PARTIES CONTRACTANTES au GATT de 1947 devaient décider si l'on pouvait considérer au sujet d'une restriction contingentaie que "l'application en [avait été] faite" au sens de l'article XI:1 du GATT de 1947, même si le contingent n'était pas épuisé et ne restreignait donc pas réellement les importations. L'Inde rappelle qu'elles ont décidé que la simple imposition d'un contingent constituait une violation de l'article XI:1.²⁴⁵ Elle fait observer que les PARTIES CONTRACTANTES devaient également décider si une taxe était "appliqué[e]" aux produits importés au sens de l'article III:2 du GATT de 1947 même s'il n'y avait encore eu aucun produit importé auquel la taxe ait été réellement imposée. Selon l'Inde, les PARTIES CONTRACTANTES ont décidé que l'incidence réelle d'une taxe était dénuée de pertinence au regard de l'article III:2.²⁴⁶ L'Inde fait observer enfin que, dans l'affaire *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, l'Organe d'appel a pris note en l'approuvant de la jurisprudence des PARTIES CONTRACTANTES et a décidé que "l'article III ne vis[ait] pas à protéger les anticipations concernant un volume d'échanges donné, mais plutôt les anticipations relatives à l'égalité du rapport compétitif entre les produits importés et les produits nationaux" et que "l'argument selon lequel "les effets sur le commerce" de l'écart entre la taxe perçue sur les produits importés et celle qui frappe les produits nationaux sont, d'après le volume des importations, négligeables ou même inexistantes, [était] dénué de pertinence".²⁴⁷

6.128 L'Inde note que les articles III et XI du GATT de 1947 n'ont donc jamais été interprétés comme imposant d'obtenir ou d'éviter des effets particuliers sur le commerce international. Au lieu de cela, fait valoir l'Inde, ils ont été interprétés comme imposant l'établissement d'un cadre réglementaire qui permette aux investisseurs et aux négociants de prévoir dans quelle condition ils auront à soutenir la concurrence des produits du pays importateur. Selon l'Inde, le but des articles III et XI du GATT est d'empêcher que des concessions en matière d'accès aux marchés ne soient compromises au moyen de mesures non tarifaires imposées au niveau interne ou à la frontière. L'Inde considère que le but de l'article 2 de l'*Accord RO* est d'empêcher que "les droits que les Membres tiennent du GATT de 1994" ne soient compromis au moyen de règles d'origine comme il est indiqué dans le préambule de l'*Accord RO*. Elle estime que, puisque la raison d'être fondamentale de ces dispositions est la même, l'approche concernant leur interprétation devrait être la même. Tout comme les termes "l'application en [est] faite" figurant à l'article XI du GATT et "appliqués" figurant à l'article III:2 du GATT, les termes "créeront ... [des] effets" figurant à l'article 2 c) doivent, de l'avis de l'Inde, être entendus dans un sens compatible avec la fonction fondamentale de l'ordre commercial mondial qui, note l'Inde, est de créer la prévisibilité pour les négociants et les investisseurs. L'Inde fait valoir que la seule conclusion logique pouvant être tirée de ces considérations est que l'article 2 c), exactement comme toutes les autres dispositions du droit de l'OMC destinées à empêcher le contournement des engagements en matière d'accès aux marchés au moyen de mesures non tarifaires, doit être interprété comme une disposition prescrivant des conditions de concurrence et non l'action d'éviter certains résultats commerciaux. Ce qui est donc pertinent, selon l'Inde, c'est de savoir si les règles d'origine créent des conditions de concurrence ayant des effets de restriction, de distorsion ou de

²⁴⁴ Rapport du Groupe spécial sur les mesures appliquées par le Japon aux importations de cuirs ("*Japon – Cuir II (États-Unis)*"), adopté le 15 mai 1984, IBDD S31/102.

²⁴⁵ *Ibid.*, page 124.

²⁴⁶ Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Taxes sur le pétrole et certains produits d'importation (États-Unis – Fonds spécial pour l'environnement)*, adopté le 17 juin 1987, IBDD S34/154, 181.

²⁴⁷ Rapport de l'Organe d'appel, *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques (Japon – Boissons alcooliques II)*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1^{er} novembre 1996, DSR 1996:I, 97, page 110.

désorganisation, et non de savoir si l'application réelle de ces règles à un instrument de politique commerciale spécifique a produit de tels effets.

6.129 Les **États-Unis** font observer, à titre préliminaire, que le Groupe spécial doit examiner si leurs règles d'origine contestées, telles qu'elles ont été promulguées, "créent des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international" et non si la modification de leurs règles a altéré les conditions de concurrence. Ils notent que le texte de l'article 2 c) n'assujettit pas à une discipline les modifications des règles d'origine *per se*; en fait, il s'applique aux règles d'origine "en soi". L'idée que l'article 2 c) n'était pas censé assujettir à une discipline les modifications *per se* est également corroborée, de l'avis des États-Unis, par le fait que l'article 2 i) de l'*Accord RO* envisage des modifications des règles d'origine.²⁴⁸

6.130 Concernant l'interprétation de la première phrase de l'article 2 c), les États-Unis rejettent le point de vue de l'Inde. Tout d'abord, ils rejettent le point de vue de l'Inde selon lequel le Groupe spécial peut évaluer si les règles d'origine créent des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation "du commerce international" en examinant l'effet sur le commerce d'un seul Membre. À leur avis, on ne peut tout simplement pas lire cela dans les termes de la première phrase de l'article 2 c). Ils font valoir que si les Membres avaient voulu proscrire les règles d'origine affectant un ou plusieurs Membres cela aurait été facile: la disposition aurait pu être libellée comme suit: "les Membres veilleront à ce que leurs règles d'origine ne créent pas en soi d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce d'un autre Membre".

6.131 Les États-Unis rejettent également l'interprétation "axée sur le comportement" que l'Inde donne des termes "créeront ... [des] effets ... [sur le] commerce international". À leur avis, l'interprétation de l'Inde axée sur le comportement est incompatible avec le texte de la première phrase de l'article 2 c). Ils estiment que l'interprétation de l'Inde est erronée en ce sens qu'elle assimile les "effets ... [sur le] commerce international" aux "effets sur les conditions de concurrence créés par le comportement d'un Membre". Ils se demandent ce que les termes "créeront ... [des] effets ... [sur le] commerce international" signifient selon cette interprétation. Ils posent la question suivante: si les rédacteurs ont utilisé ces termes au lieu de ceux qui figurent aux articles III et XI du GATT, la conclusion logique n'est-elle pas qu'ils n'avaient pas l'intention de s'inspirer de ces articles?

6.132 Les États-Unis n'approuvent pas non plus l'approche de l'Inde axée sur le comportement parce qu'à leur avis elle présuppose que la simple adoption d'une règle d'origine aura une incidence immédiate faussant ou restreignant le commerce. Ils font valoir que si les rédacteurs de l'*Accord RO* avaient voulu une règle *per se*, ils en auraient adopté une, mais ils ne l'ont pas fait. Ils considèrent que cette interprétation revient à donner une lecture de l'article 2 c) qui en exclut l'élément primordial, à savoir que les règles d'origine ne doivent pas créer "d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international". Ils se demandent également comment les groupes spéciaux devraient évaluer si une règle d'origine crée une incidence immédiate.

6.133 Enfin, les États-Unis rejettent l'interprétation de l'Inde axée sur le comportement parce qu'à leur avis elle est, en tout état de cause, inutile. Ils considèrent que le Groupe spécial n'a pas besoin de recourir à une analyse des articles I^{er}, III ou XI du GATT lorsque, outre les termes de la première phrase de l'article 2 c), il y a d'autres textes de l'OMC, plus proches de la première phrase de

²⁴⁸ L'article 2 i) est ainsi libellé:

"Jusqu'à ce que le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine défini dans la Partie IV soit achevé, les Membres veilleront à ce qui suit:

[...]

i) lorsqu'ils apporteront des modifications à leurs règles d'origine ou introduiront de nouvelles règles d'origine, ils n'appliqueront pas ces changements rétroactivement comme leurs lois ou réglementations le prévoieraient et sans préjudice de celles-ci[.]"

l'article 2 c), qui donnent des indications sur lesquelles s'appuyer. Ils font valoir que l'article 6.3 de l'*Accord SMC*, qui traite des effets des subventions sur les importations et les exportations, est au moins aussi pertinent pour analyser la première phrase de l'article 2 c) que les affaires portées devant le GATT qui traitent de la discrimination entre produits similaires.

6.134 Les États-Unis estiment que, contrairement à ce que pense l'Inde, la première phrase de l'article 2 c) n'impose pas de montrer qu'il y a des effets *réels* sur le commerce international. Ils font valoir qu'une détermination sur le point de savoir si les règles d'origine créent des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international peut se faire simplement, par un examen des courants d'échanges. Ils font toutefois observer également qu'une telle évaluation doit être aussi bien qualitative que quantitative.

6.135 Selon les États-Unis, la deuxième phrase de l'article 2 c) indique que les règles d'origine peuvent imposer des prescriptions rigoureuses, et le préambule de l'*Accord RO* reconnaît que les règles d'origine peuvent dresser des obstacles. Ils font observer en outre que l'article 2 a) de l'*Accord RO* prévoit que les Membres pourront maintenir des règles d'origine qui auront un certain effet sur le commerce international. Ils sont d'avis, par exemple, que le recours aux pourcentages *ad valorem* comme critère dans les règles d'origine non préférentielles est intrinsèquement générateur de distorsion, parce qu'il peut opérer de façon à "punir" des coûts de main-d'œuvre faibles, qu'il est très sensible aux fluctuations monétaires et qu'il impose des charges administratives excessives. De l'avis des États-Unis, tout cela indique clairement qu'un effet sur le commerce international n'est pas suffisant pour atteindre le niveau d'une "restriction", "distorsion" ou "désorganisation" du commerce international. Les États-Unis considèrent que c'est aussi ce que dicte le bon sens, car l'*Accord RO* n'est pas fait pour régler des différends constants sur des déterminations spécifiques de l'origine de produits particuliers qui peuvent, par exemple, avoir un effet inégal sur un Membre par opposition à un autre. Selon les États-Unis, on aurait des indications sur le point de savoir si les règles d'origine restreignent, faussent ou désorganisent le commerce si elles sont trop difficiles à respecter, imposent des prescriptions plus rigoureuses à certains pays qu'à d'autres ou sont une source de confusion sur le marché.

6.136 Le **Groupe spécial** rappelle que la partie pertinente du texte de la première phrase de l'article 2 c) dispose ce qui suit: "les règles d'origine ne créeront pas en soi d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international". Le premier élément à examiner est l'expression "en soi". Nous considérons que, dans la première phrase de l'article 2 c), l'expression "en soi" est utilisée principalement pour mettre en relief l'expression précédente "règles d'origine". En mettant en relief les termes "règles d'origine", l'expression "en soi" fait apparaître très clairement que la première phrase de l'article 2 c) concerne les règles d'origine d'un Membre, et non quelque chose d'autre que les règles d'origine, et que ce sont les règles d'origine, par opposition à quelque chose d'autre que les règles d'origine, qui ne doivent pas "créer[] ... d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international".

6.137 Cette interprétation est étayée, et éclairée davantage, par la disposition précédant immédiatement l'article 2 c). L'article 2 b) dispose que "nonobstant la mesure ou l'instrument de politique commerciale auxquels elles seront liées, [les Membres veilleront à ce que] leurs règles d'origine ne [soient] pas utilisées comme des instruments visant à favoriser ... la réalisation des objectifs en matière de commerce". Ainsi, l'article 2 b) oppose les règles d'origine aux instruments de politique commerciale qu'elles servent à mettre en œuvre. Comme il a été noté plus haut, l'article 2 b) peut être compris comme signifiant que les instruments de politique commerciale peuvent favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce, mais que les règles d'origine ne le peuvent pas. Nous considérons que l'article 2 b) donne du poids à notre avis selon lequel la première phrase de l'article 2 c) est axée sur les règles d'origine, et non sur un quelconque autre instrument ou mécanisme, et précise que les autres instruments ou mécanismes pertinents comprennent ce que l'article 2 b)

désigne comme "la [les] mesure[s] ou l'[les] instrument[s] de politique commerciale auxquels [les règles d'origine] seront liées".

6.138 Un examen du contexte pertinent nous amène donc à conclure que l'expression "en soi" est censée souligner que, même s'il peut y avoir des mesures de politique commerciale qui créent des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international, les règles d'origine utilisées pour mettre en œuvre et étayer ces mesures de politique commerciale ne doivent pas créer des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international s'ajoutant à ceux que peuvent causer les mesures de politique commerciale sous-jacentes.²⁴⁹ De même, dans les cas où une mesure de politique commerciale sous-jacente ne cause aucun effet de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international, l'expression "en soi" servirait à souligner que les règles d'origine ne doivent créer aucun effet nouveau de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international.

6.139 Cette interprétation est compatible également avec l'objectif de la première phrase de l'article 2 c) qui est de garantir une certaine neutralité des règles d'origine du point de vue du commerce.

6.140 L'élément suivant du texte de la première phrase de l'article 2 c) qu'il faut examiner est le terme "créeront". Le sens ordinaire du terme "create" (créer) est "cause, occasion, produce, give rise to" (causer, occasionner, produire, donner lieu à).²⁵⁰ Ainsi, il découle implicitement du terme "créeront" que les règles d'origine d'un Membre sont contraires à la première phrase de l'article 2 c) uniquement s'il y a un lien de causalité entre ces règles et les effets prohibés spécifiés dans la première phrase.²⁵¹ À notre avis, le terme "créeront" n'implique pas toutefois que la création des effets prohibés doive nécessairement être délibérée.²⁵²

6.141 Passant aux effets prohibés – c'est-à-dire les "effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation" – le Groupe spécial note que ces effets constituent des bases différentes pour formuler une allégation au titre de la première phrase de l'article 2 c), comme le confirme l'emploi de la conjonction disjonctive "ou". En conséquence, un sens et un effet indépendants devraient être donnés aux concepts de "restriction", "distorsion" et "désorganisation". À cet égard, nous notons que le sens ordinaire du terme "restrict" (restreindre) est "limit, bound, confine" (limiter, borner, confiner), que celui du terme "distort" (fausser) est "alter to an unnatural shape by twisting" (donner une forme non naturelle en tordant); et que celui du terme "disrupt" (désorganiser) est "interrupt the normal continuity of" (interrompre la continuité normale de).²⁵³ Ainsi, la première phrase de l'article 2 c) prohibe les règles d'origine qui créent l'effet consistant à limiter le niveau du commerce international (effets de "restriction"), à perturber la structure naturelle du commerce international (effets de

²⁴⁹ Il convient de noter dans ce contexte que l'article 3:2 de l'*Accord sur les procédures de licences d'importation* concernant les licences non automatiques contient des dispositions allant dans ce sens. Plus précisément, il dispose que "[l]es licences non automatiques n'exerceront pas, sur le commerce d'importation, des effets de restriction ou de distorsion *s'ajoutant* à ceux que causera l'introduction de la restriction" (pas d'italique dans l'original).

²⁵⁰ *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown, ed., Clarendon Press, 1993, Vol. I, page 198.

²⁵¹ Il est pertinent de signaler ici que l'Organe d'appel a donné une interprétation semblable de l'article 3:2 de l'*Accord sur les procédures de licences d'importation* mentionné plus haut. Rapport de l'Organe d'appel, *Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles* ("CE – Volailles"), WT/DS69/AB/R, adopté le 23 juillet 1998, DSR 1998:V, 2031, paragraphes 126 et 127.

²⁵² Les parties partagent ce point de vue. Réponse de l'Inde à la question n° 11 a) du Groupe spécial; réponse des États-Unis à la question n° 11 a) du Groupe spécial.

²⁵³ *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown, ed., Clarendon Press, 1993, Vol. II, page 2569; Vol. I, pages 707 et 702, respectivement.

"distorsion"), ou à interrompre la continuité normale du commerce international (effets de "désorganisation").

6.142 La première phrase de l'article 2 c) indique que les effets prohibés doivent s'exercer sur le "commerce international". L'Inde fait observer à cet égard que la première phrase ne fait pas référence aux effets sur les "importations". Nous pensons comme l'Inde que le membre de phrase "effets ... [sur le] commerce international" englobe, mais pas exclusivement, les effets sur les importations du produit auquel le Membre concerné applique la règle d'origine pertinente (par exemple linge de lit de coton). Cela soulève deux questions. *Premièrement*, le membre de phrase "effets ... [sur le] commerce international" peut-il aussi couvrir les effets défavorables sur le commerce des produits à des stades de production intermédiaires (par exemple tissu de coton), et non simplement le commerce des produits finals, ou finis, auxquels la règle d'origine pertinente est appliquée (par exemple linge de lit de coton)?²⁵⁴ *Deuxièmement*, le membre de phrase "effets ... [sur le] commerce international" peut-il couvrir les effets défavorables sur le commerce de types de produits finis différents (mais très semblables)? Par exemple, y aurait-il un effet de distorsion du commerce international si une règle d'origine modifiait les courants d'échanges internationaux en changeant le type de produits entrant dans le commerce international (par exemple en faisant augmenter le commerce des écharpes et foulards de soie et diminuer le commerce des écharpes et foulards de coton)?²⁵⁵ Nous allons examiner ces questions l'une après l'autre.

6.143 S'agissant tout d'abord de la question des effets sur le commerce de produits à des stades d'ouvrage antérieurs – c'est-à-dire les produits "en amont" – il n'est pas nécessaire, en l'espèce, de régler cette question. Dans notre analyse des mesures en cause, nous supposons, pour les besoins du débat, que les effets sur les produits en amont pertinents peuvent être considérés comme des "effets ... [sur le] commerce international" au sens de la première phrase de l'article 2 c).

6.144 En ce qui concerne la question des effets sur des types de produits finis différents, nous jugeons important, pour examiner cette question, de tenir compte en particulier des dispositions de l'article 2 d) de l'*Accord RO*. Comme nous l'expliquerons plus loin²⁵⁶, l'article 2 d) n'impose pas aux membres d'appliquer la même règle d'origine à des produits "étroitement liés" (mais différents). Par conséquent, nous ne pouvons pas adopter une interprétation de la première phrase de l'article 2 c) qui interdirait effectivement aux Membres de faire ce qui est admissible au titre de l'article 2 d).

6.145 En effet, si nous devions accepter que la première phrase de l'article 2 c) prohibe les effets défavorables sur le commerce d'un produit qui est différent du produit visé par la règle d'origine pertinente, nous imposerions effectivement aux Membres d'appliquer une règle d'origine uniforme à une gamme étendue de produits différents. On pourrait alors faire valoir, par exemple, qu'une règle d'origine qui n'est pas appliquée uniformément à tous les produits concurrents crée des effets "de distorsion" du commerce international. Potentiellement, la portée de la première phrase de l'article 2 c) serait donc très large.

6.146 Étant donné ces vastes conséquences potentielles, et compte tenu également de la circonstance selon laquelle, avant l'entrée en vigueur de l'*Accord RO*, les règles d'origine n'étaient pas soumises à de véritables disciplines dans le cadre du GATT, nous ne pouvons pas supposer que les Membres avaient l'intention d'intégrer les effets défavorables sur des types de produits différents dans

²⁵⁴ L'Inde fait valoir que le membre de phrase "effets ... [sur le] commerce international" ne couvre pas les effets défavorables sur le commerce des produits à des stades de production intermédiaires (par exemple tissu de coton). Par exemple, deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphe 17; réponse de l'Inde à la question n° 56 du Groupe spécial.

²⁵⁵ L'Inde considère qu'il s'agit d'un exemple d'effets de distorsion incompatibles avec la première phrase de l'article 2 c). Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 91.

²⁵⁶ *Infra*, paragraphe 6.249.

le champ de la prohibition énoncée à la première phrase de l'article 2 c). En effet, comme l'Organe d'appel l'a dit dans un contexte différent, "[p]our étayer une telle hypothèse et justifier une interprétation aussi large, il faudrait que le libellé du traité soit beaucoup plus précis ...".²⁵⁷ Nous considérons que l'on pourrait en dire autant de la première phrase de l'article 2 c).²⁵⁸

6.147 Par conséquent, nous considérons qu'il ne serait pas approprié d'interpréter le membre de phrase "effets ... [sur le] commerce international" comme couvrant les effets défavorables sur le commerce de types de produits finis différents (mais très semblables). Nous interprétons le membre de phrase "effets ... [sur le] commerce international" comme couvrant le commerce des produits auxquels la règle d'origine pertinente est appliquée (par exemple linge de lit de coton). Pour ce qui est de savoir si, en outre, ce membre de phrase couvre le commerce des produits à des stades de production intermédiaires (par exemple tissu de coton) c'est une question que, comme nous l'avons dit, nous n'avons pas à trancher en l'espèce.

6.148 S'appuyant sur l'expression "[sur le] commerce international", l'Inde fait valoir qu'il suffit qu'une partie plaignante montre que la règle d'origine contestée crée des effets de restriction ou de distorsion du commerce d'un Membre.²⁵⁹ Bien qu'il soit possible de considérer le commerce entre deux Membres quelconques comme du "commerce international", nous ne sommes pas convaincus qu'il serait toujours et nécessairement suffisant de démontrer l'existence d'un effet défavorable sur le commerce d'un Membre. En effet, alors que l'utilisation d'une règle d'origine particulière peut avoir des conséquences défavorables sur le commerce d'un Membre, elle peut avoir des conséquences favorables sur le commerce d'un ou plusieurs autres Membres. Par exemple, le simple fait qu'un Membre perdrait des débouchés commerciaux ne peut pas, à notre avis, être considéré comme concluant, en lui-même et à lui seul, pour ce qui est de savoir si la règle en question crée un effet "de restriction" du commerce international.

6.149 S'agissant du désaccord entre les parties sur la question de savoir si le membre de phrase "créeront ... [des] effets" renvoie aux effets que les règles d'origine sont *capables* de créer ou s'il renvoie aux effets qu'elles créeront *réellement* sur le marché, nous notons qu'aux fins de notre analyse nous n'avons pas à régler le désaccord entre les parties. Au cours de notre examen des allégations formulées par l'Inde au titre de la première phrase de l'article 2 c), nous supposerons, pour les besoins du débat, que l'Inde affirme à juste titre que la première phrase n'impose pas de montrer qu'il y a des effets prohibés réels sur le commerce international et qu'il suffit de démontrer que les règles d'origine en question "créent des conditions de concurrence ayant des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international"²⁶⁰, c'est-à-dire que "les incitations et désincitations que les règles d'origine en cause entraînent pour les négociants sont telles qu'elles créent [les] effets [prohibés]".²⁶¹

²⁵⁷ Rapport de l'Organe d'appel, *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (Hormones)* ("CE – Hormones"), WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, DSR 1998:I, 135, paragraphe 165.

²⁵⁸ En réponse à une question du Groupe spécial, l'Inde fait valoir que l'emploi du pluriel à l'article 2 c) signifie que cette disposition s'applique à la fois à une règle d'origine individuelle et au régime de règles d'origine d'un Membre. Réponse de l'Inde à la question n° 48 du Groupe spécial. Étant donné que l'Inde, lorsqu'elle développe son allégation, ne se fonde pas sur cette interprétation du texte de l'article 2 c), il suffit de noter que nous comprenons que le pluriel utilisé à la première phrase de l'article 2 c) renvoie aux "règles d'origine" d'un Membre prises individuellement, c'est-à-dire aux règles d'origine individuelles telles qu'elles s'appliquent à des produits individuels. En effet, des dispositions comme la deuxième phrase de l'article 2 c), la première clause de l'article 2 d), l'article 2 f) et l'article 3 a) de l'*Accord RO* ne peuvent pas raisonnablement être interprétées comme énonçant des disciplines pour quoi que ce soit d'autre que les règles d'origine individuelles.

²⁵⁹ Réponse de l'Inde à la question n° 11 b) du Groupe spécial.

²⁶⁰ Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphes 48 et 60.

²⁶¹ Première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 38.

6.150 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous allons maintenant évaluer la compatibilité des mesures en cause avec la première phrase de l'article 2 c).

b) Compatibilité des mesures en cause avec la première phrase de l'article 2 c) de l'*Accord RO*

6.151 L'Inde allègue que l'article 334 et l'article 405 – ci-après les "mesures en cause" - sont incompatibles avec la première phrase de l'article 2 c) parce qu'elles créent des effets i) "de restriction", ii) "de distorsion", et iii) "de désorganisation" du commerce international. À l'appui de cette allégation, l'Inde a avancé deux séries d'arguments. La première série d'arguments est exposée principalement dans la première communication écrite de l'Inde et est axée essentiellement sur les effets résultant de l'application des mesures en cause dans le cadre de la mise en œuvre des contingents de textiles des États-Unis et des modifications apportées aux règles d'origine des États-Unis en 1996 et 2000.²⁶² La deuxième série d'arguments est exposée dans les communications ultérieures et est axée sur les caractéristiques des règles d'origine pertinentes des États-Unis en tant que telles.²⁶³ Comme le rapport entre ces deux séries d'arguments n'est pas clair, le Groupe spécial les traitera séparément.²⁶⁴ Il commencera son examen par la première série d'arguments de l'Inde.

i) *Arguments de l'Inde tels qu'ils ont été exposés dans sa première communication écrite*

Effets "de restriction" du commerce international

6.152 L'Inde affirme que les mesures en cause ont réduit le niveau des exportations de pays comme l'Inde qui exportaient vers des pays tiers du tissu écru destiné à subir une ouvraison plus poussée pour donner des articles confectionnés qui étaient ensuite exportés vers les États-Unis parce que ces articles ayant subi une ouvraison plus poussée étaient déduits des contingents établis pour les pays exportateurs de tissu. Selon l'Inde, les mesures en cause ont donc entraîné de nouvelles restrictions quantitatives pour les produits indiens exportés vers des pays tiers, produits qui n'avaient auparavant jamais été soumis à une quelconque restriction.

6.153 L'Inde donne un exemple pour illustrer les effets de restriction du commerce international créés par les mesures en cause. Se fondant sur un message par fax daté du 20 juillet 2002 que le *Conseil de promotion des exportations de textiles de coton* à Bombay a adressé à la Mission permanente de l'Inde à l'OMC²⁶⁵, l'Inde dit qu'avant l'adoption de l'article 334, des tissus écrus étaient envoyés d'Inde vers Sri Lanka où ils étaient teints et imprimés, et soumis à deux opérations de finissage puis cousus pour donner des produits de la catégorie linge de lit. Elle fait valoir que ces produits étaient ensuite exportés aux États-Unis en tant que produits sri-lankais. Elle soutient que, suite à la modification apportée aux règles d'origine en 1996, elle a commencé à délivrer des visas pour ces expéditions du 26 décembre 1996 au 24 décembre 1998. Elle note qu'au bout du compte, toutefois, en raison de la non-disponibilité de contingents dans la catégorie pertinente, les opérations à Sri Lanka ont été abandonnées. Elle fait observer que cela signifiait qu'il a été mis fin à l'exportation de tissu écru de l'Inde vers Sri Lanka, aux opérations de finissage connexes à Sri Lanka ainsi qu'aux exportations qui en résultaient de Sri Lanka vers les États-Unis.

6.154 Les **États-Unis** considèrent que le message par fax du *Conseil de promotion des exportations de textiles de coton* ne démontre pas l'existence d'un lien de causalité entre l'article 334 et la hausse ou la baisse des exportations indiennes de tissu vers Sri Lanka. Les États-Unis notent également que

²⁶² Première communication écrite de l'Inde, paragraphes 91 à 96.

²⁶³ Première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 25; deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 61; réponse de l'Inde à la question n° 66 du Groupe spécial.

²⁶⁴ Nous notons que l'Inde n'a pas dit que la deuxième série d'arguments était d'une manière ou d'une autre destinée à remplacer la première.

²⁶⁵ Pièce n° 15 de l'Inde.

l'accusation formulée par l'Inde selon laquelle elle a perdu des marchés à Sri Lanka du fait de l'article 334 contraste de façon marquée avec les statistiques des importations réelles des États-Unis qui, selon ceux-ci, ne démontrent pas – pour le commerce des produits relevant des positions du TDH identifiées par l'Inde comme étant affectées par les articles 334 et 405 – l'existence d'une structure particulière qui indiquerait une restriction du commerce.²⁶⁶ Les États-Unis font également observer que le message par fax contient des renseignements qui indiquent que les exportateurs de tissu indiens ont en réalité tiré profit de l'article 334, car ils ont pu s'assurer de nouveaux débouchés en Chine. Ils affirment en outre que les données de l'ONU indiquent que les exportations de tissu de coton de l'Inde dans le monde ont augmenté entre 1995 et 1996 et légèrement diminué en 1997, mais que leur valeur était plus élevée en 1997 qu'en 1995.

6.155 Le **Groupe spécial** note, tout d'abord, que l'allégation formulée par l'Inde au sujet des effets "de restriction" (allégués) de la règle de l'élaboration du tissu énoncée à l'article 334 concerne les effets sur les produits en amont – tissu écru – exportés par les pays d'élaboration du tissu comme l'Inde qui sont soumis à des contingents aux États-Unis.²⁶⁷ Le Groupe spécial a indiqué plus haut qu'il était prêt à supposer, pour les besoins du débat, que de tels effets pouvaient être considérés comme des "effets ... [sur le] commerce international" au sens de la première phrase de l'article 2 c).

6.156 Il convient également de noter que ce que l'Inde affirme c'est que la règle de l'élaboration du tissu crée une restriction *de facto* du commerce international, et non une restriction *de jure*.²⁶⁸ Comme un autre groupe spécial l'a fait observer, dans les circonstances où il n'y a pas de restriction *de jure*, ou formelle, "il est inévitable, sur le plan des preuves, qu'une plus grande importance soit accordée à l'incidence effective d'une mesure sur le commerce", c'est-à-dire aux éléments de preuve factuels étayant l'existence d'une restriction, même si la disposition de l'OMC prohibant une telle restriction protège les possibilités de concurrence et non les courants d'échanges.²⁶⁹

6.157 L'Inde a offert peu d'éléments de preuve factuels à l'appui de son affirmation selon laquelle la règle de l'élaboration du tissu crée des effets de restriction du commerce des produits en amont, spécifiquement, les tissus écrus. Elle s'appuie sur un message par fax que le *Conseil de promotion des exportations de textiles de coton* à Bombay a adressé à la Mission permanente de l'Inde à l'OMC. Dans ce message, le *Conseil de promotion des exportations de textiles de coton* donne, à la demande de la Mission permanente de l'Inde, des renseignements sur ce qu'il considère comme étant les effets de l'article 334 sur le commerce indien des textiles.²⁷⁰

6.158 Nous ne sommes pas convaincus par le message par fax du *Conseil de promotion des exportations de textiles de coton* à lui seul que la règle de l'élaboration du tissu énoncée à l'article 334 crée des effets de restriction des exportations de tissu écru de l'Inde. Le message par fax en question contient un certain nombre d'affirmations qui, toutefois, ne sont pas étayées par des éléments de preuve documentaires ou des données commerciales. La simple affirmation, faite par une association d'exportateurs indiens, selon laquelle, du fait de la règle de l'élaboration du tissu prévue à l'article 334, "les exportations de tissu écru de l'Inde vers Sri Lanka ... ont accusé une forte baisse"²⁷¹ est insuffisante pour établir que le niveau des exportations de tissu écru indien vers Sri Lanka a diminué

²⁶⁶ Les États-Unis se réfèrent à leurs pièces n° 8 et 9.

²⁶⁷ Par exemple, deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphe 17. Nous ne croyons pas comprendre que l'Inde fasse valoir que la règle TI+2 prévue à l'article 405 crée des effets de restriction.

²⁶⁸ L'Inde utilise l'expression "effet réfrigérant". Deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphe 17.

²⁶⁹ Rapport du Groupe spécial, *Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis* ("Argentine – Cuirs et peaux"), WT/DS155/R et Corr.1, adopté le 16 février 2001, paragraphe 11.20.

²⁷⁰ Pièce n° 15 de l'Inde, page 1.

²⁷¹ *Ibid.*, page 2.

ou qu'il existe un lien de causalité entre la règle de l'élaboration du tissu énoncée à l'article 334 et la diminution alléguée des exportations de tissu écru de l'Inde.

6.159 En tout état de cause, même si l'Inde avait démontré que la règle de l'élaboration du tissu créait un effet de restriction de ses exportations de tissu écru, nous avons dit plus haut que montrer qu'il y a un effet de restriction du commerce d'un seul Membre n'était pas suffisant, dans tous les cas, pour établir l'existence d'effets de restriction "du commerce international". En l'espèce, il n'y a aucune base nous permettant de constater que montrer qu'il y a des effets de restriction des exportations de tissu écru de l'Inde serait, en soi, suffisant pour établir une incompatibilité avec la première phrase de l'article 2 c). Comme nous l'avons fait observer précédemment²⁷², il ne nous a été communiqué aucun élément de preuve et/ou donnée concernant:

- les pays qui sont sous contingent aux États-Unis en ce qui concerne les produits en aval pertinents (par exemple linge de lit de coton);
- les pays qui sont des fournisseurs importants des produits en amont pertinents (par exemple tissu de coton); et
- le prix et la qualité des produits en amont fabriqués par ces pays et leur capacité de production.

6.160 Faute de renseignements sur la conception du régime de contingents des États-Unis, le marché des produits en aval et en amont pertinents et le rapport entre les deux, nous ne pouvons pas simplement supposer que l'Inde est la seule source d'approvisionnement viable sur le plan commercial pour les Membres important le tissu écru pertinent. Il peut y avoir des fournisseurs concurrentiels autres que l'Inde qui ne sont pas sous contingent en ce qui concerne les produits en aval pertinents.²⁷³ Une diminution éventuelle des exportations indiennes de tissu écru pourrait alors s'accompagner d'une augmentation correspondante des exportations concurrentielles d'autres Membres, de telle sorte qu'il n'y aurait pas un effet de restriction du commerce international du tissu écru pertinent.

6.161 Sur la base des considérations qui précèdent, nous concluons que l'Inde n'a pas établi que les mesures en cause créaient des effets de restriction du commerce international au sens de la première phrase de l'article 2 c).

Effets "de distorsion" du commerce international

6.162 L'Inde estime que les mesures en cause assurent un accès plus favorable à certains produits par rapport à d'autres produits. Un exemple est le traitement différent accordé aux produits en fonction de la fibre dont ils sont constitués, comme la soie, le coton et la laine. De l'avis de l'Inde, les mesures en cause favorisent également les produits dont l'exportation présente de l'intérêt pour les Communautés européennes par rapport aux produits dont l'exportation présente de l'intérêt pour les pays en développement. Selon l'Inde, les mesures en cause créent en conséquence des effets de distorsion du commerce international au sens de l'article 2 c). L'Inde fait également valoir que les mesures en cause créent des effets de distorsion parce qu'elles déplacent l'origine depuis un pays tiers

²⁷² *Supra*, paragraphe 6.78.

²⁷³ Les États-Unis affirment qu'au moment où l'article 334 a été mis en œuvre, et par la suite, six des dix principaux exportateurs mondiaux de tissus de coton, représentant 50 pour cent du commerce mondial de tissu de coton, étaient des pays qui n'étaient pas soumis à des contingents pour le tissu ou le linge de lit aux États-Unis. Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 6. Nous rappelons également que nous avons antérieurement constaté au sujet de l'allégation formulée par l'Inde au titre du paragraphe 2 b) que l'Inde n'avait pas établi que la règle de l'élaboration du tissu entraînait nécessairement, ou en fait, davantage d'importations de produits en aval sous contingent aux États-Unis. *Supra*, paragraphe 6.83.

où le tissu a été teint et imprimé et soumis à deux autres opérations de finissage vers le pays où le tissu écri a été élaboré. Enfin, elle fait valoir qu'en raison des nouvelles règles d'origine des États-Unis les importateurs ont dû se tourner vers de nouveaux fournisseurs étant donné que les fournisseurs habituels ont perdu leur accès au marché des États-Unis, ce qui fausse la structure traditionnelle des échanges.

6.163 À titre d'exemple, l'Inde note que les États-Unis ont négocié des attributions de contingents pour les produits textiles de maison (par exemple draps, taies d'oreiller, housses d'édredons, couvre-pieds, édredons) avec divers pays ou territoires douaniers, comme Hong Kong ou Macao, qui ne disposaient pas d'une industrie autochtone de fabrication de tissu. L'Inde estime que, lorsque l'article 334 est entré en vigueur, ces attributions de contingents sont devenues inutiles. Elle fait observer que *Pac Fung*, par exemple, un fabricant de housses d'édredons, de draps de lit et d'autres produits textiles de maison, installé à Hong Kong, fabriquait ces produits à Hong Kong et à Macao en utilisant du tissu qui avait été tissé en Chine. Elle soutient que l'adoption de l'article 334 signifiait en fait que les usines de *Pac Fung* à Hong Kong et à Macao n'étaient plus en mesure d'exporter les produits vers les États-Unis car le tissu était fabriqué en Chine. Selon l'Inde, le commerce était faussé parce que les produits du fabricant installé à Hong Kong étaient maintenant considérés comme des produits de la Chine, et non de Hong Kong et de Macao, et étaient soumis aux restrictions contingentaires applicables à la Chine. L'Inde fait observer que, puisque les contingents attribués à la Chine pour ces produits avaient été pour l'essentiel épuisés, le résultat était que les produits du fabricant de Hong Kong étaient exclus du marché des États-Unis. Elle conclut que pour continuer à exporter des housses d'édredons vers les États-Unis, le fabricant de Hong Kong avait dû se procurer le tissu auprès d'une autre source que la Chine, ce qui faussait la structure des échanges.²⁷⁴

6.164 Les **États-Unis** font valoir que les modifications des règles d'origine pour les produits contingentés auront habituellement des conséquences au niveau des contingents qui seront différentes selon les Membres, en fonction des niveaux de leur contingent et de la nature de leurs exportations. Ils estiment que les Membres sont toutefois autorisés à modifier les règles d'origine pendant la période de transition, et toute interprétation de l'*Accord RO* qui prohiberait de telles modifications pour un produit quelconque, y compris les produits soumis à des restrictions quantitatives autorisées par l'*Accord sur l'OMC*, ne peut donc être correcte. Ils font également valoir que la différenciation des produits est autorisée au titre de l'*Accord RO* et que l'Inde semble confondre différenciation et discrimination.

6.165 Les États-Unis estiment en outre que les données commerciales ne corroborent pas une quelconque allégation de distorsion du commerce des produits relevant des positions du TDH que l'Inde a identifiées comme étant affectées par les articles 334 et 405.²⁷⁵

6.166 Pour examiner l'allégation de distorsion formulée par l'Inde, le **Groupe spécial** se penche, *d'abord*, sur l'argument de l'Inde selon lequel les mesures en cause créent des effets de distorsion du commerce international parce qu'elles ont déplacé l'origine depuis un pays où le tissu dont est fait un article confectionné a été soumis à une opération TI+2 vers le pays où le tissu écri a été élaboré.²⁷⁶ À notre avis, le simple fait qu'une modification des règles d'origine d'un Membre aboutit, pour un produit fini donné exporté vers ce Membre (par exemple linge de lit), à un pays d'origine différent n'est pas suffisant, en lui-même et à lui seul, pour démontrer l'existence d'un effet de distorsion du commerce international. En effet, si la première phrase de l'article 2 c) empêchait un Membre de modifier une règle d'origine simplement parce que cela impliquerait un changement de pays d'origine,

²⁷⁴ L'Inde se réfère à *Pac Fung Leather Co. v. The United States*, 111 F.3d. 114 (Fed. Cir 1997) (pièce n° 16 de l'Inde).

²⁷⁵ Les États-Unis se réfèrent à leurs pièces n° 8 et 9.

²⁷⁶ Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 96.

alors, contrairement à l'article 2 i) de l'*Accord RO*, les règles d'origine ne pourraient jamais être modifiées.

6.167 Ce qui importe, aux fins de la première phrase de l'article 2 c), c'est de savoir si la nouvelle règle d'origine crée des effets de distorsion, et non si le passage de la règle d'origine antérieure à la nouvelle règle crée de tels effets. En effet, comme les États-Unis l'ont noté, la règle antérieure peut elle-même avoir créé des effets de distorsion, de sorte que toute détermination du pays d'origine résultant de cette règle pourrait être inappropriée.²⁷⁷

6.168 Le *deuxième* argument de l'Inde que nous examinons est celui selon lequel il résulte des mesures en cause que certains produits finis bénéficient d'un meilleur accès au marché des États-Unis que d'autres produits finis et que cela crée des effets de distorsion du commerce international. Spécifiquement, l'Inde fait valoir que les mesures en cause créent des effets de distorsion du commerce de types de produits finis différents (par exemple écharpes et foulards de soie par opposition à écharpes et foulards de coton).²⁷⁸ Nous avons dit plus haut que nous ne considérons pas que la prohibition énoncée à la première phrase de l'article 2 c) couvrirait les effets de distorsion du commerce de types de produits différents. En tout état de cause, pour que son argument soit retenu, l'Inde devrait démontrer que les produits en question sont en concurrence les uns avec les autres et que les mesures en cause faussent le commerce de ces produits. Mais elle n'a pas démontré que les produits dont elle allègue qu'ils bénéficient d'un accès plus favorable au marché des États-Unis (par exemple écharpes et foulards de soie) étaient en concurrence avec les produits auxquels elle considère qu'un accès moins favorable est accordé (par exemple écharpes et foulards de coton).

6.169 L'Inde n'a pas non plus établi que les mesures en cause créaient des effets de distorsion du commerce. Son argument est que les mesures en cause faussent le commerce parce que, conformément à ces mesures, certains produits sont soumis à la règle TI+2 alors que d'autres sont soumis à la règle de l'élaboration du tissu et parce que cela détermine le point de savoir si des exportations particulières relèvent du régime de contingents des États-Unis. Nous ne considérons pas que le fait que les États-Unis utilisent une règle de l'élaboration du tissu pour certains produits finis et une règle TI+2 pour d'autres soit à lui seul suffisant pour démontrer l'existence d'effets de distorsion du commerce de ces produits. Par exemple, si un pays qui effectue une opération TI+2 sur un produit particulier est soumis à un contingent aux États-Unis pour ce produit, une règle TI+2 n'entraînerait pas nécessairement un accès plus favorable au marché des États-Unis que celui qu'assurerait une règle de l'élaboration du tissu.

6.170 Pour ces raisons, nous ne sommes pas en mesure d'accepter l'argument de l'Inde selon lequel les mesures en cause créent des effets de distorsion parce qu'il en résulte que certains produits finis bénéficient d'un meilleur accès au marché des États-Unis que d'autres produits finis.

6.171 Un argument connexe présenté par l'Inde est que les mesures en cause créent des effets de distorsion parce qu'elles créent des incitations artificielles à modifier le type d'intrants utilisés (par exemple tissu de soie par opposition à tissu de coton).²⁷⁹ L'Inde n'a pas développé cet argument ni fourni de renseignements factuels pour l'étayer. À notre avis, cet argument n'est rien de plus qu'une variante de l'argument précédent de l'Inde, si ce n'est qu'il concerne les intrants, ou les produits "en amont", et non les produits finis.²⁸⁰ Malgré cette différence, nos considérations relatives à l'argument précédent s'appliquent, *mutatis mutandis*, également à cet argument.

²⁷⁷ Réponse des États-Unis à la question n° 11 f) du Groupe spécial.

²⁷⁸ Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 91.

²⁷⁹ Réponse de l'Inde à la question n° 66 du Groupe spécial.

²⁸⁰ Comme nous l'avons fait observer précédemment, nous supposons, pour les besoins du débat, que les effets sur les produits en amont peuvent être considérés comme des "effets ... [sur le] commerce international" au sens de la première phrase de l'article 2 c).

6.172 Le *troisième* argument de l'Inde est que les mesures en cause créent des effets de distorsion du commerce international parce qu'elles favorisent les produits dont l'exportation présente de l'intérêt pour les Communautés européennes par rapport aux produits dont l'exportation présente de l'intérêt pour les pays en développement. Pour mémoire, des produits comme les écharpes et foulards de soie (produit dont l'exportation présente de l'intérêt pour les Communautés européennes) sont soumis à la règle TI+2 alors que des produits comme le linge de lit de coton (produit dont l'exportation présente de l'intérêt pour des pays en développement comme l'Inde) sont soumis à la règle de l'élaboration du tissu. Étant donné que l'argument de l'Inde concerne les implications commerciales de l'application de règles d'origine différentes à des produits différents, cet argument est lui aussi subordonné au fait que les produits en question sont en concurrence les uns avec les autres et que les mesures en cause faussent le commerce. Il est également fondé sur une lecture de la première phrase de l'article 2 c) que nous n'approuvons pas, à savoir que la prohibition énoncée à la première phrase de l'article 2 c) couvre les effets de distorsion du commerce de types de produits différents. Même si l'on ne tient pas compte de cet élément, l'Inde n'a pas spécifiquement établi l'existence d'un rapport de concurrence entre des produits individuels dont l'exportation présente de l'intérêt pour les Communautés européennes, d'une part, et pour les pays en développement, d'autre part.²⁸¹ Elle n'a pas non plus établi que l'application d'une règle TI+2 aux produits dont l'exportation présente de l'intérêt pour les Communautés européennes favoriserait nécessairement ces produits par rapport aux produits dont l'exportation présente de l'intérêt pour les pays en développement qui sont soumis à la règle de l'élaboration du tissu.

6.173 *Enfin*, nous passons à l'argument de l'Inde selon lequel, en raison des nouvelles règles d'origine des États-Unis, les importateurs ont dû se tourner vers de nouveaux fournisseurs, étant donné que les fournisseurs habituels avaient perdu leur accès au marché des États-Unis, ce qui, selon l'Inde, faussait la structure traditionnelle des échanges.²⁸² Cet argument concerne les effets sur le commerce "en amont", spécifiquement l'approvisionnement en intrants d'un type particulier (par exemple tissu de coton). Nous notons que les décisions des importateurs en matière d'approvisionnement ne sont pas exclusivement dictées par les règles d'origine, de sorte qu'une modification des sources d'approvisionnement traditionnelles n'est pas nécessairement imputable à une modification des règles d'origine. Mais à supposer même que les mesures en cause, et non un quelconque autre facteur, aient conduit certains importateurs à s'approvisionner en intrants particuliers auprès de nouveaux pays²⁸³, nous ne pensons pas que ces mesures pourraient, pour cette seule raison, être considérées comme créant des effets de distorsion du commerce international. L'Inde n'a pas démontré, pour des intrants particuliers, qu'il résultait des mesures en cause que les importateurs s'approvisionnaient auprès de pays dont les intrants n'étaient pas comparables sur des points pertinents (prix, qualité, etc.) aux intrants qu'ils avaient l'habitude de se procurer auprès d'autres pays en vertu des règles d'origine antérieures. En l'absence de toute démonstration de cette sorte, nous ne sommes pas en mesure d'accepter l'argument de l'Inde selon lequel les mesures en cause créent des effets de distorsion du commerce parce que certains importateurs ont dû s'approvisionner en intrants auprès de nouveaux pays fournisseurs.

6.174 Compte tenu de ce qui précède, nous concluons que l'Inde n'a pas établi que les mesures en cause créaient des effets de distorsion du commerce international au sens de la première phrase de l'article 2 c).

²⁸¹ Réponse de l'Inde à la question n° 58 b) du Groupe spécial.

²⁸² Réponse de l'Inde à la question n° 2 des États-Unis.

²⁸³ Nous notons à cet égard que les éléments de preuve documentaires fournis par l'Inde à l'appui de l'exemple de *Pac Fung*, le fabricant de housses d'édredons, de draps de lit et autres produits textiles de maison installé à Hong Kong, ne semblent pas étayer l'affirmation de l'Inde selon laquelle, en raison des mesures en cause, *Pac Fung* devait se procurer ses intrants auprès d'un pays autre que la Chine afin de continuer à exporter vers les États-Unis. Pièce n° 16 de l'Inde.

Effets "de désorganisation" du commerce international

6.175 L'**Inde** fait valoir que les mesures en cause créent des effets de désorganisation du commerce international en raison de leur complexité même et du caractère arbitraire des critères utilisés. Elle fait également valoir que les mesures en cause compromettent le respect des règles en connaissance de cause par les producteurs étrangers, ce qui désorganise le commerce, étant donné que le même produit subissant les mêmes opérations de production à Sri Lanka peut être un produit de Sri Lanka ou de l'Inde selon la teneur en fibres du produit.

6.176 Comme exemple des effets de désorganisation qu'ont les mesures en cause, l'Inde cite à nouveau le cas sri-lankais évoqué plus haut. Selon l'Inde, les modifications des règles d'origine des États-Unis ont désorganisé le commerce de l'Inde vers Sri Lanka. L'Inde fait valoir que, du point de vue de l'importateur à Sri Lanka, le processus consistant à obtenir une part du contingent attribué à l'Inde imposait de vérifier que le tissu écru était indien, ce qui constituait une charge. L'Inde considère que, du point de vue de l'exportateur en Inde, cela posait aussi des difficultés. Elle note que ses exportateurs de tissu exportent habituellement vers un grossiste en vrac. Elle fait observer que, dans l'autre pays, comme Sri Lanka, les transformateurs et fabricants d'articles confectionnés achètent habituellement des tissus écrus à ces grossistes puis les transforment en articles confectionnés qui pourraient ensuite être exportés vers d'autres marchés, comme les États-Unis. En raison des complexités de cette chaîne commerciale, il était difficile, selon l'Inde, pour ses exportateurs de donner des renseignements indiquant quelle quantité des tissus qu'ils exportaient vers d'autres pays était ultérieurement exportée vers les États-Unis sous forme d'articles confectionnés.

6.177 Les **États-Unis** notent que l'Inde n'a pas démontré que la "complexité" était un critère prohibé. Ils font observer, en outre, que l'Inde n'a présenté aucun élément de preuve indiquant que les règles d'origine en question avaient découragé les exportateurs d'expédier leurs produits vers les États-Unis pour la simple raison qu'ils ne pouvaient pas les comprendre. Ils considèrent que leur régime est parfaitement compréhensible pour les entreprises qui ont des activités d'importation et d'exportation, comme le démontre le fait que l'Inde fournit pour près de 3 milliards de dollars de textiles et de vêtements aux États-Unis. Ils rappellent également que les importateurs ont toujours eu le droit de demander une interprétation des règles en ce qui concerne spécifiquement leur produit.

6.178 Les États-Unis estiment, en outre, que les données commerciales ne corroborent pas une quelconque allégation de désorganisation du commerce des produits relevant des positions du TDH que l'Inde a identifiées comme étant affectées par les articles 334 et 405.²⁸⁴

6.179 Le **Groupe spécial** note que l'allégation de désorganisation formulée par l'Inde est fondée sur trois motifs distincts. *Premièrement*, l'Inde considère que la "complexité même" des mesures en cause crée des effets de désorganisation du commerce. Toutefois, les règles d'origine sont, par nature, complexes. L'Inde n'a ni montré que les mesures en cause étaient plus complexes que nécessaire, ni expliqué précisément en quoi la complexité alléguée des mesures en cause créait un effet de désorganisation du commerce international. Dans un contexte différent, elle affirme que la complexité des mesures en cause est telle que "les négociants doivent régulièrement demander à l'Administration des douanes des États-Unis de rendre des décisions quant à la détermination de l'origine d'un produit particulier".²⁸⁵ Étant donné la complexité intrinsèque des règles d'origine, il est courant que les négociants demandent régulièrement des décisions en matière d'interprétation. Le simple fait qu'ils le font n'établit pas, en lui-même et à lui seul, que les mesures en cause

²⁸⁴ Les États-Unis se réfèrent à leurs pièces n° 8 et 9.

²⁸⁵ Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 100.

désorganisent le commerce.²⁸⁶ En tout état de cause, comme les États-Unis l'ont également souligné, le présent Groupe spécial n'a vu aucun élément de preuve indiquant que les négociants ou les producteurs avaient cessé d'exporter vers les États-Unis en raison de la "complexité même" des mesures en cause. À la lumière de ces considérations, nous ne sommes pas en mesure d'admettre que les mesures en cause créent un effet de désorganisation du commerce international en raison de leur "complexité même".

6.180 *Deuxièmement*, l'Inde affirme que les mesures en cause créent des effets de désorganisation du commerce international en raison du "caractère arbitraire" des "critères" utilisés. Toutefois, les mesures en cause utilisent pour conférer l'origine des critères qui sont spécifiquement indiqués à l'article 2 a) iii) de l'*Accord RO*. Dans cette mesure, ils ne peuvent manifestement pas être considérés comme des critères "arbitraires". L'Inde juge "arbitraire" le fait que, conformément aux mesures en cause, le pays d'origine des produits peut varier en fonction du type du produit (par exemple tissu de coton fini par opposition à linge de lit de coton) ou de la composition en fibres du produit fini (par exemple articles confectionnés contenant 15 pour cent en poids de coton par opposition à articles confectionnés contenant 17 pour cent en poids de coton).²⁸⁷ Il est vrai que la distinction faite par les États-Unis entre certains mélanges de coton pour les produits plats ne se trouve pas dans la position du SH concernant les produits plats. Toutefois, cette distinction n'est pas sans justification, puisqu'elle est fondée sur une distinction figurant dans le chapitre du SH concernant la classification des fils et tissus de coton. Des distinctions fondées sur le type de produit ne peuvent pas non plus être considérées comme arbitraires, à moins que les produits ne soient essentiellement les mêmes. En tout état de cause, même si les critères utilisés dans les règles d'origine pertinentes des États-Unis devaient être qualifiés d'arbitraires, il ne nous a été communiqué aucun élément de preuve indiquant que les exportations des producteurs étrangers avaient été désorganisées du fait du caractère arbitraire allégué des "critères" utilisés dans les règles d'origine pertinentes des États-Unis. Le seul argument avancé par l'Inde est que les mesures en cause "compromettent le respect des règles en connaissance de cause" par les producteurs étrangers parce que le même produit subissant les mêmes opérations de production, par exemple, à Sri Lanka peut être un produit de Sri Lanka ou d'un autre Membre selon la teneur en fibres du produit. Nous ne jugeons pas cet argument convaincant. Les mesures en question ne nous apparaissent pas comme particulièrement complexes ou difficiles à comprendre pour les producteurs étrangers. En outre, l'argument de l'Inde part de l'hypothèse que les producteurs étrangers ne connaissent pas très bien les règles d'origine qu'ils doivent respecter en ce qui concerne leurs exportations.²⁸⁸

6.181 *Troisièmement*, l'Inde affirme que les mesures en cause créent des effets de désorganisation du commerce international parce qu'elles entraînent l'imposition de certaines charges administratives. Elle note qu'un producteur étranger fabriquant du linge de lit à partir de tissu de coton indien en vue de l'exportation vers les États-Unis devrait, en vue d'obtenir une part du contingent de linge de lit attribué à l'Inde, vérifier que le tissu écru est indien. Nous croyons comprendre que cela signifie que le producteur en question devrait établir à la satisfaction des autorités indiennes que le linge de lit a été fabriqué à partir de tissu indien. Il semble que, pour être en mesure de vérifier l'origine des

²⁸⁶ En effet, nous notons que l'article 2 h) de l'*Accord RO* non seulement permet, mais en réalité impose aux Membres de fournir, à la demande d'un exportateur ou d'un importateur, des appréciations de l'origine qu'ils attribueront à des marchandises individuelles. Ainsi, la présentation d'appréciations de l'origine est apparemment considérée comme faisant partie intégrante de l'application de toutes les règles d'origine. En outre, l'article 2 h) dispose également que les demandes d'appréciations doivent être acceptées même avant que les échanges de la marchandise en question ne commencent et que les appréciations sont normalement valables trois ans. Ainsi, la procédure d'appréciation ne désorganise pas nécessairement le commerce. Dans la présente affaire, l'Inde n'allègue pas que les mesures en cause sont incompatibles avec l'article 2 h).

²⁸⁷ Première communication écrite de l'Inde, paragraphes 78, 82 et 83.

²⁸⁸ Nous notons à cet égard que l'Inde elle-même considère que les nouvelles règles d'origine modifient immédiatement les plans d'investissement et autres plans d'entreprise des producteurs et négociants. Réponse de l'Inde à la question n° 26 du Groupe spécial.

produits exportés dans le cadre de contingents, l'Inde doit établir un système administratif relativement complexe dont le fonctionnement peut entraîner une certaine charge administrative pour les producteurs indiens comme pour les producteurs étrangers. Toutefois, il ne nous apparaît pas clairement que les mesures en cause soient d'une manière quelconque liées à la prescription en matière de vérification mentionnée par l'Inde.²⁸⁹ En tout état de cause, l'Inde n'a fourni aucun renseignement concernant les dispositions que les producteurs doivent prendre en vue de respecter la prescription en matière de vérification en question. Elle n'a pas non plus expliqué précisément en quoi il résultait de cette prescription que les mesures en question créaient un effet de désorganisation du commerce. Dans ces circonstances, nous ne sommes pas en mesure de conclure que les mesures en question créent des effets de désorganisation du commerce international.

6.182 Une autre charge administrative dont l'Inde allègue qu'elle résulte de l'application des mesures en cause et crée un effet de désorganisation de son commerce est qu'il est "difficile" pour les exportateurs indiens de donner des renseignements indiquant quelle quantité des tissus qu'ils exportent vers les pays tiers est ultérieurement exportée vers les États-Unis sous forme d'articles confectionnés. Étant donné le droit légitime des États-Unis de déterminer l'origine des produits importés dans le cadre de contingents, la difficulté signalée par l'Inde est inévitable. Toutefois, il ne nous apparaît pas clairement que les mesures en cause soient d'une manière quelconque liées à la prescription en matière de renseignements mentionnée par l'Inde.²⁹⁰ En tout état de cause, l'Inde n'a pas expliqué précisément en quoi la difficulté qu'elle avait identifiée créait un effet de désorganisation du commerce. L'Inde n'a pas non plus examiné la possibilité de remédier à cette difficulté, par exemple, par des mécanismes de coopération administrative entre les autorités indiennes et les autorités des pays importateurs de tissus de l'Inde. Dans ces circonstances, nous ne sommes pas en mesure d'accepter l'allégation de l'Inde selon laquelle les mesures en cause désorganisent le commerce parce qu'elles entraînent certaines difficultés administratives pour les exportateurs indiens.

6.183 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que l'Inde n'a pas établi que les mesures en cause créaient des effets de désorganisation du commerce international au sens de la première phrase de l'article 2 c).

6.184 Avant de procéder à l'examen de ce que le Groupe spécial a appelé la deuxième série d'arguments de l'Inde, il convient de noter que le Groupe spécial ne prend pas position sur le point de savoir si des règles d'origine qui créent des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international constitueraient nécessairement des règles d'origine qui "en soi" créent "des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international", au sens de la première phrase de l'article 2 c).²⁹¹

²⁸⁹ Il n'a pas été fourni au Groupe spécial d'éléments de preuve documentaires établissant cette prescription en matière de vérification.

²⁹⁰ L'Inde n'a pas établi le fondement juridique d'une telle prescription. Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 95.

²⁹¹ Nous notons également que l'Inde n'a pas établi que la règle de l'élaboration du tissu et la règle TI+2, lorsqu'elles étaient utilisées à des fins autres que l'administration des contingents, créaient les effets sur le commerce international prohibés par la première phrase de l'article 2 c). Par exemple, s'agissant de l'utilisation des règles d'origine des États-Unis à l'appui du marquage, l'Inde dit simplement que l'on "peut penser" que la modification des règles d'origine a désorganisé le commerce. En tout état de cause, cette affirmation est fondée sur l'effet d'une modification des règles d'origine, et non sur l'effet des nouvelles règles d'origine en soi. Réponse de l'Inde à la question n° 55 b) du Groupe spécial. S'agissant de l'utilisation de la règle de l'élaboration du tissu aux fins de rassembler des statistiques commerciales, l'Inde n'a pas étayé son affirmation selon laquelle cette règle créait un effet de distorsion du commerce en faussant les statistiques d'importation. Elle n'a pas non plus, selon nous, expliqué en quoi la règle de l'élaboration du tissu "pourrait donner l'impression que les importations en provenance d'un tel pays, disons l'Inde, étaient en hausse alors qu'en réalité elles pouvaient ne pas l'être" de sorte que des droits antidumping pourraient être imposés sur ces importations alors qu'il n'y a aucune base pour le faire. Réponse de l'Inde à la question n° 55 b) du Groupe spécial.

ii) *Arguments de l'Inde tels qu'ils ont été exposés après sa première communication écrite*

6.185 L'**Inde** fait valoir que la première phrase de l'article 2 c) n'est pas destinée à empêcher l'adoption de toutes les règles d'origine qui modifient la structure des échanges, mais seulement de celles qui présentent des traits comparables aux caractéristiques évoquées dans la deuxième phrase de cette disposition. Dans le même ordre d'idées, l'Inde fait valoir que l'article 2 c) est destiné à faire en sorte que l'attribution de l'origine ne dépende pas du respect par les producteurs et les négociants de conditions créant des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation, qui ne sont pas nécessaires pour déterminer l'origine des produits et qui, en conséquence, vont au-delà des effets inévitablement créés par toute règle d'origine.

6.186 En ce qui concerne les mesures en cause, l'Inde affirme que la règle de l'élaboration du tissu et la règle TI+2 créent des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation, qu'elles soient appliquées au régime actuel de contingents des textiles des États-Unis ou à tout autre instrument de politique commerciale. Plus spécifiquement, l'Inde affirme que les règles d'origine des États-Unis créent en soi des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international parce qu'elles imposent des prescriptions sans aucun lien avec le degré de fabrication, d'ouvraison ou autre activité économique intervenue dans le pays réputé être le pays d'origine. L'Inde considère que les règles d'origine des États-Unis, dans la mesure où elles prévoient des distinctions fondées sur le type de tissu ou de mélange de fibres, et non pas des critères concernant la nature et le degré d'ouvraison supplémentaire dans un pays tiers, faussent et désorganisent les courants d'échanges entre les pays fournissant des fibres différentes. L'Inde considère aussi que le commerce est désorganisé et subit des restrictions dans la mesure où il se rapporte aux pays qui fournissent du tissu (comme le coton) pour des textiles qui ne bénéficient pas des exemptions énoncées à l'article 405. L'Inde estime que la différenciation entre des produits faits de tissus ou de mélanges de fibres différents n'est pas nécessaire pour déterminer dans quels pays il y a eu un degré suffisant de fabrication, d'ouvraison ou autre activité économique pour justifier l'attribution de l'origine.

6.187 Les **États-Unis** font valoir que leurs règles d'origine en cause en l'espèce correspondent à la pratique internationale courante, qu'elles reposent sur des critères liés à la production et qu'elles rendent compte de l'endroit où est intervenue la transformation substantielle la plus récente. Ils considèrent qu'il n'est donc pas possible de constater que ces règles d'origine créent en soi des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international.

6.188 Le **Groupe spécial** note que les arguments de l'Inde sont fondés sur une interprétation de la première phrase de l'article 2 c), selon laquelle les règles d'origine ne doivent pas créer d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation qui ne sont pas nécessaires pour déterminer l'origine des marchandises. Dans son examen des arguments de l'Inde, le Groupe spécial supposera, pour les besoins du débat, que cette interprétation de l'article 2 c) est correcte.

6.189 Les arguments de l'Inde reposent sur l'affirmation selon laquelle les distinctions faites dans les mesures en cause entre les produits de tissus ou de mélanges de fibres différents ne sont pas nécessaires pour déterminer dans quels pays il y a eu un degré suffisant d'ouvraison ou autre activité économique pour justifier l'attribution de l'origine. Il s'agit essentiellement d'une variation par rapport à l'affirmation antérieure de l'Inde, faite à l'appui de son allégation au titre de l'article 2 b), selon laquelle la règle de l'élaboration du tissu énoncée à l'article 334 ne reflète pas l'importance des opérations d'ouvraison ultérieures pour la fabrication des produits auxquels elle s'applique et ne tient pas non plus compte des opérations à valeur ajoutée ultérieures. Toutefois, comme nous l'avons indiqué dans notre analyse des allégations de l'Inde au titre de l'article 2 b), nous ne sommes pas persuadés qu'en ce qui concerne les produits visés, les États-Unis ne puissent pas déterminer que l'élaboration du tissu est l'opération d'ouvraison la plus importante et qu'une opération d'ouvraison ultérieure ne suffit pas à justifier l'attribution de l'origine, ou que les États-Unis doivent conférer

l'origine du pays où a été faite la contribution économique au produit final la plus importante.²⁹² À la lumière de ces considérations, et eu égard au fait que l'Inde n'a présenté aucun nouvel argument ici, nous constatons que l'Inde n'a pas établi que les distinctions faites dans les mesures en cause n'étaient pas nécessaires pour déterminer l'origine des produits visés.

6.190 Puisque l'Inde n'a pas établi le principe de base de ses arguments, il n'est pas nécessaire que nous poursuivions notre analyse. En particulier, il n'est pas nécessaire que nous décidions si l'interprétation que donne l'Inde de la première phrase de l'article 2 c) est correcte. En conséquence, nous concluons que, même dans le cadre de l'interprétation donnée par l'Inde elle-même, ses arguments n'établissent pas que les mesures en cause sont incompatibles avec la première phrase de l'article 2 c).

6.191 Nous avons conclu que ni ce à quoi nous nous sommes référés comme constituant la première série d'arguments de l'Inde ni ce à quoi nous nous sommes référés comme constituant la deuxième série d'arguments de l'Inde établissait que les mesures en cause sont incompatibles avec la première phrase de l'article 2 c). Même si l'on considère tous les arguments de l'Inde pris ensemble, ils n'étaient pas la conclusion selon laquelle les mesures en cause sont incompatibles avec la première phrase de l'article 2 c).

3. Allégations formulées par l'Inde au titre de la deuxième phrase de l'article 2 c) de l'Accord RO

6.192 Le Groupe spécial entreprend maintenant d'examiner les allégations de l'Inde selon lesquelles l'article 334 et l'article 405 sont incompatibles avec la deuxième phrase de l'article 2 c) de l'Accord RO. Le Groupe spécial commencera cet examen en considérant les dispositions de la deuxième phrase de l'article 2 c).

a) Deuxième phrase de l'article 2 c) de l'Accord RO

6.193 L'article 2 c) dispose ce qui suit:

"Jusqu'à ce que le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine défini dans la Partie IV soit achevé, les Membres veilleront à ce qui suit:

[...]

c) les règles d'origine ne créeront pas en soi d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international. Elles n'imposeront pas de prescriptions indûment rigoureuses ni n'exigeront, comme condition préalable à la détermination du pays d'origine, le respect d'une certaine condition non liée à la fabrication ou à l'ouvraison. Toutefois, les coûts non directement liés à la fabrication ou à l'ouvraison pourront être pris en compte aux fins d'application du critère du pourcentage *ad valorem*, conformément à l'alinéa a) [.]"

6.194 L'Inde note que la deuxième phrase de l'article 2 c) renferme deux clauses. En ce qui concerne la *deuxième* clause de la deuxième phrase – "[les règles d'origine] n'exigeront [pas] ... le respect d'une certaine condition non liée à la fabrication ou à l'ouvraison" – l'Inde fait valoir que, à l'instar de l'article 2 a) de l'Accord RO, elle reflète l'importance qu'a la fabrication ou l'ouvraison d'un produit pour la détermination de son origine.

²⁹² *Supra*, paragraphes 6.74 et 6.75. Voir aussi *infra*, le paragraphe 6.207.

6.195 En ce qui concerne la *première* clause de la deuxième phrase – "[les règles d'origine] n'imposeront pas de prescriptions indûment rigoureuses" – l'Inde fait valoir que cette clause vient à l'appui de l'opinion selon laquelle l'article 2 c) est censé garantir que l'attribution de l'origine ne dépende pas du respect par les producteurs et les négociants de conditions créant des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation, qui ne sont pas nécessaires pour déterminer l'origine des produits et qui, par conséquent, vont au-delà des effets inévitablement créés par toute règle d'origine. De l'avis de l'Inde, cette conclusion est également étayée par la quatrième clause du préambule de l'*Accord RO* selon laquelle cet accord est censé "faire en sorte que les règles d'origine ne créent pas en soi d'obstacles *non nécessaires* au commerce".

6.196 Selon l'Inde, il ressort clairement du libellé de l'article 2 a) et 2 c) que l'attribution d'une origine à un produit doit reposer sur la détermination du pays avec lequel ce produit a un lien économique important. De l'avis de l'Inde, il s'ensuit que la première clause de la deuxième phrase de l'article 2 c) est violée si un Membre confère l'origine sur la base de prescriptions qui sont pesantes et ne sont pas nécessaires pour déterminer le lien économique entre le produit et le pays dont l'origine est conférée.

6.197 Les **États-Unis** considèrent que la deuxième clause de la deuxième phrase de l'article 2 c) nuance la première clause. Autrement dit, de l'avis des États-Unis, l'article 2 c) n'empêche pas les "prescriptions indûment rigoureuses"; il empêche les "prescriptions indûment rigoureuses ... comme condition préalable à la détermination du pays d'origine". De même, l'article 2 c) n'empêche pas "d'exiger le respect d'une certaine condition non liée à la fabrication ou à l'ouvraison" sauf "comme condition préalable à la détermination du pays d'origine".

6.198 En ce qui concerne la *deuxième* clause de la deuxième phrase, les États-Unis font valoir qu'on pourrait citer comme exemple du respect d'une certaine condition non liée à la fabrication ou à l'ouvraison, comme condition préalable à la détermination du pays d'origine, une règle d'origine prescrivant une certaine nationalité des propriétaires de la société, ou le recours au personnel d'un certain ordre religieux pour aboutir à une certaine détermination de l'origine, ou exigeant qu'une marchandise soit certifiée par plusieurs autorités selon un processus demandant beaucoup de temps dans le pays exportateur pour être déclarée comme originaire de ce pays.

6.199 En ce qui concerne la *première* clause de la deuxième phrase, les États-Unis font valoir que l'application d'une règle d'origine non préférentielle qui fait intervenir un critère de 60 pour cent *ad valorem* serait probablement considérée comme "rigoureuse", mais non pas comme "indûment rigoureuse". En revanche, une règle d'origine non préférentielle qui, par exemple, fait intervenir un critère *ad valorem* encore plus élevé, en même temps qu'elle impose une technologie particulière pour la fabrication, peut être considérée comme "indûment rigoureuse".

6.200 Les États-Unis font valoir par ailleurs que la deuxième phrase de l'article 2 c) n'est pas autonome, mais qu'elle sert à définir le type de règles d'origine qui "en soi" pourrait satisfaire à la prescription de la première phrase de l'article 2 c). Autrement dit, les États-Unis considèrent que la deuxième phrase de l'article 2 c) démontre une manière dont les règles d'origine peuvent "créer des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international". Par conséquent, de l'avis des États-Unis, il serait nécessaire de montrer que l'existence des éléments de la deuxième phrase de l'article 2 c) a créé des effets réels sur le commerce international.

6.201 Ainsi, pour déterminer si une prescription est "indûment rigoureuse", par exemple, il est nécessaire, de l'avis des États-Unis, d'examiner les effets réels sur le commerce international. Si une telle prescription avait une incidence notable sur le commerce international, elle viendrait à l'appui, selon les États-Unis, de l'allégation d'un Membre voulant qu'elle soit "indûment rigoureuse". Si elle n'avait aucune incidence sur le commerce, elle viendrait à l'appui de la position d'un Membre estimant qu'elle n'est pas "indûment rigoureuse". En revanche, il existe certaines prescriptions de ce type qui,

telles qu'elles sont libellées, seraient, selon les États-Unis, à juste titre qualifiées d'"indûment rigoureuses", même en l'absence d'un effet sur le commerce. Cependant, même si une mesure pouvait être qualifiée d'"indûment rigoureuse" en l'absence d'un effet sur le commerce, selon les États-Unis, elle serait uniquement incompatible avec l'article 2 c) si le Membre plaignant établissait que la mesure créait des effets réels sur le commerce international en violation de la première phrase de l'article 2 c). Les États-Unis estiment que, pareillement, une règle d'origine mettant en œuvre une mesure particulière qui exige le respect d'un processus de fabrication (par exemple, l'"assemblage" comme critère) peut avoir un effet sur le commerce international, mais ne serait pas forcément considérée comme une règle d'origine qui crée *en soi* "des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international". En revanche, une règle d'origine prescrivant le respect d'une condition non liée à la fabrication ou à l'ouvrage (par exemple, la nationalité des propriétaires de la société) pourrait, selon les États-Unis, être considérée comme une règle d'origine qui crée *en soi* "des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international", si cette situation a aussi été établie.

6.202 Le **Groupe spécial** commence son analyse par la première clause de la deuxième phrase de l'article 2 c), selon laquelle les règles d'origine ne doivent pas "imposer[] ... de prescriptions indûment rigoureuses".

6.203 Les États-Unis font valoir que pour que des prescriptions soient "indûment rigoureuses" au sens de la deuxième phrase de l'article 2 c), il serait nécessaire de démontrer que les règles d'origine contestées créent des effets réels sur le commerce international "en violation de la première phrase de l'article 2 c)".²⁹³ Cependant, compte tenu de la position qu'adopte le Groupe spécial à l'égard de l'allégation de l'Inde concernant la deuxième phrase de l'article 2 c), celui-ci ne voit aucune nécessité d'examiner si cette phrase inclut la prescription mentionnée par les États-Unis.

6.204 Premièrement, il nous faut examiner quel type de "prescriptions" sont visées par l'obligation selon laquelle les Membres doivent veiller à ce que leurs règles d'origine "n'impose[nt] pas de prescriptions indûment rigoureuses". À cet égard, nous notons l'avis des États-Unis selon lequel la clause "comme condition préalable à la détermination du pays d'origine" nuance aussi le membre de phrase "[les règles d'origine] n'imposeront pas de prescriptions indûment rigoureuses". Si la version anglaise de l'article 2 c) peut prêter à une telle interprétation, ce n'est pas le cas de la version française, également authentique.²⁹⁴ Néanmoins, la clause "comme condition préalable à la détermination du pays d'origine" fait partie du contexte immédiat du terme "prescriptions". Considérée comme contexte pertinent, la clause en cause appuie l'argument selon lequel les "prescriptions" qui ne doivent pas être indûment rigoureuses incluent le type de prescriptions qui doivent être respectées comme condition préalable à la détermination du pays d'origine. L'article 2 a) de l'*Accord RO* offre un autre appui contextuel à une telle interprétation. Aux termes de la première phrase de cette disposition, les "conditions à satisfaire" doivent être clairement définies. Il est clair à nos yeux que ces prescriptions incluent les prescriptions de fond qui doivent être respectées pour déterminer qu'une marchandise est originaire d'un pays donné. Pour ces raisons, nous interprétons le terme "prescriptions" figurant à la

²⁹³ Réponse des États-Unis à la question n° 73 du Groupe spécial.

²⁹⁴ La version française de la deuxième phrase de l'article 2 c) est libellée comme suit:

"[Les règles d'origine] n'imposeront pas de prescriptions indûment rigoureuses ni n'exigeront, comme condition préalable à la détermination du pays d'origine, le respect d'une certaine condition non liée à la fabrication ou à l'ouvrage."

La version espagnole de la deuxième phrase de l'article 2 c) semble coller à la version française plus qu'à la version anglaise. Elle est libellée comme suit:

"[Las normas de origen] [n]o impondrán condiciones indebidamente estrictas ni exigirán el cumplimiento de una determinada condición no relacionada con la fabricación o elaboración como requisito previo para la determinación del país de origen."

deuxième phrase de l'article 2 c) comme englobant les prescriptions de fond concernant l'origine²⁹⁵ auxquelles il doit être satisfait pour qu'une marchandise se voie conférer telle ou telle origine.²⁹⁶

6.205 Une autre question posée par le membre de phrase "prescriptions indûment rigoureuses" est l'interprétation à donner à l'adjectif "strict" (rigoureux). Les définitions du dictionnaire les plus pertinentes du terme "strict" (rigoureux) sont "exacting" (exigeant)²⁹⁷ et "rigorous" (strict).²⁹⁸ Ainsi, une prescription "rigoureuse" est une prescription exigeante ou stricte. Dans le contexte spécifique de l'article 2 de l'*Accord RO*, et sans perdre de vue non plus notre interprétation du terme "prescriptions", des prescriptions "rigoureuses" sont, par conséquent, des prescriptions qui subordonnent l'attribution de l'origine à la conformité avec une norme (technique) exigeante ou stricte.²⁹⁹

6.206 La deuxième phrase de l'article 2 c) empêche simplement les Membres d'imposer des prescriptions qui sont "indûment" rigoureuses. Le sens que donne le dictionnaire de l'adverbe "unduly" (indûment) est "more than is warranted or natural; excessively, disproportionately" (plus qu'il n'est justifié ou naturel; excessivement, d'une manière disproportionnée).³⁰⁰ En conséquence, une prescription concernant l'origine peut être considérée comme "indûment" rigoureuse si elle est excessivement rigoureuse.

6.207 L'Inde invite le Groupe spécial à adopter une norme particulière pour déterminer si les prescriptions concernant l'origine sont indûment rigoureuses. Concrètement, l'Inde fait valoir que ces prescriptions sont indûment rigoureuses si elles représentent une lourde charge et si elles n'ont pas besoin d'être imposées pour déterminer le pays avec lequel la marchandise en question a un lien économique important. Même si nous devons convenir que l'article 2 a) (concrètement, les trois critères concernant l'origine spécifiquement énumérés aux alinéas i) à iii)) et la deuxième clause de la phrase de l'article 2 c) (concrètement, l'obligation de ne pas exiger le respect d'une condition non liée à la fabrication ou à l'ouvroison) pourraient dans les grandes lignes appuyer la notion selon laquelle les déterminations de l'origine devraient être subordonnées à l'existence d'un lien économique quelconque entre la marchandise en question et le pays dont l'origine est conférée, nous ne voyons pas dans l'article 2 a) ou l'article 2 c) de prescription voulant qu'il y ait nécessairement un lien économique important. En tout état de cause, on voit mal sur quelle base et comment les Membres feraient une distinction entre les liens économiques qui sont "importants" et ceux qui ne le sont pas.

²⁹⁵ Aux fins du présent différend, il n'est pas nécessaire que nous décidions si les "prescriptions" mentionnées à la deuxième phrase de l'article 2 c) englobent aussi les prescriptions formelles, ou administratives, qui peuvent être imposées pour évaluer le respect des règles d'origine (par exemple, les prescriptions en matière de documentation).

²⁹⁶ L'historique de la négociation de l'*Accord RO* tend à confirmer que le terme "prescriptions" désigne les prescriptions de fond concernant l'origine auxquelles il doit être satisfait pour qu'une marchandise se voie conférer telle ou telle origine. La première clause de la deuxième phrase de l'article 2 c) semble provenir de deux dispositions proposées par le Japon. Aux termes de la première de ces dispositions proposées, "les prescriptions à observer pour déterminer l'origine seront clairement définies. [...] Les règles d'origine indiquant seulement ce qui ne confère pas l'origine [...] ou indiquant seulement des conditions abstraites ou des *conditions excessivement strictes* seront interdites". MTN.GNG/NG2/W/52, page 5 (pas d'italique dans l'original). Aux termes de l'autre disposition proposée par le Japon, "[l]es prescriptions excessives d'un point de vue technique conditionnant la détermination du pays d'origine seront interdites". *Ibid.*

²⁹⁷ *Black's Law Dictionary*, B. A. Garner (ed.), West Group, 1999, page 1434.

²⁹⁸ *Merriam-Webster OnLine Thesaurus*, <http://www.m-w.com> (mars 2003). Nous observons que la version française de la deuxième phrase de l'article 2 c) utilise également l'adjectif "rigoureux".

²⁹⁹ Autrement dit, nous pensons que la "rigueur" des prescriptions doit être évaluée du point de vue des pays qui veulent obtenir l'origine, et non pas du point de vue des pays qui ne veulent plus qu'elle leur soit conférée.

³⁰⁰ *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.), Clarendon Press, 1993, Vol. 2, page 3480.

6.208 S'agissant de la deuxième clause de la deuxième phrase de l'article 2 c), nous observons que les parties n'ont pas identifié de questions d'interprétation spécifiques. Nous considérons que le sens ordinaire de la deuxième clause est clair. Elle prescrit aux Membres de veiller à ce que les conditions qu'imposent leurs règles d'origine comme condition préalable à l'attribution de l'origine n'incluent pas une condition non liée à la fabrication ou à l'ouvrage.³⁰¹ Nous notons l'exemple donné par les États-Unis selon lequel une règle d'origine ne serait pas conforme à cette prescription si elle disait qu'une marchandise ne peut être considérée comme originaire d'un pays que si elle a été certifiée par plusieurs autorités par un processus demandant beaucoup de temps dans le pays exportateur.

6.209 Sans perdre de vue les considérations qui précèdent, nous allons à présent évaluer la compatibilité des mesures en cause avec la deuxième phrase de l'article 2 c).

b) Compatibilité des mesures en cause avec la deuxième phrase de l'article 2 c) de l'*Accord RO*

6.210 L'Inde allègue que l'article 334 et l'article 405 – ci-après les "mesures en cause" – sont incompatibles avec la deuxième clause de la deuxième phrase de l'article 2 c) ("respect d'une condition non liée à la fabrication ou à l'ouvrage"). À titre subsidiaire, l'Inde allègue que les mesures en cause sont incompatibles avec la première clause de la deuxième phrase de l'article 2 c) ("prescriptions indûment rigoureuses").³⁰² En conséquence, le Groupe spécial examinera tout d'abord l'allégation de l'Inde au titre de la deuxième clause de la deuxième phrase de l'article 2 c).

i) "*Respect d'une condition non liée à la fabrication ou à l'ouvrage*"

6.211 L'Inde affirme que les règles d'origine des États-Unis exigent le respect de conditions non liées à la fabrication ou à l'ouvrage dans trois situations. *Premièrement*, lorsqu'elles font une distinction entre les tissus de soie, de coton, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales et les tissus faits d'autres fibres, comme la laine, pour déterminer dans quel cas la règle applicable au niveau du tissu sera appliquée.³⁰³ *Deuxièmement*, lorsqu'elles font une distinction entre les produits classés dans sept positions à quatre chiffres du TDH qui sont énumérées à l'article 405 a) 3) C) et les produits classés dans les 16 autres positions du TDH qui sont énumérées à l'article 334 b) 2) pour déterminer dans quel cas l'origine sera conférée par une opération TI+2.³⁰⁴ *Troisièmement*, lorsque, parmi ces sept positions à quatre chiffres du TDH, elles font une distinction entre les produits de coton, de laine ou constitués d'un mélange de fibres contenant plus de 16 pour cent de coton et les produits constitués d'autres fibres pour déterminer dans quel cas la règle applicable au niveau du tissu sera appliquée.

6.212 En ce qui concerne la première situation, l'Inde considère qu'il n'y a pas de différence dans l'ouvrage entre le tissage des fils de laine et le tissage des fils de coton, de soie ou de fibres synthétiques ou artificielles. En ce qui concerne la deuxième situation, l'Inde considère qu'il n'y a pas de distinction dans l'ouvrage des produits relevant des sept positions par rapport aux 16 autres positions. Selon l'Inde, l'ouvrage d'un châle relevant de la position 6214 du TDH n'est pas différente de l'ouvrage d'une couverture relevant de la position 6301 du TDH. En ce qui concerne la troisième situation, l'Inde considère qu'il n'y a pas de différence entre l'ouvrage d'un tour de lit constitué d'un mélange de 83 pour cent de polyester et de 17 pour cent de coton et celle d'un tour de lit constitué d'un mélange de 86 pour cent de polyester et de 14 pour cent de coton. L'Inde fait valoir qu'en vertu des

³⁰¹ Nous savons que la troisième phrase de l'article 2 c) dit que "les coûts non directement liés à la fabrication ou à l'ouvrage pourront être pris en compte aux fins d'application du critère du pourcentage ad valorem, conformément à l'alinéa a)". Mais la troisième phrase commence par le terme "toutefois", qui sous-entend une opposition entre la deuxième et la troisième phrase.

³⁰² Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 43.

³⁰³ L'Inde se réfère à l'article 405 a) 3) B).

³⁰⁴ L'Inde se réfère à l'article 405 a) 3) C), qui prévoyait des exceptions à l'article 334 b) 2).

règles d'origine des États-Unis, l'origine sera déterminée différemment dans chacune de ces situations. Elle estime que ces distinctions constituent des conditions qui ne sont pas du tout liées à la fabrication ou à l'ouvroison, et qui sont donc manifestement incompatibles avec l'obligation énoncée à la deuxième clause de la deuxième phrase de l'article 2 c).

6.213 L'Inde souligne qu'un avocat américain, spécialiste du secteur des textiles et des vêtements, a relevé l'absurdité de ces distinctions et conclu que les règles d'origine des États-Unis renfermant les distinctions entre les tissus, les produits et les mélanges de fibres étaient "beaucoup plus motivées par le souci de protéger les producteurs américains de laine et de coton que par le désir d'apporter des modifications véritablement logiques aux règles d'origine". L'Inde approuve cette interprétation et considère que les règles d'origine des États-Unis exigent, comme condition préalable à la détermination du pays d'origine, le respect de conditions non liées à la fabrication ou à l'ouvroison, ce qui est incompatible avec la deuxième clause de la deuxième phrase de l'article 2 c).

6.214 Les **États-Unis** relèvent qu'ils ne voient pas la valeur de la bifurcation de l'allégation de l'Inde en ce qui concerne les deux premières phrases de l'article 2 c), sinon celle de mettre en exergue l'opinion d'un avocat américain qui représente souvent des importateurs. De l'avis des États-Unis, l'Inde n'a pas établi *prima facie* que les règles d'origine des États-Unis n'étaient pas liées à la fabrication ou à l'ouvroison ou à l'assemblage des textiles et des vêtements. Ils relèvent que l'Inde semble estimer que les États-Unis ne peuvent pas, en vertu de l'*Accord RO*, établir de distinction entre les règles d'origine applicables aux tissus de soie et les règles d'origine applicables aux tissus de laine.

6.215 Le **Groupe spécial** rappelle l'argument de l'Inde selon lequel, aux fins de déterminer la règle d'origine applicable, les mesures en cause établissent des distinctions entre les produits ci-après:

- tissus de soie, de coton, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales, d'une part, et tissus constitués d'autres fibres, comme la laine, d'autre part;
- produits classés dans sept positions à quatre chiffres du TDH énumérées à l'article 405 a) 3) C) et produits classés dans les 16 autres positions du TDH énumérées à l'article 334 b) 2); et, parmi ces sept positions à quatre chiffres du TDH,
- entre les produits de coton, de laine ou constitués d'un mélange de fibres contenant plus de 16 pour cent de coton et les produits constitués d'autres fibres.

6.216 De l'avis de l'Inde, ces trois "distinctions" constituent des "conditions" au sens de la deuxième phrase de l'article 2 c), qui ne sont pas liées à la fabrication ou à l'ouvroison.³⁰⁵ Nous ne sommes pas persuadés par cette opinion.

6.217 Les trois distinctions identifiées par l'Inde ne sont rien de plus que ce dont l'Inde elle-même les qualifie, à savoir des distinctions entre des produits. Ces distinctions sont maintenues par les États-Unis afin de définir les produits visés par certaines règles d'origine, telles que la règle de l'élaboration du tissu et la règle TI+2. En fait, il nous semble qu'à moins qu'un pays n'applique une règle d'origine uniforme à toutes les marchandises, les distinctions entre les produits sont inévitables.

6.218 En tout état de cause, du point de vue de la logique, nous ne voyons pas comment une "distinction" pourrait être considérée comme une "condition". Ce que veut probablement dire l'Inde, c'est que, conformément aux mesures en cause, les produits doivent répondre à une certaine définition pour pouvoir être visés par des règles d'origine particulières. Au plus, nous pourrions admettre que, au sens très large, les définitions des produits imposent certaines "conditions". Il s'agirait de conditions qui doivent être respectées pour qu'un produit soit soumis à une règle d'origine particulière. Cependant, la deuxième clause de la deuxième phrase de l'article 2 c) mentionne "comme condition préalable à la détermination du pays d'origine, le respect d'une certaine condition ...". Elle ne

³⁰⁵ Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 40.

mentionne pas "comme condition préalable à l'application de règles d'origine particulières, le respect d'une certaine condition ...". Nous considérons donc que les conditions en cause dans la deuxième clause de la deuxième phrase de l'article 2 c) sont celles qui se rapportent à la détermination du pays d'origine et non pas à la détermination de la règle d'origine (applicable).³⁰⁶ Dans la même veine, nous pensons que les conditions en cause dans la deuxième clause de la deuxième phrase de l'article 2 c) sont celles qui doivent être respectées pour qu'un produit puisse être considéré comme originaire d'un pays donné. La troisième phrase de l'article 2 c) renforce notre opinion. Elle vise purement et simplement les conditions utilisées relativement à l'application d'un critère pour la détermination de l'origine – le critère du pourcentage *ad valorem*. Elle ne vise pas la question de savoir comment les produits qui sont visés par un tel critère sont définis.

6.219 À la lumière des considérations qui précèdent, nous ne sommes pas convaincus que les trois "distinctions" identifiées par l'Inde puissent être considérées comme des "condition[s] non liée[s] à la fabrication ou à l'ouvraison" au sens de la deuxième clause de la deuxième phrase de l'article 2 c).

6.220 L'Inde n'a pas fait valoir qu'il existait d'autres conditions à l'article 334 ou à l'article 405 qui ne sont pas liées à la fabrication ou l'ouvraison. Nous notons, par ailleurs, qu'en réponse aux questions concernant les critères pour la détermination de l'origine appliqués à l'article 334 et à l'article 405, les États-Unis ont indiqué que les dispositions pertinentes de l'article 334 et de l'article 405 étaient fondées sur l'article 2 a) iii) de l'*Accord RO*.³⁰⁷ L'article 2 a) iii) se rapporte au critère des "opération[s] de fabrication ou d'ouvraison". Nous n'avons aucune difficulté à admettre que les opérations d'élaboration du tissu et les opérations TI+2 sont des "opération[s] de fabrication ou d'ouvraison".

6.221 À lumière de ce qui précède, nous concluons que l'Inde n'a pas établi que les mesures en cause étaient incompatibles avec la deuxième phrase de l'article 2 c), au motif qu'elles "[exigent], comme condition préalable à la détermination du pays d'origine, le respect d'une certaine condition non liée à la fabrication ou à l'ouvraison".

ii) *"Prescriptions indûment rigoureuses"*

6.222 Au vu de la conclusion du Groupe spécial au sujet de l'allégation de l'Inde au titre de la deuxième clause de la deuxième phrase de l'article 2 c), il est nécessaire d'examiner l'allégation de l'Inde au titre de la première clause de la deuxième phrase de l'article 2 c).

6.223 L'Inde affirme que les mesures en cause des États-Unis imposent des prescriptions rigoureuses qui ne les aident pas à déterminer le pays avec lequel le produit a le lien économique le plus important. Par exemple, d'après l'Inde, la prescription selon laquelle le linge de lit composé de 86 pour cent de polyester et de 14 pour cent de coton se verra conférer l'origine de l'endroit où il est soumis à une opération TI+2, tandis que le linge de lit composé de 84 pour cent de polyester et de 16 pour cent de coton se verra conférer l'origine de l'endroit où le tissu écru est tissé est "indûment rigoureuse". L'Inde estime que cette prescription n'a aucun lien avec la détermination du pays avec lequel le linge de lit a un lien économique. De l'avis de l'Inde, elle restreint l'utilisation de certaines fibres par le fabricant pour la production des produits finis.

³⁰⁶ Il est utile de noter que l'Inde elle-même a indiqué que la deuxième phrase de l'article 2 c) se rapportait aux "conditions à remplir pour obtenir la qualité de pays d'origine". Question n° 8 de l'Inde aux États-Unis.

³⁰⁷ Réponse des États-Unis à la question n° 2 de l'Inde; réponse des États-Unis à la question n° 78 du Groupe spécial.

6.224 L'Inde fait aussi valoir qu'aucun des critères pour la détermination de l'origine énumérés à l'article 2 a) de l'*Accord RO* n'exigerait d'imposer des prescriptions aussi rigoureuses que celles qui sont appliquées par les États-Unis.

6.225 Les **États-Unis** rejettent l'opinion de l'Inde selon laquelle il doit y avoir un "lien économique" entre le pays dont l'origine est conférée et celui où le produit a subi l'ouvrage la plus importante.

6.226 Les États-Unis font par ailleurs valoir que l'Inde n'essaie même pas d'étayer ses allégations selon lesquelles les règles d'origine pertinentes imposent des "prescriptions indûment rigoureuses", si ce n'est en laissant le Groupe spécial supposer que les règles énoncées à l'article 334 représentent une lourde charge. De l'avis des États-Unis, la description que fait l'Inde des règles d'origine pertinentes des États-Unis réfute cette allégation. Les États-Unis estiment que leurs règles sont énoncées d'une manière claire et concise qui ne pourrait pas constituer une lourde charge pour l'importateur/exportateur ordinaire et raisonnable.

6.227 Le **Groupe spécial** rappelle son opinion selon laquelle, aux fins du présent différend, les "prescriptions" pertinentes au sens de la première clause de la deuxième phrase de l'article 2 c) sont les prescriptions de fond régissant les conditions requises pour être le pays d'origine.³⁰⁸ En l'espèce, il s'agit des prescriptions selon lesquelles les marchandises visées doivent avoir subi une certaine opération de fabrication ou d'ouvrage – élaboration du tissu ou une opération TI+2 – dans le pays pour lequel l'origine est alléguée.

6.228 L'Inde ne fournit qu'un seul exemple, relatif au linge de lit, à l'appui de son argument selon lequel les mesures en cause des États-Unis imposent des prescriptions indûment rigoureuses.³⁰⁹ Nous avons toutefois de la peine à comprendre comment cet exemple démontre que les mesures en cause sont "indûment rigoureuses". Il y aurait, au choix, deux manières possibles de comprendre l'exemple donné par l'Inde. *Premièrement*, on pourrait comprendre que l'Inde fait valoir qu'il est "indûment rigoureux" de "prescrire" que le linge de lit soit composé de 86 pour cent de polyester et seulement de 14 pour cent de coton pour se voir conférer l'origine du pays où il a subi une opération TI+2. Cependant, un tel argument ne démontrerait pas qu'il est "indûment rigoureux", en ce qui concerne la marchandise à laquelle s'applique la règle d'origine pertinente, de prescrire une opération TI+2 comme condition pour l'attribution de l'origine d'un pays. En tout état de cause, cela démontrerait que la règle d'origine pertinente vise une gamme de produits étroitement définie, en ce sens qu'elle exclut de son champ d'application le linge de lit composé de 84 pour cent de polyester et de 16 pour cent de coton. Mais cela ne veut pas dire une prescription imposant la production de linge de lit composé de 86 pour cent de polyester et seulement de 14 pour cent de coton. Il peut y avoir une incitation dans ce sens, mais il n'y a tout simplement aucune prescription à cet effet.³¹⁰ L'Inde fait aussi valoir que la "prescription" selon laquelle le linge de lit doit être composé de 86 pour cent de polyester et seulement de 14 pour cent de coton pour que la règle TI+2 s'applique "n'a aucun lien avec la détermination du pays avec lequel le linge de lit a un lien économique".³¹¹ Cette affirmation présuppose que la "prescription" en question est censée répondre à cet objectif. Comme nous l'avons déjà fait observer, nous ne sommes pas convaincus que ce soit le cas. À notre avis la "prescription" en question a pour objet de définir les marchandises qui répondent aux conditions requises pour être soumises à la règle TI+2, et non pas d'établir l'existence d'un lien économique.

³⁰⁸ *Supra*, paragraphe 6.207.

³⁰⁹ Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 46.

³¹⁰ Nous ne sommes donc pas convaincus que les mesures en cause imposent des "contraintes" d'une nature juridique sur l'utilisation de fibres de coton dans la fabrication de linge de lit, comme l'Inde semble le laisser entendre. Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 46.

³¹¹ Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 46.

6.229 *Deuxièmement*, on pourrait comprendre que l'Inde fait valoir, en ce qui concerne le linge de lit qui a subi une opération TI+2 et qui est composé de 84 pour cent de polyester et de 16 pour cent de coton, qu'il serait "indûment rigoureux" de prescrire qu'un pays ait tissé le tissu pour pouvoir prétendre être le pays d'origine. Même si nous devons supposer que, pour les marchandises visées, la règle de l'élaboration du tissu puisse être considérée comme imposant une prescription "rigoureuse", il faudrait encore que l'Inde démontre que ladite règle est "indûment" rigoureuse.

6.230 À cet égard, l'Inde semble faire valoir qu'en ce qui concerne les marchandises visées – à savoir, le linge de lit qui a subi une opération TI+2 et qui est composé de 84 pour cent de polyester et de 16 pour cent de coton – la prescription concernant l'élaboration du tissu est "indûment" rigoureuse, entre autres choses parce qu'elle n'a aucun lien avec la détermination du pays avec lequel ces marchandises ont le lien le plus important, ou au moins un lien économique important.³¹² Nous avons déjà indiqué que nous ne voyions aucune base dans l'article 2 de l'*Accord RO* pour une prescription selon laquelle il doit y avoir un lien économique important entre une marchandise et le pays dont on accorde l'origine.³¹³ Mais même si l'Inde avait raison, elle n'a pas démontré qu'il n'y avait aucun lien économique important entre le linge de lit qui a subi une opération TI+2 et qui est composé de 84 pour cent de polyester et de 16 pour cent de coton et le pays dans lequel le tissu de ce linge de lit a été élaboré.

6.231 À la lumière de ce qui précède, nous ne sommes pas persuadés que l'exemple donné par l'Inde démontre la "rigueur indue" des prescriptions énoncées dans les règles d'origine pertinentes des États-Unis. Puisque l'Inde ne s'appuie sur aucun autre exemple, nous concluons qu'elle n'a pas établi que les mesures en cause étaient incompatibles avec la deuxième phrase de l'article 2 c), au motif qu'elles imposent des "prescriptions indûment rigoureuses".

4. Allégation formulées par l'Inde au titre de l'article 2 d) de l'*Accord RO*

6.232 La dernière des allégations de l'Inde concernant les dispositions légales en cause est son allégation au titre de l'article 2 d) de l'*Accord RO*. Cette allégation se limite à l'article 405. Comme pour les autres allégations de l'Inde, le Groupe spécial commence son analyse de la compatibilité de l'article 405 avec l'article 2 d) en examinant les dispositions de l'article 2 d).

a) Article 2 d) de l'*Accord RO*

6.233 L'article 2 d) dispose ce qui suit:

"Jusqu'à ce que le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine défini dans la Partie IV soit achevé, les Membres veilleront à ce qui suit:

[...]

d) les règles d'origine qu'ils appliqueront aux importations et aux exportations ne seront pas plus strictes que celles qu'ils appliqueront pour déterminer si une marchandise est ou non d'origine nationale et ils n'établiront pas de discrimination entre les autres Membres, quelle que soit l'affiliation des fabricants de la marchandise en question² [.]"

² En ce qui concerne les règles d'origine appliquées aux fins des marchés publics, cette disposition ne créera pas d'obligations en sus de celles qui sont déjà assumées par les Membres au titre du GATT de 1994.

³¹² *Ibid.*, paragraphes 45 et 46.

³¹³ *Supra*, paragraphe 6.207.

6.234 L'allégation de l'**Inde** au titre de l'article 2 d) est fondée sur la deuxième clause de l'article, qui dispose que "[les règles d'origine] n'établiront pas de discrimination entre les autres Membres, quelle que soit l'affiliation des fabricants de la marchandise en question".

6.235 L'Inde considère que l'article 2 d) vise non seulement les cas de discrimination *de jure* – à savoir, les règles d'origine qui établissent explicitement des distinctions entre les différents Membres de l'OMC – mais aussi les cas de discrimination *de facto*. L'Inde rappelle que la notion de discrimination *de facto* a été définie par le Groupe spécial *Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques* dans les termes suivants:

"la discrimination *de facto* est une expression générale décrivant la conclusion juridique selon laquelle une mesure neutre en apparence transgresse une norme de non-discrimination parce que son effet réel est d'imposer des conséquences défavorables à différents degrés à certaines parties et parce qu'il est constaté que ces effets différenciés sont inopportuns ou injustifiables."³¹⁴

6.236 L'Inde fait valoir que le Groupe spécial en l'espèce devrait donc examiner la question de savoir si l'article 405 impose des conséquences défavorables à différents degrés et si ces effets différenciés sont justifiables. À l'appui de cette opinion, l'Inde fait observer que l'Organe d'appel, dans le contexte des dispositions du GATT³¹⁵ et de l'AGCS³¹⁶ relatives à la non-discrimination, a interprété ces dispositions comme prohibant la discrimination *de jure* et la discrimination *de facto*. De l'avis de l'Inde, il n'y a aucune raison pour laquelle cette approche du principe de la non-discrimination ne devrait pas s'appliquer également à la prohibition de la discrimination énoncée dans l'*Accord RO*. L'Inde estime que le danger de tourner le but de l'article 2 d) par des distinctions entre les produits est tout aussi grand que le danger de tourner les dispositions du GATT et de l'AGCS relatives au traitement de la nation la plus favorisée par des distinctions au niveau des produits ou des services. L'Inde estime que l'affaire soumise au Groupe spécial démontre clairement que des distinctions arbitraires entre des produits étroitement liés peuvent être utilisées avec succès pour favoriser un Membre de l'OMC par rapport aux autres.

6.237 L'Inde fait d'autre part valoir que l'article 2 d), à la différence des articles I^{er} et III du GATT de 1994, ne vise pas les mesures faisant des distinctions entre les produits des autres Membres, mais la discrimination entre les autres Membres. Selon l'Inde, le libellé de l'article 2 d) traduit le fait que le but même des mesures régies par cette disposition est de déterminer si un produit est un produit originaire d'un autre Membre. L'Inde estime que l'article 2 d) peut donc être violé par le refus de reconnaître un produit comme originaire d'un Membre.

6.238 L'Inde fait observer qu'à la différence de l'article III du GATT de 1994, l'article 2 d) ne vise pas la discrimination entre des produits "similaires" originaires de pays différents, pas plus que la discrimination entre produits importés et produits nationaux qui sont "directement concurrents ou directement substituables". De l'avis de l'Inde cela donne à penser que l'article 2 d) peut être violé même si les produits distingués dans les règles d'origine ne sont ni similaires ni directement

³¹⁴ Rapport du Groupe spécial *Canada – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques* ("*Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques*"), WT/DS114/R, adopté le 7 avril 2000, DSR 2000:V, 2295, paragraphe 7.101.

³¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile* ("*Canada – Automobiles*"), WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R, adopté le 19 juin 2000, DSR 2000:VI, 2995, paragraphe 63.

³¹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes* ("*CE – Bananes III*"), WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, DSR 1997:II, 591, paragraphes 233 et 234.

concurrents ou directement substituables. L'Inde rappelle que l'Organe d'appel a décidé que pour répondre à la question de savoir si deux produits sont "similaires" ou "directement concurrents ou directement substituables", au sens de l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994, il fallait les examiner du point de vue du consommateur du marché du pays importateur. Cependant, selon l'Inde, deux produits qui sont "similaires" ou "directement concurrents ou directement substituables" du point de vue du consommateur devraient se voir accorder une origine différente s'ils ont été produits dans des pays différents. Les critères pour déterminer si deux produits sont "similaires" ou "directement concurrents ou directement substituables" au sens de l'article III du GATT de 1994 ne peuvent donc pas être transposés à l'article 2 d).

6.239 L'Inde estime qu'il serait également inapproprié de transposer à l'article 2 d) la notion de produits "similaires" employée à l'article premier du GATT de 1994. L'Inde fait observer que les droits de douane sont un instrument de protection négociable (et, partant, légitime), mais pas les règles d'origine. Elle fait valoir que, dans le cadre du GATT de 1994, il est donc permis aux Membres de faire des distinctions très subtiles entre les produits dans leurs nomenclatures tarifaires destinées à protéger certaines branches de production nationales. Cependant, dans le cadre de l'*Accord RO*, les Membres ne doivent pas utiliser les règles d'origine pour favoriser la réalisation de leurs objectifs en matière de commerce. Selon l'Inde, c'est la raison pour laquelle il ne serait pas logique de déterminer la portée de la prohibition de la discrimination prévue par l'*Accord RO* en utilisant des notions qui déterminent la portée de la discrimination dans le cadre de l'article premier du GATT de 1994.

6.240 L'Inde considère que les règles d'origine violent l'article 2 d) si elles aboutissent à un traitement différencié injustifiable de "produits (de l'Inde et des Communautés européennes) étroitement liés". De l'avis de l'Inde, les textiles qui sont constitués de différents types de tissus ou de différents types de mélanges de fibres sont des produits "étroitement liés". L'Inde fait valoir qu'un Membre ne peut pas appliquer des règles d'origine différentes aux textiles simplement parce qu'ils sont constitués de différents types de tissus ou de différents types de mélanges de fibres. Elle rappelle que, dans le cas des mesures des États-Unis en cause, lorsqu'une écharpe ou un foulard est en soie, il lui est conféré l'origine du pays où elle/il subit une opération TI+2. En revanche, lorsqu'elle/il est en coton, il lui est conféré l'origine du pays où le tissu écru est élaboré. L'Inde estime que, du point de vue des techniques de production, ces écharpes ou foulards sont quasiment identiques, et qu'il est complètement arbitraire de les distinguer aux fins de déterminer leur origine.

6.241 Les **États-Unis** font observer que la deuxième clause de l'article 2 d) vise à empêcher le type de discrimination qui, sous forme de règles d'origine non préférentielles, comporterait un critère reposant sur l'affiliation nationale d'une société ou la nationalité de ses employés.

6.242 Les États-Unis considèrent que l'interprétation que donne l'Inde de l'article 2 d) est fondée sur l'interprétation erronée selon laquelle l'*Accord RO* interdirait les règles d'origine par produit et interdit que des règles d'origine différentes s'appliquent à des produits différents. Cependant, de l'avis des États-Unis, l'article 2 de l'*Accord RO* ne prescrit pas que les mêmes règles soient utilisées pour des produits semblables. Les États-Unis estiment que, contrairement à ce que souhaite l'Inde, rien dans l'article 2, ni dans aucune autre disposition de l'*Accord RO*, ne prescrit que les Membres utilisent une règle particulière pour un processus de fabrication particulier, ou pour des produits particuliers. L'*Accord RO* autorise manifestement à différencier les règles selon les produits, comme on peut le voir dans le programme de travail pour l'harmonisation, dans le cadre duquel les Membres sont confrontés à des milliers de sous-positions du tarif douanier.

6.243 Les États-Unis abordent ensuite la question des disciplines qu'impose l'*Accord RO* à un Membre pour établir des distinctions entre les produits. Ils estiment que l'*Accord RO* ne prescrit pas la même règle d'origine pour tous les produits "similaires" ou "directement concurrents". À leur avis, une telle prescription ne se trouve pas dans l'*Accord* et ne peut être inférée d'aucune disposition de l'article 2, et l'Inde n'a pas non plus établi qu'une telle inférence devrait être faite. En outre, selon les

États-Unis, l'*Accord RO* ne prescrit pas les mêmes règles pour tous les produits qui sont semblables dans un certain autre sens. Là encore, les États-Unis considèrent qu'une telle prescription n'est pas énoncée dans l'*Accord RO* et ne peut être inférée d'aucune disposition de l'Accord. Ils font valoir qu'il serait donc incorrect d'interpréter l'*Accord RO* comme empêchant les Membres de faire des distinctions dans leurs règles selon les produits – qu'il s'agisse ou non de produits "similaires", "directement concurrents" ou semblables d'une certaine autre manière, et cela, même si ces règles par produit sont perçues comme fondées sur des distinctions jugées en un sens "ténues".

6.244 Le **Groupe spécial** commence son analyse en rappelant l'allégation de l'Inde selon laquelle l'article 405 viole la deuxième clause de l'article 2 d) parce qu'il aboutit à un traitement différencié injustifiable de "produits (de l'Inde et des Communautés européennes) étroitement liés".³¹⁷ Cette allégation repose sur trois hypothèses cumulées. *Premièrement*, elle suppose que la deuxième clause de l'article 2 d) impose aux Membres l'obligation d'appliquer la même règle d'origine, ou pour le moins des règles également favorables, aux produits "étroitement liés" (par exemple, écharpes et foulards de soie et de coton) importés de Membres différents.³¹⁸ *Deuxièmement*, elle suppose que la deuxième clause de l'article 2 d) devrait être interprétée comme prohibant non seulement la discrimination *de jure* entre les Membres, mais aussi la discrimination *de facto*. *Troisièmement*, elle suppose que pour évaluer si des règles d'origine établissent une discrimination, *de facto*, entre les Membres, il faut examiner si ces règles imposent à certains Membres des conséquences défavorables à différents degrés et si ces conséquences différentes sont justifiables.

6.245 S'agissant de la première des trois hypothèses avancées par l'Inde, nous rappelons qu'aux termes de la deuxième clause de l'article 2 d), les règles d'origine "n'établiront pas de discrimination entre les autres Membres, quelle que soit l'affiliation des fabricants de la marchandise en question". Elle ne dit pas que les règles d'origine "n'établiront pas de discrimination entre les produits étroitement liés des autres Membres [...]". Ainsi, la deuxième clause, telle qu'elle est clairement formulée, ne vient pas à l'appui de l'interprétation de l'Inde.

6.246 En outre, l'expression "la marchandise en question" au singulier indique que la deuxième clause de l'article 2 d) ne vise pas la discrimination entre des produits différents (mais étroitement liés). S'il en allait autrement, on peut soutenir qu'elle aurait fait référence aux "marchandises en question" au pluriel. À notre avis, l'emploi du singulier laisse entendre qu'aux fins d'évaluer s'il existe une discrimination "entre les Membres", il faudrait faire une comparaison entre la règle d'origine applicable à une marchandise particulière lorsqu'elle est importée d'un Membre ou plus et la/les règle(s) d'origine applicable(s) à la même marchandise – "la marchandise en question" – lorsqu'elle est importée d'un autre Membre ou plus.

6.247 Si la deuxième clause de l'article 2 c) était censée empêcher la discrimination entre des produits différents (mais étroitement liés), nous considérons qu'il est probable que les rédacteurs auraient prévu une orientation textuelle quelconque quant aux produits visés par la prohibition énoncée dans cette clause. De fait, nous relevons que d'autres dispositions de l'OMC en matière de non-discrimination, telles que les articles I^{er}, III et IX du GATT de 1994, spécifient effectivement les produits visés par les prohibitions qu'elles énoncent.³¹⁹

6.248 Enfin, notre interprétation de la deuxième clause de l'article 2 d) est compatible avec l'objectif de cette clause. À notre avis, l'objectif principal de la deuxième clause de l'article 2 d) est de faire en sorte que, pour une marchandise donnée, la rigueur des prescriptions qui doivent être satisfaites pour

³¹⁷ Réponse de l'Inde à la question n° 60 du Groupe spécial; deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 68.

³¹⁸ Nous notons que l'Inde ne donne pas de définition de la notion de "produits étroitement liés".

³¹⁹ Par exemple, l'article premier du GATT de 1994 prohibe la discrimination entre produits "similaires" uniquement.

que cette marchandise se voie accorder l'origine d'un Membre particulier soit la même, quelle que soit la provenance de la marchandise en question (à savoir, le Membre en provenance duquel la marchandise est importée, l'affiliation des fabricants de la marchandise, etc.).³²⁰

6.249 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous ne pouvons pas accepter l'hypothèse de l'Inde selon laquelle la deuxième clause de l'article 2 d) impose aux Membres l'obligation d'appliquer la même règle d'origine, ou pour le moins des règles également favorables, aux produits "étroitement liés" importés de Membres différents.³²¹

6.250 Puisque nous avons rejeté la première des trois hypothèses cumulées qui sous-tendent l'allégation de l'Inde au titre de l'article 2 d), et puisque cela n'est pas nécessaire pour statuer sur cette allégation, nous ne nous prononçons pas sur la question de savoir si la deuxième et la troisième hypothèse de l'Inde sont correctes. En conséquence, lorsque nous examinerons l'allégation de l'Inde selon laquelle l'article 405 est incompatible avec la deuxième clause de l'article 2 d), nous admettrons ces hypothèses pour les besoins du débat.

b) Compatibilité de l'article 405 avec l'article 2 d) de l'*Accord RO*

6.251 L'Inde rappelle que l'article 405 prévoit des exemptions aux règles générales applicables à la détermination de l'origine pour certains tissus, certains produits et certains mélanges de fibres. L'Inde reconnaît que ces exemptions sont, *de jure*, appliquées sur une base neutre quant à l'origine. Cependant, selon l'Inde, ces exemptions favorisent *de facto* les marchandises en provenance des Communautés européennes car les tissus, produits ou mélanges de fibres qui bénéficient des exemptions sont essentiellement le type de textiles et de vêtements qui subissent des opérations "à valeur ajoutée" ou des opérations de transformation substantielle dans les Communautés européennes. Par conséquent, fait valoir l'Inde, ces produits peuvent entrer aux États-Unis sans être soumis à la moindre restriction contingentaire. L'Inde fait observer qu'en revanche, quand ces produits sont constitués de certaines fibres telles que le coton, ils se verront conférer l'origine de l'endroit où le tissu écru est tissé. L'Inde affirme que ce sont principalement les pays en développement soumis à des restrictions contingentaires qui exportent des tissus de coton. Selon elle, cela démontre que l'article 405 a pour effet d'imposer des conséquences défavorables à différents degrés pour les pays en développement comme l'Inde qui exportent des tissus et des articles de coton.

6.252 L'Inde fait valoir, d'autre part, que les effets différenciés créés par l'article 405 sont injustifiables. Elle considère qu'il est incontestable que les États-Unis ont promulgué l'article 405 à seule fin d'offrir un accès au marché favorable pour certains produits textiles dont se souciaient particulièrement les Communautés européennes. De l'avis de l'Inde, les effets de l'article 405 sont, par conséquent, injustifiables.

6.253 Selon l'Inde, les effets créés par l'article 405 sont aussi injustifiables parce qu'elle estime que les exemptions qui y figurent (qui établissent des distinctions entre certains produits) n'ont aucun lien avec la fabrication ou l'ouvrage de ces produits. Concrètement, l'Inde fait valoir que les modifications figurant à l'article 405 ont entraîné des retours arbitraires et incohérents aux règles

³²⁰ Le Groupe spécial fait observer que cela est compatible avec son opinion selon laquelle l'article 2 est destiné à laisser aux Membres un pouvoir discrétionnaire considérable lorsqu'ils conçoivent et appliquent leurs règles d'origine. Voir *supra*, le paragraphe 6.25.

³²¹ On pourrait estimer que l'Inde fait valoir également que la deuxième clause de l'article 2 d) peut être violée même si les produits entre lesquels les règles d'origine établissent une distinction ne sont ni "similaires", ni "directement concurrents ou directement substituables" au sens de l'article III du GATT de 1994. Réponse de l'Inde à la question n° 3 du Groupe spécial. Notre raisonnement au sujet de la notion de "produits étroitement liés" avancée par l'Inde serait également applicable si l'Inde entendait faire valoir que la deuxième clause de l'article 2 d) prohibait aussi la discrimination entre des produits qui ne sont ni "similaires" ni "directement concurrents ou directement substituables".

d'origine antérieures à l'article 334 pour un groupe de produits textiles sélectionnés, sans qu'il soit particulièrement tenu compte du degré d'ouvroison, d'assemblage ou autres opérations supplémentaires, ni de la manière dont l'ampleur de ces opérations supplémentaires modifierait la nature des produits. L'Inde estime que les exceptions créées par l'article 405 ont été définies uniquement par les types de produits finals importés aux États-Unis des Communautés européennes et pour lesquels celles-ci ont exprimé des préoccupations. L'Inde affirme à cet égard que la fabrication et l'assemblage du linge de lit sont les mêmes, que celui-ci soit de soie ou de coton. L'Inde estime que ces produits sont les mêmes. Elle considère à cet égard qu'il n'existe aucune raison technique d'établir une discrimination au plan des règles d'origine entre des produits qui sont identiques (et donc, par définition, concurrents ou substituables sur le marché) et qui font l'objet de la même fabrication et de la même ouvroison.

6.254 De plus, l'Inde fait observer que les États-Unis se réfèrent à leur Tarif douanier harmonisé (note générale 22), où il est dit que "entièrement en" signifie "que l'article est composé complètement de la matière spécifiée". L'Inde maintient toutefois qu'en ce qui concerne l'article 405, les États-Unis ont retenu arbitrairement plus de 16 pour cent de coton comme critère pour déterminer la règle d'origine applicable (c'est-à-dire que l'origine conférée serait l'endroit où le tissu écru est tissé). L'Inde souligne à cet égard que les États-Unis ont fait observer en réponse à une question du Groupe spécial qu'"en établissant une règle pour certains articles contenant 16 pour cent ou plus en poids de coton, nous avons fait en sorte que les produits définis dans notre accord de règlement soient couverts". L'Inde estime qu'en abaissant le seuil de la définition d'un produit de coton qui, de *composé complètement de coton* qu'il était, est passé à une simple teneur de *16 pour cent ou plus* de coton, les États-Unis ont effectivement placé dans la définition du coton plus d'articles qui, selon l'article 405, se verraient conférer l'origine de l'endroit où le tissu écru a été tissé.³²²

6.255 Les **États-Unis** notent que l'allégation principale de l'Inde en ce qui concerne l'article 405, c'est que, du fait que les exceptions à l'article 334 ont pris en compte certains produits présentant un intérêt pour les Communautés européennes, cela a "favorisé" les Communautés européennes et cela est discriminatoire. Les États-Unis font observer que, bien entendu, tout règlement doit être satisfaisant pour la partie plaignante. Mais ils estiment que si le règlement est applicable à tous les Membres sur une base NPF, il sera selon toute vraisemblance profitable à tous les Membres exportateurs. De l'avis des États-Unis, l'Inde ne peut pas s'appuyer sur l'affaire *Canada – Automobiles* pour justifier une allégation d'avantage *de facto* en faveur des Communautés européennes. Les États-Unis relèvent que, dans ce différend, l'Organe d'appel examinait un avantage accordé à *certain*s produits en considération du pays auquel les producteurs étaient affiliés. Ils soulignent que, dans cette affaire, la discrimination *de facto* venait de ce que le Canada accordait un avantage à certains des *mêmes* produits (produits *similaires*) en raison de la nationalité. Les États-Unis considèrent qu'en l'espèce, les allégations de l'Inde visant les règles d'origine des États-Unis ont trait à des produits *différents*. Ils font d'autre part valoir qu'il est vrai que l'Organe d'appel a mentionné dans ce rapport un "avantage *de facto*", mais que l'article I:1 du GATT de 1994 n'est pas en cause en l'espèce. Les États-Unis font observer que si l'Inde avait voulu formuler une telle allégation, elle aurait pu engager une procédure au titre de cette disposition.

6.256 Les États-Unis soulignent par ailleurs que l'Inde fait aussi valoir apparemment une théorie du "traitement différencié" à l'appui de son allégation au titre de l'article 2 d) visant l'article 405. Les États-Unis notent à cet égard que l'article 2 d) vise la discrimination entre les Membres – à savoir, l'application de règles différentes à des Membres différents pour le *même* produit – et non pas la discrimination entre les produits nationaux et les produits importés, ou entre les produits importés.

³²² L'Inde considère que la définition "16 pour cent et plus" n'est en outre pas compatible avec celles qui sont énoncées aux chapitres 50 à 55 du Système harmonisé, qui prévoit "85 pour cent ou plus" comme définition, ainsi que les États-Unis l'ont signalé dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial.

6.257 Les États-Unis font valoir, enfin, que le rapport du Groupe spécial *Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques* ne sauve pas non plus l'argumentation de l'Inde. Ils considèrent que le présent différend n'est pas une affaire de discrimination entre des produits et que l'article 2 d) ne vise pas une telle discrimination. Ils estiment que, même en admettant que le rapport du Groupe spécial en question soit pertinent pour le présent différend, l'Inde n'a pas montré que l'"effet réel" de l'article 405 était d'imposer à l'Inde, à la Chine ou aux Philippines des "conséquences défavorables à différents degrés" et que ces effets différenciés étaient inopportuns ou injustifiables, ce qui est la base du raisonnement du Groupe spécial dans l'affaire *Canada – Brevets pour les produits pharmaceutiques*.

6.258 Le **Groupe spécial** croit comprendre que l'allégation de l'Inde repose sur trois affirmations: *premièrement*, que l'article 405 aboutit, *de facto*, à un traitement différencié des produits, en accordant un avantage aux produits qui présentent de l'intérêt pour les Communautés européennes qu'il n'accorde pas aux produits qui présentent de l'intérêt pour les pays en développement comme l'Inde; *deuxièmement*, que les produits affectés par le traitement différencié sont des produits qui sont "étroitement liés"; et, *troisièmement*, que le traitement différencié des produits en question est injustifiable.³²³

6.259 Nous admettons, pour les besoins du débat, la première affirmation de l'Inde et, en conséquence, nous commençons par examiner sa deuxième affirmation – à savoir que le traitement différencié (supposé) résultant de l'article 405 affecte des produits "étroitement liés". Nous rappelons à cet égard que nous avons rejeté l'opinion de l'Inde selon laquelle la deuxième clause de l'article 2 d) impose aux Membres l'obligation d'appliquer la même règle d'origine, ou pour le moins des règles également favorables, aux produits "étroitement liés" importés de Membres différents.³²⁴ Cependant, cela ne réfute pas, en soi, l'allégation de l'Inde au titre de l'article 2 d). En effet, la catégorie des "produits étroitement liés" englobe logiquement, comme sous-ensemble, des produits qui sont les mêmes. Il est donc nécessaire d'examiner si l'Inde a identifié les produits qui sont les mêmes, mais qui sont affectés à différents degrés par l'article 405.

6.260 Nous relevons, *premièrement*, que l'on voit mal si l'Inde laisse entendre qu'un tissu de coton fini (c'est-à-dire un tissu qui a subi une opération TI+2), et des draps de coton sont des produits "étroitement liés".³²⁵ Il s'agit de produits à des stades de fabrication différents, classés sous des positions du SH différentes. Nous voyons mal, par conséquent, comment un tissu de coton et des draps de coton pourraient être considérés comme les mêmes produits. À notre avis, le simple fait que le tissu de coton peut être transformé en draps de lit ne veut pas dire que ces produits sont les mêmes. En tout état de cause, l'Inde n'a pas établi d'éléments *prima facie* à l'appui de son argumentation à cet égard.³²⁶

6.261 *Deuxièmement*, on pourrait penser que l'Inde donne à entendre que les tissus de laine et autres tissus, tels que les tissus de soie ou de coton, sont des produits "étroitement liés".³²⁷ Les communications de l'Inde relatives à son allégation au titre de l'article 2 d) ne traitent pas

³²³ Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphes 70 à 74; réponse de l'Inde à la question n° 60 du Groupe spécial.

³²⁴ *Supra*, paragraphe 6.249. Nous faisons observer que, parallèlement, nous avons admis, pour les besoins de l'argumentation, les hypothèses de l'Inde, à savoir: i) que la deuxième clause de l'article 2 d) devrait être interprétée comme prohibant non seulement la discrimination *de jure* entre les Membres, mais aussi la discrimination *de facto* et ii) que pour évaluer si les règles d'origine établissent une discrimination, *de facto*, entre les Membres, il faut examiner si ces règles imposent des conséquences défavorables à différents degrés à certains Membres et si ces conséquences différentes sont justifiables. *Supra*, paragraphe 6.250.

³²⁵ Première déclaration orale de l'Inde, paragraphes 28 et 29.

³²⁶ En fait, l'Inde elle-même semble reconnaître qu'il s'agit de "types" de produits différents. Première déclaration orale de l'Inde, paragraphe 28.

³²⁷ L'Inde dit qu'en ce qui concerne son allégation au titre de l'article 2 d), elle met en cause l'article 405 a) 3) B), qui vise les tissus. Réponse de l'Inde à la question n° 19 du Groupe spécial.

spécifiquement des tissus de laine. Nous notons que dans le contexte d'une allégation différente, l'Inde fait valoir qu'il n'y a pas de différence entre le processus de tissage de fils de laine et le processus de tissage de fils de coton ou de soie.³²⁸ Même si l'on ne tient pas compte du fait que cet argument porte sur une allégation différente, l'Inde n'a communiqué aucun renseignement sur l'ouvraison des fils de laine et autres fils. En outre, même si l'Inde avait raison et s'il n'y avait aucune différence dans l'ouvraison, nous voyons mal pourquoi cela minimiserait le fait que les tissus de laine, de coton et de soie, qui sont classés sous des positions du SH différentes, sont assez différents du point de vue de leurs caractéristiques physiques, de leur qualité et de leur réputation. Ainsi, sur la base des communications de l'Inde, nous ne sommes pas convaincus que les tissus de laine et autres tissus, tels que les tissus de soie ou de coton, sont les mêmes aux fins de la deuxième clause de l'article 2 d).

6.262 *Troisièmement*, l'Inde fait valoir, explicitement, que les écharpes et foulards de soie et de coton sont des produits "étroitement liés". Elle estime que, du point de vue des techniques de production, les écharpes et foulards de soie et de coton sont quasiment identiques.³²⁹ Là encore, l'Inde ne communique aucun renseignement spécifique en ce qui concerne le processus de fabrication des écharpes et foulards faits de tissus différents. L'Inde ne traite pas non plus la question de savoir pourquoi le fait (allégué) que le processus de fabrication est le même rend inopérantes d'autres différences, y compris des différences dans la classification dans le cadre du Système harmonisé, dans les caractéristiques physiques, la qualité et la réputation. À la lumière de ces éléments, nous considérons que les communications de l'Inde sont insuffisantes pour nous convaincre que les écharpes et foulards de soie et ceux de coton sont les mêmes aux fins de la deuxième clause de l'article 2 d).

6.263 Nous notons, d'autre part, que d'après l'Inde, le linge de lit de soie et le linge de lit de coton sont les "mêmes" produits. Cet argument aussi repose sur l'affirmation selon laquelle les deux types de linge de lit font l'objet du même processus de fabrication.³³⁰ Dans cette mesure, *mutatis mutandis*, nos observations formulées au paragraphe précédent au sujet des écharpes et foulards s'appliquent également ici.³³¹ On pourrait estimer que l'Inde soutient, en outre, que le linge de lit de soie et le linge de lit de coton sont des "produits identiques" et, en tant que tels, concurrents et substituables sur le marché.³³² Cependant, même si nous devons supposer qu'il soit possible de déterminer que le linge de lit de soie et le linge de lit de coton sont les mêmes en se fondant sur leur rapport de concurrence, cela n'aiderait pas l'Inde, puisque celle-ci n'a pas communiqué de renseignements suffisants nous permettant d'évaluer la nature et l'étendue d'un rapport de concurrence, le cas échéant. En conséquence, nous considérons que l'Inde n'a pas établi que le linge de lit de soie et le linge de lit de coton sont les mêmes aux fins de la deuxième clause de l'article 2 d).

6.264 *Enfin*, on pourrait estimer que l'Inde fait valoir que les produits visés constitués d'un mélange de fibres contenant 16 pour cent de coton ou plus et les produits constitués d'un mélange de fibres contenant moins de 16 pour cent de coton sont les "mêmes" produits.³³³ Les communications de l'Inde se rapportant à son allégation au titre de l'article 2 d) ne visent pas spécifiquement les produits constitués de mélanges de fibres. Nous notons cependant que, dans le contexte d'une allégation différente, l'Inde fait valoir qu'il n'y a pas de différence entre l'ouvraison d'un tour de lit constitué d'un mélange de 83 pour cent de polyester et de 17 pour cent de coton et un tour de lit constitué d'un

³²⁸ Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 40.

³²⁹ Réponse de l'Inde à la question n° 60 du Groupe spécial.

³³⁰ Deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphe 20.

³³¹ Nous notons que l'Inde n'a communiqué aucun renseignement concernant les processus de fabrication du linge de lit de soie et du linge de lit de coton.

³³² Deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphe 20.

³³³ Deuxième communication écrite de l'Inde, note de bas de page 33.

mélange de 86 pour cent de polyester et de 14 pour cent de coton.³³⁴ Dans cet exemple particulier, il n'est pas nécessaire que nous décidions si les communications de l'Inde sont suffisantes pour établir que les produits faits d'un tissu contenant 16 pour cent de coton ou plus et les produits faits d'un tissu contenant moins de 16 pour cent de coton sont les mêmes. En effet, l'Inde, en tout état de cause, ne nous a pas persuadés qu'il serait injustifiable d'appliquer des règles d'origine différentes aux produits contenant 16 pour cent de coton ou plus et aux produits contenant moins de 16 pour cent de coton.

6.265 Sur la base de ce qui précède, il est clair qu'à l'exception d'une catégorie de produits – les produits contenant des tissus constitués d'un mélange de coton – pour laquelle nous n'avons fait aucune constatation, l'Inde n'a pas établi que le traitement différencié (supposé) résultant de l'article 405 affectait des produits qui sont les mêmes. C'est pourquoi l'Inde n'a pas établi son allégation au titre de l'article 2 d), à l'exception éventuellement des produits constitués d'un mélange de coton.

6.266 Dans la logique de notre conclusion figurant au paragraphe précédent, en ce qui concerne les produits constitués d'un mélange de coton, il nous faut entreprendre d'examiner la troisième affirmation de l'Inde selon laquelle l'effet différencié (supposé) est injustifiable. Aux fins de cet examen, nous supposons que les produits faits d'un tissu contenant 16 pour cent de coton ou plus et les produits faits d'un tissu contenant moins de 16 pour cent de coton sont les mêmes et que les règles d'origine différentes appliquées à ces produits en raison de l'article 405 accordent un avantage *de facto* aux produits qui présentent de l'intérêt pour les Communautés européennes.

6.267 L'Inde fait valoir que cet effet différencié (supposé) est injustifiable parce que l'article 405 a été promulgué à "seule fin"³³⁵ de favoriser les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les Communautés européennes par rapport aux produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement. Cependant, nous avons déjà constaté, lorsque nous avons examiné l'allégation de l'Inde au titre de l'article 2 b), que l'Inde n'avait pas établi que les États-Unis utilisaient l'article 405 pour favoriser les produits présentant de l'intérêt pour les Communautés européennes par rapport aux produits présentant de l'intérêt pour d'autres Membres.

6.268 L'Inde semble faire valoir que l'effet différencié (supposé) est injustifiable, en outre, parce qu'il n'y a "aucune raison technique" de faire une discrimination au plan des règles d'origine entre les produits faits de tissus contenant 16 pour cent de coton ou plus et les produits faits de tissus contenant moins de 16 pour cent de coton.³³⁶ L'Inde considère qu'il est "arbitraire" de maintenir une telle distinction entre les produits aux fins des règles d'origine et de faire de plus de 16 pour cent de coton le critère pour déterminer la règle d'origine applicable.³³⁷ Les États-Unis ont expliqué que le seuil de 16 pour cent de coton avait été établi pour mettre en œuvre les conditions de l'accord de règlement bilatéral conclu entre les États-Unis et les Communautés européennes. Ils soulignent par ailleurs que leur définition des mélanges de coton est compatible avec la structure du Système harmonisé. Ils font observer que le Système harmonisé, aux chapitres 50 à 55, définit les fils et tissus comme étant "entièrement [en] une fibre donnée s'ils contiennent 85 pour cent ou plus de cette fibre."³³⁸

6.269 Nous croyons comprendre que les États-Unis font valoir, pour l'essentiel, qu'ils avaient besoin de définir les mélanges de coton qui, le cas échéant, devraient pouvoir bénéficier de l'exception énoncée à l'article 405 a) 3) C), à savoir, la règle TI+2. Apparemment, ils ont déterminé que seuls les produits qui sont, effectivement, "entièrement en" une fibre *autre que* le coton devraient pouvoir être

³³⁴ *Ibid.*, paragraphe 40.

³³⁵ Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 72.

³³⁶ Deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphe 20.

³³⁷ Réponse de l'Inde à la question n° 60 du Groupe spécial; deuxième déclaration orale de l'Inde, paragraphe 19.

³³⁸ Réponse des États-Unis à la question n° 9 du Groupe spécial.

soumis à la règle TI+2 (à condition que cette fibre soit visée par les positions du TDH spécifiées à l'article 405 a) 3) C)). Ainsi, un tour de lit constitué d'un mélange de 83 pour cent de polyester et de 17 pour cent de coton n'est pas effectivement considéré comme un tour de lit de polyester. À ce titre, il ne peut pas être soumis à la règle TI+2. Le seuil (bas) de 16 pour cent de coton serait apparemment compatible avec l'exclusion complète du champ d'application de la règle TI+2 des produits de coton spécifiés qui ne sont pas des mélanges.

6.270 Le seuil de 16 pour cent de coton semble compatible avec la structure du Système harmonisé, qui reconnaît l'utilité de spécifier un certain pourcentage seuil pour les mélanges de textiles.³³⁹ Ainsi, le fait de fixer un pourcentage seuil relativement bas est compatible avec le fait que les produits de coton qui ne sont pas des mélanges sont complètement exclus de l'application de la règle TI+2. Nous ne sommes donc pas persuadés par l'affirmation de l'Inde selon laquelle le seuil de 16 pour cent de coton est arbitraire et, partant, injustifiable.³⁴⁰

6.271 En conséquence, nous constatons, s'agissant des produits constitués d'un mélange de coton, que l'Inde n'a pas établi que les effets différenciés (supposés) créés par l'article 405 étaient injustifiables. C'est pourquoi nous rejetons l'allégation de l'Inde au titre de l'article 2 d), dans la mesure où elle vise les produits considérés constitués d'un mélange de coton.

6.272 À la lumière de toutes les considérations qui précèdent, nous concluons que l'Inde n'a pas démontré que l'article 405 était incompatible avec la deuxième clause de l'article 2 d).

E. ALLÉGATIONS DE L'INDE AU SUJET DE LA MISE EN ŒUVRE DES RÈGLEMENTS DOUANIERS

6.273 Comme on le rappellera, les allégations de l'Inde ne se limitent pas aux dispositions légales en cause en l'espèce, mais concernent aussi les règlements douaniers figurant dans 19 C.F.R. § 102.21.

6.274 L'Inde note que ces règlements douaniers mettent en œuvre l'article 334 et l'article 405. L'Inde affirme que ces règlements renferment des dispositions qui sont incompatibles avec les obligations qui incombent aux États-Unis en vertu de l'article 2 b), c) et d) de l'*Accord RO*.

6.275 Les États-Unis font valoir que l'Inde n'a pas établi *prima facie* que 19 C.F.R. § 102.21 constituait un manquement à leurs obligations.

6.276 Le **Groupe spécial** rappelle sa conclusion précédente selon laquelle l'Inde n'a pas établi que l'article 334 ou l'article 405 était incompatible avec l'article 2 de l'*Accord RO*. L'Inde convient que les règlements douaniers énoncés dans 19 C.F.R. § 102.21 mettent en œuvre les principes figurant aux articles 334 et 405. Dans ces circonstances, le Groupe spécial ne pouvait confirmer les allégations de l'Inde au sujet de 19 C.F.R. § 102.21 que: i) si, à la différence de ses allégations au sujet de l'article 334 et l'article 405, l'Inde avait présenté des éléments de preuve et des arguments suffisants pour établir une incompatibilité avec l'article 2 de l'*Accord RO*; ou ii) si l'Inde avait identifié certains aspects propres à 19 C.F.R. § 102.21 qui rendraient ces règlements incompatibles avec l'article 2 de l'*Accord RO* indépendamment de l'article 334 ou de l'article 405. Cependant, l'Inde n'a fait ni l'un ni l'autre. De fait, l'Inde s'est peu référée à 19 C.F.R. § 102.21, et ces références résument ou reproduisent essentiellement les dispositions de 19 C.F.R. § 102.21.³⁴¹

³³⁹ Voir les chapitres 50 à 55 du Système harmonisé.

³⁴⁰ Nous relevons également que l'Inde n'a pas montré que le seuil de 16 pour cent de coton fonctionnait de telle manière, par exemple, que les producteurs de certains Membres ne pouvaient pas ajuster leur production de façon à ne pas le dépasser, ou bien ne pouvaient le faire qu'à un coût excessif.

³⁴¹ Par exemple, réponse de l'Inde à la question n° 21 du Groupe spécial; deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphes 9 et 10, 14, 17 et 20.

6.277 En conséquence, le Groupe spécial conclut que l'Inde n'a pas établi que les règlements douaniers figurant dans 19 C.F.R. § 102.21 étaient incompatibles avec l'article 2 b), 2 c) ou 2 d) de l'*Accord RO*.

F. ALLÉGATIONS DE L'INDE AU SUJET DE L'APPLICATION DES MESURES EN CAUSE

6.278 L'Inde demande aussi au Groupe spécial de constater que l'"application" de l'article 334, de l'article 405 et des règlements douaniers figurant dans 19 C.F.R. § 102.21 est incompatible avec l'article 2 b), 2 c) ou 2 d) de l'*Accord RO*.³⁴² L'Inde n'a pas présenté d'arguments ou d'éléments de preuve en ce qui concerne des cas d'application spécifiques, par les autorités compétentes des États-Unis, des mesures en cause. Elle n'a pas non plus fait valoir que ces mesures étaient appliquées, dans la pratique, d'une manière qui n'est pas spécifiquement prévue dans ces mesures.³⁴³ Au vu du manque de communications spécifiques de l'Inde sur l'application des mesures en cause, nous ne voyons aucune nécessité d'examiner ces allégations plus avant.

6.279 En conséquence, le Groupe spécial conclut que l'Inde n'a pas établi que l'application de l'article 334, de l'article 405 ou des règlements douaniers figurant dans 19 C.F.R. § 102.21 était incompatible avec l'article 2 b), 2 c) ou 2 d) de l'*Accord RO*.

VII. CONCLUSION

7.1 Pour les raisons exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut ce qui suit:

- a) l'Inde n'a pas établi que l'article 334 de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay était incompatible avec l'article 2 b) ou 2 c) de l'*Accord RO*; et
- b) l'Inde n'a pas établi que l'article 405 de la Loi sur le commerce et le développement était incompatible avec l'article 2 b) ou 2 c) ou 2 d) de l'*Accord RO*;
- c) l'Inde n'a pas établi que les règlements douaniers figurant dans 19 C.F.R. § 102.21 étaient incompatibles avec l'article 2 b), 2 c) ou 2 d) de l'*Accord RO*.

7.2 À la lumière de sa conclusion, le Groupe spécial ne fait aucune recommandation au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord.

³⁴² Première communication écrite de l'Inde, paragraphe 102.

³⁴³ Les réponses de l'Inde aux questions n° 19 et 62 du Groupe spécial ne renferment aucun argument spécifique à l'appui d'une mise en cause de l'article 334, de l'article 405 et des règlements douaniers d'application, tels qu'ils sont appliqués.

ANNEXE A

Annexe A	Réponses des parties aux questions
A-1	Réponses de l'Inde aux questions posées par le Groupe spécial à la suite de la première réunion
A-2	Réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial à la suite de la première réunion
A-3	Réponses des États-Unis aux questions posées par l'Inde à la suite de la première réunion
A-4	Réponses de l'Inde aux questions posées par le Groupe spécial à la suite de la seconde réunion
A-5	Réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial à la suite de la seconde réunion
A-6	Réponses de l'Inde aux questions posées par les États-Unis à la suite de la seconde réunion
A-7	Observations de l'Inde sur les réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial à la suite de la seconde réunion
A-8	Observations des États-Unis sur les réponses de l'Inde aux questions posées par le Groupe spécial et aux questions posées par les États-Unis à la suite de la seconde réunion

ANNEXE A-1

RÉPONSES DE L'INDE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL À LA SUITE DE LA PREMIÈRE RÉUNION

Question n° 1

Êtes-vous d'accord avec les Communautés européennes pour considérer que la notion de transformation substantielle "a intentionnellement été laissée en dehors des disciplines applicables durant la période de transition" et que, par conséquent, "les Membres ne sont nullement obligés durant la période de transition de faire reposer leurs règles d'origine sur la notion de transformation substantielle"? (Communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 9 et 22)

Réponse

Les allégations et arguments de l'Inde ne présupposent pas que les Membres doivent appliquer la notion de transformation substantielle durant la période de transition. L'observation des Communautés européennes est donc sans rapport avec les allégations et arguments de l'Inde en l'espèce.

Question n° 2

S'agissant de l'article 2 b) de l'Accord RO, considérez-vous que la prévention du contournement des contingents, au sens où ce terme est employé par les États-Unis, demanderait à être regardée comme un "objectif en matière de commerce"?

Réponse

Oui. Dans leur première communication (paragraphe 32) et dans les réponses orales données par leur délégation à la première réunion, les États-Unis ont employé l'expression "prévention du contournement des contingents" à propos d'une situation dans laquelle certains pays tentaient d'échapper aux contingents imposés sur leurs produits textiles et vêtements en exportant des produits semi-finis vers les pays tiers (non soumis à contingentement ou plus libéralement contingentés) pour y subir les opérations de finissage, afin que ces produits puissent se voir conférer l'origine du pays tiers quand ils seraient exportés aux États-Unis.

Or, cette situation ne saurait être désignée comme le "contournement de contingents". Contournement est un terme qui connote une violation des règles existantes. Dans le contexte des règles d'origine, le contournement des contingents désigne des situations dans lesquelles les négociants font de fausses déclarations sur l'origine de leurs produits ou ont recours à d'autres moyens illicites en vue d'échapper à l'application des contingents. Les États-Unis n'ont montré l'existence d'aucun cas de contournement illicite des règles de l'article 12.130. L'Inde relève que, dans la période antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 334, l'Administration des douanes des États-Unis appliquait et faisait respecter son règlement de l'article 12.130. Les déterminations de l'origine de ces produits (ceux, par exemple, qui étaient exportés vers des pays tiers pour TI+2 avant d'être exportés aux États-Unis) étaient donc établies aux États-Unis conformément au règlement douanier de l'article 12.130 applicable à l'époque.

Ce que les États-Unis qualifient de "contournement des contingents" est une réaction parfaitement légitime du marché à l'existence de contingents par pays, qui a abouti à un accroissement des quantités de textiles et vêtements entrant aux États-Unis. Dans l'affaire dont le Groupe spécial est

saisi, les États-Unis ont modifié leurs règles d'origine pour empêcher des réactions parfaitement légitimes du marché, en vue de préserver l'action protectrice de leur propre régime contingentaire sur les textiles et les vêtements. Les nouvelles règles d'origine sont donc utilisées par les États-Unis, de leur propre aveu, en vue de favoriser la réalisation de l'objectif commercial qu'est la protection de la branche de production nationale. Elles sont en conséquence incompatibles avec l'article 2 b) de l'*Accord RO*.

(TI+2 désigne la teinture et l'impression plus deux opérations de finissage.)

Question n° 3

L'article 2 d) de l'Accord RO couvre-t-il la discrimination entre les produits des "autres Membres"? Dans l'affirmative, entre quelles sortes de produits, c'est-à-dire des produits identiques, des produits similaires, des produits directement concurrents ou directement substituables, et ainsi de suite?

Réponse

L'article 2 d) de l'*Accord RO*, à la différence des articles I^{er} et III du GATT, ne vise pas les mesures faisant des distinctions entre les *produits* des autres Membres, mais la discrimination entre les autres Membres. Le libellé de cette disposition traduit le fait que le but même des mesures qu'elle régit est de déterminer si un produit est un produit originaire d'un autre Membre. L'article 2 d) peut donc être violé par le refus de reconnaître un produit comme originaire d'un Membre.

À la différence de l'article III du GATT, l'article 2 d) de l'*Accord RO* ne vise pas la discrimination entre des produits "similaires" originaires de pays différents, pas plus que la discrimination entre produits importés et produits d'origine nationale qui sont "directement concurrents ou directement substituables". Cela semble indiquer qu'il peut y avoir violation de l'article 2 d) même si les produits distingués dans les règles d'origine ne sont ni similaires ni directement concurrents ou substituables. L'Organe d'appel a décidé que, pour répondre à la question de savoir si deux produits sont "similaires" ou "directement concurrents ou directement substituables" au sens de l'article III:2 et III:4, il fallait les examiner dans l'optique du *consommateur* du marché du pays importateur. Cependant, deux produits qui sont "similaires" ou "directement concurrents ou directement substituables" aux yeux du consommateur doivent se voir conférer une origine différente s'ils ont été produits dans des pays différents. Les critères à retenir pour déterminer si les deux produits en question sont "similaires" ou "directement concurrents ou directement substituables" au sens de l'article III du GATT ne peuvent donc être transposés à l'article 2 d) de l'*Accord RO*.

Il serait tout aussi mal avisé de transposer à l'article 2 d) de l'*Accord RO* la notion de produits "similaires" employée à l'article premier du GATT. Les droits de douane sont un instrument de protection négociable (et partant légitime), mais ce n'est pas le cas des règles d'origine. Dans le cadre du GATT, il est donc permis aux Membres de faire des distinctions très utiles entre les produits dans leur classement tarifaire en vue de protéger certaines branches de production nationale. En revanche, dans le cadre de l'*Accord RO*, les Membres ne doivent pas utiliser leurs règles d'origine pour favoriser la réalisation de leurs objectifs en matière de commerce. C'est la raison pour laquelle il ne serait pas logique de déterminer la portée de la prohibition de la discrimination prévue par l'*Accord RO* en utilisant les notions qui déterminent la portée de la discrimination dans le cadre de l'article premier du GATT.

Question n° 4

S'agissant de l'article 2 a) de l'Accord RO, les Membres pourraient-ils utiliser, pour déterminer l'origine, d'autres critères que ceux qui sont spécifiés aux sous-alinéas i) à iii)?

Réponse

L'obligation générale imposée aux Membres à l'article 2 a) est de veiller à ce que, lorsqu'ils établissent des "déterminations administratives d'application générale, les conditions à satisfaire [soient] clairement définies". Les mots "en particulier" qui précèdent les trois exemples des sous-alinéas i) à iii) étayent l'interprétation selon laquelle, lorsque l'un de ces trois types de déterminations administratives est appliqué, il faut respecter les conditions précises prescrites aux sous-alinéas en question. Il est concevable qu'un Membre retienne d'autres critères pour déterminer l'origine que ceux qui sont énoncés aux trois sous-alinéas, à condition que ces critères soient conformes à l'obligation générale énoncée dans la première phrase de l'article 2 a).

Cela dit, l'Inde n'a formulé aucune allégation sur le fondement de l'article 2 a). Ses allégations et ses arguments n'exigent pas du Groupe spécial qu'il s'occupe de la question de savoir si un Membre a ou n'a pas la faculté d'appliquer des critères différents de ceux qui sont spécifiés à l'article 2 a). Aux yeux de l'Inde, le fait qu'un Membre respecte l'article 2 a) ne justifie pas des incompatibilités avec l'article 2 b), 2 c) et 2 d) de l'*Accord RO*.

Question n° 5

L'Inde pourrait-elle donner des détails sur les types de contingents auxquels ses exportations deviennent assujetties en application de l'article 334? (Première communication écrite de l'Inde, paragraphes 54 et 91) Ces contingents visent-ils i) les exportations de tissus de l'Inde, ii) les produits finis (comme le linge de lit) faits de tissus indiens, ou iii) s'agit-il d'autres contingents?

Réponse

L'article 334 attribue l'origine des tissus et de certains articles confectionnés au pays où les tissus sont élaborés à l'état écri par tissage ou tricotage, indépendamment de toutes opérations de finissage ultérieures comme la teinture et l'impression. Vu le changement de critères d'origine ainsi introduit par l'article 334, les exportations indiennes de tissus écrits sont désormais contingentées, du fait que des opérations de finissage ultérieures comme la teinture et l'impression ne sont pas reconnues comme propres à conférer l'origine. À titre d'exemple, les tissus écrits exportés par l'Inde au Portugal, où ils sont teints et imprimés et soumis à deux opérations de finissage avant d'être exportés vers les États-Unis, viendraient en déduction du contingent de tissus écrits de l'Inde en vertu des dispositions de l'article 334 établissant la règle de la "fabrication du tissu".

Les exportations de produits finis (comme le linge de lit) fabriqués à partir de tissus indiens sont aussi contingentées, du fait que l'article 334 b) 2) prévoit la règle spéciale suivant laquelle "nonobstant la règle de l'assemblage dans un seul pays", certains articles plats de certaines positions tels que les articles de literie (couvre-pieds, couettes, linge de lit, matelas, couvertures), les articles d'ameublement (tapisseries murales, linge de table) seront considérés comme originaires du pays où le tissu écrit a été tissé.

Ces articles, lorsqu'ils sont fabriqués à partir de tissus indiens et, après finissage, exportés d'un pays tiers vers les États-Unis, se voient appliquer les plafonds contingentaires fixés par les États-Unis pour l'Inde.

Les diverses restrictions imposées par les États-Unis sur les exportations indiennes de tissus et de produits finis étaient notifiées dans le Mémorandum d'accord entre les gouvernements des deux pays signé le 31 décembre 1994. Elles ont ensuite été notifiées dans les 60 jours à l'OMC, comme le prescrit l'ATV.

Les contingents imposés sur les tissus écrus en vertu de la "règle applicable au niveau du tissu" ont été établis en application de l'article 334 b) 2). Les plafonds contingentaires applicables aux tissus écrus et aux produits finis sont en revanche fixés dans le Mémorandum d'accord mentionné ci-dessus.

Les questions n° 6 à 10 ne s'adressent qu'aux États-Unis.

Questions n° 11 a) à d)

À propos de l'article 2 c) de l'Accord RO, les parties pourraient-elles répondre aux questions suivantes:

- a) ***L'article 2 c) proscriit-il les règles d'origine créant les effets spécifiés, même dans les cas où ces effets sont totalement involontaires?***

Réponse

Oui. Il n'y a pas de condition d'intention prescrite à l'article 2 c). Cette disposition établit les critères auxquels les règles d'origine doivent en soi satisfaire. Elle ne renferme aucune formule qui puisse être interprétée comme exigeant du Groupe spécial qu'il distingue entre les effets qui ont été voulus et ceux qui ne l'étaient pas.

- b) ***Le membre de phrase "effets de restriction [...] du commerce international" signifie-t-il qu'un Membre plaignant doit prouver l'existence d'un effet restrictif net sur le commerce international? Ou suffirait-il de prouver que le commerce d'un seul Membre a subi un effet défavorable, même si celui d'un autre Membre a été favorablement influencé? Dans le second cas, ce seul Membre pourrait-il être un autre Membre que le Membre plaignant?***

Réponse

Pour les raisons expliquées à la première réunion et développées plus loin dans la réponse à la question n° 26, l'Inde ne pense pas que l'article 2 c) exige la preuve d'effets réels de restriction ou de distorsion, attestés par des statistiques commerciales, et ne pense donc pas que le Groupe spécial ait pour tâche de déterminer si les statistiques du commerce extérieur révèlent un effet *net* des règles des États-Unis sur le commerce international.

Au surplus, l'article 2 c) ne vise pas l'effet sur les *importations*, mais l'effet sur le *commerce international*. Comme les Communautés européennes l'ont à juste titre signalé, cela implique que les effets de restriction ou de distorsion visés par l'article 2 c) comprennent ceux qui touchent les Membres tiers. La mention du commerce international indique clairement que la raison d'être de l'article 2 c) n'est pas de protéger simplement les attentes concernant le niveau des importations, mais aussi les attentes concernant le commerce entre les pays tiers. Partant, même si le simple passage d'un Membre à un autre des avantages découlant de l'attribution de l'origine, sans réduction globale du commerce, n'était pas considéré comme une "restriction" au sens de l'article 2 c), la modification de la structure des échanges qui en résulterait n'en devrait pas moins être considérée comme une "distorsion" au sens de cette disposition.

Pour les raisons indiquées par le Groupe spécial du GATT dans l'affaire *États-Unis - L'article 337 de la Loi douanière de 1930* (IBDD, S36/386, paragraphe 5.14), il faut

considérer séparément chaque cas d'effet de restriction ou de distorsion, et non l'effet net résultant de tous les effets pris ensemble. L'Inde est par conséquent d'avis qu'il suffit au plaignant de prouver que la règle d'origine crée des effets de restriction ou de distorsion pour un seul Membre, lequel pourrait être un autre Membre que le Membre plaignant.

- c) *Pourrait-on dire que les règles d'origine créent intrinsèquement des effets "de restriction" sur le commerce international, dans la mesure où elles exigent des négociants qu'ils respectent certaines conditions (l'établissement de certificats d'origine, par exemple)? Dans l'affirmative, cela semblerait-il indiquer que l'article 2 c) implique une sorte d'exception de minimis? Si tel était le cas, en quoi consisterait un effet de restriction de minimis? En répondant à cette question, veuillez indiquer dans quelle mesure la deuxième phrase de l'article 2 c) ("prescriptions indûment rigoureuses") et le quatrième considérant du préambule de l'Accord RO ("obstacles non nécessaires au commerce") sont pertinents.*

Réponse

On peut dire que les règles d'origine ont par nature des effets sur le commerce international. Ces effets sont surtout d'ordre administratif, ainsi que l'indique l'exemple donné dans la question. Toutefois, il n'est pas juste de dire que les règles d'origine sont intrinsèquement génératrices d'effets "de restriction" du commerce international. Pareille interprétation priverait de son sens la prohibition frappant les règles d'origine qui ont des "effets de restriction ... du commerce international", à moins qu'il n'y ait une exception *de minimis*.

Or, il n'y a pas d'exception *de minimis* à l'article 2 c). Cette notion, lorsqu'elle apparaît dans le droit de l'OMC, est d'ordinaire explicitement stipulée dans l'accord considéré. Dans les règles qui, par exemple, régissent les *mesures correctives commerciales*, c'est-à-dire les règles qui reconnaissent aux Membres le droit d'empêcher qu'un dommage ne soit causé à leur branche de production nationale en neutralisant l'incidence d'un accroissement des importations, du dumping ou du subventionnement, il est logique de réduire par une exception *de minimis* le droit de réagir aux changements survenus sur le marché en vue de prévenir le dommage. Or, l'article 2 c) de l'Accord RO est une règle qui régit *les comportements en matière de politique commerciale*. Suivant une interprétation constante, les règles de ce genre exigent l'établissement de conditions de concurrence qui permettent aux producteurs et aux négociants de prévoir, et non pas la réalisation ou la prévention d'une incidence déterminée sur le marché. Il ne rime à rien de prévoir une exemption *de minimis* pour des actes qui sont incompatibles avec une règle de politique commerciale.

Comme deux groupes spéciaux du GATT l'ont noté, si un gouvernement considère qu'une mesure incompatible avec une règle de conduite n'a aucune incidence sur le marché, il ne devrait avoir aucune difficulté à rendre cette mesure compatible avec cette règle (voir les affaires portées devant le GATT: *Mesures discriminatoires appliquées par l'Italie à l'importation de machines agricoles*, dans IBDD S7/70-71 et *Canada – Administration de la Loi sur l'examen de l'investissement étranger* dans IBDD, S30/168).

Aux termes de la deuxième phrase de l'article 2 c), les règles d'origine ne doivent pas imposer de prescriptions qui soient indûment rigoureuses, ni exiger une condition non liée à la fabrication ou à l'ouvrage. Cela donne à penser que le but de l'article 2 c) est de faire en sorte que les Membres ne confèrent pas l'origine sur la base

d'exigences inutiles qui créent des effets préjudiciables sur les échanges. Cette conclusion se trouve corroborée par le quatrième considérant du préambule de l'*Accord RO*, aux termes duquel cet accord doit "faire en sorte que les règles d'origine ne créent pas *en soi* d'obstacles *non nécessaires* au commerce".

Il ressort clairement de l'article 2 a) et de l'article 2 c) que le processus par lequel l'origine est conférée à un produit est celui qui consiste à déterminer avec quel pays un produit présenté en douane possède un lien économique important selon le critère d'origine retenu par le Membre importateur. Il s'ensuit qu'il y a violation de l'article 2 c) si un Membre confère l'origine en exigeant des conditions ayant des effets de restriction ou de distorsion du commerce international qu'il n'est pas nécessaire d'imposer pour déterminer le degré ou la nature du lien entre le produit et l'économie du Membre de l'OMC qui souhaite se voir attribuer l'origine de ce produit.

- d) ***Comment le Groupe spécial devrait-il apprécier si des règles d'origine particulières créent des effets "de distorsion" du commerce international? À quoi comparez-vous les règles d'origine existantes?***

Réponse

En économie, une mesure gouvernementale est généralement considérée comme génératrice de "distorsion" si elle crée pour les opérateurs économiques des incitations ou des désincitations qui modifient le fonctionnement du marché. Pour évaluer si une règle d'origine crée des effets de distorsion, il est donc nécessaire de déterminer si elle crée pour les producteurs ou les opérateurs commerciaux des incitations ou des désincitations qui modifient la structure de la production ou du commerce.

Question n° 12

Dans leurs communications, les parties ont évoqué des "prescriptions en matière de visas". Les parties pourraient-elles donner des renseignements sur la base légale de ces prescriptions et la manière dont elles jouent en droit interne américain? Veuillez aussi indiquer si lesdites prescriptions sont imposées pour l'administration des contingents applicables aux textiles et aux vêtements ou des règles d'origine applicables aux textiles et aux vêtements.

Réponse

La base légale en droit des États-Unis des prescriptions en matière de visas a été précisée par la délégation américaine à la première réunion avec les parties. Le système de visas et de certification fait partie des dispositions administratives arrêtées pour gérer les contingents de textiles et de vêtements.

Chaque expédition de textiles et autres produits textiles faisant l'objet de limitations spécifiques et de groupe doit être visée par le gouvernement indien à l'aide d'un cachet de forme circulaire (le visa) avant l'entrée ou le retrait d'entrepôt pour la mise à la consommation aux États-Unis.

L'expédition est visée ou certifiée par apposition du cachet original (visa ou certification de l'exemption) imprimé à l'encre bleue au recto de la facture (formulaire spécial de facture douanière 5515, document qui l'aurait remplacé ou facture commerciale si c'est cette dernière qui est utilisée). Chaque visa porte un numéro, la date et la signature du fonctionnaire qui l'a délivré. Le numéro du visa se compose, selon la formule standard, de neuf caractères alphanumériques, soit, pour

commencer, un chiffre correspondant au dernier chiffre de l'année d'exportation, suivi du code de deux lettres désignant le pays pour lequel le visa a été délivré, qui est spécifié par l'organisation internationale compétente. Chaque visa porte aussi l'indication exacte des catégories et des quantités constituant l'expédition, suivant les catégories et les unités de mesure applicables. Toute modification du cachet se fera d'un commun accord. Les régimes de visas sont publiés au Federal Register.

Toute expédition qui n'est pas accompagnée d'un visa conformément aux dispositions qui précèdent se voit refuser l'entrée des États-Unis par le gouvernement américain, à moins que le gouvernement indien n'en autorise expressément l'admission et les imputations appropriées à son contingent.

Ainsi qu'il était expliqué plus haut, les prescriptions en matière de visas ont été imposées pour l'administration des contingents de textiles et de vêtements. Cependant, la facture douanière n° 5515, sur laquelle est apposé le cachet, réserve une colonne (Sr n° 7) à l'origine des marchandises. Les prescriptions en matière de visas aident aussi à identifier l'origine des marchandises.

La question n° 13 ne s'adresse qu'aux États-Unis.

Question n° 14

À propos de l'article 2 c) de l'Accord RO, les parties pourraient-elles répondre aux questions supplémentaires suivantes:

- e) ***Quel est le rapport entre la première et la deuxième phrase de l'article 2 c)? Prévoient-elles des obligations distinctes et indépendantes, de sorte que la deuxième phrase ajoute une obligation qui n'est pas déjà couverte par la première phrase? Ou la deuxième phrase ne fait-elle qu'expliquer un aspect, ou une conséquence, de l'obligation énoncée dans la première phrase?***

Réponse

La deuxième phrase développe et explicite certains aspects de l'obligation énoncée dans la première phrase. Celle-ci prévoit que les règles d'origine n'auront pas en soi d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international, tandis que la deuxième phrase prévoit qu'elles n'imposeront pas de prescriptions indûment rigoureuses ni n'exigeront, à titre préalable à la détermination du pays d'origine, le respect d'une certaine condition non liée à la fabrication ou à l'ouvrage.

- f) ***Est-il justifié d'évaluer les effets sur le commerce des règles d'origine instituées par un Membre après l'entrée en vigueur de l'Accord RO en comparant ces règles aux règles d'origine appliquées par le même Membre avant l'entrée en vigueur de cet accord, c'est-à-dire avec des règles d'origine qui ne tombaient pas sous le coup des dispositions de l'Accord RO?***

Réponse

Pour les raisons développées à la première réunion avec le Groupe spécial et précisées encore dans la réponse à la question n° 26 ci-après, l'Inde ne considère pas qu'il y ait à comparer les volumes d'échanges entre l'avant- et l'après-Accord RO. Les règles d'origine que le Membre a instituées ou conservées après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC demandent à être appréciées à la lumière de l'obligation énoncée à l'article 2 c) de l'Accord RO de ne pas établir de conditions de concurrence ayant des effets de restriction ou de distorsion du commerce international. Ce qui est

pertinent, c'est par conséquent que les règles d'origine adoptées et conservées par les États-Unis après l'entrée en vigueur de l'Accord RO établissent ou non de telles conditions de concurrence.

Question n° 15

Les parties considèrent-elles que l'on puisse s'appuyer sur les dispositions de l'article 2 b) à e) de l'Accord RO pour attaquer une modification des règles d'origine per se, par opposition aux règles d'origine précises en vigueur au moment de l'introduction d'une action? En d'autres termes, un groupe spécial pourrait-il juger fondées des allégations au titre de l'article 2 b) à e) suivant lesquelles une modification des règles d'origine serait en soi contraire à ces dispositions?

Réponse

Il n'y a rien dans les dispositions de l'article 2 b) à e) qui empêche les Membres de modifier leurs règles d'origine pourvu qu'ils satisfassent aux prescriptions qui y sont énoncées. L'Inde n'allègue pas que les États-Unis aient violé ces dispositions simplement parce qu'ils ont modifié leurs règles d'origine. Elle allègue qu'ils les ont violées parce qu'ils ont imposé et conservé des règles d'origine incompatibles avec elles.

Question n° 16

À propos de l'article 2 b) de l'Accord RO, les parties considèrent-elles que le terme "utilisées" devrait s'interpréter comme signifiant qu'un groupe spécial doit apprécier si les règles d'origine sont utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce au moment de leur adoption ou au moment de l'établissement du groupe spécial?

Réponse

Le Groupe spécial devrait évaluer la compatibilité des règles d'origine des États-Unis telles que celles-ci étaient appliquées à la date où il a été établi. Dans l'affaire dont il est saisi, les règles d'origine des États-Unis ont été initialement adoptées, et par la suite appliquées, en vue de favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux.

Question n° 16bis

Les Communautés européennes indiquent que l'article 2 c) de l'Accord RO exige que des effets réels de restriction ou de distorsion soient prouvés et que ces effets réels demanderaient à être démontrés par les statistiques commerciales (communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 28 et 32). En même temps, les Communautés européennes font valoir que l'intention protectionniste serait indiquée s'il était possible de démontrer ce qu'elles appellent un "effet de contingentement", c'est-à-dire s'il pouvait être démontré, par exemple, que certains produits habituellement exempts de restrictions contingentes avant l'entrée en vigueur de certaines règles d'origine sont contingentés après l'entrée en vigueur de ces règles (communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 23 et 24). Une démonstration convaincante de cet "effet de contingentement" (potentiel) suffirait-elle, en l'absence de démonstration d'une action préjudiciable effective sur le commerce d'un Membre, à établir des effets de restriction ou de distorsion au regard de l'article 2 c)?

Réponse

Aux paragraphes 23 et 24 de leur communication écrite, les Communautés européennes évoquent l'"effet de contingentement" dans le contexte de la détermination de l'intention protectionniste au regard de l'article 2 b) de l'*Accord RO*, et non dans celui des "effets" sur le "commerce" de l'article 2 c). Pour les raisons exposées à la première réunion et développées dans la réponse à la question n° 26 ci-après, l'Inde ne pense pas que l'article 2 c) impose la preuve d'effets de restriction ou de distorsion administrée par les statistiques commerciales.

Une règle d'origine restrictive a pour incidence immédiate de modifier les plans d'investissement et autres plans d'entreprise des producteurs et investisseurs menant des activités de commerce international. Une fois ces plans modifiés et menés à bien, cette action pourra trouver son expression dans les statistiques commerciales. Il est totalement artificiel de prétendre que les règles d'origine ne créent d'effets de restriction et de distorsion au sens de l'article 2 c) qu'*après* que les décisions des producteurs et opérateurs commerciaux ont trouvé leur expression dans les statistiques commerciales, au terme d'une période, disons, d'un à deux ans. Une règle d'origine nouvelle peut arrêter totalement la production et les échanges pour un marché déterminé le jour même où elle est adoptée. Il ne serait pas logique d'exclure du champ d'application de l'article 2 c) ce genre d'effets immédiats sur le commerce international.

Étant donné que les conditions du marché changent constamment et que les règles d'origine ne sont que l'un des nombreux facteurs qui déterminent les courants d'échanges, un Membre ne saurait prévoir précisément comment les producteurs et négociants vont réagir à une règle d'origine nouvelle. Les Membres ne maîtrisent et ne prévoient que les conditions de concurrence qu'ils imposent. Si le Groupe spécial devait juger que ce sont les effets réels qu'elle a sur le commerce qui déterminent la situation juridique d'une règle d'origine au regard de l'article 2 c), il lui faudrait donc présumer que l'article 2 c) ne régit pas les règles d'origine adoptées par les Membres, mais la réaction des producteurs et négociants à ces règles. Or, à ce jour, il est d'interprétation constante que toutes les règles de conduite régissant les mesures non tarifaires visent ce que les Membres devraient faire, et non ce que les producteurs ou négociants ont fait.

Le mode d'interprétation de l'article 2 c) retenu par les Communautés européennes ne peut en outre se concilier avec leur propre comportement. Dans leur différend avec les États-Unis sur les mesures affectant les textiles et les vêtements³⁴⁴, les Communautés européennes ont à deux reprises engagé une action au titre de l'article 2 c) sur-le-champ, dès l'adoption de règles d'origine nouvelles par les États-Unis, *sans attendre que l'incidence des règles nouvelles apparaisse dans les statistiques commerciales*. Pourquoi? Parce que les producteurs italiens d'écharpes de soie et autres fabricants communautaires s'étaient immédiatement ressentis des effets restrictifs des nouvelles règles d'origine et avaient instamment demandé aux Communautés européennes d'intervenir avant que celles-ci n'aient causé de dommage effectif aux échanges.

Question n° 17

S'agissant de l'article 5:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, qui est évoqué dans le rapport du Sénat (pièce n° 10 de l'Inde, page 125), les parties pourraient-elles répondre aux questions suivantes:

³⁴⁴ États-Unis – Mesures affectant les textiles et les vêtements, WT/DS85/1, G/RO/D/1, G/TBT/D/13, 3 juin 1997, et États-Unis – Mesures affectant les textiles et les vêtements (II), WT/DS151/1, G/TMB/N/341, G/RO/D/3, G/TBT/D/19, G/L/279, 25 novembre 1998.

- a) *Quel est le sens du terme "contournement", tel que celui-ci est employé à l'article 5:1? Veuillez communiquer, le cas échéant, les pièces disponibles (documents de l'OMC, documents de négociation, avis d'experts, et ainsi de suite)?*

Réponse

Pour répondre aux questions n° 17 a), b) et d), on peut trouver des indications utiles dans l'ouvrage intitulé "Drafting History of the Agreement on Textiles & Clothing" [L'historique de la rédaction de l'ATV], de Marcelo Raffaelli et Tripti Jenkins, publié par le BITH (Genève).

À la page 101 de cet ouvrage, il est dit que "le contournement n'a jamais été défini". Le terme est mentionné dans l'Accord à court terme (paragraphe D) et l'Accord à long terme (article 6) concernant le commerce international du coton, dans l'AMF 1974 (article 8) et dans les protocoles de 1981 et 1986 prorogeant l'AMF (paragrapes 14 et 16 respectivement).

Ces accords, de même que les deux protocoles précités, disaient seulement "comment" le contournement pouvait survenir, et non pas "ce que" le contournement était. Dans le cadre de l'Accord à court terme, l'accord pouvait être éludé ou rendu inopérant "par des pays non participants, ou du fait d'opérations de réexpédition, ou encore par la substitution aux textiles de coton d'autres textiles directement concurrents". Il ressort de l'historique de la négociation de l'ATV que cet accord à court terme visait surtout le contournement opéré par le "remplacement du coton par d'autres fibres", c'est-à-dire par la substitution de textiles directement concurrents.

L'article 6 de l'Accord à long terme explique les problèmes en chaque cas, à savoir i) "réexpédition; ii) substitution de textiles directement concurrents" et iii) "non-participants". L'examen de la question du "remplacement délibéré du coton par des fibres directement concurrentes", dans le cadre de l'article 6 b) de l'Accord à long terme, avait mis en relief un élément important, la question de "l'intention".

D'après l'historique de la négociation de l'ATV (page 104), l'argument relatif à "l'intention" fut réexaminé à l'occasion du Protocole de prorogation de 1981, qui a introduit l'idée "lorsque l'on disposera de preuves concernant le véritable pays d'origine et les circonstances dans lesquelles l'arrangement aurait été contourné".

Cela dit, il est également consigné dans les annales que la possibilité offerte au paragraphe 14 du Protocole de 1981, à savoir "un ajustement des imputations sur les contingents existants", avait permis aux Communautés de "négocier" des dispositions conférant au pays importateur le droit de prendre des mesures unilatéralement s'il parvenait à la conclusion qu'il y avait eu contournement (suivant sa propre définition).

Comme l'indique ce même ouvrage (page 105), "tant la Communauté européenne que les États-Unis ont choisi l'interprétation selon laquelle il y avait contournement lorsque les importations d'un produit en provenance d'un certain pays d'origine qui était soumis à des restrictions pénétraient sur leurs territoires douaniers respectifs en passant par un autre pays, que le pays soumis à restriction ait voulu ou non dépasser son contingent. Ils considéraient même comme contournement un déroutement opéré entièrement sous la responsabilité d'une tierce partie et/ou d'un importateur opérant aux États-Unis ou au sein de la Communauté parce qu'ils estimaient que, comme l'avantage économique revenait aux producteurs du pays d'origine, un ajustement de son contingent s'imposait".

Dans l'ATV, signalent les mêmes auteurs, l'"élément intentionnel" demeure pertinent au paragraphe 3 de l'article 5, qui se termine sur cette déclaration: "Les Membres devraient s'efforcer d'éclaircir les circonstances de ce contournement ou de ce contournement allégué, y compris les rôles respectifs des exportateurs ou des importateurs en cause." De plus, soutiennent-ils, i) l'origine de cette

déclaration (ci-dessus), ii) son insertion dans le texte, iii) la mention du rôle des importateurs (la toute première que l'on trouve dans les annales) font que "la question de l'intention [est] (très) pertinente".

La mention à l'article 5:3 du rôle que les importateurs peuvent avoir joué "pourrait prouver qu'il n'y avait aucune intention de tourner l'Accord chez le Membre assujéti à des restrictions ou chez ses exportateurs".

L'analyse qui précède et les formes de coopération citées à l'article 5:3 de l'ATV indiquent clairement qu'il faut examiner les actes de contournement dans le cadre des circonstances qui les entourent, lesquelles peuvent être vérifiées par rapport à des formes de coopération comme les "visites des installations et [les] contacts", "cas par cas" et "les rôles respectifs des exportateurs ou des importateurs en cause".

Le contournement a beau n'avoir jamais été formellement défini, les paragraphes 3 et 4 de l'article 5 de l'ATV disent bien que "l'intention est reconnue comme pertinente lorsqu'il s'agit de prendre des mesures pour faire face à des cas de contournement". Il faut, selon l'article 5:4 de l'ATV, tenir dûment compte des "circonstances effectives et du rôle du pays ou du lieu d'origine véritable" en prenant des mesures appropriées comme "le refus d'admettre les marchandises" et "l'ajustement des imputations sur les niveaux de limitation pour tenir compte du pays ou du lieu d'origine véritable".

L'Inde relève aussi que dans le rapport du Sénat (pièce n° 10 de l'Inde), sous le titre "Règles d'origine applicables aux textiles et aux vêtements" (article 334), on trouve la référence suivante à l'article 5:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV): "Vu l'importance que l'article 5 de l'Accord sur les textiles accorde à la prévention du contournement des contingents de textiles et de vêtements ... la Commission considère qu'il y a lieu d'instituer une règle d'origine définitive pour les produits textiles et les vêtements. Elle estime que les règles nouvelles, une fois promulguées, rendront plus exactement compte du lieu où se déroule l'activité de production la plus importante, assurant ainsi aux États-Unis une indication plus exacte de la provenance des produits textiles et des vêtements ...".

Toutefois, à la page 123 du même rapport, sous le titre "Réexpéditions de textiles" (article 333), on trouve une autre référence à l'article 5:1 de l'ATV. Plus précisément, il est dit dans le rapport que l'article 333 de l'URAA ajoute au titre VI un nouvel article pour traiter spécifiquement le problème des réexpéditions de textiles: "Selon l'article 5 de l'Accord sur les textiles, les Membres devraient établir les dispositions juridiques et procédures administratives nécessaires pour combattre le contournement des contingents de textiles par le jeu de la réexpédition, du déroutement, de la fausse déclaration d'origine ou de la falsification de documents officiels, et ils sont tenus de l'obligation de coopérer pleinement pour faire face aux problèmes découlant du contournement ...".

Aux termes de l'article 5:1 de l'ATV, "les Membres conviennent que le contournement par le jeu de la réexpédition, du déroutement, de la fausse déclaration concernant le pays ou le lieu d'origine et de la falsification de documents officiels va à l'encontre de la mise en œuvre du présent accord qui consiste à intégrer le secteur des textiles et des vêtements dans le cadre du GATT de 1994. En conséquence, les Membres devraient établir les dispositions juridiques et/ou les procédures administratives nécessaires pour faire face au contournement et le combattre ...".

À l'examen du terme "contournement", tel qu'il est défini à l'article 5:1 de l'ATV, il semblerait que ce soit l'article 333, et non l'article 334, qui a été voté pour mettre en œuvre l'article 5:1, car il en suit plus directement le libellé et vise plus précisément le type de contournement noté à l'article 5 de l'ATV. Cela impliquerait que l'article 334 a été voté pour des raisons autres que la prévention du contournement au sens de l'article 5:1 de l'ATV. L'argument de l'Inde est que l'article 334 a été adopté pour favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux.

- b) *Le "contournement", tel que ce terme est employé à l'article 5:1, englobe-t-il à la fois la "fraude" (c'est-à-dire des agissements illicites comme l'escroquerie, et autres) et "l'évasion" (c'est-à-dire des mesures licites destinées à réduire le plus possible l'effet d'un contingent, etc.)?*

Réponse

Tel qu'il est employé à l'article 5:1, le terme "contournement" ne couvre que la fraude, et ne vise pas l'évasion. Le *New Shorter Oxford English Dictionary* définit "circumvention" comme "deceitful or fraudulent conduct perpetrated against a person" (manœuvre dolosive ou frauduleuse dirigée contre une personne). Il doit par conséquent y avoir une part de fraude dans un acte de contournement. L'évasion qui est définie ci-dessus comme une mesure licite destinée à réduire le plus possible l'effet d'un contingent ne comporte pas de fraude et ne saurait donc être considérée proprement comme un contournement.

Le terme "contournement" n'a pas été expressément défini, mais il est mentionné à l'article 5 de l'ATV dans les contextes suivants: i) survenance du contournement (article 5:1), ii) pertinence de l'intention (article 5:3), iii) présence d'"éléments de preuve suffisants" (à l'issue d'une enquête) (article 5:4), iv) circonstances du contournement (article 5:4), v) actions correctives appropriées (article 5:4) comme "le refus d'admettre les marchandises" ou "dans les cas où les marchandises ont été admises, compte dûment tenu des circonstances effectives et du rôle du pays ou du lieu d'origine véritable, l'ajustement des imputations sur les niveaux de limitation pour tenir compte du pays ou du lieu d'origine véritable".

En mentionnant les "fausses déclarations concernant le pays ou le lieu d'origine" et la "falsification de documents officiels", l'article 5:1 dit clairement à quoi il entend s'attaquer comme type ou forme de contournement.

L'obligation d'empêcher les fausses déclarations concernant "l'origine véritable des marchandises" implique aussi qu'il s'agit de faire échec à "la fraude, illicite", plutôt qu'à "l'évasion, licite".

- c) *Le perfectionnement passif – l'expédition, par exemple, de tissu écriu indien à Sri Lanka, où ce tissu est converti en linge de lit avant d'être exporté aux États-Unis – est-il constitutif de "contournement" de contingent au sens de l'article 5:1, dans les cas où il n'y a pas de fraude, fausse déclaration, et ainsi de suite?*

Réponse

Vu le raisonnement qu'elle a suivi dans sa réponse à la question n° 17 a), l'Inde considère que la réponse à la question n° 17 c) est négative. De toute évidence, le perfectionnement passif n'est pas constitutif de contournement de contingent.

Le contournement, au sens de l'article 5:1 de l'ATV, est un comportement impliquant "réexpédition, déroutement, fausse déclaration concernant le pays ou le lieu d'origine et falsification de documents officiels". L'exemple des tissus écrius indiens exportés à Sri Lanka où ils sont transformés en linge de lit avant d'être exportés aux États-Unis est celui d'une activité commerciale légitime reposant sur "l'avantage comparatif". La fabrication faisait appel à des investissements effectués dans le secteur de la transformation à Sri Lanka. Cette activité ne saurait être qualifiée de contournement

de contingent au sens de l'article 5:1, parce qu'elle ne comportait pas d'agissements frauduleux, fausse déclaration ou autre analogue. Les dispositions de l'article 5:1 visant le contournement ne sont pas destinées à empêcher des modifications légitimes de la structure des échanges induites par des décisions en matière d'investissement, mais d'empêcher des efforts délibérés pour contourner l'*Accord RO* et les dispositions de l'ATV par de fausses déclarations ou de faux documents en vue "de faire échec à la mise en œuvre de l'ATV".

- d) *Qu'est-ce que le "contournement par le jeu de la réexpédition"? Impliquerait-il nécessairement quelque acte illicite comme des agissements frauduleux, une fausse déclaration, et ainsi de suite, ou le simple fait que des expéditions transitent par des pays tiers, avec ou sans modification des marchandises considérées, pourrait-il être considéré comme "contournement"?*

Réponse

Le contournement par le jeu de la réexpédition comporte nécessairement une part de fraude. Or celle-ci pourrait être accomplie par des expéditions transitant par des pays tiers sans que les marchandises elles-mêmes ne subissent aucune transformation. C'est pourquoi l'article 5:5 de l'ATV prévoit que, "dans certains cas de contournement, des expéditions peuvent transiter par des pays ou des lieux sans que les marchandises dont elles sont constituées y subissent de modifications ou de transformations".

Envisagé dans le contexte de l'article 5:1 et par rapport aux autres formes de contournement qui y sont mentionnées, telles la "fausse déclaration" et la "falsification de documents officiels", "le contournement par le jeu de la réexpédition" indiquerait qu'il doit y avoir une intention ou une tentative de contournement des dispositions de l'ATV en vue d'en faire échouer ou d'en court-circuiter en trichant la mise en œuvre.

Il est implicitement reconnu que quand bien même le contournement pourrait se produire par le "simple transit de marchandises sans transformation ni modification", les "circonstances de ce contournement" peuvent devoir être examinées par rapport aux "éléments de preuve disponibles en ce qui concerne le pays d'origine véritable", qui sont mentionnés à l'article 5:4 de l'ATV.

Question n° 17bis

Sous la rubrique "Règles d'origine" (page 118), le SAA indique apparemment les objectifs que la "règle du pays d'assemblage" "remplira". Les parties pourraient-elles dire si, et dans l'affirmative pourquoi, les quatre objectifs qui y sont ensuite mentionnés (pages 118 et 119) s'appliquent aussi à la règle de l'élaboration du tissu de l'article 334? (Pièce n° 6 des États-Unis; paragraphe 58 de la première communication écrite de l'Inde; paragraphe 29 de la première communication écrite des États-Unis) Si les quatre objectifs mentionnés dans le SAA ne s'appliquent pas à la règle de l'élaboration du tissu, quels sont les objectifs de cette règle?

Réponse

Les quatre objectifs énumérés dans le SAA ne peuvent raisonnablement s'appliquer qu'à la règle du pays d'assemblage. De l'avis de l'Inde, ces objectifs ne sauraient être atteints à l'aide de la règle de l'élaboration du tissu, d'où il s'ensuit qu'on ne peut pas dire qu'ils s'appliquent à cette règle. Comme ces quatre objectifs ne s'appliquent pas à la règle de l'élaboration du tissu, celle-ci doit

nécessairement être réputée avoir été votée pour atteindre des objectifs différents. Comme l'Inde l'a expliqué dans sa première communication et sa déclaration orale, cette règle a été votée pour assujettir davantage de produits au contingentement alors qu'auparavant ils n'étaient pas contingentés ou l'étaient plus libéralement. Cette règle d'origine a par conséquent été utilisée pour protéger la branche de production nationale des États-Unis.

Question n° 18

L'Inde attaque-t-elle les articles 334 et 405 en soi ou les modifications apportées en 1996 et 2000 aux règles d'origine?

Réponse

L'Inde attaque l'article 334 et l'article 405 en soi. Ces articles font partie des modifications apportées par les États-Unis à leurs lois en 1996 et 2000.

Question n° 19

L'Inde pourrait-elle indiquer, pour chacune de ses allégations au titre de l'article 2 de l'Accord RO, quels sont les aspects de l'article 334 et/ou de l'article 405 ainsi que du règlement douanier de mise en œuvre qu'elle attaque? (Exemple: En ce qui concerne l'allégation au titre de l'article 2 b), l'aspect de l'article 334 qui est contesté est la règle de l'élaboration du tissu prévue à l'article 334 b) (...) (...), etc.) Il serait intéressant que l'Inde puisse citer non seulement les subdivisions de l'article 334 et/ou de l'article 405, mais encore celles de 19 U.S.C. § 3592 (pièce n° 7 de l'Inde).

Réponse

En ce qui concerne l'allégation au titre de l'**article 2 b)**, l'Inde attaque les dispositions précises ci-après de la législation et du règlement douanier:

Article 334 b) 1) C – La règle de l'élaboration du tissu. Le pays d'origine d'un tissu est celui où ce tissu est tissé, tricoté, aiguilleté, touffeté, feutré, enchevêtré ou créé par tout autre processus de fabrication du tissu.

Article 405 a) 3) B) – Modification de la règle de l'élaboration du tissu.

19 U.S.C. §3592 b) 1) C) – Codification de la règle de l'élaboration du tissu.

19 C.F.R. §102.21.

Article 334 b) 1) D) – Règle de l'assemblage dans un seul pays. Le pays d'origine d'un produit est celui où les éléments constitutifs de ce produit sont entièrement assemblés.

Article 405 a) 3) C) – Modification de la règle de l'assemblage dans un seul pays, destinée à exempter les produits intéressant les Communautés européennes et à prévoir des exceptions pour les marchandises faites de coton, de laine ou de mélange de fibres contenant 16 pour cent ou plus en poids de coton.

19 U.S.C. §3592 b) 1) D) – Codification de la règle de l'assemblage dans un seul pays.

19 C.F.R. §102.21.

Article 334 b) 2) – "Règles spéciales" – l'origine des articles classés dans certaines positions du TDH sera le lieu où le fil ou le tissu est élaboré, et non celui où l'article est assemblé.

Article 405 a) 3) B) – Certains tissus comme ceux de soie, de coton, de laine, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales sont considérés comme originaires du lieu où ils ont été soumis à TI+2.

19 U.S.C. §3592 b) 2) B) – Certains tissus comme ceux de soie, de coton, de laine, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales sont considérés comme originaires du lieu où ils ont été soumis à TI+2.

Article 405 a) 3) C) – Les marchandises classées dans certaines positions du TDH seront considérées comme originaires du lieu où elles ont été soumises à TI+2, et non de celui où a été élaboré le tissu écru, sauf si elles sont faites de coton, de laine ou de mélanges de fibres contenant plus de 16 pour cent de coton.

19 U.S.C §3592 b) 2) C) – Les marchandises classées dans certaines positions du TDH seront considérées comme originaires du lieu où elles ont été soumises à TI+2, et non de celui où a été élaboré le tissu écru, sauf si elles sont faites de coton, de laine ou de mélanges de fibres contenant plus de 16 pour cent de coton.

19 C.F.R. §102.21.

En ce qui concerne l'allégation au titre de l'**article 2 c)**, l'Inde attaque les dispositions précises ci-après de la législation et du règlement douanier des États-Unis:

Article 334 b) 1) C) – La règle de l'élaboration du tissu. Le pays d'origine d'un tissu est celui où ce tissu est tissé, tricoté, aiguilleté, touffeté, feutré, enchevêtré ou créé par tout autre processus de fabrication de tissu.

Article 405 a) 3) B) – Modification de la règle de l'élaboration du tissu.

19 U.S.C. §3592 b) 1) C) – Codification de la règle de l'élaboration du tissu.

19 C.F.R. §102.21.

Article 334 b) 1) D) – La règle de l'assemblage dans un seul pays. Le pays d'origine d'un produit est celui où les éléments constitutifs de ce produit sont entièrement assemblés.

Article 405 a) 3) C) – Modifications de la règle de l'assemblage dans un seul pays destinées à exempter les produits intéressant les Communautés européennes et prévoyant des exceptions pour les marchandises faites de coton, de laine, ou de mélanges de fibres contenant 16 pour cent ou plus de coton.

19 U.S.C. §3592 b) 1) D) – Codification de la règle de l'assemblage dans un seul pays.

19 C.F.R. §102.21.

Article 334 b) 2) – "Règles spéciales" – Les articles classés dans certaines positions du TDH seront considérés comme originaires du lieu où le fil ou le tissu est élaboré, et non de celui où l'article est assemblé.

Article 405 a) 3) B) – Certains tissus comme ceux de soie, de coton, de laine, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales sont considérés comme originaires du lieu où ils ont été soumis à TI+2.

19 U.S.C. §3592 b) 2) B) – Certains tissus comme ceux de soie, de coton, de laine, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales sont considérés comme originaires du lieu où ils ont été soumis à TI+2.

Article 405 a) 3) C) – Les marchandises classées dans certaines positions du TDH sont considérées comme originaires du lieu où elles ont été soumises à TI+2, et non de celui où le tissu écru a été élaboré, sauf si elles sont faites de coton, de laine ou de mélanges de fibres contenant plus de 16 pour cent de coton.

19 U.S.C. §3592 b) 2) C) – Les marchandises classées dans certaines positions du TDH sont considérées comme originaires du pays où elles ont été soumises à TI+2, et non de celui où le tissu écru a été élaboré, sauf si elles sont faites de coton, de laine ou de mélanges de fibres contenant plus de 16 pour cent de coton.

19 C.F.R. §102.21.

En ce qui concerne l'allégation au titre de l'**article 2 d)**, l'Inde attaque les dispositions précises ci-après de la législation et du règlement douanier des États-Unis:

Article 405 a) 3) B) – Certains tissus comme ceux de soie, de coton, de laine, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales sont considérés comme originaires du lieu où ils ont été soumis à TI+2.

19 U.S.C. §3592 b) 2) B) – Certains tissus comme ceux de soie, de coton, de laine, de fibres synthétiques ou artificielles ou de fibres végétales sont considérés comme originaires du lieu où ils ont été soumis à TI+2.

Article 405 a) 3) C) – Les produits classés dans certaines positions du TDH sont considérés comme originaires du lieu où ils ont été soumis à TI+2, et non de celui où le tissu écru a été élaboré, sauf s'ils sont faits de coton, de laine ou de mélanges de fibres contenant plus de 16 pour cent de coton.

19 U.S.C. §3592 b) 2) C) – Les produits classés dans certaines positions du TDH sont considérés comme originaires du lieu où ils ont été soumis à TI+2, et non de celui où le tissu écru a été élaboré, sauf s'ils sont faits de coton, de laine ou de mélanges de fibres contenant plus de 16 pour cent de coton.

19 C.F.R. §102.21.

L'Inde reviendra plus en détail dans sa seconde communication écrite sur les différents aspects des dispositions qu'elle attaque.

De plus, veuillez indiquer si vos allégations concernent tous les produits admissibles ou certains seulement (exemple: l'allégation X ne concerne que les articles textiles confectionnés faits de fibres végétales, autres que les vêtements). Prière d'indiquer aussi quels sont les aspects de l'"application" de l'article 334 et/ou de l'article 405 et des règlements douaniers que l'Inde attaque.

Les allégations de l'Inde couvrent tous les produits admissibles qui ont pâti des règles d'origine des États-Unis énoncées à l'article 334 et à l'article 405 (codifiés dans 19 U.S.C. §3592) et dans le règlement douanier.

En ce qui concerne l'application de l'article 334 et/ou de l'article 405, l'Inde relève ce qui suit:

1. Dans le cadre de l'article 334, la règle de la "fabrication du tissu" énoncée à l'article 334 b) 1) C) et 334 b) 2) A) est applicable à tous les tissus et articles confectionnés.
2. Dans le cadre de l'article 405, l'application de la règle de la "fabrication du tissu" aux tissus de laine.
3. L'application en vertu de l'article 405 de la règle de la "fabrication du tissu" aux produits des positions du TDH n° 5609, 5807, 5811, 6209.00, 5040, 6301, 6305, 6306, 6307.10, 6307.90, 6308 et 9404.90 - sauf 9404.90.85, 95.
4. L'application en vertu de l'article 405 de la règle de la "fabrication du tissu" aux articles de coton et de laine des lignes du chapitre 63 du SH autres que les suivantes: 6302.22, 6302.29, 6302.52, 6303.92, 6302.99, 6304.19, 6304.93, 6304.99.
5. L'application de la règle de la "fabrication du tissu" aux articles confectionnés faits de mélanges de fibres contenant 16 pour cent ou plus en poids de coton.

Question n° 20

En ce qui concerne très précisément son allégation au titre de l'article 2 c) de l'Accord RO, l'Inde pourrait-elle préciser si cette allégation se réfère à la première phrase de cette disposition, à sa deuxième phrase ou aux deux?

Réponse

Les allégations de l'Inde englobent les deux phrases. Ainsi qu'elle l'avait noté dans sa demande d'établissement du Groupe spécial, l'Inde considère que les règles d'origine en cause a) exigent le respect de certaines conditions non liées à la fabrication ou à l'ouvrage, b) imposent des prescriptions indûment rigoureuses et c) créent des effets de restriction, de distorsion et de désorganisation du commerce international. L'Inde développera ces allégations dans sa seconde communication.

Question n° 21

L'Inde pourrait-elle présenter une version complète du règlement douanier? (Pièce n° 17 de l'Inde) Il semble que 19 C.F.R. article 102.21 e) manque dans le document qu'elle a communiqué. (Voir la première communication de l'Inde, paragraphe 53) L'Inde pourrait-elle donner des précisions sur la pertinence de la disposition 19 C.F.R. article 102.21 e) en l'espèce?

Réponse

Le Groupe spécial trouvera ci-joint la version complète de ce règlement douanier.

On ne saurait mieux expliquer la pertinence en l'espèce de 19 C.F.R. article 102.21 e) - disposition qui vise les règles de changement de classement tarifaire - que ne le fait l'extrait ci-après de la publication du service des douanes des États-Unis destinée à permettre aux intéressés de

respecter en pleine connaissance de cause les règles d'origine concernant les textiles et les vêtements. Le passage souligné, en particulier, concerne l'un des éléments dont l'Inde se plaint le plus dans le présent différend.

"Tous les produits textiles et vêtements sont énumérés dans les règles régissant les changements de classement tarifaire par positions ou groupes de positions de quatre à dix chiffres du TDH. Les règles de changement de classement tarifaire ne font qu'expliquer les conditions prescrites pour changer le pays d'origine des produits textiles et vêtements (ainsi qu'il est indiqué dans la section précédente) à l'aide des positions tarifaires au lieu des désignations des produits textiles ou vêtements. Un changement de classement tarifaire dit que, quelle que soit la position considérée, le changement de pays d'origine d'un produit textile ou d'un vêtement exige que celui-ci passe d'une position du Tarif douanier harmonisé (TDH) à une autre, citée dans les règles visant le changement de classement tarifaire, et/ou que l'ouvraison qui intervient remplisse toute autre condition spécifiée dans ces règles à l'article 102.21 e) de la Réglementation douanière.

Les règles du changement de classement tarifaire s'appliquent notamment au groupe des positions 5208 à 5212, qui recouvre les tissus de coton tissés. Pour ces positions 5208 à 5212, la règle (modifiée par le règlement intérimaire) exige:

- a) le passage d'un tissu écru de l'une des positions 5208 à 5212 à un tissu fini de l'une des positions 5208 à 5212, par suite à la fois de teinture et d'impression, lorsque ces opérations se sont accompagnées de deux ou plusieurs des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou
- b) si le pays d'origine ne peut pas être déterminé par application de l'alinéa 1) ci-dessus, le passage à l'une des positions 5208 à 5212 à partir de n'importe quelle position extérieure à ce groupe, à condition que ce changement soit le résultat d'un processus de création-fabrication de tissu.

Pour déterminer l'origine d'un tissu de coton tissé, il faut retenir le pays où le tissu écru a été à la fois teint et imprimé et a subi en outre deux ou plusieurs opérations de finissage spécifiées. À titre d'exemple, un tissu écru élaboré en Chine, qui est importé au Pakistan où il est teint, imprimé, rétréci et imprimé en relief, sera originaire du Pakistan.

À défaut, il faut que le tissu ait été élaboré à partir d'un produit autre qu'un autre tissu de coton tissé; le tissu en question pourrait être élaboré, par exemple, à partir de fils de coton, ou de fils de polyester et de coton, de fibres ou de tout autre produit à l'exception d'un tissu de coton tissé (par la juxtaposition, par exemple, de deux rubans). La seconde condition requise, à savoir la création du tissu par un processus de fabrication de tissu, doit aussi être remplie. Cette règle faisant appel au critère du changement de classement tarifaire ne fait que reformuler la règle du tissu (à l'article ci-dessus) dans les termes ou suivant les définitions de la nomenclature tarifaire.

Il s'ensuit que la détermination du pays d'origine se définit par des changements de classement tarifaire objectifs au lieu de termes subjectifs comme "assemblage substantiel" ou "produit commercial nouveau". Le recours aux classements du TDH supprime tout doute lors d'un changement de pays d'origine. Si un expéditeur sait où est classé un produit textile qu'il exporte, il n'a qu'à localiser ce classement dans les règles pour voir si le changement de classement requis s'est produit lors de sa production ou de sa fabrication. Si le changement de classement tarifaire a eu lieu et que toute autre condition prescrite soit remplie, le pays d'origine est changé par l'ouvraison.

Dans le cas des n° 5204 à 5207 (fils de coton), par exemple, il faut que le changement de classement s'effectue à partir de n'importe quelle autre position, à condition qu'il résulte d'un processus de filage. C'est ainsi que se détermine le pays d'origine dans le cas des filés (voir plus haut). Le passage aux n° 5208 à 5212 exige un changement de classement des fils, fibres ou filaments résultant d'un processus de fabrication de tissu, ou un passage du tissu écru au tissu fini, qui est à la fois teint et imprimé et qui a aussi subi deux ou plusieurs des opérations de finissage spécifiées. De même, le passage au n° 6302 exige que l'origine de certains linges soit conférée par le processus de fabrication du tissu, c'est-à-dire que le pays d'origine soit celui où le tissu a été tissé et non celui où le tissu du linge a été coupé et cousu, alors que certaines autres pièces de linge peuvent être originaires du pays où le tissu dont la marchandise est faite a été à la fois teint et imprimé et soumis en outre à deux ou plusieurs des opérations de finissage spécifiées." (non souligné dans l'original.)

Question n° 22

L'Inde est-elle d'accord avec les États-Unis lorsqu'ils déclarent que l'article 334 était en partie destiné à apporter plus de certitude et de clarté, par comparaison avec la pratique antérieure de l'interprétation au cas par cas de la transformation substantielle (première communication écrite des États-Unis, paragraphes 25 et 29)?

Réponse

L'Inde n'est pas d'accord avec les **États-Unis** lorsqu'ils affirment que l'article 334 était destiné en partie à apporter plus de certitude et de clarté, par comparaison avec la pratique antérieure qui consistait à interpréter la transformation substantielle cas par cas. À ce propos, elle tient à observer que la procédure de détermination au cas par cas, comme l'affaire *Cardinal Glove* l'a montré, fut abandonnée avec la promulgation du règlement de l'article 12.130. Ce texte constituait un ensemble de "règles concises, prévisibles, publiées". Les États-Unis avaient effectivement une réglementation en vigueur à travers l'article 12.130, à quoi s'ajoutait un vaste corps de décisions douanières, s'appliquant pratiquement à tous les scénarios de production. À ce que l'Inde croit comprendre, le règlement de l'article 12.130 a été promulgué conformément aux prescriptions de la Loi des États-Unis sur les procédures administratives, et les textes réglementaires d'interprétation douanière pris en application de cette loi sont présumés justes, à moins qu'ils ne relèvent manifestement de l'arbitraire, de l'inconséquence ou de l'excès de pouvoir ou qu'ils soient d'une autre manière contraires à la loi.

Question n° 23

L'Inde pourrait-elle indiquer plus précisément comment le paragraphe 53 de sa première communication écrite vient au soutien de sa conclusion selon laquelle l'article 334 est utilisé comme un instrument visant à favoriser la réalisation d'objectifs en matière de commerce?

Réponse

Lu conjointement avec le paragraphe 54, le paragraphe 53 de la première communication de l'Inde explique comment la règle applicable au niveau du tissu a joué pour protéger la branche de production nationale des États-Unis. Ce paragraphe est l'un des éléments dont l'Inde se sert pour démontrer que la conception, la structure et les principes de base de l'article 334 révèlent comme objectif la protection de la branche de production nationale.

Question n° 24

Veuillez répondre à l'argument des États-Unis que "l'Inde n'envisage pas que les producteurs sri-lankais aient pu décider de tisser eux-mêmes leur tissu ou de s'approvisionner en tissu ailleurs". (Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 41)

Réponse

Il faut bien admettre que le passage de la règle d'origine à une règle applicable au niveau du tissu va attribuer l'origine aux pays qui ont des capacités de tissage sur métier. Or, les métiers à tisser ne sont pas des pièces bon marché faciles à déplacer. Ce n'est pas comme si les Sri-Lankais pouvaient "d'une simple chiquenaude" décider de tisser eux-mêmes leur tissu. L'installation d'usines de tissage est une opération qui exige beaucoup de capitaux. On peut en conclure que les pays déjà dotés de capacités de tissage seraient "gagnants" dans cette affaire. Les États-Unis n'ont jamais modifié leurs attributions contingentaires pour tenir compte du fait que le passage de l'origine au lieu où se trouvaient les métiers (c'est-à-dire où le tissu a été élaboré) rejaillirait sur l'origine à des fins de contingentement.

Les pays qui, comme Sri Lanka, ont de faibles capacités de tissage sur métier mais une branche de couture/teinture en plein essor, ont pâti de la modification des règles d'origine des **États-Unis** parce qu'ils se sont trouvés restreints dans les quantités de tissus indiens qu'ils pouvaient utiliser à cause des contingents. Les restrictions limitant le choix de pays où Sri Lanka pouvait s'approvisionner ou se procurer les matières textiles ont réduit les quantités de marchandises que ce pays pouvait expédier aux États-Unis, ce qui a eu pour résultat de protéger la branche de production des États-Unis.

De plus, l'Inde note que l'argument avancé par les États-Unis au sujet de la réaction des producteurs sri-lankais revient à reconnaître que l'article 334 a effectivement restreint et faussé les échanges. C'est reconnaître que la réaction probable à l'article 334 devait être soit a) une réorientation forcée vers Sri Lanka des investissements consacrés aux installations de tissage dans d'autres pays, soit b) l'abandon de l'Inde comme fournisseur de tissu au profit d'autres pays dont le contingent restait disponible et qui seraient encore disposés à délivrer des visas pour des marchandises qui n'auraient pas été produites sur leur territoire.

Question n° 25

À propos de l'article 2 b) de l'Accord RO, l'Inde pourrait-elle répondre aux questions suivantes:

- a) *L'Inde considère-t-elle que la prévention du contournement des contingents au sens où ce terme est employé par les États-Unis demanderait à être regardée comme un "objectif en matière de commerce"?*

Réponse

Oui. Voir la réponse à la question n° 2.

- b) *Au paragraphe 35 de sa déclaration orale, l'Inde écarte visiblement le mode d'interprétation de l'article 2 b) retenu par les Communautés européennes, parce qu'il est à ses yeux fondé purement sur l'intention, et suggère au Groupe spécial de suivre la démarche adoptée par l'Organe d'appel pour interpréter l'article III:2 du GATT de 1994. Mais, au paragraphe 36, l'Inde poursuit en ces termes: "[n]ous savons parfaitement que les intentions exprimées au cours des travaux*

préparatoires ne sauraient à elles seules être constitutives de violation de l'article 2 b)". (non souligné dans l'original) L'Inde suggère-t-elle dans ces conditions l'adoption d'une démarche nuancée inspirée de cette interprétation de l'article III:2, qui prenne en considération aussi bien l'intention du législateur que la conception et la structure des règles d'origine?

Réponse

L'Inde considère que les objectifs qu'un Membre vise à atteindre avec des règles d'origine devraient être déterminés en examinant leur conception, leur structure et leurs principes de base. Si, comme en l'espèce, les déclarations de ceux qui avaient participé à la rédaction du texte législatif confirment les objectifs révélés par la conception, la structure et les principes de base dudit texte, ces déclarations peuvent être considérées comme des éléments de preuve supplémentaires. Cela se justifie parce que, en l'absence de toute indication contraire, on peut raisonnablement admettre que les intentions des artisans du texte de loi considéré se retrouvent dans la conception, la structure et les principes de base dudit texte.

Dans les déclarations citées par le Groupe spécial, l'Inde rejette l'idée exprimée par les Communautés européennes qu'il s'agit exclusivement à l'article 2 b) d'intention. À son avis, cette disposition est enfreinte par l'adoption de règles d'origine qui révèlent à travers leur conception, leur structure et leurs principes de base que c'est un objectif commercial que l'on cherche à atteindre. L'article 2 b) ne porte donc pas sur l'intention comme telle, mais sur l'intention révélée par le texte législatif. L'Inde estime que sa démarche est parfaitement compatible avec celle de l'Organe d'appel (voir, par exemple, *Chili – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS87/AB, WT/DS110/AB, paragraphes 69 à 71).

Question n° 26

Préface des réponses aux questions n° 26 a) à e)

L'obligation, énoncée à l'article 2 c) de l'*Accord RO*, de s'abstenir d'adopter des règles d'origine créant des effets de restriction ou de distorsion est susceptible de deux interprétations.

En premier lieu, l'article 2 c) de l'*Accord RO* pourrait être interprété comme exigeant des Membres qu'ils empêchent les règles d'origine d'avoir une *action* de restriction ou distorsion *sur les courants d'échanges internationaux*. Les effets de restriction et de distorsion mentionnés dans cette disposition seraient alors les effets qui se produisent *après* que producteurs et opérateurs commerciaux se sont adaptés aux règles nouvelles. L'incidence des règles nouvelles sur les plans d'investissement et autres plans d'entreprise des producteurs et négociants touchés par les règles ne serait pas prise en considération pour déterminer si celles-ci ont un effet de restriction ou de distorsion sur le commerce international.

Suivant cette interprétation "axée sur le résultat", ce qui compte, ce n'est pas la nature de la règle d'origine, mais son action effective sur le marché. Les Membres pourraient par conséquent adopter n'importe quelle règle d'origine de leur choix. Leur seule obligation au titre de l'article 2 c) serait de modifier les règles d'origine si celles-ci génèrent un effet de restriction ou de distorsion du commerce international dont les statistiques commerciales rendent compte. Selon ce mode d'interprétation de l'article 2 c), cette disposition aurait pour but de protéger les attentes concernant le volume, la direction et la composition par produit des échanges. Il ne serait donc pas possible de réclamer contre les règles d'origine en soi sur-le-champ à l'adoption, mais seulement contre l'action qu'elles auraient eue sur le commerce au bout d'un certain temps. Au surplus, le plaignant aurait à

assumer la charge de démontrer que le changement observé dans le volume, la direction et la composition par produit des échanges était imputable à la règle d'origine et non à d'autres facteurs. S'il était constaté que le défendeur a causé un effet de restriction ou de distorsion du commerce international, il ne serait pas tenu de modifier ses règles d'origine, mais de les empêcher d'avoir une telle action. Cette interprétation part du principe que les Membres savent et maîtrisent ce que sera l'incidence effective des modifications de la règle d'origine sur le marché. Ainsi la violation de l'article 2 c) ne dépendrait pas exclusivement de ce que fait le Membre, elle serait déclenchée par ce que font les producteurs et les opérateurs commerciaux.

Deuxièmement, l'article 2 c) de l'*Accord RO* pourrait s'interpréter comme obligeant les Membres à s'abstenir d'adopter et de maintenir des règles d'origine qui créent *des conditions de concurrence ayant des effets de restriction ou de distorsion du commerce international*. Suivant cette interprétation "axée sur le comportement", les incitations et désincitations créées par les règles d'origine elles-mêmes, et non par leur incidence effective sur le marché, seraient décisives. La conséquence immédiate d'une règle d'origine nouvelle qui modifie les incitations et les désincitations jouant pour les producteurs et les négociants est de changer leurs plans d'investissement et autres plans d'entreprise. Ce n'est que plus tard, après que ces nouveaux plans d'investissement et d'entreprise auront été menés à bien, que la règle d'origine changera la structure effective des échanges. Dans cette interprétation axée sur le comportement, l'incidence immédiate de la règle d'origine sur les décisions des producteurs et des opérateurs engagés dans le commerce international serait prise en considération pour juger si une règle d'origine crée des effets de restriction ou de distorsion du commerce international.

Suivant cette interprétation, la disposition en question aurait pour but de faire en sorte que les Membres n'adoptent ni ne maintiennent de règles d'origine créant des conditions de concurrence qui entraînent des restrictions ou des distorsions du commerce. Il serait donc possible de se plaindre de nouvelles règles d'origine immédiatement, dès leur adoption, et non pas uniquement lorsque les producteurs et négociants auraient effectivement réagi aux conditions nouvelles de la concurrence. Les Membres seraient tenus pour responsables des règles d'origine qu'ils adoptent, et non des réactions du marché à leurs règles d'origine. Ainsi, leur obligation au titre de l'article 2 c) n'excéderait pas ce qu'ils sont en mesure de maîtriser ou de prévoir.

Tous les groupes spéciaux du GATT et de l'OMC comme l'Organe d'appel ont interprété les règles régissant les concessions tarifaires et les mesures non tarifaires comme des règles prescrivant l'établissement de conditions de concurrence. En 1990, le Groupe spécial chargé de l'affaire *CEE - Primes et subventions versées aux transformateurs et aux producteurs d'oléagineux et de protéines apparentées destinées à l'alimentation des animaux* avait résumé la jurisprudence du GATT sur ce point en ces termes:

Les PARTIES CONTRACTANTES [ont] régulièrement interprété les dispositions fondamentales de l'Accord général relatives aux mesures commerciales restrictives comme des dispositions établissant des conditions de concurrence. Ainsi, elles ont décidé qu'un contingent à l'importation constituait une restriction à l'importation au sens de l'article XI:1 même s'il n'entravait pas réellement les importations et qu'une taxe intérieure sur des produits importés ne satisfaisait pas à l'obligation concernant le traitement annuel prévue à l'article III, même si la taxe ne s'appliquait pas réellement aux importations. De l'avis d'un groupe spécial précédent, les articles III et XI ont pour raison d'être de "protéger le rapport compétitif que les parties contractantes s'attendent à voir maintenir entre leurs produits et ceux des autres parties contractantes. Ces deux articles ne visent pas seulement à protéger les échanges courants, mais aussi à créer les conditions de prévisibilité nécessaires pour planifier les échanges futurs". Dans les affaires précédentes relevant de l'article XXIII:1 b), les PARTIES CONTRACTANTES ont adopté la même approche ... Elles n'ont considéré dans aucune de ces affaires que l'incidence de cette modification sur le commerce était déterminante. ... Il va

sans dire que, dans les négociations tarifaires menées au GATT, les parties contractantes cherchent à obtenir des concessions dans l'espoir d'accroître leurs exportations, mais les engagements réciproques qu'elles prennent lors de ces négociations portent sur les conditions de concurrence dans le contexte des échanges, et non sur le volume de ceux-ci.

L'approche adoptée par les PARTIES CONTRACTANTES tient au fait que les gouvernements ne peuvent souvent pas prévoir avec précision quelle sera l'incidence de leurs interventions sur le volume des importations. Si, pour constater que des avantages sont annulés ou compromis, il fallait non seulement déterminer si une modification défavorable des conditions de concurrence s'était produite, mais encore si cette modification entraînait une diminution des importations, le risque que couraient les parties contractantes d'être en butte à des recours au titre de l'article XXIII:1 b) dépendrait de facteurs sur lesquels elles n'ont aucun contrôle ... En outre, les parties contractantes confrontées à une modification défavorable des politiques ne pourraient se plaindre de l'annulation ou de la réduction d'avantage qu'une fois que la modification aurait produit ses effets ... Le Groupe spécial ... a noté en outre que les variations du volume des échanges résultaient non seulement des politiques des gouvernements, mais aussi d'autres facteurs, et que, dans la plupart des cas, il n'était pas possible de déterminer si une diminution des importations intervenant à la suite d'une modification des politiques était imputable à cette modification ou à d'autres facteurs. (IBDD, S37/139 et 140)

Si le Groupe spécial interprétait l'article 2 c) comme exigeant des Membres qu'ils empêchent les règles d'origine d'exercer effectivement une action de restriction ou de distorsion du volume ou de la direction ou de la composition par produit du commerce international, il serait le premier, dans les annales de l'ordre commercial multilatéral, à interpréter une règle régissant une mesure non tarifaire comme imposant des résultats bien précis à obtenir ou à éviter en matière d'échanges.

L'adoption d'une règle d'origine peut arrêter sur-le-champ la production pour un marché déterminé ou les approvisionnements sur des marchés déterminés. *C'est donc l'adoption même d'une règle d'origine qui peut avoir de graves effets de restriction ou de distorsion du commerce international.* On ne peut raisonnablement supposer que les rédacteurs aient entendu exclure du champ d'application de l'article 2) c) les effets immédiats de restriction ou de distorsion que les règles d'origine peuvent créer en forçant les entreprises à modifier leurs projets d'activité. Selon son préambule, l'Accord RO a pour but de "favoriser la réalisation des objectifs du GATT de 1994" et de "faire en sorte que les règles d'origine n'annulent ni ne compromettent les droits que les Membres tiennent du GATT de 1994". Les rédacteurs de l'Accord RO comptaient par conséquent que ces règles seraient interprétées d'une manière compatible avec les objectifs fondamentaux du GATT, en général, et avec les droits d'accès aux marchés accordés en vertu de ses dispositions, en particulier.

Question n° 26

À propos de l'article 2 c) de l'Accord RO, l'Inde pourrait-elle répondre aux questions suivantes:

- a) *En ce qui concerne le terme "créeront", tel qu'il figure à l'article 2 c), y a-t-il une différence de sens entre l'énoncé "la règle d'origine X exerce un effet de restriction du commerce" et l'énoncé "la règle d'origine X crée un effet de restriction du commerce"?*

Réponse 26 a)

L'article 2 c) parle d'effets, et non pas d'un effet. Il vise des effets *sur le commerce international*, et non sur les importations ou sur les échanges. Il vise les règles

d'origine *en soi*, et non leur application à tel ou tel instrument de politique commerciale. Toutes ces différences avec l'article 3:2 de l'Accord sur les licences d'importation sont, pour l'interprète, autant d'indications que l'article 2 c) prohibe les règles d'origine *créant* des conditions de concurrence qui entraînent des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international. Dans la préface de ses réponses aux questions n° 26 a) à e), l'Inde montre clairement que les Membres ne devraient ni ne sauraient être jugés agir en violation du droit de l'OMC à cause de la réaction du marché à leurs mesures de réglementation.

- b) *Dans le prolongement de la question qui précède, si différence il y avait, quelle serait la raison d'être de l'emploi du terme "créeront" à l'article 2 c) de l'Accord RO et de l'emploi du terme "exercer" aux articles 2 a) et 3:2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation? En quoi serait-il justifié de réglementer le recours des Membres aux règles d'origine différemment de leur recours aux licences d'importation?***

Réponse 26 b)

L'Inde considère que tant l'article 2 c) de l'Accord RO que l'article 3:2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation prescrivent aux Membres l'établissement de certaines conditions de concurrence, et non pas seulement de certains résultats commerciaux, parce que les Membres ne maîtrisent pas plus l'incidence effective de leurs règles d'origine sur le marché que celle de leurs procédures de licences. Au demeurant, l'Inde estime que le terme "créeront", à l'article 2 c) de l'Accord RO, rend cette idée plus clairement que le terme "exercer" à l'article 3:2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

- c) *L'Inde admettrait-elle que l'article 6.3 de l'Accord SMC envisage une démonstration d'effets préjudiciables "réels"? Dans l'affirmative, y a-t-il la moindre raison pour que le Groupe spécial, en interprétant le membre de phrase "créeront [...] effets", ne cherche pas à s'inspirer des dispositions de l'article 6:3 comme de la jurisprudence relative aux articles III et XI du GATT de 1994? (Déclaration orale de l'Inde, paragraphes 40 à 42)***

Réponse 26 c)

L'Inde admet que l'article 6.3 de l'Accord SMC envisage la démonstration d'effets préjudiciables réels. Toutefois, cette disposition ne prescrit pas aux Membres d'obtenir ou d'éviter une incidence déterminée sur le marché. Elle ne fait qu'exposer diverses situations causées sur le marché par une subvention, qui déclenchent l'exercice du droit des Membres lésés de demander l'autorisation de prendre des contre-mesures. En d'autres termes, l'article 6.3 de l'Accord SMC est une disposition prévoyant l'octroi d'une mesure corrective commerciale une fois qu'une subvention a causé un préjudice grave. Elle ne saurait inspirer l'interprétation d'une disposition qui n'accorde pas de recours contre les effets de restriction ou de distorsion causés par les règles d'origine, mais établit l'obligation de s'abstenir d'adopter des règles d'origine qui ne peuvent manquer de créer des effets de restriction ou de distorsion.

L'article 6.3 est comparable aux dispositions régissant les mesures de sauvegarde, les droits antidumping et les mesures compensatoires suivant lesquelles il est permis aux Membres de neutraliser l'incidence de l'accroissement des importations, du dumping et du subventionnement sur leur marché intérieur. En revanche, ces dispositions ne réglementent pas ce que les Membres doivent réaliser ou éviter comme incidence sur

le marché. Elles permettent aux Membres de réagir à une incidence déjà survenue sur le marché.

L'article 2 c) de l'*Accord RO* n'exige pas la démonstration d'effets préjudiciables réels. Pour les raisons exposées plus haut, on voit mal pour quel motif des dispositions qui réglementent le droit à réparation lorsque des quantités accrues d'importations, un dumping ou un subventionnement causent un dommage ou un préjudice grave pourraient inspirer une interprétation de l'article 2 c) de l'*Accord RO*, qui n'énonce pas de droit à réparation contre des règles d'origine ayant causé des effets de restriction ou de distorsion, mais pose une obligation de s'abstenir d'adopter des règles d'origine qui créent des effets de restriction ou de distorsion.

- d) *L'Inde fait valoir que l'article 2 de l'Accord RO "doit être interprété comme une disposition prescrivant aux Membres d'assurer des conditions de concurrence, et non pas d'éviter certains résultats commerciaux". (Déclaration orale de l'Inde, paragraphe 43) Entre autres choses, l'Inde étaye cette position en renvoyant à la jurisprudence relative à l'article III du GATT de 1994. Dans l'affaire États-Unis - Superfonds (IBDD, S34/154), paragraphe 5.1.9), le Groupe spécial du GATT avait dit: "Selon la première phrase du paragraphe 2 de l'article III, les parties contractantes sont tenues d'instaurer certaines conditions compétitives pour les produits importés par rapport aux produits nationaux. À la différence de certaines autres dispositions de l'Accord général, il n'y est pas fait mention des effets sur le commerce." (non souligné dans l'original) Ainsi, en admettant que la jurisprudence relative à l'article III soit pertinente, ne pourrait-on pas dire que l'article 2 c) de l'Accord RO constitue une disposition qui a trait aux effets sur le commerce?*

Réponse 26 d)

La question n'est pas de savoir si l'article 2 c) a trait ou non aux effets sur le commerce. La question est de savoir si les effets sur le commerce international visés dans cette disposition englobent les effets immédiats créés par les règles d'origine en soi (y compris leurs effets sur les décisions des entreprises en matière d'investissement et autres), ou si cette disposition ne vise que leur action indirecte sur les courants d'échanges tels qu'ils apparaissent dans les statistiques commerciales. Toutes les considérations exposées au paragraphe 5.1.9 du rapport du Groupe spécial cité par le présent Groupe spécial tendent vers la conclusion que les effets pertinents sont ceux qui sont causés par les règles elles-mêmes. Ce rapport de groupe spécial, par conséquent, nonobstant la mention des effets sur le commerce, vient manifestement à l'appui de la position de l'Inde.

Les termes "effets sur le commerce" ne figurent pas dans le GATT. Les effets réels sur le commerce ne sont pertinents en droit du GATT et de l'OMC que dans le domaine des mesures correctives commerciales. La mention dans le rapport du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis - Superfonds* des autres dispositions du GATT mentionnant les effets sur le commerce doit par conséquent s'entendre comme un renvoi aux dispositions de l'article VI du GATT, §qui vise les effets préjudiciables causés par le dumping et le subventionnement. Une disposition permettant de réagir aux mesures qui ont causé des effets préjudiciables ne saurait, rappelons-le, inspirer l'interprétation d'une règle qui pose l'obligation de ne pas créer certains effets.

- e) *Selon l'Inde, les règles d'origine des États-Unis en cause en l'espèce créent des effets de distorsion parce qu'elles "ont déplacé l'origine, du pays tiers où le tissu*

était teint et imprimé et soumis à deux opérations de finissage supplémentaires, au pays où le tissu écru avait été élaboré" (première communication écrite de l'Inde, paragraphe 96, non souligné dans l'original). Cela n'implique-t-il pas que les Membres ne peuvent pas apporter de modifications à leurs règles d'origine, étant donné que des règles d'origine différentes sont presque inmanquablement appelées à produire des effets différents sur le commerce?

Réponse 27 e)

L'Inde ne soutient pas que les Membres ne peuvent pas modifier leurs règles d'origine. Elle soutient que les Membres ne peuvent pas modifier leurs règles d'origine à des fins et d'une manière incompatibles avec les dispositions de l'article 2 b), 2 c) et 2 d).

Question n° 27

À propos d'une déclaration faite à la réunion par le conseil de l'Inde, dans laquelle celui-ci traçait une distinction entre les concessions faites dans le cadre des négociations tarifaires et l'ajustement des règles d'origine effectué à la demande d'un autre Membre, l'Inde peut-elle commenter l'exemple hypothétique suivant? Supposons que, dans le cadre de négociations tarifaires multilatérales, le Membre X demande au Membre Y de lui accorder une concession tarifaire pour le produit Z (dont le Membre X est le principal fournisseur) et que le Membre X obtienne cette concession sur une base NPF. Supposons également que le Membre Y refuse d'accorder une concession tarifaire pour le produit Q (dont le Membre R est le principal fournisseur). En pareil cas, pourrait-on dire que le Membre X a obtenu du Membre Y un avantage de facto contraire à l'article premier du GATT de 1994? Ce cas est-il différent de celui dans lequel les États-Unis prévoient, à la demande des Communautés européennes, des exceptions à la règle de l'élaboration du tissu pour des produits spécifiés et indépendamment de l'"origine" de ces produits?

Réponse

Suivant les dispositions du GATT, les droits de douane peuvent être utilisés comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce. Ils peuvent en particulier être structurés de manière à protéger une branche de production nationale et à favoriser un fournisseur qui offre une concession en contrepartie dans les négociations commerciales. C'est pourquoi le groupe spécial du GATT chargé de l'affaire *Japon – Droit de douane appliqué aux importations de bois d'œuvre d'épicéa, de pin et de sapin (EPS) coupé à dimensions* avait constaté qu'une classification tarifaire plus détaillée que la structure du Système harmonisé était, pour une partie contractante, "un moyen légitime d'adapter son tarif à ses intérêts en matière de politique commerciale, lesquels incluaient ses besoins de protection et ce qui lui était nécessaire aux fins de négociations tarifaires et commerciales" (IBDD, S36/219, paragraphe 5.9).

Selon les dispositions de l'Accord RO, les règles d'origine ne peuvent pas être utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce. Les Membres n'ont donc pas la faculté d'adapter leurs règles d'origine à leurs besoins de protection et à ce qui leur est nécessaire aux fins des négociations tarifaires et commerciales. L'Accord RO ressemble à cet égard aux Accords de l'OMC régissant les réglementations techniques, les procédures de licences d'importation, les mesures sanitaires et phytosanitaires ainsi que les dispositions du GATT relatives aux impositions et à la réglementation intérieures et aux restrictions quantitatives. Tous ces accords et dispositions sont destinés à faire en sorte que les Membres n'utilisent pas les mesures non tarifaires au service d'objectifs commerciaux.

Il découle de ce qui précède que le champ de l'interdiction énoncée à l'article 2 d) d'établir une discrimination entre les autres Membres ne peut pas être déterminé à la lumière des règles du GATT régissant les concessions tarifaires. Si les règles d'origine pouvaient être utilisées aux mêmes fins que les droits de douane, les Membres devraient négocier non seulement les concessions tarifaires, mais aussi les engagements concernant les règles d'origine applicables aux produits pour lesquels une concession tarifaire est accordée. L'*Accord RO* est là pour faire en sorte que cela ne soit pas nécessaire. Le champ de la prohibition de toute discrimination entre les autres Membres, énoncée à l'article 2 d) de l'*Accord RO*, doit en conséquence être déterminé à la lumière des objectifs de cet accord.

Question n° 28

À propos d'une observation formulée à la réunion par le conseil de l'Inde, qui mentionnait l'article 4:1 de l'ATV, comment l'Inde administre-t-elle les contingents qui se ressentent des règles d'origine en cause en l'espèce? Attribue-t-elle ces contingents dans l'ordre de présentation des demandes ou suivant une méthode différente?

Réponse

L'Inde attribue les contingents prévus pour différents pays par catégorie suivant des systèmes spécifiés d'attribution. Ces systèmes sont les suivants:

- i) système d'attribution fondé sur les résultats antérieurs (PPE);
- ii) système d'attribution aux fabricants exportateurs (MEE);
- iii) système d'attribution, dans l'ordre des demandes, aux exportateurs de produits finis (RGE);
- iv) système d'attribution aux exportateurs du secteur des métiers mécaniques (PEE).

Le niveau annuel de chaque pays/catégorie est réparti pour attribution suivant ces systèmes comme l'indique le tableau ci-dessous:

RÉPARTITION DU NIVEAU ANNUEL

Système	Répartition du niveau annuel, en pourcentage			
	Filés	Tissus	Articles confectionnés (fabrication industrielle/métiers mécaniques)	Articles confectionnés (métiers à main)
Attribution selon les résultats antérieurs (PPE)	55%	55%	55%	55%
Attribution aux fabricants exportateurs (MEE)	15%	15%	15%	-
Attribution aux exportateurs de produits finis (RGE)	30%	15%	15%	45%
Attribution aux exportateurs du secteur des métiers mécaniques (PEE)		15%	15%	-
Total	100%	100%	100%	100%

Chacun de ces systèmes est brièvement expliqué ci-après:

SYSTÈME D'ATTRIBUTION SELON LES RÉSULTATS ANTÉRIEURS (PPE)

Le système PPE repose sur les résultats à l'exportation d'une année civile antérieure à l'année précédant immédiatement celle de l'attribution. Ainsi, la "période de base" pour les attributions de l'année 2003 suivant ce système est l'année 2001. Les exportateurs qui ont des résultats à l'exportation sous forme d'expéditions effectives dans le pays/la catégorie pertinents (en l'occurrence, les articles confectionnés du groupe II États-Unis) pour la période de base sont admis à obtenir une attribution en vertu de ce système. Les droits sont calculés au prorata des exportations en valeur de l'année de base enregistrées par les demandeurs pour chaque pays/catégorie. Les attributions sont limitées à la moyenne nationale des résultats à l'exportation de l'année de base pour le pays/la catégorie considérés. Les attributions contingentaires effectuées en application de ce système sont cessibles à d'autres exportateurs.

SYSTÈME D'ATTRIBUTION AUX EXPORTATEURS FABRICANTS (MEE)

Dans le cadre du système MEE, les attributions sont réservées aux exportateurs fabricants qui ont effectué de substantiels travaux de modernisation et de mise à niveau technologique de leurs installations et machines durant la période de base. En l'occurrence, la période de base pour l'année 2003 est celle du 1^{er} juillet 1999 au 30 juin 2002. Dans le cadre de ce système, les attributions visent les produits manufacturés fabriqués dans les unités de production modernisées, et la quantité est répartie en fonction du niveau des investissements effectués par le demandeur. Les demandeurs admis à en bénéficier peuvent choisir des attributions dans cinq pays/catégories au maximum.

Aux fins de la répartition du contingent MEE, les investissements effectués dans les machines pour la filature, métiers à tisser, machines de traitement et machines modernes de traitement sont pondérés comme suit:

<u>N° Sr.</u>	<u>Section</u>	<u>Coefficient de pondération</u>
a)	Machines, machines pour la filature, piqueuses/autres machines	1
b)	Métiers à tisser	
	i) machines autres que les métiers sans navette	2
	ii) métiers à navette	3
c)	Métiers à bonneterie	2
d)	Machines de traitement, installations de traitement des effluents et <i>matériel</i> antipollution atmosphérique	3
e)	Machines de traitement modernes et installations modernes de traitement des effluents	4

Les machines de traitement utilisées pour teindre/traiter les fibres/fils sont pondérées par leur valeur combinée avec le coefficient de pondération des machines de la section filature pour l'attribution de fils sur le contingent.

Ces attributions ne sont pas cessibles.

SYSTÈME D'ATTRIBUTION AUX EXPORTATEURS DE PRODUITS FINIS (RGE)

Le contingent est réparti suivant ce système dans l'ordre de présentation des demandes et il est ouvert quatre fois par an, en janvier, avril, juillet et octobre, à des dates préétablies. Le jour où les

quantités disponibles sont dépassées, le droit à attribution est déterminé sur la base de la valeur unitaire la plus élevée correspondant aux demandes reçues ce jour-là.

Des contingents sont aussi ouverts dans le cadre de ce système à des dates autres que les dates préétablies lorsque des quantités substantielles deviennent disponibles par le jeu des restitutions/non-expéditions.

Ces attributions ne sont pas cessibles.

SYSTÈME D'ATTRIBUTION AUX EXPORTATEURS DU SECTEUR DES MÉTIERS MÉCANIQUES (PEE)

Dans le cadre du système PEE, les attributions contingentaires sont destinées, sur demande, aux petites entreprises de la branche des métiers mécaniques dont le chef possède au moins, à lui seul ou avec les membres de sa famille, 12 métiers mécaniques au même endroit (village/bourg/ville). Les unités de production sont tenues de justifier de leur identité par l'obtention d'un permis ou la demande d'un permis d'importer des métiers mécaniques. Les fabricants peuvent choisir jusqu'à sept pays/catégories pour leurs attributions. Celles-ci sont aussi déterminées dans ce système sur la base des différences de pondération dépendant de la taille du parc de métiers.

Ces attributions ne sont pas cessibles, mais elles peuvent être "regroupées" par les expéditeurs pour l'exportation.

Les questions n° 29 à 36 s'adressent aux États-Unis seulement, et les questions 37 à 41 et suivantes aux tierces parties.

ANNEXE A-2

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL À LA SUITE DE LA PREMIÈRE RÉUNION

Aux deux parties:

1. *Êtes-vous d'accord avec les Communautés européennes pour considérer que la notion de transformation substantielle "a intentionnellement été laissée en dehors des disciplines applicables durant la période de transition" et que, par conséquent, "les Membres ne sont nullement obligés durant la période de transition de faire reposer leurs règles d'origine sur la notion de transformation substantielle"? (Communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 9 et 22)*

1. Oui. Un Membre n'est jamais fondé à attaquer les règles d'origine d'un autre Membre parce qu'il désapprouve la teneur de ces règles. C'est précisément sur la teneur des règles d'origine que portent les négociations durant le processus d'harmonisation en cours (y compris les paramètres de la transformation substantielle).

2. *S'agissant de l'article 2 b) de l'Accord RO, considérez-vous que la prévention du contournement des contingents, au sens où ce terme est employé par les États-Unis, demanderait à être regardée comme un "objectif en matière de commerce"?*

2. Non. Les plafonds à l'importation de textiles et de vêtements sont, en vertu de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) de l'OMC, parfaitement compatibles avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC, et les Membres sont en droit de prendre des dispositions pour veiller à ce qu'ils ne soient pas contournés. De fait, l'article 5:1 de l'ATV prescrit aux Membres d'établir des dispositions juridiques et des procédures administratives pour faire face à ce contournement et le combattre. Si la prévention du contournement des contingents était jugée constituer un "objectif en matière de commerce" aux fins de l'article 2 b), les Membres s'en trouveraient bien en peine de faire respecter les contingents de textiles et de vêtements et de se conformer aux dispositions de l'article 5 de l'ATV. Les déterminations de l'origine qui indiquent clairement aux négociants et aux fonctionnaires des douanes où passent les limites garantissent la transparence et la prévisibilité et permettent aux importateurs, aux exportateurs et aux Membres de travailler ensemble pour empêcher le contournement. En promulguant l'article 334, les États-Unis ont cherché à remédier à l'incertitude croissante qui régnait dans les déterminations du pays d'origine du fait de la multitude de déclarations d'origine qui n'étaient que légèrement différentes les unes des autres et que les fonctionnaires du Service des douanes des États-Unis traitaient au cas par cas dans des bureaux différents. En remédiant à cette incertitude, on remédiait du même coup au contournement des contingents de textiles et de vêtements.

3. *L'article 2 d) de l'Accord RO couvre-t-il la discrimination entre les produits des "autres Membres"? Dans l'affirmative, quelle sorte de produits, c'est-à-dire, des produits identiques, des produits similaires, des produits directement concurrents ou directement substituables, etc.?*

3. Dans le passage pertinent de l'article 2 d), l'Accord RO impose aux Membres l'obligation de veiller à ce que "les règles d'origine qu'ils appliquent ... n'établissent pas de discrimination entre les autres Membres, quelle que soit l'affiliation des fabricants de la marchandise en question". Cette disposition ne parle pas de discrimination "entre les produits". La première clause de l'article 2 d) est destinée à faire en sorte que les règles appliquées aux marchandises importées ne soient pas plus strictes que celles qui sont utilisées pour déterminer l'origine nationale. La seconde clause vise à exclure le type de discrimination qui, sous forme de règles non préférentielles, comporterait un critère

reposant sur l'affiliation nationale d'une société ou la nationalité de son personnel. L'Accord RO autorise clairement la différenciation des règles selon les produits, comme on peut le voir dans le programme de travail pour l'harmonisation, dans lequel les Membres s'attaquent à des milliers de sous-positions du tarif douanier.

À l'adresse des États-Unis:

6. Les États-Unis admettent-ils que "favoriser un Membre par rapport à un autre" répondrait à la définition d'un "objectif en matière de commerce" au sens de l'article 2 b) (première communication écrite de l'Inde, paragraphe 69; communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 11)?

4. Comme les États-Unis l'ont indiqué à la réunion avec le Groupe spécial, ils considèrent que parler de "favoriser un Membre, par rapport à un autre", c'est éluder la question posée par l'article 2 b). Les règles d'origine peuvent favoriser un Membre par rapport à un autre du simple fait qu'elles existent et ne sauraient donc, pour ce seul motif, être considérées comme un "objectif en matière de commerce" au sens de l'article 2 b). Certains Membres, par exemple, peuvent estimer qu'un produit à base de café devrait être originaire du lieu où il est cultivé, d'autres peuvent penser qu'il devrait être originaire du lieu où les fèves de café sont torréfiées. Quelle que soit la règle choisie, elle "favorisera" certains Membres par rapport à d'autres. De même, dans le cas des montres, certains Membres considéreront que l'origine doit être conférée par l'assemblage, d'autres qu'elle doit l'être par l'origine de certains composants. Là encore, quelle que soit la règle choisie, elle "favorisera" toujours, aux yeux d'un Membre ou d'un autre, certains Membres par rapport à d'autres.

5. De même, les modifications des règles d'origine applicables aux marchandises contingentées entraînent habituellement en la matière des conséquences nécessairement différentes selon les Membres, en fonction des niveaux de leurs contingents et de la nature de leurs exportations. Conformément aux termes des accords bilatéraux sur les textiles intégrés à l'ATV, on trouve plusieurs cas dans lesquels les contingents de textiles et vêtements appliqués par les États-Unis réservent apparemment aux importations en provenance d'Inde un traitement plus favorable qu'à celles qui proviennent d'autres Membres de l'OMC, par exemple pour le tissu de bâche, les jupes, les serviettes-éponges en coton ainsi que des taux d'accroissement annuel pour certaines catégories. Cela dit, les Membres sont manifestement autorisés à modifier leurs règles d'origine durant la période de transition, et aucune interprétation de l'Accord RO qui prohiberait ces modifications pour un produit quelconque, y compris parmi ceux qui sont soumis à des restrictions quantitatives autorisées par l'Accord de l'OMC, ne saurait par conséquent être juste.

7. Les États-Unis pourraient-ils confirmer que, dans tous les cas où la règle de la fabrication du tissu est applicable en vertu de l'article 334 et de l'article 405, les opérations effectuées postérieurement à la fabrication du tissu écru telles que teinture, impression et deux ou plusieurs opérations de finissage, de même que la coupe, la couture et l'assemblage, ne confèrent pas l'origine? (Voir les paragraphes 23, 35 et 53 de la première communication écrite de l'Inde)

6. Non. Dans le cadre de l'article 334, c'est exact. En revanche, dans les cas où l'article 405 est d'application, ce n'est pas vrai. L'article 405 modifie la règle de la fabrication du tissu. Si un tissu ou un produit textile est l'un des produits désignés à l'article 405, quatre opérations ou plus postérieures à la fabrication du tissu écru confèrent effectivement l'origine (teinture *et* impression et deux ou plusieurs opérations de finissage).

8. Les États-Unis ont affirmé que leurs "règles tiennent compte des opérations de finissage qui justifient un changement d'origine, et celles-ci peuvent varier selon le type de produit" (première communication écrite des États-Unis, paragraphe 34): à ce propos, pourraient-ils expliquer pourquoi les critères d'origine applicables, par exemple, aux écharpes et foulards de soie

sont différents de ceux qui sont retenus pour les écharpes et foulards de coton? Comment se fait-il que la teinture et l'impression du tissu accompagnées d'au moins deux opérations de finissage sont considérées comme conférant l'origine dans le cas des écharpes et foulards de soie, mais non dans celui des écharpes et foulards de coton?

7. Les foulards de soie et les foulards de coton sont des produits différents, auxquels s'appliquent des règles différentes qui correspondent – comme toutes les règles définies par produit – à une détermination reposant sur une appréciation de l'importance relative de diverses opérations ou de divers intrants pour le produit final. Les consultations avec les Communautés européennes ont abouti à la conclusion reprise à l'article 405, qui prévoit une exception aux règles de l'article 334 pour certains produits précis.

9. Quelle est la raison qui justifie l'utilisation de critères d'origine différents pour les mélanges de coton contenant plus de 16 pour cent de coton et pour ceux qui en contiennent 16 pour cent ou moins? (Voir la première communication écrite de l'Inde, paragraphes 81 et 82)

8. Les chapitres 50 à 55 du Système harmonisé renferment des dispositions distinctes pour les fils et tissus contenant 85 pour cent ou plus d'une certaine fibre. Ces dispositions définissent généralement ces produits comme "entièrement en" telle ou telle fibre. Suivant la définition donnée par la note générale 22 du Tarif douanier harmonisé des États-Unis, "entièrement en" signifie "que l'article est composé complètement de la matière spécifiée, à l'exception de quantités négligeables ou non appréciables de quelque autre matière ou de quelques autres matières". En établissant une règle pour certains articles contenant 16 pour cent ou plus en poids de coton, nous avons fait en sorte que les produits désignés dans notre accord de règlement soient couverts. Dans la négociation de cet accord, les États-Unis et les Communautés européennes se sont mis d'accord, en vue de régler leur différend, sur une définition des mélanges contenant du coton qui est compatible avec la structure du Système harmonisé.

10. Sur quoi se fondent les États-Unis pour soutenir que "les règlements douaniers mettant en œuvre [les articles 334 à 405]" ne sont pas des mesures dont le présent Groupe spécial soit saisi (première communication écrite des États-Unis, note 15)? Le document WT/DS243/5/Rev.1 mentionne "les règlements douaniers mettant en œuvre ces lois" (deuxième paragraphe).

9. En disant que les allégations de l'Inde concernant les règlements douaniers mettant en œuvre les articles 334 et 405 ne devraient pas faire partie du présent différend, les États-Unis entendaient indiquer que l'Inde n'a pas essayé de s'acquitter de la charge qui lui incombe à propos de ces règlements. Elle n'a formulé d'allégation à leur encontre ni dans sa première communication, ni dans sa déclaration orale. En outre, elle a indiqué à la réunion avec le Groupe spécial qu'elle reconsidérerait ses allégations au titre de l'article 2 e) visant l'administration des règles d'origine.

Aux deux parties:

11. À propos de l'article 2 c) de l'Accord RO, les parties pourraient-elles répondre aux questions suivantes:

a) L'article 2 c) proscriit-il les règles d'origine créant les effets spécifiés même dans les cas où ces effets sont totalement involontaires?

10. À la réunion du Groupe spécial, les États-Unis ont indiqué qu'il doit exister un lien de causalité évident entre les effets et les règles, parce que les règles d'origine ont toujours nécessairement un effet sur le commerce international. L'article 2 c) constate que les règles peuvent créer des effets involontaires, mais il prescrit aux Membres de faire en sorte que leurs règles

n'imposent pas de prescriptions *indûment* rigoureuses, ni n'exigent le respect de conditions *non liées* aux critères de détermination de l'origine. Voir aussi la réponse à la question n° 11 c).

11. De plus, ainsi que les États-Unis l'exposaient dans leur réponse à la question n° 6, toute modification d'une règle d'origine peut, aux yeux des Membres exportateurs intéressés, agir différemment sur des Membres différents, ou "plus favorablement". C'est précisément pour cette raison que les Membres ont eu du mal à s'entendre sur des règles d'origine harmonisées. C'est particulièrement vrai dans le cas des produits soumis à contingentement. Cela dit, l'*Accord RO* ne saurait s'interpréter comme empêchant des modifications des règles d'origine des produits soumis à de telles restrictions, car l'*Accord RO* autorise clairement de tels changements. Une analyse des "effets sur le commerce" aboutirait à l'exigence d'un statu quo *de facto*, résultat qui est manifestement incompatible avec cet accord.

b) Le membre de phrase "effets de restriction [...] du commerce international" signifie-t-il qu'un Membre plaignant doit prouver l'existence d'un effet restrictif net sur le commerce international? Ou suffirait-il de prouver que le commerce d'un seul Membre a subi un effet défavorable, même si celui d'un autre Membre a été favorablement influencé? Dans le second cas, ce seul Membre pourrait-il être un autre Membre que le Membre plaignant?

12. Oui, les termes mêmes de cette disposition indiquent qu'il doit y avoir un effet restrictif sur le commerce *international*. De ce fait, il ne suffirait pas de prouver l'existence d'un effet sur le commerce d'un Membre seulement. Si les Membres avaient entendu retenir un critère par Membre, ils l'auraient précisé. Ils ne l'ont pas fait, parce qu'il n'est pas réaliste d'adopter un critère suivant lequel une partie aurait simplement à alléguer qu'une incidence négative s'est exercée sur sa seule branche de production. Cela ne tient pas compte d'un grand nombre de facteurs tels que les modifications naturelles de la structure des courants d'échanges, la concurrence entre sociétés et entre pays, les délocalisations et les industries naissantes (en fonction des taux de salaire, de la dotation en ressources naturelles et autres). Au contraire, les Membres sont convenus d'exiger la démonstration effective des effets allégués. Comme les États-Unis l'ont déjà observé dans leur réponse à la question n° 6, toute modification d'une règle d'origine peut être considérée comme favorisant un Membre par rapport à un autre, de sorte qu'une analyse par Membre n'est pas appropriée.

c) Pourrait-on dire que les règles d'origine créent intrinsèquement des effets "de restriction" du commerce international, dans la mesure où elles peuvent exiger des commerçants qu'ils respectent certaines conditions (l'établissement de certificats d'origine, par exemple)? Dans l'affirmative, cela semblerait-il indiquer que l'article 2 c) implique une sorte d'exception de minimis? Si tel était le cas, en quoi consisterait un effet de restriction de minimis? En répondant à cette question, veuillez indiquer en quoi la deuxième phrase de l'article 2 c) ("prescriptions indûment rigoureuses") et le quatrième considérant du préambule de l'Accord RO ("obstacles non nécessaires au commerce") sont pertinents.

13. Comme indiqué ci-dessus, les règles d'origine créent intrinsèquement des effets "de restriction" du commerce international. Ainsi, s'assurer de l'origine d'un produit pour les besoins du commerce avec des pays qui n'ont pas de règles d'origine claires peut être extrêmement fastidieux et restreindre considérablement les échanges. Cependant, les États-Unis ne pensent pas que cela suggère un critère *de minimis* pour évaluer si les règles ont un effet de restriction. En outre, nous pensons que cette évaluation doit être qualitative aussi bien que quantitative. Comme l'indique l'article 2 c), les règles d'origine peuvent imposer des prescriptions rigoureuses, et il est reconnu dans le préambule que ces règles peuvent créer des obstacles. Cela implique qu'un critère *de minimis* ne convient pas pour savoir si des règles sont incompatibles avec l'article 2 c); il faut placer la barre beaucoup plus haut.

C'est ce que confirme l'article 2 a), en prévoyant que les Membres pourront avoir des règles d'origine exerçant un certain effet.

14. Les États-Unis sont d'avis, par exemple, que le recours aux pourcentages *ad valorem* comme critère dans les règles d'origine non préférentielles est intrinsèquement instable et générateur de distorsions, parce qu'il peut jouer en "punissant" la faiblesse des coûts de main-d'œuvre, qu'il est extrêmement sensible aux fluctuations monétaires et qu'il représente une charge administrative excessive. Néanmoins, l'Accord RO avalise l'utilisation des pourcentages *ad valorem* comme règles d'origine non préférentielles, sans même les plafonner à cette fin. Par conséquent, vu les termes "indûment" et "non nécessaires" et l'absence de limite à l'article 2 a), l'article 2 c) impliquerait un niveau beaucoup plus important que "de minimis".

d) *Comment le Groupe spécial devrait-il apprécier si des règles d'origine particulières créent des effets "de distorsion" du commerce international? À quoi comparez-vous les règles d'origine existantes?*

15. La seule manière d'apprécier si des règles particulières créent des effets "de distorsion" du commerce international est de déterminer s'il existe un lien de causalité entre les règles et les courants d'échanges internationaux. Ce lien de causalité doit avoir sur le commerce international un effet allant jusqu'à la distorsion. C'est nécessaire, parce que de nombreux éléments, dont les changements dans les préférences des consommateurs, peuvent causer des variations de la configuration des courants d'échanges que l'on pourrait à tort prendre pour des distorsions. À tout le moins, on peut conclure que si les importations des produits en cause n'ont pas varié ou ont augmenté, on ne saurait parler de restriction ou de distorsion du commerce. Les règles existantes n'ont pas à être comparées à un quelconque autre facteur.

e) *Quel est le rapport entre la première et la deuxième phrase de l'article 2 c)? Prévoient-elles des obligations distinctes et indépendantes, de telle sorte que la deuxième phrase ajoute une obligation qui n'est pas déjà couverte par la première phrase? Ou bien la deuxième phrase explicite-t-elle simplement un aspect, ou une conséquence, de l'obligation énoncée dans la première phrase?*

16. La deuxième phrase précise et illustre par un exemple le comportement proscrit par la première phrase. Imposer "des prescriptions indûment rigoureuses" comme "condition préalable de la détermination du pays d'origine" serait une façon de "créer des effets de restriction du commerce international" par les règles d'origine. Ainsi, la première clause de la deuxième phrase est un cas de violation des dispositions de la première phrase. De même, "exiger comme condition préalable de la détermination du pays d'origine le respect d'une certaine condition non liée à la fabrication ou à l'ouvraison" serait une manière de "créer des effets de restriction du commerce international" par les règles d'origine. Ainsi, la seconde clause de la deuxième phrase est un autre exemple de violation des dispositions de la première phrase. De plus, la deuxième phrase dit nettement que "les prescriptions rigoureuses" sont autorisées; ce sont seulement les prescriptions "indûment rigoureuses" qui sont prohibées.

f) *Est-il approprié, pour évaluer les effets sur le commerce de règles d'origine instituées par un Membre postérieurement à l'entrée en vigueur de l'Accord RO, de comparer ces règles à celles que le même Membre appliquait avant l'entrée en vigueur de cet accord, c'est-à-dire, avec des règles d'origine qui n'étaient pas assujetties aux dispositions de l'Accord RO?*

17. Non. En premier lieu, pareille analyse présumerait nécessairement que les règles en place avant l'Accord RO ne créaient pas en soi d'effets de restriction, de désorganisation ou de distorsion sur le commerce et que, par conséquent, tout pays qui modifiait ses règles exerçait une action défavorable

sur le commerce international. (D'où l'on tirerait en outre à tort la déduction que les pays qui n'ont pas "modifié" leurs règles se trouvent en conformité avec cette disposition.) Telle n'était manifestement pas l'intention qui a inspiré l'article 2 c). Deuxièmement, en ce qui concerne la modification apportée par les États-Unis, pareille analyse reviendrait à comparer des choses qui ne peuvent se comparer, puisque l'ancien système demandait des déterminations cas par cas, qui ne donnaient pas toujours des conclusions identiques, mais donnaient aussi des résultats semblables qui ne reposaient pas toujours sur des ensembles de faits identiques. Qui plus est, comme l'article 2 c) vise les règles "en soi", il est évident que le sujet à examiner ce sont les règles dans l'absolu, et non par comparaison avec les règles antérieures, ou avec les règles d'autres Membres.

12. Dans leurs communications les parties ont évoqué des "prescriptions en matière de visas". Les parties pourraient-elles donner des renseignements sur la base légale de ces prescriptions en droit interne américain et la manière dont elles jouent? Veuillez aussi indiquer si lesdites prescriptions sont imposées pour l'administration des contingents applicables aux textiles et aux vêtements ou pour celle des règles d'origine applicables aux textiles et aux vêtements.

18. La base légale en droit interne des "prescriptions en matière de visas" est l'article 204 de la Loi des États-Unis sur l'agriculture de 1956. À l'origine, ces prescriptions avaient été élaborées pour faciliter l'administration des restrictions quantitatives établies en vertu de l'Arrangement multifibres (AMF), en vigueur du 1^{er} janvier 1974 au 31 décembre 1994. En règle générale, lorsqu'ils imposaient une restriction quantitative, les États-Unis proposaient l'établissement de dispositions relatives aux visas à convenir avec le pays exportateur touché. Concrètement, ces dispositions permettent aux autorités du pays exportateur de contrôler et répartir les droits à l'exportation pour les marchandises soumises à des restrictions quantitatives aux États-Unis. En général, une fois ces dispositions établies, les États-Unis n'autorisent pas l'entrée, et ne déduisent pas les restrictions quantitatives applicables, si l'importateur ne s'est pas procuré et ne peut pas produire un visa en cours de validité délivré par les autorités du pays exportateur. Aux termes de l'arrangement convenu, le visa est une attestation des autorités du pays exportateur certifiant que les marchandises considérées sont originaires du territoire de ce pays et que l'exportateur est autorisé à les exporter sous réserve de la restriction quantitative applicable. Un document distinct, la Déclaration spéciale des textiles, est exigé pour les importations de produits textiles, afin de permettre aux douanes américaines de déterminer correctement le pays d'origine de ces produits. Dans certains cas, les dispositions en matière de visas sont instituées à la demande du pays exportateur, même en l'absence de restrictions contingentes, pour limiter les exportations et décourager le contournement illicite.

19. Les dispositions relatives aux visas convenues avec des Membres de l'OMC ont été notifiées à l'Organe de supervision des textiles à titre de dispositions administratives, en application de l'article 2:17 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

À l'adresse des États-Unis:

13. Les États-Unis pourraient-ils communiquer les passages pertinents du SAA? Il apparaît que leur pièce n° 5 contient le rapport du Sénat, mais non le SAA.

20. La pièce n° 6 des États-Unis a été distribuée à la réunion tenue avec le Groupe spécial le 13 décembre 2002.

14. Les États-Unis pourraient-ils indiquer plus en détail en quoi la règle de l'élaboration du tissu de l'article 334 sert chacun des objectifs affirmés par les États-Unis aux paragraphes 5, 11 et 29 de leur première communication écrite, ainsi que dans les pièces n° 5 des États-Unis et n° 9 et 10 de l'Inde? Veuillez traiter le "contournement" et la "réexpédition" séparément.

21. Comme nous l'avons noté à la réunion avec le Groupe spécial et exposé dans nos réponses à ses questions préliminaires (question n° 2), les objectifs indiqués dans le SAA pour l'article 334 répondaient dans une large mesure aux problèmes qui se posaient au Service des douanes des États-Unis en matière de détermination de l'origine dans le cas des produits textiles et des vêtements – produits assemblés, non-tissés et fibres. Voir le SAA, 769/113 ("Les principes énoncés à l'article 334 seront de la plus grande conséquence pour les règles d'origine applicables aux produits textiles et aux vêtements autres que les fibres, fils ou tissus"). La règle de l'élaboration du tissu est applicable aux tissus et aux fibres. Cette règle correspond au fait que, de l'avis des États-Unis, la transformation la plus substantielle dans la fabrication du tissu est la transformation du fil en tissu. L'Inde préférerait apparemment que les États-Unis aient des règles permettant à une opération mineure d'ouvrage de changer l'origine de ce qui fondamentalement est du tissu – un drap de lit, par exemple.

22. De plus, l'article 334 s'attaquait au contournement en ne reconnaissant pas la coupe (celle des bords d'un drap de lit par exemple) comme conférant l'origine; il empêche la réexpédition en fixant un objectif et un critère prévisible d'identification de l'origine du produit et en rendant plus difficile la falsification de la documentation exigée des importateurs; et il facilite l'harmonisation en ayant un critère publié clairement et en alignant la pratique sur celle des Communautés européennes et du Canada (où la coupe ne conférait pas l'origine). La réexpédition mentionnée dans le SAA a le même sens que le "contournement", tel que ce terme est employé dans l'ATV; il est courant aux États-Unis de parler de réexpédition à propos du contournement. Il n'est donc pas possible de traiter ces termes séparément.

Aux deux parties:

15. Les parties considèrent-elles que l'on puisse s'appuyer sur l'article 2 b) à e) de l'Accord RO pour attaquer une modification des règles d'origine per se, par opposition aux règles d'origine précises en vigueur au moment de l'introduction d'une action? En d'autres termes, un groupe spécial pourrait-il juger fondées des allégations au titre de l'article 2 b) à e) suivant lesquelles une modification des règles d'origine serait en soi contraire à ces dispositions?

23. Non. Comme les États-Unis l'ont noté en répondant à la question n° 11 f), ce n'est pas la modification qu'il faut examiner dans le cadre de l'article 2 b) à e), mais les règles en vigueur au moment de l'action. D'ailleurs, l'article 2 i) démontre que dans les cas où l'Accord RO impose une obligation précise relativement aux modifications des règles d'origine, il le fait explicitement. L'article 2 b) à e) s'applique aux règles en soi, et l'article 2 i), à leurs modifications.

16. À propos de l'article 2 b) de l'Accord RO, les parties considèrent-elles que le terme "utilisées" devrait s'interpréter comme signifiant qu'un groupe spécial doit apprécier si les règles d'origine sont utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce au moment où elles ont été adoptées ou au moment où le groupe spécial a été établi?

24. Les États-Unis ne considèrent pas que le point de savoir si les règles en cause sont utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux dépende du moment où ces règles sont examinées. Toutefois, comme nous l'avons expliqué dans notre réponse à la question n° 15, le meilleur moment pour traiter les questions que soulève l'article 2 b) à e) est généralement celui de la contestation, ou de l'établissement du Groupe spécial. Cela n'exclurait pas pour autant un examen des événements antérieurs dans la mesure où ils offrent des éléments de preuve pertinents. Pour l'article 2 b), il serait peut-être utile de faire une analyse supplémentaire de la situation au moment de l'adoption.

17. Les Communautés européennes indiquent que l'article 2 c) de l'Accord RO exige que soient prouvés des effets réels de restriction ou de distorsion et que ces effets réels demanderaient à être démontrés par des statistiques commerciales (communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 28 et 32). En même temps, les Communautés européennes font valoir que l'intention protectionniste serait indiquée s'il était possible de démontrer ce qu'elles appellent un "effet de contingentement", c'est-à-dire s'il pouvait être démontré, par exemple, que certains produits habituellement exempts de restrictions contingentes avant l'entrée en vigueur de certaines règles d'origine sont contingentés après l'entrée en vigueur de ces règles (communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 23 et 24). Une démonstration convaincante de cet "effet de contingentement" (potentiel) suffirait-elle, en l'absence de démonstration d'une incidence préjudiciable réelle sur le commerce d'un Membre, à établir des effets de restriction ou de distorsion au regard de l'article 2 c)?

25. Non. Comme les États-Unis l'ont exposé dans leurs réponses aux questions préliminaires du Groupe spécial (question n° 6), les modifications des règles d'origine, lorsqu'il s'agit de marchandises contingentées, impliquent ordinairement des conséquences nécessairement différentes selon les Membres, en fonction des niveaux de leur contingent et de la nature de leurs exportations. L'analyse de "l'effet de contingentement" signifierait que toute détermination de l'origine exerçant un tel effet est inadmissible, ce qui forcerait un pays à ne pas établir de déterminations du tout, ou à tout le moins de n'apporter aucune modification aux règles existantes (pour les États-Unis, cela signifierait des déterminations cas par cas). Ou, s'il les modifiait, cela le forcerait à exempter les produits contingentés de l'application de ces règles. La détermination cas par cas qui en résulterait pour les produits "protégés par le contingent" représenterait une lourde tâche et irait à l'encontre du but qu'encourage l'Accord RO, à savoir la mise en œuvre de règles d'origine écrites transparentes et uniformes pour ces produits.

26. L'analyse des Communautés européennes repose sur l'hypothèse que la comparaison doit porter sur le marché avant et après les modifications des règles. Les États-Unis n'acceptent pas cette comparaison. Dans tel cas, une modification des règles d'origine pourrait éliminer les effets de restriction, distorsion ou désorganisation produits par les anciennes règles; dans tel autre, il se pourrait que, tout en ayant une incidence sur le commerce, la modification des règles aboutisse à un régime plus transparent et plus facile à administrer, ce qui serait bon pour le commerce, et à des règles qui rendent plus exactement compte des réalités commerciales (c'est-à-dire fassent toute sa place au rôle important de l'assemblage). De ce fait, ces modifications faciliteraient le commerce, et n'y entraîneraient pas de restriction, de distorsion ou de désorganisation. Ce qui indiquerait que les règles restreignent, faussent ou désorganisent le commerce serait qu'elles soient par trop lourdes à appliquer; qu'elles imposent des prescriptions plus rigoureuses à certains pays qu'à d'autres; qu'elles causent de la confusion sur le marché (pour le café, par exemple, si un pays interdisait que le café cultivé dans un pays donné porte la marque de ce pays, alors même que les consommateurs se fient à cette marque comme indication de qualité, il en résulterait une chute spectaculaire des exportations de ce pays qui désorganiserait le marché du café).

18. S'agissant de l'article 5:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, qui est évoqué dans le rapport du Sénat (pièce n° 10 de l'Inde, page 125), les parties pourraient-elles répondre aux questions suivantes:

a) Quel est le sens du terme "contournement", tel que celui-ci est employé à l'article 5:1? Veuillez communiquer, le cas échéant, les pièces disponibles (documents de l'OMC, documents de négociation, avis d'experts, et ainsi de suite).

b) Le "contournement" de contingent, tel que ce terme est employé à l'article 5:1, englobe-t-il à la fois la "fraude" (c'est-à-dire des agissements illicites comme la

contrebande) et "l'évasion" (c'est-à-dire des actes licites destinés à réduire le plus possible l'effet d'un contingent)?

27. L'ATV ne définit pas le terme "contournement", mais il donne des exemples de pratiques visant à éluder les contingents qui peuvent se traduire par le contournement de l'article 5:1 et 5:5 de l'ATV: réexpédition, déroutement, fausse déclaration concernant le pays d'origine et falsification de documents officiels.

c) Le perfectionnement passif – l'expédition, par exemple, de tissu écriu indien à Sri Lanka, où ce tissu est converti en linge de lit avant d'être exporté aux États-Unis – est-il constitutif de "contournement", au sens de l'article 5:1, dans les cas où il n'y a pas fraude, fausse déclaration, et ainsi de suite?

28. Le perfectionnement passif aboutissant à des produits qui répondent aux règles d'origine des États-Unis n'est pas constitutif de contournement, à condition que les produits subissent une transformation substantielle, conformément aux règles des États-Unis, dans le deuxième pays.

d) Qu'est-ce que le "contournement par le jeu de la réexpédition"? Impliquerait-il nécessairement quelque agissement illicite, tel que fraude, fausse déclaration et ainsi de suite, ou le simple fait que des expéditions transitent par des pays tiers, avec ou sans modifications de la marchandise, pourrait-il être considéré comme "contournement"?

29. Par "contournement par le jeu de la réexpédition", on entend l'expédition de marchandises par l'intermédiaire d'un pays tiers en vue d'en dissimuler le véritable pays d'origine.

30. Dans *The Drafting History of The Agreement on Textiles and Clothing* [L'historique de la rédaction de l'Accord sur les textiles et les vêtements], commandé par le Bureau international des textiles et des vêtements, qui regroupe les pays exportateurs de textiles, Marcelo Raffaelli et Tripti Jenkins retracent l'élaboration de la notion de contournement à travers les prédécesseurs de l'ATV, l'Arrangement multifibres (et ses protocoles de prorogation), l'Arrangement à long terme sur le commerce international des textiles de coton et l'Arrangement à court terme sur le commerce international des textiles de coton.

31. Dans leur commentaire de l'article 5 de l'ATV, les auteurs expliquent que la notion de contournement employée dans cette disposition reposait sur les leçons tirées de l'application de ces accords qui avaient précédé l'ATV³⁴⁵, d'où sa définition très large – les infractions au droit douanier (comme la réexpédition illicite) ne sont que l'un des moyens par lesquels le contournement peut se produire. Il en est d'autres, dont la "substitution de textiles directement concurrents" aux textiles assujettis à des restrictions; et les omissions du pays importateur qui ne prendrait pas de mesures restrictives à l'endroit des non-participants dont les exportations causeraient une désorganisation du marché, tout en assujettissant à des restrictions les exportateurs participants.³⁴⁶ Raffaelli et Jenkins notent aussi que l'élément "intentionnel" a été, à l'origine au moins, un élément important, y compris en ce qui concerne le contournement "licite".

32. D'ailleurs, à propos des négociations qui avaient abouti au Protocole de 1986 prorogeant l'Arrangement multifibres, un autre expert a rappelé comment l'extension de l'AMF (aux restrictions sur les produits en mélanges de soie et fibres végétales autres que le coton, en sus du coton, de la laine et des fibres synthétiques ou artificielles) était intervenue pour réagir à la substitution de plus en plus fréquente d'articles en mélanges de soie et autres fibres végétales directement concurrents à leur

³⁴⁵ Pièce n° 7 des États-Unis ci-jointe, page 101.

³⁴⁶ *Id.*, page 103.

homologue en coton ou en fibres synthétiques ou artificielles. Brenda Jacobs, dans un article intitulé *Renewal and Expansion of the Multifiber Arrangement* [Renouvellement et extension de l'Arrangement multifibres]³⁴⁷, note le recours croissant à des "mélanges conçus pour éviter l'application des contingents imposés sur le coton, la laine et les fibres synthétiques et artificielles". Elle rapporte que l'Arrangement à long terme concernant le commerce international des textiles de coton, qui avait précédé l'AMF, renfermait une disposition intitulée "substitution de textiles directement concurrents", qui permettait à un pays importateur de restreindre les importations lorsqu'il avait "des raisons de croire que les importations de produits pour lesquels ce remplacement a[vait] été pratiqué [avaient] augmenté de façon anormale, c'est-à-dire que ce remplacement a[vait] été pratiqué dans le seul but d'échapper aux dispositions du présent Accord".

19. Sous la rubrique "Règles d'origine" (page 118), le SAA indique apparemment les objectifs que la "règle du pays d'assemblage" "remplira". Les parties pourraient-elles dire si, et dans l'affirmative pourquoi, les quatre objectifs qui y sont ensuite mentionnés (pages 118 et 119) s'appliquent aussi à la règle de l'élaboration du tissu de l'article 334? (Pièce n° 6 des États-Unis; paragraphe 58 de la première communication écrite de l'Inde; paragraphe 29 de la première communication écrite des États-Unis.) Si les quatre objectifs mentionnés dans le SAA ne s'appliquent pas à la règle de l'élaboration du tissu, quels sont les objectifs de cette règle?

33. Ces objectifs s'appliquent bien à la règle de l'élaboration du tissu, mais ils étaient expressément orientés vers les produits textiles et les vêtements, dans le cas desquels il s'agissait avant tout de savoir où avait lieu l'assemblage important. La lutte contre le contournement opéré par le jeu de la réexpédition illicite se trouve facilitée par l'existence d'une règle de l'élaboration du tissu précisément énoncée. Cela a levé l'incertitude et l'ambiguïté qui existaient auparavant dans le cadre des déterminations cas par cas de l'origine, surtout en ce qui concerne des marchandises comme les serviettes de toilette, les différents types de linge ou les tissus.

Questions adressées aux États-Unis:

31. En droit interne américain et aux fins de la détermination du but de l'article 334, faut-il accorder un poids différent au SAA, d'une part, et aux rapports de la Chambre et du Sénat, d'autre part?

34. Le SAA est l'énoncé définitif de la position du gouvernement des États-Unis, qui exprime les vues des deux organes – exécutif et législatif – compétents pour adopter la législation et, à ce titre, il est revêtu d'une plus grande autorité que les rapports de la Chambre et du Sénat. Les travaux préparatoires que ces rapports retracent attestent l'intention de l'une seulement des chambres du Congrès, alors que le SAA rend compte de la position de l'Administration, position qui a été approuvée par le Congrès.

32. Cela importe-t-il, en droit interne ou à d'autres fins, que le Groupe spécial conduise son examen à partir du texte des articles 334 et 405, pris ensemble, ou de celui de 19 U.S.C. § 3592 (pièce n° 7 de l'Inde)?

35. Bien que les États-Unis ne sachent pas que cela fasse une différence, aux fins de leur droit interne ou autres, ils notent, comme dans leur réponse à la question n° 37, que l'article 334 et l'article 405 ont des buts différents, de sorte que, dans la mesure où le Groupe spécial les considère comme pertinents, ces buts/objectifs devraient être examinés séparément.

³⁴⁷ Paru dans *Law and Policy in International Business*, v. 19, 1987, pages 7 à 50.

33. *Les États-Unis sont-ils d'accord avec l'Inde lorsque celle-ci annonce que "les exemples qui suivent sont des cas concrets de l'application des règles d'origine de l'article 12.130 pour certains produits comme les écharpes et foulards de soie ou le linge de lit. Le tissu de soie a été tissé en Chine puis exporté vers un pays tiers, l'Italie par exemple, où il a été teint et imprimé et soumis à deux opérations de finissage spécifiées. Si ce tissu était ensuite transformé en écharpe ou foulard de soie et exporté aux États-Unis, l'écharpe ou foulard en question serait considéré comme originaire d'Italie" (première communication de l'Inde, paragraphe 15)? Ces déterminations de l'origine étaient-elles établies cas par cas ou par application directe de l'article 12.130?*

36. Les déterminations de l'origine étaient faites au cas par cas, mais elles reposaient aussi sur CFR § 12.130. Bien qu'il n'y ait pas de détails à ce sujet dans la question, le linge de lit offre un bon exemple de la manière dont l'origine était auparavant déterminée. Cas par cas, les opérations de production et les opérations de finissage étaient évaluées pour décider si elles étaient suffisamment importantes pour constituer une transformation substantielle.

34. *L'article 334 b) comprend les dispositions suivantes: "Sauf disposition légale contraire, un produit textile ou un vêtement, aux fins des lois douanières et de l'administration des restrictions quantitatives, est originaire d'un pays [...]" (non souligné dans l'original) Les États-Unis pourraient-ils désigner les instruments de politique commerciale pertinents (statistiques du commerce extérieur, marquage d'origine, application des taux de droits NPF, et ainsi de suite) pour lesquels les règles d'origine prévues à l'article 334 sont utilisées?*

37. L'article 334 est utilisé pour déterminer le pays d'origine aux fins de la collecte de données statistiques sur le commerce extérieur, pour déterminer le pays d'origine approprié aux fins du marquage, de l'administration des taux de droits de la nation la plus favorisée (NPF) et de l'application des prescriptions en matière de contingents et de visas.

35. *Les États-Unis pourraient-ils communiquer un exemplaire de la publication suivante: United States International Trade Commission, Pub. No. 1695, The Impact of Rules of Origin on US Imports and Exports (1985)? Existe-t-il une publication officielle plus récente de ce genre?*

38. Cette publication est épuisée, mais nous en avons localisé un exemplaire qui est en cours d'acheminement à Genève. Les États-Unis le fourniront au Groupe spécial et à l'Inde dès que possible.

36. *En ce qui concerne la raison d'être "anticonournement" de l'article 334, les États-Unis pourraient-ils répondre aux questions suivantes:*

a) Quels sont les instruments de politique commerciale auxquels la règle de l'élaboration du tissu est liée et dont elle est destinée à décourager le contournement?

39. La règle de l'élaboration du tissu est liée à la totalité des instruments de politique commerciale désignés dans la réponse des États-Unis à la question n° 34 et elle correspond à ce que les États-Unis ont déterminé comme étant le moment/le lieu où se situe l'opération ou la transformation la plus importante ou la plus notable. Voir aussi les réponses aux questions n° 2, 18 et 19.

b) À propos de l'expression "réduire le contournement des plafonds contingentaires par le jeu du perfectionnement passif", qui figure dans le rapport de la Chambre (pièce n° 9 de l'Inde, page 146), les États-Unis pourraient-ils expliquer la notion de "contournement par le jeu du perfectionnement passif"?

40. "Contournement des plafonds contingentaires par le jeu du perfectionnement passif" renvoie aux préoccupations suscitées par les chargeurs/exportateurs qui essayaient de faire réaliser dans un pays tiers le moins possible d'ouvraison pour conférer l'origine, tout en échappant quand même à une restriction contingentaie déterminée. Beaucoup de ces opérations étaient d'une importance mineure pour la production du produit textile considéré. *Voir aussi* la réponse à la question n° 18.

c) La réduction du contournement par le jeu du perfectionnement passif est-elle une raison expliquant que les États-Unis continuent à appliquer l'article 334?

41. La réduction de toutes les formes de contournement était l'un des buts de l'article 334. De même que l'amélioration de la transparence et de la prévisibilité et la promotion de l'harmonisation internationale des règles d'origine.

d) À propos de l'expression "réduire le contournement des plafonds contingentaires par le jeu du perfectionnement passif", qui figure dans le rapport de la Chambre (pièce n° 9 de l'Inde, page 146), les États-Unis pourraient-ils expliquer quels contingents faisaient l'objet de ce contournement? Plus précisément, pour prendre l'exemple des importations aux États-Unis de foulards de soie fabriqués dans l'espace communautaire à partir d'un tissu de soie chinois, était-ce i) le contingent de tissu de soie de la Chine, ii) le contingent de foulards de soie de la Chine, ou iii) un autre contingent de la Chine, qui était ainsi tourné?

42. Les États-Unis n'ont jamais appliqué de contingent sur les foulards de soie ou le tissu de soie en provenance de Chine. La lutte contre le contournement était un but déclaré de l'article 334, lequel était destiné à prévenir le contournement, en général, en assurant plus de certitude et de prévisibilité, au lieu d'être dirigé contre des cas précis de contournement.

e) Les contingents touchant les articles actuellement soumis à la règle de l'élaboration du tissu étaient-ils plus sujets au contournement que les contingents touchant éventuellement les articles actuellement soumis à la règle de l'assemblage?

43. Non. C'est l'utilisation du contingent qui est généralement le facteur primordial pour juger si un contingent est "sujet au contournement". Cela peut changer d'une année à l'autre, à mesure que l'utilisation augmente ou diminue selon les fluctuations de la demande sur le marché. Cela dit, les règles actuelles de l'assemblage font qu'il est plus difficile aux importateurs de tourner les contingents et plus facile aux fonctionnaires des douanes de détecter le contournement.

f) Les contingents sont-ils plus sujets au contournement dans les cas où la teinture, l'impression et deux ou plusieurs opérations de finissage confèrent l'origine à des articles textiles confectionnés autres que les vêtements que dans les cas où c'est l'élaboration du tissu qui confère l'origine?

44. Les États-Unis ne peuvent pas dire que cette proposition se vérifie nécessairement. En général, tout produit soumis à des restrictions contingentaires qui sont remplies, c'est-à-dire tout produit dont les restrictions contingentaires limitent efficacement l'importation, est le meilleur candidat au contournement (il s'agit habituellement de produits très demandés).

37. Veuillez exposer plus en détail en quoi l'article 405 favorise la réalisation des buts affirmés dans le SAA – lequel ne vise pas l'article 405 – pour l'article 334. (Déclaration orale des États-Unis, paragraphes 9 et 22)

45. Le but des exceptions aux règles de l'article 334, qui figurent à l'article 405, était de régler le différend avec les Communautés européennes porté à l'OMC. En même temps, nous estimons effectivement que l'article 405 favorise la réalisation des buts exprimés dans le SAA.

38. À propos de l'article 2 c) de l'Accord RO, les États-Unis pourraient-ils indiquer comment à leur sens il convient d'interpréter le membre de phrase "créer[...] d'effets ... de désorganisation du commerce international"? Les États-Unis pourraient-ils donner des exemples de cas où les règles d'origine pourraient créer de tels effets?

46. Voir les réponses aux questions n° 11 et 17.

ANNEXE A-3

**RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR L'INDE
À LA SUITE DE LA PREMIÈRE RÉUNION**

1. Les États-Unis utilisent-ils pour déterminer l'origine d'autres critères que ceux qui sont énumérés à l'article 2 a) de l'Accord RO? Dans l'affirmative, quels sont ces critères?

1. Non, les États-Unis n'utilisent pas pour la détermination de l'origine d'autres critères que ceux qui sont énumérés à l'article 2 a), encore que, de toute évidence, l'article 2 a) ne soit pas une liste exhaustive, que ce soit pour les déterminations de l'origine des produits textiles et des vêtements ou pour celles de n'importe quels autres produits.

2. Veuillez indiquer le ou les critères de détermination de l'origine sur lesquels repose la "règle applicable au niveau du tissu" énoncée à l'article 334.

2. À l'article 334, la détermination de l'origine repose sur le troisième critère de l'article 2 a), celui des opérations de fabrication ou d'ouvrage.

3. Veuillez indiquer sur quel(s) critère(s) de détermination de l'origine reposent les distinctions entre produits, prévues aux articles 334 et 405, ci-après:

- *articles faits de coton et articles faits de laine;*
- *articles faits de tissus constitués de mélanges de fibres différents; et*
- *les positions du TDH énumérées à l'article 334 et les positions du TDH énumérées à l'article 405.*

3. Voir la réponse des États-Unis à la question n° 9 du Groupe spécial.

4. Comme l'Inde l'a expliqué au paragraphe 28 de sa déclaration orale, dans le cadre des articles 334 et 405, un pays peut perdre sa qualité de pays d'origine en procédant à une ouvrage ultérieure d'un produit sur son territoire, selon le type de produit ou la teneur en fibre du produit. Veuillez indiquer sur quel(s) critère(s) de détermination de l'origine les États-Unis ont fondé la règle qui aboutit à ce résultat.

4. Comme les États-Unis l'ont expliqué à la réunion avec le Groupe spécial, les assertions formulées par l'Inde au paragraphe 28 au sujet des exceptions de l'article 405 reposent sur un désaccord avec les États-Unis quant au lieu où s'est déroulée l'opération la plus notable ou la plus importante de transformation ou d'assemblage d'un produit.

5. Les États-Unis ont-ils connaissance d'un autre Membre de l'OMC qui:

- *applique la règle "applicable au niveau du tissu";*
- *fasse des distinctions du type de celles qui sont mentionnées dans la question n° 3;*
- *ne reconnaisse pas l'ouvrage ultérieure d'un produit comme conférant l'origine.*

Dans l'affirmative, qui est ou qui sont ces Membres et quelle en est la pratique?

5. Sur les quelque 38 Membres qui ont communiqué des règles à l'OMC et qui appliquent des règles d'origine non préférentielles, comme les États-Unis l'ont indiqué dans leur communication, deux, les Communautés européennes et le Canada, ont à notre connaissance des règles semblables à

celles des États-Unis pour les produits textiles assemblés. Les États-Unis n'ont pas examiné les régimes de règles d'origine des autres Membres.

6. Les États-Unis eux-mêmes utilisent-ils, pour les produits autres que les produits textiles et les vêtements, des règles d'origine suivant lesquelles:

- *l'ouvraison ultérieure d'un intrant ne peut en aucune circonstance changer l'origine d'un produit;*
- *l'origine dépend du mélange de matières premières utilisées à la production d'un intrant; et*
- *l'ouvraison ultérieure d'un produit prive le pays où elle se déroule de sa qualité de pays originaire?*

6. Les États-Unis ne sont pas d'accord avec l'Inde sur son interprétation de leurs règles d'origine pour les textiles et les vêtements. Cette réserve étant faite, les règles d'origine des États-Unis applicables aux produits autres que les textiles et vêtements ne reposent sur aucun des facteurs énumérés ci-dessus. Comme nous l'avons déjà noté, il arrive que la transformation ultérieure ne change pas l'origine – cela dépend de la question de savoir si la transformation ultérieure cause une transformation substantielle.

7. Les États-Unis considèrent-ils que les conditions que les producteurs et négociants doivent remplir par suite de la règle "applicable au niveau du tissu" et du traitement différent réservé a) aux articles faits de coton et aux articles faits de laine et b) aux articles faits dans des tissus de mélanges de fibres différents sont "des prescriptions indûment rigoureuses" au sens de l'article 2 c)? Dans la négative, pourquoi?

7. Non. En premier lieu, nous observons que les règles d'origine des deux produits mentionnés sont compatibles avec les prescriptions de l'article 2, et la comparaison des deux règles n'est pas pertinente aux fins de l'article 2 c). Ces règles ont trait à des produits différents. Voir aussi la réponse des États-Unis à la question n° 11 du Groupe spécial.

8. Aux termes de l'article 2 c), "les règles d'origine ... n'exigeront pas ... le respect d'une certaine condition non liée à la fabrication ou à l'ouvraison". À propos de cette disposition, l'Inde a les questions suivantes à poser:

- *Les États-Unis conviendraient-ils que l'article 2 c) de l'Accord RO implique que, dans le cas d'une règle d'origine destinée à déterminer l'origine d'un produit fabriqué ou ouvré dans plus d'un pays, les conditions à remplir doivent d'une manière ou d'une autre avoir trait au degré de transformation ou d'ouvraison que le produit a subi dans les différents pays? Dans la négative, pourquoi?*

8. Non, rien dans le texte ne justifie cette suggestion de l'Inde.

- *Les règles d'origine des États-Unis qui font la distinction entre un article confectionné fait dans un tissu contenant 85 pour cent de fibres synthétiques ou artificielles et 15 pour cent de coton et un article confectionné comprenant 80 pour cent de fibres synthétiques ou artificielles et 20 pour cent de coton. Veuillez expliquer comment cette distinction peut se concilier avec la prescription de l'article 2 c) de l'Accord RO exigeant que toutes les conditions à remplir pour obtenir la qualité de pays d'origine doivent être en rapport avec la fabrication ou l'ouvraison.*

9. Comme les États-Unis l'ont expliqué, l'article 2 c) ne prescrit pas aux Membres l'obligation d'utiliser les mêmes règles pour déterminer l'origine de produits différents. Voir aussi la réponse des États-Unis à la question n° 9 du Groupe spécial et notre réponse à la question n° 7 ci-dessus.

9. Les États-Unis conviendraient-ils que le fait de conférer l'origine en s'appuyant sur des distinctions ténues entre les produits pour favoriser les exportations d'un Membre par rapport aux autres constituerait, en principe, un objectif commercial visé par l'article 2 b) de l'Accord RO et une discrimination au sens de l'article 2 d) du même Accord? Dans la négative, pourquoi?

10. Non. Voir la réponse des États-Unis à la question n° 6 du Groupe spécial.

10. Les États-Unis conviendraient-ils que, pour déterminer si une règle d'origine est utilisée comme un instrument visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce, au sens de l'article 2 b) de l'Accord RO, le contournement des plafonds contingentaires par le jeu des réexpéditions, fausses déclarations et autres moyens illicites devrait être distingué du fait d'éviter les plafonds contingentaires par le redéploiement de la production et autres moyens licites, et que les règles d'origine destinées à ces mesures permettant d'éviter les plafonds contingentaires devraient être considérées comme visant à favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux? Dans la négative, pourquoi?

11. On ne peut essayer de juger s'il y a une distinction à faire entre contournement et "redéploiement de la production" dans le vide, sans situer le problème dans le contexte d'un ensemble de faits. L'expérience prouve que le redéploiement de la production englobe un très large éventail d'activités dans le monde du commerce, qui vont de la production complète au simple fait de coudre des étiquettes – avec une multitude de points entre les deux. Préserver l'intégrité des instruments commerciaux est aussi une question qui peut s'étendre bien au-delà de la simple adoption de mesures visant directement les comportements illicites et qui peut aller jusqu'à assurer la certitude par l'établissement de règles d'origine par produit. Voir aussi la réponse des États-Unis à la question n° 18 du Groupe spécial.

ANNEXE A-4

RÉPONSES DE L'INDE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL
À LA SUITE DE LA SECONDE RÉUNION

Aux deux parties:

46. *Les parties pourraient-elles indiquer si les tableaux joints correspondent bien aux règles d'origine des États-Unis en cause en l'espèce?*

Réponse n° 46: Oui, les tableaux ci-joints correspondent bien aux règles d'origine des États-Unis en cause en l'espèce.

47. *Les parties ont donné des descriptions légèrement différentes du régime de règles d'origine appliqué aux produits textiles avant l'adoption de l'article 334. L'Inde a laissé entendre que ce régime, défini dans CFR 12.130, était un régime TI+2. Les États-Unis, pour leur part, paraissent indiquer que les déterminations de l'origine étaient établies sur le fondement de CFR 12.130, mais aussi cas par cas. Dans ces conditions, le Groupe spécial apprécierait que les parties puissent donner des éclaircissements sur les deux points suivants:*

- a) *De quelle liberté d'appréciation les fonctionnaires des douanes des États-Unis disposaient-ils, le cas échéant, pour appliquer la règle TI+2 apparemment instituée par CFR 12.130?*

Réponse: L'Inde considère que 19 C.F.R. 12.130 assurait la sécurité et la prévisibilité juridiques et laissait une marge d'appréciation aux fonctionnaires des douanes. Ce règlement commence par les critères généraux qui serviront à déterminer l'origine pour les textiles et les produits textiles. Il poursuit par des exemples précis d'opérations qui d'ordinaire conféreront ou ne conféreront pas l'origine. (L'Inde a fait figurer les extraits pertinents de 19 CFR 12.130 dans sa pièce n° 8, pages 46 et 47).

À cet égard, l'Inde rappelle sa réponse à la question n° 22 posée par le Groupe spécial à la suite de la première réunion. Elle a noté que le processus de détermination cas par cas, comme l'atteste l'affaire *Cardinal Glove*, avait été abandonné avec l'adoption du règlement de l'article 12.130. Celui-ci constituait un ensemble de "règles concises, prévisibles, publiées". Les États-Unis avaient effectivement une réglementation en vigueur par le truchement de l'article 12.130, à quoi s'ajoutait un vaste corps de décisions douanières, qui s'appliquaient pratiquement à tous les scénarios de production. À ce que l'Inde croit savoir, le règlement de l'article 12.130 a été promulgué conformément aux prescriptions de la Loi des États-Unis sur les procédures administratives et que les textes réglementaires d'interprétation pris par l'administration douanière en application de cette loi sont présumés justes, à moins qu'ils ne relèvent manifestement de l'arbitraire, de l'inconséquence ou de l'excès de pouvoir ou qu'ils soient d'une autre manière contraires à la loi.

- b) *S'ils avaient une liberté d'appréciation dans le cadre de CFR 12.130, pourrait-on dire que, de ce fait, les fonctionnaires des douanes américaines disposent aujourd'hui de la même liberté d'appréciation dans l'application de la règle TI+2 prévue à l'article 405?*

Réponse: Les fonctionnaires des douanes n'ont pas beaucoup de liberté d'appréciation dans l'administration de la règle TI+2 énoncée à l'article 405. Cela s'explique par le fait que les règlements pris en application d'une directive légale précise sont considérés comme ayant force de loi. Voir, par exemple, l'affaire *Chevron USA Inc. contre Natural Resources Defense Council*, 467 US 837 (1984) [pièce n° 19 de l'Inde]. Normalement, les tribunaux s'inclinent très bas devant ces règlements.

48. *Les dispositions de l'article 2 b), c) et d) de l'Accord RO évoquent les règles d'origine au pluriel. Les parties conviennent-elles que, nonobstant l'emploi du pluriel, il ressort des dispositions en question qu'elles portent sur les règles d'origine prises individuellement dans leur application à tel ou tel produit, plutôt que sur le régime de règles d'origine d'un Membre?*

Réponse n° 48: Les Accords de l'OMC renferment de nombreuses dispositions dans lesquelles le pluriel est censé englober le singulier. À titre d'exemple, la mention des "engagements en matière de prix" à l'article 8:5 de l'Accord antidumping, celle des "restrictions à l'importation" à l'article XIII:2 du GATT et celle des "mesures phytosanitaires" à l'article 3:1 de l'Accord SPS sont censées viser chaque engagement, restriction et mesure considérée individuellement qu'un Membre de l'OMC peut adopter. De l'avis de l'Inde, les obligations énoncées à l'article 2 b), 2 c) et 2 d) s'appliquent donc à la fois à une règle d'origine prise individuellement et au régime de règles d'origine du Membre considéré.

49. *Les deux parties ont soutenu que la protection d'une branche de production nationale serait un objectif en matière de commerce au sens de l'article 2 b) de l'Accord RO. Sur quoi vous fondez-vous pour aboutir à cette conclusion?*

Réponse n° 49: L'argument de l'Inde selon lequel la protection d'une branche de production nationale contre la concurrence des importations est un objectif commercial au sens de l'article 2 b) de l'Accord RO repose sur l'interprétation textuelle de cette disposition. Cette interprétation de l'Inde était exposée aux paragraphes 41 à 48 de sa première communication. Au paragraphe 46, en particulier, nous disions que "pour juger si une règle d'origine est utilisée comme un instrument visant à favoriser la réalisation d'un objectif commercial, on peut voir si elle donne les mêmes résultats qu'une mesure ou un instrument de politique commerciale". Une mesure ou un instrument de politique commerciale pouvait être utilisé pour réguler le commerce extérieur de manière à protéger la branche de production nationale. Partant, toute règle d'origine qui était utilisée comme un instrument destiné à réguler le commerce extérieur de manière à protéger la branche de production nationale serait un objectif en matière de commerce.

Le Groupe spécial *Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines* a déterminé le sens des termes "objectifs légitimes" à l'article 2.4 de l'Accord OTC dans leur contexte et à la lumière des objectifs énoncés dans le préambule de cet accord (WT/DS231/R, paragraphes 7.118 à 7.122). En l'espèce, une démarche analogue justifierait la conclusion que la protection d'une branche de production constitue un "objectif en matière de commerce" au sens de l'article 2 b) de l'Accord RO. Aux termes de son préambule, cet accord doit "favoriser la réalisation des objectifs du GATT de 1994". Le GATT de 1994, pour sa part, doit, selon son propre préambule, contribuer à l'accroissement de la production et des échanges de produits par la réduction des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce. L'un des buts fondamentaux de l'Accord RO est donc de faire en sorte que les obstacles au commerce, que les Membres sont convenus de réduire dans le cadre du GATT de 1994, ne soient pas indirectement rétablis par le recours à des règles d'origine qui protègent les branches de production nationales.

50. *Aux fins de l'application de l'article 2 b), cela fait-il une différence que les règles d'origine soient adoptées par un Membre de son propre chef ou à la demande d'un partenaire commercial?*

Réponse n° 50: L'Inde considère que cela ne fait pas de différence qu'une règle d'origine soit adoptée par un Membre de son propre chef ou à la demande d'un partenaire commercial. Une règle d'origine qui est utilisée comme un instrument visant à favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux peut, par exemple, être élaborée par un Membre de son propre chef ou pour répondre à la demande d'un partenaire commercial. Quoi qu'il en soit, la question est de savoir si la règle d'origine sert à favoriser la réalisation d'un objectif commercial.

En tout état de cause, un accord entre deux Membres ne saurait affecter les droits des Membres tiers (voir l'article 3:5 du Mémorandum d'accord et l'article 34 de la Convention de Vienne sur le droit des traités).

51. S'agissant de l'article 2 d) de l'Accord RO, veuillez donner des détails sur le sens et le but de la première clause ("les règles d'origine qu'ils appliqueront aux importations et aux exportations ne seront pas plus strictes que celles qu'ils appliqueront pour déterminer si une marchandise est ou non d'origine nationale"). Veuillez donner un exemple de situation typique que la première clause est censée viser.

Réponse n° 51: L'allégation de l'Inde au titre de l'article 2 d) a trait à la deuxième clause de cette disposition, à savoir, "... les Membres veilleront à ce [que] ... les règles d'origine ... n'établissent pas de discrimination entre les autres Membres, quelle que soit l'affiliation des fabricants de la marchandise en question". L'Inde considère que la première clause de l'article 2 d) ("les règles d'origine qu'ils appliqueront aux importations et aux exportations ne seront pas plus strictes que celles qu'ils appliqueront pour déterminer si une marchandise est ou non d'origine nationale") n'est pas en cause en l'espèce.

52. Pourquoi une disposition équivalente à i) l'article 2 b) de l'Accord RO et ii) l'article 2 c) de l'Accord RO n'est-elle plus nécessaire après la période de transition? (Voir l'article 3 de l'Accord RO)

Réponse n° 52: L'Inde note que les obligations énoncées à l'article 2 a), à l'article 2 b) et à l'article 2 c) ne figurent plus à l'article 3 après la période d'harmonisation. C'est vraisemblablement parce que les règles harmonisées seraient celles dont tous les Membres de l'OMC seraient convenus. Le processus conduisant à un système harmonisé de règles d'origine comporte nécessairement l'élimination des règles qui sont utilisées pour favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux ou qui créent des effets préjudiciables au commerce international. Ces règles arrêtées d'un commun accord seraient donc, par définition, celles qui ne sont pas utilisées pour favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux et qui ne créent pas d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international. Il serait d'ailleurs difficile à un Membre de pouvoir attaquer une règle d'origine convenue, dans la période postérieure au programme de travail pour l'harmonisation, au motif qu'elle serait utilisée au service d'objectifs commerciaux ou qu'elle créerait des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation.

53. Pourquoi une disposition équivalente à l'article 2 d) est-elle nécessaire après la période de transition (voir l'article 3 c) de l'Accord RO)

Réponse n° 53: Parce que, même dans le cadre de règles harmonisées, il resterait possible d'établir des discriminations entre les Membres. Après la période de transition, un Membre aurait sans doute encore la possibilité de prescrire des conditions plus strictes en matière d'étiquetage pour les importations que pour les produits d'origine nationale. De plus, un Membre pourrait appliquer une règle harmonisée telle que la TI+2, mais exclure de son application les produits en provenance de tel ou tel Membre.

54. *À propos du 19 C.F.R. § 102.21, veuillez répondre aux questions suivantes:*

a) *Quelles sont, en droit interne américain, la valeur juridique et la nature des dispositions énoncées dans 19 C.F.R. § 102.21?*

Réponse: L'article 102.21 a force de loi. Il a été promulgué à la suite d'un processus d'élaboration des règles comportant "avis et observations" en application de la Loi sur les procédures administratives, conformément à une directive légale précise figurant dans la loi dont il assure la mise en œuvre. C'est un règlement devant lequel les tribunaux judiciaires doivent s'incliner. Voir l'affaire *Chevron USA Inc. contre National Resources Defense Council*, 467 US 837 (1984).

Les règlements ayant force de loi lient à la fois l'importateur et l'administration. À toutes fins utiles, ils ont le même effet juridiquement contraignant qu'une loi votée par le Congrès, et les Douanes américaines ne sont pas libres de s'en écarter.

b) *Le Groupe spécial aurait-il pouvoir pour constater que 19 C.F.R. § 102.21, comme tel, est contraire aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC?*

Réponse: Oui, l'article 102.21 met en œuvre des textes votés par le Congrès, et du fait que ce règlement renferme des dispositions qui sont incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC, le Groupe spécial devrait avoir le pouvoir de constater que ce règlement est contraire à leurs obligations dans le cadre de l'OMC, exactement comme s'il s'agissait d'une loi votée par le Congrès en violation desdites obligations. De plus, les règlements douaniers relèvent du mandat du Groupe spécial.

c) *Si le Groupe spécial constatait que les articles 334 et/ou 405 sont incompatibles avec l'article 2 de l'Accord RO, aurait-il besoin de faire des constatations supplémentaires à propos de 19 C.F.R. § 102.21?*

Réponse: S'il est constaté que l'article 334 et l'article 405 (codifiés dans 19 U.S.C. § 3592) sont incompatibles avec cet accord, leurs règlements de mise en œuvre n'auraient aucune valeur juridique. Toutefois, comme l'Inde a expressément contesté la compatibilité des règlements douaniers avec les règles de l'OMC, elle considère que, dans le souci de ne rien omettre, le Groupe spécial devrait aussi constater que les règlements douaniers sont incompatibles avec les règles de l'OMC.

55. *Si les États-Unis n'avaient pas de régime contingentaire, pourrait-on dire que les règles i) de l'élaboration du tissu et ii) TI+2, en soi et à elles seules, ou comme telles:*

a) *Créent des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international?*

À l'article 2 c), le terme "en soi" précise bien que le but fondamental de cette disposition est de fixer des normes que les règles d'origine doivent respecter *quels que soient les instruments particuliers de politique commerciale auxquels elles sont liées*. L'Inde a démontré, et les États-Unis n'ont pas réfuté la démonstration, que la règle de l'élaboration du tissu et les distinctions entre les produits faites en vertu de la règle TI+2 "exigent le respect d'une certaine condition non liée à l'ouvraison", "imposent des prescriptions indûment rigoureuses" et "créent des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international", *qu'elles se soient appliquées au régime contingentaire actuel ou à tout autre instrument de politique commerciale*. Ce sont donc ces règles en soi et à elles seules, ou en tant que telles, qui ne satisfont pas aux critères énoncés dans les deux premières phrases de l'article 2 c).

Il ne faut pas perdre de vue que les règles d'origine déterminent les conditions de la concurrence pour les producteurs et les négociants dans le cadre du régime de contingentement actuellement en place, dans le cadre d'autres instruments de politique commerciale actuellement appliqués par les États-Unis *et des instruments de politique commerciale que les États-Unis pourraient adopter dans l'avenir*. Si les États-Unis devaient, par exemple, appliquer en 2004 une mesure de sauvegarde sous la forme d'un contingent d'importations réparti entre pays fournisseurs conformément à l'article XIII:2 d) du GATT, les distinctions faites en vertu de la règle TI+2 entre les produits détermineraient la répartition du contingent entre pays fournisseurs.

b) Sont destinées à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce?

La mention du fait d'"utiliser" les règles d'origine comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce à l'article 2 b) dit clairement que cette disposition fixe des critères auxquels les règles d'origine doivent satisfaire *lorsqu'elles sont liées à un instrument particulier de politique commerciale*. L'Inde a démontré que la règle de l'élaboration du tissu servait à accentuer le caractère protectionniste de ce régime et que les distinctions entre les produits faites en vertu de la règle TI+2 servaient à isoler les produits intéressants à exporter pour les Communautés européennes en vue de leur appliquer un traitement plus favorable.

De toute évidence, c'est dans le fonctionnement de leur régime de contingentement des textiles que l'on observe les principales restrictions, distorsions et désorganisations résultant de l'adoption par les États-Unis des règles d'origine des articles 334 et 405. Cela dit, à notre sens, il y a d'autres rapports sous lesquels ces nouvelles règles pourraient être considérées comme étant au service d'objectifs commerciaux.

Aux États-Unis, l'obligation de marquage est destinée, au moins en partie, à protéger les fabricants nationaux, en avertissant l'acheteur de l'origine d'un bien importé, de crainte que cette information ne pèse sur sa décision. Comme les règles de l'élaboration du tissu et TI+2 servent aux fins du marquage comme de l'administration des contingents, elles peuvent créer des effets de restriction ou de distorsion sur le commerce international.

C'est ainsi qu'entre autres plaintes à l'endroit des règles d'origine, l'UE leur reprochait le traitement des foulards de soie peints à la main. Le tissu de soie était élaboré en Chine, mais de là expédié en Europe, où il était cousu sous forme de foulards qui étaient ensuite peints à la main et vendus par des créateurs comme Hermès. Avant l'adoption de l'article 334, ces produits étaient marqués "Produits de France", ou autre pays où la décoration avait été exécutée. Les foulards de soie n'étaient pas soumis au contingent imposé par les États-Unis sur les textiles. En revanche, avec l'adoption de la règle de "l'élaboration du tissu" de l'article 334, les fabricants ont dû marquer ces foulards "Produit de Chine", au lieu de "Produit de France", changement qui a altéré les qualités marchandes et la valeur de ces articles. On peut penser que la modification du marquage ainsi exigée a désorganisé les échanges de ces articles, alors même qu'il n'y avait pas de contingent en jeu.

Par surcroît, vu que les marchandises qui ne portent pas dûment le marquage du pays d'origine sont considérées en vertu de la législation américaine comme "faisant l'objet de restrictions", qu'elles sont susceptibles d'être interdites à l'entrée du pays et sont soumises au prélèvement d'un "droit de marquage" spécial *ad valorem* de 10 pour cent, on pourrait estimer que l'adoption de ces règles a imposé une modification des prescriptions relatives au pays d'origine, des conditions d'admissibilité et des obligations en matière de marquage pour certains produits et créé des restrictions au commerce ou modifié celles qui existaient.

De plus, c'est le pays d'origine déterminé en application des articles 334 et 405 qui sert à désigner le pays d'origine sur les formulaires de déclaration en douane des États-Unis; les données

ainsi consignées sont alors utilisées pour établir les statistiques des importations américaines. Ainsi, admettons qu'un tissu importé qui n'est pas soumis à la règle TI+2 soit considéré comme valant 100 dollars à l'entrée des États-Unis. Il est fait d'un tissu "écru" élaboré en Chine d'une valeur de 10 dollars, à quoi s'ajoutent 90 dollars de valeur ajoutée en Espagne, où la teinture, l'impression et autres opérations génératrices de valeur ajoutée sont effectuées. Lorsque l'origine du produit est déterminée par application de la règle de l'"élaboration du tissu", la marchandise sera enregistrée, aux fins de l'établissement des statistiques américaines, comme la valeur de 100 dollars de tissu fabriqué en Chine et importé de Chine.

Il y a un certain nombre de moyens par lesquels ce type de recensement statistique pourrait exercer un effet de distorsion sur le commerce international. De toute évidence, il fausse les statistiques d'importation. Si, par exemple, dans le cadre d'une enquête antidumping sur des tissus finis originaires de Chine, il devenait nécessaire de déterminer le niveau des importations de ces tissus, les statistiques d'importation comptabiliseraient comme originaires de Chine des tissus qui auraient subi des opérations génératrices de valeur ajoutée en Espagne et attribueraient l'intégralité de la valeur de l'importation à la Chine. Ce genre de comptabilisation statistique pourrait donner l'impression que les importations en provenance de tel pays, disons l'Inde, étaient en hausse alors qu'en réalité elles pouvaient ne pas l'être.

56. Les parties pourraient-elles examiner si, et dans l'affirmative en quoi, la déclaration ci-après de l'Organe d'appel est pertinente en l'espèce:

La prescription visant à empêcher la distorsion des courants d'échanges énoncée aux articles 1:2 et 3:2 de l'Accord sur les licences se rapporte à toute distorsion des courants d'échanges qui pourrait être causée par l'institution ou l'application de procédures de licences, et n'est pas forcément limitée à la partie des courants d'échanges à laquelle les procédures de licences proprement dites s'appliquent. Il peut y avoir des cas où l'application des procédures de licences a, en fait, des effets de restriction ou de distorsion sur la partie des courants d'échanges qui n'est pas strictement visée par ces procédures.³⁴⁸

Réponse n° 56: La décision de l'Organe d'appel citée par le Groupe spécial clarifie deux questions. Tout d'abord, elle précise que les distorsions des courants d'échanges que les articles 1:2 et 3:2 de l'Accord sur les licences sont destinés à prévenir englobent les distorsions causées par l'institution de procédures de licences, et non pas seulement celles qui sont causées par leur application. Si une disposition de l'Accord sur les licences qui prohibe les procédures de licences exerçant des "effets de restriction ou de distorsion des courants d'échanges" est interprétée comme couvrant aussi les effets causés par l'institution des procédures, la disposition de l'Accord RO prohibant les règles d'origine qui "créent des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation" devrait pareillement être interprétée comme couvrant aussi les effets que crée l'institution des règles d'origine (au lieu des seuls effets causés par l'application des règles). Cette décision corrobore l'opinion de l'Inde, à savoir que les effets de restriction et de distorsion au sens de l'article 2 c) de l'Accord RO sont des effets qui ne trouvent pas leur expression dans les statistiques du commerce extérieur.

Deuxièmement, cette décision de l'Organe d'appel établit clairement que les termes "distorsion des courants d'échanges" doivent s'entendre dans une interprétation large pour couvrir aussi l'incidence d'une procédure de licences sur la partie du commerce international qui n'est pas

³⁴⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles ("CE – Volailles")*, WT/DS69/AB/R, adopté le 23 juillet 1998, DSR 1998:V, 2031, paragraphe 121.

rigoureusement visée par les procédures de licences. La démarche de l'Organe d'appel confirme que, comme le pense l'Inde, les termes "effets de distorsion du commerce international", à l'article 2 c), doivent être interprétés comme recouvrant aussi les effets préjudiciables d'une règle d'origine sur les échanges entre le Membre exportateur et un Membre autre que le Membre qui applique la règle d'origine.

57. Vous voudrez bien vous rappeler les positions et sous-positions du SH96 concernant le linge de lit:

"63.02 (linge de lit, de table, de toilette ou de cuisine)

6302.10 – linge de lit, en bonneterie

– autre linge de lit, imprimé

6302.21 – de coton

6302.22 – de fibres synthétiques ou artificielles

– autre linge de lit

6302.31 – de coton

6302.32 – de fibres synthétiques ou artificielles

6302.39 – d'autres matières textiles"

Veuillez répondre aux questions suivantes:

a) D'après les catégories du SH96 ci-dessus, est-il exact que le linge de lit qui occupe la première place dans les échanges commerciaux est fait soit de coton, soit de fibres synthétiques ou artificielles?

Réponse: Il est vrai que, d'une année sur l'autre, le commerce de linge de lit des États-Unis porte avant tout sur le linge de coton ou de fibres synthétiques ou artificielles. Cependant, cette conclusion découle de la configuration des courants d'échanges eux-mêmes, et non de la structure du SH.

b) Étant donné que le linge de lit de coton est normalement blanchi ou teint en blanc, mais non teint et imprimé, la règle TI+2 est-elle appropriée?

Réponse: Il n'est pas vrai que le linge de lit soit soit teint ou imprimé, mais non à la fois teint et imprimé. Dans certains cas, le linge de lit de coton est à la fois teint et imprimé, en particulier dans des tons pastels autres que le blanc et imprimé de motifs tels que fleurs, figures géométriques et personnages de bandes dessinées, entre autres. Du reste, le Système harmonisé (SH96) prévoit un classement à part pour le linge de lit imprimé: 6302.21 – autre linge de lit, imprimé – de coton; 6302.31 – autre linge de lit – de coton (c'est-à-dire autre qu'imprimé).

La teinture et l'impression accompagnées d'au moins deux opérations de finissage peuvent être effectuées sur tous les produits de coton. Ceux qui sont énumérés ci-dessous (autres que le linge de lit) sont soumis à des opérations TI+2:

- taies d'oreillers
- enveloppes de coussins
- couvre-lits
- linge de table
- linge de cuisine
- rideaux et
- serviettes de table

À l'adresse de l'Inde:

58. *À propos de l'article 405, veuillez répondre aux questions suivantes:*

a) *L'Inde allègue que l'article 405 favorise les produits intéressants à l'exportation pour les Communautés européennes par rapport aux produits intéressant les exportateurs des pays en développement (paragraphe 69 et 84, par exemple, de la première communication écrite de l'Inde). L'article 405 ne favoriserait-il pas les produits intéressants à exporter pour n'importe quel pays, et pas seulement les pays en développement?*

Réponse: L'article 405 défavoriserait les produits intéressants à exporter pour d'autres pays si ces pays avaient une base de production solide pour la fabrication de produits de coton, de laine ou de mélanges de fibres contenant plus de 16 pour cent de coton. Les pays en développement ont été mentionnés parce qu'ils ont de vastes capacités de production d'articles liés au coton et que, dans la plupart des cas, ils sont assujettis au régime contingentaire pour ces articles.

b) *En quoi les modifications législatives apportées par l'article 405 ont-elles porté préjudice à l'Inde ou porté atteinte à ses conditions de concurrence?*

Les modifications apportées à la législation par l'article 405 ont une incidence préjudiciable sur l'accès de l'Inde au marché américain et elles ont aussi changé pour elle les conditions de la concurrence du fait que tout en retenant la règle TI+2 pour conférer l'origine à un ensemble précis de produits, elles ont exclu de l'application de cette règle les produits finis de coton, de laine ou de mélanges de fibres contenant plus de 16 pour cent de coton. Cette règle et ses exceptions ont porté préjudice à l'Inde parce que celle-ci est un pays producteur de coton. Les tissus exportés vers les pays tiers et transformés en articles confectionnés suivant la règle TI+2 étaient désormais considérés comme d'origine indienne. Cela n'a fait que restreindre encore l'accès négocié au marché des États-Unis dont ces articles bénéficiaient avant la mise en application de l'article 334 et de l'article 405.

Les conditions de la concurrence ont été altérées du fait que les produits transformés et finis fabriqués à partir de produits indiens dans les pays tiers ne pouvaient être exportés aux États-Unis que si l'Inde était en mesure de remplir les contingents correspondants sans limite. Comme les contingents étaient limités, les débouchés de l'Inde l'ont été dans la même mesure.

En excluant les produits à base de laine et de coton du champ d'application de la règle TI+2, les États-Unis ont en fait faussé le système commercial international, désavantageant ainsi certains pays dotés de capacités de production cotonnière comme l'Inde. Cela a porté atteinte aux conditions de concurrence de l'Inde.

59. *L'Inde pourrait-elle indiquer où, dans ses communications, elle a formulé et défendu l'allégation suivant laquelle la règle de "l'assemblage dans un seul pays" énoncée à l'article 334 b) 1) D) est incompatible avec l'article 2 b) et c) de l'Accord RO? (Voir la réponse de l'Inde à la question n° 19)*

Réponse n° 59: L'Inde a fait figurer le texte de la règle de l'assemblage dans un seul pays, telle que celle-ci est énoncée à l'article 334 b) 1) D), dans sa réponse à la **question n° 19**, pour donner le contexte général des mesures en cause. L'Inde n'attaque pas la "règle de l'assemblage dans un seul pays" – mais le Groupe spécial a besoin de la connaître pour comprendre les exceptions à cette règle qui sont énoncées à l'article 334 b) 2) et à l'article 405 a) 3) c), dispositions que l'Inde attaque. Voir le paragraphe 16 de la deuxième communication de l'Inde.

60. *Au titre de l'article 2 d) de l'Accord RO, l'Inde allègue-t-elle que l'article 405 est contraire à l'article 2 d) parce qu'il aboutit à un traitement différencié (injustifiable) de "produits [de l'Inde et des Communautés européennes] étroitement liés"? (Paragraphe 68 de la deuxième communication de l'Inde). Dans la négative, veuillez donner davantage de précisions sur ce qu'est l'allégation de l'Inde au titre de l'article 2 d)?*

Réponse n° 60: L'allégation de l'Inde est que l'article 405 est contraire à l'article 2 d) parce qu'il aboutit à un traitement différencié (injustifiable) de produits (de l'Inde et des Communautés européennes) étroitement liés. Nous avons employé l'expression "étroitement liés" parce que les marchandises considérées sont faites dans des tissus de fibres différentes. Lorsqu'un foulard est fait dans un tissu de soie, il se voit attribuer l'origine du lieu de TI+2; en revanche, quand il est fait de coton, c'est du lieu où est élaboré le tissu écru qu'il est originaire. Du point de vue des techniques de production, ce sont des produits quasiment identiques, et il est totalement arbitraire de les distinguer aux fins de la détermination de leur origine.

61. *À propos du paragraphe 8 de sa seconde déclaration orale, l'Inde pourrait-elle en développer la proposition suivante: "la règle applicable au niveau du tissu, par définition, augmente les quantités importées de textiles qui se verraient conférer l'origine des pays soumis au contingentement"?*

Réponse n° 61: Cette affirmation est assurément vraie dans le cas des "pays ayant une branche de production de textiles qui sont assujettis à des restrictions contingentaires". Si le pays A possède une industrie fabriquant des tissus, la "règle applicable au niveau du tissu" fait de lui le pays d'origine des:

- 1) tissus élaborés dans le pays A (comme dans les pays non soumis à des contingents) et exportés aux États-Unis; et
- 2) tissus élaborés dans le pays A, qui sont soumis à des opérations d'ouvroison ultérieure dans un autre pays avant d'être expédiés aux États-Unis; et
- 3) articles confectionnés autres que les vêtements qui sont fabriqués dans d'autres pays (y compris ceux qui ne sont pas soumis à contingent) à partir de tissus élaborés dans le pays A.

Avant l'adoption des règles de l'article 334, seuls les produits de la catégorie 1) auraient été considérés comme des produits originaires du pays A. Après l'entrée en vigueur de l'article 334, les pays ayant des capacités de fabrication de tissus tendraient par définition à voir leurs attributions contingentaires s'épuiser plus vite s'ils délivraient des visas pour les textiles couvrant les produits désignés en 2) et 3) ci-dessus. D'un autre côté, si les pays producteurs de tissus s'abstenaient ou refusaient de délivrer de ces documents pour les produits des catégories 2) et 3), ces produits se verraient refuser l'admission aux États-Unis. En pareil cas, les finisseurs de tissus et les fabricants d'articles confectionnés souhaitant expédier leurs produits aux États-Unis cesseraient vraisemblablement de s'approvisionner en tissu auprès du pays A et se tourneraient à cette fin vers un pays qui ne serait pas soumis à des restrictions contingentaires.

Pour les pays qui possédaient des installations pour des activités manufacturières génératrices de valeur ajoutée (coupe et couture), mais non pour la fabrication de tissu, l'extension de la règle de "la fabrication du tissu" aux articles confectionnés signifiait avant tout qu'aucun des articles confectionnés que ces pays expédiaient auparavant aux États-Unis ne serait reconnu comme ayant leur origine. En conséquence, certains pays non producteurs de tissus [(Philippines, Hong Kong, Macao, par exemple)] se sont souvent trouvés à la tête d'attributions contingentaires leur permettant d'exporter

aux États-Unis certaines quantités d'articles textiles confectionnés, mais se sont heurtés au refus de ces mêmes États-Unis de les reconnaître comme pays d'origine de ces produits! Les attributions contingentaires accordées à ces pays devenaient par conséquent inutiles.

62. *Pour en revenir à la réponse de l'Inde à la question n° 19, son attaque contre les articles 334 et 405 en soi concerne-t-elle tous les produits admissibles? Sa contestation de l'application des articles 334 et 405 ne couvre-t-elle que les produits expressément ou implicitement spécifiés dans sa réponse à la question n° 19? Si tel est le cas, pourquoi cette différence? (À titre d'exemple, pourquoi, au point 3, la position TDH 6302.53 est-elle couverte, mais la position TDH 6302.52 ne l'est pas?)*

Réponse n° 62: Ainsi que l'Inde le notait dans sa réponse à la question n° 19:

Les allégations de l'Inde couvrent tous les produits visés qui ont été affectés par les règles d'origine des **États-Unis** énoncées à l'article 334 et à l'article 405 (codifiés dans 19 U.S.C. § 3592) et les règlements douaniers. Telle est notre allégation.

En vue de donner davantage de précisions, l'Inde a noté, dans le paragraphe qui suivait l'énoncé de ses allégations, certaines dispositions et positions du TDH. Elle les a citées à titre d'exemples, sans la moindre intention de circonscrire les produits admissibles aux positions du TDH énumérées.

Par conséquent, l'omission des positions 6302.52 et 6302.53 ne doit pas être considérée comme déterminante en ce qui concerne le champ auquel s'applique la critique de l'Inde.

63. *À propos de la réponse de l'Inde à la question n° 5 (3^{ème} paragraphe), la mention "ces articles" signifie-t-elle que ce serait le contingent applicable au linge de lit qui serait débité?*

Réponse n° 63: Dans sa réponse à la question n° 5, l'Inde a retenu le linge de lit comme exemple. Ainsi, la mention de "ces articles" ne renvoie pas seulement au linge de lit, mais à tout produit fini qui était contingenté.

Pour plus de précision, dans tous les cas où des produits finis sont fabriqués à partir de tissus indiens par un pays tiers puis exportés aux États-Unis, les restrictions contingentaires frappant ces produits finis sont appliquées à l'Inde en vertu de la "règle applicable au niveau du tissu". Tant le tissu écru que le produit fini (disons, du linge de lit à 100 pour cent de coton ou de polyester de coton contenant 80 pour cent de polyester et 20 pour cent de coton) sont contingentés par les États-Unis.

64. *L'Inde allègue que l'article 334 est utilisé "pour protéger la branche de production nationale des États-Unis". Pourrait-elle indiquer plus précisément quel segment de la branche de production nationale des États-Unis bénéficierait d'une quelconque protection? Seraient-ce, par exemple, les fabricants américains (éventuels) de tissu de coton, les fabricants américains (éventuels) de linge de lit, et ainsi de suite?*

Réponse n° 64: L'article 334 a protégé les intérêts des fabricants américains de textiles de diverses façons.

En tout premier lieu, il a protégé les fabricants **américains** de tissus contre la concurrence des fabricants étrangers de tissus. Supposons, par exemple, qu'un fabricant indien de tissus ait vendu du tissu de coton à un fabricant indien de draps de lit et à un fabricant philippin de draps de lit, et que ces derniers aient tous deux exporté leurs produits aux États-Unis. Sous l'empire de l'article 12.130, les draps de lit fabriqués en Inde seraient entrés aux États-Unis sous contingent indien et les draps de lit fabriqués aux Philippines sous un contingent philippin. Dans le cadre de l'article 334, en revanche,

les deux ensembles de draps de lit seraient d'origine indienne. Si l'Inde avait déjà épuisé son contingent pour les draps de lit en question, les draps de lit philippins, faits dans du tissu indien, ne pourraient pas être expédiés aux États-Unis. Le fabricant de tissu américain bénéficie ainsi d'une certaine protection contre les tissus de fabrication indienne.

Les fabricants de tissu américains se sont aussi vu conférer un avantage sur leurs concurrents des autres pays pour approvisionner le fabricant philippin de draps de lit dans l'exemple donné ci-dessus. Si ce fabricant s'approvisionnait en Chine ou en Turquie, il se trouverait assujéti au plafond contingentaire imposé sur les draps de lit en provenance de ces pays. Le *seul* moyen pour le fabricant philippin de fabriquer des draps de lit qui soient reconnus comme originaires des "Philippines" et donc admis à bénéficier du contingent alloué aux "Philippines", serait de les fabriquer à partir de tissu originaire des États-Unis. Rappelons en effet que les États-Unis n'ont pas suivi leur règle "de la fabrication du tissu" dans le cas des produits fabriqués à partir de tissu originaire des États-Unis, dont ils ont considéré qu'ils étaient originaires du dernier pays où ils avaient subi une ouvraison.

Ainsi, les fabricants **américains** de tissus et d'articles textiles autres que les vêtements se sont trouvés à la fois protégés contre la concurrence des importations et avantagés par rapport à tous leurs concurrents par l'effet de la promulgation des règles de l'article 334.

65. *Êtes-vous d'accord avec les États-Unis lorsqu'ils disent que "toute modification d'une règle d'origine peut être considérée comme favorisant un Membre par rapport à un autre, de sorte qu'une analyse par Membre n'est pas appropriée". (Voir la réponse des États-Unis à la question n° 11 b) (non souligné dans l'original), mais aussi le paragraphe 19 de leur seconde communication)*

Réponse n° 65: L'Inde n'est pas d'accord avec les États-Unis sur ce point. Une règle d'origine peut être modifiée pour diverses raisons. Durant la période de transition, par exemple, un Membre pourra passer d'un système reposant sur l'article 2 a) i) à un régime fondé sur l'article 2 a) iii). Ce serait là une modification compatible avec les règles de l'OMC qui ne favoriserait pas un Membre de l'OMC au détriment d'un autre. Une analyse par Membre est assurément indiquée, surtout dans le cadre de l'article 2 d). Bien entendu, toute modification doit être compatible avec les autres dispositions de l'article 2.

66. *Toute modification des courants d'échanges ou de leur structure, ou création d'incitations à modifier les courants d'échanges ou leur structure, constitue-t-elle, ipso facto, une "distorsion" du commerce international au sens de l'article 2 c) (voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 14)?*

Réponse n° 66: Non, pas en règle générale. Cela dit, en l'occurrence, les règles d'origine des États-Unis énoncées à l'article 334 et à l'article 405 ainsi que dans les règlements douaniers de mise en œuvre entraînent effectivement une distorsion du commerce.

L'Inde note que les termes "effets de distorsion du commerce international" doivent être interprétés dans leur contexte et à la lumière des objectifs de l'*Accord RO*. Le contexte établit clairement que la première phrase de l'article 2 c) n'est pas destinée à empêcher l'adoption de toutes les règles d'origine qui modifient la structure des courants d'échanges, mais seulement celles qui présentent des traits comparables aux caractéristiques évoquées dans la deuxième phrase de cette disposition. Le préambule de l'*Accord RO* dit bien que l'un des buts de cet accord est de faire en sorte que les règles d'origine ne créent pas "d'obstacles non nécessaires au commerce" et soient élaborées d'une manière "cohérente et neutre". Un effet de distorsion ne saurait donc être réputé procéder d'une règle d'origine qui est nécessaire, cohérente et neutre.

Le Dictionary of Economics (publié en 1987 aux éditions Macmillan Press sous la direction de John Eatwell) relève que "le fait de ne pas parvenir à l'efficacité globale de la production, c'est-à-dire de ne pas produire à la limite de l'ensemble des possibilités de produire existantes avec les ressources et la technologie disponibles, est considéré comme une distorsion". Les règles d'origine des États-Unis réduisent l'efficacité globale de la production en créant des incitations artificielles à modifier les intrants, les sources d'approvisionnement en intrants et les méthodes de production. De l'avis de l'Inde, ces distorsions sont créées par les règles d'origine qui ne sont pas nécessaires, cohérentes et neutres. La première phrase de l'article 2 c) prohibe de telles règles.

67. *La Chine a dit que les règles d'origine d'un Membre pouvaient avoir pour effet que "le commerce entre deux Membres subit une "restriction" ou une "désorganisation", cependant que le commerce entre l'un de ces deux Membres et un troisième Membre se trouve renforcé et libéralisé d'autant"? (Réponse de la Chine à la question n° 41 b)). Pareille redistribution des échanges constitue-t-elle une "restriction" du commerce au sens de l'article 2 c) de l'Accord RO?*

Réponse n° 67: La remarque de la Chine concerne la distorsion, plus que la restriction ou la désorganisation. Dans son intégralité, la phrase en question, figurant dans la réponse de la Chine à la **question n° 41 b)**, se lit comme suit: "Un effet "de distorsion" du commerce international doit donc raisonnablement s'entendre aussi d'un scénario dans lequel le commerce entre deux Membres subit une "restriction" ou une désorganisation, cependant que le commerce entre l'un de ces deux Membres et un troisième Membre se trouve renforcé et libéralisé d'autant". Ce cas de redistribution des échanges est cité là comme exemple de distorsion, et non pas de restriction, du commerce.

68. *À propos du paragraphe 45 de sa deuxième communication, l'Inde pourrait-elle expliquer plus précisément pourquoi "l'attribution d'une origine à un produit doit reposer sur la détermination du pays avec lequel ce produit possède un lien économique important"?*

Réponse n° 68: Comme l'ont relevé les observateurs commentant les règles d'origine, il y a en substance trois méthodes différentes de détermination de l'origine: "le critère technique (il faut que le produit issu d'un processus ou d'une opération dans le pays exportateur possède ses propriétés et sa composition spécifique propres qu'il ne possédait pas avant ce processus ou cette opération), le critère économique (travail accompli, dépense, ou matière, valeur ajoutée) et le critère du classement tarifaire (le processus ou opération effectué dans le pays exportateur aboutit à un produit classé dans une position de la nomenclature douanière différente de celle dont il relevait avant ce processus ou cette opération)".³⁴⁹ Ces méthodes ont toutes pour point commun que le produit se voit attribuer l'origine du pays où est créée la valeur ajoutée et où la nature du produit se trouve modifiée. Les trois exemples indiqués à l'article 2 a) ont tous cet élément en commun. C'est là-dessus que l'Inde se fonde pour dire qu'il faut que soit reconnu le pays avec lequel le produit a un lien économique important.

69. *À propos de sa réponse à la question n° 28, l'Inde pourrait-elle dire si les fabricants étrangers opérant en dehors du territoire indien (les producteurs communautaires par exemple) pourraient avoir accès aux contingents de textiles prévus à l'importation aux États-Unis pour l'Inde? Dans l'affirmative, les producteurs étrangers tirent-ils profit de cette possibilité?*

Réponse n° 69: Les contingents de textiles indiens sont attribués aux exportateurs menant des activités en Inde et enregistrés auprès des autorités compétentes. Dans cette mesure, les producteurs étrangers opérant en dehors du territoire de l'Inde, ce qui est le cas des producteurs communautaires, ne peuvent pas avoir accès aux contingents de textiles indiens pour l'importation aux États-Unis, sauf par l'intermédiaire de maisons d'exportation enregistrées en Inde.

³⁴⁹ J. Bourgeois, "Rules of Origin: An introduction," in Rules of Origin in International Trade: A Comparative Study, Edited by Edwin Vermulst, Paul Waer and Jacques Bourgeois (University of Michigan Press, 1994), pages 1-2.

70. En ce qui concerne la pièce n° 17 de l'Inde, il apparaît que le Groupe spécial n'a toujours pas de texte complet de 19 C.F.R. § 102.21 (aux paragraphes 14, 17 et 20 de sa deuxième communication, l'Inde cite les alinéas e) 1) et e) 2), par exemple, qui ne figurent apparemment pas dans la pièce n° 17 de l'Inde). Si c'est exact, l'Inde pourrait-elle communiquer le texte intégral de 19 C.F.R. § 102.21 (le cas échéant, prière d'en communiquer aussi une version électronique)?

Réponse n° 70: L'Inde communique ci-joint le texte intégral de 19 C.F.R. § 102.21, ainsi que la version en format pdf.

71. L'Inde a-t-elle des observations à faire sur la nouvelle pièce n° 7bis des États-Unis?

L'Inde note que le Groupe spécial avait posé aux États-Unis les questions suivantes:

Les États-Unis pourraient-ils communiquer un exemplaire de la publication suivante: United States International Trade Commission, Pub. No. 1695, The Impact of Rules of Origin on **United States** Imports and Exports (1985)? Y a-t-il une publication officielle plus récente du même type? (pas de caractères gras dans l'original)

L'Inde note aussi que les États-Unis ont en fait fourni le rapport suivant: "Standardization of Rules of Origin, Report to the Committee on Ways and Means, US House of Representatives on Investigation n° 332 – 239 under section 332 of the Tariff Act of 1930," USITC Publication [19 ... illisible]. **Mai 1987.**

Il s'agit là d'un rapport entièrement différent. Il ne comprend pas la citation évoquée par l'Inde dans la note de bas de page n° 5 de sa première communication. Il ne comprend pas non plus d'autres renseignements très utiles en ce qui concerne l'incidence économique des règles d'origine.

Néanmoins, l'Inde s'est procuré directement auprès de la Commission du commerce international des États-Unis un exemplaire de la publication en question (USITC Pub. n° 1695). Nous joignons ce rapport au présent document en tant que pièce n° 20 de l'Inde.

L'Inde tient à faire des observations sur ce rapport (Pub. n° 1695), qui est effectivement celui que le Groupe spécial avait demandé.

Sur le fond, l'Inde note que ledit rapport renferme de très utiles renseignements sur la prévisibilité et la clarté qu'apporterait le règlement douanier 19 C.F.R. 12.130 (voir les pages 30 et suivantes), ainsi que sur la difficulté de chiffrer l'incidence économique des règles d'origine.

Tout au long de la procédure en cours, l'Inde a bien précisé qu'elle ne considère pas que le Groupe spécial soit tenu de se pencher sur les données commerciales citées pour examiner les effets préjudiciables exercés sur le commerce et que l'article 2 c) n'aurait plus aucune utilité s'il était interprété comme obligeant le plaignant à démontrer l'incidence économique des règles d'origine à l'aide de statistiques du commerce extérieur. À cet égard, l'Inde tient à relever que l'ITC des États-Unis a elle-même reconnu la difficulté de chiffrer l'incidence économique d'une règle d'origine, en observant ce qui suit:

Quoique l'on s'accorde généralement à reconnaître que les règles d'origine ont bien un effet économique sur le commerce, l'effet d'une règle d'origine ne peut pas être isolé de tous les autres facteurs qui entrent en ligne de compte dans les décisions des entreprises. Par conséquent, il n'est pas possible de chiffrer l'incidence économique d'une règle d'origine.³⁵⁰

Pour mesurer les effets, il faut disposer de données sur la totalité des facteurs agissant sur les flux commerciaux, mais il n'est pas possible d'isoler l'effet de l'application d'une règle d'origine de la totalité des facteurs agissant sur les flux commerciaux, pas plus qu'il n'est possible d'isoler l'effet de l'application d'une règle d'origine de la totalité des autres facteurs qui ont part aux décisions des entreprises.³⁵¹

72. *Les États-Unis agiraient-ils en violation de l'article 2 de l'Accord RO si, parmi une série de règles d'origine envisageables, ils choisissaient celle qu'ils jugent la mieux faite pour protéger l'intégrité et l'efficacité du régime de contingentement des textiles, programme qui est légitimement destiné à protéger l'industrie textile nationale?*

Réponse n° 72: Aux yeux de l'Inde, les États-Unis n'utilisent pas les règles d'origine pour protéger "l'intégrité et l'efficacité" de leur régime contingentaire, mais pour rendre ce régime plus restrictif.

Ainsi que le préambule de l'Accord RO le dit tout net, il est souhaitable que les règles d'origine soient "claires et prévisibles". Toutefois, le préambule dit tout aussi nettement qu'il ne suffit pas que les règles d'origine soient claires et prévisibles. Il faut aussi qu'elles "ne compromettent [pas] les droits que les Membres tiennent du GATT" et qu'elles "soient élaborées et appliquées d'une manière impartiale, transparente, prévisible, cohérente et neutre". Dans l'affaire dont le Groupe spécial est saisi, les États-Unis n'ont pas adopté des règles d'origine pour protéger l'intégrité et l'efficacité de leur régime de contingentement des textiles, mais pour rendre celui-ci plus restrictif et en fausser l'application au profit des Communautés européennes. Si, tout bien pesé, les États-Unis estimaient que leurs règles d'origine antérieures n'assuraient pas l'intégrité et l'efficacité des divers instruments de politique commerciale qu'ils peuvent appliquer de manière compatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC, ils auraient vraisemblablement institué des changements non pour les seuls produits textiles et vêtements mais pour tous les produits. Le caractère spécifiquement sectoriel de leur législation et les distinctions subtiles qu'elle fait entre les produits n'ont absolument aucun lien avec le souci de protéger l'intégrité et l'efficacité des mesures de restriction des importations que les États-Unis peuvent appliquer en vertu des règles de l'OMC. Ils n'ont pas expliqué cet écart manifeste entre l'objectif déclaré et l'instrument prétendument utilisé pour faire aboutir cet objectif.

À l'adresse des États-Unis:

73. *À propos de la deuxième phrase de l'article 2 c), si l'on établit l'existence, par exemple, de "prescriptions indûment rigoureuses", est-il nécessaire à votre avis de prouver que ces prescriptions ont créé des effets réels sur le commerce international?*

³⁵⁰ US International Trade Commission, "The Impact of Rules of Origin on US Imports and Exports," *op. cit.*, page 7.

³⁵¹ *Ibid.*, page 77.

Observations de l'Inde:

Réponse n° 73: L'Inde considère que les États-Unis se sont déjà clairement expliqués sur ce point. En s'appuyant sur une interprétation axée sur le comportement de la première phrase de l'article 2 c) de l'*Accord RO*, l'Inde a établi l'existence *prima facie* d'une violation de cette disposition. Elle a démontré que cette interprétation se trouve corroborée par le texte de l'article 2 c) et son contexte, ainsi que par l'objet et le but de l'*Accord RO*. Comme elle le notait dans sa réponse n° 26 e) aux questions du Groupe spécial, la deuxième phrase de l'article 2 c) en développe la première. Les États-Unis ont approuvé cette démarche dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial.³⁵² Ils ont ainsi reconnu que, selon cette deuxième phrase, l'imposition de prescriptions indûment rigoureuses et de conditions non liées à la fabrication ou à l'ouvraison est *en tant que telle* incompatible avec l'article 2 c), quelle que soit son incidence effective sur le commerce.

³⁵² Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, 6 janvier 2003, paragraphe 16.

ANNEXE A-5

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE
SPÉCIAL À LA SUITE DE LA SECONDE RÉUNION

Aux deux parties:

46. Les parties pourraient-elles indiquer si les tableaux joints correspondent bien aux règles d'origine des États-Unis qui sont en cause en l'espèce?

1. Les États-Unis ont apporté des modifications aux tableaux du Groupe spécial, qu'ils ont indiquées par un double soulignement et des caractères gras, et y ont joint une explication de ces changements.

47. Les parties ont donné des descriptions légèrement différentes du régime de règles d'origine appliqué aux produits textiles avant la promulgation de l'article 334. L'Inde a avancé que ce régime, défini dans CFR 12.130, était un régime TI+2. Les États-Unis, pour leur part, paraissent laisser entendre que les déterminations de l'origine étaient établies sur la base des dispositions de CFR 12.130, mais aussi cas par cas. Dans ces conditions, le Groupe spécial apprécierait que les parties donnent des éclaircissements sur les deux points suivants:

a) De quelle marge d'appréciation les fonctionnaires des douanes des États-Unis disposaient-ils, le cas échéant, dans l'application de la règle TI+2 apparemment établie par CFR 12.130?

2. Avant l'entrée en vigueur de l'article 334, l'article 12.130 énumérait les opérations de fabrication qui étaient considérées comme suffisamment importantes pour conférer l'origine à un produit textile. Il énumérait aussi certaines opérations de fabrication qui n'étaient pas suffisantes pour conférer l'origine à un produit textile ou en changer le pays d'origine. Dans le cas des tissus, tant les opérations TI+2 que l'élaboration du tissu étaient considérées comme suffisamment importantes pour conférer l'origine et, dès lors que TI+2 étaient effectivement exécutées sur un tissu, les fonctionnaires des douanes n'avaient guère de latitude dans l'application de cette règle.

3. Comme les États-Unis l'ont indiqué à la seconde réunion avec le Groupe spécial, les fonctionnaires des douanes américaines disposaient d'une certaine marge d'appréciation dans l'application de ces règles pour déterminer l'origine. Comme lesdites règles ne traitaient pas directement tous les scénarios de fabrication concevables pour certaines marchandises, elles laissaient tout naturellement une certaine marge d'appréciation. En qualifiant les déterminations de l'origine établies en application de ce règlement 12.130 de déterminations au "cas par cas", les États-Unis songent avant tout à celles qui concernaient le pays d'origine des vêtements et de certains articles plats et autres articles confectionnés.

4. Dans le cas de la plupart des tissus, articles plats et autres articles confectionnés, qui normalement n'étaient pas assujettis à la règle TI+2, les opérations de transformation effectivement exécutées dans un pays étaient examinées pour déterminer correctement l'origine. En d'autres termes, les fonctionnaires des douanes américaines avaient une certaine latitude pour déterminer, au cas par cas, où serait conférée l'origine.

b) S'il y avait une liberté d'appréciation dans le cadre de CFR 12.130, pourrait-on dire que, du même coup, les fonctionnaires des douanes américaines jouissent actuellement de la même liberté pour appliquer la règle TI+2 dans le cadre de l'article 405?

5. Les fonctionnaires des douanes américaines ont autant de liberté d'appréciation pour appliquer la règle TI+2 à présent dans le cadre de l'article 405 qu'ils en avaient dans celui du règlement de l'article 12.130. Toutefois, l'article 334 limite le pouvoir d'appréciation qu'ils peuvent exercer pour déterminer le pays d'origine des produits qui ne satisfont pas aux principes directeurs de l'article 405.

48. Les dispositions de l'article 2 b), c) et d) de l'Accord RO évoquent les "règles d'origine" au pluriel. Les parties conviennent-elles que, nonobstant l'emploi du pluriel, il ressort des dispositions en question qu'elles portent sur les règles d'origine prises individuellement dans leur application à tel ou tel produit, plutôt que sur le régime de règles d'origine d'un Membre?

6. Non. Comme l'indique l'emploi du pluriel, "règles", les dispositions de l'article 2 b), c) et d) portent sur le régime de règles d'origine (les méthodes en la matière) d'un Membre. Pour voir dans quelle mesure cet article est respecté, il faut examiner le régime de règles d'origine d'un Membre et son administration. Les rédacteurs ont délibérément traité le régime de règles dans ces dispositions au lieu de s'en tenir aux règles prises en particulier.

49. Les deux parties ont soutenu que la protection d'une branche de production nationale serait un objectif en matière de commerce au sens de l'article 2 b) de l'Accord RO. Sur quoi vous fondez-vous pour aboutir à cette conclusion?

7. Pour les besoins de la procédure en cours et dans le souci d'éviter toute confusion, étant donné que l'Inde n'a pas établi *prima facie* le bien-fondé de ses allégations, les États-Unis ont accepté sa thèse que la protection d'une branche de production nationale constituerait un objectif commercial au sens de l'article 2 b) de l'Accord RO. À ce titre, les arguments des États-Unis sur le point de savoir si le protectionnisme pourrait être un objectif commercial ne répondaient qu'aux allégations de l'Inde concernant leurs mobiles et leurs comportements. Du reste, ils notent que l'article 2 b), dans sa première clause, constate que les règles d'origine peuvent être liées à des mesures ou instruments de politique commerciale qui peuvent exercer un effet protectionniste et qu'il ne faudrait pas confondre l'objectif et l'effet de ces mesures et instruments avec ceux des règles elles-mêmes ni les attribuer à celles-ci. Les États-Unis ne peuvent pas souscrire à une proposition générale affirmant que la protection d'une branche de production nationale est *ipso facto* un objectif commercial inadmissible au sens de l'article 2 b).

50. Aux fins de l'application de l'article 2 b), cela fait-il une différence que les règles d'origine soient adoptées par un Membre de son propre chef ou à la demande d'un partenaire commercial?

8. Toutes les règles d'origine sont adoptées par un Membre de son propre chef, que ce soit ou non à la suite de consultations avec un autre Membre. D'une manière comme de l'autre, la question de savoir si les règles sont utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce dépend nécessairement des faits de la cause. De plus, comme les États-Unis l'ont déjà indiqué en l'espèce, régler un différend porté devant l'OMC à des conditions particulières à l'issue d'une négociation, conformément aux buts et objectifs du Mémoire d'accord et du cadre de l'OMC sur le règlement des différends, ne saurait être un objectif commercial prohibé dans le contexte de l'article 2 b).

51. S'agissant de l'article 2 d) de l'Accord RO, veuillez donner des détails sur le sens et le but de la première clause ("les règles d'origine qu'ils appliqueront aux importations et aux exportations ne seront pas plus strictes que celles qu'ils appliqueront pour déterminer si une marchandise est ou non d'origine nationale"). Veuillez donner un exemple de situation typique que la première clause est censée viser.

9. La première clause de l'article 2 d) est destinée à interdire aux Membres d'utiliser les règles d'origine pour favoriser la production nationale en appliquant des conditions plus strictes aux importations qu'aux marchandises d'origine nationale. Cela exclurait, par exemple, qu'un Membre qui retient le critère du pourcentage *ad valorem* dans ses règles d'origine en matière de marchés publics exige un pourcentage plus élevé pour déterminer le pays d'origine d'un produit importé que celui qu'il retient dans le cas d'un produit d'origine nationale. Toutefois, la première clause reconnaît qu'une détermination de l'origine nationale peut impliquer un critère plus rigoureux que celui qui est appliqué aux marchandises importées.

52. Pourquoi une disposition équivalente i) à l'article 2 b) de l'Accord RO et ii) à l'article 2 c) de l'Accord RO n'est-elle plus nécessaire après la période de transition? (Voir l'article 3 de l'Accord RO)

10. La construction de l'article 3 de l'Accord RO souligne encore que l'analyse en l'espèce doit être centrée sur les règles d'origine *en soi* et ne pas faire de place ni prise à la moindre analyse ou hypothèse concernant les objectifs ou les effets des mesures auxquelles les règles d'origine sont susceptibles d'être liées. Dès la mise en application des résultats du programme de travail pour l'harmonisation, tous les Membres utiliseront les mêmes règles d'origine. L'Accord RO reconnaît qu'à ce moment-là il serait purement et simplement invraisemblable de déterminer que les règles d'origine d'un seul Membre sont *en soi* - envisagées en dehors de toute mesure ou de tout instrument de politique commerciale auxquels elles seraient liées – un instrument destiné à favoriser la réalisation d'un objectif commercial ou créant des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international. En particulier, lorsque l'article 3 sera entré en application, des mesures ou instruments de politique commerciale créant des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international continueront à être institués et mis en œuvre par le jeu des règles d'origine. L'absence à l'article 3 de dispositions équivalentes à l'article 2 b) et à l'article 2 c) souligne que le critère à appliquer au titre de l'article 2 ne doit pas non plus confondre les objectifs et les effets d'une mesure ou d'un instrument de politique commerciale particuliers avec les objectifs et les effets des règles d'origine elles-mêmes.

53. Pourquoi une disposition équivalente à l'article 2 d) est-elle nécessaire après la période de transition? (Voir l'article 3 c) de l'Accord RO)

11. La disposition de l'article 3 équivalente à l'article 2 d) demeurera nécessaire parce que, comme l'Accord RO le reconnaît, malgré l'achèvement et la mise en œuvre de l'harmonisation, les Membres resteront en mesure d'appliquer, pour déterminer si une marchandise est d'origine nationale, des règles plus rigoureuses que les règles d'origine harmonisées appliquées aux importations et aux exportations.

54. À propos de 19 C.F.R. § 102.21, veuillez répondre aux questions suivantes:

a) Quelles sont en droit interne américain la valeur juridique et la nature des dispositions énoncées dans 19 C.F.R. § 102.21?

12. L'article 334 a) chargeait le Secrétaire au Trésor de prescrire des règles pour assurer la mise en œuvre des principes énoncés à l'article 334 de la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay (URAA) aux fins de la détermination de l'origine des produits textiles et des vêtements. Le règlement dont le texte figure dans 19 C.F.R. § 102.21 a été pris dans l'exercice de ce pouvoir et promulgué suivant les dispositions de la Loi sur les procédures administratives et, à ce titre, il a force de loi aux États-Unis. Le règlement de l'article 102.21 renferme les modifications adoptées à titre provisoire pour aligner le texte réglementaire sur les modifications apportées par le législateur à l'article 334 de l'URAA et énoncées à l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement. Ces modifications ont été soumises aux observations du public et sont en vigueur en attendant la parution

du règlement définitif. Partant, les dispositions réglementaires de 19 C.F.R. § 102.21, y compris les modifications provisoires, sont juridiquement contraignantes.

b) *Le Groupe spécial aurait-il pouvoir pour constater que 19 C.F.R. § 102.21, comme tel, est contraire aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC?*

13. Le Groupe spécial a le pouvoir de constater que toute allégation qui relève dûment du mandat assigné en l'espèce et dont l'Inde a établi *prima facie* le bien-fondé sans que les États-Unis la réfutent est contraire aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC. Toutefois, l'Inde n'a pas établi *prima facie* que l'article 102.21 soit contraire aux obligations des États-Unis, ayant omis de citer l'article 102.21 dans sa première communication et fourni dans sa seconde communication des arguments qui ne touchaient pas au fond.

c) *Si le Groupe spécial constatait que les articles 334 et/ou 405 sont incompatibles avec l'article 2 de l'Accord RO, aurait-il besoin de faire des constatations supplémentaires en ce qui concerne 19 C.F.R. § 102.21?*

14. Le Groupe spécial ne saurait conclure que l'article 102.21 est incompatible avec les obligations des États-Unis si l'Inde n'a pas établi *prima facie* le bien-fondé de ses allégations en ce qui concerne chacune des mesures en cause en l'espèce, et l'on ne peut pas partir du principe qu'une mesure est incompatible avec les obligations des États-Unis parce qu'il a été constaté qu'une autre l'était. Pour constater que 19 C.F.R. § 102.21 est incompatible avec les obligations des États-Unis au regard des articles 2 b) à e), il faudrait s'appuyer sur une démonstration établissant *prima facie* en quoi les règles qui y sont définies sont incompatibles avec les obligations constatées dans chacune des dispositions.

55. *Si les États-Unis n'avaient pas de régime de contingentement, pourrait-on dire que i) la règle de l'élaboration du tissu et ii) la règle TI+2, en soi et à elles seules, ou comme telles:*

a) *créent des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international?*

15. Non. Comme les États-Unis l'ont déjà expliqué, la règle de l'élaboration du tissu de l'article 334 et la règle TI+2 de l'article 405 ont été adoptées pour saisir au mieux le lieu où un produit nouveau est élaboré et pour faciliter l'harmonisation des règles d'origine, en même temps que pour combattre le contournement des contingents en empêchant la réexpédition illicite. Les deux premiers de ces objectifs demeurent valides qu'il y ait ou non un régime de contingentement en place (et de fait, tant l'article 334 que l'article 405 resteront en vigueur après l'expiration en 2005 du régime ATV). Les États-Unis ne considèrent pas, et surtout l'Inde n'a pas prouvé, que soit la règle de l'élaboration du tissu, soit la règle TI+2 aient en soi et à elles seules créé des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international. D'ailleurs, les données présentées par les États-Unis dans leurs pièces n° 8 et 9 prouveraient nettement le contraire. (À la seconde réunion avec le Groupe spécial, la délégation indienne a observé, à propos de la pièce n° 9 des États-Unis, que les chiffres des importations en volume auraient été plus utiles pour mesurer les effets sur le commerce que les données en valeur. Aussi, dans leur pièce n° 10, ci-jointe, les États-Unis présentent-ils en volume (kilogrammes) leurs importations de linge de lit, de table et de bain (toilette) des positions 6302 de leur TDH. En volume comme en valeur, les importations américaines de ces produits, en provenance du reste du monde comme en provenance d'Inde, affichent des hausses notables soutenues d'une année sur l'autre, y compris dans la période 1995 à 1997, où leur taux d'accroissement en volume est comparable à leur taux d'accroissement en valeur dans les deux cas. Les statistiques d'importation, en volume ou en valeur, réfutent par conséquent également l'allégation de restriction, distorsion ou désorganisation du commerce avancée par l'Inde).

b) sont destinées à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce?

16. Non. Tant la règle de l'élaboration du tissu que la règle TI+2 facilitent la réalisation d'objectifs commerciaux tels que la transparence et la prévisibilité. Le fait d'avoir des règles d'origine qui reposent sur des principes économiquement rationnels et qui sont harmonisées avec celles des partenaires commerciaux et celui de régler les différends d'une manière mutuellement satisfaisante jouent dans le sens, plutôt qu'à l'encontre, des principes de l'*Accord RO*.

56. Les parties pourraient-elles examiner si, et dans l'affirmative en quoi, la déclaration ci-après de l'Organe d'appel est impertinente en l'espèce:

La prescription visant à empêcher la distorsion des courants d'échanges énoncée aux articles 1:2 et 3:2 de l'Accord sur les licences se rapporte à toute distorsion des courants d'échanges qui pourrait être causée par l'institution ou l'application de procédures de licences, et n'est pas forcément limitée à la partie des courants d'échanges à laquelle les procédures de licences proprement dites s'appliquent. Il peut y avoir des cas où l'application des procédures de licences a, en fait, des effets de restriction ou de distorsion sur la partie des courants d'échanges qui n'est pas strictement visée par ces procédures.³⁵³

17. Cette déclaration de l'Organe d'appel, comme le contexte dans lequel elle s'inscrivait, est pertinente en ce sens qu'elle souligne la nécessité d'un lien de causalité entre une mesure dont il est allégué qu'elle fausse les échanges et une distorsion quelconque des échanges.

18. Dans l'affaire *CE – Volailles*, il fallait examiner si les procédures de licences des Communautés européennes avaient des effets de restriction ou de distorsion des échanges en violation des articles 1:2 et 3:2 de l'Accord sur les licences. L'Organe d'appel était d'avis, à l'instar du Groupe spécial, que comme le Brésil avait entièrement utilisé sa part du contingent tarifaire et que "le volume en chiffres absolus des exportations brésiliennes [du produit considéré] ... vers les Communautés européennes [était] en augmentation depuis l'imposition du contingent tarifaire", le Brésil n'avait pas prouvé que les procédures de licences avaient causé une diminution de sa part de marché pouvant être qualifiée de "distorsion des courants d'échanges".³⁵⁴ L'Organe d'appel a noté que le Brésil devait établir "un lien de causalité entre l'imposition de la procédure de licences communautaire et la distorsion alléguée des courants d'échanges".³⁵⁵

19. C'est aussi cet "élément essentiel de causalité"³⁵⁶ qui manque en l'espèce. L'Inde n'a pas montré en quoi sa vague allégation de désorganisation de l'activité de quelques exportateurs prouve que les règles d'origine des États-Unis faussent les échanges, surtout si l'on considère les éléments concrets présentés par les États-Unis tendant à prouver que leur commerce avec l'Inde des produits précis qui sont l'objet de sa plainte a en fait augmenté depuis la promulgation des règles (pièces n° 8 et n° 9 des États-Unis), sans compter le fait que les contingents attribués à l'Inde se sont accrus dans le même temps. Malgré les affirmations contraires de l'Inde, il est évident que les précédents groupes spéciaux de l'OMC et l'Organe d'appel ont toujours exigé du plaignant qu'il établisse un lien de causalité entre la mesure dont il prétend qu'elle a faussé ses échanges et les statistiques commerciales.

20. Au-delà de ce point, la déclaration en question de l'Organe d'appel a peu de rapport avec le présent différend. Elle signifie que les obligations découlant de l'Accord sur les licences qui étaient en cause dans l'affaire *CE – Volailles* s'appliquent plus largement qu'aux seuls échanges sous

³⁵³ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, *supra*, paragraphe 121.

³⁵⁴ *Ibid.*, paragraphes 125 et 126.

³⁵⁵ *Ibid.*, paragraphe 127.

³⁵⁶ *Ibid.*, paragraphe 127.

contingent. Ces propos s'inscrivaient dans un contexte précis, dans lequel le Brésil se plaignait de ce que le Groupe spécial *CE – Volailles*, pour apprécier les effets des procédures de licences communautaires, avait indûment fait la constatation générale que les dispositions de l'Accord sur les licences, "tel qu'il [était] applicable en l'espèce, ne port[aient] que sur les importations effectuées dans la limite du contingent". Tout en essayant par cette déclaration de conjurer l'impression fausse que l'Accord sur les licences limitait d'une manière ou d'une autre l'examen de la distorsion du commerce aux échanges s'inscrivant dans le cadre d'un contingent, il n'en venait pas moins, au paragraphe 122, à la constatation que, selon ses propres dispositions, la mesure en question s'appliquait uniquement aux échanges effectués "dans le cadre du contingent". L'Organe d'appel a en conséquence conclu que le Groupe spécial se bornait à signaler ce "fait assez évident" et il a confirmé sa constatation. Partant, il est difficile de tirer la moindre conclusion utile de cette déclaration de l'Organe d'appel, sinon qu'il doit y avoir un lien de causalité entre une mesure dont il est allégué qu'elle entraîne une distorsion des échanges et toute distorsion des échanges.

57. Vous voudrez bien vous rappeler les positions et sous-positions du SH96 concernant le linge de lit:

"63.02 (linge de lit, de table, de toilette ou de cuisine)

6302.10 - linge de lit en bonneterie

- autre linge de lit, imprimé;

6302.21 - - de coton

6302.22 - - de fibres synthétiques ou artificielles

6302.29 - - d'autres matières textiles

- autre linge de lit

6302.31 - - de coton

6302.32 - - de fibres synthétiques ou artificielles

6302.39 - - d'autres matières textiles"

Veuillez répondre aux questions suivantes:

a) D'après les catégories du SH96 ci-dessus, est-il exact que le linge de lit qui occupe la première place dans les échanges commerciaux est fait soit de coton, soit de fibres synthétiques ou artificielles?

21. Selon les statistiques d'importation établies par la Commission du commerce international des États-Unis, c'est le linge de lit de coton qui vient au premier rang, suivi de celui de fibres synthétiques ou artificielles et de l'"autre linge de lit". Pour l'année civile 2001, le coton aura représenté 85,4 pour cent de importations américaines en valeur de marchandises de ces sous-positions du SH96, les fibres synthétiques ou artificielles, 13,4 pour cent et l'"autre linge de lit", 1,2 pour cent.

b) Étant donné que le linge de lit est normalement blanchi ou teint en blanc, mais non teint et imprimé, la règle TI+2 est-elle appropriée?

22. Les États-Unis notent que le linge de lit de coton, qui est blanchi ou teint en blanc, peut aussi être imprimé, mais comme nous l'avons aussi observé, il n'est pas normalement teint et imprimé (de même que la laine n'est pas normalement utilisée pour les draps de lit et les taies d'oreiller). Il s'ensuit que la règle TI+2 ne serait ni "appropriée" ni valable pour ces produits. Comme ceux-ci sont normalement découpés en longueur et ourlés, l'application de la règle de l'"élaboration du tissu" en vertu de l'article 334 et de l'article 405 aboutit à la même origine que l'application de 19 CFR 12.130.

À l'adresse des États-Unis:

73. À propos de la deuxième phrase de l'article 2 c), si l'on établit l'existence de "prescriptions indûment rigoureuses", par exemple, est-il nécessaire, à votre avis, de prouver ensuite que ces prescriptions ont créé des effets réels sur le commerce international?

23. Oui, il serait nécessaire de prouver que l'existence des éléments de l'article 2 c) ont créé des effets réels sur le commerce international. La deuxième phrase de l'article 2 c) n'est pas autonome, elle sert à définir le type de règles d'origine qui "en soi" pourraient répondre à la condition de la première phrase – par opposition au cas où la simple mise en œuvre d'une mesure par l'application de telle ou telle règle d'origine crée des "effets réels sur le commerce international". L'article 2 c) n'exclut pas les "prescriptions", les "prescriptions rigoureuses", ou les "prescriptions indûment rigoureuses". Comme les États-Unis l'exposent dans leur réponse à la question n° 74, l'article 2 c) proscriit les "conditions indûment rigoureuses ... comme condition préalable à la détermination du pays d'origine". Pour déterminer si une telle prescription est "indûment rigoureuse", il est nécessaire, à leur sens, d'examiner les effets réels sur le commerce international. Si ladite prescription avait une incidence notable sur le commerce international, elle donnerait raison au Membre qui alléguerait qu'elle est "indûment rigoureuse". De même, en l'absence de toute incidence sur les échanges, elle donnerait raison au Membre qui estimerait qu'elle n'est pas "indûment rigoureuse". D'un autre côté, ainsi qu'on le verra plus loin dans la réponse des États-Unis à la question n° 74, il y a certaines de ces prescriptions qu'il leur paraîtrait juste, à première vue, de qualifier d'"indûment rigoureuses", même en l'absence d'effet sur les échanges. Il n'empêche que même si une mesure pouvait être qualifiée d'"indûment rigoureuse" en l'absence d'effet sur le commerce, elle ne serait incompatible avec l'article 2 c) que si le Membre plaignant établissait qu'elle a créé des effets réels sur le commerce international en violation des dispositions de la première phrase de l'article 2 c).

24. Appliquée dans le cadre de la mise en œuvre d'une mesure déterminée, toute règle d'origine - et très certainement toute modification d'une règle d'origine – pourrait probablement être considérée comme ayant un effet sur le commerce international. En pareil cas, toutefois, il y a tout à parier que l'application d'une règle d'origine non préférentielle qui est seulement "rigoureuse" (un critère de 60 pour cent *ad valorem* par exemple) ne serait pas regardée comme créant en soi "des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international". Au contraire, une règle d'origine non préférentielle qui, par exemple, implique un critère *ad valorem* encore plus élevé, en même temps qu'elle impose une certaine technologie pour la fabrication, pourrait être considérée comme "indûment rigoureuse" et, en ce cas, pourrait bien amener à conclure que la règle d'origine en question crée en soi des "effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international" – à supposer que cette situation ait aussi été établie.

74. S'agissant de l'article 2 c) de l'Accord RO, veuillez indiquer plus en détail en quoi la seconde clause de la deuxième phrase de l'article 2 c) pourrait s'interpréter comme la description d'une situation créant des effets de restriction du commerce international.

25. Aux termes de l'article 2 c), "les règles d'origine ne créeront pas en soi d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international. Elles n'imposeront pas de prescriptions indûment rigoureuses ni n'exigeront, comme condition préalable à la détermination du pays d'origine, le respect d'une certaine condition non liée à la fabrication ou à l'ouvrage. Toutefois, les coûts non directement liés à la fabrication ou à l'ouvrage pourront être pris en compte aux fins d'application du critère du pourcentage *ad valorem*, conformément à l'alinéa a)". La deuxième phrase fait comprendre une manière possible pour les règles d'origine de créer des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international et sa seconde clause nuance la première clause. En d'autres termes, l'article 2 c) ne proscriit pas les "prescriptions indûment rigoureuses"; il proscriit les "prescriptions indûment rigoureuses ... comme condition préalable à la détermination du pays d'origine". De même, l'article 2 c) n'interdit pas d'"exiger ... le respect d'une certaine condition

non liée à la fabrication ou à l'ouvraison", sauf "comme condition préalable à la détermination du pays d'origine".

26. La règle d'origine qui met en œuvre une mesure particulière exigeant l'accomplissement d'un processus de fabrication ("l'assemblage", par exemple, comme critère) pourra avoir un effet sur le commerce international, mais ne sera pas nécessairement considérée comme une règle d'origine qui crée en soi des "effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international". En revanche, une règle d'origine exigeant le respect d'une condition non liée à la fabrication ou à l'ouvraison (la nationalité du propriétaire de l'entreprise, par exemple, ou l'obligation de recourir au personnel d'un certain ordre religieux pour aboutir à une certaine détermination de l'origine) pourrait être considérée comme une règle d'origine qui crée en soi des "effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international" – si cette situation a aussi été établie.

27. Une règle d'origine exigeant le respect d'une certaine condition non liée à la fabrication ou à l'ouvraison comme condition préalable de la détermination du pays d'origine serait, par exemple, celle qui imposerait une certaine nationalité de l'actionnariat de la société ou qui exigerait qu'une marchandise soit certifiée par plusieurs autorités, du pays exportateur suivant, une procédure demandant beaucoup de temps, pour pouvoir être déclarée originaire de ce pays. Pareille règle, rappelons-le, pourrait être considérée comme créant *en soi* des "effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international", si cette situation a aussi été établie.

75. *Les États-Unis pourraient-ils indiquer plus en détail pourquoi ils pensent que l'article 2 de l'Accord RO permet aux Membres d'appliquer des règles d'origine qui reposent sur des distinctions ténues entre les produits?*

28. L'article 2 énonce certaines disciplines que les Membres devront appliquer durant la période de transition, jusqu'à ce que le programme de travail débouchant sur la mise en œuvre des règles d'origine par produit harmonisées soit achevé. Les États-Unis croient donc comprendre que le Groupe spécial demande si l'article 2 interdit aux Membres d'appliquer des règles d'origine qui reposent sur des distinctions "ténues" entre les produits. Il ne le fait pas. Les règles d'origine des États-Unis sont fonction des produits et, comme on le verra plus loin, fonctionnent sur la base de distinctions entre produits. Les États-Unis ne sont pas au fait d'un critère qui, dans le cadre de l'Accord RO, établirait si certaines distinctions entre des produits (dont rend compte le tarif douanier d'un Membre) sont réputées "ténues", alors que d'autres distinctions du tarif douanier d'un Membre ne le sont vraisemblablement pas.

29. En premier lieu, les règles d'origine font nécessairement des distinctions entre les produits en fonction des caractéristiques de ces produits et de la nature de la branche de production qui intervient. Une seule et unique règle pour tous les produits serait si vague qu'elle exigerait une élucidation cas par cas (comme la "transformation substantielle", par exemple), sauf à être administrée de manière arbitraire. Le présent différend a clairement montré toute la complexité de la détermination de l'origine de certains produits textiles. L'Accord RO envisage manifestement la possibilité pour les Membres d'imposer des règles par produit, ainsi que le démontre l'article 2 a) iii), qui autorise les Membres à utiliser un critère lié à la fabrication ou à l'ouvraison pour conférer l'origine; comme des produits différents font l'objet d'opérations ou processus de fabrication/ouvraison différents, il faudrait des critères différents (et des règles différentes) selon les produits.

30. S'il est loisible à un Membre d'avoir des règles différentes pour des produits différents, quelles sont les disciplines que l'Accord RO lui impose pour distinguer les produits? Assurément, l'Accord n'exige pas la même règle pour tous les produits "similaires" ou "directement concurrents". Pareille prescription ne figure pas dans le texte de l'Accord RO ni ne saurait être déduite d'aucune des dispositions de l'article 2, et l'Inde n'a d'ailleurs pas prétendu qu'elle le devrait. Au surplus, cet accord n'exige pas les mêmes règles pour tous les produits qui sont semblables d'une autre manière. Là

encore, pareille prescription n'est pas énoncée dans l'Accord, et ne saurait pas d'avantage être déduite de l'une quelconque de ces dispositions. Ainsi, il ne serait pas juste d'interpréter l'*Accord RO* comme interdisant aux Membres de distinguer dans leurs règles entre les produits – que ces produits soient "similaires", "directement concurrents" ou semblables d'une certaine autre manière, et même si ces règles par produit sont perçues comme fondées sur des distinctions jugées en un sens "ténues".

76. *Le fait d'avoir accédé aux demandes des Communautés européennes et la promulgation en conséquence de l'article 405 ont-ils compromis les objectifs déclarés dans le SAA de l'adoption de l'article 334?*

31. Non. Les objectifs de l'article 334 indiqués dans le SAA n'ont pas été compromis par l'article 405. Il convient d'observer en premier lieu que, si cet article 405 est issu des consultations avec les Communautés européennes, les "demandes des Communautés européennes" ne sont cependant pas toutes reprises dans les règles que les États-Unis ont adoptées à l'article 405. Au surplus, celles qui y sont reprises ont été adoptées d'une manière que les États-Unis considéraient comme appropriées pour ne pas ruiner les principes essentiels de l'article 334. Les objectifs de l'article 334 étaient de faire toute sa place au rôle important que l'assemblage joue dans la fabrication d'un vêtement; de prévenir le contournement par le jeu de la réexpédition illicite, d'harmoniser la pratique des États-Unis avec celle de ses principaux partenaires commerciaux et de favoriser la réalisation des buts de l'*Accord RO*. Les modifications apportées par l'article 405 sont restées sans effet sur deux de ces objectifs. Premièrement, l'harmonisation visait d'abord à éliminer la coupe comme opération conférant l'origine, et l'article 405 n'y a rien changé. Deuxièmement, l'existence de règles claires, concises et prévisibles marque l'accomplissement d'un progrès dans le sens des buts de l'*Accord RO*, et cela aussi est resté inchangé. De même, il est apparu qu'avec des directives claires à l'intention des importateurs et des fonctionnaires des douanes américaines, il serait plus difficile de tourner les règles et plus facile de détecter le contournement. Cela est également resté inchangé, parce que l'article 405, comme l'article 334, donne une direction concise en ce qui concerne les déterminations de l'origine.

32. De plus, comme ils l'ont déjà indiqué, les États-Unis ont opéré les modifications figurant à l'article 405, entre autres raisons parce qu'ils ont été persuadés que, dans le cas des produits en cause, dont les foulards de soie, il serait préférable, pour bien rendre compte de l'opération de transformation la plus importante, du changer la règle d'origine et revenir à TI+2. De plus, comme ils l'ont aussi déjà noté, l'un des buts primordiaux de l'article 334 était de régler la question de l'assemblage des vêtements, à la différence de l'article 405, qui vise l'élaboration des tissus et les articles plats. Voir aussi les réponses des États-Unis aux questions n° 14 et 19 du Groupe spécial.

77. *Pourquoi les États-Unis appliquent-ils la règle de l'élaboration du tissu aux tissus de laine, quand tous les autres tissus sont apparemment soumis à la règle TI+2?*

33. Avec l'article 405, les États-Unis ont modifié l'article 334 pour tenir compte des conditions de leur accord de règlement avec les Communautés européennes. À tous autres égards, nous avons conservé les règles de l'article 334. Pour 95 pour cent des échanges, tous les tissus autres que de laine sont traités comme les tissus de laine. Les Communautés européennes, l'un des premiers fabricants et exportateurs mondiaux de tissus de laine, ont jugé la solution de leur différend avec les États-Unis satisfaisante, alors même qu'elle excluait la laine.

78. *À propos du paragraphe 73 de la seconde communication de l'Inde, les États-Unis conviennent-ils que "les exemptions prévues à l'article 405 n'ont aucun rapport avec les critères de détermination de l'origine énoncés à l'article 2 a)?"*

34. Non. En premier lieu, nous observerons que l'Inde, parmi les allégations formulées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, n'a pas dit que l'article 405 était incompatible avec un

élément quelconque de l'article 2 a). Comme les États-Unis l'ont clairement établi dans le cadre de leurs communications et de leurs réponses aux questions, les exemptions prévues à l'article 405 sont conformes à toutes les dispositions pertinentes de l'Accord RO. La disposition pertinente de l'article 2 a) est l'alinéa iii). Si les États-Unis comprennent bien les arguments développés par l'Inde au paragraphe 73 à propos des "produits finals" et de l'article 2 a) iii), ceux-ci reposent, semble-t-il, sur son désir de revenir au monde d'avant l'article 334. Ce dont il s'agit dans le présent différend, ce n'est pas de produits finals, c'est du désir de l'Inde d'avoir des règles spécifiques ou pas de règles ou des règles vagues qui produisent une détermination de l'origine conforme à celle qui a la faveur de l'Inde pour certains produits finals. L'article 2 a) iii) prescrit que, dans les cas où les opérations de fabrication ou d'ouvroison déterminent l'origine, elles doivent être indiquées de manière précise. De fait, ce sont ces caractéristiques précises que l'Inde n'apprécie pas.

79. *D'une part, les États-Unis disent que l'article 405 avait pour but de régler un différend avec les Communautés européennes porté devant l'OMC. D'autre part, ils disent que, "à l'issue de consultations approfondies avec les Communautés européennes, ainsi qu'avec les représentants de leur industrie textile, les États-Unis ont admis que, au moins dans le cas des articles de soie, de certains mélanges de coton et de tissus faits de fibres synthétiques ou artificielles et de fibres végétales (et plus précisément les foulards de soie et des articles plats comme les linges), la teinture et l'impression accompagnées de deux opérations ou plus de finissage étaient suffisamment importantes pour conférer l'origine". Les États-Unis pourraient-ils expliquer le rapport entre ces deux déclarations?*

35. Ces déclarations sont à la base de l'article 405, et il n'y a pas d'opposition entre les deux. Le but de l'article 405 était de régler le différend avec les Communautés européennes. Les conditions auxquelles il a été possible de parvenir à le régler et sur lesquelles, finalement, repose le texte de l'article 405, étaient le fruit des consultations avec les Communautés européennes, durant lesquelles, par exemple, les États-Unis avaient été persuadés qu'il serait opportun de modifier l'article 334 et de revenir à la règle TI+2 pour les produits cités.

ORIGINE DES TISSUS

PROCESSUS CONFÉRANT L'ORIGINE	ÉLABORATION DU TISSU (TRICOTAGE, TISSAGE, ETC.)	TEINTURE ET <u>IMPRESSION</u> DU TISSU ET DEUX OU PLUS DES OPÉRATIONS DE FINISSAGE SPÉCIFIÉES ("TI+2")
Tissus de laine	OUI (article 334 b) 2))	
Autres tissus (soie, coton, fibres synthétiques ou artificielles et fibres végétales)	<u>OUI</u> <u>(article 334 b) 2), sauf s'il y a</u> <u>ensuite une opération TI+2 au</u> <u>titre de l'article 405)</u>	OUI (article 405 a) 3) B))

~~Note: Les cases vides expriment une réponse négative. À savoir, les processus correspondants ne confèrent pas l'origine aux articles en question.~~

**ORIGINE DES ARTICLES CONFECTIONNÉS ASSEMBLÉS DANS UN SEUL PAYS À PARTIR DE
TISSU(S) VENANT D'UN SEUL PAYS**

PROCESSUS CONFÉRANT L'ORIGINE		ÉLABORATION DU TISSU (TRICOTAGE, TISSAGE, ETC.)	TEINTURE ET <u>IMPRESSION</u> DU TISSU ET DEUX OU PLUS DES OPÉRATIONS DE FINISSAGE SPÉCIFIÉES ("TI+2")	"ENTIÈREMENT ASSEMBLÉS"
Articles (foulards et écharpes, linge de lit, etc.) spécifiés à l'article 334 b) 2) A) et à l'article 405 a) 3) C) et composés de:				
	- Laine	OUI (article 334 a) 3) C)) <u>article 334 b) 2) A)</u>	<u>NON</u>	<u>NON</u>
	- Coton	OUI (article 405 a) 3) C)) <u>article 334 b) 2) A)</u>	<u>NON</u>	<u>NON</u>
	- Mélanges de coton (plus de 16% de coton en poids)	OUI (article 405 a) 3) C)) <u>article 334 b) 2) A)</u>	<u>NON</u>	<u>NON</u>
	- Autres (soie, fibres synthétiques ou artificielles, fibres végétales)	<u>OUI</u> <u>(article 334 b) 2) A) sauf</u> <u>s'il y a une opération</u> <u>TI+2)</u>	OUI (article 334 b) 3) A) et article 405 a) 3) C))	
Articles qui sont "tricotés en forme" (par exemple bas et mi-bas)		OUI (article 334 b) 2) B)), (<u>non</u> <u>considéré comme la</u> <u>fabrication de tissu, mais</u> <u>comme l'élaboration</u> <u>d'éléments ou d'articles)</u>	<u>NON</u>	<u>NON</u>
Autres articles (y compris les vêtements)		<u>NON</u>	<u>NON</u>	OUI (article 334 b) 1) D))

Résumé des modifications apportées par les États-Unis au tableau du Groupe spécial:

- Mention "NON" insérée dans les cases visées pour plus de clarté.

Origine des tissus:

- Pour autres tissus (soie, etc.) ... mention "OUI", sauf s'il y a ensuite une opération TI+2 conformément à l'article 405.

Origine des articles confectionnés assemblés dans un seul pays à partir de tissu(s) venant d'un seul pays

- Dans le titre, ajout de "à partir de tissu(s) venant d'un seul pays" pour mieux refléter les conclusions.
- Pour autres articles (soie, etc.), spécifiés à l'article 334 b) 2) A), nous avons indiqué "oui", l'origine serait conférée par la fabrication du tissu.
- Pour les articles qui sont "tricotés en forme", nous avons précisé que le processus de "tricotage en forme" n'était pas un processus de fabrication de tissu. Ce processus donne lieu à la fabrication d'un élément ou d'un article directement, sans élaboration d'un tissu.

ANNEXE A-6

RÉPONSES DE L'INDE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS À LA SUITE DE LA SECONDE RÉUNION

L'Inde pourrait-elle préciser quel "avantage comparatif", autre que l'absence de contingent, attirerait les exportations indiennes de tissus écrus vers Sri Lanka, où ils sont "convertis" en linge de lit? (Réponse de l'Inde à la question n° 17 c) du Groupe spécial). L'Inde peut-elle dire exactement quelles sont les activités qui sont menées à Sri Lanka pour "convertir" le tissu en linge de lit?

Réponse: Sri Lanka est devenu l'un des grands centres de conversion pour la production d'articles confectionnés et de vêtements. À la différence de l'Inde, Sri Lanka produit peu de tissu et doit en importer énormément de divers pays producteurs, dont l'Inde, pour fabriquer des articles confectionnés de coton à valeur ajoutée comme les draps de lit/taies d'oreiller, torchons industriels, et ainsi de suite. D'études comparatives des coûts de production dans des pays concurrents comme l'Inde, Sri Lanka, la Chine, l'Indonésie et le Pakistan, il ressort que Sri Lanka possède sur les autres pays fournisseurs d'Asie qui sont ses concurrents les avantages suivants:

- i) coût de l'énergie;
- ii) coût de la vapeur;
- iii) coûts salariaux.

Ce sont ces avantages, et non l'absence de contingent, qui ont fait de Sri Lanka un grand centre de fabrication d'articles confectionnés et de vêtements et un important marché d'exportation pour les tissus écrus indiens.

En ce qui concerne "l'absence de contingent", l'Inde note qu'il faut préciser que les États-Unis imposent des "contingents" sur les importations de "taies d'oreiller" (Cat. 360) en provenance de Sri Lanka, qui ont été imputées par eux aux contingents de l'Inde en vertu de la règle "de la fabrication du tissu".

À propos du paragraphe 52 de la seconde communication de l'Inde, où celle-ci dit que "l'adoption même" des modifications exerce une action immédiate sur les producteurs, l'Inde pourrait-elle expliquer en quoi ce critère diffère d'une règle per se selon laquelle les modifications des règles seraient incompatibles avec l'article 2 c)?

Réponse: L'"adoption même" de modifications des règles d'origine diffère de la règle *per se* de la manière suivante. L'"adoption même" de la règle connote un aspect temporel, qui dit que dès que leur règle d'origine prend effet, elle peut agir sur les plans d'activités des entreprises. L'Inde a expliqué cette démarche en disant qu'elle est "axée sur le comportement". Au paragraphe 52 de sa seconde communication, par exemple, l'Inde a précisé que l'incidence d'une démarche "axée sur le comportement" pouvait être envisagée du point de vue des "incitations et désincitations jouant pour les producteurs et négociants et, de ce fait, également sur leurs plans d'investissement et autres plans d'activités". La règle *per se* exige un examen des règles en soi. Le point commun avec la règle *per se* est qu'il n'est pas obligatoire de démontrer la réalité des effets préjudiciables à l'aide de statistiques commerciales.

Dans le cas présent, l'Inde note que les règles d'origine des États-Unis exercent des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international pour les raisons suivantes:

- i) L'article 334 avait eu pour double effet de faire revenir l'origine des tissus teints, imprimés et finis dans le pays où le tissu était tissé et d'assujettir à des contingents des produits comme les draps de lit/housses d'édredon, fabriqués à partir de tissus écrus indiens par TI+2 opérations de coupe et couture à Sri Lanka, alors qu'ils n'avaient jamais auparavant été contingentés.
- ii) Les importateurs doivent changer de fournisseurs, du fait que leurs fournisseurs habituels n'ont plus accès au marché américain à cause des nouvelles règles, d'où une distorsion de la structure traditionnelle des courants d'échanges.
- iii) Les nouvelles règles empêchent les producteurs étrangers de les respecter en pleine connaissance de cause, exacerbant ainsi les effets de désorganisation, du fait que le même produit soumis aux mêmes opérations de production à Sri Lanka sera un produit originaire de Sri Lanka ou d'Inde selon ce qu'il contient comme fibres.
- iv) Comme la Chine l'a fait valoir dans sa réponse à la **question n° 41 d)**, "si la structure des courants d'échanges – la "configuration" des relations commerciales entre les pays intéressés pour les produits en question – a été "gauchie" en conséquence des modifications des règles d'origine en soi", l'adoption même d'une règle d'origine peut être l'occasion de graves effets de restriction ou de distorsion du commerce international.

L'Inde peut-elle préciser si, au paragraphe 43 de sa seconde communication, elle dit que c'est une "prescription indûment rigoureuse" que de se conformer aux classements prévus dans le Tarif douanier harmonisé (TDH) pour le coton, la laine ou la soie?

Réponse: Au paragraphe 43, l'Inde ne sous-entend pas que ce soit une "prescription indûment rigoureuse" que de se conformer au classement prévu dans le Tarif douanier harmonisé (TDH) pour le coton, la laine, la soie. L'Inde allègue qu'il est totalement arbitraire et excessivement contraignant pour les producteurs et négociants que les critères de détermination de l'origine varient selon ces classements du TDH.

En ce qui concerne la situation qu'elle décrit dans sa réponse à la question n° 5 du Groupe spécial, l'Inde a-t-elle des pièces, telles que contrats, factures, connaissements et ainsi de suite, indiquant a) qu'elle a exporté du tissu écriu au Portugal, ou b) que ce tissu a subi "TI+2" au Portugal?

Réponse: L'Inde considère qu'elle n'est pas tenue de fournir ces renseignements. Néanmoins, elle a joint des connaissements au dossier (pièce n° 21 de l'Inde). Qui plus est, elle note ce qui suit. Le Portugal est un important marché d'exportation pour le tissu écriu indien. Les exportations indiennes de tissus écru au Portugal s'établissent comme suit:

Année	Quantité (en tonnes)	Valeur (en millions de dollars EU)
1994	773	4,07
1995	726	4,27
1996	504	2,52
1997	667	3,81
1998	850	3,97
1999	982	3,55
2000	998	3,38
2001	1 159	3,58
2002	1 022	3,34

Sur la question de savoir si ces tissus ont été soumis à TI+2 au Portugal, nul n'ignore dans le secteur des textiles que les tissus écrus importés dans un pays quel qu'il soit, y compris le Portugal, sont en principe destinés à être transformés, et notamment soumis à TI+2, car le simple déroutement du tissu vers un pays tiers se pratique rarement.

L'Inde peut-elle donner une estimation générale du pourcentage du commerce mondial de tissu effectivement soumis à "TI+2"? Une estimation du commerce mondial de draps de lit effectivement soumis à "TI+2"?

Réponse: Le Système harmonisé de classification prévoit des positions tarifaires séparées pour les tissus blanchis, teints et imprimés. On estime à 70 pour cent des tissus échangés dans le monde ceux qui font l'objet de TI+2. Quant au commerce mondial de draps de lit, il est estimé pour l'année 1999 à 3,2 milliards de dollars des États-Unis environ, dont quelque 70 pour cent sont soumis à TI+2. Néanmoins, l'Inde note que ces statistiques commerciales ne sont pas pertinentes pour déterminer si les règles d'origine des États-Unis sont incompatibles avec les règles de l'OMC.

L'Inde pourrait-elle donner des exemples d'articles de laine qui sont effectivement soumis à TI+2? Pourrait-elle aussi donner une estimation quantitative du commerce de ces articles?

Réponse: L'Inde observe que la laine est filée et les fils tissés en tissu écru, lequel est ensuite soumis à TI+2 opérations. Les écharpes, châles, foulards, mantilles, voiles et autres de laine sont fabriqués à partir de tissus écrus après TI+2 opérations. L'Inde note que si les articles de laine sont généralement teints sur fil, la peinture en pièces (après le tissage du tissu, par exemple) se pratique également. Dans de très rares cas, les articles de laine peuvent être imprimés.

Outre les foulards de soie et le linge de lit de coton/fibres synthétiques ou artificielles, l'Inde peut-elle donner des exemples d'autres produits plats faisant l'objet de TI+2?

Réponse: Les exemples de produits plats autres que les foulards de soie et le linge de lit de coton/fibres synthétiques ou artificielles faisant l'objet de TI+2 ne manquent pas: linge de table, linge de toilette, rideaux/stores d'intérieur, autres articles d'ameublement comme les housses de coussin, housses d'édredon, et ainsi de suite.

ANNEXE A-7

**OBSERVATIONS DE L'INDE SUR LES RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS
AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL
À LA SUITE DE LA SECONDE RÉUNION**

46. *Les parties pourraient-elles indiquer si les tableaux joints correspondent bien aux règles d'origine des États-Unis qui sont en cause en l'espèce?*

Les États-Unis ont apporté des modifications aux tableaux du Groupe spécial, qu'ils ont indiquées par un double soulignement et des caractères gras, et y ont joint une explication de ces changements.

OBSERVATIONS: L'Inde a joint un tableau qui expose son analyse du champ d'application et de l'étendue tant de l'article 334 que de l'article 405. Nous n'y avons pas fait figurer le Règlement douanier 102.21, car ce n'est qu'un texte subordonné aux dispositions légales. L'Inde a aussi commenté d'un trait rouge les observations des États-Unis sur les tableaux du Groupe spécial.

48. *Les dispositions de l'article 2 b), c) et d) de l'Accord RO évoquent les "règles d'origine" au pluriel. Les parties conviennent-elles que, nonobstant l'emploi du pluriel, il ressort des dispositions en question qu'elles portent sur les règles d'origine prises individuellement dans leur application à tel ou tel produit, plutôt que sur le régime de règles d'origine d'un Membre?*

Non. Comme l'indique l'emploi du pluriel, "règles", les dispositions de l'article 2 b), c) et d) portent sur le régime de règles d'origine (les méthodes en la matière) d'un Membre. Pour voir dans quelle mesure cet article est respecté, il faut examiner le régime de règles d'origine d'un Membre et son administration. Les rédacteurs ont délibérément traité le régime de règles dans ces dispositions au lieu de s'en tenir aux règles prises en particulier.

OBSERVATIONS: L'Inde ne partage pas cette interprétation, que le texte de l'article 2 ne corrobore pas. En l'espèce, les règles d'origine des États-Unis s'appliquent aux produits textiles et aux vêtements (qui sont des produits particuliers). Il faut qu'un groupe spécial soit à même d'examiner si les règles d'origine sont compatibles avec les règles de l'OMC dans leur application à des produits particuliers. Sinon, un vaste corps de règles d'origine qui ne s'appliquent qu'à certains produits pourraient échapper à l'examen des groupes spéciaux. Il en serait ainsi surtout si le régime général de règles d'origine d'un Membre était compatible avec les règles de l'OMC, cependant que les règles d'origine qu'il appliquerait à certains produits comme les produits textiles et les vêtements seraient incompatibles avec les règles de l'OMC. Cela ne saurait correspondre à l'intention des rédacteurs de l'Accord RO.

D'ailleurs, dans leur réponse n° 28, les États-Unis ont eux-mêmes reconnu que l'article 2 impose "certaines disciplines aux Membres durant la période de transition, jusqu'à ce que le programme de travail aboutissant à la mise en œuvre de règles d'origine par produit harmonisées soit achevé". C'est reconnaître là que le programme de travail pour l'harmonisation aboutira à des règles d'origine spécifiques en fonction des produits. L'Inde observe que l'article 3 mentionne aussi les "règles d'origine" au pluriel. Partant, l'interprétation avancée par les États-Unis ne peut pas être juste.

53. *Pourquoi une disposition équivalente à l'article 2 d) est-elle nécessaire après la période de transition? (Voir l'article 3 c) de l'Accord RO)*

La disposition de l'article 3 équivalente à l'article 2 d) demeurera nécessaire parce que, comme l'*Accord RO* le reconnaît, malgré l'achèvement et la mise en œuvre de l'harmonisation, les Membres resteront en mesure d'appliquer, pour déterminer si une marchandise est d'origine nationale, des règles plus rigoureuses que les règles d'origine harmonisées appliquées aux importations et aux exportations.

OBSERVATIONS: Comme l'Inde l'a déjà noté dans sa réponse à cette question, une disposition équivalente à l'article 2 d) reste nécessaire après la période de transition parce qu'un Membre peut encore établir une discrimination en faveur d'un autre Membre.

54. À propos de 19 C.F.R. § 102.21, veuillez répondre aux questions suivantes:

- a) *Quelles sont en droit interne américain la valeur juridique et la nature des dispositions énoncées dans 19 C.F.R. § 102.21?*

L'article 334 a) chargeait le Secrétaire au Trésor de prescrire des règles pour assurer la mise en œuvre des principes énoncés à l'article 334 de la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay (URAA) aux fins de la détermination de l'origine des produits textiles et des vêtements. Le règlement dont le texte figure dans 19 C.F.R. § 102.21 a été pris dans l'exercice de ce pouvoir et promulgué suivant les dispositions de la Loi sur les procédures administratives et, à ce titre, il a force de loi aux États-Unis. Le règlement de l'article 102.21 renferme les modifications adoptées à titre provisoire pour aligner le texte réglementaire sur les modifications apportées par le législateur à l'article 334 de l'URAA et énoncées à l'article 405 de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement. Ces modifications ont été soumises aux observations du public et sont en vigueur en attendant la parution du règlement définitif. Partant, les dispositions réglementaires de 19 C.F.R. § 102.21, y compris les modifications provisoires, sont juridiquement contraignantes.

- b) *Le Groupe spécial aurait-il pouvoir pour constater que 19 C.F.R. § 102.21, comme tel, est contraire aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC?*

Le Groupe spécial a le pouvoir de constater que toute allégation qui relève dûment du mandat assigné en l'espèce et dont l'Inde a établi *prima facie* le bien-fondé sans que les États-Unis la réfutent, est contraire aux obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC. Toutefois, l'Inde n'a pas établi *prima facie* que l'article 102.21 soit contraire aux obligations des États-Unis, ayant omis de citer l'article 102.21 dans sa première communication et fourni dans sa seconde communication des arguments qui ne touchaient pas au fond.

OBSERVATIONS: L'Inde a cité les règlements douaniers dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Elle en a fait mention dans sa première communication (au paragraphe 7, entre autres). Dans la note de bas de page 12 de sa première communication, elle observait ceci: "nous aurons recours aux articles 334 et 405 pour désigner les règles énoncées tant dans les textes législatifs que dans les règlements douaniers de mise en œuvre". Par conséquent, les allégations et arguments présentés par l'Inde dans ses communications et les autres documents qu'elle a communiqués au Groupe spécial couvraient tous aussi les règlements douaniers.

- c) *Si le Groupe spécial constatait que les articles 334 et/ou 405 sont incompatibles avec l'article 2 de l'Accord RO, aurait-il besoin de faire des constatations supplémentaires en ce qui concerne 19 C.F.R. § 102.21?*

Le Groupe spécial ne saurait conclure que l'article 102.21 est incompatible avec les obligations des États-Unis si l'Inde n'a pas établi *prima facie* le bien-fondé de ses allégations en ce qui concerne chacune des mesures en cause en l'espèce, et l'on ne peut pas partir du principe qu'une mesure est incompatible avec les obligations des États-Unis parce qu'il a été constaté qu'une autre

l'était. Pour constater que 19 C.F.R. § 102.21 est incompatible avec les obligations des États-Unis au regard des articles 2 b) à e), il faudrait s'appuyer sur une démonstration établissant *prima facie* en quoi les règles qui y sont définies sont incompatibles avec les obligations constatées dans chacune des dispositions.

OBSERVATIONS: L'Inde considère que si le Groupe spécial constatait que l'article 334 et l'article 405 sont incompatibles avec les règles de l'OMC, il s'ensuit que 19 C.F.R. § 102.21 (qui est le texte d'application de ces articles) devrait lui aussi faire l'objet d'une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC.

55. *Si les États-Unis n'avaient pas de régime de contingentement, pourrait-on dire que i) la règle de l'élaboration du tissu et ii) la règle TI+2, en soi et à elles seules, ou comme telles:*

- a) *créent des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international?*

Non. Comme les États-Unis l'ont déjà expliqué, la règle de l'élaboration du tissu de l'article 334 et la règle TI+2 de l'article 405 ont été adoptées pour saisir au mieux le lieu où un produit nouveau est élaboré et pour faciliter l'harmonisation des règles d'origine, en même temps que pour combattre le contournement des contingents en empêchant la réexpédition illicite. Les deux premiers de ces objectifs demeurent valides qu'il y ait ou non un régime de contingentement en place (et de fait, tant l'article 334 que l'article 405 resteront en vigueur après l'expiration en 2005 du régime ATV). Les États-Unis ne considèrent pas, et surtout l'Inde n'a pas prouvé, que soit la règle de l'élaboration du tissu, soit la règle TI+2 aient en soi et à elles seules créé des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international. D'ailleurs, les données présentées par les États-Unis dans leurs pièces n° 8 et n° 9 prouveraient nettement le contraire. (À la seconde réunion avec le Groupe spécial, la délégation indienne a observé, à propos de la pièce n° 9 des États-Unis, que les chiffres des importations en volume auraient été plus utiles pour mesurer les effets sur le commerce que les données en valeur. Aussi, dans leur pièce n° 10, ci-jointe, les États-Unis présentent-ils en volume (kilogrammes) leurs importations de linge de lit, de table et de bain (toilette) des positions 6302 de leur TDH. En volume comme en valeur, les importations américaines de ces produits, en provenance du reste du monde comme en provenance d'Inde, affichent des hausses notables soutenues d'une année sur l'autre, y compris dans la période 1995 à 1997, où leur taux d'accroissement en volume est comparable à leur taux d'accroissement en valeur dans les deux cas. Les statistiques d'importation, en volume ou en valeur, réfutent par conséquent également l'allégation de restriction, distorsion ou désorganisation du commerce avancée par l'Inde.)

OBSERVATIONS: Aux yeux de l'Inde, ces statistiques commerciales ne sont pas pertinentes. Elles pourraient s'interpréter de différentes manières. Comme elle l'observait au paragraphe 17 de sa déclaration orale à la deuxième réunion, l'Inde dirait que ce résultat est précisément ce que l'article 334 était destiné à assurer, à savoir faire entrer davantage de produits finis dans le cadre du contingent du pays où le tissu écru a été tissé.

- b) *sont destinées à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce?*

Non. Tant la règle de l'élaboration du tissu que la règle TI+2 facilitent la réalisation d'objectifs commerciaux tels que la transparence et la prévisibilité. Le fait d'avoir des règles d'origine qui reposent sur des principes économiquement rationnels et qui sont harmonisées avec celles des partenaires commerciaux et celui de régler les différends d'une manière mutuellement satisfaisante jouent dans le sens, plutôt qu'à l'encontre, des principes de l'*Accord RO*.

OBSERVATIONS: Aux yeux de l'Inde, la transparence et la prévisibilité ne sont pas des objectifs commerciaux, mais des objectifs d'intérêt général.

57. Vous voudrez bien vous rappeler les positions et sous-positions du SH96 concernant le linge de lit:

"63.02 (linge de lit, de table, de toilette ou de cuisine)

6302.10 - linge de lit, en bonneterie

- autre linge de lit, imprimé;

6302.21 - - de coton

6302.22 - - de fibres synthétiques ou artificielles

6302.29 - - d'autres matières textiles

- autre linge de lit

6302.31 - - de coton

6302.32 - - de fibres synthétiques ou artificielles

6302.39 - - d'autres matières textiles"

Veuillez répondre aux questions suivantes:

- a) *D'après les catégories du SH96 ci-dessus, est-il exact que le linge de lit qui occupe la première place dans les échanges commerciaux est fait soit de coton soit de fibres synthétiques ou artificielles?*

Selon les statistiques d'importation établies par la Commission du commerce international des États-Unis, c'est le linge de lit de coton qui vient au premier rang, suivi de celui de fibres synthétiques ou artificielles et de l'"autre linge de lit". Pour l'année civile 2001, le coton aura représenté 85,4 pour cent des importations américaines en valeur des marchandises de ces sous-positions du SH96, les fibres synthétiques ou artificielles, 13,4 pour cent et l'"autre linge de lit", 1,2 pour cent.

- b) *Étant donné que le linge de lit est normalement blanchi ou teint en blanc, mais non teint et imprimé, la règle TI+2 est-elle appropriée?*

Les États-Unis notent que le linge de lit de coton, qui est blanchi ou teint en blanc, peut aussi être imprimé, mais comme nous l'avons aussi observé, il n'est pas normalement teint et imprimé (de même que la laine n'est pas normalement utilisée pour les draps de lit et les taies d'oreiller). Il s'ensuit que la règle TI+2 ne serait ni "appropriée" ni valable pour ces produits. Comme ceux-ci sont normalement découpés en longueur et ourlés, l'application de la règle de l'"élaboration du tissu" en vertu de l'article 334 et de l'article 405 aboutit à la même origine que l'application de 19 C.F.R. 12.130.

OBSERVATIONS: L'Inde n'est pas de cet avis. Dans la mesure où il existe du linge de lit de coton qui est à la fois teint et imprimé, la règle TI+2 serait appropriée.

À l'adresse des États-Unis:

73. *À propos de la deuxième phrase de l'article 2 c), si l'on établit l'existence de "prescriptions indûment rigoureuses", par exemple, est-il nécessaire, à votre avis, de prouver ensuite que ces prescriptions ont créé des effets réels sur le commerce international?*

Oui, il serait nécessaire de prouver que l'existence des éléments de l'article 2 c) a créé des effets réels sur le commerce international. La deuxième phrase de l'article 2 c) n'est pas autonome, elle sert à définir le type de règles d'origine qui "en soi" pourraient répondre à la condition de la première phrase – par opposition au cas où la simple mise en œuvre d'une mesure par l'application de telle ou telle règle d'origine crée des "effets réels sur le commerce international". L'article 2 c) n'exclut pas les "prescriptions", les "prescriptions rigoureuses", ou les "prescriptions indûment

rigoureuses". Comme les États-Unis l'exposent dans leur réponse à la question n° 74, l'article 2 c) proscriit les "conditions indûment rigoureuses ... comme condition préalable à la détermination du pays d'origine". Pour déterminer si une telle prescription est "indûment rigoureuse", il est nécessaire, à leur sens, d'examiner les effets réels sur le commerce international. Si ladite prescription avait une incidence notable sur le commerce international, elle donnerait raison au Membre qui alléguerait qu'elle est "indûment rigoureuse". De même, en l'absence de toute incidence sur les échanges, elle donnerait raison au Membre qui estimerait qu'elle n'est pas "indûment rigoureuse". D'un autre côté, ainsi qu'on le verra plus loin dans la réponse des États-Unis à la question n° 74, il y a certaines de ces prescriptions qu'il leur paraîtrait juste, à première vue, de qualifier d'"indûment rigoureuses", même en l'absence d'effet sur les échanges. Il n'empêche que, même si une mesure pouvait être qualifiée d'"indûment rigoureuse" en l'absence d'effet sur le commerce, elle ne serait incompatible avec l'article 2 c) que si le Membre plaignant établissait qu'elle a créé des effets réels sur le commerce international en violation des dispositions de la première phrase de l'article 2 c).

Appliquée dans le cadre de la mise en œuvre d'une mesure déterminée, toute règle d'origine - et très certainement toute modification d'une règle d'origine - pourrait probablement être considérée comme ayant un effet sur le commerce international. En pareil cas, toutefois, il y a tout à parier que l'application d'une règle d'origine non préférentielle qui est seulement "rigoureuse" (un critère de 60 pour cent *ad valorem* par exemple) ne serait pas regardée comme une règle d'origine créant en soi "des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international". Au contraire, une règle d'origine non préférentielle qui, par exemple, implique un critère *ad valorem* encore plus élevé, en même temps qu'elle impose une certaine technologie pour la fabrication, pourrait être considérée comme "indûment rigoureuse" et, en ce cas, pourrait bien amener à conclure que la règle d'origine en question crée en soi des "effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international" - à supposer que cette situation ait aussi été établie.

OBSERVATIONS: Veuillez vous reporter aux observations de l'Inde au sujet de la question n° 73 du Groupe spécial aux États-Unis. Pour plus de commodité, le texte en est repris ci-dessous.

Réponse n° 73: L'Inde considère que les États-Unis se sont déjà clairement expliqués sur ce point. En s'appuyant sur une interprétation axée sur le comportement de la première phrase de l'article 2 c) de l'*Accord RO*, l'Inde a établi l'existence *prima facie* d'une violation de cette disposition. Elle a démontré que cette interprétation se trouve corroborée par le texte de l'article 2 c) et son contexte, ainsi que par l'objet et le but de l'*Accord RO*. Comme elle le notait dans sa réponse n° 26 e) aux questions du Groupe spécial, la deuxième phrase de l'article 2 c) en développe la première. Les États-Unis ont approuvé cette démarche dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial.³⁵⁷ Ils ont ainsi reconnu que, selon cette deuxième phrase, l'imposition de prescriptions indûment rigoureuses et des conditions non liées à la fabrication ou à l'ouvrage est *en tant que telle* incompatible avec l'article 2 c), quelle que soit son incidence effective sur le commerce.

78. À propos du paragraphe 73 de la seconde communication de l'Inde, les États-Unis conviennent-ils que "les exemptions prévues à l'article 405 n'ont aucun rapport avec les critères de détermination de l'origine énoncés à l'article 2 a)?"

Non. En premier lieu, nous observerons que l'Inde, parmi les allégations formulées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, n'a pas dit que l'article 405 était incompatible avec un élément quelconque de l'article 2 a). Comme les États-Unis l'ont clairement établi dans le cadre de leurs communications et de leurs réponses aux questions, les exemptions prévues à l'article 405 sont conformes à toutes les dispositions pertinentes de l'*Accord RO*. La disposition pertinente de l'article 2 a) est l'alinéa iii). Si les États-Unis comprennent bien les arguments développés par l'Inde

³⁵⁷ Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial, 6 janvier 2003, paragraphe 16.

au paragraphe 73 à propos des "produits finals" et de l'article 2 a) iii), ceux-ci reposent, semble-t-il, sur son désir de revenir au monde d'avant l'article 334. Ce dont il s'agit dans le présent différend, ce n'est pas de produits finals, c'est du désir de l'Inde d'avoir des règles spécifiques ou pas de règles ou des règles vagues qui produisent une détermination de l'origine conforme à celle qui a la faveur de l'Inde pour certains produits finals. L'article 2 a) iii) prescrit que, dans les cas où les opérations de fabrication ou d'ouvraison déterminent l'origine, elles doivent être indiquées de manière précise. De fait, ce sont ces caractéristiques précises que l'Inde n'apprécie pas.

OBSERVATIONS: L'Inde a fait cette remarque – que l'article 405 n'avait aucun rapport avec les critères de détermination de l'origine énoncés à l'article 2 a) – pour répliquer à l'argument présenté par les États-Unis dans leur première communication suivant lequel leurs règles d'origine avaient été promulguées conformément aux critères énoncés à l'article 2 a). C'est pour cette raison que cette allégation ne figurait pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

79. *D'une part, les États-Unis disent que l'article 405 avait pour but de régler un différend avec les Communautés européennes porté devant l'OMC. D'autre part, ils disent que, "à l'issue de consultations approfondies avec les Communautés européennes, ainsi qu'avec les représentants de leur industrie textile, les États-Unis ont admis que, au moins dans le cas des articles de soie, de certains mélanges de coton et de tissus faits de fibres synthétiques ou artificielles et de fibres végétales (et plus précisément les foulards de soie et des articles plats comme les linges), la teinture et l'impression accompagnées de deux opérations ou plus de finissage étaient suffisamment importantes pour conférer l'origine". Les États-Unis pourraient-ils expliquer le rapport entre ces deux déclarations?*

14. Ces déclarations sont à la base de l'article 405, et il n'y a pas d'opposition entre les deux. Le but de l'article 405 était de régler le différend avec les Communautés européennes. Les conditions auxquelles il a été possible de parvenir à le régler et sur lesquelles, finalement, repose le texte de l'article 405, étaient le fruit des consultations avec les Communautés européennes, durant lesquelles, par exemple, les États-Unis avaient été persuadés qu'il serait opportun de modifier l'article 334 et de revenir à la règle TI+2 pour les produits cités.

Observations générales: L'Inde note que dans la liste récapitulative de leurs pièces jointes (distribuée à la seconde réunion des parties), les États-Unis mentionnaient pour leur pièce n° 7bis la publication n° 1695 (1985) de la Commission du commerce international (USITC). Or, c'est le rapport de l'ITC de 1987 que les États-Unis ont joint comme pièce n° 7bis. Ils n'ont pas indiqué qu'ils distribuaient le rapport de 1987 à titre de mise à jour de celui de 1985 qu'ils avaient distribué précédemment sous le n° 7. (L'Inde observe que les États-Unis ont bien joint à leur seconde communication le rapport de 1985 comme pièce n° 7.) On ne sait pas très bien si l'omission, dans la liste récapitulative des pièces jointes des États-Unis, du bon document signifierait que le Groupe spécial n'a pas été régulièrement saisi du rapport de 1985. Pour éviter toute contestation à cet égard, l'Inde a déposé le rapport de 1985 comme pièce n° 20.

ORIGINE DES TISSUS

PROCESSUS CONFÉRANT L'ORIGINE	ÉLABORATION DU TISSU (TRICOTAGE, TISSAGE, ETC.)	TEINTURE ET <u>IMPRESSION</u> DU TISSU ET DEUX OU PLUS DES OPÉRATIONS DE FINISSAGE SPÉCIFIÉES ("TI+2")
Tissus de laine	OUI (article 334 b) 2)) OUI, mais article 334 b) 1) C) car il s'agit de tissu	<u>NON</u>
Autres tissus (soie, coton, fibres synthétiques ou artificielles et fibres végétales)	<u>OUI</u> <u>(article 334 b) 2), sauf s'il y a ensuite une opération TI+2 au titre de l'article 405)</u> Nous approuvons la classification initiale du Groupe spécial. En tout état de cause, ce n'est pas l'article 334 b) 2), lequel ne vise que les produits finis et non les tissus.	OUI (article 405 a) 3) B))

Note: ~~Les cases vides expriment une réponse négative. À savoir, les processus correspondants ne confèrent pas l'origine aux articles en question.~~

**ORIGINE DES ARTICLES CONFECTIONNÉS ASSEMBLÉS DANS UN SEUL PAYS
À PARTIR DE TISSU(S) VENANT D'UN SEUL PAYS**

PROCESSUS CONFÉRANT L'ORIGINE		ÉLABORATION DU TISSU (TRICOTAGE, TISSAGE, ETC.)	TEINTURE ET <u>IMPRESSION</u> DU TISSU ET DEUX OU PLUS DES OPÉRATIONS DE FINISSAGE SPÉCIFIÉES ("TI+2")	"ENTIÈREMENT ASSEMBLÉS"
Articles (foulards et écharpes, linge de lit, etc.) spécifiés à l'article 334 b) 2) A) et à l'article 405 a) 3) C) et composés de:				
	- Laine	OUI (article 405 a) 3) C)) <u>article 334 b) 2) A)</u> <u>L'Inde considère que la</u> <u>classification initiale du</u> <u>Groupe spécial était</u> <u>correcte. S'agissant de la</u> <u>laine, du coton et des</u> <u>mélanges de fibres</u> <u>contenant plus de 16%</u> <u>de coton en poids,</u> <u>l'origine est déterminée</u> <u>en vertu de l'article</u> <u>405 a) 3 C)</u>	<u>NON</u>	<u>NON</u>
	- Coton	OUI (article 405 a) 3) C)) <u>article 334 b) 2) A)</u> <u>Voir les observations de</u> <u>l'Inde plus haut</u>	<u>NON</u>	<u>NON</u>
	- Mélanges de coton (plus de 16% de coton en poids)	OUI (article 405 a) 3) C)) <u>article 334 b) 2) A)</u> <u>Voir les observations de</u> <u>l'Inde plus haut</u>	<u>NON</u>	<u>NON</u>
	- Autres (soie, fibres synthétiques ou artificielles, fibres végétales)	<u>OUI</u> <u>(article 334 b) 2) A) sauf</u> <u>s'il y a une opération</u> <u>TI+2)</u>	OUI (article 334 b) 3) A) et article 405 a) 3) C))	
Articles qui sont "tricotés en forme" (par exemple bas et mi-bas)		OUI (article 334 b) 2) B)) <u>(Non considéré comme la</u> <u>fabrication de tissu, mais</u> <u>comme l'élaboration</u> <u>d'éléments ou d'articles)</u>	<u>NON</u>	<u>NON</u>
Autres articles (y compris les vêtements)		<u>NON</u>	<u>NON</u>	OUI (article 334 b) 1) D))

Résumé des modifications apportées par les États-Unis au tableau du Groupe spécial:

- Mention "NON" insérée dans les cases visées pour plus de clarté.

Origine des tissus:

- Pour autres tissus (soie, etc.) ... mention "OUI", sauf s'il y a ensuite une opération TI+2 conformément à l'article 405.

Origine des articles confectionnés assemblés dans un seul pays à partir de tissu(s) venant d'un seul pays

- Dans le titre, ajout de "à partir de tissu(s) venant d'un seul pays" pour mieux refléter les conclusions.
- Pour autres articles (soie, etc.), spécifiés à l'article 334 b) 2) A), nous avons indiqué "oui", l'origine serait conférée par la fabrication du tissu.
- Pour les articles qui sont "tricotés en forme", nous avons précisé que le processus de "tricotage en forme" n'était pas un processus de fabrication de tissu. Ce processus donne lieu à la fabrication d'un élément ou d'un article directement, sans élaboration d'un tissu.

Article 334

b) 1) A) un seul pays

b) 1) B) fabrication du fil

b) 1) C) fabrication du tissu

b) 1) (D) "assemblage dans un seul pays",
où le produit est entièrement
assemblé, qui est le pays
d'origine

Article 405 a) 3) B)
tissu de soie, de coton,
de fibres synthétiques ou
artificielles ou de fibres végétales
origine conférée par TI+2
(sauf laine)

b) 2) Règles spéciales

A) Pour 16 TDH, les marchandises
seront classées non pas où elles sont
assemblées, mais en vertu de la règle
de la production dans un seul pays,
de la règle applicable au niveau
des fils ou de la règle applicable au
niveau du tissu.
B) Pour les produits tricotés
en forme, le pays d'origine est
celui du tricotage.

Article 405 a) 3) C)
Pour les produits classés dans
7 TDH (sur les 16 TDH à
4 chiffres) c'est le pays où
le tissu est soumis à TI+2
(et non où le tissu écru est
élaboré) qui est le pays
d'origine.

405 a) 3) C)
MAIS:
Si les produits des
7 TDH sont faits de:
- coton
- laine
- mélange de fibres
contenant 16% ou
plus de coton,
le pays d'origine
est celui où le tissu
écru est tissé.

b) 3) "multipays"

- A) opération d'assemblage la plus importante
- B) dernier pays

Voir aussi le texte du règlement douanier, 19 C.F.R., article 102.21

ANNEXE A-8

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS SUR LES RÉPONSES DE L'INDE AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS À LA SUITE DE LA SECONDE RÉUNION

Réponse à la question n° 57 b) du Groupe spécial

1. Les États-Unis notent que la réponse de l'Inde est quelque peu ambiguë. Le Système harmonisé prévoit un classement à part pour le linge de lit imprimé, mais cela ne signifie pas nécessairement que les différentes catégories de linge soient aussi teintées et soumises à deux opérations ou plus de finissage. Par conséquent, les produits qui se rangeraient dans cette sous-position linge de lit imprimé ne rempliraient pas toutes les conditions de TI+2.

Réponse à la question n° 61 du Groupe spécial

2. Lorsque l'Inde dit que "Avant l'adoption des règles de l'article 334, seuls les produits en 1) auraient été considérés comme des produits originaires du pays A", c'est ambigu. Les serviettes, par exemple, pourraient se ranger dans la catégorie 3), mais les serviettes en général étaient réputées originaire du pays où elles étaient tissées, à moins d'avoir été teintées et imprimées et soumises en outre à deux opérations de finissage. Avant l'article 334, étant donné que la plupart des serviettes ne sont pas teintées et imprimées, les serviettes étaient normalement originaires du pays où elles étaient élaborées. Il en va de même des tissus.

Réponse à la question n° 71 du Groupe spécial

3. Les États-Unis sont très déconcertés par les représentations de l'Inde dans cette réponse. En premier lieu, les États-Unis ont communiqué le document de 1985 (pièce n° 20 de l'Inde), que le Groupe spécial avait demandé le 15 janvier 2003, en tant que pièce n° 7 des États-Unis. Il en a été adressé un exemplaire à l'Inde, bien que celle-ci eût averti la mission des États-Unis à Genève qu'elle disposait déjà d'un exemplaire du document. À la seconde réunion avec le Groupe spécial, le 23 janvier, les États-Unis ont présenté leur pièce n° 7 *bis*, le document de 1987, en observant que les deux documents, de 1985 et de 1987, devaient être considérés comme leur pièce n° 7 *bis*. En ce qui concerne les observations de l'Inde sur des points plus précis, le différend *CE – Volailles*, à tout le moins, établit clairement qu'il est possible à un plaignant de présenter, et à un groupe spécial d'évaluer, des données économiques pour apprécier les effets sur les échanges.

Réponse à la question n° 4 des États-Unis

4. L'Inde a fourni (pièce n° 21 de l'Inde) une facture datée de 2002 qui indique une seule expédition de "coutil" à destination du Portugal, ce qui répond à la première partie de la question des États-Unis, mais elle n'a communiqué aucune pièce pour répondre à la seconde partie de leur question (qui était: l'Inde pourrait-elle fournir des éléments à l'appui de son assertion suivant laquelle le tissu écru indien était soumis à TI+2 au Portugal).

5. Qui plus est, le type de tissu figurant sur la facture de l'Inde est, si l'on en croit des spécialistes de l'industrie textile, l'un des tout derniers tissus que quiconque essaierait de teindre et d'imprimer et il est fort éloigné des foulards de soie de type Hermès sur lesquels portait l'accord de règlement avec l'UE. Le dictionnaire des textiles de Fairchild définit ce tissu (en anglais "drill") en ces termes:

"A strong, warp-faced, twilled, cotton fabric, medium to heavy weight generally made with coarse carded yarns in a two up, one down left-hand twill, in a dense construction. Resembles denim. ... A variety of uses, e.g., work clothes, pocketings, *shoe linings*, uniforms, book bindings, corsets, backing for coated fabric, industrial fabric, ticking, etc."³⁵⁸ [Solide tissu de coton à armure sergé, moyen à lourd, généralement fait de fils cardés de gros titre, très serré. Ressemble au denim. ... Sert à divers usages, vêtements de travail, tissu pour poches, *doublure de chaussures*, uniformes, reliures de livres, corsets, support pour tissu enduit, tissu industriel, toile à matelas, etc.]

6. L'impression (seule) ne se pratique habituellement pas sur l'étoffe de "coutil" parce que celle-ci est lourde et que le sergé fait qu'il est très difficile de parvenir à un motif ou dessin uniforme. De plus, si un tel tissu avait été soumis à TI+2 au Portugal avant d'être exporté aux États-Unis, il aurait été classé sous le n° 5209.52.0020 du TDH. D'après les statistiques disponibles sur le site du Bureau des textiles et vêtements du Département du commerce, il n'y a pas eu en 2002 d'importations de tissu du n° 5209.52.0020 aux États-Unis en provenance du Portugal.

7. Ainsi, l'exemple que l'Inde donne dans sa réponse à la question n° 5 du Groupe spécial du 6 janvier 2003 demeure sans justification, et elle n'a pas encore produit le moindre élément tendant à prouver que soit l'article 334, soit l'article 405 a effectivement abouti à l'imputation de marchandises aux contingents de l'Inde, ou que celle-ci ait souffert de restriction, de distorsion ou de désorganisation de ses échanges du fait de l'institution de l'article 334 ou 405.

Réponse à la question n° 5 des États-Unis

8. L'Inde a en partie raison lorsqu'elle dit que le Système harmonisé prévoit des classements séparés pour les tissus blanchis, teints et imprimés, mais ses estimations quantitatives du commerce mondial de tissus et de draps de lit qui font l'objet de TI+2 sont grossièrement exagérées. Dans le cadre du Système harmonisé, les tissus et le linge de lit soumis à TI+2 se rangeraient dans les positions relatives au tissu imprimé et au linge de lit imprimé, respectivement.

9. En prenant comme approximation nos statistiques officielles d'importation, puisque les États-Unis sont le premier importateur mondial, nous avons constaté que les étoffes imprimées représentaient 5,3 pour cent de nos importations de tissu et le linge de lit imprimé, 41,2 pour cent de nos importations de linge de lit (en quantité). Ces pourcentages comprenaient la totalité des importations d'étoffes tissées et de linge de lit tissé qui, soit étaient imprimés, soit avaient subi TI+2, et ils sont pour le moins très éloignés de l'estimation de 70 pour cent proposée (dans chaque cas) par l'Inde. Les opérations de TI+2 coûtent cher et se pratiquent rarement. Si nous pouvons prouver que les tissus et le linge de lit qui y avaient été soumis ne sauraient avoir dépassé 5,3 et 41,2 pour cent de nos importations totales de ces deux produits, les experts des douanes, eux, sont fermement convaincus que les tissus et le linge de lit qui avaient effectivement été soumis à TI+2 en représentent des proportions nettement plus faibles.

³⁵⁸ Wingate, Dr. Isabel B. (dir. publ.), *Fairchild's Dictionary of Textiles*, Fairchild Publications, Inc., New York, 1970, page 197 (pas d'italique dans l'original).

ANNEXE B

Annexe B	Réponses des tierces parties aux questions
B-1	Réponses de la Chine aux questions posées par le Groupe spécial
B-2	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial
B-3	Réponses des Philippines aux questions posées par le Groupe spécial

ANNEXE B-1

RÉPONSES DE LA CHINE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

À toutes les tierces parties:

39. *Les parties considèrent-elles qu'il serait possible de s'appuyer sur l'article 2 b) à e) de l'Accord RO pour contester une modification des règles d'origine en soi, par opposition aux règles d'origine particulières en vigueur au moment de l'introduction d'un recours? En d'autres termes, un groupe spécial pourrait-il reconnaître le bien-fondé d'allégations au titre de l'article 2 b) à e) selon lesquelles une modification des règles d'origine est en soi contraire à ces dispositions?*

RÉPONSE: La Chine estime que les obligations des Membres telles qu'elles sont spécifiées à l'article 2 b) à e) de l'Accord RO ont trait à la fois à la teneur des différentes règles d'origine et aux *circonstances et buts* qui sous-tendent toute modification que les Membres pourraient décider d'apporter à ces règles. Ainsi, l'article 2 b) interdit aux Membres d'"utiliser" leurs règles d'origine comme des instruments "visant à favoriser la réalisation" des objectifs en matière de commerce. Cette formulation impose expressément aux Membres des obligations en ce qui concerne le *but* et l'*utilisation* de leurs règles d'origine, obligations qui englobent nécessairement les *circonstances et les buts* de toute modification de ces règles, en sus du contenu particulier des règles révisées.

Il s'ensuit qu'un Membre a la faculté de modifier ses règles d'origine puis d'essayer de défendre cette modification en arguant de ce que les dispositions de fond propres des nouvelles règles ne sont pas incompatibles avec ses obligations au titre de l'Accord RO. Nonobstant la valeur de l'argument de ce Membre quant à la compatibilité desdites dispositions de fond, les circonstances et les buts qui sous-tendent la révision par ce Membre de ses règles d'origine peuvent établir que ledit Membre a utilisé cette modification de ses règles comme un instrument pour favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux. Dans cette mesure, par conséquent, une modification des règles d'origine peut être attaquée sur le fondement de l'article 2 b) de l'Accord RO, en dehors d'une contestation de la compatibilité des dispositions de fond particulières de ces règles sur le fondement d'autres dispositions de l'Accord RO.

En l'espèce, il a été établi que les travaux préparatoires, la conception et la structure de l'article 334 prouvent que celui-ci a été utilisé par les États-Unis comme un instrument visant à favoriser la réalisation d'objectifs en matière de commerce, contrairement aux obligations que leur impose l'article 2 b) de l'Accord RO. Le plaignant et les tierces parties, appuyant le plaignant, ont démontré que les circonstances et les buts qui sous-tendent les modifications apportées par les États-Unis à leurs règles d'origine des textiles avec l'article 334 se résument à la poursuite inadmissible d'objectifs de politique commerciale: les États-Unis ont changé la définition de l'origine d'un produit en appliquant des règles *per se* qui ne tenaient plus compte de la nature et du degré d'ouvrison de la transformation ultérieure intervenant dans un pays tiers, accroissant ainsi les quantités de textiles importés qui seraient imputées au contingent restreint de la Chine et protégeant du même coup la branche de production nationale de textiles et de vêtements des États-Unis.

40. *À propos de l'article 2 b) de l'Accord RO, les parties considèrent-elles que le terme "utilisées" devrait s'interpréter comme signifiant qu'un groupe spécial doit apprécier si les règles d'origine sont utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce au moment de leur adoption ou au moment de l'établissement du groupe spécial?*

RÉPONSE: La Chine estime que le présent Groupe spécial doit se concentrer sur la question telle qu'elle a été formulée par l'Inde, partie plaignante, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, en ces termes: "La structure des règles d'origine [des États-Unis], leur mise en œuvre et leur administration, les circonstances dans lesquelles elles ont été adoptées et leurs effets sur les conditions de concurrence pour les textiles et les vêtements démontrent qu'elles sont utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce".³⁵⁹ La demande de l'Inde mentionne expressément les "modifications apportées par la législation adoptée en 1994 et en 2000".³⁶⁰ Le mandat du présent Groupe spécial est d'"examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par l'Inde dans le document WT/DS243/5/Rev.1, la question portée devant l'ORD par l'Inde dans ce document ...".³⁶¹

Il appartient donc au présent Groupe spécial d'interpréter le terme "utilisées", à l'article 2 b) de l'*Accord RO*, en ayant en vue les circonstances et les buts qui sous-tendaient l'adoption en 1994 et 2000 par les États-Unis des textes modifiant leurs règles d'origine, ainsi que la mise en œuvre et l'administration de ces règles révisées depuis lors, jusqu'au moment où l'Inde, partie plaignante, a engagé la procédure en cours devant le Groupe spécial.

41. S'agissant de l'article 2 c) de l'Accord RO, les tierces parties pourraient-elles répondre aux questions suivantes:

a) L'article 2 c) prohibe-t-il les règles d'origine qui créent les effets spécifiés, même dans les cas où ces effets sont entièrement involontaires?

RÉPONSE: La Chine estime que, dans ses termes mêmes, l'article 2 c) de l'*Accord RO* ne prévoit pas de détermination pour établir si les effets prohibés ont été "voulus" par le Membre. Au contraire, le texte liminaire de l'article 2 dit que "les Membres veilleront à ce" que leurs règles d'origine ne créent pas les effets prohibés spécifiés à l'article 2 c). S'il est constaté que les règles d'origine d'un Membre créent les effets prohibés en question, il faut en conclure que le Membre n'a pas veillé à en empêcher la survenance et que cette omission est constitutive de violation de cette obligation dudit Membre au regard de l'article 2.

b) Le membre de phrase "effets de restriction ... du commerce international" signifie-t-il qu'un Membre plaignant est tenu de mettre en évidence l'existence d'un effet de restriction net du commerce international? Ou bien suffirait-il de montrer que le commerce d'un seul Membre a subi un effet défavorable, même si celui d'un autre Membre a été favorablement affecté? Dans le second cas, se pourrait-il que ce seul Membre soit un autre Membre que le Membre plaignant?

RÉPONSE: La Chine considère que les termes mêmes de l'article 2 c) de l'*Accord RO* n'imposent aucunement comme condition que l'effet "net" sur *la totalité* du commerce multilatéral soit restrictif. Le commerce entre deux nations souveraines, quelles qu'elles soient, est nécessairement un "commerce international"; il suffit par conséquent de prouver que le commerce entre deux Membres a subi un effet défavorable pour démontrer la création "d'effets de restriction du commerce international", ce qui est la circonstance prohibée par l'article 2 c).

³⁵⁹ WT/DS243/5/Rev.1.

³⁶⁰ *Id.*, *ibid.*

³⁶¹ WT/DS243/6.

De plus, la Chine note que l'article 2 c) de l'*Accord RO* parle "d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international". À son sens, bien que les termes "restriction", "distorsion" et "désorganisation" se présentent sous la forme d'une énumération disjonctive - ce qui donnerait à penser que l'un quelconque de ces effets est suffisant pour être constitutif de violation - , il convient de lire ces trois termes conjointement comme connotant une préoccupation globale des Membres quant aux effets des règles d'origine sur le commerce *multilatéral*. Le terme "distorsion", par exemple, dénote un changement *multidimensionnel*, qui "déforme en la gauchissant la "situation préexistante".³⁶² Un effet "de distorsion" du commerce international doit donc raisonnablement s'entendre aussi d'un scénario dans lequel le commerce entre deux Membres déterminés subit une "restriction" ou une "désorganisation", cependant que le commerce entre l'un de ces deux Membres et un troisième Membre se trouve renforcé et libéralisé *d'autant*.

c) *Pourrait-on dire que les règles d'origine créent intrinsèquement des effets "de restriction" du commerce international, dans la mesure où elles exigent des négociants qu'ils respectent certaines conditions (l'établissement de certificats d'origine, par exemple)? Dans l'affirmative, cela semblerait-il indiquer que l'article 2 c) implique une sorte d'exception de minimis? Si tel était le cas, en quoi consisterait un effet de restriction de minimis? En répondant à cette question, veuillez indiquer dans quelle mesure la deuxième phrase de l'article 2 c) ("prescriptions indûment rigoureuses") et le quatrième considérant du préambule de l'Accord RO ("obstacles non nécessaires au commerce") sont pertinents.*

RÉPONSE: La Chine considère que l'article 2 c), lu conjointement avec le quatrième considérant du préambule de l'*Accord RO*, traite le souci primordial des Membres que les règles d'origine ne créent pas en soi d'effets de distorsion du commerce international, ni ne créent d'une autre manière d'obstacles non nécessaires à la liberté des échanges commerciaux internationaux. On peut faire une distinction entre les effets "de restriction, de distorsion ou de désorganisation" qui peuvent naître des *dispositions de fond particulières* d'un ensemble de règles déterminées et les obstacles administratifs d'ordre plus général qui peuvent tenir aux *conditions de forme* prescrites par un ensemble de règles d'origine déterminé. Dans le premier cas, il n'y a pas de seuil *de minimis*; la première phrase de l'article 2 c) ne parle ni d'effets de restriction "inutilement" prononcés, ni d'effets de distorsion "indûment" accentués. Si les règles d'origine créent en soi des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international, c'est par suite de leurs dispositions *de fond* propres, et ces effets ne sont à aucun degré acceptables en vertu d'une "exemption *de minimis*".

La deuxième phrase de l'article 2 c), par contre, peut s'interpréter comme se rapportant aux obstacles administratifs qui découlent naturellement de tout système dans lequel il est demandé aux exportateurs et aux importateurs de justifier sur pièces de l'origine des marchandises. Il est raisonnable d'en conclure que les Membres ont accepté une certaine charge administrative (l'enregistrement des certificats d'origine, par exemple) comme la conséquence naturelle des échanges avec tout Membre qui impose un régime de règles d'origine (ce que la plupart, sinon la totalité, des Membres faisaient à l'époque où l'*Accord RO* a été adopté). Cette charge est reconnue comme acceptable si elle n'est pas "indûment rigoureuse" et n'exige pas le respect de conditions non liées à la fabrication ou à l'ouvraison. Un Membre qui impose des prescriptions "indûment rigoureuses", en revanche, aura manqué à ses obligations en ne veillant pas à ce que ses règles d'origine ne créent pas en soi "d'obstacles non nécessaires au commerce".

³⁶² "Twist[s] out of shape", *The New Shorter Oxford English Dictionary*, op. cit., volume 1, page 707.

d) Comment le Groupe spécial devrait-il apprécier si des règles d'origine particulières créent des effets "de distorsion" du commerce international? À quoi comparez-vous les règles d'origine existantes?

RÉPONSE: Comme la Chine l'observait plus haut dans sa réponse à la question n° 41 b), le terme "distorsion" dénote un changement *multidimensionnel*, de ceux qui "déforment en la gauchissant" la situation préexistante. Un effet "de distorsion" du commerce international doit donc raisonnablement recouvrir un scénario dans lequel le commerce entre deux Membres déterminés se trouve "restreint" ou "désorganisé", cependant que le commerce entre l'un de ces Membres et un troisième Membre se trouve amélioré et libéralisé *d'autant*. Le Groupe spécial devrait par conséquent évaluer la structure des courants d'échanges qui existait avant les modifications des règles d'origine en question et la comparer à la "configuration" des courants d'échanges qui a suivi les modifications des règles. Si la structure des courants d'échanges – la "configuration" des relations commerciales entre les pays intéressés pour les produits en question – a été "gauchie" en *conséquence* des modifications des règles d'origine en soi, il faut que soit constaté là un effet de distorsion prohibé par l'article 2 c).

e) Comment le membre de phrase "créer [...] d'effets [...] de désorganisation du commerce international" devrait-il être interprété? Les tierces parties pourraient-elles donner des exemples de cas où les règles d'origine pourraient créer de tels effets?

RÉPONSE: La Chine considère que le Groupe spécial devrait interpréter le membre de phrase "créer ... d'effets ... de désorganisation du commerce international" en le replaçant dans le contexte de la première phrase tout entière de l'article 2 c). Comme elle l'a déjà observé dans sa réponse à la question n° 41 b), l'article 2 c) de l'*Accord RO* parle "d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international". À son sens, s'il est vrai que les termes "de restriction", "de distorsion" et "de désorganisation" se présentent sous la forme d'une énumération disjonctive – ce qui donnerait à penser que n'importe lequel de ces effets est suffisant pour constituer une violation –, ils devraient cependant être lus tous les trois ensemble comme connotant un souci global des Membres quant aux effets des règles d'origine sur le commerce *multilatéral*.

Littéralement, un effet de "désorganisation" est celui qui "disloque, fait voler en éclats, démolit; scinde par la force".³⁶³ En ce sens, cette notion recoupe dans une certaine mesure l'idée d'effets "de restriction" et "de distorsion" du commerce international, puisque l'on peut dire que les règles d'origine qui "disloquent" la structure préexistante des courants d'échanges exercent aussi un effet "de restriction" en ce qui concerne une relation commerciale bilatérale déterminée ou "déforment en la gauchissant" les circuits imbriqués des relations commerciales multilatérales.

En l'espèce, le plaignant et certaines tierces parties ont donné au Groupe spécial des exemples précis de cas où les modifications apportées par les États-Unis à leurs règles d'origine ont, *en soi*, créé des effets de désorganisation (et, jusqu'à un certain point, de restriction et de distorsion) du commerce international. Ainsi que la Chine l'expose dans sa communication de tierce partie (pages 3 et 4), le résultat auquel a abouti l'adoption de l'article 334, avec les modifications que l'article 405 y a par la suite apportées, est une mosaïque qui, arbitrairement, ne tient aucun compte - sauf pour certains tissus intéressant particulièrement les Communautés européennes - de la valeur ajoutée conférée au produit ou des transformations qu'il subit dans sa nature et ses caractéristiques dans le cadre des opérations ultérieures d'assemblage et de fabrication effectuées en dehors du pays où le tissu a été initialement tissé, tricoté ou élaboré d'une autre manière à l'état dit "écru". Certains types de tissu, par exemple, se voient attribuer l'origine du pays où le tissu écru a été initialement tissé ou tricoté, sans égard à aucune opération de transformation ultérieure, ouvraison, assemblage ou autre; mais il y a une exception à cette règle pour les tissus classés comme étant de soie, de coton, de fibres synthétiques ou artificielles

³⁶³ Définition de "to disrupt" par "break apart, burst, shatter, separate forcibly", *The New Shorter Oxford English Dictionary*, *op. cit.*, volume 1, page 703.

ou de fibres végétales – les fibres qui précisément intéressent les Communautés européennes –, dont l'origine sera déterminée par la prise en considération des opérations d'ouvrison ultérieures (telles que teinture, impression, blanchiment, lainage, et ainsi de suite). Il y a tout un faisceau d'autres exceptions et modifications qui aboutissent à une situation dans laquelle certains produits textiles autres que les vêtements se voient attribuer comme origine le pays où le tissu a été élaboré à l'état écru, alors que pour d'autres produits textiles autres que les vêtements, ce sera celui où se sont déroulés certains processus ultérieurs et opérations de finissage; d'autres exceptions et modifications encore aboutissent à des déterminations de l'origine différentes selon qu'un mélange de fibres contient moins ou plus de 16 pour cent de coton.³⁶⁴

"f) Quelle est la relation entre la première et la deuxième phrases de l'article 2 c)? Prévoient-elles des obligations distinctes et indépendantes, de sorte que la deuxième phrase ajoute une obligation qui n'est pas déjà visée par la première phrase? Ou la deuxième phrase ne fait-elle qu'explicitier un aspect, ou une conséquence, de l'obligation énoncée dans la première phrase?

RÉPONSE: Comme la Chine l'indiquait plus haut dans sa réponse à la question n° 41 c), elle considère que la deuxième phrase de l'article 2 c) prévoit une obligation distincte et indépendante de la part des Membres, qui est liée aux préoccupations que suscitent chez eux les obstacles administratifs découlant naturellement de tout système dans lequel exportateurs et importateurs sont tenus de justifier sur pièces de l'origine des marchandises. Cela correspond à une distinction entre les effets "de restriction, de distorsion ou de désorganisation" qui peuvent naître des *dispositions de fond propres* d'un ensemble de règles déterminé et les obstacles administratifs d'ordre plus général qui peuvent tenir aux *conditions de forme prescrites* par un ensemble de règles d'origine déterminé. Dans le premier cas, il n'y a pas d'idée relative d'effets de restriction "inutilement" prononcés ou d'effets de distorsion "indûment" accentués. Si des règles d'origine créent en soi des effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international, elles le font par suite de leurs *dispositions de fond propres*, et ces effets ne sont à *aucun* degré acceptables.

Le recours à la notion relative "indûment rigoureuses" dans la deuxième phrase de l'article 2 c), d'autre part, donne à penser que les Membres ont accepté une certaine charge administrative (l'enregistrement des certificats d'origine, par exemple) comme conséquence naturelle des échanges avec tout Membre qui impose un régime de règles d'origine (ce que faisaient la plupart, sinon la totalité, des Membres à l'époque de l'adoption de l'*Accord RO*). Cette charge est reconnue comme acceptable si elle n'est pas "indûment rigoureuse" et n'exige pas le respect de conditions non liées à la fabrication ou à l'ouvrison. Un Membre qui impose des prescriptions "indûment rigoureuses", en revanche, aura manqué à ses obligations en ne faisant pas en sorte que ses règles d'origine ne créent pas en soi les "obstacles non nécessaires au commerce" évoqués dans le quatrième considérant du préambule de l'*Accord RO*.

42. Supposez que dans le cadre de négociations tarifaires multilatérales, le Membre X demande au Membre Y de lui accorder une concession tarifaire pour le produit Z (dont le Membre X est le principal fournisseur) et que le Membre X obtienne cette concession sur une base NPF. Supposez aussi que le Membre Y refuse de lui accorder une concession tarifaire pour le produit Q (dont le Membre R est le principal fournisseur). Dans ces conditions, pourrait-on dire que le Membre X a obtenu du Membre Y un avantage de facto contraire à l'article premier du GATT de 1994? Pourquoi (pas)? Est-ce différent du fait que les États-Unis ont prévu, à la demande des Communautés européennes, des exceptions à la règle de l'élaboration du tissu pour les produits spécifiés et indépendamment de l'"origine" de ces produits?

³⁶⁴ Voir États-Unis – Règles d'origine concernant les textiles et les vêtements, WT/DS243, première communication de l'Inde (30 octobre 2002), pages 9 à 16.

RÉPONSE: La Chine considère que les concessions accordées (ou non) dans le cadre de négociations tarifaires multilatérales sont tout à fait distinctes de l'action unilatérale d'un seul Membre qui modifie ses règles d'origine d'une manière qui désavantage certains Membres pour certains produits. Les négociations multilatérales sur les concessions concernant les niveaux de droits s'étendent – pratiquement par définition – à tous les Membres et (virtuellement) à tous les produits. Les résultats de ces négociations multilatérales, qui comportent des concessions mutuelles de la part de tous les Membres, ne deviennent définitifs et exécutoires qu'après l'accord de tous les Membres. Un Membre a toujours le pouvoir souverain de souscrire à un accord multilatéral sur des concessions tarifaires qui peut le désavantager *vis-à-vis* d'autres Membres pour certains produits, s'il est parvenu à la conclusion que d'autres dispositions de cet accord multilatéral lui assurent des avantages qui l'emportent sur ces désavantages ou leur sont égaux.

Il en va tout différemment lorsque, comme en l'espèce, les États-Unis ont modifié unilatéralement leurs règles d'origine – non pas une, mais deux fois –, si bien qu'en soi les règles d'origine ainsi modifiées restreignent, faussent et désorganisent les échanges au détriment de certains Membres. Les mesures prises par les États-Unis en 1994 et 2000 n'étaient le fruit d'aucune négociation multilatérale sur l'octroi de concessions tarifaires. Comme l'ont démontré la Chine dans sa communication de tierce partie et l'Inde dans sa première communication au présent Groupe spécial, les modifications apportées à leurs règles d'origine par les États-Unis avec l'article 334 n'étaient le fruit d'aucun accord multilatéral sur des modifications particulières des règles d'origine des textiles et des vêtements; de même, les modifications votées par les États-Unis avec l'article 405 n'étaient pas non plus le résultat de négociations multilatérales. En réalité, l'article 405 était une mesure unilatérale prise par les États-Unis, au détriment de la Chine et d'autres Membres, pour donner satisfaction à un certain Membre – l'UE – et s'épargner la difficulté de défendre les dispositions de l'article 334 devant l'OMC. À cet égard, on peut dire que les États-Unis ont accordé à l'UE un avantage *de facto* sur certains autres Membres, contrairement aux prescriptions de l'article premier du GATT de 1994 et contrairement aussi à l'obligation de l'article 2 d) suivant laquelle les règles d'origine ne doivent pas établir de discrimination entre les autres Membres.

43. *S'agissant de l'article 5:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, les parties pourraient-elles répondre aux questions suivantes:*

a) *Quel est le sens du terme "contournement", tel que celui-ci est employé à l'article 5:1? Veuillez communiquer, le cas échéant, les pièces justificatives (documents de l'OMC, documents de négociation, avis d'experts, et ainsi de suite).*

RÉPONSE: La Chine considère qu'il ressort clairement de l'analyse textuelle de l'article 5:1 que le "contournement", tel qu'il y est défini, est circonscrit à un ensemble spécifié d'activités comportant le mouvement frauduleux de marchandises ou la falsification de documents ou les deux. Plus précisément, l'article 5:1 vise expressément "le contournement *par* le jeu de la réexpédition, du déroutement, de la fausse déclaration concernant le pays ou le lieu d'origine et de la falsification de documents officiels". L'article 5:1 dit encore que les Membres devraient prendre les mesures nécessaires pour combattre le contournement en question. Ainsi, même si le "contournement" au sens général peut être considéré comme englobant des circonstances ou des activités autres que celles qui sont expressément énumérées à l'article 5:1, le texte et la structure de cette disposition montrent nettement que seules les quatre activités spécifiées sont constitutives de "contournement" au sens de l'article 5.³⁶⁵

³⁶⁵ Si les Membres avaient voulu que la définition du "contournement" englobe davantage d'activités que les quatre spécifiées, ils auraient facilement pu insérer les mots "par exemple", "entre autres" ou autres termes analogues pour indiquer que cette liste d'activités n'était pas exhaustive. Qui plus est, les Membres auraient pu convenir d'éliminer le restrictif lorsqu'il est question plus loin dans l'article de "contournement".

La Chine note par surcroît qu'aucune des quatre activités spécifiées qui sont constitutives de "contournement" dans le cadre de l'article 5:1 ne comporte la moindre activité liée à la *fabrication* ou à l'*ouvroison*. Chacune des quatre se rapporte soit au *mouvement* en fraude des marchandises depuis le pays où elles ont initialement été fabriquées jusqu'à d'autres lieux avant l'importation ("réexpédition", "déroutement"), soit à la *falsification* des documents utiles pour la détermination de l'origine ("la fausse déclaration concernant le pays ou le lieu d'origine", "la falsification de documents officiels"). Dans un cas comme dans l'autre, les marchandises, après avoir quitté le lieu initial de fabrication, n'ont subi aucune modification physique de leur état et de leurs caractéristiques du fait d'une quelconque activité ultérieure de *fabrication* ou d'*ouvroison*. Partant, tout Membre qui considère qu'une modification physique de l'état et des caractéristiques de la marchandise, intervenue par suite d'une activité ultérieure de fabrication ou d'ouvroison, est constitutive de "contournement", excède ainsi le pouvoir que lui reconnaît l'article 5:1 de "faire face au contournement" en question.

b) Le "contournement", tel que ce terme est employé à l'article 5:1, englobe-t-il à la fois la "fraude" (c'est-à-dire une action illicite) et l'"évasion" (c'est-à-dire une action licite destinée à réduire le plus possible l'effet d'un contingent, etc.)?

RÉPONSE: Pour reprendre ce que la Chine disait dans sa réponse à la question n° 43 a), le "contournement", tel qu'il est défini à l'article 5:1, est circonscrit à l'ensemble spécifié d'activités comportant soit le mouvement frauduleux de marchandises, soit la falsification de documents, soit les deux. En tout cas, il faut la présence de fausses déclarations et/ou de documents falsifiés (c'est-à-dire d'un acte illicite) pour aller à l'encontre des buts de l'Accord. Toute autre interprétation donnerait aux mentions de la "réexpédition" et du "déroutement" à l'article 5:1 un caractère par trop général et au fond les viderait de leur sens.

Un producteur, par exemple, pourra souhaiter, pour quelque raison que ce soit, expédier ses produits du pays où ils ont initialement été fabriqués vers un pays tiers, où ils seront stockés avant d'être réexpédiés vers leur destination ultime, le pays de leur utilisation finale. Dès lors que les parties aux transactions déclarent exactement le véritable pays (initial) de fabrication, il n'y aura pas de différence dans la fixation des droits, l'application des contingents, le recensement statistique ou autres aspects du traitement de ces produits par le Membre importateur. Ce type de "réexpédition", par conséquent, ne saurait être assimilé au type d'activité dont les Membres pensent qu'il contrarierait la mise en œuvre de l'Accord. Ainsi, le type de "réexpédition" envisagé comme "contournement" à l'article 5:1 doit nécessairement renfermer un élément qui relève de la fausse déclaration, de la tromperie ou autre falsification de nature à permettre aux parties en cause de s'assurer un avantage dans le traitement que le Membre importateur réservera aux produits considérés du point de vue de la fixation des droits, de l'application du contingent ou autres.³⁶⁶

À cet égard, l'"évasion" – l'acte *licite* destiné à ramener l'incidence d'un contingent au minimum – n'entre pas dans le champ du "contournement" défini à l'article 5:1. En même temps, les possibilités d'"évasion" *licite* par le jeu de la "réexpédition" ou du "déroutement" sont, tout au plus, limitées. Dès lors qu'un contingent est défini par référence au pays de fabrication initial d'un produit déterminé, il semblerait qu'aucune opération, si importante soit-elle, de "réexpédition" ou de "déroutement" ne lui permettrait d'y échapper à *moins* de comporter fausse déclaration, tromperie ou autre falsification. À ce point, l'activité ne répond plus aux conditions de l'"évasion licite" et doit au contraire être considérée comme un "contournement" au sens de l'article 5:1.

Une fois encore, la Chine tient à souligner que le "contournement" de l'article 5:1 ne renvoie à aucune activité liée à la *fabrication* ou à l'*ouvroison*. Chacune des quatre activités qui y sont spécifiées et liée soit au *mouvement* frauduleux des marchandises du pays initial de fabrication vers d'autres lieux avant l'importation, soit à la *falsification* des documents pertinents pour la détermination

³⁶⁶ On peut en dire autant du contournement opéré par le jeu du "déroutement".

de l'origine. Dans un cas comme dans l'autre, l'état et les caractéristiques de la marchandise après qu'elle a quitté le lieu où elle a initialement été produite n'ont pas physiquement changé du fait d'une quelconque activité de *fabrication* ou d'*ouvraison*.

c) *Le perfectionnement passif qui ne comporte aucune fraude, fausse déclaration, etc. constitue-t-il un "contournement" de contingent au sens de l'article 5:1?*

RÉPONSE: La Chine estime que, à la lumière des conclusions qui se dégagent de l'analyse qu'elle a faite dans ses réponses aux questions n° 43 a) et b) ci-dessus, la réponse est ici clairement "non".

Comme la Chine le notait dans sa réponse à la question n° 43 a), aucune des quatre activités spécifiées qui sont constitutives de "contournement" au regard de l'article 5:1 ne comporte la moindre activité liée à la *fabrication* ou à l'*ouvraison*. Chacune de ces quatre activités se rapporte soit au *mouvement* frauduleux de marchandises du pays de fabrication initial à d'autres lieux avant l'importation ("réexpédition", "déroutement"), soit à la *falsification* des documents qui sont utiles pour la détermination de l'origine ("fausses déclarations concernant le pays ou le lieu d'origine", "falsification de documents officiels"). Dans un cas comme dans l'autre, l'état et les caractéristiques de la marchandise après qu'elle a quitté le lieu initial de fabrication n'ont pas été physiquement modifiés par une quelconque activité ultérieure de *fabrication* ou d'*ouvraison*. Partant, le Membre qui pose en principe que la modification physique de l'état et des caractéristiques de la marchandise résultant d'une activité ultérieure de fabrication ou d'ouvraison est constitutive de "contournement" excède le pouvoir que lui reconnaît l'article 5:1 de faire face "*au contournement*" en question.

Dans l'affaire portée devant le Groupe spécial, les États-Unis ont invoqué pour justifier leurs modifications de fond de leurs règles d'origine, leurs préoccupations au sujet du "contournement". Comme la Chine le notait dans sa communication de tierce partie, les États-Unis arguent de la nécessité de modifier leurs règles d'origine "pour réduire le contournement des plafonds contingentaires par le jeu de la réexpédition illicite".³⁶⁷ Comme elle l'a montré, toutefois, cet argument revient en dernière analyse à concéder que les règles d'origine ont effectivement été utilisées au service d'objectifs commerciaux. Les plafonds contingentaires effectivement imposés sur les textiles par les États-Unis sont entièrement tributaires d'une détermination exacte, reposant sur une information fidèle et correcte, du pays d'origine réel du produit considéré. Or, comme elle l'a prouvé, les révisions de fond des règles d'origine promulguées à l'article 334 *ont changé* le résultat des déterminations du pays d'origine pour certains textiles et vêtements, par comparaison avec les déterminations établies par les États-Unis avant l'entrée en vigueur de l'article 334, *dans le cadre des mêmes données de fait*. Ces révisions de fond ont modifié la nature et le degré de l'activité ultérieure de *fabrication* et d'*ouvraison* que les États-Unis considéreraient comme suffisante pour conférer l'origine à certains produits. Et pourtant, rappelons-le, aucune des quatre activités spécifiées qui sont constitutives de "contournement" au regard de l'article 5:1 ne comporte la moindre activité liée à la *fabrication* ou à l'*ouvraison*.

d) *Qu'est-ce que le "contournement par le jeu de la réexpédition"? Impliquerait-il nécessairement quelque action illicite, telle que fraude, fausse déclaration etc., ou le simple fait que des expéditions transitent par des pays tiers, avec ou sans modifications de la marchandise, pourrait-il être considéré comme "contournement"?*

RÉPONSE: Comme elle l'a indiqué dans sa réponse à la question n° 43 b) ci-dessus, la Chine estime que le type de "réexpédition" envisagé comme un "contournement" à l'article 5:1 doit

³⁶⁷ États-Unis – Règles d'origine concernant les textiles et les vêtements, première communication écrite des États-Unis (27 novembre 2002), page 7.

nécessairement comporter un élément relevant de la fausse déclaration, de la tromperie ou autre falsification de nature à permettre aux parties en cause d'obtenir un certain avantage dans le traitement que le Membre importateur réservera aux produits considérés en matière de fixation des droits, d'application du contingent ou autres. Un producteur, par exemple, pourra vouloir, pour quelque raison que ce soit, expédier ses produits du pays de fabrication initial à un pays tiers, où ils seront stockés avant d'être réexpédiés au pays qui en est la destination finale. Dès lors que les parties aux transactions déclarent exactement quel est le vrai pays (initial) de fabrication, il n'y aura pas de différence dans la fixation des droits, l'application des contingents, le recensement statistique ou autres aspects du traitement de ces produits par le Membre importateur. Ce type de "réexpédition", par conséquent, ne saurait être assimilé au type d'activité dont les Membres estimaient qu'il irait à l'encontre de la mise en œuvre de l'Accord.³⁶⁸

À l'adresse de la Chine:

44. *Qu'auraient dû faire les États-Unis "pour améliorer la collecte d'information véridique et exacte sur la source et la localisation effective des matières et des opérations particulières de production", au lieu de "se contenter de changer les règles d'origine sur le fond"? (Communication écrite de la Chine, paragraphe 17)*

RÉPONSE: Aux yeux de la Chine, il aurait été possible de faire face au problème que le "contournement" posait aux États-Unis, d'une manière compatible avec leurs obligations au regard de l'Accord RO, en mettant en œuvre des mesures destinées à garantir une information plus précise sur le lieu où se déroule les processus de fabrication et de production, afin que les règles d'origine de fond déjà appliquées par les États-Unis aboutissent à des résultats plus uniformes et plus justes et réduisent les cas dans lesquels les importations n'étaient pas correctement imputées au contingent voulu.

Ces mesures auraient pu comprendre toutes sortes d'interventions préventives et punitives, comme: 1) l'augmentation des ressources (financières et humaines) consacrées à la coordination avec les administrations douanières des pays tiers dont on pense qu'ils sont à l'origine des plus grosses entreprises de "contournement"; 2) l'alourdissement des sanctions (pénales et civiles) prévues pour la falsification de documents utiles pour déterminer le véritable pays d'origine des marchandises importées; 3) l'augmentation des ressources (financières et humaines) affectées à l'inspection et la vérification par les douanes américaines des marchandises importées et de la documentation dont elles s'accompagnent; et 4) la collecte de renseignements plus complets sur la nature et les dimensions des branches de production étrangères dont les États-Unis se préoccupent tout particulièrement, afin que les éléments ainsi recueillis puissent faciliter l'inspection et la vérification de l'origine des marchandises importées.

Chacune de ces mesures aurait renforcé l'application par les États-Unis de leurs plafonds contingentaires sur les textiles, par exemple. Ces contingents sont entièrement tributaires de la justesse des déterminations, qui doivent reposer sur une information exacte et véridique, du pays d'origine réel du produit considéré. En même temps, comme la Chine le remarquait plus haut dans sa réponse à la question n° 43 a), l'idée de "contournement", tel que celui-ci est défini à l'article 5:1 de

³⁶⁸ Il est concevable, encore que fort improbable, qu'un Membre puisse définir le pays d'origine d'une marchandise à des fins de contingentement comme le dernier pays où la marchandise a été physiquement présente avant l'importation dans le pays Membre en question, indépendamment du lieu où se serait déroulée une opération initiale ou ultérieure de fabrication ou d'ouvraison. Dans cette hypothèse, le producteur ou l'importateur pourrait s'assurer un avantage en se contentant de "réexpédier" la marchandise du pays soumis au contingent à un autre pays avant l'importation dans ledit pays Membre. On peut douter que le Membre, ayant choisi de définir le pays d'origine de la sorte, considérerait cette réexpédition comme un "contournement". En tout état de cause, la Chine considère que l'Accord RO – comme d'ailleurs les règles d'origine de la quasi-totalité des Membres – est tributaire de l'idée du lieu où la marchandise est *produite* ou *transformée*, et non de celui où il se trouve être expédié une fois achevée la fabrication ou l'ouvraison. Voir l'article 9 1) b) de l'Accord RO.

l'Accord sur les textiles, implique soit le mouvement frauduleux de marchandises, soit la falsification de la documentation, soit les deux. Dans tous les cas, il faut la présence de fausses déclarations et/ou de documents falsifiés (c'est-à-dire d'un acte illicite) pour contrecarrer les buts de l'Accord. Ainsi, des mesures destinées à combattre le contournement qui soient compatibles avec les obligations multilatérales des États-Unis seraient centrées sur des mécanismes destinés à prévenir la circulation des marchandises en fraude et la falsification des documents. En revanche, des mesures qui modifient les règles de fond établissant la nature et le degré de la *fabrication* ou de l'*ouvraison* qu'un Membre juge suffisants pour conférer l'origine, comme les États-Unis l'ont fait en l'espèce, n'ont rien à voir avec la prévention du contournement; elles constituent bien davantage une utilisation déguisée des règles d'origine comme instrument visant à favoriser la réalisation d'objectifs commerciaux, en violation de l'article 2 b) de l'*Accord RO*.

ANNEXE B-2

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

Question n° 39. *Les parties considèrent-elles qu'il serait possible de s'appuyer sur l'article 2 b) à e) de l'Accord RO pour contester une modification des règles d'origine en soi, par opposition aux règles d'origine particulières en vigueur au moment de l'introduction d'un recours? En d'autres termes, un groupe spécial pourrait-il reconnaître le bien-fondé d'allégations au titre de l'article 2 b) à e) selon lesquelles une modification des règles d'origine est en soi contraire à ces dispositions?*

De l'avis des Communautés européennes, la réponse à cette question est oui. S'il est clair qu'il n'est pas interdit aux Membres de modifier leurs règles d'origine durant la période de transition (sinon l'article 2 i) ne rimerait à rien), il est également évident qu'ils ne peuvent pas le faire si cette modification, par exemple, est effectuée pour réaliser des objectifs en matière de commerce au sens de l'article 2 b). Une telle modification des règles d'origine pourrait être contestée au titre de cette disposition.

Question n° 40. *À propos de l'article 2 b) de l'Accord RO, les parties considèrent-elles que le terme "utilisées" devrait s'interpréter comme signifiant qu'un groupe spécial doit apprécier si les règles d'origine sont utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce au moment de leur adoption ou au moment de l'établissement du groupe spécial?*

La question de savoir si le groupe spécial doit évaluer les règles d'origine au moment de leur adoption ou au moment de l'établissement du groupe spécial dépend de ce qui est contesté. Si ce sont les règles elles-mêmes qui sont contestées, le point pertinent dans le temps est l'adoption des règles. Si c'est l'application des règles qui est contestée, le point pertinent dans le temps est l'établissement du groupe spécial.

Question n° 41. *S'agissant de l'article 2 c) de l'Accord RO, les tierces parties pourraient-elles répondre aux questions suivantes:*

a) *L'article 2 c) prohibe-t-il les règles d'origine qui créent les effets spécifiés, même dans les cas où ces effets sont entièrement involontaires?*

De l'avis des Communautés européennes, la réponse à cette question est oui. L'intention n'est pas à prendre en considération dans l'article 2 c) pour trois raisons. Premièrement, il n'est fait nulle part mention d'éléments intentionnels dans le texte lui-même. Deuxièmement, parallèlement, on trouve de nombreux éléments de ce type dans l'article 2 b), de sorte qu'une analyse contextuelle amène à conclure que l'intention n'était pas censée résider dans l'article 2 c), mais dans l'article 2 b). Et troisièmement, si l'on voyait un élément d'intention dans l'article 2 c), il deviendrait impossible de faire une distinction entre l'article 2 b) et l'article 2 c), ce qui est contraire au principe de l'interprétation des traités dit de l'effet utile.

b) *Le membre de phrase "effets de restriction ... du commerce international" signifie-t-il qu'un Membre plaignant est tenu de mettre en évidence l'existence d'un effet de restriction net du commerce international? Ou bien suffirait-il de montrer que le commerce d'un seul Membre a subi un effet défavorable, même si celui d'un autre Membre a été favorablement affecté? Dans le second cas, se pourrait-il que ce seul Membre soit un autre Membre que le Membre plaignant?*

De l'avis des Communautés européennes, il n'est pas nécessaire de mettre en évidence un effet net sur le commerce international. En principe, il suffit de mettre en évidence l'effet exercé sur un

Membre uniquement. Ce peut être le Membre plaignant lui-même ou un autre Membre. Ce dernier point, de l'avis des Communautés européennes, est étayé, d'une part, par le texte de l'article 2 c) lui-même ("commerce international" au lieu de "commerce d'un Membre donné") et, d'autre part, par les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Communautés européennes – Bananes* concernant la question des prescriptions en matière de *locus standi*.³⁶⁹

c) *Pourrait-on dire que les règles d'origine créent intrinsèquement des effets "de restriction" du commerce international, dans la mesure où elles exigent des négociants qu'ils respectent certaines conditions (l'établissement de certificats d'origine, par exemple)? Dans l'affirmative, cela semblerait-il indiquer que l'article 2 c) implique une sorte d'exception de minimis? Si tel était le cas, en quoi consisterait un effet de restriction de minimis? En répondant à cette question, veuillez indiquer dans quelle mesure la deuxième phrase de l'article 2 c) ("prescriptions indûment rigoureuses") et le quatrième considérant du préambule de l'Accord RO ("obstacles non nécessaires au commerce") sont pertinents.*

Pour répondre à ces questions, de l'avis des Communautés européennes, il est nécessaire d'apporter un certain nombre de clarifications. Premièrement, il importe de ne pas oublier que le concept de "règles d'origine" renvoie à des prescriptions de fond et de forme. S'agissant du fond, les règles d'origine établissent des critères relatifs à l'attribution de l'origine, et s'agissant de la forme, elles fixent des conditions nécessaires pour procéder à une détermination de l'origine dans une affaire donnée. Dans ces deux domaines, le commerce international a été et est confronté à des effets de restriction, ce qui est la raison même pour laquelle l'Accord sur les règles d'origine a été négocié. Si cet accord prévoit différentes étapes, c'est parce qu'il faut du temps et d'autres négociations pour régler certains des problèmes liés aux règles d'origine, et en particulier pour parvenir à harmoniser les critères relatifs à l'attribution de l'origine utilisés par les Membres.

Dans ce contexte, les Communautés européennes seraient d'accord avec la proposition selon laquelle les règles d'origine créent intrinsèquement des effets "de restriction" du commerce international, dans la mesure où elles peuvent exiger des négociants qu'ils respectent certaines conditions telles que l'établissement de certificats, etc. Toutefois, elles suggéreraient que ces effets "intrinsèques" ne sont pas ceux qui sont visés par la première phrase de l'article 2 c). Pour cette raison également, elles ne pensent pas qu'il existe une prescription *de minimis* dans l'article 2 c). Comme les Communautés européennes l'ont déjà indiqué dans leur communication³⁷⁰, les prescriptions *de minimis* sont généralement énoncées dans les accords spécifiques, si et là où il existe une intention de les introduire.

Les Communautés européennes feraient également observer que les notions de prescriptions indûment rigoureuses dans la deuxième phrase de l'article 2 c) et d'obstacles non nécessaires dans le préambule, sur lesquels le Groupe spécial attire l'attention, donnent à penser que l'Accord porte sur les effets non intrinsèques et sur ceux qui sont disproportionnés par rapport à l'objectif recherché, et qu'il n'est pas censé empêcher toute application des règles d'origine.

d) *Comment le Groupe spécial devrait-il apprécier si des règles d'origine particulières créent des effets "de distorsion" du commerce international? À quoi comparez-vous les règles d'origine existantes?*

Les Communautés européennes conviennent qu'il est nécessaire de comparer les règles par rapport à un point de repère approprié. Étant donné que l'article 2 c) couvre un certain nombre de cas différents, ce point de repère peut varier et, par conséquent, il se peut qu'il faille l'établir au cas par cas. De l'avis des Communautés européennes, lorsqu'on examine des modifications apportées à des

³⁶⁹ Rapport de l'Organe d'appel *CE- Bananes III*, *supra*, paragraphes 132 et suivants.

³⁷⁰ Voir la communication des Communautés européennes, paragraphe 30 (*supra*, paragraphe 4.284).

règles d'origine, les effets peuvent être mis en évidence dans une comparaison avec la situation antérieure d'un pays donné.

e) *Comment le membre de phrase "créer [...] d'effets [...] de désorganisation du commerce international" devrait-il être interprété? Les tierces parties pourraient-elles donner des exemples de cas où les règles d'origine pourraient créer de tels effets?*

On pourrait citer, comme exemple d'effets de désorganisation du commerce international, le cas d'une activité à l'exportation qui devrait être arrêtée en raison de la modification des règles d'origine.

f) *Quelle est la relation entre la première et la deuxième phrases de l'article 2 c)? Prévoient-elles des obligations distinctes et indépendantes, de sorte que la deuxième phrase ajoute une obligation qui n'est pas déjà visée par la première phrase? Ou la deuxième phrase ne fait-elle qu'explicitier un aspect, ou une conséquence, de l'obligation énoncée dans la première phrase?*

De l'avis des Communautés européennes, il faut lire la première et la deuxième phrase de l'article 2 c) comme deux obligations distinctes et indépendantes. Premièrement, une analyse textuelle ne fait pas ressortir l'existence d'une relation entre les deux phrases. Si la deuxième phrase était censée être un "aspect" ou une "conséquence" de la première, il y aurait eu un élément établissant un lien dans le texte comme, par exemple, "en particulier" ou "par conséquent". Deuxièmement, la deuxième phrase ne vise manifestement pas l'effet, mais plutôt la structure des règles d'origine en tant que telle. Par conséquent, du point de vue de la logique, les deux phrases ne font pas partie d'un même ensemble.

Question n° 42. *Supposez que dans le cadre de négociations tarifaires multilatérales, le Membre X demande au Membre Y de lui accorder une concession tarifaire pour le produit Z (dont le Membre X est le principal fournisseur) et que le Membre X obtienne cette concession sur une base NPF. Supposez aussi que le Membre Y refuse de lui accorder une concession tarifaire pour le produit Q (dont le Membre R est le principal fournisseur). Dans ces conditions, pourrait-on dire que le Membre X a obtenu du Membre Y un avantage de facto contraire à l'article premier du GATT de 1994? Pourquoi (pas)? Est-ce différent du fait que les États-Unis ont prévu, à la demande des Communautés européennes, des exceptions à la règle de l'élaboration du tissu pour les produits spécifiés et indépendamment de l'"origine" de ces produits?*

De l'avis des Communautés européennes, l'exemple donné par le Groupe spécial ne constitue pas un cas de violation de la clause NPF. Le principe NPF exige que les Membres traitent tous les autres Membres sur un pied d'égalité dans l'application des tarifs, droits de douane et autres mesures relatives à l'importation ou à l'exportation d'une marchandise. Le principe NPF, toutefois, n'exige pas des Membres qu'ils traitent sur un pied d'égalité les produits qui ne sont pas similaires. De fait, les Membres sont libres d'appliquer telle ou telle politique à tel ou tel produit même si ces politiques affectent les autres Membres d'une manière inégale. Le droit de l'OMC ne prescrit pas de règle de fond sur le droit de douane (et autres mesures) qui devrait s'appliquer à tel ou tel produit.³⁷¹

La même logique s'applique aux règles d'origine. Tant qu'il n'y a pas d'harmonisation, les Membres peuvent appliquer tel ou tel critère en matière d'attribution de l'origine pour tel ou tel produit

³⁷¹ La notion de discrimination *de facto* telle qu'elle a été élaborée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Automobiles* suit la logique exposée ci-dessus selon laquelle la clause NPF vise la discrimination entre les pays et non pas entre les produits. Effectivement, dans cette affaire, il a été constaté que la discrimination *de facto* résidait dans le fait qu'un même produit – les automobiles – étaient traitées différemment relativement à différents pays car un avantage tarifaire était accordé *de facto* uniquement aux automobiles en provenance de certains pays (et à certaines marques) et pas aux automobiles en provenance d'autres pays. Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Automobiles*, *supra*, en particulier le paragraphe 81.

même si les autres Membres sont affectés différemment par les choix particuliers. Il n'existe une discrimination (telle que prohibée par l'article 2 d)) que lorsque les Membres sont traités différemment en ce qui concerne le même produit.

Question n° 43. *S'agissant de l'article 5:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, les parties pourraient-elles répondre aux questions suivantes:*

Les Communautés européennes voudraient souligner que la question du contournement, en l'espèce, est pertinente parce que les États-Unis l'ont utilisée comme justification pour modifier leurs règles d'origine en 1996. Ils l'ont fait sans se référer à l'ATV. Compte tenu de cela, les Communautés européennes contestent la pertinence des questions ci-après. À leur avis, l'interprétation exacte de l'article 5:1 de l'ATV n'est pas particulièrement pertinente ici. L'Accord RO lui-même n'utilise pas non plus cette notion, pas plus qu'il n'est obligatoire que le sens qu'il faut donner au terme "contournement" dans le contexte de l'article 5:1 de l'ATV – quel qu'il soit – soit employé dans le contexte de l'application de l'Accord RO. L'ATV et l'Accord RO ne recherchent pas le même objectif et peuvent prévoir des moyens différents de traiter une situation donnée.

a) *Quel est le sens du terme "contournement", tel que celui-ci est employé à l'article 5:1? Veuillez communiquer, le cas échéant, les pièces justificatives (documents de l'OMC, documents de négociation, avis d'experts, et ainsi de suite).*

Le dictionnaire définit le terme "circumventing" (fait de tourner) comme "deceiving, outwitting, overreaching; finding a way round, evading (a difficulty)" (tromper, circonvenir, abuser; trouver un moyen détourné, éviter (une difficulté))³⁷², ce qui laisse ouverte la question de savoir si un comportement frauduleux est nécessairement en cause ou non. Il n'est pas expressément indiqué dans le texte de l'article 5:1 de l'ATV si cet article présuppose ou non un tel comportement car cette disposition ne donne pas de définition du contournement, mais mentionne simplement certaines façons de le réaliser (voir Raffaelli et Jenkins, "The Drafting History of the Agreement on Textiles and Clothing", BITV Genève, page 101). En tout état de cause, de l'avis des Communautés européennes, la question du sens spécifique que le terme "contournement" pourrait avoir dans le contexte de l'article 5:1 de l'ATV peut être laissée ouverte. Il n'est absolument pas obligatoire que le sens de ce terme dans l'article 5:1 de l'ATV soit automatiquement pertinent pour l'évaluation de ce qui peut être un objectif légitime dans le contexte de l'article 2 b) de l'Accord RO.

b) *Le "contournement", tel que ce terme est employé à l'article 5:1, englobe-t-il à la fois la "fraude" (c'est-à-dire une action illicite) et l'"évasion" (c'est-à-dire une action licite destinée à réduire le plus possible l'effet d'un contingent, etc.)?*

Compte tenu de ce qui a été dit plus haut, pour les Communautés européennes, la question du caractère licite ou illicite du "contournement" doit être traitée dans le contexte spécifique de l'Accord sur les règles d'origine. L'article 2 b), de l'avis des Communautés européennes, vise à empêcher que les règles d'origine soient utilisées pour manipuler la structure des échanges qui se serait légitimement formée dans le cadre de la panoplie des règles existantes. Par conséquent, aux fins de l'application de l'article 2 b), il est clair qu'il faut empêcher que la structure des échanges qui n'enfreint aucune disposition existante (jusqu'ici) soit manipulée (subisse une désorganisation/distorsion/restriction) par une modification des règles d'origine.

c) *Le perfectionnement passif qui ne comporte aucune fraude, fausse déclaration, etc. constitue-t-il un "contournement" de contingent au sens de l'article 5:1?*

³⁷² The New Shorter Oxford English Dictionary, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 1993), volume I, page 406.

Le perfectionnement passif fait intervenir une activité qui confère l'origine. Du point de vue des règles d'origine, par conséquent, il ne peut pas être considéré comme un contournement.

d) *Qu'est-ce que le "contournement par le jeu de la réexpédition"? Impliquerait-il nécessairement quelque action illicite, telle que fraude, fausse déclaration, etc., ou le simple fait que des expéditions transitent par des pays tiers, avec ou sans modifications de la marchandise, pourrait-il être considéré comme "contournement"?*

Le verbe "transship" (réexpédier) est défini dans le dictionnaire comme signifiant "transfer (cargo etc.) from one ship or form of transport to another" (transférer (une cargaison, etc.) d'un navire ou moyen de transport à un autre).³⁷³ Si on se fonde sur cette définition, la réexpédition en soi ne constitue pas un contournement, ni dans un sens "licite", ni dans un sens "illicite". Le simple fait qu'un produit est transféré d'un moyen de transport à un autre ne modifie pas son origine; il en va de même si le transfert a lieu dans un autre pays par lequel transite le produit. Si la déclaration d'origine initiale l'accompagne, les autorités du pays de la destination finale pourraient déterminer l'origine correctement et appliquer, le cas échéant, des restrictions contingentaires.

Question n° 45. *Les Communautés européennes laissent entendre que l'article 2 c) de l'Accord RO prescrit de montrer des effets réels de restriction ou de distorsion et que ces effets réels soient démontrés par les statistiques du commerce (communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 28 et 32). En même temps, les Communautés européennes font valoir qu'on aurait l'indication d'une intention protectionniste si l'on pouvait démontrer ce que les Communautés européennes appellent un "effet de contingentement", à savoir, si l'on pouvait démontrer, par exemple, que certains produits qui n'étaient pas soumis à un contingent avant l'entrée en vigueur de certaines règles d'origine le sont après l'entrée en vigueur de ces règles (communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 23 et 24). Une démonstration claire d'un tel "effet de contingentement" (potentiel), lorsque l'incidence défavorable réelle sur le commerce d'un Membre n'est pas démontrée, serait-elle suffisante pour établir l'existence d'effets de restriction ou de distorsion au titre de l'article 2 c)?*

Non. Cependant, une telle démonstration claire d'un "effet de contingentement" jouerait un rôle dans l'établissement d'une intention protectionniste visée à l'article 2 b) dans la mesure où elle indiquerait que "la conception et les principes de base" de la mesure en cause dénotent cette intention.

³⁷³ The New Shorter Oxford English Dictionary, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 1993), volume II, page 3374.

ANNEXE B-3

RÉPONSES DES PHILIPPINES AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

Question n° 39. *Les parties considèrent-elles qu'il serait possible de s'appuyer sur l'article 2 b) à e) de l'Accord RO pour contester une modification des règles d'origine en soi, par opposition aux règles d'origine particulières en vigueur au moment de l'introduction d'un recours? En d'autres termes, un groupe spécial pourrait-il reconnaître le bien-fondé d'allégations au titre de l'article 2 b) à e) selon lesquelles une modification des règles d'origine est en soi contraire à ces dispositions?*

Il est possible de s'appuyer sur l'article 2 b) à e) pour contester une modification des règles d'origine en soi dans la mesure où, entre autres choses, elle entraîne les conséquences interdites par l'article 2 b) à e) de l'Accord RO. En outre, lorsque les modifications elles-mêmes visent à mettre en œuvre, ou aboutissent inévitablement à la mise en œuvre d'une politique qui établit une discrimination entre les Membres de l'OMC, alors ces modifications elles-mêmes peuvent être réputées déroger aux principes établis en vertu de l'article 2 b) à e).

Question n° 40. *À propos de l'article 2 b) de l'Accord RO, les parties considèrent-elles que le terme "utilisées" devrait s'interpréter comme signifiant qu'un groupe spécial doit apprécier si les règles d'origine sont utilisées comme des instruments visant à favoriser la réalisation des objectifs en matière de commerce au moment de leur adoption ou au moment de l'établissement du groupe spécial?*

Le terme "utilisées" devrait être interprété dans le contexte de l'époque où les règles d'origine elles-mêmes ont été adoptées. En l'espèce, la modification des règles d'origine, en particulier l'article 405 de la Loi sur le commerce extérieur et le développement, avait pour objectif manifeste au moment où elles ont été adoptées d'accorder un traitement préférentiel aux Communautés européennes aux fins de les dissuader de poursuivre la procédure de règlement d'un différend qu'elles avaient engagée contre les États-Unis. Il se peut que les règles existantes prévues à l'article 405 continuent de servir l'objectif consistant à accorder un traitement préférentiel même au moment de l'établissement du Groupe spécial, mais cette "utilisation" était surtout vraie et particulièrement plus importante au moment où l'article 405 a été adopté.

Question n° 41. *S'agissant de l'article 2 c) de l'Accord RO, les tierces parties pourraient-elles répondre aux questions suivantes:*

a) *L'article 2 c) prohibe-t-il les règles d'origine qui créent les effets spécifiés, même dans les cas où ces effets sont entièrement involontaires?*

Oui, l'article 2 c) prohibe les règles d'origine de ce type même lorsque leurs effets sont entièrement involontaires. La question de l'intention est très difficile à trancher, surtout lorsque cela mettrait en cause le Membre qui met en œuvre les règles d'origine. En pareille situation, il serait manifestement difficile d'avoir accès à des éléments de preuve documentaires prouvant l'intention, le cas échéant, que l'on cherche à établir. Accessoirement, dans la mesure où cette intention est un "état d'esprit" du gouvernement ou, pour le moins, de certains représentants du Membre en question, il faudrait deviner ou s'assurer de l'existence d'un tel "état d'esprit" au moment où les règles d'origine ont été adoptées.

En outre, si l'intention était réputée être un élément nécessaire qu'il faut prouver au titre de l'article 2 c), tout Membre dont les règles d'origine sont contestées pourrait commodément affirmer comme moyen de défense que les effets spécifiés à l'article 2 c) sont "entièrement involontaires" et

par la suite éviter toute culpabilité au regard des règles de l'OMC. Assurément, il n'est pas possible que cela ait été l'intention des négociateurs lorsqu'ils ont rédigé le projet de texte final de l'*Accord RO*.

b) *Le membre de phrase "effets de restriction ... du commerce international" signifie-t-il qu'un Membre plaignant est tenu de mettre en évidence l'existence d'un effet de restriction net du commerce international? Ou bien suffirait-il de montrer que le commerce d'un seul Membre a subi un effet défavorable, même si celui d'un autre Membre a été favorablement affecté? Dans le second cas, se pourrait-il que ce seul Membre soit un autre Membre que le Membre plaignant?*

Non, il n'est pas nécessaire qu'un Membre plaignant mette en évidence l'existence d'un effet de restriction *net*, il suffit que le commerce de ce Membre ou de n'importe quel autre Membre ait subi un effet défavorable. Une interprétation contraire signifierait qu'un Membre plaignant aurait à mener une enquête approfondie et détaillée sur la manière dont les règles d'origine du Membre mis en cause ont affecté le commerce de chaque Membre puis à évaluer comment ces effets sur le commerce s'additionnent de chaque côté de l'équation. Nous estimons qu'un tel mode d'évaluation des effets de restriction du commerce international d'un ensemble de règles d'origine particulier est d'une portée trop globale et indûment générale pour avoir été voulu par les négociateurs de l'*Accord RO*.

Par ailleurs, une interprétation contraire signifierait qu'un Membre peut imposer une mesure qui profite à un grand partenaire commercial au détriment du commerce avec d'autres partenaires commerciaux moins importants, et justifier une telle pratique préférentielle ou discriminatoire en faisant valoir que l'effet net d'une telle mesure n'entraîne pas ou n'entraînera pas une réduction du niveau du commerce international.

c) *Pourrait-on dire que les règles d'origine créent intrinsèquement des effets "de restriction" du commerce international, dans la mesure où elles exigent des négociants qu'ils respectent certaines conditions (l'établissement de certificats d'origine, par exemple)? Dans l'affirmative, cela semblerait-il indiquer que l'article 2 c) implique une sorte d'exception de minimis? Si tel était le cas, en quoi consisterait un effet de restriction de minimis? En répondant à cette question, veuillez indiquer dans quelle mesure la deuxième phrase de l'article 2 c) ("prescriptions indûment rigoureuses") et le quatrième considérant du préambule de l'Accord RO ("obstacles non nécessaires au commerce") sont pertinents.*

La notion d'"effets de restriction" du commerce international au plan général doit être interprétée comme se rapportant à la manière dont une certaine mesure entrave ou diminue la capacité d'un Membre de commercialiser ou d'exporter effectivement ses produits vers un autre Membre. De tels "effets de restriction" doivent être distingués des prescriptions raisonnables, nécessaires et souvent procédurales qui peuvent être imposées sur les produits importés par un Membre. En l'occurrence, au cours d'opérations commerciales normales, on peut penser que l'établissement de certificats d'origine constitue une prescription raisonnable et nécessaire, dont le respect n'aboutirait pas à diminuer ou à entraver la capacité d'un Membre d'exporter effectivement ses produits vers le Membre qui impose ladite prescription. Cependant, lorsque les critères et les modalités de fond relatifs à la détermination de l'origine à indiquer sur le certificat ont pour effet d'entraver ou de diminuer la capacité d'un Membre d'exporter effectivement son ou ses produits présentant un intérêt vers le Membre qui impose ladite prescription, comme c'est le cas en l'espèce, alors ces critères et modalités de fond ont des "effets de restriction" du commerce international.

En ce sens, on peut admettre que l'article 2 c) implique une sorte d'exception *de minimis*. Cependant, d'une manière plus appropriée, l'article 2 c) implique une exception relative au "caractère raisonnable", de sorte qu'une prescription raisonnable et nécessaire peut être réputée ne pas avoir nécessairement d'"effet de restriction". À cet égard, les "prescriptions indûment rigoureuses" imposées par un Membre importateur qui constituent des "obstacles non nécessaires au commerce" ne font pas partie des exceptions "raisonnables" dans la mesure où elles ont pour effet d'entraver ou de diminuer la capacité d'un Membre d'exporter effectivement ses produits.

d) *Comment le Groupe spécial devrait-il apprécier si des règles d'origine particulières créent des effets "de distorsion" du commerce international? À quoi comparez-vous les règles d'origine existantes?*

e) *Comment le membre de phrase "créer [...] d'effets [...] de désorganisation du commerce international" devrait-il être interprété? Les tierces parties pourraient-elles donner des exemples de cas où les règles d'origine pourraient créer de tels effets?*

Les Philippines préfèrent donner une réponse groupée à ces deux questions.

Comme l'Inde l'a indiqué dans sa communication, à laquelle les Philippines souscrivent entièrement, les règles d'origine créent des effets de "distorsion" du commerce international si elles en modifient la structure en modifiant soit le type de produit négocié, soit l'orientation des flux commerciaux. Concrètement, la modification des règles d'origine des États-Unis a créé des effets de distorsion parce qu'elle a déplacé l'origine d'un pays tiers, comme les Philippines, où le tissu a été teint et imprimé et soumis à deux autres opérations de finissage vers le pays, par exemple, l'Inde, où le tissu écru a été élaboré. Aux fins du calcul de l'utilisation des contingents, l'Inde, en tant que Membre visé par les restrictions, est obligée de comptabiliser l'exportation de tissus vers les États-Unis même si ceux-ci ont subi d'une autre manière une transformation substantielle aux Philippines. Dans la mesure où ces tissus et vêtements subissant d'une autre manière une transformation substantielle sont comptés comme faisant partie des contingents d'exportation de l'Inde vers les États-Unis, dont il est prouvé empiriquement qu'ils sont presque toujours entièrement utilisés, si ce n'est dépassés, la capacité des Philippines d'exporter ses produits constitués de tissus écrous "originaires" d'Inde est considérablement affaiblie. En outre, comme les règles modifiées ont favorisé les produits présentant de l'intérêt à l'exportation pour les Communautés européennes par rapport aux produits présentant de l'intérêt à l'exportation pour d'autres pays, principalement en développement, les règles ont par conséquent détourné le flux commercial, l'éloignant des pays en développement au profit des Communautés européennes.

De même, comme l'ont exposé les Philippines à l'appui de l'argument de l'Inde, par leur complexité et leur nature arbitraire même, les critères utilisés pour déterminer l'origine dans le cadre des règles d'origine modifiées des États-Unis ont créé des effets de désorganisation du commerce. Les mesures contestées permettent un accès plus favorable à certains produits par rapport à d'autres. Par exemple, la règle de la transformation substantielle est appliquée d'une manière différenciée en fonction de la composition des fibres, à savoir, laine, soie, coton et même mélange de coton. Il n'y a pas d'autres raisons convaincantes à cela que de favoriser manifestement les produits qui présentent de l'intérêt à l'exportation pour les Communautés européennes par rapport aux produits qui présentent de l'intérêt à l'exportation pour les pays en développement.

f) *Quelle est la relation entre la première et la deuxième phrases de l'article 2 c)? Prévoient-elles des obligations distinctes et indépendantes, de sorte que la deuxième phrase ajoute une obligation qui n'est pas déjà visée par la première phrase? Ou la deuxième phrase ne fait-elle qu'explicitier un aspect, ou une conséquence, de l'obligation énoncée dans la première phrase?*

La première et la deuxième phrase de l'article 2 c) prévoient des obligations distinctes et indépendantes, de sorte que la deuxième phrase ajoute une obligation qui n'est pas déjà visée par la première phrase. La première phrase, plus exactement, se rapporte aux effets sur le commerce international que devraient éviter les règles d'origine d'un Membre. Comme cela a été indiqué auparavant dans certaines réponses, les effets de restriction, de distorsion et de désorganisation peuvent être évalués même du point de vue d'un pays particulier et de son expérience. Dans la mesure où telle ou telle prescription imposée par un Membre importateur peut entraver ou diminuer la capacité d'un Membre exportateur d'exporter effectivement un produit présentant pour lui de l'intérêt à l'exportation, on peut dire que cette prescription a un "effet de restriction". Cependant, cela

n'empêche pas d'examiner plus spécifiquement au regard du critère établi dans la deuxième phrase comment telle ou telle prescription imposée par un Membre importateur peut en fait constituer une prescription ou obligation indûment rigoureuse pour le Membre exportateur de sorte que, qu'elle ait ou non un "effet de restriction", en l'occurrence, elle augmente le coût de la charge, dans les faits, au niveau administratif ou autre, que comporte l'exportation du produit.

Question n° 42. *Supposez que dans le cadre de négociations tarifaires multilatérales, le Membre X demande au Membre Y de lui accorder une concession tarifaire pour le produit Z (dont le Membre X est le principal fournisseur) et que le Membre X obtienne cette concession sur une base NPF. Supposez aussi que le Membre Y refuse de lui accorder une concession tarifaire pour le produit Q (dont le Membre R est le principal fournisseur). Dans ces conditions, pourrait-on dire que le Membre X a obtenu du Membre Y un avantage de facto contraire à l'article premier du GATT de 1994? Pourquoi (pas)? Est-ce différent du fait que les États-Unis ont prévu, à la demande des Communautés européennes, des exceptions à la règle de l'élaboration du tissu pour les produits spécifiés et indépendamment de l'"origine" de ces produits?*

Tout d'abord, il peut ne pas être approprié de comparer la situation dans laquelle les Communautés européennes ont pu obtenir des dérogations à la règle de l'élaboration du tissu pour certains produits et la situation de négociations tarifaires multilatérales. Dans la première, seules les Communautés européennes, compte tenu de leur pouvoir de négociation intrinsèquement fort, étaient en mesure d'obtenir les concessions qu'elles ont reçues. Les autres Membres n'étaient pas dans la même situation, à savoir, ils n'étaient pas tous en mesure d'engager une procédure de règlement d'un différend et de tirer parti de leurs intérêts commerciaux considérables et divers ainsi que leur capacité de recourir, par exemple, à des mesures de rétorsion pour obliger les États-Unis à un règlement. En revanche, dans les négociations tarifaires multilatérales en cours, chaque Membre a au moins une possibilité égale de demander une concession à un autre Membre en ce qui concerne un produit donné présentant pour lui de l'intérêt à l'exportation.

Question n° 43. *S'agissant de l'article 5:1 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, les parties pourraient-elles répondre aux questions suivantes:*

- a) *Quel est le sens du terme "contournement", tel que celui-ci est employé à l'article 5:1? Veuillez communiquer, le cas échéant, les pièces justificatives (documents de l'OMC, documents de négociation, avis d'experts, et ainsi de suite).*
- b) *Le "contournement", tel que ce terme est employé à l'article 5:1, englobe-t-il à la fois la "fraude" (c'est-à-dire une action illicite) et l'"évasion" (c'est-à-dire une action licite destinée à réduire le plus possible l'effet d'un contingent, etc.)?*
- c) *Le perfectionnement passif qui ne comporte aucune fraude, fausse déclaration, etc. constitue-t-il un "contournement" de contingent au sens de l'article 5:1?*
- d) *Qu'est-ce que le "contournement par le jeu de la réexpédition"? Impliquerait-il nécessairement quelque action illicite, telle que fraude, fausse déclaration, etc., ou le simple fait que des expéditions transitent par des pays tiers, avec ou sans modifications de la marchandise, pourrait-il être considéré comme "contournement"?*

Les Philippines s'abstiennent de répondre à ces questions.

ANNEXE C

19 CFR

§ 102.21 Produits textiles et vêtements

a) *Applicabilité.* Sauf aux fins de déterminer si des marchandises sont originaires d'Israël ou sont un produit du sol, de l'industrie ou des manufactures d'Israël, et sauf disposition légale contraire, les dispositions du présent article régiront la détermination du pays d'origine des produits textiles et vêtements importés aux fins des lois douanières et de l'administration des restrictions quantitatives. Les dispositions du présent article s'appliqueront aux marchandises déclarées ou retirées d'entrepôt, pour la mise à la consommation le 1^{er} juillet 1996 ou après cette date.

b) *Définitions.* Les expressions ci-après auront les sens indiqués lorsqu'elles seront utilisées dans le présent article: 1) *Pays d'origine.* L'expression *pays d'origine* s'entend du pays, du territoire ou de la possession insulaire dont une marchandise est originaire ou dans lequel elle est un produit du sol, de l'industrie ou des manufactures. 2) *Processus de fabrication du tissu.* L'expression *processus de fabrication du tissu* s'entend de toute opération de fabrication qui a pour point de départ des polymères, des fibres, des filaments (y compris des lames), des fils, des ficelles, des cordes, des cordages ou des bandes de tissu et qui aboutit à un tissu en matière textile. 3) *Tricoté en forme.* L'expression *tricoté en forme* s'applique à toute marchandise dont 50 pour cent ou plus de la surface extérieure est constituée de parties principales qui ont été tricotées ou crochétées directement dans la forme utilisée pour la marchandise, compte non tenu des poches plaquées, appliques, ou parties similaires. Les opérations mineures de coupe, de mise en état ou de couture de ces parties principales n'affecteront pas la détermination du point de savoir si une marchandise est "tricotée en forme". 4) *Parties principales.* L'expression *parties principales* s'entend des éléments constitutifs d'une marchandise, mais ne comprend pas les cols, poignets, ceintures montées, poches plaquées, poches, doublures, rembourrages, parements, accessoires ou parties similaires. 5) *Produit textile ou vêtement.* L'expression *produit textile ou vêtement* s'entend de toute marchandise pouvant être classée dans les chapitres 50 à 63 du Tarif douanier harmonisé des États-Unis (TDH) et de toute marchandise pouvant être classée dans l'une des positions ou sous-positions ci-après du TDH:

3005.90; 3921.12.15; 3921.13.15; 3921.90.2550; 4202.12.40-80; 4202.22.40-80; 4202.32.40-95; 4202.92.15-30; 4202.92.60-90; 6405.20.60; 6406.10.77; 6406.10.90; 6406.99.15; 6501; 6502; 6503; 6504; 6505.90; 6601.10-99; 7019.19.15; 7019.19.28; 7019.40-59; 8708.21; 8804; 9113.90.40; 9404.90.10; 9404.90.80-95; 9502.91; 9612.10.9010.

6) *Entièrement assemblé.* L'expression *entièrement assemblé* lorsqu'elle est utilisée relativement à une marchandise signifie que tous les éléments, qui doivent être au moins au nombre de deux, préexistaient pour l'essentiel dans le même état que celui dans lequel ils se trouvent dans la marchandise finie et ont été combinés pour constituer la marchandise finie dans un seul pays, territoire ou possession insulaire. Les accessoires mineurs ou les articles d'ornementation mineurs (par exemple appliques, perles, paillettes, broderies, boutons) n'affectant pas sensiblement l'identité de la marchandise et les sous-assemblages mineurs (par exemple cols, poignets, poches plaquées, poches) n'affecteront pas la qualité de la marchandise "entièrement assemblée" dans un seul pays, territoire, ou possession insulaire.

c) *Règles générales.* Sous réserve du paragraphe d) du présent article, le pays d'origine d'un produit textile ou d'un vêtement sera déterminé par application chronologique des paragraphes c) 1) à 5) du présent article et, dans chaque cas, selon qu'il conviendra en fonction du contexte spécifique, par application des prescriptions ou conditions additionnelles des §§ 102.12 à 102.19 de la présente partie.

1) Le pays d'origine d'un produit textile ou d'un vêtement est le seul pays, territoire ou possession insulaire dans lequel la marchandise a été entièrement obtenue ou produite.

2) Dans les cas où le pays d'origine d'un produit textile ou d'un vêtement ne peut pas être déterminé conformément au paragraphe c) 1) du présent article, le pays d'origine de la marchandise est le seul pays, territoire ou possession insulaire dans lequel chaque matière étrangère incorporée dans ladite marchandise a fait l'objet d'un changement de classement tarifaire applicable et/ou a satisfait à toute autre prescription spécifiée pour la marchandise au paragraphe e) du présent article.

3) Dans les cas où le pays d'origine d'un produit textile ou d'un vêtement ne peut pas être déterminé conformément au paragraphe c) 1) ou 2) du présent article:

- i) si la marchandise a été tricotée en forme, le pays d'origine de la marchandise est le seul pays, territoire ou possession insulaire dans lequel la marchandise a été tricotée; ou
- ii) à l'exception des marchandises relevant des positions 5609, 5807, 5811, 6213, 6214, 6301 à 6306 et 6308, et des sous-positions 6209.20.5040, 6307.10, 6307.90 et 9404.90, si la marchandise n'a pas été tricotée en forme et si la marchandise a été entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire, le pays d'origine de la marchandise est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel la marchandise a été entièrement assemblée.

4) Dans les cas où le pays d'origine d'un produit textile ou d'un vêtement ne peut pas être déterminé conformément au paragraphe c) 1), 2) ou 3) du présent article, le pays d'origine de la marchandise est le seul pays, territoire ou possession insulaire dans lequel le processus d'assemblage ou de fabrication le plus important a eu lieu. 5) Dans les cas où le pays d'origine d'un produit textile ou d'un vêtement ne peut pas être déterminé conformément au paragraphe c) 1), 2), 3) ou 4) du présent article, le pays d'origine de la marchandise est le dernier pays, territoire ou possession insulaire dans lequel un processus d'assemblage ou de fabrication important a eu lieu.

d) *Traitement des ensembles.* Dans le cas où une marchandise pouvant être classée dans le TDH comme un ensemble comprend un ou plusieurs éléments qui sont des produits textiles ou des vêtements et où un seul pays d'origine pour tous les éléments de l'ensemble ne peut pas être déterminé conformément au paragraphe c) du présent article, le pays d'origine de chaque élément de l'ensemble qui est un produit textile ou un vêtement sera déterminé séparément conformément au paragraphe c) du présent article.

e) *Règles spécifiques en fonction du classement tarifaire.* 1) Les règles ci-après s'appliqueront aux fins de déterminer le pays d'origine d'un produit textile ou d'un vêtement conformément au paragraphe c) 2) du présent article:

TDH	Changement de classement tarifaire et/ou autres prescriptions
3005.90	Si la marchandise contient des substances pharmaceutiques, passage à la sous-position 3005.90 à partir de toute autre position; ou si la marchandise ne contient pas de substances pharmaceutiques, passage à la sous-position 3005.90 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5601 à 5603, 5801 à 5804, 5806, 5809, 5903, 5906 à 5907 et 6001 à 6002.
3921.12.15	Passage à la sous-position 3921.12.15 à partir de toute autre position.
3921.13.15	Passage à la sous-position 3921.13.15 à partir de toute autre position.
3921.90.2550	Passage à la sous-position 3921.90.2550 à partir de toute autre position.

TDH	Changement de classement tarifaire et/ou autres prescriptions
4202.12.40– 4202.12.80	Passage aux sous-positions 4202.12.40 à 4202.12.80 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.
4202.22.40– 4202.22.80	Passage aux sous-positions 4202.22.40 à 4202.22.80 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.
4202.32.40– 4202.32.95	Passage aux sous-positions 4202.32.40 à 4202.32.95 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.
4202.92.15– 4202.92.30	Passage aux sous-positions 4202.92.15 à 4202.92.30 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.
4202.92.60– 4202.92.90	Passage aux sous-positions 4202.92.60 à 4202.92.90 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.
5001–5002	Passage aux positions 5001 à 5002 à partir de tout autre chapitre.
5003	Passage à la position 5003 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte d'une opération d'effilochage. Si le passage à la position 5003 ne résulte pas d'une opération d'effilochage, le pays d'origine de la marchandise est le pays d'origine de celle-ci avant qu'elle ne devienne un déchet.
5004–5006	1) Si la marchandise est constituée de fibres discontinues, passage aux positions 5004 à 5006 à partir de toute position en dehors de ce groupe, à condition que le changement résulte d'une opération de filature. 2) Si la marchandise est constituée de filaments, passage aux positions 5004 à 5006 à partir de toute position en dehors de ce groupe, à condition que le changement résulte d'une opération d'extrusion.
5007	1) Passage d'un tissu écru de la position 5007 à un tissu fini de la position 5007 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) ci-dessus, passage à la position 5007 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.
5101–5103	Passage aux positions 5101 à 5103 à partir de tout autre chapitre.
5104	Passage à la position 5104 à partir de toute autre position.
5105	Passage à la position 5105 à partir de tout autre chapitre.
5106–5110	Passage aux positions 5106 à 5110 à partir de toute position en dehors de ce groupe, à condition que le changement résulte d'une opération de filature.
5111–5113	Passage aux positions 5111 à 5113 à partir de toute position en dehors de ce groupe, à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.
5201	Passage à la position 5201 à partir de tout autre chapitre.
5202	Passage à la position 5202 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte d'une opération d'effilochage. Si le passage à la position 5202 ne résulte pas d'une opération d'effilochage, le pays d'origine de la marchandise est le pays d'origine de celle-ci avant qu'elle ne devienne un déchet.
5203	Passage à la position 5203 à partir de tout autre chapitre.

TDH	Changement de classement tarifaire et/ou autres prescriptions
5204–5207	Passage aux positions 5204 à 5207 à partir de toute position en dehors de ce groupe, à condition que le changement résulte d'une opération de filature.
5208–5212	1) Passage d'un tissu écru des positions 5208 à 5212 à un tissu fini des positions 5208 à 5212 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) ci-dessus, passage aux positions 5208 à 5212 à partir de toute position en dehors de ce groupe, à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.
5301–5305	1) Sauf pour les déchets, passage aux positions 5301 à 5305 à partir de tout autre chapitre. 2) Pour les déchets, passage aux positions 5301 à 5305 à partir de toute position en dehors de ce groupe, à condition que le changement résulte d'une opération d'effilochage. Si le changement ne résulte pas d'une opération d'effilochage, le pays d'origine de la marchandise est le pays d'origine de celle-ci avant qu'elle ne devienne un déchet.
5306–5307	Passage aux positions 5306 à 5307 à partir de toute position en dehors de ce groupe, à condition que le changement résulte d'une opération de filature.
5308	1) Sauf pour les fils de papier, passage à la position 5308 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte d'une opération de filature. 2) Pour les fils de papier, passage à la position 5308 à partir de toute autre position, sauf des positions 4707, 4801 à 4806, 4811 et 4818.
5309–5311	1) Passage d'un tissu écru des positions 5309 à 5311 à un tissu fini des positions 5309 à 5311 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) ci-dessus, passage aux positions 5309 à 5311 à partir de toute position en dehors de ce groupe, à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.
5401–5406	Passage aux positions 5401 à 5406 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte d'une opération d'extrusion.
5407–5408	1) Passage d'un tissu écru des positions 5407 à 5408 à un tissu fini des positions 5407 à 5408 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) ci-dessus, passage aux positions 5407 à 5408 à partir de toute position en dehors de ce groupe, à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.
5501–5502	Passage aux positions 5501 à 5502 à partir de tout autre chapitre, à condition que le changement résulte d'une opération d'extrusion.
5503–5504	Passage aux positions 5503 à 5504 à partir de tout autre chapitre, sauf du chapitre 54.
5505	Passage à la position 5505 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte d'une opération d'effilochage. Si le changement ne résulte pas d'une opération d'effilochage, le pays d'origine de la marchandise est le pays d'origine de celle-ci avant qu'elle ne devienne un déchet.
5506–5507	Passage aux positions 5506 à 5507 à partir de tout autre chapitre, sauf du chapitre 54.
5508–5511	Passage aux positions 5508 à 5511 à partir de toute position en dehors de ce groupe, à condition que le changement résulte d'une opération de filature.

TDH	Changement de classement tarifaire et/ou autres prescriptions
5512–5516	1) Passage d'un tissu écru des positions 5512 à 5516 à un tissu fini des positions 5512 à 5516 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) ci-dessus, passage aux positions 5512 à 5516 à partir de toute position en dehors de ce groupe, à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.
5601	1) Passage aux ouates de la position 5601 à partir de toute autre position, sauf des positions 5105, 5203 et 5501 à 5507. 2) Passage aux tontisses, noeuds et noppes (boutons) de matières textiles, ou articles en ouates, de la position 5601 à partir de toute autre position ou des ouates de la position 5601.
5602–5603	1) Sauf pour les tissus de laine ou de poils fins, passage d'un tissu écru des positions 5602 à 5603 à un tissu fini des positions 5602 à 5603 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) ci-dessus, passage aux positions 5602 à 5603 à partir de toute position en dehors de ce groupe, à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.
5604	1) Si la matière textile est constituée de fibres continues, y compris des lames, passage de ces fibres, y compris des lames, à la position 5604 à partir de toute autre position, sauf des positions 5001 à 5007, 5401 à 5408 et 5501 à 5502, et à condition que le changement résulte d'une opération d'extrusion. 2) Si la matière textile est constituée de fibres discontinues, passage de ces fibres à la position 5604 à partir de toute autre position, sauf des positions 5004 à 5006, 5106 à 5110, 5204 à 5207, 5306 à 5308 et 5508 à 5511, et à condition que le changement résulte d'une opération de filature.
5605–5606	Si la marchandise est constituée de fibres continues, y compris des lames, passage de ces fibres, y compris des lames, aux positions 5605 à 5606 à partir de toute autre position, sauf des positions 5001 à 5007, 5401 à 5408 et 5501 à 5502, et à condition que le changement résulte d'une opération d'extrusion; ou si la marchandise est constituée de fibres discontinues, passage de ces fibres aux positions 5605 à 5606 à partir de toute autre position, sauf des positions 5106 à 5110, 5204 à 5207, 5306 à 5308 et 5508 à 5511, et à condition que le changement résulte d'une opération de filature.
5607	Si la marchandise est constituée de fibres continues, y compris des lames, passage de ces fibres, y compris des lames, à la position 5607 à partir de toute autre position, sauf des positions 5001 à 5007, 5401 à 5406 et 5501 à 5511, et à condition que le changement résulte d'une opération d'extrusion; ou si la marchandise est constituée de fibres discontinues, passage de ces fibres à la position 5607 à partir de toute autre position, sauf des positions 5106 à 5110, 5204 à 5207, 5306 à 5308 et 5508 à 5511, et à condition que le changement résulte d'une opération de filature.

TDH	Changement de classement tarifaire et/ou autres prescriptions
5608	<p>1) a) Sauf pour les filets de laine ou de poils fins, passage des filets écrus de la position 5608 aux filets finis de la position 5608 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 1) b) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) a) ci-dessus, passage aux filets de la position 5608 à partir de toute autre position, sauf de la position 5804, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p> <p>2) Passage aux filets pour la pêche ou autres filets confectionnés de la position 5608:</p> <p>a) si la marchandise ne contient pas d'accessoires en matières autres que textiles, à partir de toute autre position, sauf des positions 5804 et 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu; ou b) si la marchandise contient des accessoires en matières autres que textiles, à partir de toute position, y compris passage d'une autre marchandise de la position 5608, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p>
5609	<p>1) Si la marchandise est constituée de fibres continues, y compris des lames, le pays d'origine d'une marchandise pouvant être classée dans la position 5609 est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel ces fibres, y compris des lames, ont été extrudées.</p> <p>2) Si la marchandise est constituée de fibres discontinues, le pays d'origine d'une marchandise pouvant être classée dans la position 5609 est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel ces fibres ont été filées.</p>
5701–5705	Passage aux positions 5701 à 5705 à partir de tout autre chapitre.
5801–5803	<p>1) Sauf pour les tissus de laine ou de poils fins, passage d'un tissu écru des positions 5801 à 5803 à un tissu fini des positions 5801 à 5803 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) ci-dessus, passage aux positions 5801 à 5803 à partir de toute autre position, y compris d'une position à l'intérieur de ce groupe, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516 et 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
5804.10	<p>1) Sauf pour les tissus de laine ou de poils fins, passage d'un tissu écru de la sous-position 5804.10 à un tissu fini de la sous-position 5804.10 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) ci-dessus, passage à la sous-position 5804.10 à partir de toute autre position, sauf de la position 5608, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
5804.21–5804.30	<p>1) Sauf pour les dentelles de laine ou de poils fins, passage d'une dentelle écru des sous-positions 5804.21 à 5804.30 à une dentelle finie des sous-positions 5804.21 à 5804.30 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) ci-dessus, passage aux sous-positions 5804.21 à 5804.30 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
5805	Passage à la position 5805 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408 et 5512 à 5516, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.

TDH	Changement de classement tarifaire et/ou autres prescriptions
5806	1) Sauf pour les tissus de laine ou de poils fins, passage d'un tissu écru de la position 5806 à un tissu fini de la position 5806 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) ci-dessus, passage à la position 5806 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516 et 5801 à 5803, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.
5807	Le pays d'origine d'une marchandise pouvant être classée dans la position 5807 est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel le tissu constituant la marchandise a été obtenu par un processus de fabrication du tissu.
5808.10	1) Si la marchandise est constituée de fibres continues, y compris des lames, passage de ces fibres, y compris des lames, à la sous-position 5808.10 à partir de toute autre position, sauf des positions 5001 à 5007, 5401 à 5406, 5501 à 5502 et 5604 à 5607, et à condition que le changement résulte d'une opération d'extrusion. 2) Si la marchandise est constituée de fibres discontinues, passage de ces fibres à la sous-position 5808.10 à partir de toute autre position, sauf des positions 5106 à 5113, 5204 à 5212, 5306 à 5311, 5401 à 5408, 5508 à 5516 et 5604 à 5607, et à condition que le changement résulte d'une opération de filature.
5808.90	1) Pour les articles de passementerie et articles ornementaux analogues en tissu: a) passage d'une marchandise écru de la sous-position 5808.90 à une marchandise finie de la sous-position 5808.90 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou b) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point a) ci-dessus, passage à la sous-position 5808.90 à partir de tout autre chapitre, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408 et 5512 à 5516, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu. 2) Pour les articles de passementerie et articles ornementaux analogues qui ne sont pas en tissu: a) si l'article est constitué de fibres continues, y compris des lames, passage à la sous-position 5808.90 à partir de toute autre position, sauf des positions 5001 à 5007, 5401 à 5408, 5501 à 5502 et 5604 à 5607, et à condition que le changement résulte d'une opération d'extrusion; ou b) si l'article est constitué de fibres discontinues, passage à la sous-position 5808.90 à partir de toute autre position, sauf des positions 5106 à 5113, 5204 à 5212, 5306 à 5311, 5401 à 5408, 5508 à 5516 et 5604 à 5607, et à condition que le changement résulte d'une opération de filature. 3) Pour les glands, floches, olives, noix, pompons et articles similaires: a) si la marchandise a été entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire, passage à la sous-position 5808.90 à partir de toute autre position; b) si la marchandise n'a pas été entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire et si elle est constituée de fibres discontinues, passage à la sous-position 5808.90 à partir de toute autre position, sauf des positions 5004 à 5006, 5106 à 5110, 5204 à 5207, 5306 à 5308, 5508 à 5511 et 5604 à 5607, et à condition que le changement résulte d'une opération de filature; ou c) si la marchandise n'a pas été entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire et si elle est constituée de filaments, y compris des lames, passage à la sous-position 5808.90 à partir de toute autre position, sauf des positions 5001 à 5007, 5401 à 5406 et 5501 à 5502, et à condition que le changement résulte d'une opération d'extrusion.
5809	Passage à la position 5809 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5801 à 5802, 5804 et 5806, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.
5810.10	Le pays d'origine des marchandises de la sous-position 5810.10 est le seul pays, territoire ou possession insulaire dans lequel les broderies ont été faites.

TDH	Changement de classement tarifaire et/ou autres prescriptions
5810.91–5810.99	<p>1) Pour les tissus brodés, le pays d'origine est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel le tissu a été obtenu par un processus de fabrication du tissu.</p> <p>2) Pour les écussons, emblèmes, insignes et articles similaires brodés, constitués d'éléments multiples, le pays d'origine est le lieu d'assemblage, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>3) Pour les écussons, emblèmes, insignes et articles similaires brodés, non constitués d'éléments multiples, passage aux sous-positions 5810.91 à 5810.99 à partir de tout autre chapitre, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5608, 5903, 5907 et 6001 à 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
5811	Le pays d'origine d'une marchandise pouvant être classée dans la position 5811 est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel le tissu constituant la marchandise a été obtenu par un processus de fabrication du tissu.
5901–5903	<p>1) Sauf pour les tissus de laine ou de poils fins, passage d'un tissu écru des positions 5901 à 5903 à un tissu fini des positions 5901 à 5903 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) ci-dessus, passage aux positions 5901 à 5903 à partir de toute autre position, y compris d'une position à l'intérieur de ce groupe, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5803, 5806, 5808 et 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
5904	<p>1) Pour les marchandises qui ont été entièrement assemblées par suite d'une opération de stratification, passage à la position 5904 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise a été entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>2) Pour toutes les autres marchandises, le pays d'origine de la marchandise sera déterminé par application de l'article 102.21 c)4) ou, si le pays d'origine ne peut être déterminé conformément à cet article, par application de l'article 102.21 c)5).</p>
5905	<p>1) Sauf pour les revêtements muraux composés de matières textiles de laine ou de poils fins ayant subi un traitement de l'envers ou fixés par n'importe quel moyen sur un support, passage des revêtements muraux de tissu écru de la position 5905 aux revêtements muraux de tissu fini de la position 5905 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) ci-dessus, passage à la position 5905 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5603, 5803, 5806, 5808 et 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
5906–5907	<p>1) Sauf pour les tissus de laine ou de poils fins, passage d'un tissu écru des positions 5906 à 5907 à un tissu fini des positions 5906 à 5907 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) ci-dessus, passage aux positions 5906 à 5907 à partir de tout autre chapitre, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5803, 5806, 5808 et 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>

TDH	Changement de classement tarifaire et/ou autres prescriptions
5908	<p>1) Sauf pour les fils, ficelles, cordes et tresses, passage à la position 5908 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5801 à 5802, 5806, 5808 et 6001 à 6002.</p> <p>2) Pour les fils, ficelles, cordes et tresses: a) si la marchandise est constituée de fibres continues, y compris des lames, passage à la position 5908 à partir de toute autre position, sauf des positions 5001 à 5007, 5401 à 5406 et 5501 à 5502, et à condition que le changement résulte d'une opération d'extrusion; ou b) si la marchandise est constituée de fibres discontinues, passage à la position 5908 à partir de toute autre position, sauf des positions 5106 à 5110, 5204 à 5207, 5306 à 5308, 5508 à 5511 et 5605 à 5607, et à condition que le changement résulte d'une opération de filature.</p>
5909	<p>Passage à la position 5909 à partir de tout autre chapitre, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5603, 5801 à 5804, 5806, 5808 et 6001 à 6002, et à condition que la marchandise ne contienne pas d'armatures ni d'accessoires de matières autres que textiles et que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu; ou passage aux tuyaux pour pompes avec armatures ou accessoires en matières autres que textiles de la position 5909 à partir de toute position, y compris passage d'une autre marchandise de la position 5909, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p>
5910	<p>1) Pour les courroies en tresses, cordes ou ficelles: a) si la marchandise est constituée de fibres continues, y compris des lames, passage de ces fibres, y compris des lames, à la position 5910 à partir de toute autre position, sauf des positions 5001 à 5006, 5401 à 5406 et 5501 à 5502, et à condition que le changement résulte d'une opération d'extrusion; ou b) si la marchandise est constituée de fibres discontinues, passage de ces fibres à la position 5910 à partir de toute autre position, sauf des positions 5106 à 5110, 5204 à 5207, 5306 à 5308 et 5508 à 5511, et à condition que le changement résulte d'une opération de filature.</p> <p>2) Pour les courroies en tissu qui ne sont ni tressées ni combinées à des éléments autres que textiles, même renforcées de métal ou d'autres matières, passage à la position 5910 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5801 à 5804, 5806, 5808 à 5809 et 6001 à 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p> <p>3) Pour les courroies en tissu, y compris les courroies en matières tressées, combinées à des éléments autres que textiles, même renforcées de métal ou d'autres matières, passage à la position 5910 à partir de toute position, y compris passage d'une autre marchandise de la position 5910, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p>
5911.10– 5911.20	<p>1) Sauf pour les tissus de laine ou de poils fins, passage d'un tissu écru des sous-positions 5911.10 à 5911.20 à un tissu fini des sous-positions 5911.10 à 5911.20 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) ci-dessus, passage aux sous-positions 5911.10 à 5911.20 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5801 à 5804, 5806 et 6001 à 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>

TDH	Changement de classement tarifaire et/ou autres prescriptions
5911.31–5911.32	<p>1) a) Sauf pour les tissus de laine ou de poils fins, passage d'un tissu écru des sous-positions 5911.31 à 5911.32 à un tissu fini des sous-positions 5911.31 à 5911.32 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 1) b) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) a) ci-dessus, pour les marchandises non combinées à des éléments autres que textiles, passage aux sous-positions 5911.31 à 5911.32 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5801 à 5804, 5806 et 6001 à 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p> <p>2) Pour les marchandises combinées à des éléments autres que textiles, passage aux sous-positions 5911.31 à 5911.32 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p>
5911.40	<p>1) Sauf pour les tissus de laine ou de poils fins, passage d'un tissu écru de la sous-position 5911.40 à un tissu fini de la sous-position 5911.40 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) ci-dessus, passage à la sous-position 5911.40 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5801 à 5804, 5806 et 6001 à 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
5911.90	<p>1) Pour les marchandises en fils, cordes, ficelles ou tresses: a) si la marchandise est constituée de fibres continues, y compris des lames, passage de ces fibres, y compris des lames, à la sous-position 5911.90 à partir de toute autre position, sauf des positions 5001 à 5006, 5401 à 5406 et 5501 à 5502, et à condition que le changement résulte d'une opération d'extrusion; ou b) si la marchandise est constituée de fibres discontinues, passage de ces fibres à la sous-position 5911.90 à partir de toute autre position, sauf des positions 5106 à 5110, 5204 à 5207, 5306 à 5308 et 5508 à 5511, et à condition que le changement résulte d'une opération de filature.</p> <p>2) a) Si la marchandise est un tissu, sauf un tissu de laine ou de poils fins, passage d'un tissu écru de la sous-position 5911.90 à un tissu fini de la sous-position 5911.90 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) b) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 2) a) ci-dessus, si la marchandise est un tissu, passage à la sous-position 5911.90 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5801 à 5804, 5806, 5809 et 6001 à 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p> <p>3) Si la marchandise est un article confectionné autre qu'une marchandise en fils, cordes, ficelles ou tresses, passage à la sous-position 5911.90 à partir de toute position, y compris passage d'une autre marchandise de la position 5911, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p>
6001–6002	<p>1) Sauf pour les tissus de laine ou de poils fins, passage d'un tissu écru des positions 6001 à 6002 à un tissu fini des positions 6001 à 6002 résultant d'opérations de teinture et d'impression, lorsque ces opérations s'accompagnent de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ou 2) si le pays d'origine ne peut être déterminé par application du point 1) ci-dessus, passage aux positions 6001 à 6002 à partir de toute position en dehors de ce groupe, à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>

TDH	Changement de classement tarifaire et/ou autres prescriptions
6101–6117	<p>1) Si la marchandise n'est pas tricotée en forme et est composée de deux éléments constitutifs ou plus, sauf pour les marchandises de la sous-position 6117.10 visées au paragraphe e)2) du présent article, passage à une marchandise assemblée des positions 6101 à 6117 à partir d'éléments non assemblés, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>2) Si la marchandise n'est pas tricotée en forme et n'est pas composée de deux éléments constitutifs ou plus, sauf pour les marchandises de la sous-position 6117.10 visées au paragraphe e)2) du présent article, passage aux positions 6101 à 6117 à partir de toute position en dehors de ce groupe, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5806, 5809 à 5811, 5903, 5906 à 5907 et 6001 à 6002, et de la sous-position 6307.90, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p> <p>3) Si la marchandise est tricotée en forme, sauf pour les marchandises de la sous-position 6117.10 visées au paragraphe e)2) du présent article, passage aux positions 6101 à 6117 à partir de toute position en dehors de ce groupe, à condition que les éléments tricotés en forme soient tricotés dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p>
6201–6208	<p>1) Si la marchandise est composée de deux éléments constitutifs ou plus, passage à une marchandise assemblée des positions 6201 à 6208 à partir d'éléments non assemblés, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>2) Si la marchandise n'est pas composée de deux éléments constitutifs ou plus, passage aux positions 6201 à 6208 à partir de toute position en dehors de ce groupe, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5801 à 5806, 5809 à 5811, 5903, 5906 à 5907 et 6217 et de la sous-position 6307.90, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
6209.10.0000–6209.20.5035	<p>1) Si la marchandise est composée de deux éléments constitutifs ou plus, passage à une marchandise assemblée des sous-positions 6209.10.0000 à 6209.20.5035 à partir d'éléments non assemblés, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>2) Si la marchandise n'est pas composée de deux éléments constitutifs ou plus, passage aux sous-positions 6209.10.0000 à 6209.20.5035 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5801 à 5806, 5809 à 5811, 5903, 5906 à 5907 et 6217 et de la sous-position 6307.90, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
6209.20.5040	Le pays d'origine d'une marchandise pouvant être classée dans la sous-position 6209.20.5040 est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel le tissu constituant la marchandise a été obtenu par un processus de fabrication du tissu.
6209.20.5045–6209.90.9000	<p>1) Si la marchandise est composée de deux éléments constitutifs ou plus, passage à une marchandise assemblée des sous-positions 6209.20.5045 à 6209.90.9000 à partir d'éléments non assemblés, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>2) Si la marchandise n'est pas composée de deux éléments constitutifs ou plus, passage aux sous-positions 6209.20.5045 à 6209.90.9000 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5801 à 5806, 5809 à 5811, 5903, 5906 à 5907 et 6217 et de la sous-position 6307.90, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>

TDH	Changement de classement tarifaire et/ou autres prescriptions
6210–6212	<p>1) Si la marchandise est composée de deux éléments constitutifs ou plus, passage à une marchandise assemblée des positions 6210 à 6212 à partir d'éléments non assemblés, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>2) Si la marchandise n'est pas composée de deux éléments constitutifs ou plus, passage aux positions 6210 à 6212 à partir de toute position en dehors de ce groupe, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5801 à 5806, 5809 à 5811, 5903, 5906 à 5907, 6001 à 6002 et 6217 et de la sous-position 6307.90, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
6213–6214	Sauf pour les marchandises des positions 6213 à 6214 visées au paragraphe e)2) du présent article, le pays d'origine d'une marchandise pouvant être classée dans les positions 6213 à 6214 est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel le tissu constituant la marchandise a été obtenu par un processus de fabrication du tissu.
6215–6217	<p>1) Si la marchandise est composée de deux éléments constitutifs ou plus, passage à une marchandise assemblée des positions 6215 à 6217 à partir d'éléments non assemblés, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>2) Si la marchandise n'est pas composée de deux éléments constitutifs ou plus, passage aux positions 6215 à 6217 à partir de toute position en dehors de ce groupe, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5801 à 5806, 5809 à 5811, 5903, 5906 à 5907 et 6217 et de la sous-position 6307.90, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
6301–6306	Sauf pour les marchandises des positions 6302 à 6304 visées au paragraphe e) 2) du présent article, le pays d'origine d'une marchandise pouvant être classée dans les positions 6301 à 6306 est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel le tissu constituant la marchandise a été obtenu par un processus de fabrication du tissu.
6307.10	Le pays d'origine d'une marchandise pouvant être classée dans la sous-position 6307.10 est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel le tissu constituant la marchandise a été obtenu par un processus de fabrication du tissu.
6307.20	Passage à la sous-position 6307.20 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.
6307.90	Le pays d'origine d'une marchandise pouvant être classée dans la sous-position 6307.90 est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel le tissu constituant la marchandise a été obtenu par un processus de fabrication du tissu.
6308	Le pays d'origine d'une marchandise pouvant être classée dans la position 6308 est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel le tissu entrant dans la composition de la marchandise a été obtenu par un processus de fabrication du tissu.
6309–6310	Le pays d'origine de la marchandise pouvant être classée dans les positions 6309 à 6310 est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel la marchandise a été collectée et emballée en dernier lieu en vue de son expédition.
6405.20.60	Passage à la sous-position 6405.20.60 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.

TDH	Changement de classement tarifaire et/ou autres prescriptions
6406.10.77	<p>1) Si la marchandise est composée de deux éléments ou plus, passage à la sous-position 6406.10.77 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>2) Si la marchandise n'est pas composée de deux éléments ou plus, passage à la sous-position 6406.10.77 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5608, 5801 à 5804, 5806, 5808 à 5810, 5903, 5906 à 5907 et 6001 à 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
6406.10.90	<p>1) Si la marchandise est composée de deux éléments ou plus, passage à la sous-position 6406.10.90 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>2) Si la marchandise n'est pas composée de deux éléments ou plus, passage à la sous-position 6406.10.90 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5608, 5801 à 5804, 5806, 5808 à 5810, 5903, 5906 à 5907 et 6001 à 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
6406.99.15	<p>1) Si la marchandise est composée de deux éléments ou plus, passage à la sous-position 6406.99.15 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>2) Si la marchandise n'est pas composée de deux éléments ou plus, passage à la sous-position 6406.99.15 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5608, 5801 à 5804, 5806, 5808 à 5810, 5903, 5906 à 5907 et 6001 à 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
6501	<p>1) Si la marchandise est composée de deux éléments ou plus, passage à la position 6501 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>2) Si la marchandise n'est pas composée de deux éléments ou plus, passage à la position 6501 à partir de toute autre position, sauf de la position 5602, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
6502	<p>1) Si la marchandise est composée de deux éléments ou plus, passage à la position 6502 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>2) Si la marchandise n'est pas composée de deux éléments ou plus, passage à la position 6502 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5608, 5801 à 5804, 5806, 5808 à 5810, 5903, 5906 à 5907 et 6001 à 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
6503	<p>1) Si la marchandise est composée de deux éléments ou plus, passage à la position 6503 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>2) Si la marchandise n'est pas composée de deux éléments ou plus, passage à la position 6503 à partir de toute autre position, sauf de la position 5602, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>

TDH	Changement de classement tarifaire et/ou autres prescriptions
6504	<p>1) Si la marchandise est composée de deux éléments ou plus, passage à la position 6504 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>2) Si la marchandise n'est pas composée de deux éléments ou plus, passage à la position 6504 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5608, 5801 à 5804, 5806, 5808 à 5810, 5903, 5906 à 5907 et 6001 à 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
6505.90	<p>1) Si la marchandise est composée de deux éléments ou plus, passage à la sous-position 6505.90 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>2) Si la marchandise n'est pas composée de deux éléments ou plus, passage à la sous-position 6505.90 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5602 à 5603, 5608, 5801 à 5804, 5806, 5808 à 5811, 5903, 5906 à 5907 et 6001 à 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
6601.10–6601.91	<p>Passage aux sous-positions 6601.10 à 6601.91 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p>
7019.19.15	<p>1) Si la marchandise est constituée de filaments, passage à la sous-position 7019.19.15 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte d'une opération d'extrusion.</p> <p>2) Si la marchandise est constituée de fibres discontinues, passage à la sous-position 7019.19.15 à partir de toute autre sous-position, sauf des sous-positions 7019.19.30 à 7019.19.90, 7019.31.00 à 7019.39.50 et 7019.90, et à condition que le changement résulte d'une opération de filature.</p>
7019.19.28	<p>1) Si la marchandise est constituée de filaments, passage à la sous-position 7019.19.28 à partir de toute autre position, à condition que le changement résulte d'une opération d'extrusion.</p> <p>2) Si la marchandise est constituée de fibres discontinues, passage à la sous-position 7019.19.28 à partir de toute autre sous-position, sauf des sous-positions 7019.19.30 à 7019.19.90, 7019.31.00 à 7019.39.50 et 7019.90, et à condition que le changement résulte d'une opération de filature.</p>
7019.40–7019.59	<p>Passage aux sous-positions 7019.40 à 7019.59 à partir de toute autre sous-position, à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>
8708.21	<p>1) Pour les ceintures de sécurité non combinées à des éléments autres que textiles, passage à la sous-position 8708.21 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408 et 5512 à 5516, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p> <p>2) Pour les ceintures de sécurité combinées à des éléments autres que textiles, passage à une marchandise assemblée de la sous-position 8708.21 à partir d'éléments non assemblés, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p>
8804	<p>1) Si la marchandise est composée de deux éléments constitutifs ou plus, passage à une marchandise assemblée de la position 8804 à partir d'éléments non assemblés, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.</p> <p>2) Si la marchandise n'est pas composée de deux éléments constitutifs ou plus, passage à la position 8804 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5603, 5801 à 5804, 5806, 5809 à 5811, 5903, 5906 à 5907 et 6001 à 6002 et de la sous-position 6307.90, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.</p>

TDH	Changement de classement tarifaire et/ou autres prescriptions
9113.90.40	1) Si la marchandise est composée de deux éléments constitutifs ou plus, passage à une marchandise assemblée de la sous-position 9113.90.40 à partir d'éléments non assemblés, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire. 2) Si la marchandise n'est pas composée de deux éléments constitutifs ou plus, passage à la sous-position 9113.90.40 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5603, 5801 à 5802, 5806, 5809, 5903, 5906 à 5907 et 6001 à 6002 et de la sous-position 6307.90, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.
9404.90	Sauf pour les marchandises de la sous-position 9404.90 visées au paragraphe e)2) du présent article, le pays d'origine d'une marchandise pouvant être classée dans la sous-position 9404.90 est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel le tissu constituant la marchandise a été obtenu par un processus de fabrication du tissu.
9502.91	Passage à une marchandise assemblée de la sous-position 9502.91 à partir d'éléments non assemblés, à condition que le changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire.
9612.10.9010	Passage à la sous-position 9612.10.9010 à partir de toute autre position, sauf des positions 5007, 5111 à 5113, 5208 à 5212, 5309 à 5311, 5407 à 5408, 5512 à 5516, 5603, 5806, 5903, 5906 à 5907 et 6002, et à condition que le changement résulte d'un processus de fabrication du tissu.

2) Pour les marchandises relevant des positions 6213 et 6214 du TDH et des sous-positions 6117.10, 6302.22, 6302.29, 6302.52, 6302.53, 6302.59, 6302.92, 6302.93, 6302.99, 6303.92, 6303.99, 6304.19, 6304.93, 6304.99, 9404.90.85 et 9404.90.95 du TDH, à l'exception des marchandises classées dans ces positions ou sous-positions comme étant de coton ou de laine ou composées de mélanges de fibres contenant 16 pour cent ou plus en poids de coton: i) le pays d'origine de la marchandise est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel le tissu constituant la marchandise a été à la fois teint et imprimé, lorsque ces opérations s'accompagnaient de deux ou plus des opérations de finissage suivantes: blanchiment, rétrécissement, foulage, lainage, décatissage, amidonnage permanent, charge, impression en relief ou moirage; ii) si le pays d'origine ne peut pas être déterminé conformément à l'alinéa i) ci-dessus, à l'exception des marchandises relevant de la sous-position 6117.10 du TDH qui sont tricotées en forme ou sont composées de deux éléments constitutifs ou plus, le pays d'origine est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel le tissu constituant la marchandise a été obtenu par un processus de fabrication du tissu; ou iii) pour les marchandises relevant de la sous-position 6117.10 du TDH qui sont tricotées en forme ou sont composées de deux ou plus éléments constitutifs: A) si la marchandise est tricotée en forme, le pays d'origine de la marchandise est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel un passage à la sous-position 6117.10 du TDH depuis la catégorie fils a lieu, à condition que les éléments tricotés en forme soient tricotés dans un seul pays, territoire ou possession insulaire; ou B) si la marchandise n'est pas tricotée en forme et est composée de deux éléments constitutifs ou plus, le pays d'origine de la marchandise est le pays, le territoire ou la possession insulaire dans lequel un passage à une marchandise assemblée relevant de la sous-position 6117.10 du TDH depuis des éléments non assemblés a lieu, à condition que ce changement résulte du fait que la marchandise est entièrement assemblée dans un seul pays, territoire ou possession insulaire. [T.D. 95-69, 60 FR 46197, 5 septembre 1995, modifié par T.D. 96-56, 61 FR 37818, 22 juillet 1996; T.D. 99-64, 64 FR 43266, 10 août 1999; T.D. 01-36, 66 FR 21661, 1^{er} mai 2001; 66 FR 23981, 10 mai 2001]